















*Bibliothèque*

*de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique*

---

**HISTOIRE POLITIQUE**

**DES**

**PROTESTANTS FRANÇAIS**

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

---

**Montesquieu et la tradition politique anglaise en France : les sources anglaises de l'Esprit des lois**, Paris, Gabalda, 1909.

*Couronné par l'Académie française : Prix Bordin.*

**Montesquieu.** — Collection des grands philosophes, Paris, Alcan, 1913.

*Couronné par l'Académie française : Prix Marcellin Guérin.*

**Le rôle politique des protestants français (1685-1715)**, Paris, Bloud et Gay, 1920.

*Couronné par l'Académie française : Prix Théroutanne.*

*A paraître :*

**L'agonie du jansénisme**, *d'après des documents inédits*

*Les origines du catholicisme.*

*Le christianisme et l'empire romain.*

*Les églises du monde romain.*

*Les anciennes littératures chrétiennes.*

*La théologie ancienne.*

*Les institutions anciennes de l'Église.*

*Les églises du monde barbare. — Les églises du monde syrien.*

*L'église byzantine. — L'État pontifical.*

*La réforme du XI<sup>e</sup> siècle. — Le sacerdoce et l'Empire.*

*Histoire de la formation du droit canonique.*

*La littérature ecclésiastique du moyen âge.*

*La théologie du moyen âge. — Les institutions de la chrétienté*

*L'Église et l'Orient au moyen âge.*

*L'Église et le Saint-Siège de Boniface VIII à Martin V.*

*L'Église à la fin du moyen âge.*

*La réforme protestante. — Le concile de Trente.*

*L'Église et l'Orient depuis le XV<sup>e</sup> siècle.*

*La théologie catholique depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.*

*Le protestantisme depuis la Réforme.*

*L'expansion de l'Église depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.*

*L'Église et les gouvernements d'ancien régime.*

*L'Église et les révolutions politiques (1789-1870).*

*L'Église contemporaine.*

# Bibliothèque de l'enseignement de l'Histoire ecclésiastique

## Volumes parus :

- Le Christianisme et l'Empire romain, de Néron à Théodose**, par M. Paul ALLARD. *Huitième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- Histoire des Dogmes**, par M. J. TIXERONT, doyen de la Faculté catholique de théologie de Lyon. Trois volumes.
- **I. La théologie anténicéenne**. *Neuvième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- **II. De saint Athanase à saint Augustin (318-430)**. *Septième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- **III. La fin de l'âge patristique (430-800)**. *Cinquième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- Anciennes Littératures chrétiennes : I. La Littérature grecque**, par M<sup>re</sup> Pierre BATIFFOL. *Quatrième édition*. *Épuisé*.
- Anciennes Littératures chrétiennes : La Littérature syriaque**, par M. Rubens DUVAL. *Troisième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- L'Afrique chrétienne**, par Dom H. LECLERCQ, Bénédictin de Farnborough. *Deuxième édition*. *Épuisé*.
- L'Espagne chrétienne**, par Dom H. LECLERCQ, Bénédictin de Farnborough. *Deuxième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- L'Angleterre chrétienne avant les Normands**, par Dom Fernand CABROL, abbé de Farnborough. *Deuxième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- Les chrétientés celtiques**, par Dom GUGAUD, Bénédictin de Farnborough. *Deuxième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- Le Christianisme dans l'Empire perse, sous la dynastie Sassanide (224-632)**, par M. J. LABOURT, docteur en théologie et docteur ès lettres. *Deuxième édition*. 1 volume in-12. . . . . **10 fr.**
- L'Église byzantine, de 527 à 847**, par le R. Père PARGOIRE, des Augustins de l'Assomption. *Troisième édition*. 1 volume in-12. . . . . **10 fr.**
- L'Église et l'Orient au Moyen Age : les Croisades**, par M. Louis BRÉHIER, professeur d'histoire à l'Université de Clermont-Ferrand. *Quatrième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- Les Papes d'Avignon (1305-1378)**, par G. MOLLAT, professeur à l'Université de Strasbourg. *Quatrième édition*. 1 vol. in-12. **10 fr.**
- Le Grand Schisme d'Occident**, par M. L. SALEMBIER. *Cinquième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**
- L'Église romaine et les Origines de la Renaissance**, par M. Jean GUIRAUD. *Cinquième édition*. 1 vol. in-12. **10 fr.**
- Les origines du Schisme anglican (1509-1571)**, par M. J. TRÉSAL. *Troisième édition*. 1 vol. in-12. . . . . **10 fr.**

# HISTOIRE POLITIQUE

DES

# PROTESTANTS FRANÇAIS

(1715-1794)

PAR

L'ABBÉ JOSEPH DEDIEU

DOCTEUR ÈS LETTRES

I

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

J. GABALDA, Éditeur

RUE BONAPARTE, 90

—  
1925

## NIHIL OBSTAT

Parisiis, die 2<sup>a</sup> junii 1924.

M. ROUZIÈS,  
Censor design.

---

## IMPRIMATUR

Parisiis, die 10<sup>a</sup> junii 1924.

G. AUDOLLENT,  
v. g.

MAY 23 X



## PRÉFACE

---

Les relations de la monarchie avec le protestantisme français ont été commandées par le principe, essentiel à la politique religieuse de l'ancien régime : le principe de l'intolérance. Les événements ne tardèrent pas cependant à mettre en évidence l'instabilité de cette politique. Si, depuis François I<sup>er</sup>, les rois continuent à se considérer comme les protecteurs nés de l'Église catholique, ils sentent de plus en plus vivement la nécessité d'assurer la tranquillité générale par les ménagements avec lesquels doit être traité le problème des rapports de la nouvelle secte huguenote et de l'État.

L'attitude des souverains qui furent mis d'abord en face de ce problème est tout à fait remarquable. François I<sup>er</sup> garda longtemps une neutralité dont personne n'était dupe et que les réformés déclaraient bienveillante. Catherine de Médicis alla jusqu'à risquer le sort de sa régence, par une poli-

tique de tolérance qui scandalisait les catholiques. Néanmoins, séditions, conjurations et complots ne cessaient de dresser le parti protestant contre la monarchie française.

C'est que, parmi les réformés, venait d'apparaître une doctrine nouvelle. Calvin avait tout d'abord enseigné, sur l'obéissance due aux puissances civiles, la doctrine traditionnelle. Le pouvoir civil vient de Dieu : l'obéissance est donc un devoir de conscience, même envers un prince infidèle ou apostat, en tout ce qui n'est point contraire à la loi naturelle ou divine. Mais quand les réformés, sous le règne de François II, se virent plus obstinément en butte à des mesures où se révélait la volonté de destruction affichée par les Guise, ils accueillirent avec sympathie des idées fort différentes. Ils apprirent alors, de leurs jurisconsultes et de leurs théologiens, la légitimité de la résistance au pouvoir civil, non seulement de celle qui oppose les volontés pacifiques, mais encore de celle qui entraîne aux armes afin de repousser la violence. Or, depuis le 25 mai 1559, les églises réformées avaient pris conscience de leurs forces conjurées. Elles avaient encore accepté, ce jour-là, l'unité de direction qui se transforma tout aussitôt en une unité de commandement. Dès lors se trouva engagé le duel qui, pendant trente ans, mit aux prises la monarchie et les réformés de France. Henri IV lui-même fut impuissant à arrêter le mouvement qui entraînait les huguenots à voir

dans les embarras de la guerre étrangère l'occasion dont ils profiteront pour imposer leurs conditions à un souverain débordé. Vainement fait-il appel à leur concours, à l'heure même où les Espagnols, s'étant emparés d'Ardres, de Calais, d'Amiens, trouvent libre devant eux la route de Paris. Obstinés en leurs exigences, les chefs huguenots refusent leur aide, et marchandent leur soumission. Après de pénibles tractations, Henri IV promulgue l'édit de Nantes, qui devait assurer « une bonne et perdurable paix ». En réalité, la monarchie venait de traiter avec les rebelles, qui reentraient dans l'ordre, nantis de tels privilèges que les catholiques et les rois eux-mêmes ne tarderont pas à manifester leurs inquiétudes. Non sans raison, car déjà sous Louis XIII, le parti protestant, selon l'expression de M. Hanotaux, « déchire de ses propres mains l'édit de Nantes et rouvre la période des guerres civiles ». Cet effort d'émancipation aboutit à un désastre : Richelieu, afin de préserver l'intérêt national, supprima sans retour l'État protestant.

On pouvait croire désormais fini le rôle politique des réformés français. Vaincus et d'ailleurs soumis à la couronne, ils paraissent avoir renoncé à leur chimère de conquérir le pouvoir, afin de mieux assurer leur croyance. Ils se gardent de toute aventure, et, pendant la minorité de Louis XIV, se montrent si bons et loyaux sujets, que, plus tard, le grand roi rendra un solennel

hommage à leur fidélité. Cependant, l'épreuve allait, à nouveau, rejeter ces sujets dans la voie de la rébellion. Sous la poussée d'une opinion, où le rôle joué par Louvois, M<sup>me</sup> de Maintenon, le clergé, les officiers du roi, est encore fort mal connu, Louis XIV, après une avalanche d'édits restrictifs de la liberté, révoque enfin l'édit de Nantes. Vingt années de son règne sont consacrées à renforcer, à multiplier, à aggraver ordonnances et décrets, contre la religion réformée. En vain celle-ci cherche-t-elle sans arrêt les moyens dilatoires capables d'émousser la pointe de ces lois. Aux cas nés du subterfuge, répondent des décrets de plus en plus précis dans leur rigueur. Au fur et à mesure que l'animosité grandit, qui met aux prises les hommes de loi, toujours au guet afin de maintenir la force des textes, et les religionnaires, toujours avides de les éluder, le loyalisme s'affaiblit au cœur de la Réforme, qui n'a jamais oublié son dogme de la résistance au pouvoir. Les protestants français entendirent, en ces jours, les pires excitations, tombées des plus hautes chaires. Ils suivirent, en masse, le mouvement qui les poussait vers l'étranger, et commirent l'erreur de confier leur sort à des chefs qui les utilisèrent pour de fâcheuses aventures politiques. Ils deviennent en effet les alliés, les complices et les soldats de la Ligue d'Augsbourg; organisent, aux flancs de la France, l'insurrection des Vaudois; soulèvent, au cœur de la patrie, les armées camisardes; para-

lysent nos tentatives et annihilent nos mesures défensives par l'activité d'une multitude d'espions ; consacrent enfin, de 1685 à 1715, toutes leurs forces à assurer le triomphe des ennemis de Louis XIV<sup>1</sup>.

Celui-ci ne leur pardonna jamais. L'opinion française leur était, à n'en pas douter, contraire et hostile. En 1716, Saint-Simon, qui avait cependant blâmé la révocation, dissuade le régent de rendre la liberté de conscience à un parti qui, disait-il, était toujours prêt à la révolte et à l'alliance avec l'étranger. D'autres, comme Vauban, justifiaient leurs demandes en faveur des réfugiés par des considérations économiques, se gardant bien de rappeler l'activité politique de ceux que la monarchie considérait comme des révoltés dangereux.

Louis XIV mort, le conflit allait-il s'apaiser ? Pouvait-on espérer, de la part du gouvernement, un retour à une politique de bienveillance, et de la part des réformés, un retour à des principes plus modérés, plus pénétrés de loyalisme, et, pour tout dire, plus français ?

Les partis en présence s'observent avec inquiétude. Leur défiance est réciproque ; tous deux sentent vivement la rivalité de leurs intérêts et l'opposition de leurs vues. Car les réformés ne cessent d'espérer la restauration de leurs églises

1. Voir notre ouvrage, *Le rôle politique des protestants français, 1685-1715*, Paris, 1920.

détruites et l'oubli des décrets promulgués contre eux. Mais la monarchie se croit liée d'honneur à la politique de Louis XIV, et soit le roi, soit ses ministres, soit ses intendants, soit ses officiers subalternes, tous s'appliquent à sauvegarder des textes qu'ils s'accordent à reconnaître en péril. Il n'était pas possible que le conflit ne reprît, plus ardent que jamais<sup>1</sup>.

Les protestants français, que de durs mécomptes doivent avoir ramenés à plus de prudence, ont-ils persévéré, à partir de 1715, dans une ligne de conduite nettement loyaliste? N'ont-ils pas voulu, au contraire, assimiler à une question de force leurs entreprises religieuses? L'histoire devrait, en ce cas, assigner au douloureux conflit qui remplit tout le XVIII<sup>e</sup> siècle des motifs, non seulement d'ordre religieux — les seuls qu'admettent les historiens protestants, — mais encore d'ordre politique, les seuls qu'invoquait la monarchie.

C'est cette enquête que nous avons essayé de poursuivre, car nous avons pensé qu'à lire attentivement les plaintes des religionnaires et les rapports de tous ceux qui furent alors chargés de surveiller leur activité en France, bien des motifs apparaîtraient, capables d'expliquer les phases

1. L'étude de la vie intérieure des églises protestantes en France n'est donc pas notre objet; nous nous tiendrons aux seuls faits où se trouvent impliquées les relations de la monarchie avec le protestantisme.

d'un conflit, que les historiens ont trop souvent défiguré.

Emploi des sigles :

*B. N.* = Bibliothèque nationale.

*A. N.* = Archives nationales.

*A. Af. Ét.* = Archives des Affaires étrangères.

*A. M. G.* = Archives du ministère de la guerre.

*B. P. F.* = Bulletin de l'histoire du protestantisme français.





# HISTOIRE POLITIQUE DES PROTESTANTS FRANÇAIS

---

## CHAPITRE PREMIER

AUTOUR DE L'ÉDIT DU 14 MAI 1724.

1715-1730.

### I

A la date de 1715, le protestantisme français se débat en une pénible agonie. Considéré comme corps reli-

**BIBLIOGRAPHIE.** — B. N. Ms. 7046, 7047, 11.782; — A. N. O<sup>1</sup> 63, 64, 66, 68, 368, 369; TT, 261, 270, 319, 322, 363, 435, 436, 446, 449<sup>2</sup>, 463, 464; — A. Af. Et. Angleterre, 300 à 303, 314 à 321 (rôle politique de Basnage en 1717 et 1719); 328 (projet pour contenir les religionnaires en France, 1719); Hollande, 331; — A. M. G. n<sup>os</sup> 2.549, 2.584, 2.622, 2.679.

Etudes générales : Ch. COQUEREL, *Histoire des églises du Désert*, Paris, 1841, 2 vol.; Ed. HUGUES, *Histoire de la restauration du protestantisme en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1872, 2 vol.; F. PUAUX, *Histoire de la Réformation française*, Paris, 1869, 7 vol.; *Mémoires d'Ant. COURT* (1696-1724) publiés par Ed. Hugues, Toulouse, 1885; Paul RABAUT, *Lettres à A. Court* (1739-1755) publiées par Picheral-Dardier, Paris, 1884, 2 vol.; RULHIÈRE, ouv. cité; ANQUEZ, *De l'état civil des Réformés de France*, Paris, 1868; LEMONTEY, *Histoire de la Régence*, Paris, 1832; Alph. JOBEZ, *La France sous Louis XV*, Paris, 1864, 3 vol.; DOM LECLERCQ, *Histoire de la Régence*, Paris, 1921, 3 vol.; Alfred MONOD, *Les sermons de Paul Rabaut*, s. l. n. d.

gieux, il paraît avoir perdu, par de larges blessures, le sang qui jadis lui donnait tant de vigueur. Les anciennes églises ont presque totalement disparu; les fidèles ont été, en apparence, absorbés par l'Eglise catholique qui, d'ailleurs, souffre d'un apport aussi considérable et aussi peu assimilable; les pasteurs ont fui sur les routes de l'exil et fait place à des prédicants sans mandat, sans lettres, sans principes spirituels et livrés à toutes les extravagances de leur inspiration<sup>1</sup>; les communautés elles-mêmes où s'est maintenu l'esprit de la Réforme sont tellement disséminées, isolées dans leur solitude et leur terreur qu'il est à peu près impossible de savoir le nombre exact des fidèles<sup>2</sup> et de les unir par une sorte de courant de charité. A tout instant, la chaîne se rompt, faute de connaître les sûrs intermédiaires qui la continueraient à travers le réseau de mailles tendu par le gouvernement vainqueur. La détresse des âmes est profonde. Le culte public est mort et sa disparition officielle est entérinée en un acte officiel. C'est en 1715 en effet qu'est affichée la Déclaration royale qui affirme la fin du protestantisme en France et condamne, au titre de relaps, quiconque sera surpris à en faire encore profession. A la vérité, Louis XIV n'a pas formellement interdit le culte privé, mais il y a toute apparence que ce culte privé lui-même ne tardera pas à succomber<sup>3</sup>. D'autant que rien n'a surnagé dans le grand nau-

1. M. Ch. Bost, *Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc*, 2 vol., 1912, a suivi ces ouvriers jusqu'en 1702; de 1702 à 1715, le prophétisme a sévi. Voir Al. Dubois, *Les prophètes cévenols*, Strasbourg, 1861.

2. Il faut renoncer à établir un chiffre, même approximatif. Ce que l'on sait d'à peu près certain d'une province ne signifie rien pour les provinces voisines. Incertitude sur le nombre des religionnaires qui ont émigré de 1685 à 1715; incertitude sur le nombre de ceux qui sont devenus nouveaux catholiques.

3. RULHIÈRE, t. II, p. 92.

frage; les synodes, les anciens, les diacres, tout a disparu. Le souvenir subsiste seul d'une organisation qui fut puissante. Et pour aviver au fond des âmes la foi, les secours font défaut. On avait, récemment encore, l'adjuvant des livres pieux; Louis XIV les a détruits en d'innombrables autodafés. De l'étranger, arrivaient par des voies mystérieuses ces *Lettres pastorales* où l'âme protestante puisait son réconfort. Depuis 1713, Jurieu est mort; Jurieu qui put assister, avec douleur, au déclin d'un genre qu'il avait porté, par un incontestable talent, à une hauteur prodigieuse et précipité, par une non moins prodigieuse aberration d'esprit, dans un discrédit si profond que plus jamais il ne s'en relèvera. Les véritables armées de croyants ont fondu dans l'épreuve : les meilleurs ont fui, les plus intraitables sont passés à l'insurrection, et les timorés sont voués à l'inertie. Il ne reste plus, dans les carrières des Cévennes ou les garrigues du Languedoc, que des fidèles désemparés, livrés à toutes les suggestions des illuminés. Ce n'était pas ce débris qui pouvait inspirer de l'inquiétude au roi ni aux Evêques. Vraiment Louis XIV put se croire maître de l'hérésie <sup>1</sup>.

Considérée comme corps politique, puisque aussi bien le protestantisme avait couru sa chance en assumant un rôle actif depuis 1685 jusqu'à la paix d'Utrecht, l'église réformée offrait un spectacle encore plus lamentable. Nul discrédit ne l'avait jamais si totalement couverte, non pas même au temps de sa révolte contre Richelieu, où elle avait porté avec une certaine fierté dans la défaillance le fanion de la révolte. Mais depuis 1685, elle n'a consenti à travailler que dans l'om-

1. Les Mémoires de ce temps-là nous font bien comprendre cet état d'esprit; voir les *Mémoires* de Bombonoux, de Corteiz. Cependant, quelques assemblées du Désert avaient été déjà convoquées, surtout en Cévennes, par les prédicants.

bre. Elle a cheminé parmi les intrigues des alliances anti-françaises. De malheureuses directions l'ont plongée dans des bas-fonds d'où elle n'a pas réussi à s'évader, en une brusque révolte de l'honneur. Les contemporains connaissaient assez les replis des âmes de ces suspects pour ne pas ignorer les phases les plus critiques de cet affaissement général du protestantisme dans la trahison. Et sur toute l'église réformée française un grand mépris s'était étendu. Or, si le mépris n'atteint que le passé, il ouvre encore les voies à la défiance en ce qui concerne l'avenir<sup>1</sup>. Jamais rebelles ne furent autant redoutés par la royauté, par les nobles, par le clergé catholique, par le peuple enfin, que ne le furent les religieux vaincus en 1715. Ils resteront les camisards, les séditieux, les fauteurs de révoltes, les républicains outrés dont la monarchie française ne saura jamais assez se garer. En temps de paix, on surveille leur conduite qu'on ne peut se résoudre à croire assagie. En temps de guerre, on tremble à chacune de leurs démarches; il n'y a pas liaisons criminelles, ententes traîtresses ou complots ténébreux, dont on ne les juge capables, et le soupçon arme les bras contre ces dangereux sujets de Sa Majesté. Ce sera le dur châtiment de certaines fautes individuelles, contre lesquelles n'osa s'élever, de 1685 à 1715, nul corps autorisé de l'église réformée, que sur le titre de protestant, la France ait pu jeter, pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, ce reproche de trahison.

D'autant plus que l'on ne se faisait point faute de

1. Les pasteurs souffrirent longtemps de ce préjugé : « Direz-vous, Monsieur, qu'après l'affaire des Camisards l'on a tout lieu de se défier des protestants? *C'est là votre grand retranchement.* » (Lettre de Majal-Desubas au curé du Gua, 24 juillet 1744.) Cité par Al. Monod, p. 409, note 4.

4. Il faudra attendre les solennelles protestations de fidélité adressées par Paul Rabaut aux pouvoirs publics, et qui modifieront — bien péniblement — une opinion générale.

ramener les esprits dévoyés à leurs véritables et authentiques origines. Au xvi<sup>e</sup> siècle, la doctrine politique de la Réforme poussait le respect de l'autorité jusqu'à un degré étonnant. Calvin, Théodore de Bèze enseignaient que la monarchie était de droit divin, et qu'il fallait se tenir à l'obéissance passive, en tout ce qui n'est pas contraire à la parole de Dieu. Il faut, disaient-ils, rendre tribut, honneur et révérence au magistrat, non seulement quand il est chrétien fidèle, mais encore s'il est infidèle, inique et tyran. Cette doctrine était l'absolue condamnation de l'esprit de révolte<sup>1</sup>. L'opinion n'était pas, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, assez éclairée pour que, opposant la doctrine révolutionnaire d'un Jurieu à la doctrine originaire de Calvin, elle ne s'indignât pas d'une variation qu'elle attribuait aux misérables passions de la haine<sup>2</sup>.

L'attitude des pouvoirs publics s'explique presque tout entière par cette tradition sentimentale. Les « hommes du roi » savent à quelles extrémités ces sujets rebelles ont conduit la monarchie française, et le danger qu'ils ont été pour elle. Ils n'éprouveront aucun scrupule, dès que la monarchie leur fera signe de foncer sur la troupe suspecte. Pour obtenir l'apaisement de ces officiers ombrageux, il faudra de longues années et le prestige, si pénible à s'imposer, d'hommes éminents qui remettront en honneur la doctrine tombée dans l'oubli. Le roi d'ailleurs ne se sent aucun goût de collaborer à la résurrection d'un parti dont les forces renouvelées tendront comme d'elles-mêmes à l'essai de leur puissance. Louis XIV vieilli

1. Voir les textes apportés par M. L. Romier dans un article remarquable de la *Revue historique*, 1917, p. 54-56 : Les protestants français à la veille des guerres civiles.

2. Sur ces variations et les causes de cette évolution politique des protestants au xvii<sup>e</sup> siècle, voir Ch. BASTIEN, *Anglais et Français du xvii<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1912, et mon ouvrage, *Le rôle politique des protestants français, 1685-1715*, Paris, 1920.

refusa avec hauteur d'écouter les suggestions des puissances étrangères en faveur des protestants français. Louis XV se plaindra que les huguenots aient profité de sa minorité pour se rétablir dans leur première situation, en dépit de toutes les ordonnances. Les rois conserveront ce ressentiment contre des rebelles terrassés, qu'ils s'imaginent toujours à la veille de secouer leurs liens.

Il y avait, d'autre part, une sorte de principe constitutif de la monarchie française contre lequel le protestantisme viendra longuement se heurter. La dynastie vivait du respect des institutions léguées par les rois précédents. Louis XIV avait en mourant transmis à son successeur un corps de législation par lequel se trouvait organisée l'existence d'un certain nombre de non catholiques. L'œuvre pouvait être incomplète; aux yeux de juristes subtils, elle put apparaître même incohérente. Louis XV ne pouvait, malgré ces réserves, que se considérer comme le dépositaire d'une pensée envers laquelle il se sentait obligé, et qu'il s'efforcera de maintenir, de préserver et de conduire à son terme. C'est ce concours de sentiments qui explique à la fois la force et la faiblesse de la politique anti-protestante de la monarchie au XVIII<sup>e</sup> siècle. Contre ceux qui se prévalaient des idées nouvelles pour entamer le bloc d'une législation inapplicable, la Cour opposait le principe traditionnel par quoi les rois s'engagent à continuer l'œuvre de leurs devanciers. Mais ce principe était aussi source de faiblesse, car si Louis XIV, selon la remarque de M. de Breteuil, de Malesherbes, de M. de Rulhière et même de Joly de Fleury, ne sut pas établir un plan concerté, méthodique et cohérent dans sa politique protestante, ni Louis XV ni Louis XVI ne se tourmenteront davantage à y mettre plus de méthode ou de cohésion. On verra des lois contradictoires juxtaposées, rappelées de

l'oubli et restaurées par la volonté royale ; on ne verra point, jusqu'en 1787, réussir des efforts plus systématiques, en vue d'améliorer une législation que l'on convenait cependant, entre justiciers, à juger en désaccord avec la réalité.

Quand au haut de la machine administrative règne semblable désarroi, il n'est pas surprenant qu'à tous les autres degrés, ce désarroi persiste, s'il ne devient même de l'anarchie. Dès 1715, les magistratures locales se sentaient livrées à leur initiative. Tandis qu'en Languedoc un Bâville peut passer pour le terrible exécuteur des hautes œuvres, quand il s'agit de choses protestantes, en Provence un Leuret, en Poitou un Begon et un Lachauverie, en Dauphiné un Bouchu, en Guyenne un La Bourdonnaye, s'appliquent à nuancer leur activité, avec une prédilection marquée pour les solutions miséricordieuses. Ce sont ces intendants, ces subdélégués, ces parlements, dont on ne sait s'il faut dire qu'ils furent de connivence avec les hérétiques pourchassés ou dans l'impuissance de faire appliquer les édits — qui ont créé cette tradition juridique d'une large indulgence dans l'exécution des décrets relatifs aux protestants. Tradition grâce à laquelle nous ne cesserons de rencontrer, pendant tout le siècle, la volonté d'amortir la rigueur des édits royaux.

Quelle était enfin l'attitude du clergé ? L'ancien régime a tenu expressément à affirmer à plusieurs reprises ses vues concernant le rôle du clergé en cette grave question. Le pouvoir séculier se considère comme engagé d'honneur — par la vertu du serment prêté au jour du sacre — à promouvoir les intérêts de l'Église catholique, à la maintenir dans son privilège d'Église d'État, à la protéger enfin contre les hérésies qui deviennent, autant que des erreurs doctrinales, des dangers politiques. Le roi veut donc bien assumer la



charge et le rôle du justicier de l'Église. Le bras séculier n'est pas une fiction ; il est la plus rigoureuse réalité, issue d'un serment et pour ainsi dire d'un contrat. Car, selon les antiques conceptions du droit constitutionnel, l'Église met toute sa force au service de celui qui s'engage à la défendre de tout son pouvoir. Qu'il y ait eu ou non contrat bilatéral, le pouvoir séculier ne tarda pas à comprendre combien étroite était la limite fixée à son investigation doctrinale. Car il veut bien frapper l'hérétique, mais est-il de son devoir de découvrir l'hérésie ? Ceci est affaire spirituelle ; l'enquête relève des choses de l'âme où ne descend pas le regard du magistrat séculier, mais que doit scruter la vigilance ecclésiastique. Les évêques sont ainsi les collaborateurs nécessaires du roi ; les deux pouvoirs ne peuvent s'exercer qu'en plein accord et d'un même élan. Les curés deviennent à leur tour les pièces maîtresses de cette œuvre d'épuration qui aboutit à une œuvre de châtiment. Sous Louis XIV, et dans le premier feu de la poursuite, les curés se laissèrent facilement persuader de la vérité de ces aphorismes d'un droit canon, plus politique que religieux. Mais le dégoût vint, avec l'abus. On songea que le titre de dénonciateur n'avait rien de glorieux, qu'il n'était guère conforme à la loi de la charité et qu'il comportait enfin certains risques fort désagréables. Quand Louis XIV disparut, la révolte des consciences ecclésiastiques contre les prétentions de la Cour était assez générale pour que le Secrétaire d'État Pontchartrain se vît obligé d'envoyer à l'évêque de Chartres une circulaire qui touchait tous les évêques de France. Il y rappelait les soins que le Roi avait pris pour arracher toutes les semences de l'hérésie. Cependant les mesures sont vaines, les juges n'appliquent aucune sanction et « ils s'excusent sur ce que les curés ne les avertissent point, et par un scrupule mal placé, *ne veulent pas dénoncer* » les coupables. Négli-



gérance bien plus blâmable : l'édit d'août 1686 *oblige* les curés à visiter les nouveaux convertis malades, et si ceux-ci meurent dans leurs erreurs, à avertir les juges. Mais rien de tout cela ne s'exécute *par la faute des curés qui ont la délicatesse de ne vouloir pas se porter délateurs*. Pontchartrain estime que ce sont là « de grands abus », qui ne doivent pas être tolérés. Les évêques devront « faire des reproches très vifs » à ces curés et les avertir « que le roi est très mécontent de leur peu d'exactitude à l'exécution de ses ordonnances, qu'ils *doivent* à l'avenir y être plus attentifs et ne pas se dispenser *de faire leur devoir* dans les choses qui intéressent si fort la religion<sup>1</sup> ».

Tels sont les éléments qui vont s'affronter, au lendemain de la mort de Louis XIV. Le roi se considère en possession d'état : une jurisprudence est établie qui se réalise et qui doit subsister. Les fonctionnaires sont divisés, mais un courant d'aversion pour les mesures rigoureuses commence à entamer un terrain qui cède et s'effondre. Les opprimés enfin, quoique dépourvus de directeurs, de troupes organisées et de cadres, ne s'effrayent pas du conflit, parce qu'ils l'espérèrent d'abord fort anodin.

## II

Le coup de main qui assura la Régence au duc d'Orléans avait en effet éveillé les plus grands espoirs au cœur des huguenots. Ils sentaient tout d'abord qu'ils venaient d'échapper à un danger, car les héritiers de Louis XIV n'auraient pas manqué de conserver la tradition religieuse de ce règne. Ils espéraient ensuite que, mis en possession du pouvoir par un coup d'Etat,

1. Datée de Versailles, 6 février 1715. Cité par COQUEREL, I, p. 67.

le Régent s'attacherait à continuer en tout son opposition aux directives du roi défunt. Quels étaient, au juste, les sentiments du duc d'Orléans? Sous ce masque sceptique, où l'on se refuse à découvrir une politique machiavélique en tout ce qui concerne la religion, les historiens ont cherché vainement l'idée profonde, l'intention vraie et le principe directeur. A en croire Rulhière, le Régent était bien loin de s'occuper « à ces tristes affaires » ; au vrai, « ses sentiments n'étaient pas douteux » : il eût désiré renverser l'échafaudage des lois construit sous Louis XIV et n'en fut empêché que par le souci de ménager jésuites et jansénistes qui, divisés sur tant de points, tombaient d'accord sur la nécessité de ne donner nulle relâche à la politique anti-protestante<sup>1</sup>. Pour Joly de Fleury, le régime de la tolérance fut instauré par calcul autant que par indifférence, et les premières années de la Régence comptent parmi les plus douces dans l'histoire de la Réforme française<sup>2</sup>. Cependant M. Ed. Hugues n'a pas assez de sarcasmes pour ce prince libertin qui se serait fait un devoir de maintenir le régime de l'oppression à l'égard de religieux accablés<sup>3</sup>.

Ni protecteur, ni bourreau; assurément, Philippe d'Orléans ne voulut être ni l'un ni l'autre. Mais, en dépit de son scepticisme foncier, il était contraint de se regarder comme le dépositaire d'une législation à laquelle il n'osa toucher par crainte de complications, par insouciance de libertin et par respect des traditions fondamentales de la monarchie française<sup>4</sup>.

1. RULHIÈRE, t. II, p. 61.

2. Voir son Mémoire de 1732, B. N. ms. f. 41.782 : A. N. TT, 446.

3. HUGUES, chapitres II et III.

4. Nous en avons une preuve bien remarquable. Sollicité d'intervenir auprès du Régent, en faveur du réfugié M. de Vaux, l'abbé Dubois écrit à M. de La Vrillière : « Ce sont là des recommandations dont je ne me charge point, parce que je sais l'inutilité des soins que je pren-

Aussi bien, n'avait-il pas dissimulé son point de vue : « Je maintiendrai les édits contre les religionnaires, avait-il déclaré, mais j'espère trouver dans leur bonne conduite l'occasion d'user de ménagements conformes à ma clémence. » Ceci revenait à dire que rien ne serait touché à l'œuvre de Louis XIV, que les religionnaires devraient cependant s'abstenir de toute action répréhensible, et que, pour prix de cette soumission absolue, certains adoucissements pourraient être accordés. Louis XIV n'avait jamais prononcé paroles plus sèches, et Louis XV ne parlera pas différemment, au plus fort de ses démêlés avec les protestants.

Toutefois, les protestants crurent apercevoir une lueur dans la nuit. Tandis qu'ils gémissaient sur le sort instable de leurs mariages, célébrés en dehors de l'Église catholique, le conseil du roi eut à statuer, le 16 février 1717, pour une succession que le fermier de la régie revendiquait, « parce que celle qui se prétend héritière, n'étant point née d'un mariage légitime et célébré dans les formes, est incapable de succession ». Le conseil rejeta l'argument, révoqua la confiscation de l'héritage et fit expédier à l'héritière « toutes les lettres patentes nécessaires pour être remise en possession de sa fortune <sup>1</sup> ». L'état civil des protestants était ainsi gratifié d'une précieuse reconnaissance.

Et fallait-il compter pour rien l'influence de Madame, demeurée luthérienne de cœur, auprès du Régent, dont elle partageait la désinvolture d'esprit, sinon des mœurs ? Précisément à cette date, Madame avait intercédé pour obtenir la grâce d'une soixantaine de religionnaires, surpris à l'assemblée d'Anduze, et fait commuer la peine des galères et de la détention perpétuelle

drais, et qu'il n'est pas permis ni possible à S. A. R. de déroger expressément aux déclarations du Roi, tant qu'elles ne seront pas révoquées. •

*A. Af. Et. Angleterre*, 313, f<sup>o</sup> 166, lettre du 17 février 1718.

1. RULHIÈRE, II, p. 111.

en un bannissement, que l'on se refusait à croire perpétuel <sup>1</sup>. L'Angleterre semblait elle-même sortie de son étonnante neutralité. Son ambassadeur à Paris, Milord Stair, étendait sa protection visible à tous les religieux de la contrée, qu'il accueillait en sa chapelle, comme en une sorte de lieu d'asile. Là, les huguenots français étaient assurés de suivre le culte divin, d'entendre un prêche non seulement de ministres anglicans mais de pasteurs français, et de recevoir le sacrement de mariage moyennant vingt-cinq livres <sup>2</sup>. Il ne fût venu à l'idée de personne de mettre en doute l'efficacité souveraine de cette protection britannique, après laquelle les protestants français avaient soupiré pendant près de trente ans <sup>3</sup>. Ce n'était d'ailleurs plus un secret que le Régent avait échangé d'amères paroles, sur ce sujet, avec le cardinal de Noailles. Averti que des nouveaux catholiques se mêlaient aux luthériens et calvinistes dans la chapelle du lord, le prélat s'était plaint au Régent, sous prétexte que l'abus était facile à réprimer. Mais le duc riposta : « Cela était bon sous l'autre règne ; dans celui-ci il semble qu'on doive plutôt penser à les convertir par la raison. Souvenez-vous aussi, Monsieur le Cardinal, que c'est encore par la raison qu'on veut tâcher de vous convaincre et ceux de votre parti sur ce qui concerne la Constitution *Unigenitus*. » Le duc trouvait plaisant de renvoyer dos à dos huguenots et jansénistes. Les premiers, se sentant en sécurité, s'enhardirent davantage à fréquenter chez l'ambassadeur. A

1. Déjà en octobre 1713, Madame et lord Stair avaient sollicité le duc d'Orléans en faveur de galériens, mais n'avaient obtenu que de vagues promesses. *Correspondance* de Madame, édit. G. Brunet, Paris, 1904, lettre à la rangrave Louise, 8 et 13 octobre 1713, t. I, p. 193-195.

2. *Gazette de la Régence*, édition de Barthélemy, p. 133 ; *B. P. F.*, 1864, p. 8, un article sur le culte protestant célébré à Paris aux hôtels des ambassades d'Angleterre, de Hollande et de Suède.

3. A noter que pour renforcer cette croyance l'Angleterre était alors devenue notre alliée.

l'ambassade de Hollande, le mal était pire : l'affluence était telle que l'auditoire débordait jusque dans la rue.

Les curés de Paris multipliaient leurs notes indignées. Le Régent craignit un tumulte des catholiques, prompts à s'échauffer, dès que s'ouvrait la question de la liberté du culte hérétique. Il sollicita donc Milord Stair qui répondit qu'il appartenait à S. A. R. d'empêcher les sujets du roi de se rendre aux offices de l'ambassade, mais qu'il n'éconduirait point, quant à lui, ces visiteurs et que ce n'était pas son affaire. Le duc n'insista pas. On essaya alors de l'intimidation. Le dimanche 2 janvier 1718, des forces policières entourèrent l'ambassade, et un valet de chambre de Milord Stair se précipita au milieu du service pour avertir du danger qui menaçait les Français présents. Ce fut une sortie désordonnée, mais personne ne fut arrêté. Les fidèles n'en devinrent ni plus discrets ni plus sages. Le Régent se résigna donc à faire quelques exemples. Quelques huguenots furent appréhendés, et bientôt après, relâchés. L'alerte eut cependant un lendemain, car lorsque Milord Stair eut prévenu les habitués de sa chapelle qu'il ne tenterait rien en leur faveur s'ils étaient arrêtés, l'oratoire se trouva soudain à peu près désert<sup>1</sup>.

Les protestants de la province allaient, ballottés de l'espérance à la crainte. Tandis que les hardis ou les plus généreux s'élançaient, à la suite de prédicants enflammés, vers les assemblées nocturnes, les autres, incertains de leur sort, accouraient aux pieds du Régent, pour implorer sa clémence. La supplique présentée le 28 avril 1716, au nom « de quatre ou cinq personnes du nombre des religionnaires de la province du Dau-

1. *Gazette*, février à avril 1719, p. 345-330. Saint-Simon raconte enfin une conversation qu'il aurait eue avec le Régent, qui lui parut fort indécis sur la conduite à tenir à l'égard des religionnaires. *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, ch. 1. — L'ordonnance sur ces prêches est aux A. N. O<sup>1</sup> 63, f<sup>o</sup> 72, 13 mars 1719. Renouvelée en 1720, O<sup>1</sup> 64, f<sup>o</sup> 206, et en 1722, O<sup>1</sup> 66, f<sup>o</sup> 135.

phiné », est à ce point de vue fort curieuse. Les auteurs y déclarent que « depuis quelques semaines », des assemblées ont été convoquées en cette province, d'ailleurs « sans le moindre port d'armes, en secret, et sans aucun tumulte, désordre ni sédition ». Mais cette hardiesse coupable ne les a pas moins remplis de chagrin. Que d'efforts n'ont-ils pas déployés pour « faire discontinuer ces assemblées » ! Ils n'ont cessé de recommander « de ne rien faire contre les lois d'un gouvernement aussi équitable et aussi modéré que celui de V. A. R. sous lequel nous avons tous le bonheur de vivre ». Si leurs frères ont passé outre à ces sages exhortations, ils supplient le Régent de contenir son ressentiment, car la province est attachée à la famille royale et a donné des preuves si touchantes de sa loyauté que « le feu roi, de glorieuse mémoire, voulut bien supprimer certains petits impôts qu'on levait en particulier sur les religieux<sup>1</sup> ».

Or, au moment où lui parvenaient ces nouvelles du Dauphiné, le Régent recevait de terribles plaintes de Bâville et Roquelaure, sur la situation du Languedoc. Les assemblées y sont passées à l'état endémique. Il s'est fait, dans l'esprit de toute la province, un travail souterrain si bien caché et si continu que le mal a éclaté soudain, avec une ampleur déconcertante. Le gouverneur et l'intendant s'accordent à penser qu'on ne saurait parer trop tôt à ce nouveau danger. Sous le coup de la frayeur, le Régent envoya donc une ordonnance par laquelle étaient interdites toutes assemblées, à peine de prison<sup>2</sup>. La consternation parmi les nouveaux convertis fut d'autant plus profonde que leurs espérances avaient été plus hautes. Le prédicant Antoine Court exhala sa douleur en une sorte d'apologie triste

1. A. N. TT, 464, f<sup>os</sup> 84-92.

2. A. N. TT, 322 et 463. La plainte est du 17 mai 1716.

et digne, qu'il adressa à M. de Roquelaure. On menace les fidèles de les coucher sur place, à coups de fusil; M. le gouverneur peut être assuré qu'ils se laisseront « tuer comme des agneaux sans défense ». Car ils savent que c'est péché de s'insurger contre l'autorité et ne feront rien capable de flétrir l'amour qu'ils ont au cœur pour leur roi<sup>1</sup>. Ces protestations restèrent sans écho. Sur l'ordre de la Cour, les dragons « coururent » le pays, acharnés à découvrir les retraites de ceux en qui ils ne voulaient voir que les descendants de la tourbe camisarde. A Uzès, Anduze, Clairac en Guyenne, ils se répandirent en vigoureux coups de main<sup>2</sup>. A Anduze, on fit soixante-quatorze prisonniers, dont vingt-deux hommes furent condamnés aux galères, et cinquante-deux femmes à la détention perpétuelle. A Clairac, M. de Courson lance quatre compagnies de dragons et de la cavalerie sur l'assemblée affolée, et se saisit de vingt assistants, qui furent, à leur tour, condamnés à la mort et à la confiscation de leurs biens. Le Parlement se montrait insatiable; sur son ordre, un commissaire accourut, quelques jours après l'incident, et décréta de prise de corps trente religionnaires qui furent jetés aux prisons de Bordeaux. Cependant M. de Courson loge les soldats chez le seul religionnaire. La cavalerie mangea tout le fourrage, puis « on mit les chevaux à manger le blé<sup>3</sup> ».

Partout, s'abattaient des mains irritées sur les hérétiques accusés de se rebeller contre la loi. Le Parlement de Bordeaux envoie aux galères Jean Millet et Jean Martin, que l'on appelle pasteurs, et qui sont de pauvres illettrés. La veuve Faure, mère de sept enfants, a reçu chez elle une trentaine de personnes pour le chant des psaumes; elle est condamnée à la réclusion perpétuelle.

1. A. N. TT, 363.

2. Sur l'assemblée d'Uzès, voir B. P. F., IX, 138.

3. A. N. TT, 464, f<sup>os</sup> 80-84.



Un ouvrier en soie, Jean Bergue, ayant gardé chez lui un apprenti que l'on surprend à lire la Bible, est exposé au pilori, fouetté et banni du royaume<sup>1</sup>. D'avoir prêté sa grange pour le prêche, refusé d'envoyer ses enfants à l'instruction, assisté à quelque assemblée, fait acte d'hérésie, le motif est suffisant pour que revivent les anciennes procédures, d'une implacable sévérité<sup>2</sup>.

Le 22 janvier 1718, le pasteur Etienne Arnaud, convaincu d'avoir présidé une assemblée auprès d'Alais, est pendu à Alais, devant une foule horrifiée. L'intendant du Languedoc, voulant en imposer aux religieux par un appareil militaire, se fait accompagner du gouverneur M. de Roquelaure, parcourt la province et, dans tous les quartiers, affiche l'interdiction d'aller aux assemblées<sup>3</sup>.

Le 21 mars 1719, le Régent porte son attention sur les événements du Poitou, d'Aunis et de La Rochelle, où « les nouveaux convertis se sont imaginés, dit-il, sans fondement que les assemblées pourraient être permises entre eux, pourvu que l'on n'y portât point d'armes » et en ont tenu quelques-unes. Les gouverneurs de ces provinces reçoivent l'ordre rigoureux de ne point tolérer cet abus<sup>4</sup>. Pour donner plus de poids à sa parole, le Régent envoie trois régiments en Bas-Poitou, qui devront courir sus aux religieux assemblés<sup>5</sup>. Les protestants se risquaient parfois à la résistance. Un certain Berthelot « qui disait avoir mission et

1. A. N. TT, 319.

2. A. N. TT, 261 (jeunes filles enfermées en Normandie de 1716 à 1720); TT, 270 (enfants mis aux couvents de Normandie, de 1715 à 1720). — Voir B. P. F., 1838, article de A. Jobez sur l'enlèvement des enfants protestants après la révocation de l'édit de Nantes.

3. B. P. F., t. VII, p. 38. Sa lettre relatant son voyage est du 23 mai 1721.

4. A. N. O163, f° 75.

5. BUVAT, *Journal*, I, 369. Voir B. P. F., t. IV, p. 224-239, article de F. Waddington sur la persécution au Poitou, de 1688 à 1720.



autorité de prêcher la R. P. R. et qu'il était libre de la professer », serré de près par les troupes du roi, allait succomber, quand une foule de religionnaires armés de fusils et de fourches se jette au-devant des soldats. Sept d'entre eux furent appréhendés et condamnés, quatre au dernier supplice, un aux galères perpétuelles, les deux autres à trois ans de galères. Repentants et humiliés, ces infortunés implorèrent la pitié du Régent, qui commua leur peine en neuf ans de galères et quelques mois de prison <sup>1</sup>.

Les poursuites ne furent pas relâchées en Languedoc où les soldats dispersèrent, en 1719, l'assemblée de Faugères et celle de la Baume des Fées; non plus qu'en Bretagne, Dauphiné et Poitou, où l'affaire des mariages au désert offrit un copieux aliment au zèle des fonctionnaires <sup>2</sup>.

L'affaire de la Baume des Fées revêtit un caractère particulièrement tragique. Les soldats y avaient capturé près de cinquante fidèles, et le Parlement, en ayant condamné trois aux galères perpétuelles, avait décidé d'en embarquer dix-neuf, à La Rochelle, à destination de la Louisiane. L'horreur de la captivité eût été aggravée par l'horreur du climat, qui réduisait les colons en peu de temps à l'extrême détresse physique. Les protestants jetèrent un cri de douleur vers les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande, Sutton et Hop, qui consentirent à intercéder auprès du Régent. A la sollicitation de Sutton, la peine fut com-

1. A. N. O<sup>1</sup> 64; l'arrestation est d'avril 1720, la condamnation du 24 octobre et l'arrêt de pitié de novembre.

2. Sur l'assemblée de la Baume des Fées, voir B. P. F., 1883, p. 74-79. — A. N. O<sup>1</sup> 368, f<sup>os</sup> 32, 39, 43, lettres de mars 1719; f<sup>o</sup> 67, lettre de mai 1719; O<sup>1</sup> 369, f<sup>os</sup> 110, 174, 184, lettres de 1720.

L'intendant de Bernage, ayant chargé son officier Massane d'une tournée d'inspection, écrit le 16 août 1719: « On fait partout des assemblées, aux champs et dans les maisons... » Voir CORBIÈRE, p. 349-370, et Camille RADAUD, *Histoire du protestantisme dans l'Albigeois et le Lauragais*, Paris, 1898, p. 142-159.

muée en un bannissement perpétuel en Angleterre<sup>1</sup>.

Des deux côtés, la lassitude était extrême. Les protestants considéraient avec terreur les ravages causés dans leur église à peine renaissante et tremblaient à la pensée de la voir s'écrouler sous les coups d'un pouvoir oublieux de ses promesses. De son côté, le Régent, à donner des ordres et signer des lettres de cachet, se sentait entraîné dans un fleuve sans bords. Il eût sans doute aimé la clémence, mais le moyen, quand les religieux de la province s'avancent, d'un tel élan, à l'assaut des lois dont il a la garde ? Alors s'avivèrent les désirs de négociations indirectes. Selon leur vieille habitude, les protestants se tournèrent, aux premiers mois de 1719, vers le roi d'Angleterre, devenu notre allié. Après de multiples démarches, Georges I<sup>er</sup> répondit de façon à éteindre les dernières illusions. Par son ordre, Craggs écrivit à lord Stair qu'« estimant que son influence sur une population protestante pourrait être de quelque poids, le roi a jugé qu'il servirait le Régent, en leur envoyant quelqu'un pour leur faire savoir en son nom combien il croit de leur intérêt aussi bien que de leur devoir de se comporter honnêtement et paisiblement<sup>2</sup> ».

1. B. P. F., t. IV, p. 134-146. M. Waddington croit que l'assemblée avait eu lieu au début de 1720, et montre la rigueur d'une captivité qui aurait duré, à La Rochelle, jusqu'au 3 juillet 1721, date du départ des forçats pour l'Angleterre. En réalité, l'assemblée se tint à la fin de l'année 1720. Voir le *Mémoire* d'Antoine COURT, à qui les prisonniers écrivirent, B. P. F., 1888, p. 34-38, 144, — et sa *Relation historique des cruautés envers quelques protestants en France pour avoir assisté à une assemblée tenue au Désert*, in-12, s. l. n. d. Celle-ci se trouve à la Bibliothèque de l'Arsenal.

2. *Oxenfoord Castle*, Stair papers, vol. XIX A, 11/22 avril 1719. Cité par H. LECLERCQ, III, 362. Voici la suite de l'incident. Craggs envoya de Londres le réfugié Colonel de La Bouchetière, originaire du Poitou, avec ordre d'agir, auprès des réformés du Poitou, selon les instructions qu'il devait demander à l'abbé Dubois et à milord Stair. Il était aussi porteur de lettres de milord Gallway, qui recommandait la sagesse aux religieux français. Georges I<sup>er</sup> offrait au Régent, si l'expérience réussissait, de mettre à sa disposition d'autres réfugiés, qui iraient pacifier les autres provinces. La Bouchetière partit de Londres le 25 avril 1719. A. Af. Et. Angleterre, 328, f<sup>os</sup> 141, 142, 143, 154.

On ne pouvait laisser entendre en termes plus mesurés que la Grande-Bretagne se désintéressait du sort d'anciens protégés, auxquels elle reprochait en outre de ne se montrer, à l'égard de leur prince, ni loyaux ni paisibles.

Dure, la leçon était-elle imméritée? Nous devons nous souvenir qu'à ce moment la Cour de France éprouvait de véritables inquiétudes concernant le travail souterrain qui, sous la conduite d'ouvriers étrangers, minait sans trêve l'âme des protestants français. Alberoni intriguait. Son complice était un religieux, Scipion Soulan, né au diocèse d'Alais, et qui n'était point sans valeur, car, transfuge de l'armée camisarde où il avait tenu son rôle, il avait réussi à se faire agréer du maréchal de La Fare, et à devenir, malgré ses origines et son titre de calviniste, officier dans l'armée royale. Ce Soulan avait ensuite déserté et après force aventures était passé en Espagne, au moment même où le trop habile Alberoni songeait à immobiliser la France, hostile à sa politique, en provoquant la révolte de toute la population huguenote de nos provinces méridionales. L'aventurier mit au service du ministre sa connaissance des hommes et des lieux, et, passé en Languedoc, travailla activement à gagner des recrues à la politique espagnole<sup>1</sup>.

Le Régent se sentait acculé à la répression sanglante. Le spectre de la guerre civile lui fit peur. Il préféra négocier, lui aussi, et recourut au pasteur Basnage. Il y a toute apparence qu'à Dubois doit revenir la

1. La réalité de ces tractations occultes est affirmée par les contemporains — les mieux placés pour connaître la vérité. Qui avait révélé le complot à la Cour? M. Hugues, abusant du procédé de la calomnie gratuite, écrit bravement : « Un prêtre du diocèse de Nîmes avait probablement dénoncé les protestants. » (T. I, p. 150.) On éprouve quelque peine à relever cette complaisance dans l'éclaboussure. Sur les complicités des protestants de Bretagne et des Cévennes avec Alberoni, voir *A. Af. Et. Angleterre*, 328, f° 195.

pensée première d'utiliser le célèbre réfugié. Depuis 1717, Dubois était en relations avec lui, et, soit pendant son séjour en Hollande, soit pendant sa mission à Londres, c'était à Basnage qu'il avait confié ses plus secrets messages auprès de la colonie française de Hollande et pour le haut personnel politique des Provinces Unies. L'influence du pasteur était assez grande pour que ses instances, jointes à celles de l'envoyé anglais, fissent rappeler de Madrid, ainsi que le désirait Dubois, l'ambassadeur hollandais Ripperda, dont l'activité contrariait notre politique en Espagne<sup>1</sup>. Il était alors surtout nécessaire d'assurer la pacification des esprits en France.

Notre ambassadeur en Hollande, M. de Morville, vit donc Basnage, et obtint qu'il engagerait ses coreligionnaires à plus de sagesse. Telle fut l'origine de la fameuse *Instruction pastorale aux réformés de France, sur la persévérance dans la foi et la fidélité pour le souverain* (20 avril 1719). Pour complaire au Régent, Basnage alla jusqu'à mettre un voile sur les doctrines réputées essentielles à la vie protestante. Les pasteurs prêchaient en France la nécessité du culte public, et par voie de conséquence, la nécessité de la présence aux assemblées du désert. Mais c'était de ces assemblées, sources de tumultes et manifestations interdites par la volonté royale, que le Régent se plaignait amèrement. Basnage biffa d'un trait de plume la doctrine créatrice du mal, et malgré ses collègues, recommanda aux cal-

1. Sur le rôle politique de Basnage, au service de Dubois, voir A. Af. Et., Angleterre, t. 300, f<sup>os</sup> 43, 69, 285, 351, 379, lettres de Dubois au pasteur, 23, 30 avril, 18 juin, 19 juillet, 8 août 1717; f<sup>o</sup> 70, lettre de Dubois à La Sarraz (gendre de Basnage), 30 avril 1717; — Angleterre, t. 314, f<sup>o</sup> 239, lettre de Dubois à Basnage, 20 janvier 1718; t. 315, f<sup>o</sup> 106, Dubois à Basnage, 11 février 1718; — Hollande, t. 331, f<sup>o</sup> 187, lettre de Basnage à Dubois, 20 décembre 1719; f<sup>o</sup> 199, 23 décembre. Voir P. BLIARD, *Vie de Dubois*, Paris, 1901, 2 vol. — Em. BOURGEOIS, *La diplomatie secrète au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1909 et 1910, 3 vol.; André MAILHET, *J. Basnage, sa vie et ses écrits*, Genève, 1880.

vinistes de fuir des assemblées à la fois illégales et inutiles. Seul, enseigne-t-il, est nécessaire le culte privé; le sujet docile s'abstiendra, pour rendre ses devoirs à Dieu, des assemblées qui provoquent le tumulte et suscitent la colère du prince<sup>1</sup>.

Tandis que Dubois remportait ainsi, avec Basnage, un succès considérable, qui jeta en plein désarroi la Réforme française et fut sur le point de la diviser radicalement, le Régent négociait avec autant de bonheur auprès de l'illustre Pictet, en Suisse. Pictet se hâta d'écrire à Antoine Court, et, par son intermédiaire, aux protestants languedociens. Avec une magnifique chaleur d'âme, il leur rappelait la nécessité du loyalisme, et qu'ils devaient se garder de servir les intérêts de la monarchie espagnole, toujours opposée à la doctrine de Calvin. M. Duquesne, fils de l'amiral, insista, de son côté, en faveur de l'obéissance due au Régent. Confiées à un gentilhomme languedocien, les deux précieuses missives furent apportées au prédicant Antoine Court, qui ressentit une vive douleur à se voir soupçonné de rébellion par les meilleurs de ses frères<sup>2</sup>.

Malgré toutes les sûretés que de si considérables consultations donnaient à la conscience des Réformés, Antoine Court s'obstina à maintenir les assemblées illicites, sous le prétexte que, loin de s'y rebeller, l'on y prêchait l'amour du prince et la fidélité aux autorités

1. Les pasteurs étaient-ils autorisés à faire de ce culte public, symbolisé par les assemblées, une condition essentielle de la foi réformée? M. AL. Monod remarque avec raison que le culte privé avait suffi pendant quarante ans à maintenir le protestantisme dans des milliers de familles, qu'en Picardie il restera seul pendant 84 ans après la Révocation (*Les sermons de Paul Rabaut*, p. 144, n. 2), et qu'ainsi engager le conflit sur ce point — qui fut tout d'abord le seul grief invoqué — c'était abandonner, pour ainsi dire, le beau rôle au profit de l'adversaire.

2. Court répondit le 30 juillet à Basnage, *B. P. F.*, t. V, p. 84; écrivit en réponse un *Abrégé d'histoire apologétique*, et fit à Pictet et Duquesne une apologie de son œuvre. Voir HUGUES, I, p. 113.

constituées. Cette décision engagea tout l'avenir du protestantisme au XVIII<sup>e</sup> siècle. Désormais, les volontés ne pouvaient plus ne pas s'affronter. Le pouvoir civil, fier d'avoir mis dans ses intérêts une fraction considérable de l'opinion réformée, ne voulut voir dans la fraction indocile qu'une suite camisarde. Les disciples de Court, fiers d'avoir préféré l'ordre de Dieu aux suggestions de voix séductrices, s'imaginèrent avoir reçu la vocation de maintenir la pure doctrine et saluèrent avec l'ardeur de néophytes l'aurore du martyre. C'est de ce moment où se consumma l'échec des négociations qu'il convient de dater les origines du conflit. Les gens du roi ne voudront voir en ces croyants que des obstinés, fermés à toutes les avances, rebelles à toutes les conciliations. Sur la question des assemblées se concentrera d'abord, et pendant fort longtemps, la rancune du pouvoir<sup>1</sup>.

L'intendant M. du Bouillon indique, le 3 septembre 1722, ce côté remarquable de la politique officielle : « J'ai eu l'honneur, disait-il, de vous mander plusieurs fois que le peu d'attention que l'on avait pour leurs mariages contribuait beaucoup à les fortifier dans leurs sentiments », et comme il ne lui paraît pas, « quoiqu'il fût très nécessaire de le faire, que la Cour se porte à donner des ordres sur cela », il ne fera lui-même parade d'aucune rigueur qui pourrait être blâmée en haut lieu<sup>2</sup>.

Mais plus les religionnaires se hâtaient vers le désert, où la foi les poussait, plus le Régent exigeait des poursuites vigoureuses. En 1721, les soldats disper-

1. Cela est si vrai que Rulhière fait remarquer que, sur toutes les autres questions, en particulier celle sur les mariages, le pouvoir reculait sans cesse « craignant de s'engager dans de nouvelles sévérités », et lui-même donnait le conseil qu'il ne convenait pas de troubler des situations de famille, par des recherches ou des procès dangereux. RULHIÈRE, II, p. 191-192.

2. A. N. TT, 4492, dossier 44, lettre à M. de La Vrillière.

sent deux assemblées à Nîmes et Saint-Hippolyte. En Normandie, où le mal s'est répandu, l'intendant M. de Gasville signale en 1722 que là où il a puni de prison, selon les ordres de M. de La Vrillière, les chefs des assemblées, celles-ci ont cessé, mais qu'elles ont apparu à Luneray, auprès de Dieppe, où six cents nouveaux convertis se réunissent avec un ministre, et le font d'ailleurs « sans armes et sans tumulte <sup>1</sup> ». En Languedoc, l'intendant M. de Bernage a décidé de pousser l'action avec véhémence. L'année 1723 fut dure aux prédicants, pourchassés en tous lieux<sup>2</sup>. Quand il les vit en proie au désordre de la défaite, M. de Bernage les engagea à s'en aller à l'étranger, leur promettant le libre passage. Mais le ministre Corteiz répondit à ces avances par une Apologie où perçait l'esprit de ténacité hérité d'Antoine Court<sup>3</sup>. Cette lettre mit en fureur l'intendant et M. de La Vrillière. Ordre fut donné de s'assurer, par tous moyens, « de cet homme », et d'acheter sa capture au prix de 3.000 livres. Pour la seconde fois, la Cour essaya d'obtenir la fin de ces réunions, par l'intervention de Genève. Le Résident de France sollicita les bons offices de Pictet. Mais, rebuté par son récent échec, le réfugié s'excusa, rappelant qu'il avait déjà dissuadé ses coreligionnaires et que tout avait été vain.

De la Saintonge, les nouvelles les plus alarmantes arrivaient au Conseil. Il est du mois de juin 1723, ce mémoire trop peu connu de Lachauverie « commandant pour le roi au gouvernement de Brouage », où le

1. A. N. Tt, 4492, dossier 44. Les deux assemblées de Luneray sont du 28-29 juillet, et du 23 août 1722. La lettre de l'intendant est du 31 août.

2. Sur l'activité de Barbara, subdélégué de Bernage, voir *B. P. F.*, 1913, p. 459-467, et C. RABAUD, p. 150.

3. *B. P. F.*, t. XIII, p. 154 et 286. On avait promis 2.000 livres pour sa capture; en juillet 1722, Bernage poursuit le prédicant Durand et en mars 1723 s'empare du prédicant Mazelet. Voir CORBIÈRE, p. 363 et suiv.



cardinal Dubois pouvait retrouver à la fois l'épouvante d'un officier devant l'étendue du mal dont souffrait sa province, et la pitié d'un homme qui recule à frapper une multitude de coupables<sup>1</sup>. Pour éviter les dures épreuves imposées par les curés, les nouveaux convertis de la Saintonge, au dire de l'intendant, se contentent de mariages civils, négligent de faire baptiser leurs enfants, et mettent ainsi dans leur état civil un tel désordre qu'on ne voit pas la possibilité de faire cesser cette anarchie<sup>2</sup>.

Ce mémoire a joué dans l'histoire de la jurisprudence protestante, un rôle de tout premier ordre. Le cardinal Dubois fut en effet tellement bouleversé à sa lecture qu'il convoqua le nouveau procureur général du Parlement de Paris, Joly de Fleury, afin d'examiner la situation. Joly de Fleury eut plusieurs entretiens avec Lachauverie, étudia son mémoire, l'annota, le renvoya à son auteur, à qui il soumit un mémoire qu'il venait de composer lui-même, probablement en vue de préconiser certaines mesures d'apaisement. Toujours est-il que la difficulté générale lui apparut alors si digne d'attention que, le 16 juillet 1723, il en écrit à Dubois, à qui il propose de travailler à la résoudre « si Votre Eminence, disait-il, le juge nécessaire <sup>3</sup> ».

Nous ne pouvons dire si Joly de Fleury était, à ce moment, au courant des secrètes recherches que le cardinal Dubois avait confiées au Conseil des affaires ecclésiastiques. Mais il est certain que, depuis les premiers mois de l'année, l'attention du gouvernement

1. Depuis 1712, les prédicants Moïse, Jean Trouillet, mais surtout en 1720, Jean Chapel, qui arrive du Languedoc, multiplient les assemblées. Voir NUSSLÉ, *Histoire du protestantisme dans le Blayais et le Jonzacais*, Cahors, 1915, p. 67-70.

2. A. N. TT, 433, chemise 10. M. Paul COURPRON l'a rapidement indiqué, p. 31.

3. A partir de ce moment, Joly de Fleury ne cessa de travailler à ces matières.



était fort inquiète. Les abus lui apparaissaient, de toutes parts, si multipliés et les édits tombés en une si grande désuétude, que, d'ordre supérieur, M<sup>sr</sup> de Tressan, évêque de Nantes, avait été chargé de rechercher comment « les divers édits, déclarations et arrêts du Conseil rendus contre la R. P. R. depuis la Révocation » étaient devenus une sorte de poussière ténue, que foulaient hardiment des hérétiques remplis de présomption. Le mémoire de l'évêque se borna à l'étude de l'administration des biens en régie<sup>1</sup>; présenté le 6 mai 1723 au Conseil, il fut offert le 17 mai au cardinal Dubois qui promit de le faire examiner et de prendre les moyens pour remettre toutes choses en ordre. Mais sa mort, survenue en août, interrompit ce projet. A vrai dire, le plan ne pouvait plus désormais être abandonné.

Au mois d'août, en effet, tandis que s'achevait le deuil du Cardinal, le Conseil des affaires ecclésiastiques reçut un mémoire de l'évêque d'Alais sur l'état de la religion aux Cévennes. Comme bien l'on pense, la note était des plus alarmantes. « L'hérésie, disait le prélat, y a fait plus de progrès que l'on n'en avait vu jusque-là depuis trente-cinq ans <sup>2</sup>. » Ainsi tout concourt à former la conviction officielle. Les lois sont méprisées<sup>3</sup>, les abus se multiplient sur tout le royaume, les tentatives diplomatiques ont abouti, deux fois, à un échec humiliant pour la Cour, les religionnaires paraissent enfin divisés sur la cause même du conflit. Jamais n'est apparue circonstance plus favorable pour ranimer une législation défailante. Le mémoire d'Alais fut donc le bienvenu, et, le 19 août, après une séance

1. A. N. TT, 436.

2. B. N. Ms. fr. 7.046, f° 40.

3. A noter que Joly de Fleury, en son mémoire de 1752, se sert de cette expression ; les « religionnaires, dit-il, méprisaient les lois du royaume », pendant le ministère du cardinal Dubois.

du Conseil des affaires ecclésiastiques où furent envisagées ces différentes raisons d'agir, l'évêque de Nantes envoya le mémoire à Joly de Fleury, pour avoir son avis.

La Régence s'achevait sur une menace très nette, mais qu'elle eut soin de formuler après avoir, croyait-elle, multiplié les preuves de sa condescendance et les marques de son bon vouloir.

### III

Il était nécessaire de rappeler le détail de ces événements, qui s'enchaînent avec une force particulière pendant l'année 1723, pour comprendre la génération des sentiments, précurseurs et créateurs des vives réactions. S'il n'est pas vrai de soutenir que l'Edit de 1724 fut une sorte de produit spontané, éclos sous le ministère du duc de Bourbon qui n'aurait rien compris à la politique religieuse de la Régence, il est, semble-t-il, encore moins juste de prétendre que, quoique l'édit fameux ait ses racines jusque dans les secrètes inimitiés du Régent à partir de 1716, il fut cependant promulgué par un brusque et imprévu coup d'autorité, sans que nul motif pût être invoqué qui justifiât une semblable mesure<sup>1</sup>.

1. Nous avons ici en vue d'abord M. Coquerel qui se recuse de vouloir « charger la mémoire » des ministres de la Régence de « ce code cruel » et qui d'ailleurs ajoute qu'il fut élaboré « sans ombre de motifs apparents », p. 148, note et 151 ; ensuite M. Hugues, qui nous semble avoir parfaitement démontré les origines lointaines de l'Edit, et qui, grâce à des sources différentes de celles que nous avons utilisées, conclut, ainsi que nous l'avons fait, que le projet était prêt à la fin de 1723, mais qui ne veut voir, à cet acte du pouvoir central, aucun autre motif que la fantaisie cruelle, non pas même d'un ministre, mais..... « de tout le clergé ». Accusation qui rappelle celle du curé délateur, et qui n'en vaut guère mieux. Voir plus haut, p. 19 ; HUGUES, I, 263-264.

Les révélations de Lachauverie, de Bernage, de Ro-  
 quelaure, de l'évêque d'Alais, de Bouillon, de Gasville  
 venaient de mettre en pleine lumière la gravité de la  
 résistance huguenote. Joly de Fleury dénonçait « les  
 excès » et proclamait l'urgente nécessité de les « répri-  
 mer » et de « remédier au mal » par une loi « qui ren-  
 fermerait la disposition de plus de deux cents édits, dé-  
 clarations ou arrêts qui étaient presque ignorés <sup>1</sup> ». De  
 l'aveu du principal auteur de la loi du 14 mai 1724, le  
 gouvernement ne songeait donc ni à édifier un nouveau  
 code de cruauté, ni à resserrer un étau déjà fortement  
 constitué; il prétendait se borner à ranimer des lois  
 éteintes et rajuster à la réalité des textes législatifs  
 tombés dans l'oubli. Le préambule de l'édit ne dit pas  
 autre chose. Louis XV se défend de vouloir innover  
 et rappelle ses sujets au respect des lois établies. « Nous  
 avons, dit-il, été informés que l'exécution (des ordres  
 de Louis XIV) en a été ralentie depuis plusieurs années,  
 surtout dans les provinces qui ont été affligées de la  
 contagion ... par les fausses et dangereuses impres-  
 sions que quelques-uns de nos sujets, peu sincèrement  
 réunis à la R. C. A. et R., et *excités par des mouve-  
 ments étrangers*, ont voulu insinuer secrètement pen-  
 dant notre minorité<sup>2</sup>. » Sur cela, Rulhière remarque  
 avec quelque complaisance que c'était la première fois  
 que l'on parlait dans une loi de révoltes et de mouve-  
 ments suscités par les étrangers. Jamais, dit-il, pen-  
 dant la durée entière du règne de Louis XIV, dans cette  
 multitude innombrables d'édits, d'arrêts, de déclara-  
 tions, on n'avait articulé le moindre reproche à cet  
 égard. Mais d'une remarque juste en elle-même, il  
 prend occasion pour incriminer... l'auteur du préam-  
 bule, coupable à ses yeux « de chercher à rendre odieux

1. B. N. Ms. fr. 7.046, f° 212.

2. Sur cette publication, voir A. N. O<sup>1</sup> 68, f°s 230 à 245.

ceux qu'il allait opprimer<sup>1</sup> ». Le geste peut en effet ne nous paraître ni discret ni élégant, mais n'était-il pas le geste lassé du législateur devant des intrigues sans cesse renaissantes?

Au reste, il n'échappe à personne que, pour être rédigée avec « légèreté et inattention<sup>2</sup> », la loi n'en constituait pas moins un réseau fort serré de mesures répressives. Les assemblées étaient absolument interdites à peine de galères perpétuelles pour les hommes et de détention pour les femmes; les prédicants, accusés « de ne s'occuper qu'à exciter les peuples à la révolte, et les détourner de la religion catholique », étaient menacés de la peine de mort; les religionnaires, contraints de faire baptiser leurs enfants par les curés; ils ne devaient point les envoyer à l'étranger, sous peine de 6.000 livres d'amende, ne pouvaient les faire instruire de leurs devoirs religieux qu'aux catéchismes du curé; ils devaient faire bénir leurs mariages par le prêtre catholique et il leur était interdit d'aller se marier en pays étranger; la justice devait en outre faire le procès à la mémoire de tous ceux qui, mourant dans la foi réformée, pouvaient être considérés comme relaps... Tels étaient les principaux abus qui, au dire du législateur, « demandaient un plus prompt remède ».

A qui l'histoire doit-elle faire remonter la responsabilité d'une rédaction aussi minutieuse? Le mystère n'est pas encore éclairci, quelques efforts que l'on ait tentés pour le pénétrer. Aussi bien, jusqu'à Rulhière, le problème n'avait préoccupé ni les catholiques ni les protestants. Quand on souffre persécution, il est naturel d'incriminer le pouvoir souverain. Rulhière cependant met nettement hors de cause le clergé et les inten-

1. RULHIÈRE, II, 183-184.

2. C'est l'ordinaire reproche que de Breteuil, Rulhière et Malesherbes ne cessèrent de faire à l'Edit de 1724.

dants qui, dit-il, n'y ont eu aucune part<sup>1</sup>. Il semble qu'il se soit ainsi rallié à l'opinion de son ami M. de Malesherbes qui attribuait la rédaction de l'Edit « à un magistrat célèbre par sa longue expérience et sa rare habileté, mais connu par un esprit subtil et capiteux<sup>2</sup> ». Selon les plus grandes probabilités, c'était en

1. Et ceci est une réponse à l'hypothèse aventureuse de M. Hugues. Voir plus haut, p. 27, note.

2. RULHIÈRE, II, p. 183. Du reste, Rulhière se borne à citer Joly de Fleury. Tandis que M. de Breteuil renonce à donner des noms et accuse « les rédacteurs, quels qu'ils soient » du fameux Edit (RULHIÈRE, II, p. 64), lui n'hésite pas à écrire de Joly de Fleury qu'il était « l'auteur même de la Déclaration de 1724 », p. 191. On voit donc combien M. Hugues accumule d'erreurs — au moins étranges — sur les sentiments de Rulhière quand il lui attribue l'opinion que M<sup>sr</sup> Lavergne de Tressan, évêque de Nantes, était le seul auteur de la Déclaration, HUGUES, I, p. 263-264. Il faut en dire autant de ses affirmations aventureuses sur le cardinal Dubois qui « aurait repoussé son plan avec mépris », alors que nous savons qu'il reçut, le 17 mai 1723, le seul rapport auquel il est certain que Tressan ait travaillé — celui sur l'administration des biens en régie. — Comme bien l'on pense, Lemontey charge aussi l'évêque de Nantes de la rédaction de l'Edit, mais n'étaye pas mieux son affirmation. Coquerel est plus prudent : « l'Edit fut l'œuvre du duc de Bourbon et surtout de M<sup>sr</sup> de Tressan », p. 150. Entendons par là que le Duc et l'Evêque ont ordonné la confection de la loi — et la chose est acceptable. Mais qui fut le rédacteur? Coquerel est d'une prudence que M. Hugues s'est gardé d'imiter — bien à tort. Car nous savons que le travail propre à l'évêque de Nantes — concernant les biens en régie — fut précisément exclu de la rédaction de l'Edit. Joly de Fleury atteste que le projet de Déclaration contenait d'abord ce qui regardait l'exercice de la religion et l'administration des biens des religieux. Le projet fut alors communiqué à M. de Bâville, conseiller d'Etat, qui allégea le projet de cette dernière partie et adoucit les textes concernant les relaps. La part de Bâville est donc incontestable. Disons-nous cependant que ce fut « par sa main et quasi sous ses yeux qu'a été rédigée et dressée la Déclaration de 1724 »? Conclusion qui dépasse les prémisses, tout ce que nous savons se bornant à ceci : d'abord Bâville a biffé certaines dispositions sur les relaps qu'il déclarait trop sévères; il a travaillé ensuite à une instruction secrète qu'il devait envoyer aux intendants, pour l'exécution de l'Edit, mais qu'il ne put ni terminer ni envoyer, car il fut surpris par la mort. A cela se borne la collaboration de ce Conseiller, que M. Hugues aurait bien voulu accabler. B. N. Ms. f. 7.046, f<sup>os</sup> 43, 44, 212.

Nous pouvons ajouter de Joly de Fleury un aveu formel. On ne fit dit-il, que reprendre le projet élaboré pendant la Régence. Or, à ce projet il affirme que le chancelier d'Aguesseau travailla. Voir son Mémoire de 1752, B. N. Ms. 14.782, f<sup>os</sup> 1-4.

effet Joly de Fleury, procureur général au Parlement de Paris, qui avait mis la dernière main à l'Edit, déjà arrêté et élaboré, du moins en ses grandes lignes, par le chancelier d'Aguesseau.

Même si nous ne pouvons accepter la thèse ingénieuse de Malesherbes, d'après laquelle l'Edit aurait eu pour but principal, non celui d'aggraver la persécution contre des religionnaires malgré tout assez indifférents au pouvoir, mais celui « de foudroyer quelque jour tout le corps du clergé » en l'obligeant à assurer, selon des textes législatifs un peu trop oubliés, le mariage religieux des nouveaux convertis, nous resterons dans la véritable perspective du législateur en ne voyant, dans cet « arsenal » qu'un résumé de lois disparates, mais totalisées et codifiées pour la plus grande facilité des recherches policières et des enquêtes judiciaires<sup>1</sup>.

Promulgué le 14 mai 1724, l'Edit jeta les protestants dans une épouvante indicible. Ils songèrent même à se révolter, et ne furent contenus que par les suprêmes adjurations d'Antoine Court. Celui-ci, ne voulant pas se souvenir des amères leçons de l'expérience, se

Ainsi, sur le rédacteur même de l'Edit, nous ne pouvons citer que deux noms, de façon certaine : le chancelier d'Aguesseau et le procureur général du Parlement de Paris, Joly de Fleury.

Quant aux inspirateurs de la loi, le chaos est pire encore. La part du cardinal Dubois, en 1723, est certaine. Autour de lui, La Vrillière et Joly de Fleury poussent les volontés hésitantes. Le Conseil de conscience, dont Lavergne de Tressan est secrétaire, joua lui aussi son rôle actif en 1723. Sous le ministère du duc de Bourbon, le rôle du cardinal Fleury a été diversement compris. Malesherbes l'accable ; c'est Fleury qui aurait éperonné Joly de Fleury, auquel il aurait soufflé l'idée directrice de l'Edit de 1724 : sauver les prérogatives du clergé. Joly de Fleury n'aurait donc été qu'un instrument. Voir le *Second Mémoire sur le mariage des protestants*, Londres, 1787. Rulhière, au contraire, fait du cardinal un portrait fort louangeur ; il le félicite de « n'avoir point changé le sort des protestants », I, p. 193.

Jusqu'aujourd'hui, le double problème de la rédaction et de l'inspiration de l'Edit demeure insoluble.

1. B. N. Ms. fr. 7.047, f° 645. Rulhière fait une critique pénétrante de l'hypothèse de son ami Malesherbes, I, p. 183-186.

tourna, encore une fois, vers la Hollande, par l'intermédiaire du chapelain de l'ambassade à Paris. Duplan sollicita de son côté le roi d'Angleterre, l'archevêque de Cantorbéry et le roi de Prusse. Personne ne bougea. Les protecteurs renonçaient définitivement à leur mission traditionnelle.

Le salut vint aux réformés de la loi elle-même. Elle était inexécutable. Deux mois après sa promulgation, on dut déclarer qu'elle ne pouvait s'appliquer aux religionnaires d'Alsace. En France, les intendants se plaignirent des difficultés insolubles qu'on soulevait, à vouloir exécuter ses prescriptions concernant les mariages et les baptêmes. Jamais édit ne remplit moins son but. Les hommes d'Etat hésitaient à s'en servir, et les religionnaires mirent à profit ces hésitations <sup>1</sup>.

#### IV

La loi qui aurait dû causer la mort d'un culte péniblement ramené à la vie, se trouva cependant presque inefficace. Elle avait été l'épouvantail d'un jour. Les intendants s'étaient assez vite refusés à la suivre dans le dédale des sanctions qu'elle offrait à tous venants et qui paraissaient sans issues. Certains avaient préféré faire marché avec M. de La Vrillière. Nous connaissons les stipulations consenties. Richer d'Aube, intendant à Caen, a rappelé cette crise d'insubordination légale, puisque approuvée par la Cour : « Nous convinmes ensemble, écrit-il, qu'il ne fallait pas exécuter la loi en toute rigueur, mais s'attacher à punir

1. COQUEREL, I, p. 165. Dès mars 1725, Corteiz écrit : « Tous les lieux sont tranquilles; le zèle est considérable, les assemblées sont nombreuses. » Le 16 mars 1728, La Fare écrit un Mémoire sur ces difficultés d'exécution de l'Edit.



seulement ce qui se ferait avec trop de scandale <sup>1</sup>. »

D'autres, scrupuleux exécuteurs de la loi, n'avaient pas tardé à jeter sur les routes de l'exil des familles entières de religionnaires que cette nouvelle persécution détachait à jamais de leur patrie. Mais on vit alors le contrôleur général des finances rappeler lui-même à Chauvelin, intendant de la Picardie, qu'il y avait maldonne. « On se plaint, lui disait-il, de la manière rigoureuse dont la loi est exécutée par les tribunaux. » Il convient d'apaiser l'alarme des nouveaux convertis et d'arrêter le courant d'émigration <sup>2</sup>.

Tiraillée en sens divers, la loi ne pouvait manquer de rester, par lambeaux, aux mains d'ouvriers aussi empressés à la déchirer. Grâce à ce bon sens politique, qui répugne aux conséquences d'une loi mal faite, put continuer le mouvement modérateur.

Il le put surtout grâce à l'effort d'un jeune pasteur, Antoine Court.

Il était né, le 17 mai 1696, à Villeneuve-de-Berg, en Vivarais. A vrai dire il avait assez mal débuté pour sa formation religieuse. Lui qui donnera le dernier coup à l'illuminiisme avait d'abord subi un enthousiasme inquiet pour les bonnes femmes qui s'en allaient aux assemblées nocturnes, en des garrigues solitaires, où, visitées de l'esprit de Dieu, elles prononçaient des harangues inintelligibles, mais que l'on disait inspirées. Lui-même fut touché par la contagion. Le spectacle des mouvements désordonnés de ces prédicantes affolées agit sur sa sensibilité, et il passa pour un fougueux instrument de l'œuvre des illuminés. Ce futur apôtre de la soumission aux pouvoirs civils faillit aussi verser dans le système camisard. Après que

1. Cité par M. GALLAND, *Essai sur l'histoire du protestantisme à Caen et en Basse-Normandie (1698-1791)*, Paris, 1898, p. 305.

2. Cité par L. ROSSIER, *Histoire des protestants de Picardie*, Paris, 1861, p. 280; lettre du 22 octobre 1724.



la paix d'Utrecht fut signée, il avait osé, malgré sa jeunesse, écrire des lettres virulentes et pleines de menaces aux curés et au gouverneur du Languedoc. N'a-t-il pas rêvé de reprendre l'entreprise libératrice des Cavalier et des Roland ? C'était, en tous cas, l'accent même de ces hardis révoltés qu'il faisait passer dans ses lettres, où les prêtres et les officiers du roi étaient rendus responsables des souffrances des protestants, déclarés coupables de collaborer à l'œuvre satanique de la Cour, et prévenus que la patience des opprimés était à bout, n'étant pas inlassable. Ce jeune révolté s'abandonne cependant à l'esprit d'en haut, et, sûr de sa vocation, délaisse son rang de disciple pour s'instituer, à son tour, maître. Car les prédicants se jugeaient ainsi, sans fausse humilité, et affrontaient les foules. Chose plus grave, ce futur restaurateur de la discipline ecclésiastique tient en mince estime la qualité de ministre. Jeune homme marqué pour le service de Dieu, il fut sollicité d'aller se former en Suisse, sous la conduite de pasteurs réguliers, qui donneraient à son âme la valeur morale que les illuminations des prédicants n'avaient pu lui faire soupçonner. Mais c'est de quoi Antoine Court se moque allègrement. Et par manière d'initiative pastorale, il décide de s'acoquiner avec un Bombonnoux, ancien camisard qui n'avait pas replié son drapeau, et avec un Vesson, fanatique « extravagant » au dire de Paul Rabaut lui-même. Ce n'est d'ailleurs pas l'amitié de Corteiz, qui arrive de Hollande où il a fréquenté des comités dont l'esprit était franchement détestable, qui peut remettre notre jeune homme sur la voie du bon sens.

De toutes façons, l'avenir que se préparait Antoine Court était celui d'un nouveau prédicant, plus intelligent, certes, et plus embrasé du feu sacré pour le salut des âmes que ne l'étaient ses confrères en ins-

piration. A peine âgé de dix-neuf ans, il parcourt, avec ce titre de prédicant, tout le Languedoc jusqu'à Nîmes, jusqu'aux Cévennes, et se lance à la conquête des églises provençales, jusqu'à Marseille. Il semble que ce premier apostolat ait été fécond.

Il le fut, surtout, parce que l'âme de ce jeune homme en sortit transformée. Il avait vu et avait compris la situation de son église. Elle gisait à terre, mais les âmes souhaitaient se relever. Les obstacles à ce relèvement apparaissaient de deux sortes : l'indifférence des timides et le fanatisme des exaltés minent à l'intérieur l'église moribonde, tandis qu'à l'extérieur, le pouvoir public manifeste une répulsion visible pour des sujets qu'il considère comme des révoltés.

Court comprit cette première vérité : à mesure que l'église réformée refaisait ses forces, recouvrait ses fidèles et rétablissait ses cadres, elle devenait plus suspecte au pouvoir civil et devait donc s'imposer plus de prudence, de tact et de discipline. Il fallait éviter toute victoire, qui serait provocante. Par prudence, on cheminerait avec tranquillité, sans éclat, sans révolte et, si possible, avec la protection d'une royauté que l'on gagnerait à la clémence, à force de se montrer soumis.

Il comprit cette autre nécessité : une église ne peut se développer dans l'ordre qu'avec des éléments d'ordre. Or les prédicants étaient, dans la hiérarchie, des intrus sans mandat. L'ordre exigera la fin du prophétisme, la disparition des inspirés et le retour des vrais pasteurs. Dès le 21 août 1715, Court fait décider à un premier synode l'interdiction pour les femmes de prêcher<sup>1</sup>. Le 3 mai 1718, il envoie son ami Corteiz recevoir la consécration régulière en Suisse,

1. Il faudrait ici rappeler les *Mémoires* si captivants d'Ant. Court, si nous ne devons plutôt suivre l'histoire d'une âme que la série des péripéties où fut mêlé cet actif réorganisateur.

et le 21 novembre, lui-même se laisse consacrer par Corteiz. Jusqu'en 1720, il parcourt le Bas-Languedoc, mettant tout son cœur, qui était noble, et toute son intelligence, qui était grande, au service de son programme de restauration. Il s'efforce de persuader ses coreligionnaires qu'il est nécessaire de renoncer aux voies belliqueuses et aux violences. Il discrédite le plan d'Alberoni et jette à terre les projets de Soulan.

Du reste, il connaît à cette date l'isolement auquel son église est condamnée, depuis qu'il a été informé de la réponse de George d'Angleterre. Quand la Cour travaille à obtenir de lui-même qu'il consente à s'exiler, Court peut répondre avec raison que l'intérêt du prince est de le retenir en France, où il peine à former de bons sujets<sup>1</sup>.

Survient le terrible édit de 1724. Les protestants irrités forment alors d'étranges projets, mais Court les traverse, en les révélant, sous un nom d'emprunt, à M. de La Fare, gouverneur du Languedoc, et en retenant dans l'obéissance le Languedoc, le Vivarais, le Dauphiné<sup>2</sup>. Il a habitué les pouvoirs constitués à des paroles d'un accent tout nouveau. Quand la Cour supprime en 1716 les assemblées en Languedoc, il assure le commandant de Roquelaure qu'il est prêt, lui et les siens, à mourir comme « un agneau sans défense », mais qu'il mourra, le cœur plein d'amour pour son prince. L'année suivante, il n'a pas craint de condamner, en plein synode, aux Cévennes « le zèle précipité et la chaleur inconsidérée » des pasteurs qui, pour tenir leurs assemblées, jettent leurs fidèles en plein péril. En 1719, il a contribué à rasséréner une Cour toute remplie d'angoisse<sup>3</sup>.

1. Court passe en Suisse en 1720 et y demeure jusqu'en août 1722. — En 1723, il organise l'église du Vivarais.

2. Voir *Mémoires*, p. 197-198.

3. Synode du 2 mars 1717.

Aujourd'hui cependant l'œuvre, si la loi demeure victorieuse, est condamnée à périr. Court prêche donc la résistance. Il lance le mot d'ordre : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. » Poursuivi, traqué, il est aujourd'hui réduit à se cacher tout un jour sous un tas de fumier, et demain à s'évader d'une maison où les soldats font brusquement irruption. Risques passagers d'une haute mission où les principes ne s'avilissent pas. C'est en juin 1725 qu'après avoir obtenu l'union des églises du Languedoc, du Vivarais et du Dauphiné, Court fait décider qu'elles ne feront jamais rien « qui pût avoir le moindre air de rébellion contre la couronne de notre roi <sup>1</sup>. » C'est en septembre 1725 et le 16 mai 1726, au premier synode national, qu'il fait voter, avant toute autre mesure, la nécessité de se soumettre au roi, aux gouverneurs, aux intendants, aux commandants et magistrats, et de faire des prières publiques pour eux.

La Cour répondait à ces avances par de furieuses ordonnances : les intendants ont, à partir de 1726, tout pouvoir contre les protestants, et M. de Bernage se lance lui-même à la poursuite de Court. Celui-ci échappa, mais Alexandre Roussel tomba aux mains de la justice. Alors que les protestants avaient déjà pris leurs mesures pour arracher, par la force, le prisonnier à la mort, Court rendit aux magistrats ce dernier service de calmer les fureurs soulevées. Puis, sentant qu'il ne tarderait pas à succomber lui-même, il prit le parti de s'exiler et se réfugia à Lausanne <sup>2</sup>.

1. Il rassure ainsi la Cour sur son projet de « confédération des Eglises » où l'on pouvait voir un plan de guerre. En décembre 1726, il écrit sur le même sujet à M. de La Fare, après le grand synode d'octobre.

2. Vers la fin d'août 1729.

## CHAPITRE II

### L'ŒUVRE DE LA RESTAURATION DES ÉGLISES.

1730-1743.

#### I

Au moment où Antoine Court quittait la France, la reconstitution des églises protestantes avançait à travers de multiples difficultés, mais avec une telle continuité que le succès ne pouvait désormais faire aucun doute. De presque toutes les régions en arrivaient des assurances formelles. Les fidèles secouaient partout leur torpeur. Des ministres s'étaient révélés,

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT, 261, 286, 337, 437, 438, 439, 444, 445 A, 446, 447, 448, 449<sup>2</sup>, 450, 451, 453, 454, 455, 456, 458, 460, 463. — A. N. O<sup>1</sup>, 76, 376, 437, 438, 439. — A. M. G. n<sup>os</sup> 2679 (sur les Protestants en Poitou de 1729 à 1731), 2687 (sur les contrebandiers en Dauphiné en 1732), 2968 (sur les craintes en 1742).

Pour chaque province, j'indique les diverses histoires du protestantisme ou les articles relatifs à cette histoire. Sur l'histoire des pasteurs, voir N. PEYRAT, *Histoire des pasteurs du Désert*, Paris, 1842, 2 vol.; Paul DE FÉLICE, *Sermons protestants prêchés en France de 1685 à 1795*, Orléans, 1885; Ed. HUGUES, *Les synodes du Désert*, Paris, 1885, 3 vol.; BERSIER, *Quelques pages de l'histoire des huguenots*, Paris, 1892; Daniel BENOÎT, *François Roux, compagnon d'œuvre d'Antoine Court (1704-1773)*, Toulouse, 1892; Id., *Desubas*, s. d.; Id., *Trois prédicateurs sous la croix au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Bénézet, Molines, Teissier, Toulouse, 1898; Id., *L'Église sous la croix*, s. d.; Marc CHALAMET, *Un collaborateur d'Antoine Court, Pierre Peiroi, pasteur du Désert (1712-1772)*, Paris, 1924.

Sur le maréchal de Richelieu, voir Paul d'ESTRÉE, *Le maréchal de Richelieu (1696-1758)*, Paris, 1917 et *La vieillesse de Richelieu (1758-1788)*, Paris, 1921; DE BOILISLE, *Mémoires authentiques du maréchal de Richelieu (1725-1757)*, Paris, 1918. Les documents sur le rôle de Richelieu sont aux A. N. TT, 446 (où se trouvent ses instructions) et TT, 337 et 335 (relations de Richelieu avec les Protestants).

qu'animait un sincère amour des âmes. Le danger lui-même attirait : il semblait avoir dépouillé son extérieur redoutable. Assemblées publiques et colloques privés, ébauches de synodes et conseils d'anciens, toute une vie puissante s'élaborait visiblement, et sous sa pression, les liens craquaient de toutes parts qui avaient paru, jusqu'alors, l'étouffer.

Au reste, la prudence accompagnait cet élan de hardiesse. Les assemblées, d'où Antoine Court a pros crit les théories incendiaires d'ancêtres voués à l'exécution, multiplient les sages mesures, qui ramèneront plus de régularité, de sévérité, le sens de la hiérarchie et le goût plus actif de la charité du Christ. Sur tout cela, l'amour de la France et la visible répudiation de la vieille doctrine, selon laquelle les religieux jugeaient œuvre agréable à Dieu de s'insurger, les armes à la main, contre les tyrans persécuteurs de la foi réformée. Une incoercible confiance en l'avenir anime cette église rajeunie. Tous ces fidèles songèrent qu'il n'était plus possible, après de si longues souffrances, qu'une aussi considérable portion de la famille française fût rejetée par le souverain et condamnée à vivre sans cesse en dehors de la loi commune<sup>1</sup>.

Cependant, sur cet afflux de vie, le zèle des intendants était éveillé. La Cour ne manifestera-t-elle pas son mécontentement ? Il était certain qu'en grandissant l'œuvre devenait plus périlleuse.

Les mesures prises par les églises avaient, depuis 1730, affecté une profonde indifférence à l'égard de toutes les répercussions par lesquelles la Cour pouvait être entraînée à agir. C'était le 10 août 1730 qu'un

1. Voir BORREL, *Histoire de l'église réformée de Nîmes*, Toulouse, 1836; J.-P. HUGUES, *Histoire de l'église réformée d'Anduze*, Paris, 1864; Ph. CORRIÈRE, *Histoire de l'église réformée de Montpellier*, 1861; C. RABAUD, *Histoire du Protestantisme dans l'Albigeois et le Lauragais*, 1873; de Robert LABARTHE, *Histoire du protestantisme dans le Haut-Languedoc, le Bas-Quercy et comté de Foix (1685-1789)*, Paris. 2 vol.

synode provincial, composé de trente-sept membres, tenu aux Cévennes, avait adopté les mesures les plus rigoureuses pour reconstituer sur ses bases l'église encore branlante, en obligeant les fidèles à prendre décidément parti pour leur foi. Avec quelle ardeur accoururent ceux que l'on continuait encore, dans les sphères officielles, à décorer du titre de « nouveaux convertis » ! Tournant le dos à leurs professions de foi, les nouveaux catholiques reviennent en foule au pied des chaires de leurs prédicants.

Pour maintenir les courages, une véritable armée de pasteurs se levait sur toute l'étendue de l'Église languedocienne <sup>1</sup>. Ils arrivaient, du fond de la province, passant, à toute heure, à travers les bourgs où l'âme huguenote semblait ensevelie dans l'assoupissement. Quand la foi y était réveillée, que les exercices du culte y avaient recommencé, et que les premiers linéaments de la future société religieuse y dessinaient leurs contours, les apôtres s'en allaient en quête de nouvelles résurrections. La Cour suivait avec anxiété ce travail; elle souhaitait infliger une exemplaire leçon qui en découragerait l'élan.

Précisément, la fortune fit tomber entre ses mains le ministre Alexandre Roussel. La Cour s'empressa de l'envoyer au gibet, le 30 novembre 1728, à Montpellier <sup>2</sup>. Quatre ans plus tard, semblable tragédie fat à la veille de se reproduire. Le 24 août 1732, au milieu de la nuit, le pasteur Barthélemy Claris, de Lussan, était arrêté au lieu de l'oissac, auprès d'Uzès, chez un nommé Puget qui lui avait donné asile. Condamné à mort, le 29 août, pour « crime de pastoral », Claris n'échappa au gibet que par une audacieuse évasion <sup>3</sup>.

1. COQUEREL, I, p. 200-202. Sur la levée des pasteurs, HUGUES, I, ch. II, p. 24-74.

2. Sur son exécution, voir *B. P. F.*, 1886, p. 255-270, 314-330.

3. Sur cette évasion, voir *B. P. F.*, 1895, p. 89-103.



Mais le pasteur Pierre Durand fut pendu à Montpelier, cette même année.

L'élan n'était pas de ceux que contient la peur de la potence. Moins d'un an après cette sentence, l'église réformée du Languedoc réussissait, dans son œuvre de réorganisation, un progrès essentiel. Elle s'achevait enfin vers une véritable confédération. Elle fut divisée en trois groupes : le groupe du Bas-Languedoc, aux destinées duquel présidaient les pasteurs Roux, Claris et Rivière; celui des Cévennes, confié aux pasteurs Combes, Maroger et Rouvière; celui enfin du Haut-Languedoc et de la Guyenne que dirigeaient les ministres Bétrine et Viala. Cet acte du 26 février 1733, qui groupait les églises ressuscitées en un faisceau de forces où la Cour affecta de voir un retour à l'état de choses antérieur à l'année 1685, marque vraiment l'étape décisive.

A la vérité, ni les protestants du Nord de la France, ni ceux de l'Ouest, ni ceux du Centre ne paraissent avoir encore de rapports avec ceux du Midi. Le culte *public* y était, en effet, éteint. La foi ne s'y conservait que dans l'intérieur des familles. Les pasteurs n'y apparaissaient que pour de rares et rapides visites. Il faudra attendre près de dix ans avant que le Poitou figure aux synodes des églises du Midi. C'étaient donc celles-ci qui en ces jours allaient de l'avant. C'étaient leurs pasteurs qui se dévouaient à la difficile mission d'entraîner ailleurs les retardataires ou les timorés. Du Bas-Languedoc vient Michel Viala qui parcourt les hautes régions de la province, où il réorganise des églises<sup>1</sup>. Deux ans après sa tournée pastorale, les retours ont été si nombreux que le besoin se fait sentir de posséder un ministre à demeure. Qui, mieux que Viala, pourrait être l'homme de la

1. Ce vigoureux apostolat eut lieu en 1735.



situation? Les anciens du Haut-Languedoc le réclament donc, et l'église du Bas-Languedoc le leur abandonne pour quelques années. Si profonde fut l'action de ce pasteur qu'on doit la considérer comme la plus importante des forces qui restaurèrent le culte réformé dans le Haut-Languedoc. Viala se montre à la postérité comme un émule du ministre de Montpellier, Paul Rabaut <sup>1</sup>. Dès le 26 octobre 1740, le Haut-Languedoc pouvait se hasarder à établir des rapports, en un synode provincial, avec le Poitou et la Normandie. Désormais, l'union était scellée entre les églises du Nord et celles du Midi.

Ce n'est pas, pour tout dire, que cette prééminence, accordée par les circonstances à l'église du Languedoc, fût très goûtée du reste des protestants français. Non moins que la Cour, ceux-ci manifestèrent tout d'abord une sorte de stupeur, à voir la liberté d'allures de coreligionnaires qui semblaient faire fi de toutes les ordonnances royales. Les convocations si fréquentes de synodes, les règlements vigoureux constitués pour la réorganisation ecclésiastique, les mesures d'autorité et les ordres impérieux, par où se dévoilait un plan d'action mûrement élaboré et fermement appliqué, tout cela apparut à plusieurs comme une hardiesse étrange, capable d'amener la tempête. Les âmes furent alors sollicitées en sens contraires : les unes écoutant l'appel des nouveaux pasteurs qui ne transigeaient plus ; les autres s'arrêtant devant la vision des menaces suspendues sur la tête des réformés, par l'édit de 1724 <sup>2</sup>. Qu'il y ait eu,

1. En 1738, Viala passe en Poitou, d'où il se rend, en 1742 en Normandie.

2. Non sans raison, car on apprenait, en 1739, que le ministre Morel-Duvernety arrêté et conduit à Tournon, avait essayé de s'évader et avait été tué à coups de fusil ; et que le ministre Fauriel, pris en août 1739, grâce à la dénonciation de Desbos, curé de Saint-Félix, était jeté en

tout d'abord, parmi les protestants de France, un peu de cette frayeur, ou même un peu de cette jalouse susceptibilité, à laquelle le sens individualiste développé chez le réformé ouvre si largement les voies, la chose ne paraît point douteuse. On accusa les religieux languedociens d'usurper le rôle de directeurs, de conseillers inopportuns, d'excitateurs dangereux, certains allèrent jusqu'à dire de « maîtres » intolérables<sup>1</sup>. Mais si grande fut l'autorité exercée par les pasteurs tels que Antoine Court, François Roux, Michel Viala, Claris et Dortial, que l'impulsion venue du Midi finit par entraîner l'église entière.

## II

Au pays de Foix, les assemblées ont repris avec une unanimité soudaine, aux alentours de 1734<sup>2</sup>. Le curé de Sabarat, surpris de ces manifestations, les dénonce à Saint-Florentin qui charge l'intendant du Roussillon de veiller à ces nouveautés, mais d'agir « avec sagesse » et en évitant tout éclat<sup>3</sup>. L'intendant ne se sentait aucune disposition pour les coups d'autorité. Après une enquête rapide, il accuse le curé

prison. La procédure contre Fauriel se fit le 9 février 1740. Sur l'affaire de Fauriel, cache par Espinas, voir IT, 337, dossier 2, nos 126-133.

1. Il y aurait là une curieuse enquête à instituer ; mais les travaux des historiens de la restauration au XVIII<sup>e</sup> siècle sont presque muets sur ce courant de défiance qui se continue bien après 1717. Voir Coquerel, p. 256. M. Hugues n'ajoute presque rien à son devancier et modèle.

2. Voir Pierre BRUN, *Les assemblées illicites des protestants dans le pays de Foix à la suite de la Révocation de l'Édit de Nantes*, Foix, 1894. M. Brun avoue la pénurie des documents depuis 1699 jusqu'en 1734. M. de Robert LABARTHE, *Le protestantisme dans le Haut-Languedoc et le Comté de Foix, 1685-1789*, Paris, 2 vol.

3. Louis Phelipeaux, comte de Saint-Florentin, conseiller d'État depuis 1744, puis secrétaire d'État en 1725, et mis à la tête de la Maison du Roi, à laquelle sont rattachées les affaires de la R. P. R.

d'avoir « la tête légère » et « un zèle indiscret ». Piqué au vif, le curé riposte en dénonçant les assemblées qui se tiennent chez un nommé Bernard Nougé. Le lieutenant de la maréchaussée, commis à cette affaire, ne put que constater la fréquence des délits, et, vers Sabarat et vers Bordes, signaler l'étrange effervescence des nouveaux convertis. « Ils sont parvenus, disait-il, à un degré d'impudence inexprimable » ; ils s'affichent pour leurs cérémonies, détiennent les titres de consuls politiques dans leurs villages et ont repris les professions que la loi leur interdit, comme ce nommé Dedieu qui, à Mazères, exerce contre toute autorisation la profession de chirurgien. L'intendant eût alors souhaité mettre un frein à pareille licence, et, comme les religionnaires du Mas-d'Azil paraissaient les plus échauffés, eût volontiers chargé la maréchaussée d'y faire main-basse sur les principaux meneurs. Mais la population montra une attitude fort hostile et le lieutenant n'osa rien tenter. Il fut d'ailleurs pour cette modération chaudement félicité par le marquis de Gudanes, gouverneur militaire du pays de Foix. Ce succès encouragea les timorés et exalta les violents. A Gabre, les assemblées ne se tenaient plus qu'au milieu de gens accourus « avec port d'armes ». L'intendant se vit contraint de veiller au désarmement de la population religieuse, lequel s'exécuta, avec quelque nonchalance, pendant les deux derniers mois de l'année. Par mesure de compensation, l'intendant fit paraître, le 22 janvier 1736, une ordonnance, accordant une amnistie générale pour tous les faits d'assemblées. Ce mélange de force et de faiblesse ne trompait pas les religionnaires. Assurés que l'audace aurait raison de la force, ils reprirent, avec une ardeur rajeunie, le cours de leurs assemblées vers Gibel, Calmont, Gabre, Mazères, Saverdun, le Carla, le Mas-d'Azil,

les Bordes, Sabarat et Camarade. L'intendant crut habile, en 1744, de frapper chacun de ces lieux d'une amende, allant de 500 à 3.600 livres. Mesure inefficace, car depuis longtemps les religionnaires avaient trouvé des complices parmi certains curés de la région ! C'est ainsi que celui de Mérigon, petit village perdu dans le Volvestre, se chargeait de marier clandestinement les réformés de tout le pays avoisinant. Les religionnaires que leurs curés astreignaient, d'années en années, à des épreuves jugées toujours insuffisantes, accouraient à Mérigon. Il en venait de Revel, de Castres, de Lavaur même. Ce fut un beau tapage. L'évêque de Rieux fulmine contre « ce monstre-là », — c'est le curé qu'il veut dire, — ne promettant rien moins que de le faire enfermer « pour sa vie ». Cruelle déception : il apprend à ce même moment que le curé de Camarade, village voisin du Mas-d'Azil, « faisait le même manège ». L'évêque le fit saisir et « reléguer au séminaire de Saint-Gaudens, où, dit-il, il restera le reste de ses jours ».

A la vérité, l'intendant ne voyait pas ce malheur avec des yeux aussi irrités que ceux du prélat. Pour un peu, il eût félicité le curé marieur. « Il vaut mieux, déclarait-il à l'évêque, que les religionnaires aient pris ce parti qui marque toujours une soumission à l'Eglise, que celui de s'aller marier au Désert. » Il ne voulait donc pas qu'on recherchât les « fiancés » ainsi mariés subrepticement<sup>1</sup>. Mais à Paris, Saint-Florentin ne jugeait pas avec cette désinvolture. Le curé relégué à Saint-Gaudens fut maintenu dans sa prison, car « il y avait lieu de faire un exemple<sup>2</sup> ». Le Parlement de Toulouse fut enfin chargé de poursuivre les « mariés », qui furent condamnés, par arrêt du 8 août 1743, à « ne

1. A. N. TT, 437-438, lettre du 19 février 1743.

2. A. N. O<sup>1</sup> 438, f<sup>o</sup> 159, lettre du 30 septembre 1742.

plus cohabiter ensemble, à peine de punition corporelle », et leurs mariages, déclarés nuls<sup>1</sup>.

En Béarn, la restauration s'avance à une allure beaucoup moins vive. Tandis que le vicomté voisin de Fezensaguet, où la Réforme avait été florissante au xvii<sup>e</sup> siècle, ne se réveille qu'avec difficulté et laisse l'initiative aux religionnaires de la petite ville de Mauvezin<sup>2</sup>, les nouveaux convertis de la vallée d'Aspe et de la ville d'Orthez songent à secouer le joug<sup>3</sup>. Les difficultés y vinrent surtout de la question des mariages. Certains curés se montraient d'une sévérité excessive. Celui d'Orthez refuse, en 1728, aux nouveaux convertis Pierre Bazin et Jeanne Pourtau de bénir leur mariage, s'ils ne consentent à communier. Les fiancés refusent, et portent leurs doléances devant le garde des sceaux qui s'étonne, car « l'usage le plus commun en France est que l'on n'exige point la communion ». L'évêque de Dax, sollicité d'adoucir le curé, se refuse, invoquant un cas d'espèce dont la solution peut engager tout l'avenir, et promet d'ailleurs « toute l'indulgence que l'état de ces fiancés demande ». Mais le curé demeure ferme en son refus : « Une expérience de trente-trois ans révolus, dit-il, lui a montré que les prétendus convertis n'ont donné aucune marque extérieure de religion catholique que lorsqu'ils ont voulu se marier; que, dès qu'ils ont été mariés, ils n'ont plus mis le pied dans l'église et qu'ils ont toujours infecté leurs enfants de l'hérésie de Calvin, et leur ont inspiré de l'horreur pour la religion catholique. » Aveu qui nous permet de retrouver la foi réformée, dissimulée mais vivace, au cœur d'une foule contrainte

1. A. N. TT, 437-438, lettre du 8 août 1743, de M. Le Mazuyer.

2. Voir Jean Philip DE BARJEAU, *Le protestantisme dans le vicomté de Fezensaguet*, Auch, 1891. Les documents sur Mauvezin sont aux A. N. TT, 286.

3. Voir Alfred CADIER, *Histoire de l'Eglise réformée de la vallée d'Aspe*, Paris, 1892.

à la conversion et toujours irréductible, en dépit de toutes les ordonnances<sup>1</sup>. A l'exemple du curé d'Orthez, celui de Nay objecte à toutes les demandes que lui présentent les nouveaux convertis pour la bénédiction de leurs mariages, « que d'autres l'ont trompé », et se renferme dans l'inertie. Une veuve ayant eu l'imprudence, en 1737, de lui rappeler qu'elle avait fait abjuration et ayant envoyé ses enfants à l'église pour « le sommer », en présence de témoins, de lui donner la bénédiction nuptiale, se vit éconduite, ses enfants rejetés violemment hors du saint lieu, et une information fut ouverte contre eux, à la demande du prêtre<sup>2</sup>.

A Osse, le curé Guirail, bien connu cependant pour sa bonté à l'égard des religionnaires « lesquels savaient la reconnaître », refuse obstinément de bénir leurs mariages. La Cour résolut en 1729 de sévir et fit défense à douze hommes et douze femmes « de cohabiter », jusqu'à ce qu'ils eussent fait réhabiliter leur union, après les épreuves d'usage. Mais les inconvénients apparaissaient d'année en année, et, en 1741, les pouvoirs sont revenus à des sentiments moins sévères. L'évêque de Dax venait de publier une ordonnance concernant les mariages des nouveaux convertis, où rien n'était oublié de l'ancienne législation. Le Parlement de Pau jette alors sa protestation : nul

1. A. N. TT, 431, f<sup>os</sup> 230-240. C'est ce même curé qui, l'année suivante, écrivit à son Evêque une fort belle lettre, où se révèle l'état d'âme de tous ces prêtres, hostiles aux nouveaux convertis, non point par haine de leur foi, mais par un très vil sentiment de l'éminente dignité des sacrements catholiques. « Je ne comprends pas, dit-il, que j'ai pu voir, sans mourir de douleur, de si longues et continuelles profanations du sang de J.-C. duquel je sais parfaitement qu'il doit me faire rendre bientôt un compte rigoureux et sévère. Que faire dans cet état, Monseigneur? Continuer de servir d'instrument à faire fouler aux pieds nos saints mystères? Trouvant que j'ai toujours fait le mal, et le plus grand de tous les maux par la profanation de deux sacrements, en m'efforçant de bien faire, je ne le puis, Monseigneur. » A. N. TT, 433, f<sup>os</sup> 202-209.

2. A. N. TT, 436, f<sup>o</sup> 244, lettre du 3 juin 1737.

ne veut plus d'une loi brutale. Son procureur général, M. de Cazaux, dénonce le mandement à Saint-Florentin et demande même que soit approuvé le réquisitoire qu'il a dressé contre l'écrit de l'évêque. Saint-Florentin n'hésita pas à couvrir le procureur, et Louis XV lui-même déclara que l'ordonnance « était véritablement d'une dangereuse conséquence<sup>1</sup> ». Ce fut le premier incident où s'affirma l'indépendance d'un Parlement qui devait, bientôt, donner en ces matières de nombreuses preuves du même esprit. Aussi, bien que le culte public n'ait pas, à proprement parler, recommencé en cette province, les assemblées s'y multiplient vers 1741. Celle qui se tint, en mai 1741, à Belloc, provoqua une vive sensation. Les religionnaires y avaient paru sans nulle discrétion. M. de Cazaux établit donc un acte de poursuite, dont il saisit le Parlement, qui, contraint à agir, nomme aussitôt un commissaire chargé d'entreprendre le procès. Mais un coup de théâtre se produit. La Cour blâme « un pareil éclat », s'élève contre les enquêtes commencées « sans avoir des preuves capables de fonder un jugement », et, suprême injure, déclare en terminant que le choix du commissaire est non venu, puisqu'elle-même « a départi dans la province » un commissaire préposé à ces affaires, et qui était l'intendant. Le coup fut rude aux parlementaires, qui se déclarèrent peïnés et vexés<sup>2</sup>. Puisque leur compétence était ainsi récusée, que se mêlaient-ils de courir au secours de la loi? Et par contre-coup se trouva fortifié en eux le premier sentiment de pitié dont les religionnaires avaient déjà largement profité. Le conflit, dont les origines nous paraissent aujourd'hui si mesquines, se prolongea en répercussions lointaines : le Parlement du Béarn sera

1. A. N. O<sup>1</sup> 437, f<sup>o</sup> 133, lettre du 19 juin 1741.

2. A. N. O<sup>1</sup> 437, f<sup>os</sup> 143, 133, 132, 193 : Correspondance entre Saint-Florentin et de Cazaux.



à l'avant-garde de ceux qui ne dissimuleront plus leur mauvais vouloir, quand on les engagera à sauvegarder des textes de la loi en détresse <sup>1</sup>.

C'était au milieu d'incidents, douloureux aux personnes mais sans portée générale, que se déroulait l'existence bien diminuée des églises de Provence, de Guyenne, de Normandie et de Champagne.

Au diocèse d'Aix<sup>2</sup>, les curés appliquent avec une sévérité implacable les ordres de l'archevêque qui leur fait défense de donner la bénédiction nuptiale aux nouveaux convertis « malgré les épreuves subies », en raison du danger de profanation. Les religionnaires se rebellèrent enfin contre cet ostracisme, et, en 1740, ceux de Lourmarin se plaignirent de ne pouvoir remplir ni leurs devoirs de religionnaires ni leurs obligations de sujets dociles aux ordres du roi, par l'intolérance du prélat. Mais nous ignorons quelle suite fut donnée à cette plainte<sup>3</sup>.

L'église bordelaise suit péniblement ce mouvement de réaction. Non que l'intendant chargé de la maintenir dans l'obéissance fasse preuve d'une particulière rudesse. En réalité Boucher ne s'appliquait qu'à rendre moins pénibles les effets de la loi. Les curés l'accusaient même de secrète complicité avec ses subdélégués, afin d'énervier la force des décrets. C'est ainsi qu'en 1727, deux curés d'Agen le dénoncèrent, ainsi que le subdélégué de Villeneuve-en-Agenois, comme indifférent

1. L'église de Béarn ne sera réorganisée qu'en 1750.

2. Voir Eug. ARNAUD, *Histoire des protestants de Provence, Comtat Venaissin et Orange*, 1884, 2 vol. et Ch. CHARRONNET, *Les guerres de religion et la société protestante dans les Hautes-Alpes, 1560-1789*. Gap, 1861.

3. A. N. TT, 450, correspondance de 1740. Le 1<sup>er</sup> septembre 1741, l'intendant La Tour met en prison quatre religionnaires de La Charce (diocèse de Sisteron) et écrit à Saint-Florentin : « Il paraît nécessaire d'en faire un exemple qui puisse contenir les religionnaires de cette petite contrée où ils sont en très grand nombre, et très entêtés et fort insolents ». TT, 448, dossier 45.



à punir les nouveaux convertis qui « cohabitent » sans avoir reçu le sacrement de l'Eglise catholique. Boucher s'excusa, et fort piteusement avoua que son subdélégué remplissait ses ordres et qu'il avait, quant à lui, l'habitude de prévenir les fiancés, de leur réitérer les ordres de se séparer, et qu'après avoir épuisé ces moyens de douceur, « il faisait mettre en prison pour quelques jours le prétendu mari <sup>1</sup> ». Mais il ne disait point que celui-ci, rendu à la liberté, s'empres-  
sait de retourner à son foyer. A son défaut, l'évêque d'Agen paraît avoir exercé une surveillance autrement méticuleuse. Il semble bien que c'est lui qui, de 1732 à 1735, mit en branle la maréchaussée pour la recherche des enfants des religionnaires qui, dans son diocèse, échappaient aux volontés de la loi. Sa rigueur s'exerça surtout à Clairac et Agen, où il obtint de l'intendant Boucher des ordres pour mettre au couvent les trois filles du sieur Labat de Vivens <sup>2</sup>. Stimulé par le prélat et sans doute aussi rendu inquiet par la liberté croissante des religionnaires qui s'enhardissent à s'assembler publiquement, Boucher sollicite à son tour des ordres pour enfermer la fille de M. de Bonrepos, qui « est un huguenot très obstiné » de Beaupouget, en Périgord, et les deux petits-fils de M. Chaneau de Lescaux, que l'évêque de Périgueux a désignés à sa rigueur et la demoiselle Marcou, de La Mothe Montravel, que sa mère se propose de marier à un religionnaire <sup>3</sup>. Notre intendant paraît même avoir pris du ressentiment : « C'est un canton, écrit-il, où il y a bien des huguenots, lesquels ne se gênent en aucune manière, et il est néces-

1. A. N. TT, 447, lettre du 4 mars 1727. Voir Alfred LEROUX, *Les religionnaires de Bordeaux de 1685 à 1802*, Bordeaux, 1920.

2. A. N. TT, 460, f<sup>os</sup> 278-282, où est le dossier de cette affaire. Voir A. LAGARDE, *Chronique des églises réformées de l'Agenais*, Toulouse, 1870.

3. A. N. TT, 451, f<sup>os</sup> 295 à 300, 312 à 313. Ces deux enlèvements sont de 1736 et 1739; TT, 455, f<sup>os</sup> 245-247, lettre de mai 1737; TT, 456, f<sup>os</sup> 255-258, dossier de la jeune Lachebaudie, mise au couvent en 1742.

saire d'y faire quelque exemple de temps en temps. » L'œuvre de la restauration des églises s'opérait néanmoins en silence, et les jours sont prochains où la foi réformée en Guyenne éclatera en coup de foudre, jetant dans les plus vives alarmes les intendants et gouverneurs qui n'auront pas su rattacher ce mouvement à celui qui mettait en effervescence les provinces méridionales voisines.

La Normandie ne paraît pas avoir éprouvé, jusqu'en 1740 au plus tôt, le besoin d'affirmer la vitalité de son culte en de tapageuses assemblées. Longtemps, cette province fit pour ainsi dire figure à part. Les religieux s'y maintenaient sur une réserve obstinée, et s'ils écoutaient avec plaisir les prêches de leurs pasteurs ou même de leurs prédicants, ils ne prêtaient qu'une oreille distraite à leurs pressantes exhortations de faire éclater au grand jour leur foi tranquille et leur somnolente ferveur. Politique avisée de paysans qui « leur conserva l'indulgence du Parlement de Normandie, celle même des gouverneurs militaires du Havre », renommés cependant, tel M. le duc Hippolyte de Saint-Aignan, pour leurs sentiments anti-huguenots<sup>1</sup>. Sans fracas, les vieilles habitudes se maintenaient, tandis que vents et marées désolaient des régions moins pacifiques. A l'ombre d'une feinte soumission, les nouveaux convertis ne laissaient rien perdre de leur culte privé. La Cour s'apercevra bien de ces cheminements silencieux, qui, de jour en jour, investissaient la forteresse des lois et la faisaient s'écrouler par lambeaux. Mais le moyen de s'opposer à ces fidèles entêtés, quand le procureur général lui-même, M. Demissy, déclare au Secrétaire d'Etat que « presque aucune des ordonnances contre ceux de la R. P. R. n'est exé-

1. Voir Henri AMPHOUX, *Essai sur l'histoire du protestantisme au Havre et dans les environs*, 1894, p. 303 ; Francis WADDINGTON, *Le protestantisme en Normandie, 1685-1797*, Paris, 1862.

cutée » et qu'il refuse d'agir contre les délinquants, sous le prétexte qu'il n'y saurait suffire? « Comme tout ce pays-ci est rempli de huguenots, dit-il, il y aurait lieu d'attaquer bien des gens et de troubler bien des familles qui vivent tranquillement, à cause de l'inaction dans laquelle on est d'usage d'être à leur égard<sup>1</sup>. » Tant d'inertie révolta finalement la Cour qui crut trouver, en 1741, l'occasion de réagir. Au Havre venait de mourir Brossard de La Poupardière, relaps, à ce que l'on disait. Saint-Florentin écrit aussitôt à l'intendant M. de La Bourdonnaye qu'il devra retirer les enfants du défunt à leur mère, auprès de laquelle ils sont en danger « de se pervertir » et faire le procès à la mémoire du défunt. C'était une de ces anciennes coutumes dont la Normandie ne supportait déjà plus le spectacle. Le Parlement de Rouen défendit la mémoire du mort qui, disait-il, ne pouvait être jugé relaps, puisqu'il n'y a point de preuve qu'il ait jamais abjuré. L'intendant, fort de cette sentence, répondit à Saint-Florentin qu'il n'y avait point lieu à procès de « relapsie », mais la Cour était décidée à faire un exemple. Consulté, le cardinal Fleury répondit qu'il était nécessaire d'engager le procès, laissant au Secrétaire d'État le soin de justifier en droit sa décision. Celui-ci exhuma en effet le décret périmé du 8 mars 1715, déclarant relaps quiconque refuse les sacrements dans la maladie. Quoi qu'il en eût, l'intendant dut ordonner la pénible besogne<sup>2</sup>.

Mais, du côté de Dieppe, les réformés prenaient leur revanche d'une défaite qui était véritablement pour leur cause une victoire. Depuis 1730, les religionnaires de ce pays trouvent, auprès du Parle-

1. A. N. TT, 261. Voir AMPHOUX, p. 304. La lettre de Demissy est du 1<sup>er</sup> mai 1736.

2. A. N. O<sup>1</sup> 437, f<sup>os</sup> 208 et 224, lettres des 13 et 31 octobre et du 11 novembre 1744.

ment de Rouen, l'appui le plus fidèle<sup>1</sup>. Quand se présentent l'affaire Marie Talbot, en 1730, ou celle de la dame Vandersen, ou celle de la veuve Oulson, qui toutes sont réduites à défendre leur héritage convoité par des collatéraux qui arguent du caractère illégal de leurs mariages, le Parlement s'obstine à débouter les accusateurs. Dès 1730, M<sup>gr</sup> de Tressan écrit à Fleury qu'on ne pouvait obtenir, en Normandie, aucun jugement contre les relaps. Et ce sera le subdélégué lui-même de l'intendant à Dieppe, qui, chargé, en 1738, d'assurer quelques enlèvements d'enfants, écrira ces paroles clairvoyantes : « Le parti des rigueurs qu'on paraît disposé à prendre me paraît contraire au bien politique de l'État. Je ne sais pas même si la religion y trouvera son compte. »

L'église réformée l'y trouvait à coup sûr, car la bienveillance des magistrats s'avérait au cours des perquisitions, et la peur ne tardait pas à faire place à une reconnaissance émue. Il n'est pas d'ailleurs question de minimiser les actes de dure autorité qui parfois semèrent l'épouvante en telle ou telle bourgade, mais, vu d'ensemble, le plan dressé en haut lieu ne tendait à rien moins qu'à assurer la tranquille possession d'état dont jouissaient les religionnaires. On le vit bien en une circonstance curieuse. Chauvelin avait donné l'ordre, en 1731, aux procureurs du roi de poursuivre les religionnaires de Flers et de Condé, entêtés à ne pas vouloir envoyer leurs enfants au catéchisme. L'ordre provoqua tout d'abord une sorte d'excitation à mal faire : curés et religieuses, catholiques fanatiques et religionnaires actifs à se débarrasser de parents gêneurs, tous rivalisèrent de subtilité à dénoncer les coupables. Mais la Cour ne voulait point d'hécatombes.

1. Voir Samuel HARDY, *Histoire de l'Eglise protestante de Dieppe*, Paris, 1896, p. 400 et suiv. De 1702 à 1730, M. Hardy avoue la pénurie totale de documents.

Ces dénonciations tombèrent dans l'oubli, et l'on a pu calculer que, sur une période de quinze années, à peine trois garçons et quatre filles avaient été arrachés chaque année à leurs parents et mis dans des couvents, où il n'est pas sûr qu'ils soient tous restés jusqu'à complète conversion<sup>1</sup>.

Quand les religionnaires du Languedoc demandèrent, en 1740, à ceux de la Normandie d'entrer dans la grande famille qui travaillait alors à reconstituer son unité, ils incorporeront un groupe dont la vie particulière n'a point énérvé la fidélité et qui ne tardera pas à suivre le courant des assemblées.

Dans les régions du Nord et de l'Est, les progrès de la restauration sont beaucoup moins rapides. Cela tient surtout à l'extraordinaire diminution des familles protestantes, qui avaient préféré l'émigration à la soumission. Si nous en croyons les historiens, les religionnaires du Soissonnais sont clairsemés, dès après la publication de l'édit de 1724; ceux de la Picardie ont aussi franchi en grand nombre la frontière, du côté de Tournai, et ne se sont maintenus que dans les cantons de Saint-Quentin et de Péronne<sup>2</sup>. Toutefois, le voyage qu'entreprirent en 1731 plus de 1.200 protestants de Picardie, du Cambrésis, de Thiérache et du Vermandois, se rendant à Tournai pour y célébrer les fêtes de Pâques, nous permet de croire que, de 1724 à 1731, le nombre des fidèles a sensiblement augmenté<sup>3</sup>. Au reste,

1. Voir J. A. GALLAND, *Essai sur l'histoire du protestantisme à Caen et en Basse-Normandie, 1698-1791*, Paris, 1898, p. 308.

2. Voir DOUEN, *Essai historique sur les Eglises réformées du département de l'Aisne*, Paris, 1860, qui avoue la pénurie complète de documents de 1724 à 1766; G. HÉRELLE, *Le protestantisme à Vitry-le-François*, Paris, 1906, où il n'y a, en 1712, que 218 réformés, t. II, p. 170. De 1728 à 1789, M. Hérelle n'a pu retrouver aucun document; Louis ROSSIER, *Histoire des protestants de Picardie*, Paris, 1861; Eugène HUBERT, *Le protestantisme à Tournai pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, 1903, et *Le protestantisme à Douliou-Estaires, 1730-1732*; DAUILLÉ, *La Réforme à Saint-Quentin, Le Cateau, 1901*.

3. En 1732, on compte 2.000 pèlerins. Voir HUBERT, p. 31-32.

le protestantisme a perdu, en ces contrées, toute son armature et ne subsiste que dans des foyers où se transmet en cachette la foi des aïeux. Mais à partir de 1733, le grand mouvement de réorganisation étend ses flots jusque sur ces grèves lointaines. L'intendant Chauvelin signale à la Cour que dans l'élection de Saint-Quentin « les paroissiens se pervertissent journellement pour embrasser la R. P. R. ; que des prédicants corrompent les anciens catholiques et qu'il est certain que le nombre des religionnaires augmente considérablement dans ce canton ». Quelques actes d'autorité en 1734 et 1743 semblent avoir brusquement interrompu ces progrès d'ailleurs fort lents, et nous devons attendre jusqu'en 1770 pour étudier la vraie renaissance du protestantisme en ces régions.

A Sedan, la situation tend à s'affermir, grâce à de puissantes complicités. Les effets de la loi de 1724 y avaient été désastreux. Plus de culte public, presque plus de fidèles ; dispersion des meilleurs et apostasie des autres ; absence de ministres et frayeur des prédicants. Il nous faut arriver à l'année 1731 pour apercevoir le premier éveil du culte. C'est une femme de trente ans qui se risque aux fonctions que les hommes ont désertées. Marie Plaisant s'érige en prédicante, rassemble les fidèles cachés, et prêche la doctrine de Calvin. Les succès de sa prédication inquiétèrent l'archevêque de Reims qui obtint l'ordre de la faire enfermer à la Salpêtrière à Paris, où elle demeura jusqu'en 1737<sup>1</sup>. Quelques années ont suffi pour rendre à l'église de Sedan un regain de vitalité. Ce ne sont plus les officiers du roi qui se plaignent de l'attitude des religionnaires rebelles aux ordonnances royales, ce sont les religionnaires qui font le procès à l'ac-

1. A. N. TT, 454, f<sup>os</sup> 221-226.

tivité des hommes du roi. En 1736, douze réformés de Sedan n'eurent-ils pas le sang-froid de dénoncer un officier du roi, coupable de les avoir frappés d'amendes, parce qu'ils avaient fait bénir leurs mariages à l'étranger? Le merveilleux fut que cette plainte, dûment authentiquée par l'intendant de Metz, M. de Creil, trouva le plus précieux appui dans une lettre de cet officier. Si la Cour, disait-il, les fait condamner à une amende, « ils interjetteront appel de la sentence au Parlement de Metz, où il n'en sera fait aucune suite. C'est ce qui s'est toujours pratiqué jusqu'à présent, et qui continuera de perpétuer les erreurs du calvinisme à Sedan, s'il n'y est point remédié par des exemples de sévérité ». Deux jeunes ménages furent donc séparés violemment, et les pères des jeunes époux condamnés à trois mois de prison. Mais alors M. de Creil lui-même implora l'amnistie générale. La répression devait être terrifiante; elle n'avait été qu'anodine <sup>1</sup>. L'aveu n'en subsiste pas moins : le Parlement de Metz, dès 1736, et sans doute longtemps avant cette date, couvre d'une protection spéciale les réformés poursuivis pour cause de religion. Les circonstances voulurent que le Secrétaire d'Etat lui-même prît un jour figure de protecteur des accusés.

Un marchand de Sedan, nommé Labauche, avait une fille Marie-Anne qui fréquentait assidûment, selon l'ordre du roi, les instructions données aux nouvelles catholiques. L'enfant se réfugia un jour au couvent, affirmant qu'elle désirait se convertir et demeurer auprès des religieuses. L'intendant, son subdélégué à Sedan et Saint-Florentins s'accordèrent à voir en cette démarche le résultat d'une suggestion. Le Secrétaire d'Etat s'empressa de faire connaître sa désapprobation : « Il est à propos, dit-il, d'avertir les religieuses qu'elles doivent

1. A. N. TT, 451, f<sup>os</sup> 288, 289<sup>1</sup> à 289<sup>14</sup>, correspondance de mai 1736. Dossier retrouvé en 1889.



se renfermer à instruire, et éviter d'user de la voie de suggestion ou de persuasion pour s'attirer des pensionnaires, un zèle si mal réglé étant capable de porter de la défiance dans les esprits des religionnaires, qui seraient détournés par là d'envoyer leurs enfants aux instructions <sup>1</sup>. » La leçon ne fut pas perdue pour tous ceux qui, mis en confiance par d'aussi précises directions, jugèrent que le péril était minime de revenir aux habitudes religieuses qu'un temps d'accalmie favorisait. L'église réformée de Sedan ne sera pas longue à se réorganiser sur de fortes assises.

Les provinces de l'Ouest avaient résolument pris leur parti. Avec le Languedoc, la Saintonge et le Poitou déploient une activité fébrile en vue d'échapper aux décrets du roi. Il nous faut d'ailleurs reconnaître que la région voisine de la Touraine ne causait déjà plus aucune appréhension à la Cour. Les réformés s'y maintenaient en nombre insignifiant. « Il n'y avait, pour ainsi dire, plus de huguenots dans le pays. Ceux qui n'avaient pas fui s'étaient convertis. La famille Dutens, restée fidèle, fut persécutée et s'exila. Le protestantisme disparut avec elle de la province <sup>2</sup>. » Pas tout à fait cependant, car, en 1741, nous voyons que la Cour poursuit sans relâche le sieur du Moutier, de Loudun, qui voudrait recouvrer ses fils mis aux nouveaux catholiques, et, en 1743, plusieurs familles de Loudun sont punies par l'enlèvement de leurs enfants que la Cour confie aux Ursulines. Mouvements sporadiques sans influence, qui ne parvinrent pas à réveiller une église qui renonçait <sup>3</sup>.

1. A. N. TT, 460, f<sup>os</sup> 245-247, 248-264, 265-274, où se trouve le dossier de cette affaire. La lettre de Saint-Florentin est du 10 octobre 1739. Voir Maurice THIRION, *Le protestantisme à Metz*, Nancy, 1884.

2. Voir Dupin DE SAINT-ANDRÉ, *Le protestantisme en Touraine*, 1882, p. 10. Voir aussi F. DUMAS, *La généralité de Tours au XVIII<sup>e</sup> siècle; administration de l'intendant du Cluzel (1766-1783)*, Paris, 1894.

3. A. N. O<sup>1</sup> 437, f<sup>os</sup> 23, 161 et O<sup>1</sup> 439, f<sup>o</sup> 162. Nous avons un exemple de



Mais en Saintonge, les religionnaires n'ont, pour ainsi dire, jamais interrompu leurs assemblées ni les manifestations du culte. La chose est d'autant plus remarquable que cette province n'aura un pasteur qu'en 1750. Or quand Louis Gibert y viendra restaurer l'église du Désert, son œuvre sera aux trois quarts achevée ; les cadres étaient prêts et les fidèles accoutumés à la discipline. Aussi M. D'Aguesseau se plaignait-il, dès le 25 août 1733, à l'intendant de La Rochelle, M. Bignon : « Le ministère de MM. les intendants est très souvent nécessaire pour contenir les religionnaires dans leur devoir et surtout pour les obliger à envoyer leurs enfants aux catéchismes et aux écoles<sup>1</sup>. »

C'est à cette besogne policière que M. Lenain, intendant du Poitou depuis 1730, consacrait une grosse partie de son temps. Aussi bien, celui qui ne cessait de l'éperonner était-il le ministre Maurepas, alors tout enflammé de colère contre les hérétiques. Ordres d'agir avec vigueur contre les assemblées, lettres de cachet menaçant les religionnaires de leur arracher leurs enfants qui ne suivraient pas exactement les instructions du curé, enlèvements d'enfants et brutales séparations de fiancés mariés au Désert, les douze années que dura l'intendance de Lenain ne manquèrent d'aucune de ces sanctions capables d'étouffer la vie qui renaissait. Celle-ci néanmoins résistait à l'épreuve.

ce qu'était la sévérité de l'intendant de Tours, M. de Lesseville. En 1740, il a fait mettre à l'Union chrétienne de Loudun une demoiselle Malherbe, âgée de vingt-huit ans. Au bout de trois mois, il apprend qu'elle n'est pas décidée à se convertir. Il écrit aussitôt à Saint-Florentin qu'il est d'avis de rendre cette demoiselle à sa mère, sans tarder. A. N. TT, 438, f<sup>os</sup> 214-218.

1. Voir Paul COURPRON, *Essai sur l'histoire du protestantisme en Aunis et Saintonge (1685-1787)*, Cahors, 1902, p. 36 ; — L. J. NAZELLE, *Le protestantisme en Saintonge (1685-1789)*, Paris, 1907 ; B. P. F., 1907, *Le protestantisme en Saintonge (1695-1729)*, p. 537-543 ; et 1889, François Touzineau, *prédicant martyr à La Rochelle en 1738*, p. 43-46, 209 à 211, 663.

L'église réformée du Poitou apparut de bonne heure comme l'une des plus florissantes au milieu de la tourmente<sup>1</sup>. Un prédicant, nommé Louis Bonneau, tombe aux mains de la maréchaussée, en avril 1730. Maurepas se déclare enchanté et veut que l'on informe sans retard « contre lui et contre les autres prédicants et leurs complices ». Rien n'arrêtait plus les âmes; l'ordre de Maurepas n'eut aucun effet. En septembre 1732, l'intendant ayant voulu obliger les religionnaires de la paroisse de Bouillé à renoncer à leurs assemblées, la sédition gronde et l'émeute se déchaîne aussitôt. Louis XV écrivit en hâte à M. Lenain de faire désarmer les habitants de ce lieu, afin d'éviter de nouveaux troubles<sup>2</sup>. Et comme la province frémissait, Maurepas envoya les ordres les plus précis. L'intendant devra obtenir la cessation de toutes assemblées. Le plus sûr moyen serait, sans doute, d'arrêter le prédicant, mais si la chose paraît impossible, il sera bon d'arrêter ceux qui favorisent ces assemblées, chez lesquels elles se tiennent. On ne craindra point de leur infliger « une longue détention en prison ». Si le mal subsiste et s'étend, on aura recours à M. d'Angervilliers qui autorisera « à faire marcher des troupes<sup>3</sup> ». M. Lenain hésita à employer la force armée. Les protestants multiplièrent leurs réunions. En 1738, leurs

1. Voir A. LIÈVRE, *Histoire des églises réformées du Poitou*, 2 vol., Paris, 1838, t. II, p. 212 à 300. François BAUDRY, *La Révocation et le Protestantisme en Bas-Poitou au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Trévoux, 1922; BUGEAUD, *Chronique protestante de l'Angoumois*. A. N. TT, 445<sup>a</sup>, qui contient la correspondance officielle de M. de Maurepas et de M. le comte de Muy, concernant les religionnaires du Poitou, depuis 1730 jusqu'en 1743. Dossier composé de trente-huit pièces. Les affaires d'enlèvements d'enfants y sont nombreuses. Voir aussi B. P. F., 1894, article sur l'église du Désert en Poitou (1696-1742), p. 122-150, et 1854, article de Fr. Waddington sur les répressions dans le Poitou de 1688 à 1720, p. 224-239.

2. A. N. O<sup>1</sup> 76, f<sup>o</sup> 533, lettre du 7 octobre 1732. En 1734, le prédicant Chapel est pris, et envoyé aux galères par le Parlement de Bordeaux.

3. A. N. TT, 445<sup>a</sup>, 1<sup>er</sup> dossier, lettre du 12 décembre 1732.

mouvements ont pris une telle ampleur que l'intendant finit par déclarer son inquiétude. Il implore Maurepas, qui prend conseil du cardinal de Fleury et de M. d'Angervilliers. Le péril apparut grave : le Conseil décida d'envoyer immédiatement au secours de l'intendant un régiment de cavalerie<sup>1</sup>. La province connut à nouveau la menace des dragonnades<sup>2</sup>. Maurepas prétendit obtenir davantage. Les années 1742 et 1743 furent toutes remplies de ces mesures, qui devenaient la pièce maîtresse du nouveau plan. Et voici comme l'entendait Maurepas : « Je suis persuadé, écrit-il le 2 août 1742 à Lenain, que l'établissement qui a été fait pour faire élever dans des couvents le plus qu'il sera possible d'enfants de protestants, produira l'effet qu'on en espère. La crainte que les parents auront qu'on enlève leurs enfants les déterminera à les envoyer aux instructions, et ceux qui seront en état de les faire élever dans des communautés les y mettront eux-mêmes pour avoir plus de liberté de les retirer quand ils seront instruits. Il paraît même, suivant ce que vous marquez, qu'il y en a déjà plusieurs qui prennent ce parti. » Procédés superflus qui vinrent s'échouer contre la volonté irritée de religionnaires que l'œuvre de la restauration de leurs églises avait saisis tout entiers.

Sans doute, les pasteurs ne s'installeront pas à demeure en Poitou avant l'année 1740, et les débuts de leur ministère seront même traversés par d'assez durs mécomptes<sup>3</sup>. Mais il n'importe à l'issue du conflit décisif

1. Id., *ibid.*, 4<sup>e</sup> dossier, lettre du 13 octobre 1738.

2. Arrivé en Poitou en 1738, Michel Viala écrit en 1740 : « La persécution n'y est pas, à beaucoup près, si cruelle qu'ailleurs. » Cité par HUGUES, I, p. 416.

3. Voir LIÈVRE, p. 300 et suiv. Le pasteur Migault cède la place, après quelques années d'apostolat, au pasteur Olivier que remplace le proposant Laprade, remercié par le synode d'août 1741 comme incapable; Antoine Gounon, dit Pradon, est alors seul à parcourir le Poitou.

que les religionnaires poitevins ont engagé, depuis 1730, contre les pouvoirs publics. Ceux-ci ont fait l'aveu de leur carence. Et, à partir de 1740, non seulement les assemblées continuent à se tenir publiquement, mais « les mariages au prêche » ne se dissimulent plus. On a pour toujours renoncé aux subterfuges des âmes timorées qui, pour obtenir la bénédiction catholique, trompaient les curés, les gagnaient par faveurs, ou s'en allaient à Rochefort solliciter les aumôniers de vaisseaux, ou prenaient un domicile fictif à Paris <sup>1</sup>.

Rappelons enfin que la contagion de l'exemple avait touché les religionnaires de la province voisine, le Limousin. Bien que les documents fassent un peu trop défaut sur cette période de l'histoire religieuse en cette généralité, les inquiétudes qui, dès 1741, se font jour au Conseil du roi nous laissent pressentir avec quelle ardeur les protestants limousins s'étaient décidés, à leur tour, à se réorganiser. Du côté de Saint-Preuil, « leur licence », dit-on, est extrême. Il y a toute raison de penser que leur attitude n'était guère conciliante, car Saint-Florentin recommande à l'intendant M. de Tourny « de les avertir d'être plus exacts à l'avenir à remplir leur devoir », pour autant qu'il n'y aurait pas danger à les réprimer. Car « si le désordre est si général que la justice ordinaire ne puisse l'attaquer sans inconvénient », il y aura prudence à ne pas entamer des voies de rigueur que l'on serait incapable de soutenir jusqu'au bout. L'année suivante, loin de diminuer, le désordre s'était étendu, et les nouveaux convertis de Villefagnan convoquaient des assemblées, où prenait la parole un prédicant venu ostensiblement dans la région, et qui poussait l'audace jusqu'à élire domicile, depuis trois mois, au

1. Voir lettre du 11 juillet 1765 de M. de Blossac, A. N. Tt. 445<sup>a</sup>, dossier 14.

vu de tout le monde, chez un habitant d'Aigre peu soucieux lui-même de savoir qu'il jouait sa vie, pour cet acte d'hospitalité. Néanmoins, l'intendant n'osa rien tenter, et la province ne tardera pas à profiter du grand élan qui refaisait le faisceau des églises et de leurs forces <sup>1</sup>.

Les quelques églises de la généralité d'Orléans, où, en 1729, on ne pouvait compter que de rares descendants des vieux huguenots se hâtent elles-mêmes de participer à l'élan général. Les religionnaires y lèvent si bien le masque qu'ils deviennent un objet d'inquiétudes pour l'évêque d'Orléans. Ses nombreuses démarches auprès de la Cour afin d'obtenir des ordres pour envoyer plusieurs enfants dans des couvents, collèges et hôpitaux, nous sont une preuve que la restauration du protestantisme a atteint ces foyers, longtemps isolés <sup>2</sup>.

### III

Même si l'on tient compte des brusques retours de la colère, il ne semble pas que l'appréciation portée par Coquerel sur cette période soit suspecte, par trop de bienveillance. Avec lui, nous pouvons reconnaître que, d'une façon générale, la Cour paraissait avoir renoncé à poursuivre l'exécution de l'édit de 1724. Celui-ci s'en allait en lambeaux. Parfois un ouvrier surgissait pour rapiécer la loque, mais les trous se

1. A. N. O<sup>1</sup> 437, f<sup>o</sup> 170, lettre du 15 août 1741; O<sup>1</sup> 438, f<sup>o</sup> 4, lettre du 4 janvier 1742. Voir Alfred LEROUX, *Histoire de la Réforme dans la Marche et le Limousin*, Limoges, 1888.

2. Voir A. N. O<sup>1</sup> 376, f<sup>o</sup> 346, lettres de novembre 1729. DOINEL, *Histoire du protestantisme orléanais depuis l'Édit de Nantes jusqu'à la Révolution*, 1886.

multipliaient qui demeuraient béants. Il n'était personne qui n'aperçût les progrès de l'hérésie, que les manquements à la loi favorisaient eux-mêmes. Les coupables, quelquefois punis et plus souvent ignorés, allaient avec hardiesse, et les assemblées publiques avaient, presque partout aux environs de 1740, supplanté le culte privé, considéré désormais comme une inutile compromission. Le relâchement de la loi était « sensible<sup>1</sup> ». Cela, pour les provinces autres que le Languedoc. Mais ici, où les gens du roi pouvaient retrouver l'origine du mouvement, les promoteurs de l'entreprise et l'esprit de rébellion, la Cour montrerait-elle le même abandon?

Si elle avait cru certains témoins, elle eût bien vite appesanti sa main de fer. Le clergé du Midi était dans la stupeur, à voir presque tout à coup les vaincus de la veille redresser leur courage et retourner au combat. Ce changement de front ne semblait pourtant pas inquiéter les vainqueurs, que la victoire avait déjà énervés. Ne disait-on pas que l'intendant du Languedoc, M. de Bernage, et le gouverneur militaire, M. de La Fare, avaient passé manifestement à l'indifférence? Spectateurs avertis de toutes les hardiesses des religionnaires, n'affectaient-ils point une inertie qui ressemblait fort à la complicité? Les curés des Cévennes dénoncèrent le péril à Fleury. Depuis quarante-cinq ans, disent-ils, les lois n'ont jamais été plus ouvertement méprisées et les prévaricateurs plus impudemment protégés. Aussi ceux-ci vont-ils répétant « que tous les édits que Sa Majesté avait donnés, et surtout celui de 1724, sont abrogés, parce qu'ils sont tranquilles, malgré leurs prévarications ». Encore si la sécurité publique n'avait à souffrir de ce débordement

1. COQUEREL, I, p. 256. Après son voyage en Languedoc de 1728, Court écrivait que les assemblées étaient convoquées sans difficultés; « dans aucune, nous n'avons eu aucune alarme ». HUGUES, I, 324.

d'anarchie! Mais personne n'ose rien dire, crainte d'être assassiné, comme il est arrivé. Les catholiques sont menacés et frappés; les curés reçoivent des lettres d'injures et redoutent le meurtre; sur l'église réformée en effervescence souffle un esprit de révolte qui fait prêcher aux pasteurs le mépris des lois et de l'autorité. Enfin les protestants sont maintenus dans la conviction — que les curés veulent espérer mensongère — qu'un article secret de la dernière paix leur assure la liberté de conscience et qu'en 1738, au plus tard, ils seront autorisés à rebâtir leurs temples<sup>1</sup>.

Fleury n'accepta ces doléances que sous réserve, et les transmit à M. de Bernage, qui, les déclarant « un peu trop exagérées », se montra froissé du procédé; la Cour se garda en conséquence d'aggraver les mesures de coercition<sup>2</sup>.

N'allons pas croire que le glaive de la loi fût absolument émoussé. Des sanctions rappelaient, de temps à autre, aux protestants languedociens émancipés la menace suspendue sur leurs têtes. Au pays de Foix, l'intendant Bajin lance les dragons contre les assemblées et loge le soldat chez le religionnaire de Gabres, du Mas d'Azil et de Bordes. C'est en avril 1732 que le prédicant Pierre Durand est arrêté près de Vernoux en Vivarais et exécuté à Montpellier, tandis que son

1. COQUEREL, I, p. 260-263. D'autres curés se plaignirent : celui de Villegagnan en 1729, le vicaire général de Saintes en 1730. Voir HUGUES, I, p. 91.

2. La réponse de Bernage du 14 août 1737 est dans COQUEREL, I, p. 265-268. Elle est intéressante pour nous, car si les réformés accusent les curés d'avoir été des pourvoyeurs de sanctions, Bernage les accuse, avec beaucoup plus de raison, de manquer à leur devoir en ne dénonçant pas les religionnaires coupables, les retraites des pasteurs, les enfants rebelles à leurs instructions. La thèse officielle, d'après laquelle le curé est un fonctionnaire qui doit faciliter au bras séculier la charge de frapper l'hérétique, qui a pour devoir de le surveiller et de le signaler à la première défaillance, y est exposée sans réticence. En 1737, les curés se sont refusés à servir d'indicateurs, et le pouvoir civil leur en tient rigueur.



vieux père est enfermé au fort Brescou, où il se trouve encore en 1742<sup>1</sup>. En 1734, l'intendant refuse obstinément de rendre à ses parents qui le réclament le jeune de Cambon, confié aux Pères de la Doctrine à Toulouse, sous le prétexte que cet enfant serait bien à plaindre s'il devait être rendu à son hérétique famille<sup>2</sup>. En 1737, se déroule le long procès de M<sup>me</sup> de Trémond, d'Uzès, accusée d'avoir laissé mourir chez elle un soldat religieux dont elle a refusé l'approche au prêtre catholique<sup>3</sup>. Cette même année, M. de La Fare, mis en éveil sur de nombreux mariages « faits au clair de la lune et dans le Désert », a pu surprendre, à Saint-Agrève, une de ces assemblées où ses soldats ont fait dix prisonniers. Quelques hommes furent condamnés aux galères et trois femmes, à être enfermées à la Tour de Constance. Brutalité passagère, car les officiers du roi s'accordent à dire que « rien n'est en général si tranquille que le Vivarais ». Mais l'intendant ne cessait d'avouer que le mal faisait tache d'huile. « C'est un désordre qui s'étend de plus en plus. » Vainement, essayait-on de frapper les plus coupables, que l'on envoyait aux prisons du château de Ferrières ou de Beauregard : « Ces exemples, disait-il, sont peu efficaces. »

Les juges ne se mêlaient-ils pas de vouloir infirmer eux-mêmes des décrets discutés ? L'affaire de la dame Pratviel, du diocèse de Castres, avait été sur le point, en 1739, de donner l'essor à tous les espoirs huguenots. Cette dame avait déclaré, sur son lit de mort, sa volonté de finir en bonne protestante. Elle guérit,

1. Sur cette arrestation et ce supplice, B. P. F., 1884, p. 74-76. Voir une lettre de Bernage du 18 juin 1742, A. N. TT, 4492, dossier 47.

2. A. N. TT, 451, f<sup>os</sup> 269-272. En 1735, Bernage fait incarcérer à Toulouse une centaine de nouveaux convertis.

3. A. N. TT, 463, où se trouve le dossier de cette affaire. La dame fut condamnée à 6.000 livres d'amende et à être enfermée au couvent d'Alais, où elle est encore en 1739. On fit le procès à la mémoire du soldat, f<sup>os</sup> 64-89.



mais on la traîna devant les juges pour crime de relapsie. Les juges la mirent néanmoins hors de cause. L'intendant ne pouvait taire sa stupéfaction : « Un jugement aussi singulier, disait-il, a fort affligé les catholiques. » Il fit tant que le procureur général du Parlement de Toulouse releva appel, « ce qui a calmé les catholiques et alarmé beaucoup les nouveaux convertis qui, depuis trop longtemps, n'avaient pas été exposés à de pareilles procédures<sup>1</sup> ».

A ces incidents près, les autorités se flattaient que la situation était tranquille. Nous avons de cette conviction une preuve singulière en un mémoire présenté au Conseil *sur l'état des affaires de la R. P. R. en Languedoc*<sup>2</sup>. La soumission y était générale, au dire du rédacteur, avant la guerre de 1741; les assemblées, rares, secrètes et peu nombreuses. C'est la guerre étrangère qui a tout changé. « La guerre déclarée, les protestants secouèrent le joug, formèrent des provinces ecclésiastiques... convoquèrent des assemblées, où il se fit une multitude infinie de mariages et de baptêmes. »

On crut alors assister à la mobilisation des forces de l'ennemi de l'intérieur. Des ministres arrivaient en foule de Genève. Les émissaires des puissances étrangères travaillaient à étendre la sédition. On essaya, pendant la guerre, tous les moyens politiques de ramener la tranquillité : des ministres « modérés ou gagnés à prix d'argent » s'efforcèrent de désabuser leurs

1. A. N. TT, 460, f<sup>os</sup> 9-35. Signalons encore l'ordonnance du 24 avril 1729 contre les livres de la R. P. R., suivie de perquisitions sévères, surtout à Nîmes et d'un autodafé, le 4 avril 1733, à Beaucaire. Voir ROQUEREL, I, p. 270-276, et HUGUES, II, p. 96.

En 1739, encore, le prédicant Morel est blessé en Vivarais et meurt de ses blessures.

2. A. N. TT, 446, dossier 8. Ce mémoire anonyme, écrit probablement en 1763, est l'histoire fort bien narrée des relations entre le pouvoir central et les religionnaires languedociens depuis l'année 1741, considérée comme l'année où s'ouvre véritablement la crise.

fidèles surexcités. Là où la douceur avait échoué, on appliqua enfin la violence; amendes, condamnations à la prison ou aux galères, ne furent plus ménagées. On exécuta même un ministre.

Nous pouvons ainsi marquer l'année 1741 comme ayant été d'une exceptionnelle gravité dans la vie du protestantisme. Avec elle, s'ouvre la crise d'hostilité brutale et de ripostes sanglantes qui donne à l'histoire de la Réforme française pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle un caractère d'opposition singulièrement active.

La Cour eût d'abord souhaité la fin — obtenue par la violence — de toutes les assemblées. Quand le gouverneur du Languedoc, maréchal de Richelieu, signale les réunions de Générac, de Valleraugne, de Nîmes, d'Aumessas, de Toulard, Saint-Florentin se réjouit si l'on a pu faire des prisonniers, se lamente si « l'abus » est resté sans aucune sanction, et ne cesse d'éperonner ses très actifs subordonnés<sup>1</sup>. Le ministre Dortial fut enfin dénoncé et surpris à La Voulte avec sa femme et ses enfants : le 31 juillet 1742, il fut pendu à Nîmes, et « exécuté au bruit des tambours, pour qu'on n'entendit pas les discours fanatiques qu'il n'a pas cessé de tenir depuis son jugement<sup>2</sup> ».

1. Pour toutes ces assemblées, voir A. N. O<sup>1</sup> 437, f<sup>os</sup> 6, 69, 92, 198, 202; O<sup>1</sup> 438, f<sup>os</sup> 67, 102, 112, 143. Voir aussi A. N. TT, 437-438. Elles sont du 8 et du 12 mars, du 30 août 1741; du 29 avril, du 11 juin 1742. Dans la nuit du 25 au 26 mars, la Cour fait commencer une perquisition générale par les soldats chez les religionnaires de la contrée, afin de surprendre le prédicant. Soupçonné d'avoir reçu chez lui « ministres et prédicants », Lagorce, marchand de Nîmes, n'a pu être convaincu, malgré un procès rigoureux; il est cependant condamné au bannissement perpétuel hors de France, et ses biens confisqués (13 mars 1741). TT, 437.

2. Voir A. N. TT, 437, lettre de l'officier de Chazel, de Nîmes, du 1<sup>er</sup> août 1742. On a prétendu que Dortial avait été dénoncé par le curé de La Voulte. C'est une erreur, car voici le libellé d'une gratification de 120 livres, donnée, par ordre de Saint-Florentin du 28 janvier 1743, à François Brottes, originaire du Vivarais : « Cette fille a fait la première dénonce de Dortial; elle déposa dans les procédures faites contre lui. On la mit à l'hôpital de Tournon, à couvert de la haine des nouveaux convertis. » A. N. TT, 444 : état des gratifications accordées, puis sup-

La série funèbre s'arrêta bientôt. La Cour venait de heurter des habitudes que l'intendant du Languedoc estimait respectables. L'officier chargé de surveiller le Vivarais rendait pleine justice à « sa tranquillité parfaite » ; M. de Ladevèze avait parcouru, à la suite du maréchal de Richelieu, toutes les Cévennes et reconnaissait avec joie qu'il ne pouvait y avoir sujets plus soumis, plus zélés ni plus fidèles. De son côté, M. de Bernage n'aperçoit nulle part « aucun esprit de révolte ». « Nous ne voyons encore rien, dit-il, qui dénote que leurs cœurs soient moins foncièrement attachés et soumis au roi ; nous n'entendons point dire qu'ils se servent, pour les porter dans leurs assemblées, de beaucoup d'armes qu'on sait qu'ils ont, et qu'il serait à souhaiter qu'on eût pu leur ôter dans des temps plus convenables ; ils payent sans aucun murmure toutes les charges qui leur sont imposées pour les besoins de l'Etat. Je suis même persuadé que les tentatives qu'on pourrait faire par des émissaires des pays étrangers pour les y exciter ne réussiraient pas, si M. de Ladevèze pouvait seulement avoir à ses ordres trois ou quatre bataillons<sup>1</sup>. »

Ces assurances avaient ramené la Cour à l'indulgence. Saint-Florentin ne voulut désormais plus entendre parler de poursuites, de sanctions ou même d'amendes, et dans une lettre très ferme de ton, il ordonnait à l'intendant et à l'officier de Ladevèze « de fermer les yeux sur la licence que les protestants ont introduite par rapport aux baptêmes<sup>2</sup> ». Ni l'incartade du commandant d'Uzès, arrêtant un religionnaire, ni l'imprudence de celui d'Alais, emprisonnant un tailleur de la ville,

primées en 1744. C'est le 13 et le 14 mai 1742 que les soldats sont mis à la poursuite de Paul Rabaut.

1. Voir lettre de M. de Nogaret du 25 octobre 1741 sur le Vivarais, TT, 437 ; lettre de Ladevèze du 20 août 1742, dans TT, 439 ; lettre de M. de Bernage du 13 mars 1743, TT, 438.

2. A. N. O<sup>1</sup> 439, f<sup>o</sup> 67, lettre du 16 avril 1743.

ni les plaintes de l'évêque d'Uzès sur les progrès de l'hérésie et l'inertie des pouvoirs publics, alors que « tout fourmille de ministres et de prédicants », ne purent détourner le Secrétaire d'État de la ligne de conduite qu'il venait de tracer<sup>1</sup>. Les pires inimitiés furent contraintes de se dissimuler et de se taire. Ladevèze se proclamait tout à fait rassuré, et à ceux qui lui dénonçaient « les mauvaises intentions des religionnaires » il répondait sèchement : « Il n'y a pas apparence du moindre mouvement parmi eux<sup>2</sup>. » Chose merveilleuse à cette date : on put se saisir d'un prédicant, nommé Jalade, instruire son procès, invoquer les terribles châtimens exigés par la loi, et cependant voir acquitter purement un homme qu'en d'autres temps on eût envoyé au gibet où Dortial avait expié un crime semblable. Les protestants d'Uzès y allèrent de leur petite vengeance : l'évêque avait jadis manifesté quelque humeur à l'occasion de leur indépendance ; ils convoquèrent leurs assemblées à deux pas du palais épiscopal d'où le prélat « pouvait entendre le chant des psaumes ». Il se plaignit de cette audace, et en fut pour sa plainte. Avec une particulière insistance, Saint-Florentin déclarait : « Le Cardinal de Fleury approuve, ainsi que moi, les voies de modération et de douceur<sup>3</sup>. »

Si les soucis de la guerre étrangère peuvent entrer pour une part en cette politique renouvelée, il est non moins certain qu'ils n'expliquent pas, à eux seuls, une indulgence voulue, calculée, maintenue et protégée

1. La lettre de l'évêque d'Uzès est du 28 mai 1743, TT, 438. Ces arrestations émurent beaucoup les protestants habitués à croire, depuis 1742, que le Languedoc connaissait enfin « la liberté », et de Genève on envoya à Le Brun, commandant d'Alais, une lettre où le loyalisme des religionnaires est fortement affirmé. Se trouve aux A. N. TT, 438, à la date du 27 mai 1743.

2. Lettre du 12 juin 1743.

3. Lettre de l'évêque du 6 septembre 1743, TT, 438.

contre les pires excitations desubordonnés qui prétendaient connaître la réalité mieux qu'homme de cour. Que de fois le Secrétaire d'Etat n'entendit-il pas le conseil pressant de montrer plus de fermeté « et d'y aller la bride en main<sup>1</sup> »! Plus les religieux étaient tranquilles, plus sûrement, disait-on, seraient acceptées les sanctions méritées par des hérétiques en révolte contre la loi. La Cour ne le crut point.

Elle aurait voulu même effacer les causes du mécontentement des huguenots. La question des mariages demeurait toujours insoluble. Depuis 1738, le maréchal de Richelieu, encouragé par le roi, cherchait à élaborer un projet acceptable pour l'Église et les réformés. Au mois de juillet 1738, une conférence solennelle s'était ouverte en son palais, où assistaient M. de Bernage et les évêques de Lavaur, de Mende, Alais, Uzès, Viviers, Montpellier, Castres et Nîmes. Les prélats, ayant rédigé un copieux mémoire, attendaient une suite à ce projet. Pour une cause inconnue, la conférence n'en eut aucune. Toutefois, le 6 avril 1741, Richelieu revint au projet abandonné : l'initiative était partie du chancelier qui, le 27 janvier, avait communiqué à l'intendant un projet de Déclaration concernant les nouveaux catholiques. Ce jour-là les évêques couchèrent à nouveau par écrit leurs observations sur le projet<sup>2</sup>. Mais la Cour avait alors bien d'autres soucis et autrement pressants : les nécessités de la guerre firent oublier les généreuses aspirations. Quant aux protestants, ils ne paraissaient plus s'inquiéter de ces lenteurs. Laissés à leurs entreprises, ils les poussèrent vivement. Ceux d'Alais refusaient obstinément de porter leurs enfants à l'église

1. Lettres de M. de Ladevèze du mois de mars 1743; de M. de Bernage du 3 juillet 1742.

2. Ces deux Mémoires sont aux A. N. TT, 446. Dans une lettre au chancelier du 17 avril 1741, de Bernage résume la conférence tenue chez Richelieu : tous furent d'avis qu'une loi était nécessaire, mais qu'il valait mieux la différer jusqu'au retour de la paix.

pour y recevoir le baptême; ceux des Cévennes n'en faisaient qu'à leur guise. « Il y a lieu de croire, disait Bernage, que les ministres continueront d'étendre ce mal autant qu'il leur sera possible », et un ami d'A. Court lui-même reconnaissait que les protestants avaient dès lors « levé la tête trop haut » et que le gouvernement, au sortir d'un long sommeil, s'était vu contraint à recourir aux mesures de force <sup>1</sup>.

1. A. N. TT, 438, lettre du 6 avril 1743; voir COQUEREL, I, p. 326.

## CHAPITRE III

### LA GENÈSE D'UNE RÉPRESSION.

OCTOBRE 1743-MARS 1746.

#### I

La situation générale devenait vraiment inquiétante. La France, conduite par des conseillers inconsiderés, se trouvait lancée dans une aventure dont personne n'avait su prévoir le développement. Cependant, la Cour paraissait tranquille sur l'état du royaume. Nuls symptômes d'opposition : les protestants restaient dans une grande réserve. D'autre part, le Languedoc recevait, comme successeur de l'intendant Bernage, M. Lenain, dont la prudence était un sûr garant de la tranquillité en cette province<sup>1</sup>.

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT, 437, 438, 439; — O<sup>1</sup> 439, 440, 441, 442 — H., 1093, 1094.

A. M. G., n<sup>os</sup> 3.063, 3.116 et 3.117, 3.175 à 3.180, 3.188.

Sur Paul Rabaut, voir Camille RABAUD, *Paul Rabaut apôtre du désert*. Paris, 1921; AL. MONOD, *Les sermons de Paul Rabaut (1738-1785)*, s. l. n. d., l'article d'Armand Lods dans la *Grande Encyclopédie*, t. XXVII, p. 1.197, PAUL RABAUT, *Ses lettres à divers (1741-1794)* publiées par Charles Dardier, Paris, 1891, 2 vol.; *Journal de Rabaut*, publié dans le B. P. F., t. XXVII, p. 113 et 171.

1. M. Borrel écrit que « Lenain était d'un caractère très dur et d'un esprit très sévère ». Sur les événements de son intendance, signalons les erreurs suivantes de cet historien : 1<sup>o</sup> Lenain a été nommé inten-

A la vérité, le nouvel intendant gardait, de son premier contact avec sa généralité, une impression pénible. Circonvenu par l'évêque de Nîmes, qui, en octobre 1743, le convia à une conférence, Lenain retint tout d'abord que les huguenots languedociens faisaient des assemblées « de douze ou quinze mille personnes, où ils allaient d'un air triomphant, en chantant les psaumes sur les grands chemins » ; qu'une douzaine de prédicants déployaient beaucoup d'activité ; que les esprits étaient ici et là assez surexcités pour inspirer la frayeur aux curés qui, menacés, songeaient à désertier leurs paroisses, et qu'en somme « le mal était grand ». Ces sombres couleurs ne résistèrent pas à l'observation directe que l'intendant fit de la réalité, et, dès le 25 novembre, en un mémoire fort circonstancié qu'il adressait à la Cour, Lenain mettait les choses au point. Si quelques réformés s'agitent, si parfois s'élèvent « des étincelles d'enthousiasme et de fanatisme, capables d'allumer un grand feu », si même quelques prédicants avancent des propos séditions, l'ensemble de la situation demeure calme, avec une masse de fidèles qui prient pour le roi, dont ils se proclament loyaux sujets ; avec la plupart des prédicants qui recommandent la soumission et exhortent le peuple à ne point recourir à la force. Contre ces gens-là il y aurait cruauté à réclamer l'emploi de dures sanctions : si la Cour estime que l'on doive reprendre l'usage de prononcer des amendes, encore sera-t-il sage de « les faire exécuter sans rigueur et en les modérant beaucoup<sup>1</sup> ».

dant du Languedoc en 1743, non en 1745 ; 2° tout ce que Borrel raconte comme appartenant à l'année 1746 est de 1745 ; 3° si Lenain était si féroce, comment expliquer qu'il ait noué des tractations secrètes avec Paul Rabaut, dans un esprit très conciliant ?

1. A. N. TT, 437-438. La conférence était du 1<sup>er</sup> octobre ; l'évêque de Nîmes en a laissé le récit. Lenain arrive à Montpellier, au début de novembre.



Lenain pensait comme les vieux soldats qui, depuis de longues années, surveillaient les quartiers les plus difficiles du Languedoc. M. de Ladevèze reconnaît, le 2 novembre, que les assemblées sont fréquentes dans les diocèses d'Alais, de Nîmes et d'Uzès, que « quelques auteurs de ministres ont voulu insinuer qu'on pouvait tout entreprendre, car on serait soutenu » ; mais il sait aussi que « ceux qui sont véritablement revêtus du ministère ont parlé bien différemment ». Aussi convient-il de persévérer dans une attitude conciliante : « elle nous a réussi, affirme-t-il, puisqu'il n'y a personne qui ait paru armé dans ces différentes assemblées et que les discours séditieux de ces aventuriers n'ont pu prévaloir. Je suis encore bien informé que lorsqu'ils les ont prononcés, nombre de ceux qui les entendirent leur imposèrent silence, ce qui a fait qu'ils n'ont plus osé brêcher sur le même ton<sup>1</sup>. » La confiance de Ladevèze se fortifiait au spectacle des efforts véritablement pacifiques tentés jusqu'au cœur des Cévennes, où les esprits paraissaient apaisés. Ayant appris, en novembre, que les religionnaires de Saint-Quentin, bourg voisin d'Uzès, nettoyaient la place de l'ancien temple afin de le rebâtir, Ladevèze obtint leur soumission, sans qu'il fût nécessaire de recourir à la force.

Les protestants du Vivarais montraient, au dire de leur gouverneur, M. de Châteauneuf, une égale bonne volonté. Sans doute, ils font des assemblées, en particulier du côté de Tournon, mais ils s'y rendent « sans armes » et « l'on n'y tient point de discours séditieux. S'il ne nous vient point quelque tête brûlée ou quelque émissaire dangereux, j'espère, disait-il, que nous en serons quittes à bon marché<sup>2</sup> ». Châteauneuf

1. A. N. TT, 437, chemise 3.

2. A. N. TT, 437, chemise 4; lettre du 6 avril 1744. Châteauneuf apprit

qui rendait ainsi pleine justice aux réformés et aux ministres de son commandement eut la surprise de recevoir, des trois pasteurs du Vivarais, Peirot, Coste et Majal, le témoignage de leur loyalisme. Le gouverneur est prévenu que les ministres font, certes, leur œuvre, et prennent même la liberté de convoquer des assemblées en plein jour, mais tout se fait sans armes, sans tumulte, sans causer la moindre inquiétude à qui que ce soit, sans émouvoir aucune sédition contre l'Etat. Et si, devant leur entreprise, des esprits malveillants travaillaient à ressusciter les vieilles calomnies, eux, « ministres en Vivarais » assurent « que tous ceux de la religion réformée regardent comme un crime des plus énormes la rébellion contre un légitime souverain » ; qu'ils désapprouvent « l'indigne soulèvement des Camisards » ; qu'ils prient pour le roi et pour l'Etat dans tous leurs exercices de piété, et demandent, au lieu d'être traités en rebelles, de jouir « de la même clémence dont on use envers nos frères du Languedoc et des Cévennes<sup>1</sup> ».

Jusqu'en 1744, toute cette portion délicate de l'église protestante a vécu dans la tranquille assurance d'une clémence qui promettait de durer. Car, de son côté, Saint-Florentin ne cessait de donner les ordres les plus formels de ne la point compromettre. Le 12 juillet, il prévient M. de Ladevèze que, quelle que soit l'étendue des contraventions relatives aux baptêmes faits par les ministres, « il est encore prudent de dissimuler ». Comme l'évêque d'Uzès, opposé à cette longanimité à laquelle il reprochait d'être faiblesse,

que, le 10 mai, quatre ministres avaient convoqué une assemblée de 4.000 fidèles. Il éprouve alors quelque crainte de voir les protestants « porter leur audace jusqu'à faire quelque infraction chez les curés, ce qui commencerait sans doute la révolte ». Lettre du 12 mai.

1. Lettre datée du 14 mai 1744. A. N. TT, 437. Châteauneuf envoie la lettre à la Cour le 16 mai ; il ne dissimule plus ses craintes devant « ces discours pathétiques, mais dangereux ». *Loc. cit.*, chemise 4.

insistait pour qu'on permit aux catholiques de faire eux-mêmes la police de leur contrée, le Secrétaire d'Etat s'empressa de le détromper et de lui donner, à lui aussi, comme règle de conduite, l'ordre de « dissimuler ». « Sa Majesté, ajoutait-il, espère que vous tâcherez, par un esprit de douceur et de conciliation, de contenir les catholiques dans leur devoir et d'y ramener ceux des principaux protestants, dont les représentations et même l'exemple dirigent ordinairement le peuple <sup>1</sup>. » En octobre, quelques religieux exaltés abattirent une croix plantée sur la route d'Uzès. M. de Ladevèze était perplexe. Allait-il ruiner, par un acte de fermeté, toute une politique de douceur, de laquelle il disait volontiers qu'elle « avait réussi » ? Saint-Florentin le rassura par de bonnes paroles. Il faut, disait-il, fermer les yeux sur le délit « ainsi que sur tous ceux que les religieux pourraient faire, de pareille nature ». Le gouvernement se déclare trop satisfait de savoir que les assemblées se font dans le calme, et que nul ne songe encore à y paraître en armes. Il est à croire que les religieux continueront à agir ainsi, « tant qu'ils ne seront pas inquiétés ». Et M. de Ladevèze, invité à ne point se départir de sa prudence ordinaire, n'eut pas de peine à conclure que l'essentiel, afin de ne point troubler la situation actuelle dont la Cour se déclarait satisfaite, était d'éviter tous inconvénients aux fidèles de l'autre confession. Aussi s'appliqua-t-il à faire de ces suspects le portrait le moins chargé, avec des retouches où l'on pouvait retrouver l'effort du peintre qui flatte son modèle. Mais à la Cour, on lisait avec satisfaction ces pages laudatives et Saint-Florentin se réjouissait de voir que « malgré leur attachement au culte extérieur de leur secte, les religieux n'ont pas du moins perdu les

sentiments qu'ils doivent au Roi et à l'Etat<sup>1</sup> » (30 novembre 1743).

Sur ces assurances, la Cour ne songea nullement à renforcer la surveillance de ses sujets hérétiques, moins encore à promulguer des décrets d'exceptionnelle gravité. La guerre développait ses complications, mais les officiers responsables assuraient que des difficultés ne surgiraient pas à l'intérieur. La Cour accepta de fermer les yeux sur les entreprises religieuses. Les motifs de confiance grandissaient tous les jours. Cependant l'émeute était à la veille de gronder.

## II

Les protestants du Midi comprenaient deux groupes, assez différents l'un de l'autre. Ceux du Bas-Languedoc, vifs dans l'action et faciles à s'apaiser comme à s'émouvoir. Ceux du Haut-Languedoc, montagnards intrépides qui, participant à l'âpreté de leur terre, avaient jadis formé les troupes de Camisards et subi l'emprise néfaste des prophètes cévenols.

Fidèles des Cévennes, du Castrais et du Montalbanaï, tous avaient été les auditeurs des Chapel, dont l'ardeur s'épuisera en courses jusqu'au jour où les gens du roi l'enverront « à la chaîne », des Maroger, des Gaubert, des Rivière, des Roux et des Michel Viala, qui furent les véritables réorganiseurs des églises de ces contrées. Or, ces disciples d'Antoine Court avaient singulièrement tourné le dos aux leçons de leur maître. Qui, parmi eux, aurait consenti, en 1743, à répéter les sermons si résignés, si patients, si loyalistes,

1. A. N. O<sup>1</sup> 439, f<sup>os</sup> 112, 160, 182, 199. Le 17 octobre 1743, St-Florentin envoie à M. de Lucé, alors en Touraine, l'ordre de mettre au couvent de Loudun trois filles de protestants de cette ville. O<sup>1</sup> 439, f<sup>o</sup> 162.

que leur maître leur avait appris, vers 1720, à prêcher? Quel retour de fortune! Quel progrès sur la route de la liberté, que ces ministres s'imaginent ne pouvoir conquérir qu'au prix du sang, et par une invincible opposition aux ordres du souverain! Orateurs impétueux, ils portent autour d'eux la flamme de leurs convictions et de leurs audaces. Leurs fidèles seront les premiers à lever l'étendard de l'émeute et presque de la révolte<sup>1</sup>.

Les protestants du Bas-Languedoc au contraire, outre qu'ils sentaient peser davantage sur leurs démarches les regards inquisiteurs de l'intendant et du gouverneur, et que ce voisinage modérait leurs instincts turbulents, étaient les disciples d'un pasteur exceptionnel, Paul Rabaut. L'emprise qu'exerça cette âme d'apôtre est l'une des plus curieuses choses que puisse révéler l'histoire de la Réforme, au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'influence de cet homme a décidé de toute l'orientation d'une partie des réformés, à qui elle a valu de retrouver la sympathie qui s'était attachée à Antoine Court.

Né à Bédarieux, le 29 janvier 1718, Paul Rabaut était fils d'un marchand drapier. A seize ans, il s'attache au ministre Bétrine, à qui il sert souvent de guide dans ses courses. En 1738, le synode du Bas-Languedoc l'adjoint comme proposant à Corteis, pasteur de Nîmes. Ces deux collaborateurs d'Antoine Court lui transmirent sans doute les leçons du maître. C'était une façon nouvelle d'apostolat, ou, pour mieux dire, c'était le retour, après les aberrations d'un quart de siècle, aux véritables doctrines de la Réforme nais-

1. Sur tous ces pasteurs, voir N. PEYRAT, *Histoire des pasteurs du Désert*, 1842, t. II, p. 480 et suiv. Volumes aujourd'hui bien déchus d'une splendeur usurpée : ce n'est pas seulement l'accent du pamphlétaire qui nuit à cette œuvre, c'est surtout une pauvreté de documentation en un sujet où d'autres historiens ont montré la richesse de leur savoir.

sante. Court renie la violence et se courbe devant le souverain. La vertu de la persécution reprend avec lui tout son prix : le religionnaire apprend que la douleur est préférable, au sens chrétien du mot, à la révolte. Mais les fils spirituels de Court se détournaient de ces principes trop abrupts. Paul Rabaut au contraire n'a pas d'autre ambition que d'y revenir. Après un séjour de six mois au séminaire de Lausanne (août 1740-février 1741), où il est permis de croire que la parole vivante de Court enfonça davantage encore en son âme cette première conviction, Paul Rabaut retourne à Nîmes, et dès le 19 février y exerce les fonctions de pasteur.

S'il y joua un rôle d'une immense importance, c'est que, parmi des fidèles habitués aux paroles acerbes et aux conseils irritants, il ne fit jamais entendre que la voix de la soumission. Il fut le théoricien inlassable du loyalisme. Il ne fut pas toujours compris, ni toujours suivi; mais il eut le grand mérite d'avoir inspiré au protestantisme le dégoût des aventures politiques.

Cependant, les affaires proprement religieuses ne laissaient pas d'être tout à fait encourageantes. L'évêque d'Uzès voulant établir, en janvier 1745, un bilan exact des profits et pertes de la religion réformée dans son diocèse jusqu'en octobre 1744, calculait que, depuis la fin de 1742, les nouveaux convertis avaient célébré 446 mariages, 779 baptêmes, que l'on comptait 20 apostats ou relaps, et que 20 paroisses possédaient déjà un ou plusieurs maîtres d'école de la religion réformée. « Quand on fait réflexion, ajoutait-il, sur une révolution aussi rapide et aussi étrange, on ne peut revenir de sa surprise. Nous perdons en moins de deux ans les soins et les peines qu'on a pris pendant cinquante ans pour ramener ces pauvres aveugles. » Et, après avoir rappelé leurs multiples déclarations de loyalisme, il ne

pouvait s'empêcher de faire cette remarque accusatrice : « Leurs espérances se relèvent toutes les fois que les puissances protestantes sont en guerre avec la France <sup>1</sup>. »

Si les réformés avaient eu la patience d'avancer leurs positions sans brusques ni violentes démonstrations, la force de leur église se serait trouvée, à la faveur de la guerre étrangère, si considérablement augmentée, que la Cour eût, sans doute, hésité à reprendre la lutte interrompue contre un adversaire si prompt à se renouveler. Mais à Castres, Lavaur, Montauban, Toulouse, se dressèrent subitement des armées résolues à tout gagner en une seule campagne, et qui perdirent le fruit de longues années d'efforts.

Cette levée se fit, en ces diverses régions, presque à la même époque, en juin 1744. Cette coïncidence frappa les Évêques que les progrès du mal effrayaient. Celui de Castres note que, depuis l'année 1726, il n'y avait pas eu d'assemblées en son diocèse, et qu'elles y ont recommencé, peu de temps après que la France eût déclaré la guerre à l'Angleterre. A Montauban, on ne peut comprendre « le changement étonnant parmi les nouveaux convertis en moins de six mois ». L'archevêque de Toulouse signale que le peu de religieux qui habitent son diocèse « ont levé le masque », à la suite des autres, sans que rien eût pu faire prévoir pareille volte-face. Mais les préoccupations des rebelles apparaissent dès ce moment si singulières, et leurs espérances sont de telle nature, que le prélat croit de son devoir d'en avertir le Secrétaire d'État à qui, dit-il, il « parle à cet égard plus en citoyen qu'en évêque ». Celui de Lavaur gémit sur la brusque irruption des réformés de son diocèse. Que peuvent-ils cependant invoquer pour leur offensive ?

1. A. N. TT, 439 : Mémoire daté du 8 janvier. Ce même évêque d'Uzès avait reçu, le 30 septembre 1743, de M. de Saint-Florentin, des conseils de grande modération.



« On n'a jamais eu ni pouvoir ni dessein » de troubler leurs assemblées. Elles se faisaient, en pleine liberté; les ministres circulaient dans tout le pays, hardiment et sans défiance; ils convoquaient eux-mêmes leurs fidèles, indiquaient le jour et le lieu des assemblées, sûrs que personne n'y viendrait jeter le désordre; tous les catholiques connaissaient leurs allées et venues sans que jamais se soit présentée à l'esprit de quiconque l'idée de dénoncer pasteurs, proposants ou lieux du culte; et cependant, « depuis trois ou quatre mois, tout y va de mal en pis<sup>1</sup> ».

Ces multiples concordances portent avec elles leur enseignement. Ce n'est pas quand ils ont avoué « la clémence » dont le gouvernement faisait, à leur égard, un si long usage, que les réformés pourront, en juin 1744, invoquer les intolérables vexations dont ils auraient été les victimes, afin d'excuser et légitimer leur vive réaction. Les succès paisibles remportés depuis l'année 1726 en ces divers diocèses ne sauraient être non plus le motif suffisant d'une offensive générale. Mais la déclaration de guerre à l'Angleterre est du 29 mars 1744, et, comme le remarquait déjà un contemporain, la guerre a toujours été pour les espérances huguenotes l'occasion d'un violent essor.

Le Secrétaire d'Etat aurait-il, par aventure, songé à modifier son attitude si fermement définie à l'égard des religionnaires, même incriminés? Dès le 1<sup>er</sup> avril, M. de Ladevèze a reçu des instructions fort nettes, à l'occasion des nombreuses assemblées qu'il avait signalées à la Cour. Le roi lui ordonne « d'employer toujours la même prudence et la même circonspection que par le passé », quoique se multiplient les assemblées, les discours séditieux et les démarches de plus en plus

1. Toutes ces lettres d'évêques de 1744 sont aux A. N. TT, 448, chemise 3.



hardies des ministres. Au cas où des sanctions seraient absolument nécessaires, il lui est recommandé de les appliquer avec lenteur. Il évitera surtout « d'arrêter aucuns ministres, quand même l'occasion s'en présenterait ». Mais si ces délits religieux sont comptés pour rien, le commandant est vivement encouragé à veiller sur toutes « les démarches des religionnaires et sur toutes celles des nouveaux convertis<sup>1</sup> ».

Ainsi que M. de Ladevèze, M. de Châteauneuf et Lenain reçurent, pendant tout le mois d'avril, des instructions empreintes d'une large bienveillance. Et comme les officiers du roi ont signalé à Saint-Florentin des assemblées « avec port d'armes » et des collectes faites pour l'entretien des prédicants, espérant bien recevoir des ordres de sévir, le Secrétaire d'Etat s'empresse de contenir ses subordonnés, à qui il assure même « que les religionnaires n'ont pas dessein d'en venir à une révolte, et il y en a parmi eux et même parmi les prédicants qui y sont opposés<sup>2</sup> ».

Néanmoins, les réformés se jetèrent dans l'action. La paix dont ils se sentaient assurés, et aussi l'habitude de l'impunité les stimulait sans arrêt. Après un mois de mai passé à observer et attendre, les protestants du pays de Castres ouvrirent, en juin, la série des grandes assemblées. Successivement, à Viane, à Vabres, le 13 à Blancar, le 17 au bois de Montagnol, le 22 au bois de Jonquières, sur la paroisse de Saint-Baudile, et au bois de Bousquet, sur la paroisse de Mazamet, des foules, que l'on estimait à 2000 personnes, s'assemblaient, avec des airs de triomphe<sup>1</sup>. Ce qui effrayait surtout la population catholique, c'est que les curés recevaient des lettres menaçantes, vivaient dans la crainte des sévices et prévenaient leurs évêques qu'ils

1. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>os</sup> 62, 72, 80, 104, 132, 149.

2. Lettre du 24 mai 1744; A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 104.

désiraient s'en aller, ne se sentant plus en sécurité parmi des gens surexcités. Les catholiques eux-mêmes se plaignirent d'être molestés, affectèrent une grande indignation contre les « discours séditieux qu'ils entendaient tenir publiquement aux nouveaux catholiques », et sur toute la région un vent d'alarme souffla en tempête<sup>2</sup>. Aux diocèses de Castres, de Lavaur, d'Albi, on n'entendait parler que de lutttes prochaines et de « la nécessité de s'armer pour se défendre contre les entreprises dont on était menacé » par les huguenots. Y eut-il un commencement de mobilisation des forces adverses? Les catholiques ont-ils prévenu les menaces des protestants par un déploiement d'armes inusité? Ceux-ci ont-ils accentué leur attitude agressive? L'histoire nous a mal renseignés sur ces préliminaires de l'émeute. Entre les thèses opposées, tendant à rejeter sur l'adversaire toute la responsabilité, le contrôle est impossible. Mais nous savons que Lenain signale la grande assemblée qui se tint, dans la nuit du 4 au 5 juillet, auprès de Vabres, comme la première où les religieux se soient rendus « en armes » et menaçants. Il a, d'autre part, été prévenu de la conduite des pasteurs, surtout du nommé Étienne, qui répandent en ce pays des discours séditieux<sup>3</sup>.

Les affaires apparaissent, dès ce moment, si embarrassées et périlleuses que l'intendant et son subordonné M. de Ladevèze s'accordent sur la nécessité de prendre, sans retard, des dispositions militaires, afin de parer à l'imminente rébellion. Les nouvelles, devenues de plus en plus alarmantes, montraient en effet la progression de l'audace huguenote. A l'assemblée tenue

1. Voir la lettre de l'évêque de Castres, du 5 juillet 1744; A. N. TT, 438, chemise 3.

2. Voir la lettre de Lenain, du 20 juillet 1744; A. N. TT, 438. Le curé de Sommières écrit, le 14 mai : « Il y a quarante-trois ans que je suis ici curé; les Camisards n'eurent rien qui fût tant à craindre. »

3. Voir sa lettre du 13 juillet; A. N. TT, 438.

le 20 juin, à une lieue de Castres, Lenain apprenait que les ministres avaient annoncé aux 2000 fidèles armés qui les écoutaient que la révolte éclaterait le mois prochain; à Vabres, 6000 réformés, dont un grand nombre munis de fusils, entendent, le 19 juillet, leur pasteur développer ce texte du *Livre des Rois* : « Qu'attendez-vous pour vous déclarer ? Si l'Eternel est votre Dieu, suivez-le ; si Baal n'est pas notre Dieu, fuyons-le<sup>1</sup>. » Les nouveaux convertis, disait-on, proféraient d'horribles menaces, prévenant les catholiques « qu'avant la Saint-Martin, ils espéraient de laver leurs mains dans leur sang ». Menaces qui reçurent un commencement d'exécution, car, le 29 juillet, les religionnaires de Castres assommaient à moitié un des leurs, le cordonnier Payrastre, coupable de tiédeur envers ses coreligionnaires. Ce même jour, 4000 fidèles se réunirent dans un vallon, situé entre Vianne et Espérausses, où, après avoir entendu les prêches de trois ministres, ils firent une collecte d'argent, et s'en retournèrent, en brandissant fort ostensiblement pistolets et fusils. Le vicaire de Vianne fut menacé de mort. — Dans la région voisine de Mazamet et Lavaur, l'agitation n'est pas moins générale. Les réformés faisaient leurs assemblées au bois de la Jonquièrre, où ils ne venaient plus qu'armés. A Mazamet, on dit clairement « que l'on pourrait renouveler bientôt la journée de la Saint-Barthélemy, mais d'une manière opposée ». Au village de Saint-Hilaire, les protestants font le pari qu'ils chanteront les psaumes avant trois mois dans l'église, que l'on construisait activement. « Les prêtres, disaient-ils, sont trop épais ; il faut les éclaircir. » Et le curé de Mazamet, persuadé que les fréquentes menaces dont il était l'objet ne tarderaient

1. On signale aussi le pasteur Molines, qui préside une assemblée tumultueuse, le 21 juin, auprès de Sussargues, au diocèse de Montpellier : *loc. cit.*, lettre du 21 juin 1744.

pas à se réaliser, fit répondre que s'il lui fallait mourir, on le trouverait à la tête des anciens catholiques <sup>1</sup>.

La révolte grandissait en étendue et en importance. Le mois d'août vit les assemblées se multiplier encore, vers Roquecourbe, où, le 2 août, se réunissent 6000 fidèles, à qui le ministre persuada de prier pour le succès des armes « de la reine de Hongrie » ; vers Concouvens, lieu situé aux environs de Mazamet, où accoururent, les 2 et 16 août, près de 3000 personnes ; à Calmon, au roc d'Azemar, à Venez, situé à mi-chemin entre Castres et Réalmon, assemblées qui toutes se tenaient sous la protection de fidèles résolus à faire usage de leurs armes. Or, c'est au moment où les religionnaires de Malepeyre, bourg voisin de Castres, venaient de brutaliser un nouveau converti accusé d'espionner, au moment où, près de Roquecourbe, quelques catholiques passant auprès du lieu de l'assemblée, furent gravement molestés, au moment où, à La Bruguière, au diocèse de Castres, les habitants, terrifiés par les violences des protestants, suppliaient Lenain de leur envoyer des armes pour se défendre<sup>2</sup>, que les pasteurs Michel Viala, Olivier dit Jean Loire et Migault dit Préneuf adressèrent à M. de Ladevèze une apologie, dont le besoin apparaissait sans doute urgent si la sincérité en était douteuse : « Inciter le peuple à la révolte, disaient-ils, s'assembler en armes dans la vue d'insulter les catholiques en général et les prêtres en particulier, faire des collectes en faveur des princes étrangers, sont des pratiques diamétralement opposées à nos maximes<sup>3</sup>. »

Les rapports officiels du mois de septembre démentent en effet ces tranquilles assurances. Le 6 septembre, environ 6000 fidèles se réunirent dans un pré, entre

1. Voir le récit de tous ces faits aux A. N. TT, 438.

2. Voir lettre de Lenain du 24 août 1744, A. N. TT, 438.

3. Ladevèze envoie à Saint-Florentin, le 17 août, cette lettre écrite le 4 août, A. N. TT, 438, liasse de la correspondance de Ladevèze.

Palesvilles et Couffinal, au diocèse de Lavaur, répandant l'effroi parmi la population catholique. Le curé de Puylaurens, nommé Lacoste, écrit qu'on l'a averti « de se tenir sur ses gardes » et redoute un mauvais coup. M. de Châteauneuf signale, le 28 septembre, que non contents de tenir des discours séditieux, les religionnaires « ont déjà insulté et maltraité plusieurs prêtres », et vers Revel, les ministres Olivier. Viala et Préneuf rassemblent jusqu'à 10.000 ou 12.000 fidèles, dont les mouvements jettent dans l'angoisse les catholiques de la contrée. Se croyant menacés, ceux-ci décident de former de véritables troupes, qui s'attacheront aux pas des ministres. Les camisards blancs viennent ainsi de se réorganiser ! Ce fut l'instant le plus tragique de cette course à la guerre fratricide. L'émeute protestante suscitait l'émeute catholique. La guerre civile menaçait de se déchaîner, et la province était dégarnie de milices ! Le 6 septembre, comme 10.000 fidèles environ étaient réunis non loin de Revel, une troupe de 900 paysans, anciens catholiques, se jeta soudain sur l'assemblée, et conduits par deux chefs, ces gens ne se contenaient plus, si les réformés, surpris et pleins d'effroi, n'avaient eu la prudence de s'enfuir de tous côtés. Lenain apprit la chose avec une véritable douleur ; les agresseurs furent punis sans pitié, car, disait-il, « ils ne sont pas moins coupables que les nouveaux catholiques' ». Cependant, quatorze jours après cette

1. Voir ce récit dans la lettre de Lenain, du 14 septembre. A. N. TT, 438. Depuis de longs mois, les catholiques avaient menacé de se défendre eux-mêmes. Lenain s'y était toujours opposé. Dans un mémoire qu'il envoie à la Cour le 20 juillet 1744, il écrit : « Nous ne craignons pas tant aujourd'hui les mouvements des religionnaires que les dispositions où témoignent être tous les anciens catholiques des diocèses de Castres, de Lavaur et d'Albi de s'armer pour se défendre contre les entreprises dont ils sont menacés par les protestants, et je vous assure que nous sommes fort embarrassés pour les contenir et les rassurer sur les alarmes que leur donnent les discours séditieux qu'ils entendent tenir publiquement aux nouveaux convertis. » TT, 438.

échauffourée, le ministre Viala réunissait 7000 fidèles au bois de Montagnol, au diocèse de Castres, et, dans une audacieuse instruction, s'écriait que « si les évêques et les curés voulaient faire de la peine aux protestants, ils n'avaient qu'à s'adresser à lui, qu'il avait de bons ordres du roi et qu'il saurait les faire valoir<sup>1</sup> ». L'audacieuse contrevérité tombait sur des âmes avides d'espérance. Les religionnaires allaient, répétant « qu'ils ne croyaient pas contrevenir aux ordres du roi, puisque le roi le savait bien, et qu'il le souffrait ». Quiconque se dressa contre une liberté si chèrement achetée devint à leurs yeux plus qu'un adversaire, un abominable tyran. Ils en arrivèrent à se faire justice eux-mêmes, et, peut-être, leur bonne foi était-elle entière. Mais l'ardeur et la rapidité de leur mouvement, la résolution où ils paraissaient être d'affronter la lutte, en profitant des circonstances, les rendirent, à partir du mois de juin 1744, si redoutables que les pouvoirs publics, à la fin, se crurent obligés d'arrêter le mouvement et se défendirent.

Ils le firent, d'abord, sur la terre montalbanaise<sup>2</sup>. Depuis l'année 1730, par l'effet d'une espèce de convention tacite, l'accalmie s'y était perpétuée, dont profitaient d'actifs pasteurs pour reconstituer une Eglise, jadis florissante. Jean-Baptiste Loire, de son vrai nom Olivier, y était venu du pays de Foix, après avoir exercé au Poitou son apostolat, sous les ordres de Michel Viala. Son passage à Montauban fut assez court, car il avait hâte de retourner en Poitou, d'où il partira, en 1751, pour se retirer en Hollande. Du mois d'octobre au mois de décembre 1744, le proposant

1. On voit à cette date la courbe de l'évolution qui s'est produite dans l'esprit de ceux qui avaient été les meilleurs collaborateurs d'A. Court, vers 1725. Quelle différence de ton ! Les âmes sont pleines d'âpreté.

2. Voir GALABERT, *Les assemblées des protestants dans le Montalbanais en 1744 et 1745*, tiré à part du B. P. F., janvier-mars 1900. Très bonne étude, dont nous acceptons les conclusions.

Fontanelle, accouru du séminaire de Lausanne, assura le service. Puis vint le pasteur Michel Viala. Ce n'était pas un inconnu pour les fidèles de Montauban, qui l'avaient vu, en 1733, tout à l'œuvre de la réorganisation des églises de la région. Après un séjour en Poitou, nommé modérateur au synode national de Lédignan, en août 1744, il reviendra à son champ de labeur du Montalbanais, qu'il abandonnera en 1751, pour se retirer à Londres. Près de lui, s'exerçait à l'apostolat Pierre Corteiz, consacré dans les Cévennes le 27 septembre 1744, et qui, pourchassé en 1745, sur le point d'être pris à l'assemblée du 17 mars, auprès de Mazamet, condamné à mort par contumace à deux reprises, remplacera, en 1751, Michel Viala, mais se retirera, en 1752, en Hollande. Avec Corteiz, Fontanelle, de son vrai nom Lafons, ne cessa d'assister Viala, réussit à échapper à toutes les poursuites et put regagner Lausanne.

La vigueur de pareils ouvriers peut nous faire comprendre avec quelle tenacité était creusé, sur le sol montalbanais, le sillon où germait la doctrine. Cependant les débuts de l'année 1744 restèrent, comme dans les contrées voisines, tranquilles. Le mouvement ne commencera, ici encore, que vers la fin du mois de juin. Les assemblées réapparaîtront alors, comme d'après un mot d'ordre, sur toute l'étendue de la généralité. Cette levée des religionnaires prit assez vite l'aspect d'une sédition. L'intendant, M. Lescalopier, se hâta d'écrire à Saint-Florentin ses craintes, ses angoisses, son désir d'arrêter le mal à son début. Mais la Cour ne voulait pas d'histoires ; elle s'était résignée à courber le front. Le Secrétaire d'Etat ordonne à l'intendant de montrer une inlassable prudence. « Si quelque exemple, lui dit-il, peut être utile, il peut d'un autre côté allumer le feu de la rébellion et soulever tous les religionnaires. » Il est donc nécessaire de ne faire



usage de l'autorité « qu'à l'extrémité ». et d'y employer la plus grande « sagesse ». Mais si l'intendant agissait avec discernement, il semble bien, à en juger d'après la lettre de Saint-Florentin du 13 juillet, que plusieurs de ses subordonnés, et des ecclésiastiques même, n'aient pas usé de la même « sagesse ». C'est de quoi le Secrétaire d'Etat ne prend pas son parti, et le ton de sa réponse, contre ceux qui « troublent les nouveaux convertis avec violence et arrêtent leurs prédicants avec éclat » ne laisse pas de doute sur ses sentiments intimes à l'égard « du zèle dangereux des ecclésiastiques, des consuls et des anciens catholiques<sup>1</sup> ». Les officiers du roi, découragés de faire preuve d'une ardeur si peu appréciée, rentrèrent dans l'inaction boudeuse, et, protégés par cette inertie, les protestants s'empressèrent, dès le mois de septembre, de tenir leurs assemblées régulièrement presque aux portes de Montauban. Leurs cantiques troublaient les catholiques; leurs processions encombraient les chemins. Les protestants, que cette liberté soudaine grisait, apportèrent à l'organisation des quatre premières assemblées de septembre une ardeur extrême. Antoine Court fut tenu au courant, par d'enthousiastes fidèles, de ces assises solennelles, et sans doute l'âme du vieux lutteur dut être inondée de joie. Le pasteur Olivier, que l'avenir n'effraye plus, multiplie dès lors les assemblées qu'il convoque hardiment. Du 27 septembre au 28 février 1745, on compte 25 assemblées. Olivier les préside jusqu'au 11 octobre. La région montalbanaise resta privée de pasteurs du 18 octobre au 1<sup>er</sup> novembre; le proposant Fontanelle assura le service jusqu'au 6 décembre; à partir du 13 décembre, ce fut le pasteur Viala qui reprit l'œuvre interrompue, et qui, aidé de Fontanelle, puis, à partir de janvier 1745,

1. Voir ces lettres, de juillet à août, aux A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup>s 137, 139.

assisté de Corteiz, continua les prédications jusqu'à la fin de février.

Cette activité fiévreuse finit par émouvoir Saint-Florentin. Après de si nombreuses et si précises exhortations à son intendant d'éviter toute violence et d'apporter « la plus extrême prudence » à l'étude de ces questions, l'étendue du mal lui fut une désagréable révélation. Il osa même en faire des reproches au scrupuleux M. Lescalopier qui n'avait pas sévi, car les ordres étaient formels, mais à qui l'on faisait entendre qu'avec quelques coups d'autorité portés à temps, le mal eût été contenu et enrayé. Il semblait que la Cour se fût enfin décidée à sortir de son inertie; le Secrétaire d'Etat écrivait, en décembre, que l'on pouvait punir, car les circonstances allaient changer, et, nouveauté bizarre, c'était lui qui signalait à l'intendant les religionnaires « passibles de peines », qui sont « le ministre, le proposant et le maître à chanter établis à Saint-Affrique », toute une famille accusée d'avoir fait baptiser son enfant par le ministre Viala, deux personnes de Montauban et de Millau, que l'on enlèvera avec prudence et qu'on jettera en prison. Désireux de piquer l'émulation d'un intendant inerte, Saint-Florentin lui rappelle qu'il y a « moins de feu et moins d'audace en Languedoc que dans son département », parce que différents coups d'autorité y ont produit de l'effet, et qu'il a suffi de quelques cavaliers aux portes de Montpellier pour en écarter les assemblées<sup>1</sup>.

Suggestion malheureuse, car aussitôt Lescalopier loge des gens de guerre chez les seuls religionnaires et songe à étendre ces nouvelles mesures. La maréchaussée procède enfin à Montauban à l'arrestation des deux particuliers, en plein midi et avec un éclat provocateur. La consternation fut générale chez les ré-

1. Voir toutes ces lettres aux A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>os</sup> 218, 263, 286, 289, 295.

formés, qui courbèrent la tête sous l'orage. Les assemblées elles-mêmes perdirent de leur audace. « Le parti n'était peut-être pas abattu, mais il restait étonné. » Saint-Florentin aurait souhaité que l'on mît à profit cette crainte pour augmenter la répression, démolir les maisons dont on avait essayé de faire des temples, arrêter les suspects et peupler les couvents d'enfants arrachés à leurs familles hérétiques <sup>1</sup>.

Le résultat de cette confiance renouvelée fut la promulgation des deux ordonnances du 1<sup>er</sup> et du 16 février 1745, qui aggravaient les prescriptions de 1724 <sup>2</sup>.

Les assemblées cessèrent presque instantanément; les ministres avaient fui <sup>3</sup>. L'intendant, enfin décidé à régler la situation sans pitié, décrète d'arrestation le sieur Pujol, qui paiera pour son frère fugitif, et, à Caussade, le sieur Bassiniac; se saisit des étrangers que la maréchaussée découvre à Montauban, et fait connaître sa résolution d'appréhender le ministre et le proposant. La population réformée fut alors en proie au plus grand trouble, et ceux qui redoutèrent les représailles de la justice s'enfuirent au désert; mais l'intendant fit occuper leurs maisons par des garnisaires.

C'est à cette agitation qu'avaient abouti les ordonnances de février et leur trop équivoque commentaire rédigé par le Secrétaire d'Etat, le 18 février. Il y recommandait de frapper d'amende « un ou deux cantons à la première occasion qui s'en présentera », de punir les coupables, d'arrêter les séditieux et « d'agir, pour ainsi dire, militairement ». « Si vous ne faites pas exécuter incessamment les ordres que je vous ai

1. A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 13, 14, 23 à 26, 29.

2. Cette ordonnance se trouve aux A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 14 à 17.

3. M. de Maniban, président du Parlement de Toulouse, envoyait le 2 février à Saint-Florentin un placet des protestants de Montauban, où ils affirment leur loyalisme. A. N. TT, 439.

adressés, j'appréhende que le feu ne redevienne aussi vif qu'auparavant, d'autant plus que les châtimens ne sont tombés que sur un petit nombre de personnes assez viles. Au contraire, si la consternation subsiste encore lors du départ des troupes, il ne vous sera pas difficile de l'entretenir par des coups de rigueur moins hardis à la vérité et moins fréquents, mais qui du moins feront connaître aux protestants que vous ne les craignez pas et que vous savez punir les fanatiques et les séditeux. » Mais, ayant dit ces paroles vigoureuses, Saint-Florentin s'efforça d'en atténuer la portée, en indiquant que la rigueur ne devrait être que passagère, et les sanctions appliquées avec ménagement, car « l'usage exact des ordonnances serait fort dangereux » (7 mars 1745) <sup>1</sup>.

Ces dispositions que l'on dirait élaborées contre un ennemi redoutable accablèrent les protestants qui, se sentant écrasés, ne songèrent qu'à demander merci. Dans leurs humbles requêtes du 28 février et du 1<sup>er</sup> mars 1745, ils assuraient l'intendant de leur soumission totale. Saint-Florentin, le 7 mars, adresse à M. Lescaplier une longue lettre, où il réclame plus de modération dans la poursuite des délits, affirmant que « les deux ordonnances sont plutôt faites pour effrayer que pour punir », qu'il n'est point sage de frapper avec rigueur, même si « les paysans et la populace ne rompent pas absolument leurs assemblées », qu'il faut « renoncer à l'idée » de désarmer les religionnaires, de démolir les maisons de Milhau érigées en temples. « Il me paraît, dit-il, que tout le monde implore votre clémence. »

Clémence tardive ! L'émeute avait éclaté, comme un orage qui s'abat tout à coup. Le jeudi 4 mars, au

1. Voir lettres de Saint-Florentin des 7 et 18 février, A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 29, 36-37, 43, 49.

hameau de Foissac, où M. Lescalopier avait envoyé 25 dragons qui logeaient chez l'habitant, soldats et religionnaires s'étaient battus, et le sang avait coulé. Comment l'émeute prit-elle naissance? Selon la version protestante, les soldats auraient tenté d'arrêter Corteiz et Fontanelle, ce qui aurait attiré un groupe de paysans sur lesquels les garnisaires auraient tiré, sans qu'il y eût l'apparence d'une émeute <sup>1</sup>. Selon une seconde version protestante, qui nous paraît plus digne de confiance, deux dragons, après avoir largement bu, attaquèrent une jeune fille pour la violenter <sup>2</sup>. Quelques paysans qui travaillaient aux alentours accoururent, et presque aussitôt un grand nombre survint. Tous étaient d'ailleurs sans armes. Les deux soldats, face à cette troupe menaçante, se croient perdus et crient alerte. Leurs camarades s'ameutent, montent à cheval et chargent la foule. Un paysan âgé de 70 ans est étendu sur la place, plusieurs sont blessés en fuyant, et l'on en arrête onze que l'on attache à la queue des chevaux. Après quoi, les prisonniers sont traînés chez M. l'intendant qui les fait mettre en prison, « pour crime d'attroupement avec port d'armes ».

Il fallut annoncer la terrible nouvelle au Secrétaire d'État, le motif invoqué par l'intendant entraînant la peine de mort. A la Cour, on se désespéra. Saint-Flo-

1. Voir cette explication dans l'article cité de Galabert.

2. C'est le récit donné par un Mémoire, dont nous allons parler, écrit en 1747. A. N. H. 1093-94. — Le récit officiel se trouve aux A. N. TT, 439, et place l'incident au village de Presboyer, près Montauban. Trois dragons auraient été enfermés à clef dans une chambre par un nouveau converti. L'un d'eux peut s'échapper et va prévenir ses camarades qui arrivent. Mais alors, sur un signal donné par deux appels de sifflet, environ 200 paysans armés accourent des champs voisins. Ces paysans ont tiré sur la troupe douze coups de fusil. Au milieu de la fusillade, quatre paysans ont été tués, trois blessés, douze ont été faits prisonniers; mais deux dragons ont été blessés d'un coup de hache et d'un coup de serpe.

rentin se déclarait « très fâché de cela », et ne pouvait comprendre que l'on eût « poussé si vivement les choses ». Le roi ne voulut point entendre parler de onze coupables, ni que le châtiment fût prononcé tout aussitôt, ni que le procureur de la maréchaussée employât d'autre titre d'accusation que l'attroupement avec port d'armes, sans qu'il y fût question de religion<sup>1</sup>.

L'intendant se trouva fort embarrassé, d'autant que les habitants de Foissac et des environs de Montauban étaient venus, en repentants, le supplier de leur faire grâce. D'autre part, la procédure était publiquement engagée : l'homme du roi ne pouvait laisser avilir son autorité. Mais Saint-Florentin l'engagea à ne retenir « qu'un fort petit nombre » de coupables, et, au cas probable où serait prononcée une condamnation à mort, à la faire exécuter « avant le départ des troupes ». L'intendant arrêta les mesures de répression, fit cesser les rondes de troupes, diminua les « logements et le fourrage », et se laissa gagner par son aversion naturelle pour toutes les sortes de cruautés. Relâche inopportun, car, dès le 25 mars, Saint-Florentin relance M. de Lescalopier sur la voie de la rigueur, « bien aise » de l'informer que le Parlement de Grenoble, ayant fait pendre quelques fanatiques, avait ramené la paix dans le Dauphiné, qui « a recours à la clémence du roi ». Ce succès l'incite à croire qu'il « serait très utile » de condamner au dernier supplice quelques-uns des inculpés. Tandis que le Secrétaire d'État s'orientait vers les mesures extrêmes, à la suite d'un concours d'événements dont nous verrons bientôt l'importance et la répercussion, l'intendant se persuadait de l'inanité des supplices, et

1. Voir les lettres de Saint-Florentin des 8, 10 et 19 mars, A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 54, 54, 63.

osait même plaider ardemment la cause des malheureux de Foissac. Après avoir obtenu, dès le mois de juin, la grâce de quelques prisonniers, le voici qui sollicite sans répit, en août, la liberté des demoiselles Combes mises à la maison des Écoles Chrétiennes de Cahors : « Je ne sais, lui écrit Saint-Florentin, s'il n'est pas dangereux de faire si promptement grâce à toutes les personnes qui ont eu part aux troubles de religion <sup>1</sup>. » Les prisonniers furent, en effet, tous élargis ; à la fin de l'année, il ne restait plus que le souvenir de l'émeute ; ni les ministres, ni les prédicants n'avaient été arrêtés, ni les principaux coupables condamnés à mort ; une amnistie générale couvrait ce passé douloureux. Comme le dit avec raison M. Galabert : « Les persécutions dans le Montalbanais n'avaient pas été en somme très violentes, malgré les proportions prises par le mouvement. »

### III

Tandis que les provinces voisines étaient ainsi en proie à l'agitation, le Languedoc jouissait d'une tranquillité relative. Au vrai, l'intendant se voyait tiraillé, vers la fin de l'année 1743, entre des suggestions aussi impérieuses qu'opposées les unes aux autres. S'il doit en croire Maniban, procureur du Parlement de Toulouse, les esprits sont sans doute en effervescence, mais rien ne fait prévoir de troubles sérieux, et comme, d'autre part, l'état des affaires du royaume réclame toutes nos forces sur les frontières, il est de bonne politique

1. Voir les lettres de mars à septembre, A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 67, 90, 102, 125, 133, 137, 145, 206.



« de fermer les yeux sur ce qui se passe » chez les réformés<sup>1</sup>. Cependant diverses plaintes s'élèvent qui réclament des actes de vigueur. Ainsi le curé d'un village voisin de Mazères-en-Foix adresse à l'intendant une véritable dénonciation contre M. de Ladevèze, qui « méprise ses avis » et ne tient aucun compte de ses instructions, inertie qui vaut à sa paroisse d'avoir été, en un mois, six fois le théâtre d'assemblées turbulentes, et à la contrée de subir prêches, baptêmes et mariages bénis par des ministres entreprenants : « Nous sommes, disait-il enfin, au moment de voir nos autels ensanglantés<sup>2</sup>. »

Ce n'est pas seulement la plainte d'un curé qui réveille les soucis d'un intendant timoré. De ses commandants, de ses gouverneurs de villes, de ses espions, des évêques qu'il tient en particulière estime, comme ceux de Toulouse et de Lavaur, des avis semblables arrivent, qui travaillent l'âme de M. Lenain, et le tiennent dans une perpétuelle angoisse. Vers la fin de décembre, l'intendant, persuadé qu'il « y a lieu de craindre des excès » de la part des religionnaires, supplie Saint-Florentin de ne pas dégarnir totalement de troupes une province que la nature fit aussi turbulente. « C'est peut-être, dit-il avec désespoir, l'unique moyen d'empêcher les nouveaux catholiques de porter la désobéissance jusqu'aux dernières extrémités<sup>3</sup>. »

Dès le 6 janvier 1744, ses craintes s'avivent ; les fauteurs de désordre se multiplient et leur activité se déploie. Le diocèse de Nîmes, que l'on pouvait encore regarder comme soumis aux ordres du roi, est agité de sourds tremblements. Depuis trois mois, quatre pasteurs se sont installés à Marvejols, d'où ils rayon-

1. A. N. TT, 437, lettre du 10 octobre 1743.

2. A. N. TT, 437, lettre du curé de Gibel, nommé Cousin, du 26 octobre 1743.

3. A. N. TT, 438, lettre de Lenain du 25 décembre 1743.

nent sur toute la contrée. Lenain sait avec quelle ardeur Boyer, Gibert, Pomaret et Deffère se donnent à leur ministère, et qu'il n'y aurait qu'un moyen de rétablir le calme : arrêter l'un de ces prédicants audacieux. Mais le pourrait-on ? Et le danger ne serait-il pas grand de provoquer des représailles ? Quant à lui, il avoue avec tristesse que l'on ne saurait se résoudre à un pareil coup d'autorité, sans mettre en péril « d'être brûlé après le départ des troupes » le curé de l'endroit. Car les gens en sont revenus à cette forme de la moralité primitive, où chacun défend sa vie en menaçant celle des autres. Les protestants du diocèse d'Uzès se sont vantés de faire mourir deux prêtres pour chacun de leurs ministres qui serait exécuté. Et Lenain se sent arrêté à la pensée de l'universelle fureur qui se déchaînerait, à la suite de sanctions un peu lourdes <sup>1</sup>. Cette frayeur devint même chez lui une sorte d'obsession, qui donne à ses dépêches officielles des mois de mars et d'avril un caractère tragique <sup>2</sup>.

Alors en effet se multiplient contre les assemblées les actes de vigueur du maréchal de Richelieu, au grand effroi de l'intendant. De vieilles affaires sont rappelées de l'oubli, évoquées devant la justice et conclues rigoureusement. Pour une assemblée qui avait été surprise le 25 décembre 1743, au bois Nègre sur les limites de Saint-Hippolyte, au diocèse d'Alais, Richelieu condamne à 1500 livres d'amende les arrondissements de Saint-Hippolyte, Sauve et Durfort ; pour une assemblée tenue le 1<sup>er</sup> janvier 1744 sur le terroir de Langlade, au lieu dit *le camp de l'Eternel*, au diocèse

1. A une assemblée tenue près de Nîmes, l'officier M. de Beaupoil a fait prisonniers dix religionnaires. Saint-Florentin, ne pouvant désavouer l'officier, recommande au maréchal de Richelieu, le 12 janvier 1744, de faire punir au plus vite les inculpés, mais il ne cesse de lui recommander d'employer « sa prudence et celle des personnes chargées de ses ordres, à calmer l'agitation des esprits ». A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 2.

2. A. N. TT, 438, lettres du 6 janvier et du 20 mars 1744.

de Nîmes, le maréchal impose aux arrondissements coupables 1000 livres d'amende. Mais cette brusque irruption de la justice se révèle désormais incapable d'enrayer un mouvement devenu général. Au diocèse de Nîmes, le lieu de Mages sert de point de réunion à une foule considérable, tandis que les religieux de Saint-Hippolyte s'obstinent à s'assembler, en dépit des colères de Richelieu. Celui-ci punit en effet sans trêve, aujourd'hui déchaîné contre les réformés du Nîmois, demain contre ceux d'Alais<sup>1</sup> ; mais des deux côtés s'affrontent des volontés tenaces, et trois assemblées, tenues coup sur coup à Nîmes même où 300 personnes se rient du gouverneur, et au terroir de Langlade, où accourent, dit-on, près de cinq mille fidèles, font comprendre à Richelieu désabusé l'inanité d'une politique impitoyable. Lenain, lui, réfléchissait à cet envahissement de l'esprit de révolte ; là où son gouverneur militaire avait échoué, il ne se faisait point d'illusion qu'il échouerait plus complètement encore. Il avoua, sans détour, que l'avenir lui faisait peur, et qu'il se refusait à poursuivre les délinquants<sup>2</sup>.

Sept jours après avoir ainsi déclaré son impuissance, Lenain fut informé que du côté de Graissessac, au diocèse de Béziers, s'étaient tenues quatre assemblées considérables. Cette nouvelle acheva de le dérouter : il se vit débordé de toutes parts, et menacé jusque dans les quartiers qui avaient, semblait-il, résisté jusqu'alors à la vague protestante. Quelle illusion avait donc été la sienne ! De quelle déception la réalité le menaçait-elle encore ? Car, disait-il, « il y a plusieurs ministres à Bédarieux, où ils tiennent de fréquentes assemblées ». Les arrêter ? il n'y faut point songer. Lenain s'effraie,

1. Ce n'était point là ce qu'avait demandé la Cour, dans ses lettres des 3 et 12 janvier 1744 : O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 2.

2. Voir sur ces événements la lettre de Lenain du 13 mars 1744, A. N. TT, 438.

à cette seule perspective : « Je crains que la capture d'un ministre n'occasionne quelque mouvement dangereux parmi les nouveaux catholiques, dans les circonstances présentes<sup>1</sup>. » Les circonstances présentes ! C'est en effet tout le nœud de l'intrigue et le secret de l'affaire, au regard de Lenain. La France vient de rompre avec l'Angleterre précisément le 15 mars, et l'intendant ne doute point qu'entre la recrudescence de l'agitation huguenote, les menaces dont sont l'objet les anciens catholiques et la guerre étrangère il n'y ait beaucoup mieux qu'une coïncidence, une véritable relation de cause à effet. N'a-t-il pas recueilli des indices troublants ? Ne sait-il pas que les nouveaux catholiques cévenols ont acheté les armes d'un grand nombre de déserteurs espagnols qui se sont retirés dans leurs montagnes ? « J'ai lieu de croire, écrit-il en hâte, que l'approche et le retour des Anglais va augmenter leur confiance et leur témérité. » Il n'avouait alors que des soupçons. Quelques jours plus tard, le voici qui insiste, appuyant sur ses accusations avec une fermeté sûre d'elle-même : « Je ne puis pas douter, dit-il, que depuis la déclaration de la guerre au roi d'Angleterre, il ne soit arrivé plusieurs émissaires des pays étrangers dans les principaux lieux de cette province infectés du calvinisme, pour fomenter la rébellion, et j'ai appris de bonne part que Milord Stair avait fait proposer aux prétendus synodes des nouveaux catholiques des secours considérables pour rétablir le culte de leur religion, s'ils voulaient faire les démarches nécessaires pour secouer le joug de l'autorité du roi, mais on m'a assuré en même temps que ces propositions avaient été rejetées<sup>2</sup>. »

Ce mois de mars, qui avait été pour Lenain un mois

1. Lettre du 20 mars, A. N. TT. 438.

2. Voir, *loc. cit.*, ses lettres des 6 et 22 avril.

d'alertes, passa néanmoins sans gros incidents. Mais le mois de mai fut pénible. Les protestants poursuivaient avec ténacité la liberté de leurs mouvements. Il avaient mis généralement quelque discrétion à convoquer leurs assemblées ; désormais, les pasteurs secouent les liens et parlent haut. Ce qui surtout effraye Lenain, c'est d'apprendre que la « plupart de ceux qui assistent aux assemblées sont armés » et résolus à faire usage de leurs armes<sup>1</sup>. Et quelles foules immenses s'échelonnent le long des routes, pour se rendre, au chant des cantiques, aux lieux de leurs réunions ! Vers Uzès, les fidèles s'attroupent sans répit ; dans le Vivarais, cinq mille personnes se sont réunies, le 4 mai, du côté de Vallon ; aux environs d'Alais, à Rouve-Courbat, sur la paroisse du Pin, au Mas Miger et au Mas de Gardies, le pasteur Roux harangue, les 3 et 6 mai et dans la quinzaine de Pâques, des foules aussi nombreuses<sup>2</sup> ; le 10 mai, quatre mille fidèles, la plupart armés d'épées et de fusils, se rendent à Saint-Jean-Chambre, près de Vernoux, en Vivarais. et le jour de l'Ascension, au domaine de la Selle, sur la paroisse de Boffre, où parle avec chaleur le ministre Majal ; le 24 mai enfin, jour de la Pentecôte, les catholiques furent les spectateurs étonnés d'une manifestation grandiose, où parurent vingt mille religionnaires, accourus de Lyon, du Dauphiné, de Saint-Esprit, d'Orange, de Marseille et de tout le Languedoc ; cette immense armée se réunit au bois de Saint-Bénézet, à trois lieues d'Alais, où prêchèrent neuf ministres, et où trois jeunes gens se présentèrent afin d'être reçus proposants.

Lenain s'imaginait assister à la mobilisation des forces huguenotes, organisées, encadrées, discipli-

1. Voir sa lettre du 13 mai, *loc. cit.*

2. Lettre de Ladevèze, du 20 juin 1744, liasse Ladevèze, *loc. cit.*

nées, et auxquelles ne manquaient ni l'ardeur de la revanche, ni des chefs audacieux<sup>1</sup>. Car, ainsi que le lui faisait remarquer son ami M. de Ladevèze, les ministres sont plus nombreux que jamais et « se sont partagés les paroisses des Cévennes, du Lavaunage et du Vivarais ». L'église protestante travaille à reconstituer ses cadres, et ne sera pas longue à se rétablir sur les positions reconquises<sup>2</sup>. L'intendant est bien obligé de faire à son tour des aveux attristants : « On compte, dit-il, cent catholiques apostats pour un protestant qui se convertit. » Et sans doute ces « catholiques » si empressés à l'apostasie ne sont-ils catholiques que de fraîche date, et si peu convaincus ! Mais ce sont là des forces qui vont grossir le parti. Lenain songe que l'heure est enfin venue d'agir, non plus selon des mesures velléitaires, mais selon un plan hardiment défini<sup>3</sup>.

Ce revirement est surtout sensible à partir de juin, et telle lettre de Lenain, celle du 10 juin par exemple, marque avec netteté la courbe ascendante de cette évolution.

Les événements se sont, en effet, précipités et beaucoup de masques sont tombés. Lenain a pu voir une face de la réalité qui se dissimulait davantage, et ce spectacle a fini de l'édifier. Si les deux assemblées, tenues au début de juin, du côté de Saint-Agrève, le long de la rivière du Doux, ne lui inspirent qu'une médiocre confiance, car on prétend qu'un ministre anglais y aurait officié ; si l'assemblée tenue dans la nuit du 19 au 20 juin au bois de Malet voisin de Montpellier, où 2000 fidèles venus en grande partie des

1. A cette même date les curés vivaient dans la terreur d'un soulèvement camisard (Voir plus haut, lettre du curé de Sommières).

2. Lenain reconnaît dans sa lettre du 15 mai le caractère pacifique de Roux.

3. Voir sa lettre du 8 juin.

pays d'alentour se sont rendus « en triomphe », ne l'effraye qu'à moitié, l'assemblée présidée le 29 juin, tout auprès de Montpellier, par le fameux ministre Court le jette dans la consternation. Il a connaissance des propos audacieux tenus par le pasteur. « Il dit aux assistants, après son discours, qu'il était honteux qu'après un temps où ils jouissaient de la paix la plus parfaite, ils s'exposassent à périr et à endommager leur santé en allant à des assemblées nocturnes et si éloignées ; que la première qui serait convoquée se tiendrait au pied des murs de Montpellier ; qu'ils ne devaient rien craindre à ce sujet, puisqu'en ayant tenu lui-même une à Saint-Hippolyte sous le balcon du commandant qui en écrivit à la Cour, il lui fut répondu qu'il l'avait rêvé dans un profond sommeil <sup>1</sup>. » Voilà des assurances que l'intendant met aussitôt au compte de l'esprit de rébellion, car il ne met pas en doute leur authenticité et croit avoir tellement de raisons d'en admettre la vraisemblance ! Le pasteur Court est désormais classé parmi les factieux, et nous verrons que, cinq mois plus tard, à la suite d'événements où l'on impliquait sa responsabilité, le ministre de Lausanne aura à cœur de se justifier en une ample apologie <sup>2</sup>.

Mais si Lenain augure mal de l'intervention de ce ministre étranger, c'est principalement qu'il s'est déclaré en cette même assemblée du 29 juin contre le ministre Boyer, que l'on a frappé d'interdit. Châti-

1. Voir sa lettre du 6 juillet : A. N. TT, 438.

2. Les lettres écrites par A. Court à sa femme, lors de son voyage en France, sont très révélatrices. Le 10 juin, il raconte la tenue de l'assemblée du 24 mai : les curés eux-mêmes, dit-il, ont logé des religieux. « Le peuple se croit aux portes de la liberté, et elle va en effet à un degré difficile à être imaginé. » Le 17 juin il a tenu conseil avec 40 notables de Nîmes, le 23 juin a vu Boyer qui accepte son arbitrage. Il raconte que les soldats « donnent des bénédictions » aux dames qui vont aux assemblées. « Tout se fait ici avec une liberté à peu près aussi grande qu'à Lausanne ». B. P. I., 1878, p. 19-35 et 64-85.



ment qui ne saurait laisser M. Lenain indifférent. Car Boyer est l'homme de l'intendant. C'est là le secret le plus important de la politique de Lenain à l'égard des réformés<sup>1</sup>. Désespérant de contenir les religionnaires par la force, qui lui faisait défaut, Lenain s'était résolu à employer la négociation occulte.

« Un de mes subdélégués, raconte-t-il, est en correspondance avec Boyer, qui ignore que ce soit par mon ordre. Parmi les ministres qui sont actuellement dans cette province, Boyer est sans doute le plus habile, le plus sage et le plus capable de contenir les peuples. Il prêche la soumission, et fait prier Dieu pour le roi; il blâme hautement le port d'armes. Tant qu'il conservera son crédit, je ne crois pas que nous devions redouter un éclat, mais les partis modérés qu'il a toujours proposés l'ont rendu suspect et odieux parmi les autres ministres qui l'attaquent vivement dans ses mœurs et sa doctrine. Cette division qui partage les religionnaires produit un bien<sup>2</sup>, mais si Boyer succombait et perdait sa considération, les autres prédicants, auxquels le fanatisme tient lieu de savoir, acquerraient bientôt une autorité dont ils abuseraient pour porter les nouveaux catholiques aux dernières extrémités, à moins que la prospérité des armes de Sa Majesté ne leur imposât silence. J'ai cru, Monsieur, devoir vous rendre compte de ces circonstances délicates, en vous suppliant de ne parler à personne de mes relations avec Boyer. Vous sentez combien il serait dangereux de laisser transpirer un pareil secret. »

Que devenait désormais un secret si jalousement

1. Voir sa lettre du 40 juillet. Elle était accompagnée d'un mémoire qui « contient des faits aussi importants qu'ils sont certains », dit Lenain. Ce mémoire a disparu !

2. En effet il y avait, sur la question Boyer, un schisme véritable, qui sera terminé par l'intervention d'Antoine Court. *B. P. F.*, 1912, p. 376. 363.

gardé? Boyer perdu, discrédité, frappé d'interdit, dénoncé aux réformés qui l'abandonneront à son sort, c'était tout le plan défensif de Lenain mis à terre pour jamais. De cela, l'intendant ne pouvait prendre son parti. Menacé de ne plus rien savoir de ce qui se trame au sein des conciliabules secrets des anciens et des pasteurs, il pense qu'il ne doit plus se laisser dépasser par les événements. Le voici acculé, de gré ou de force, à l'action.

Coïncidence étrange! C'est à l'heure même où il se voit privé des bons offices de Boyer, que Lenain entend de tous côtés gronder l'émeute.

Dans le Haut-Languedoc, les événements prennent en juillet une allure tragique<sup>1</sup>; Lenain ne cesse de pousser, vers le Secrétaire d'Etat, des appels désespérés. Avec quel effroi ne rédige-t-il pas, de sa propre main<sup>2</sup>, et presque jour par jour, ces longues dépêches officielles, chargées de secouer enfin l'inertie d'une Cour obstinée à ne point voir le danger! La province est inondée d'écrits « composés avec beaucoup d'art » où l'on réclame la liberté de conscience. De grands espoirs se lèvent dans le camp ennemi, où l'on dit que le maréchal de Richelieu et le maréchal de Saxe, instruits par ces mémoires, ne manqueront pas d'intervenir auprès du roi en faveur de l'église opprimée<sup>3</sup>. Les

1. Les événements de Montauban se développent, et aux diocèses de Castres et de Lavaur « l'audace des nouveaux convertis, écrit Lenain, s'accroît tous les jours; ils paraissent être dans des dispositions à faire craindre quelque entreprise de leur part ». TT, 438, lettre du 31 juillet 1744. Cependant l'attitude de Ladevèze est encore nettement hostile à tout acte qui ressemblerait à une prise d'armes, mesure préventive que l'évêque de Castres n'était pas éloigné de recommander. L'évêque se plaignit même à la Cour qui lui répondit, le 26 juillet, que la conduite de M. Ladevèze était conforme aux instructions de Sa Majesté. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 150.

2. Ordinairement, les dépêches de Lenain sont écrites par un secrétaire. Mais les lettres vraiment graves, celles des 20 et 21 juillet, du 24 août en particulier, sont tout entières de sa main.

3. Les protestants firent en effet courir le bruit que le roi avait ac-

derniers quartiers, où l'on avait péniblement préservé l'ordre public, viennent d'entrer dans le mouvement : le diocèse d'Agde est perdu pour le roi. Et les nouvelles les plus alarmantes ne cessent de circuler, qui stimulent les volontés indécises. Ne dit-on pas que le prince Charles, qui a passé le Rhin, va détruire nos armées françaises ? Les prédicants exagèrent les maux de la patrie, voulant par là « exciter les peuples à la révolte ». Le jour n'est plus loin où l'on verra les protestants exécuter leurs menaces, rebâtir leurs temples, brûler les églises, massacrer les prêtres. « Verrons-nous croître cet embrasement sans entreprendre d'y remédier ? » Puisque les troupes manquent, « il n'est qu'un obstacle que nous puissions opposer à ces violences, c'est d'armer les catholiques, qui le demandent avec passion ». Lenain surveille cependant ce foyer d'incendie, qui s'étend, exerce ses ravages, sans qu'une force quelconque vienne au secours du pays menacé. Le mois d'août fut sinistre. Après avoir levé l'étendard de la révolte, les protestants tant du Haut que du Bas-Languedoc s'oublèrent jusqu'à prier Dieu publiquement pour la reine de Hongrie et c'est « ce qui m'a le plus affligé », disait l'intendant avec amertume<sup>1</sup>. Son irritation est alors extrême. Il ne voit partout que des ennemis du roi qui ne daignent plus dissimuler leur rébellion ; n'entend partout que les propos les plus séditieux, prières impies pour le succès de la reine de Hongrie et cantiques pervers où le roi est très maltraité ; et signale de la part des nouveaux catholiques des réjouissances publiques quand le roi tombe malade et l'affliction générale quand il entre en convaless-

cordé la liberté de conscience aux prières du maréchal de Saxe. Saint-Florentin s'efforcera, en décembre 1744, de détromper les protestants de Navarre..., par une avalanche de sanctions. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 293.

1. Ladevèze, Châteauneuf et Lenain s'accordent, plusieurs fois, pour répéter cette accusation.

cence. « Vous pouvez compter, dit-il à Saint-Florentin, que la rébellion est infiniment plus générale que dans le temps des fanatiques et des Camisards... J'ai des avis que les ministres ont imploré le secours des rois d'Angleterre et de Sardaigne, mais la négociation s'est extrêmement refroidie depuis que le roi de Prusse s'est déclaré contre la reine de Hongrie, et les prédicants qui avaient flatté les peuples par des espérances séditeuses sont repassés à Genève, en annonçant qu'ils reviendraient dans la province vers le milieu du mois prochain<sup>1</sup>. »

Sur ces entrefaites, les protestants réunirent un synode général, le 18 août, dans une métairie située auprès de Lezan et Ledignan, au diocèse de Nîmes. Lenain prétend qu'il y eut, à cette première réunion, quatre-vingt-douze députés, ministres ou anciens. Et le 21 août, dans une assemblée de trente mille personnes, convoquée « sur le grand chemin qui va de Nîmes à Alais », Antoine Court prononça un verdict d'acquiescement en faveur de Boyer et des ministres Grail et Gaubert qui l'avaient suivi dans son schisme.

Il ne semble pas que Lenain ait éprouvé, malgré l'importance de ces assises solennelles, une particulière appréhension sur leurs résultats et leurs actes. Bien d'autres affaires allaient retenir toute son attention.

La province devenait le théâtre d'étranges déplacements de foules. Des réfugiés, depuis vingt-cinq ans absents du Languedoc, étaient signalés sur les routes de Genève ; dépourvus de tout passeport, en grand secret, ils se dirigeaient vers le Languedoc et les Cévennes, et cette rentrée mystérieuse coïncidait avec les renseignements les plus alarmants que l'on faisait parvenir à Lenain. On y disait que les Anglais avaient envoyé deux cents émissaires afin de soulever le Lan-

1. Voir les lettres du 21 juillet et du 24 août 1744, *loc. cit.*

guedoc et d'obliger le roi à y envoyer des troupes, diversion qui affaiblirait sensiblement notre front d'attaque. On avait vu des étrangers s'infiltrer mystérieusement à Vianne, au diocèse de Castres, où les religionnaires montraient déjà une si vive hostilité <sup>1</sup>.

Tous les bruits qu'engendre la peur trouvaient créance auprès de l'intendant et même auprès du roi. Saint-Florentin demeurait émerveillé de la vigilance de M. Lenain laquelle, disait-il, s'étend sur tout, et ne laisse rien dans l'ombre « de ce que les prédicants peuvent tramer au-dedans et au-dehors du royaume ». Louis XV fut tenu minutieusement au courant de ces intrigues nouvelles, et Saint-Florentin n'hésitait pas à imputer aux émissaires anglais le trouble fomenté en Languedoc. Le roi, que ces nouvelles jetaient dans une vive alarme, se désespérait de n'être pas en état d'envoyer des troupes au secours de l'intendant, et recommandait d'agir avec une extrême prudence <sup>2</sup>.

Mais le moyen de garder son sang-froid quand on apprend de M. de Châteauneuf, commandant en Vivarais, que les nouveaux catholiques des lieux de la Gorce et de Vallon « tiennent des discours séditions, ont déjà insulté et maltraité plusieurs prêtres » et menacent d'allumer une sédition générale? Quand, au diocèse de Rieux, trois mille religionnaires se sont rassemblés au Cayla, dans la nuit du 12 au 13 septembre, et ont juré de reprendre l'exercice de leur culte? Quand, au diocèse de Montpellier, le ministre Verzenobre a promis à ses auditeurs, à l'assemblée tenue le 20 septembre entre Montbazen et Grémian, que les temples seraient reconstruits, bon gré mal gré, au courant de l'année? Quand, dans le Haut-Languedoc, le

1. Voir les lettres de Lenain des 4, 9 et 11 septembre 1744.

2. A. N. O<sup>1</sup> 440, lettres de septembre, f<sup>o</sup>s 185, 197, 201. Toutes ces lettres sont dictées par le souci d'éviter le plus possible le retour aux sanctions, afin de « ne pas exciter une guerre civile ». Voir les lettres de Saint-Florentin à M. de Ladevèze, en juillet et août, A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup>s 132, 149, 158.

ministre Viala tient des discours provocateurs à des foules immenses?<sup>1</sup> Le commandant Ladevèze n'est pas moins catégorique : il connaît les trois pasteurs qui, vers le Haut-Languedoc, sèment la sédition, forment ouvertement les vœux les plus explicites pour le succès de nos ennemis, et se font une tactique de multiplier les assemblées, afin d'attirer ainsi les troupes du roi et de faire une diversion. Il a pu se procurer une copie de la lettre du ministre Reynard (?) à ses fidèles du pays de Valence. Le pasteur y assure que, venu pour la troisième fois au milieu de ses ouailles, il est bien décidé à ne les plus quitter, parce que la persécution a cessé et cessé le règne des évêques, qui vivent dans la mollesse, des curés qui se complaisent dans l'ignorance et la fainéantise, des moines enfin, cette « vile racaille qui passe son existence dans d'infâmes désordres<sup>2</sup> ». Ces paroles imprudentes tombaient sur des âmes que Lenain jugeait prêtes à accomplir toutes les folies. Les exodes ne cessaient point; ils avaient pris des proportions vraiment étonnantes. De Provence accouraient maintenant des groupes compacts de trente, cinquante, cent et deux cents religieux. En six jours, Lenain calcule qu'environ trois mille pèlerins sont ainsi passés à Tarascon<sup>3</sup>.

Suprême danger : le fanatisme renaît, non pas celui qu'allument les ministres, qu'ils demeurent maîtres d'endiguer à leur volonté, mais celui qu'engendre la race des prophètes, gens illuminés qui lisent dans les saintes Ecritures le redressement de l'histoire douloureuse de l'église, et surexcitent des enthousiasmes qui bientôt les soulèvent eux-mêmes dans un tourbillon de folie. Un certain Le Baron exerce déjà de véritables

1. Voir lettre de Lenain du 28 septembre, *loc. cit.*

2. Voir les lettres de Ladevèze des 10 et 17 août, 6 novembre 1744, liasse Ladevèze.

3. Voir sa lettre du 11 septembre.

ravages, par ses commentaires de l'Apocalypse. Lenain redoute que cette peste ne s'étende<sup>1</sup>.

Ayant longuement hésité, ballotté de l'espérance à la crainte et de l'audace à la frayeur, l'intendant ne peut plus reculer l'heure de l'action.

Brusquement il passe à l'offensive, dans la première moitié du mois de septembre. Ainsi que l'avait promis Antoine Court à la réunion du 29 juin, les assemblées n'étaient plus convoquées qu'au pied des murs de Montpellier, et presque sous les regards de l'intendant. Tout à coup, Ladevèze reçoit l'ordre de mettre fin à cela. Deux religieux de Montpellier, nommés Vallette et Desmarets, sont arrêtés et jetés en prison; deux catholiques « apostats » subissent le même sort, et aussi un nommé Jean David, marchand de Montpellier, accusé d'avoir fait le catéchisme et dit des paroles séditieuses. La ville est remplie de procureurs qui se font aider par des clercs religieux : les procureurs sont invités, sur un ton qui n'admet point la réplique, à ne se servir plus de ces hérétiques<sup>2</sup>.

Surprenant effet de la force ! Lenain s'émerveille de la rapidité avec laquelle toutes ces sanctions ont été exécutées, et de l'abattement qu'elles ont répandu parmi ce peuple devant lequel on avait si longtemps tremblé ! « Les nouveaux catholiques de cette ville, écrit-il, sont extrêmement consternés, ... et, bien loin de murmurer, ils implorent la clémence de Sa Majesté et avouent leur tort. »

1. Voir la lettre du 9 septembre de Saint-Florentin à Ladevèze. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 190.

2. Lettre de Lenain du 28 septembre, A. N. TT, 438, et de Saint-Florentin à Ladevèze, le 11 octobre, A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 214. A la date du 4 septembre Saint-Florentin accorde enfin que « l'on arrête ceux qui allument le feu de la sédition », mais il a bien soin de prévenir Ladevèze qu'il devra « arrêter les catholiques les plus emportés et les protestants les plus fanatiques », afin que l'on voie « que c'est par rapport à l'ordre public et non en haine de la R. P. R. qu'on en vient à des rigueurs ». *Loc. cit.*, f<sup>o</sup> 185.



Plus les protestants imploraient, plus s'accroissait le courage d'un intendant qui avait, à ce point de vue, beaucoup à faire oublier. Sans désespérer, il annonce sa ferme volonté de voir cesser les assemblées. Ses subdélégués reçoivent l'ordre de courir la campagne, de surprendre les réunions, de trouver des coupables, et surtout de frapper d'amendes sans aucune pitié. Les nouveaux catholiques d'Alais, ayant projeté de s'assembler le 18 octobre, furent surpris par ces ordres et n'osèrent passer outre. « Ils paraissent fort consternés », disait Lenain avec une satisfaction visible<sup>1</sup>. Son commandant Ladevèze osait davantage : il prétendit obliger les parents dont les enfants avaient été baptisés par des pasteurs à les porter à l'église. Contre toute attente, les religionnaires s'inclinèrent, mais Saint-Florentin avait éprouvé quelque crainte, car, écrivait-il à l'heureux maître du jour, « c'est là les frapper dans ce qui concerne l'exercice de leur religion, et par conséquent, dans ce qui leur est le plus sensible<sup>2</sup> ». Non moins ardent, l'évêque d'Uzès dénonce les assemblées secrètes, les notaires complaisants qui libellent des contrats de mariage illégaux, les écoles protestantes habilement camouflées, et il réclame des mesures décisives<sup>3</sup>. Lenain n'hésite plus. Sous le prétexte que « les extrêmes ménagements ne paraissent plus nécessaires », il fait publier son ordonnance d'octobre, qui interdit d'ouvrir aucune école sans la permission de l'évêque, et la fait afficher jusque dans les villages les plus infectés par l'hérésie.

Vers la fin de ce même mois, la victoire se transformait en un triomphe. Lenain se réjouit de ce que partout l'alarme a jeté le désarroi parmi les prédicants. « Il vient d'en sortir quinze de cette province... Le nommé

1. Voir sa lettre du 21 octobre.

2. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 214; lettre du 11 octobre.

3. Voir la lettre de Lenain du 2 novembre, A. N. TT, 438.

Court, fameux ministre résidant à Lausanne, qui était venu en Languedoc pour la décision des affaires de Boyer, est également sorti de la province <sup>1</sup>... »

Non toutefois sans s'être justifié aux yeux de Ladevèze, à qui il avait adressé une longue apologie de son œuvre<sup>2</sup>. Mais le commandant lui fit un accueil désespérant. Court se glorifiait — et à bon droit, nous pouvons aujourd'hui le reconnaître — d'avoir contribué à apaiser l'irritation des esprits et ranimer le loyalisme des sujets de Louis XV. « Je ne lui attribue pas, répondit Ladevèze, le changement de conduite de nos religionnaires dans ces cantons; nous ne le devons qu'aux exemples qu'on a faits ici, qui en ont imposé à tous ceux qui ont quelque chose à perdre. »

Une confiance aussi absolue dans l'œuvre des sanctions nous fait comprendre que l'on se soit obstiné, jusqu'à la fin de l'année, à multiplier les coups d'autorité. Richelieu ne s'en fit pas faute. Le 15 décembre, l'ordre est expédié d'arrêter vingt et un nouveaux convertis des diocèses de Viviers, Uzès, Alais, Nîmes, Béziers, Castres, Lavaur, Albi et de les jeter aux prisons du château de Beauregard, du château d'Alais, à la citadelle de Montpellier, au fort Brescou et au château de Ferrières<sup>3</sup>. De lourdes amendes frappent en même temps plusieurs arrondissements de ces diocèses<sup>4</sup>. Richelieu n'épargna ni les hommes ni les choses. On tint la main à ce que les sanctions fussent lourdement ressenties par les inculpés. Les prisonniers n'arrivèrent à se libérer qu'à la suite de frais ruineux,

1. Voir sa lettre du 21 octobre.

2. Cette longue lettre de Court, fort importante, se trouve au dossier Ladevèze, A. N. TT, 438, avec la lettre écrite par Ladevèze, le 9 octobre 1744. M. Hugues a publié l'apologie de Court, t. II, p. 447-453.

3. L'état de ces nouveaux convertis condamnés est aux A. N. TT, 438, f<sup>o</sup> 112. Les motifs de l'emprisonnement sont curieux : les soupçons y voisinent avec les accusations formelles.

4. La liste des amendes infligées par Richelieu a été donnée par Lennain, dans sa lettre du 23 décembre 1744, A. N. TT, 438.

qu'ils acceptèrent pour démontrer leur innocence. D'autres se résignèrent à subir la volonté de leurs juges et firent profession de foi catholique. Pour payer les amendes, certains religieux furent réduits à la nécessité de vendre leurs biens. A en croire un mémoire de 1747, ces taxes avaient ruiné et ravagé les villes et les campagnes, et accablé les gens de Nîmes, d'Uzès, d'Alais, de Ganges, de Castres, de Puy-laurens, de Revel et de Réalmont<sup>1</sup>.

Malgré son assurance, Lenain fut épouvanté devant cette hécatombe. Richelieu avait dépassé les bornes de la prudence, et mis l'intendant dans l'obligation de préserver l'avenir. Il fallut se tourner vers la Cour et implorer un envoi de troupes suffisantes. « Il s'agit, disait Lenain, de prévenir une guerre civile. » Alors il rappela l'histoire des Camisards, le désespoir de l'intendant qui avait demandé deux bataillons et un régiment de dragons que la Cour refusa, puis la lutte sauvage qui força le roi, moins d'un an après son refus, à envoyer aux Cévennes trente bataillons, trois régiments de dragons, et un grand nombre de milices et de compagnies franches<sup>2</sup>.

Saint-Florentin ne partageait plus ces craintes. Les exemples récents avaient mis en évidence le prestige de la force. Les mesures du duc de Richelieu reçurent pleine approbation ; l'intendant fut laissé à lui-même et le spectre des Camisards n'apparut que comme un vain épouvantail. Même la Cour décida de généraliser les procédés mis en œuvre en Languedoc. M. de Gudanes reçut l'ordre de frapper, au pays de Foix, certains coupables, tel ce Jacques Moussonne « chez qui se tiennent les assemblées », et d'arrêter, si possible, un prédicant. Gudanes fit aussitôt preuve d'un zèle excessif et

1. Voir le Mémoire de 1747, A. N. H. 1093-94.

2. Voir sa lettre du 23 novembre.

arrêta, d'un coup, six nouveaux catholiques ; on l'en félicita, et on lui conseilla de les punir « d'une prison un peu longue <sup>1</sup> ». En Navarre enfin, l'intendant, M. Caze de La Bove, fut prié de ne plus retarder les sanctions contre les religionnaires de Mauvezin, et, toute prudence sauve, de faire parade, de temps à autre, d'une brigade de maréchaussée, dont la vue suffira à contenir les mal intentionnés <sup>2</sup>.

Lenain aurait souhaité borner là son triomphe : son audace, longue à s'affirmer, n'aspirait plus qu'à la paix. Mais les événements entraînent les hommes. L'histoire se fait, souvent, contre les volontés et les prévisions de ceux qui, l'ayant préparée, s'imaginent l'avoir enfermée en des bornes précises.

#### IV

Les oscillations de confiance et de terreur, les essais déjà multipliés de la force en des régions particulièrement agitées, ne pouvaient se prolonger sans accroître au cœur de Saint-Florentin, à la fois le sentiment de la rancune et celui de sa puissance. Cette double pression le jeta aux mesures extrêmes. Les événements du Dauphiné livrèrent tout d'abord cette province au ressentiment de la Cour <sup>3</sup>.

En Dauphiné, comme partout ailleurs, l'usage des assemblées n'avait jamais discontinué. Toutefois, le parlement de Grenoble ayant souvent manifesté l'hostilité qu'il nourrissait à l'égard des réformés, les assemblées y étaient tenues secrètes. En 1743, le Languedoc fut le premier à s'affranchir de cet usage, sous

1. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>os</sup> 239 et 279, lettres du 31 octobre et du 14 décembre.

2. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>os</sup> 289 et 293, lettres des 23 et 28 décembre.

3. Les événements du Dauphiné en 1745-1746 sont longuement racontés dans un important Mémoire des protestants, écrit dans les premiers mois de l'année 1747, qui se trouve aux A. N. H. 1093-94, n<sup>o</sup> 401, 46 pages.

la force d'événements politiques qui ne présentaient sans doute que de lointains rapports avec le désir, qu'invoquèrent plus tard les protestants, de montrer, en les rendant publiques, qu'il ne se passait dans ces réunions aucune chose contraire aux bonnes mœurs et à l'État. L'exemple entraîna les religieux dauphinois qui résolurent, dans un synode tenu le 1<sup>er</sup> mars 1744, d'agir avec la même liberté <sup>1</sup>. Les circonstances paraissaient favorables. La généralité recevait un nouvel intendant, M. J. de La Porte, qui succédait à Berthier de Sauvigny, et l'on pouvait espérer qu'avec lui se continuerait la politique de douceur. La Cour était enfin trop sérieusement engagée dans une guerre pénible, pour songer à détourner même une force minime des champs de bataille lointains. Les espérances se fortifièrent, quand on vit que les assemblées tenues publiquement n'étaient troublées ni pendant le mois de mars, ni pendant le mois d'avril. L'orage s'amoncela brusquement au début de mai, à la suite d'une dénonciation que l'on a toutes raisons de tenir pour calomnieuse <sup>2</sup>. La Cour fut prévenue qu'à l'une de ces assemblées, tenue le 1<sup>er</sup> mai, un ministre, que l'on disait être Roger, avait lu à son auditoire une pièce en forme d'*édit de tolérance*, délivré par le roi et signé de sa main. Louis XV, qui était alors devant Ypres, ordonna à d'Argenson d'en écrire à M. de Piolenc, résolu qu'il était d'infliger une punition exemplaire aux auteurs de ce faux. La lettre royale fut donc imprimée et le parlement de Grenoble cita, informa, se donna mille mou-

1. Nous ne trouvons point ce synode indiqué dans la liste dressée par E. ARNAUD, *Supplément aux synodes du Désert de M. E. Hugues, renfermant 21 synodes ou colloques inédits du Désert du Dauphiné*, Paris, 1892. Cependant le Mémoire est formel sur la date et la résolution de ce synode.

2. Voir A. COURT, *Mémoire hist.*, p. 28. Tous les rapports envoyés par les officiers du roi s'accordent à montrer les événements sous un jour très sombre. Voir A. M. G., n° 3.063, sur l'agitation à Die et Gap en 1744; n°s 3.116, 3.117, sur l'agitation dans le Diois, de mai à août 1745.

vements pour vérifier l'accusation. Ainsi s'ouvrit l'ère des répressions.

Dès le mois d'octobre, des centaines de procédures se trouvèrent engagées. Toutes les maréchaussées furent mises en campagne afin d'arrêter les religionnaires inculpés ou dénoncés. Certains ont même prétendu que ces incursions ne se faisaient plus qu'en présence du bourreau, afin d'augmenter la terreur parmi les protestants. Les prisons de Montélimart, de Valence, de Die, de Crest, de Grenoble, se trouvèrent tout à coup remplies.

Le parlement ne cessait d'instrumenter. Ses arrêts, plus rigoureux les uns que les autres, jetèrent toute la province dans l'effroi, et le désert recueillit de nombreux fugitifs, misérables épaves échappées aux recherches de la maréchaussée. Les condamnations tombèrent bientôt après dru comme grêle. Par arrêt du 6 février 1745, le parlement condamne Paul Achard aux galères perpétuelles, après avoir subi l'infamante flétrissure que l'exécuteur de la haute justice réservait aux brigands, à l'épaule desquels il gravait, au fer rouge, les trois lettres G. A. L. (galérien). L'arrêt du 9 février condamne Jacques Bogniard au carcan, au fouet et au bannissement, et celui du 17 février, Etienne Arnaud aux galères perpétuelles. Le 2 mars suivant, le parlement instruit le procès du ministre Ranc, qu'il condamne à mort, et qui fut exécuté, le 5 mars, à Die. Le supplice ne manqua d'aucune circonstance capable d'émouvoir et de remplir d'horreur. Le jugement portait que le jeune ministre serait pendu, que sa tête serait tranchée et exposée sur un poteau dans le grand chemin, devant la porte du cabaret de Livron où il avait été arrêté<sup>1</sup>.

Comme si cette rigoureuse sentence n'avait pas suffi,

1. Voir D. BENOIT, *Louis Ranc (1719-1745)*, Paris, 1873. L'arrêt du 2 mars a été publié dans *B. P. F.*, 1864, p. 335.

on fit subir au cadavre un odieux traitement. Après l'avoir traîné le long des rues, les bourreaux rencontrèrent un jeune réformé qui marquait une vive douleur à ce spectacle, et l'obligèrent à les aider à jeter le cadavre dans un égout.

Onze jours après cette exécution, le parlement envoyait encore à la mort un jeune homme, nommé Duperron, qualifié de prédicant. Mais l'accusé avait pu s'enfuir, et fut exécuté en effigie sur une place de Grenoble. En même temps, étaient condamnés aux galères perpétuelles Pierre Bérard, Antoine Bérard et Jean Fauré, et à cinq ans de la même peine Paul Bérard.

Avec une implacable insistance, le parlement frappait, par arrêts des 4, 5, 11 et 12 mai, vingt et une personnes, dont les unes étaient envoyées sur les galères du roi pour toute leur vie, d'autres pour cinq ans, mais qui toutes étaient frappées d'amendes considérables. On vit se renouveler les châtimens corporels les plus délaissés : Alexandre Porte est fouetté, mis au carcan, et, finalement, banni du royaume ; Joseph Lambert est soumis à la question ordinaire et extraordinaire ; le notaire Joseph Maigre de Boissette est dégradé de son office et condamné à une lourde amende ; Suzanne Moignier, veuve d'Antoine Gallant, est rasée, battue de verges par l'exécuteur de la haute justice qui la traîne à travers les carrefours de Grenoble, la frappant jusqu'au sang ; sa maison de Nions est elle-même démolie de fond en comble.

Le 22 mai, le ministre Jacques Roger est condamné à être pendu et étranglé sur une place de la ville, et l'odieux supplice se continue, le lendemain, sur le cadavre même que l'on traîne par les rues de Grenoble avant de le précipiter dans l'Isère, comme indigne de sépulture<sup>1</sup>. Le 28 septembre, le parlement frappe

1. Voir D. BENOIT, *Jacques Roger (1675-1745)*, Toulouse, 1875.



encore cinq personnes d'amendes ou de bannissement ou de la peine des galères. L'arrêt du 15 octobre suivant condamne jusqu'à vingt-neuf inculpés, tous aux galères perpétuelles ou à temps; Madeleine Calvet est livrée aux mains du bourreau pour être fustigée, le long des rues de Grenoble, jusqu'à l'effusion du sang; les granges de Jean Isnard et Daniel Payau sont démolies jusqu'aux fondements; un certain nombre de religionnaires mariés au désert reçoivent défense de cohabiter, sous peine d'être poursuivis comme concubinaires publics, et sont cependant tous condamnés à des amendes variant de 10 à 300 livres; quelques inculpés enfin qui n'avaient pas encore été l'objet de procédures, se voient subitement appréhendés et jetés en prison en attendant leur procès, et les biens de ceux qui s'étaient enfuis passent sous l'administration de la régie.

Le 6 novembre, un nouvel arrêt condamnait trente et un gentilshommes, les uns aux galères perpétuelles, les autres aux galères à temps, tous à des amendes, tous à être déchus de la noblesse, et un certain nombre dépouillés de leurs biens. Cette succession d'actes rigoureux avait jeté toute la province dans la plus grande terreur. Il semblait que le zèle du parlement avait enfin épuisé les listes des suspects, et, de fait, du mois de novembre 1745 au mois d'avril 1746, une véritable accalmie rendit quelque espérance aux réformés. Ce n'était qu'une éclaircie dans la tourmente.

Par arrêt du 2 avril, le parlement condamne à diverses peines cent quarante-cinq personnes, parmi lesquelles se trouvent sept ministres ou proposants, savoir les nommés Vouland, Rolland, Delacour, Desnoyer, Dubuisson, Ranc et Paul Faure, qui seront pendus et étranglés, sur la place de Bréteil à Grenoble, à des potences dressées à cet effet, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Les trois fidèles Pierre Roland, Claude Pialla

et Louis Noir seront, le premier, pendu, et les deux autres conduits aux galères pour leur vie; trois autres seront punis de cinq ans de galères; six autres, de bannissement; deux femmes, Perminjat et Marthe Martin, seront rasées et enfermées pendant dix ans; les granges de quatre religionnaires seront renversées jusqu'aux fondements; dix prétendus mariés ne pourront cohabiter, à peine de poursuites; enfin les cent treize autres sont frappés d'amendes et astreints à payer des aumônes, applicables à l'instruction des enfants des nouveaux convertis du diocèse de Die, ainsi qu'en disposera l'évêque de cette ville.

Cinq mois de repos furent accordés à la justice après cette avalanche de sanctions, et, le 23 septembre, le parlement englobe, en un seul arrêt, quarante-quatre personnes, dont huit sont condamnées aux galères perpétuelles, trois, à dix ans et sept à cinq ans de la même peine; quatre autres au bannissement; deux femmes doivent être rasées et enfermées leur vie durant; deux autres, pendant cinq ans; plusieurs sont cependant décrétés d'ajournement, mais toute la gamme des amendes se distribue entre les quarante-quatre victimes.

Les familles nobles n'étaient pas moins frappées. On vit la marquise de Monjon enfermée dans un couvent; des enfants arrachés à leurs familles pour être confiés à des séminaires; M. de Montrond, seigneur du Plan de Baye arrêté en janvier 1745 et condamné par arrêt du 28 février à 3.000 livres d'amende, à perdre la juridiction de sa terre, et, bien qu'il eût acquitté sa dette, à être transféré, par une lettre de cachet du roi, des prisons de Grenoble à celles de Crest, où il fut étroitement gardé jusqu'à la fin du mois de novembre suivant.

Sans nous dissimuler que bon nombre de ces condamnations tombaient sur des inculpés dont le premier soin avait été de se mettre par la fuite à l'abri de la jus-

tice, il n'en reste pas moins que tant de sévérités, d'amendes et de jours de galères, s'ajoutant aux potences sur lesquelles avaient expiré deux jeunes ministres, avaient réduit le Dauphiné à la dernière désolation.

Beaucoup moins pénible était la situation des autres provinces.

Le terrible Gudanes lui-même avait été contenu, quand il avait manifesté son intention de faire une levée de milices bourgeoises, avec lesquelles il devait parcourir le comté de Foix et y rétablir l'ordre. Saint-Florentin n'avait point goûté cette façon expéditive de calmer les esprits : il en redoutait les conséquences, l'alarme générale, le branle-bas des forces huguenotes des pays environnants et un désordre général<sup>1</sup>. Mais le commandant paraissait sûr de lui-même ; il osa engager sa parole qu'il « mettrait le pays de Foix à l'abri de toutes les entreprises des nouveaux convertis », et, ayant par cette audacieuse promesse ranimé l'espérance de la Cour<sup>2</sup>, reçut vers la fin de janvier 1745 l'ordre de se saisir du ministre. Deux courtes émeutes montrèrent presque aussitôt l'imprudence de pareilles assurances : les religionnaires de Tarascon et ceux de la vallée de Viedessos se soulevèrent. Gudanes abandonna toute idée de répression brutale. A force de diplomatie, d'adresse et de douceur, il apaisa les esprits irrités. Mais la Cour exigeait une victime expiatoire : il fallut arrêter un certain Hérisson, qui faisait le prédicant, et deux religionnaires, coupables d'avoir assisté aux assemblées de Gabre. Gudanes répugnait à sévir contre d'aussi petites gens, et plaida si bien leur innocence que Saint-Florentin envoya l'ordre de les élargir sans retard (13 juillet 1745)<sup>3</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>o</sup> 210; lettre du 8 octobre 1744.

2. A. N. O<sup>1</sup> 440, f<sup>os</sup> 239 et 279. Gudanes avait fait arrêter six religionnaires en octobre.

3. A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 9, 18, 59, 75, 132.

Un gros incident remit subitement tout en question. Le 9 juin 1745, plusieurs gentilshommes verriers furent arrêtés dans leurs maisons et transférés aux prisons d'Auch. Un plus grand nombre fut décrété de prise de corps, et par jugement de l'intendant d'Auch, ils furent tous condamnés, le 15 février 1746, aux galères perpétuelles, tandis que leurs biens étaient confisqués. Or, ils étaient au nombre de quarante-cinq. On les conduisit, le 31 mars, aux prisons de Toulouse d'où quatre d'entre eux furent retirés le 3 octobre 1746 et conduits aux galères<sup>1</sup>. L'un d'eux, le sieur de Courtelas, quoique gravement malade, avait été tiré de force hors de son lit et enchaîné avec un malheureux agonisant, qui mourut une heure après que le convoi se fut mis en marche. Courtelas resta attaché avec ce cadavre plusieurs heures, malgré ses prières et ses supplications.

La Cour paraissait moins que jamais favorable aux mesures de clémence. Elle avait appris que les réformés de Millau montraient quelque agitation, et que deux émissaires anglais « couraient les provinces pour y exciter les protestants à la révolte ». Gudanes reçut l'ordre de ne pas s'écarter de son commandement, et de surveiller ces étrangers dont l'un fut, en août 1745, arrêté et mis aux prisons de Foix. Mais aucune preuve ne put être fournie qu'il était un espion<sup>2</sup>.

Précisément en ces jours d'inquiétude, la Cour fut prévenue par M. de La Bove, intendant de Navarre, que dans les montagnes du Couserans un prédicant s'obstinait à convoquer des assemblées, et qu'il y avait urgence à s'emparer de ce fauteur de désordre. Bien que Saint-Florentin ne dissimulât point sa crainte de voir

1. C'étaient Isaac de Grenier, sieur de Lasterne, avec ses deux fils Jean et Marc, et Octave de Robert. Voir DE GRENIER-FAJAL, *Correspondance des frères Laborde*, 1883.

2. A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 173 et 204.

« une rébellion générale » s'élever à la suite de ce coup de force, M. de La Bove serra de près sa victime et, vers le milieu de juin, s'en empara <sup>1</sup>. C'était un certain Jean Véziat, originaire de Liège, à qui l'intendant attribua comme complices les nommés Monner, père et fils, Angely, Larchard, ainsi que Pauline Monner et Isabelle Angely. Tous furent arrêtés et Saint-Florentin redoutant de terribles conséquences de ce coup d'autorité, pressa l'intendant, le 25 juin 1745, de faire le procès à Véziat « avec toute la vivacité possible ». Deux mois suffirent à instruire le procès ; Saint-Florentin se hâta de proclamer suffisantes les preuves invoquées contre les inculpés qu'il ne fallait plus tarder à livrer au bourreau. « Des exemples, disait-il, sont nécessaires dans votre département. » Mais Véziat ne voulut pas mourir, et donna au plus tôt la profession de foi catholique qui l'arrachait au supplice. Elle ne lui évita point, d'ailleurs, de figurer dans le jugement que rendit, le 15 février 1746, M. l'intendant d'Auch. Véziat y était condamné aux galères perpétuelles, ainsi que Robert Monner fils et Larchard. Robert Monner était, au surplus, frappé d'une amende de 500 livres pour avoir fait baptiser sa fille par le ministre Olivier, et Lachard, d'une amende semblable pour s'être marié au désert, en présence du ministre Carrière. Pauline Monner et Isabelle Angely étaient condamnées à être rasées et enfermées, leur vie durant, à l'hôpital de Tarbes, pour avoir assisté à des assemblées, où la demoiselle Angely avait fait bénir son mariage. Leurs biens étaient enfin confisqués au profit du roi.

Quant aux ministres Olivier et Carrière, dit Courtès, ils devaient être livrés au bourreau, menés à Saint-Girons pour y faire amende honorable, à la porte de l'église principale, tenant en mains une torche allumée,

1. A. N. O<sup>1</sup> 441 f<sup>os</sup> 123, 142, 195.

y demander pardon à Dieu, au roi et à la justice, et être ensuite pendus et étranglés. Les pasteurs ainsi pourchassés avaient eu, il est vrai, l'adresse d'échapper à leur juge<sup>1</sup>.

En Saintonge, l'intendant de La Rochelle, M. de Barentin, avait engagé la partie contre un pasteur dont Saint-Florentin disait avec dépit qu'il avait « de l'esprit et de la hardiesse<sup>2</sup> ». Il avait surtout du courage, et, quelque surveillance que l'on exerçât à son égard, parvenait à tenir « des assemblées fréquentes et nombreuses » et à allumer « beaucoup de feu » sur toute la province. Ce n'était pas seulement la Saintonge qui s'embrasait à sa voix ; la généralité voisine du Limousin frémissait, en apprenant les succès de la restauration, et gagnée par l'exemple, se soulevait au vent de la rébellion, entraînant encore avec elle les habitants de l'Angoumois. En vain l'intendant de Limoges était-il pressé de contenir l'incendie<sup>3</sup> ; les flammes s'avançaient, menaçant de dévorer toutes les régions avoisinantes. Il fallut agir.

L'intendant de La Rochelle renouvela les représailles en août 1746, logeant chez les protestants de la Saintonge huit à dix brigades de maréchaussée, à discrétion. Un grand nombre de prisonniers furent conduits à la forteresse de La Rochelle, d'où quelques-uns ne sortirent que pour suivre, rivés à la chaîne, la route qui conduisait aux galères de Toulon, d'autres pour être fouettés publiquement par le bourreau, marqués d'une fleur de lys et bannis de la généralité, quelques-uns enfin pour être attachés aux instruments de torture, « jusqu'à ce que mort naturelle s'ensuive ». Ainsi mourut le vieillard Viviens, âgé de plus de

1. Voir le *Mémoire*, A. N. H. 1093-94.

2. A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>o</sup> 215 ; lettre du 21 septembre 1745 à M. de La Chataigneraie, intendant de Limoges. Ce ministre devait être Michel Viala.

3. A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>os</sup> 189, 212 et 215.

76 ans, exécuté pour avoir lu l'Écriture sainte et fait office de prédicant dans une assemblée religieuse<sup>1</sup>.

La répression atteignit enfin le Languedoc. A la vérité, la Cour semble bien y avoir reculé le plus possible l'échéance d'un règlement de comptes où la paix publique pouvait sombrer. C'était bien assez que d'avoir sur les bras, en même temps, les affaires du Dauphiné, celles du pays de Foix, celles de la Saintonge. Quelque revirement que l'intendant Lenain ait marqué dans ses relations officielles, toutes empreintes, comme nous l'avons vu, d'un pessimisme actif, Saint-Florentin affectait de traiter le Languedoc tout autrement que les généralités voisines. L'intendant avait, à un trop haut degré, l'esprit de la discipline pour oser s'en étonner, mais son subordonné M. de Ladevèze, qui fut toujours un peu l'enfant terrible de son parti, ne se tint plus, dans une lettre du 19 mars 1745, d'exhaler son mécontentement. En termes véhéments, il rappelait que le Haut-Languedoc, quoique plein d'agitation, jouissait de l'impunité; que cette faiblesse était d'autant plus inexplicable qu'en Dauphiné, le parlement de Grenoble venait d'agir avec vigueur, envoyant un ministre à la mort et des proposants aux galères, imposant à un gentilhomme authentique, M. de Monrond, 1.000 écus d'amende et la perte de sa juridiction sur ses vassaux, et qu'en Rouergue, on reprenait les sanctions, à la satisfaction générale de tous ceux qui étaient chargés de maintenir la tranquillité publique. Persistera-t-on à vouloir fermer les yeux sur la situation du Languedoc? M. de Ladevèze ne cache plus son humeur, et déclare qu'il est aussi l'interprète des sentiments de M. Lescaupier, non moins irrité que lui-même<sup>2</sup>.

Il n'y a donc pas à douter que, durant les premiers

1. A. N. H. 1093-94.

2. A. N. TT, 439.



mois de l'année 1745, — et jusqu'au 29 mars au moins — la Cour répugnait à l'idée d'étendre les sévères mesures qui s'exécutaient dans le Dauphiné et les provinces voisines.

Les religionnaires du Languedoc venaient de passer néanmoins par quelques rudes épreuves. Ils sortaient à peine des griffes du maréchal de Richelieu, et quelques-uns en avaient gardé des marques profondes. On aurait pu craindre de leur part un acte de désespoir. M. de Ladevèze, chargé d'exécuter les ordres de Richelieu en Vivarais, et peu rassuré sur cette campagne, avait pris, de concert avec M. de Marcieu, commandant en Dauphiné, les plus minutieuses dispositions, en vue de faire passer le Rhône, si besoin était, à des troupes de renfort<sup>1</sup>. Mais la consternation était générale; Lenain y voyait la plus sûre garantie d'une tranquillité durable. Les réformés du Vivarais courbèrent le dos sous la tourmente; ceux de Nîmes se déclarèrent tout à fait découragés, « et la plus grande partie des notables n'assistaient plus aux assemblées »; dans le diocèse d'Uzès, selon l'aveu de l'évêque même, les nouveaux catholiques étaient « désabusés », euphémisme qui nous permet de mesurer la profondeur de leur accablement<sup>2</sup>.

Ils ne songeaient guère, en effet, à relever la tête; mais, dans l'amertume de leur affliction, ils auraient souhaité alimenter leur piété à des sources pures. Alors s'organisa, à Toulouse, une sorte d'imprimerie clandestine d'où sortit le catéchisme d'Osterwald, largement répandu. Mais l'évêque d'Uzès, actif à découvrir les démarches secrètes des hérétiques, dénonça, en janvier 1745, à Saint-Florentin l'officine camouflée, à la suite de quoi l'imprimeur Delrieu fut arrêté, et, le

1. A. N. TT, 439 et O<sup>1</sup> 441, f<sup>o</sup> 15.

2. A. N. TT, 439, lettres des 4, 6 et 8 janvier 1745.

30 avril, condamné aux galères perpétuelles. Déçus de ce côté, les religionnaires se retournèrent vers la Suisse, espérant que la contrebande leur procurerait ce que le parlement de Toulouse venait de leur interdire. Par les soins d'un certain Veillame, du ministre Maroger et du sieur Prunet, des livres passaient en effet la frontière, dissimulés au fond de tonneaux de poix. La ruse fut éventée à Lyon et la justice sévit. On arrêta les complices de Maroger, qui étaient quatre réformés de Nîmes. Cependant le principal instrument de toute l'intrigue était un imprimeur, libraire d'Avignon, nommé Offroy. Il avait, prudemment, disparu, ainsi que son fils, à la première alerte. Mais Offroy laissait des amis, à Nîmes, qui furent aussitôt impliqués dans l'affaire et convaincus. Ceux-ci payèrent pour les fugitifs, et furent traités sans bienveillance; l'un condamné à trois ans de galères, trois autres, à la même peine, par contumace, et quelques autres « à des peines plus légères<sup>1</sup> ».

Ces menus incidents ne cachaient pas à Lenain le danger, toujours latent, des mesures suspendues sur la tête des réformés. Persuadée que le Languedoc était rendu à la tranquillité, la Cour avait caressé le projet, au moment où la répression battait son plein en Dauphiné, de faire le désarmement des protestants du Midi. Lenain s'y opposa fermement<sup>2</sup>. Mais il avait son idée, et qui était devenue, depuis son évolution de 1744, une sorte d'idée fixe : il était sûr que, si l'on arrêtait un prédicant ou un ministre, la paix serait assurée, mieux que par tous les moyens prônés jusque-là. C'étaient, pensait-il, des moyens dilatoires. Le maréchal de Richelieu avait établi des listes de victimes; sa sévérité n'avait eu cependant qu'une efficacité fugitive. S'il s'était rendu au projet de l'inten-

1. A. N. TT, 439, lettres du 5 mars, 3 et 19 mai, et 18 août.

2. Par sa lettre du 6 février 1745; A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>o</sup> 28.

dant, la cause du mal eût été, depuis longtemps, extirpée du Languedoc, mais il répugna toujours à ce coup d'autorité<sup>1</sup>.

Dès le 5 mars, Lenain s'efforce de réaliser son plan. Les religionnaires du pays de Castres avaient tenu une assemblée, le 14 février, où Pierre Cayre avait fait office de prédicant. L'occasion se présentait, hélas ! trop opportune. Lenain décrète le prédicant de prise de corps, ainsi que deux habitants de Castres, et confisque leurs biens. S'il eût alors été secondé par la maréchaussée, nul doute que le Languedoc eût compté un exemple de plus, mais Pierre Cayre demeura introuvable<sup>2</sup>.

L'intendant, morfondu et humilié, guettait une nouvelle occasion de frapper sûrement. Le zèle excessif d'un officier la lui fournit, moins de quinze jours après l'affaire de Castres.

A dire vrai, Lenain semble avoir éprouvé, tout d'abord, une surprise mêlée de crainte, à se voir, pour ainsi dire, mis brutalement au pied du mur. Une assemblée avait été convoquée, le 17 mars, aux environs de Mazamet. M. de Vernouillet, officier des troupes cantonnées dans la ville, l'apprit, et sans demander d'ordres explicites, se lança, à la tête de quelques soldats, sur l'assemblée. A la faveur du désordre, de nombreux protestants réussissent à s'enfuir, mais un groupe se forme de fidèles résolus à résister aux soldats du roi. La bagarre se prolonge, et les hommes de Vernouillet s'emparent de neuf religionnaires, qu'ils prennent les armes à la main. Ils les entraînent. Le crime était patent : c'était, pour les prisonniers, la peine de mort. L'horreur de la situation arrachait à Lenain, à M. de Ladevèze, à Saint-Florentin lui-même, des imprécations contre le trop zélé surboronné. Tous s'accordaient à le blâmer, à le désap-

1. Voir sa lettre du 17 février 1745; A. N. TT, 439.

2. A. N. TT, 439.

prouver, à gémir sur les conséquences de son acte, mais, par sentiment de dignité, tous s'entendirent pour « le soutenir ». Il ne fallait pas laisser l'autorité d'un homme du roi compromise. Consulté sur l'incident, le roi fut d'avis qu'il « était nécessaire d'agir suivant la rigueur des ordonnances », et de ne point traîner, pour leur application. Le jugement fut donc rendu le 6 avril 1745; les neuf prisonniers étaient condamnés aux galères perpétuelles. Lenain s'était opposé, à la dernière heure, à une condamnation plus rigoureuse, car, disait-il, « l'intention du roi n'était pas de porter la rigueur à l'excès <sup>1</sup> ».

A quoi d'ailleurs eût servi de paraître inexorable? Les protestants demeuraient accablés et incapables de réaction. Lenain constatait presque aussitôt après l'affaire de Mazamet « que les assemblées avaient cessé dans le Haut-Languedoc <sup>2</sup> ». Néanmoins, le Secrétaire d'Etat l'engageait à ne point se relâcher, « d'autant plus que la conduite tenue jusqu'à présent envers les religionnaires n'a pas été fort rigoureuse. Quelques exemples faits à propos sont capables de contenir tout mouvement ».

Les rigueurs de l'année 1745 eurent un résultat inattendu, dont Lenain aperçut aussitôt toute l'importance : elles déterminèrent, au sein du protestantisme, un schisme.

1. Sur l'affaire de Mazamet, voir A. N. TT, 439. Là se trouve la relation officielle de l'émeute, écrite par M. de Vernouillet; elle accompagne la lettre de Lenain du 22 mars. Voir aussi OI 444, f<sup>os</sup> 71, 73, 86, 100. La thèse protestante diffère naturellement du tout au tout. Selon l'auteur du mémoire cité, H. 1093-94, « l'assemblée députa quelques Messieurs auprès du commandant, à qui ils demandèrent très respectueusement quelles étaient ses intentions. Ces Messieurs en furent très mal reçus, et le détachement marcha ensuite contre l'assemblée, qui se dissipa sur-le-champ, et dont il fit 9 prisonniers, entre lesquels étaient M. de Guitard, et le sieur de Latour du Redondet, anciens officiers et chevaliers de Saint-Louis ».

2. Voir sa lettre du 3 mai : A. N. TT, 439; il dit qu'elles ont cessé « depuis le 6 avril ».

C'est le 21 juin que l'intendant, après avoir complaisamment rappelé que la condamnation aux galères des neuf prisonniers de Mazamet avait provoqué un grand nombre de soumissions et l'éclosion de curieux manifestes contre les assemblées, en fit la remarque : « Ces soumissions et ces déclarations, disait-il, ont fait comme un schisme parmi les religionnaires. Les ministres et prédicants les ont regardées comme une espèce d'apostasie, et ils ont rendu une sentence d'excommunication, dans un synode, le 10 de ce mois, contre ceux qui les ont faites. »

La crise venait de se déclarer et, tout de suite, avait pris des proportions étonnantes. C'était un écrit anonyme qui soulevait ainsi les passions. L'auteur y soutenait que le culte public n'étant pas de précepte divin, les protestants pouvaient, en sûreté de conscience, se contenter d'un culte privé, sans vaines démonstrations ni provocations irritantes comme il s'en faisait aux assemblées du désert. Il semble bien que la Cour resta longtemps dans l'ignorance de celui qui venait, si opportunément, offrir à sa politique religieuse le secours de sa dialectique <sup>1</sup>. Mais elle mit immédiatement à profit ce ferment de discorde. Par les soins de Saint-Florentin, soixante exemplaires furent expédiés à Lenain, qui les fit répandre en Languedoc. La force dissolvante du pamphlet exerça-t-elle son influence propre ou les circonstances développaient-elles en ce moment leurs conséquences logiques ? Toujours est-il que l'intendant signalait avec satisfaction « qu'il ne se tenait plus d'assemblée dans le Haut-Languedoc, de-

1. La Cour n'apprit le nom de l'auteur de la *Lettre sur les assemblées de religionnaires en Languedoc* que le 16 janvier 1746, par une lettre que Saint-Florentin reçut de Desmarets qui se révélait, ajoutant qu'il était « gouverneur du comte héréditaire de Wied, restant à Neuwied, par Coblenz ». Ce Desmarets (Saint-Florentin l'appelle Saint-Marais), s'appelait en réalité François Louis Allamand. Voir *B. P. F.*, 1878, p. 223-234.

puis ce temps-là; celles du Bas-Languedoc, disait-il, étaient beaucoup diminuées; on avait même cessé d'en tenir à Ganges et dans plusieurs autres lieux peuplés de religionnaires<sup>1</sup> ». Lenain pouvait croire au succès de sa politique : le protestantisme réduit à l'obéissance, sans que l'autorité du roi eût été contrainte d'ensanglanter la province.

Et comme un ministre de Hollande s'était attaché à détruire l'effet de la *Lettre sur les assemblées*, dans un *Mémoire apologetique* qui circula soudain parmi les religionnaires languedociens, Lenain coupa court à cette réplique<sup>2</sup>. L'ouvrage jugé « séditieux, en ce que, sous les apparences d'un grand respect et d'une grande affection pour le roi, on y faisait un point de religion de lui désobéir », fut condamné par la Chambre des vacations de Toulouse à être brûlé, ce qui fut fait « avec l'appareil et l'éclat convenables<sup>3</sup> ».

L'histoire doit en croire la confession — d'un accent si sincère — que Lenain écrivit alors, sur l'enchaînement de ces faits et l'évolution de ses propres sentiments. A tort ou à raison, l'intendant se persuada que le schisme était consommé au sein de l'église protestante, et que le temps des assemblées était révolu. Alors, dit-il, il prit le parti de revenir à l'indulgence, aux mesures de douceur capables de rétablir l'union dans une province éprouvée<sup>4</sup>. Mais les ministres ont

1. Voir cette lettre de Lenain, du 27 septembre 1745, A. N. TT. 439; Lenain y fait un historique très complet (et c'est la thèse officielle des incidents de cette époque) des assemblées du Midi.

2. L'auteur était Armand de La Chapelle; écrit en juillet 1745. — On en avait envoyé, de Hollande, un exemplaire à M. de Colbert, évêque de Montpellier, qui était mort depuis sept ans! — à Lenain, à M. d'Aigrefeuille, président de la Cour des comptes de Montpellier, qui en manifesta un vif ressentiment. Sur l'intervention, en cette querelle, de Gabriel Dumont, chapelain de l'ambassade de Hollande à Paris, voir *B. P. F.*, 1887, p. 478-484.

3. A. N. TT. 439. lettre de Lenain du 29 octobre 1745.

4. Lenain s'abuse, car, le 6 septembre, il n'avait pas hésité à mettre aux prisons de Montpellier une veuve Viala, de Saint-Hippolyte, accu-

profité de cette accalmie pour réapparaître et surexciter leurs fidèles, en leur racontant que « Sa Majesté nous avait fait défendre de troubler en aucune manière la liberté de conscience dont Elle entendait faire jouir tous ses sujets ». L'agitation, qui semblait apaisée, a rebondi soudain ; les assemblées reprennent ; l'esprit public est pire que jamais et « nous nous trouvons aujourd'hui presque dans la même situation que l'année dernière <sup>4</sup> ».

Ce sera, pour les historiens de cette époque troublée, un éternel sujet d'étonnement que, malgré la hardiesse de leur pensée et l'indépendance de leur conduite, les gens du roi n'aient ressenti ni la secousse d'un doute, ni le choc des idées auxquelles la réalité ne cessait d'infliger de cruels démentis. Mais il n'est que trop certain : l'intendant Lenain ne consentit même pas à réviser son opinion sur les alternatives de l'activité huguenote. Autant il avait été disposé, à son arrivée en Languedoc, à se montrer plein de prévenances pour des gens qu'il n'était pas éloigné de regarder comme des victimes, autant il se raidit aujourd'hui dans son hostilité. Au reste, il se sent éperonné par son commandant Ladevèze qui ne cesse d'insister sur la nécessité de renoncer aux demi-mesures. Les sanctions prises jusqu'à ce jour ont démontré leur insuffisance. Sous peine d'aboutir à la faillite de toute répression, il convient de recourir à d'autres méthodes. Ladevèze et Lenain s'accordent alors à reconnaître que « pour couper le mal dans sa racine » il est indispensable « de punir de mort les ministres et les prédicants ». N'a-t-on pas l'exemple du Dauphiné, où le parlement s'est enfin décidé aux grandes mesures, et a

see de fomentier les assemblées. et à punir d'une amende de 1.500 livres l'arrondissement de Massillargues. où une assemblée s'était tenue le 15 août. A. N. TT, 439.

4. Lettre du 27 septembre, dont j'ai déjà signalé l'importance.



rétabli la tranquillité dans une province livrée à l'anarchie? Lenain se persuade enfin que nos affaires militaires sont à ce point redressées que « les religieux, éblouis par les conquêtes du roi », n'essaieront même pas de regimber sous le fouet<sup>1</sup>.

Ce vigoureux plaidoyer emporta les dernières résistances de la Cour qui, le 8 octobre, convenait que « de tous les moyens capables de réprimer les assemblées, le plus efficace » serait la capture d'un ministre, promptement envoyé au supplice. Le Secrétaire d'Etat n'a-t-il pas vu comment la vigoureuse offensive du parlement en Dauphiné a été couronnée d'un plein succès? Qui pourrait douter que le déploiement de la force n'obtienne un résultat semblable en Languedoc? Puisque l'intendant a lui-même renoncé à ses dernières illusions et que son irrésolution a fait place à un énergique vouloir, le mieux n'est-il pas d'engager la lutte, sans retard et sans merci? Que tout se fasse avec promptitude : la Cour appuiera tous les efforts et couvrira tous les actes. Et pour mieux convaincre Lenain, Saint-Florentin lui expédie l'arrêt, par avance libellé et contresigné, lui permettant de faire le procès en dernier ressort aux prédicants arrêtés. L'intendant pouvait-il hésiter à garnir au plus tôt les lignes laissées en blanc? « Je souhaite, lui disait le Secrétaire d'Etat, que vous puissiez en faire bientôt usage et montrer aux protestants par quelque exemple de sévérité que Sa Majesté n'est point disposée à souffrir l'exercice de leur religion, comme on le leur fait entendre. »

Imprudent souhait, qui va bientôt émouvoir la province. Cependant Lenain veut s'assurer toutes les collaborations. N'a-t-il même pas songé à faire entrer les évêques dans l'œuvre de répression? La réponse qu'il reçut de l'évêque de Lavaur lui donna d'ailleurs à

1. A. N. TT, 439, lettre du 27 septembre 1743.

réfléchir. Ayant appris que le pasteur Olivier parcourait le diocèse de Lavaur, Lenain s'enquit auprès de l'évêque des diverses retraites où se cachait le prédicant ; il espérait que le prélat lui révélerait sans retard les moyens les plus rapides de capturer le fugitif. Mais l'évêque refusa poliment : « Il n'est pas convenable, écrivait-il, que j'entre dans cette affaire, qui pourrait avoir des suites. *Ecclesia abhorret a sanguine*<sup>1</sup>. »

Livré à ses seules ressources, Lenain n'engagea pas moins l'action. Une période de trouble s'ouvrit, dès le mois de novembre. A la paroisse de Ners, les religieux Vidal et Gazagnon ont fait enterrer leurs enfants sans les prières du prêtre catholique. Lenain les jette en prison et réclame des sanctions si sévères que la Cour contient sa passion<sup>2</sup>. A Saint-Ambroix, le commandant Bernard, à la tête d'un détachement de trente hommes, a chargé une assemblée, le 17 octobre, où il a pu s'emparer de Roux, apothicaire du lieu et « chef du consistoire ». Lenain pense qu'il n'a précisément donné encore aucun exemple dans cette partie des Cévennes, et fait condamner le prisonnier, le 13 décembre, aux galères perpétuelles, espérant de cet acte de vigueur « de bons effets ». Sept jours plus tard, Roux partait, en effet, à la chaîne pour Marseille<sup>3</sup>.

Auprès de Nîmes, les religieux ont tenu le 17 novembre, une grande assemblée. Mais les soldats l'ont vivement dispersée, et l'intendant, après avoir frappé la ville d'une amende de 4.000 livres, fait arrêter « successivement » treize particuliers qui restèrent longtemps aux prisons de la ville. Trois jours après, se déroulait la grave affaire de Saint-Hippolyte. Selon la version protestante, « cette assemblée ayant été dé-

1. A. N. TT, 439, lettre du 15 novembre.

2. A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>o</sup> 67.

3. A. N. TT, 439.

couverte, on envoya contre elle un nombreux détachement qui, en l'abordant, fit feu sur plusieurs personnes qui s'en retiraient, dont quelques-unes furent blessées<sup>1</sup> ». Lenain fit encore jeter aux prisons du Fort quelques fidèles arrêtés par les soldats dans l'effroyable débandade. Ladevèze ne pouvait cependant dissimuler sa mauvaise humeur. Il avait espéré mettre la main sur le ministre qui présidait l'assemblée de Saint-Hippolyte. Voyant que ses dispositions étaient toujours éventées, il eut enfin recours à la trahison. « Je me suis abouché en dernier lieu, écrivait-il à la Cour, avec des gens sur lesquels je puis compter<sup>2</sup>. » La Cour encourageait une volonté qu'il eût, au contraire, été nécessaire de refréner. « Rien ne peut faire plus d'impression, répondait Saint-Florentin à son trop zélé subordonné, que le supplice d'un prédicant, et il est fort à désirer que vous réussissiez dans les vues que vous avez pour en faire arrêter quelqu'un<sup>3</sup>. »

Ladevèze mit aussitôt ses espions en campagne, mais à M. de Chateauneuf échut le périlleux honneur de satisfaire les désirs de la Cour, du Secrétaire d'Etat et de l'intendant.

Au pied du Mézenc, sur la route de Saint-Agrève à Tence, le pasteur Majal Desubas fut arrêté, dans la nuit du 11 au 12 décembre, au hameau du Mazel<sup>4</sup>.

Devant présider le lendemain une assemblée, il était venu se réfugier chez son ami Menut, dit Rochette. Un religionnaire de Saint-Agrève, nommé Chevalier, poussé par l'appât des 3.000 livres promises à qui livrerait un ministre, courut avertir le détachement voisin. Le lieutenant de Sauzay partit aussitôt avec

1. A. N. H. 1093-94.

2. A. N. TT, 439, lettre du 24 novembre.

3. A. N. O<sup>1</sup> 441, lettre du 4 décembre; f<sup>o</sup>s 169, 230, 272.

4. Sur Desubas-Majal, voir Daniel BENOIT, *Desubas*, Toulouse, 1901, et B. P. F., année 1922, p. 244.

vingt-huit soldats, et surprit Desubas qui n'eut même pas le temps de fuir. Le lendemain, vers six heures du matin, le détachement conduisit à Vernoux le prisonnier, qu'accompagnait son hôte Rochette<sup>1</sup>. Au hameau de Cluac, Majal fut reconnu; une troupe de réformés se forma aussitôt qui vint attendre le détachement au bois de la Trousse, auprès de Vernoux. Ces hommes avaient-ils l'unique dessein de demander, en suppliant, la liberté des prisonniers?

Selon la version des protestants, l'un de ces paysans, nommé Gourdol, se jeta au cou du pasteur, déclarant qu'il ne le lâcherait point. Les soldats firent feu. Cinq ou six hommes furent tués et quatre faits prisonniers<sup>2</sup>.

Le ministre fit son entrée à Vernoux à dix heures du matin, au milieu des huées de la foule. Ce jour-là une assemblée se tenait dans le voisinage. Dès qu'elle apprit la nouvelle, elle accourut en tumulte, et malgré les sages exhortations de quatre notables de la ville qui l'engageaient à ne point pénétrer dans le bourg, cette foule surexcitée se hâta, pleine de douleur et de menaces. On pouvait évaluer à deux mille personnes la foule qui semblait décidée à arracher les prisonniers aux mains des soldats. Ceux-ci les accueillirent par une décharge de mousqueterie. Trente personnes furent tuées, et une centaine plus ou moins grièvement atteintes.

1. Selon la relation officielle, Majal fut pris dans son lit à six heures du matin : le détachement ne put donc repartir à deux heures du matin, ainsi que le dit M. D. Benoît.

2. Pour l'histoire de cet incident, nous avons la relation officielle authentiquée par Lenain, et envoyée à la Cour le 24 décembre, A. N. TT, 439, dossier Majal, n° 185. — Le dossier comprend les feuilles 144 à 163. — Comme relation protestante, nous avons le récit écrit, le 18 décembre, par les ministres Peirot, Costes et Blachon, affirmant à Ladevèze « qu'il s'en faut bien que les protestants soient coupables, comme on veut le dire ». A. N. TT, 439. — Nous avons essayé de retrouver entre ces deux exposés le plus possible de points de contact.

• Dans toute la région des Boutières, l'émotion fut à son comble. La jeunesse de ce canton prit les armes et résolut de venger les victimes de Vernoux. Des attroupements considérables se formèrent de toutes parts. En vain les pasteurs du Vivarais essayaient-ils de contenir cette fureur déchaînée. La douleur et la rage ne permettaient plus d'entendre la voix de la sagesse. Vernoux fut cerné; la fusillade avait déjà commencé de part et d'autre, quand Desubas put faire parvenir aux assiégeants un billet où il les suppliait de se retirer<sup>1</sup>. Malheureusement six d'entre eux, en retournant chez eux, rencontrèrent un détachement du Cheylar, commandé par M. de Marens. Ils voulurent fuir, mais on tira sur eux. Les deux frères Courtial et Pierre Véron furent tués. Les trois autres furent jetés aux prisons du château de la Vérune.

M. de Châteauneuf partit de Tournon, le 15 décembre, avec une escorte, pour aller chercher le prisonnier. Un détachement de cent cinquante hommes occupa Vernoux quo, par représailles, les protestants avaient, disait-on, juré d'incendier. Le 16 décembre Desubas était transféré à la prison de Tournon où il resta dix-huit jours.

Ce fut le 24 de ce mois que Richelieu informa M. de Saint-Florentin de la précieuse capture : « Cette affaire a été très sérieuse, lui disait-il; mais M. de Lavèze est allé en Vivarais depuis, et il espère que le calme sera rétabli, surtout par suite des exemples qu'il faudra faire sur les chefs des séditeux et sur le nommé Majal. Cet événement vous fera connaître qu'on doit regarder les religionnaires comme des ennemis du roi<sup>2</sup>. » Le 2 janvier, Desubas fut dirigé

1. Selon la version officielle, les protestants assiégèrent Vernoux pendant deux ou trois jours, multipliant leurs tentatives afin de pénétrer dans la ville. Châteauneuf accourut alors en hâte et prit les chefs de cette sédition. Le 3 janvier les attroupements étaient finis.

2. C'étaient là les propres paroles dont s'étaient servi Lennin et M. de

sur Montpellier<sup>1</sup>. Toute la jeunesse de la Gardonnenque et de la Vaunage s'était armée, en vue de délivrer le prisonnier. Mais Paul Rabaut se jette avec courage au devant de ces furieux et contient leur colère. Desubas fut donc incarcéré à Montpellier, le 15 janvier<sup>2</sup>. Lenain fut immédiatement décidé à traiter le prisonnier selon la rigueur des lois. Ce n'était pas en vain que pour disputer Majal aux tentatives de ses coreligionnaires, l'intendant avait affecté à l'escorte du prisonnier 205 dragons, 50 miliciens et trois brigades de la maréchaussée.

Cependant la Cour était prise d'inquiétude. Le 29 décembre, Saint-Florentin écrit à Lenain une lettre fort émue. L'intendant ne doit pas, tout d'abord, espérer recevoir un supplément de troupes. M. le comte d'Argenson s'y refuse absolument. L'intendant sera-t-il donc assez en force non seulement pour faire sans danger exécuter ce ministre, mais encore pour contenir le Vivarais et même le reste de la province? Il faut d'ailleurs prévoir que les protestants ne resteront pas sur ce coup de douleur, et qu'ils essayeront des « représailles, prises d'armes et émotions. Il serait bien fâcheux de ne pouvoir sévir suivant la rigueur des ordonnances contre ce ministre, et même d'être réduit à user de délais ou de tempéraments, mais d'un autre côté, il ne faut pas mettre la province en feu, exposer les catholiques et contraindre les armes

Châteauneuf. Lenain écrit à la Cour le 29 décembre : « Cet événement vous fera connaître qu'on doit regarder les religionnaires comme des ennemis du roi, et la nécessité qu'il y a de ne point nous laisser sans une certaine quantité de troupes pendant cet hiver et la campagne prochaine pour nous mettre en état de leur en imposer. » A. N. TT, 439, lettre du 20 décembre.

1. Le 4 janvier, Majal et les autres prisonniers sont conduits à Pont-Saint-Esprit.

2. C'est la date donnée par le dossier TT, 439; M. D. Benoît dit le 13 janvier.

du roi à une diversion affligeante de toutes manières<sup>1</sup> ».

Lenain prétendait mener l'affaire bon train. Quinze témoins ayant été entendus, il propose, dès le 24 janvier, que l'on relaxe les autres accusés, à l'exception de Majal et de son hôte Rochette. Le 1<sup>er</sup> février, le jugement fut rendu. Majal était condamné à mort. On l'exécuta, le même jour, devant une énorme affluence de religionnaires atterrés. Rochette fut condamné aux galères perpétuelles : sa maison devait être rasée, ses biens confisqués et il devait payer une amende de 3.000 livres réservée à l'espion qui avait fait prendre le pasteur<sup>2</sup>. Démarche touchante : les évêques de la région se concertèrent afin de sauver toutes ces victimes. Ils sont « venus me trouver, écrivait Lenain, pour m'exposer que l'affaire de Vernoux n'ayant eu non seulement aucune suite, mais encore que tout le pays étant entièrement tranquille, ils me demandaient de ne point suivre les procédures contre ces complices et de supplier Sa Majesté de leur faire grâce ». Lenain ne crut pas tout d'abord devoir se dérober à ces instances. Mais le procès n'en continuait pas moins. La Cour avait envoyé l'ordre de le poursuivre sans répit. Déçus dans leurs espérances, les évêques s'assemblent une seconde fois et tentent une suprême démarche auprès de l'intendant afin « de l'engager du moins à faire part à la Cour de leurs très humbles supplications en vue d'arrêter les poursuites contre les complices ». Lenain appuya vigoureusement l'action épiscopale, et, sur cette intervention, les complices ou autres inculpés furent rendus à la liberté<sup>3</sup>.

La Cour avait espéré que la rapidité à envoyer Majal à la mort déconcerterait tous les complots. Puisque la province paraissait calme, l'exemple du supplice,

1. A. N. O<sup>1</sup> 441, f<sup>o</sup> 291, lettre du 29 décembre.

2. A. N. TT, 439, dossier Majal.

3. A. N. TT, 439, lettre de Lenain du 2 février 1746.



disait-elle, ne pourra qu' « affermir » cette situation. On était même d'avis de passer outre à toutes les interventions épiscopales. Mais cette belle confiance dura peu. On apprit que Raymond du Pontet, le juge qui avait prononcé contre Majal la sentence suprême, avait été menacé de mort. « Il est exposé à périr s'il n'est protégé », écrivait Saint-Florentin <sup>1</sup>. Les jours d'angoisse n'étaient pas près de finir.

1. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>os</sup> 12, 26, 34.

## CHAPITRE IV

UN PÉNIBLE RETOUR VERS LA PAIX.

AVRIL 1746-JANVIER 1750.

### 1

L'arrestation du ministre Desubas jeta l'épouvante non pas seulement parmi les religionnaires, trop certains du sort réservé à l'infortuné prisonnier, mais encore parmi les gens du roi, effrayés à la pensée qu'il fallait dresser un gibet et prévenir un soulèvement de toutes les forces protestantes.

Dans le Vivarais, l'effroi fut si grand que, dès l'arrestation, la plupart des ministres s'empressèrent de fuir une terre aussi inhospitalière<sup>1</sup>.

**BIBLIOGRAPHIE.**— A. N. TT, 291, 439, 442, 443, 444, 445, 445<sup>a</sup>, 446, 448, 452, 454, 460, 464; — O<sup>1</sup>, 442, 443, 444, 445, 506, 507, 508, 509, 510 H, 1093, 1094, 1459; — A. M. G. n<sup>os</sup> 3175, 3178, 3179, 3180, 3188, 3232 à 3236, 3240, 3241, 3290 à 3292, 3295, 3316.

Sur la querelle provoquée par la réédition de la *Lettre pastorale* de Basnage, voir A. COURT, *Apologie des protestants du royaume de France sur leurs assemblées, religieuses*, 1745; ARMAND DE LA CHAPELLE, *Mémoire apologétique en faveur des protestants, sujets de S. M. très chrétienne, à l'occasion des assemblées*, La Haye, 1745; François Louis ALLAMAND, dit Desmaretz, *Lettre sur les assemblées des religionnaires en Languedoc*, Rotterdam (Paris), 1745; A. COURT, *Réponse à la lettre sur les assemblées des religionnaires*, 1745; DE LA CHAPELLE, *Nécessité du culte public parmi les chrétiens*, La Haye, 1746.

1. A. N. TT, 439, lettre du 4 janvier 1746; « la plupart des ministres ont abandonné la province », écrit Lenain.

Les assemblées avaient cessé. Un long deuil pesait sur toute la contrée.

Les réformés laissaient leurs pasteurs s'enfuir, par étapes dissimulées, presque sans courage pour secourir les fugitifs. M. de Ladevèze, ayant eu connaissance des passages du Rhône que ceux-ci traversaient, fut longtemps indécis s'il les arrêterait sur les bords du fleuve, mais l'intendant le détourna de ce dessein; il n'avait pas de troupes et « n'osait pas tenter » une aussi redoutable aventure<sup>1</sup>.

Les pasteurs qui s'attachèrent avec plus d'amour que par le passé à leurs troupeaux désemparés s'efforcèrent d'apaiser les ressentiments de la Cour. De tous côtés, les foules furent invitées au calme, afin de se concilier un pouvoir qui semblait résolu aux mesures extrêmes. Les plus touchantes requêtes furent adressées à l'intendant, à ses officiers, aux gens du parlement. Les protestants des Basses Cévennes et du Rouergue implorèrent M. de Maniban, et leurs pasteurs Boyer, Grail et Gaubert signent une lettre pour Sa Majesté, remplie des plus humbles assurances d'attachement. Ceux du Haut-Languedoc, ceux du Haut et Bas-Poitou, Saintonge et Angoumois attestent, en termes presque identiques, que « Sa Majesté n'a pas de sujets plus soumis ni plus remplis d'amour et de respect pour sa personne sacrée que les protestants ». Les lettres particulières de Boyer, Peirot, Costes, Blachon, Paul Rabaut, ne sont que le long sanglot de victimes qui protestent de leur innocence, et attendent de la bonté de leur roi la justice qu'ils implorent<sup>2</sup>. Tous ces documents, d'une lecture si poignante, révèlent véritablement des

1. A. N. TT, 439, lettre du 18 janvier.

2. A. N. TT, 439, f° 166 à f° 178, ce ne sont que lettres de ministres. — Celle de Rabaut est datée « Au Désert, en Languedoc, le 22 mars 1746. » La première moitié est à peu près identique à toutes les autres; la suite est un plaidoyer de ton plus personnel.

cœurs ulcérés. Ils ont encore pour nous l'avantage de nous faire connaître l'argument de la défense, en ce procès formidable où la Cour accumule ses chefs d'accusation.

Les réformés excusent en somme leur attitude par tout ce qu'ils ont eu à souffrir depuis l'année 1745. Le parlement de Grenoble, disent-ils, s'est montré inexorable; en Guyenne, pays de Castres et de Lavaur, les excès des dragons, depuis le mois de mars, ont porté le comble à la fureur populaire; en Languedoc, pays de Foix et de Mazamet, l'affaire du 17 mars, et, en Cévennes, l'affaire du 21 novembre à Saint-Hippolyte, ont soulevé les populations, qui viennent enfin de voir, dans l'affaire de Vernoux, que l'on poursuit leur extermination. Comment la Cour ne reconnaît-elle pas que cette politique conduit droit à la guerre civile, alors que les victimes ne font rien pour mériter ce traitement barbare, et souhaitent, au contraire, de verser leur sang au service d'un prince bien aimé? Le plaidoyer paraissait irréfutable, et, depuis 1746, constitue l'armature ordinaire de toutes les défenses par lesquelles les historiens de la Réforme ont prétendu innocenter leurs aïeux. Mais ce sera l'essentielle faiblesse de cette argumentation que d'envisager une seule face du problème et de reposer, si l'on peut ainsi dire, sur la seule étude de l'âme protestante. Le terrible drame qui se jouait depuis 1743 mettait aux prises deux volontés également convaincues de leur bon droit. La psychologie protestante nous montre des fidèles accablés de douleur, mais ardents de foi religieuse, et dont l'ardeur s'exalte avec le redoublement des souffrances. La psychologie des gens du roi, attachés à la poursuite des huguenots, ne se comprend que si l'on voit en eux des juristes, étroits si l'on veut, mais scrupuleux, et des justiciers. Le juriste veille au salut des lois, au maintien des textes incorporés à la constitution du pays. Le

justicier s'étonne de trouver devant lui des rebelles, qui, sous le manteau de la religion, agitent bien d'autres idées. L'hostilité demeurera irréductible entre ces forces également jalouses d'elles-mêmes, jusqu'au jour où leur conciliation s'opérera par le recul des prétentions politiques. Mais en 1745, personne n'aurait osé soutenir que l'autorité du roi pût être mise en échec par l'hérésie.

C'est ce qui explique la fureur que Lenain ne pouvait dissimuler, à la lecture de ces lettres et placets qui serrent, aujourd'hui, nos cœurs. Après avoir reçu la lettre de Boyer, Grail et Gaubert, il écrivait, exaspéré : « Cette entreprise me fortifie dans l'opinion où je suis depuis longtemps que les ministres sont les auteurs des mouvements des religionnaires et que, sans eux, ils se tiendraient dans leur devoir <sup>1</sup>. »

Si les réformés passèrent, au début de cette année 1746, par des frayeurs indicibles, si leurs pasteurs crurent déchaînées toutes les forces de destruction contre leur église coupable d'un relèvement trop rapide, la Cour, de son côté, connut les pires angoisses. Ignorante de la réelle inquiétude qui tenait les religionnaires dans un abattement voisin du désespoir, elle tremblait à la pensée de voir ces foules surgir en de soudaines révoltes, et porter contre la patrie des armes qu'il eût été si nécessaire de réserver pour l'ennemi. De là ses continuelles exhortations à ménager un adversaire terrassé. Comme le commandant de Chateauneuf, fier de son équipée de Vernoux, songeait à étendre ses opérations, Saint-Florentin se hâta de l'arrêter : « Vous n'ignorez pas, lui disait-il, combien il serait dangereux et

1. A. N. TT, 439, lettre du 2 mars 1746. De même, après avoir reçu la lettre de Peirot, Costes et Blanchon, envoyée le 18 décembre 1745, Saint-Florentin écrit avec mépris : « Ces protestations ne méritent pas grande confiance. Vous faites bien de prendre les mesures les plus justes pour prévenir ou réprimer toutes sortes de mouvements. » A. N. O<sup>1</sup> 442, n<sup>o</sup> 13; lettre à Ladevèze du 15 janvier 1746.

combien le roi désapprouverait que vous fîssiez courir sus aux assemblées. Ce que vous pouvez faire tout au plus, c'est de faire saisir quelques-uns des plus notables de ceux qui seront convaincus d'y avoir assisté, et cependant de ne le faire qu'autant que cela pourra s'exécuter avec une entière sûreté et sans causer la moindre sensation <sup>1</sup>. » Les soldats n'étaient pas toujours aussi prudents que leurs chefs. Les troupes de Ladevèze ayant appris, le 8 mai, qu'une assemblée se tenait à Saint-Jean, auprès de Saint-Ambroix, l'officier M. de Brunel y envoya aussitôt un détachement. Arrivés sur les lieux, le sergent et ses huit soldats courent vers le ministre. Mais celui-ci les tient en respect sous la menace de son pistolet, les oblige à se coucher ventre à terre, tandis que des religionnaires accourent avec des bâtons, les menaçant de mort s'ils bougeaient, puis continuent l'office. Quand les soldats sont autorisés à se relever, on renouvelle contre eux les menaces de mort, si jamais ils reviennent. Or, ce ministre était Teissier, qui devait expier sur le gibet, en 1754, la hardiesse de son apostolat <sup>2</sup>.

Louis XV fit savoir à M. de Ladevèze qu'il était « très irrité de l'imprudence » de M. de Brunel, qu'il convenait de blâmer sévèrement. On avait redouté des suites fâcheuses à cette mésaventure, peu faite pour rehausser le prestige des soldats du roi. La Cour s'attendait à ce que « l'audace des religionnaires en fût relevée ». Mais les confrères de Teissier le désapprouvèrent formellement, continrent les fidèles et s'appliquèrent à ramener la paix, si souvent bousculée et si fortement compromise <sup>3</sup>.

Cependant, le 18 juillet, Ladevèze faisait arrêter,

1. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 108, lettre du 26 mai.

2. A. N. TT, 439, lettre de Ladevèze du 18 mai.

3. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup>s 110 et 116. Ordre y était donné d'arrêter Teissier si possible.

avec des précautions extraordinaires, au diocèse de Castres, un certain Tournier, qui faisait le prédicant<sup>1</sup>. De son côté, Lenain, rentré à Montpellier en ce même mois de juillet, convoqua une conférence, en vue d'examiner l'état des affaires de la R. P. R. On y reconnut que les assemblées, après une courte accalmie, avaient repris un peu partout, et que les ministres y faisaient souvent accroire à leurs auditeurs que le roi était gagné aux principes de la tolérance. Il fallut punir quelques particuliers, arrêter les religionnaires qui, sans permission, étaient subrepticement revenus de Genève et que l'on soupçonnait de travailler à d'autres besognes qu'à celles de l'Evangile. « Ces captures, dit Lenain, se sont faites très tranquillement. »

Le mois d'octobre fut pour la Cour le moment le plus critique. On y crut la France à la veille de la rébellion; on voyait l'ennemi maître de la Provence, les religionnaires dauphinois empressés à renouveler les hauts faits des Barbets, les Camisards soulevés aux flancs des Cévennes, et, s'étendant sur tout le Midi, la flamme d'un incendie que l'on s'avouait incapable de maîtriser. Rien n'est plus certain que ce désarroi général. Les terreurs de la Cour étaient partagées par tous ceux qui surveillaient les démarches des réformés. Il y eut alors une sorte de phénomène d'autosuggestion, la panique prenant corps et volant de province en province, où les esprits demeuraient stupéfiés<sup>2</sup>. A la vérité, les événements qui se passaient en Languedoc semblaient justifier ces terreurs générales.

Au début du mois d'octobre, Ladevèze arrêtait un voyageur qui ne put exhiber aucun passe-port. Son al-

1. A. N. TT, 439, lettre du 18 juillet.

2. Au commencement du mois, Ladevèze est persuadé que les émissaires anglais sont déjà arrivés en Languedoc et qu'ils préparent le soulèvement.



lure paraissait suspecte; on le maintint aux fers. La prise était d'importance; quand il fut minutieusement interrogé, l'homme se décida aux aveux. Il raconta qu'il était Ferret, ministre de la R. P. R., et qu'il venait en France, dans le plus grand secret, en vue de travailler au soulèvement des Cévennes, selon un plan concerté à l'étranger et connu de quelques initiés. Il révélait enfin que l'Angleterre avait déjà inondé la province, et particulièrement le Languedoc, de ses émissaires dont le rôle était de surexciter la résistance des réformés, en les entretenant dans l'illusion que les puissances protestantes feraient comprendre l'état des protestants français dans le prochain traité de paix<sup>1</sup>.

Devant la précision de ces aveux, l'intendant et M. de Ladevèze jugèrent indispensable d'acheminer en hâte leur prisonnier vers Paris, où M. d'Argenson le fit longuement interroger. Ferret confirma tout ce qu'il avait dit, et sur ses aveux un long rapport fut rédigé qui fut communiqué au ministre Saint-Florentin, pour que toutes sûretés fussent immédiatement prises à l'égard des religionnaires cévenols, — à M. d'Argenson, pour que les troupes fussent alertées et prêtes à marcher au premier appel de la province, — à Lenain, pour que sa vigilance restât plus que jamais en éveil, — au maréchal de Bellisle enfin, qui fut chargé de prévoir toutes les répercussions militaires d'un événement que l'on croyait imminent<sup>2</sup>.

La Cour ne faisait aucune difficulté d'admettre la réalité des accusations portées par Ferret. Aussi suppliait-elle l'intendant et M. de Ladevèze de veiller attentivement aux avis qu'ils pourraient recevoir et

1. A. N. TT, 439, voir la correspondance du mois d'octobre.

2. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 276.

qu'ils ne sauraient « peser trop sérieusement ». Sur la foi de renseignements concordants, elle leur affirmait que « les ennemis de l'Etat ne négligeaient rien pour soulever les religionnaires », que les ministres protestants étaient actifs à répandre des « fables qu'ils inventaient eux-mêmes », mais qui, « revêtues des apparences de la religion, étaient capables d'engendrer les émeutes et la rebellion<sup>1</sup> ».

Lenain s'efforça donc de ruiner les espérances entretenues par les émissaires anglais, en s'assurant le concours des pasteurs. Lui-même raconte au prix de quelles « conciliations » il arrivait à modifier l'opinion publique, se glissant auprès des principaux négociants du Languedoc dont il éveillait la haine héréditaire contre l'Anglais « jaloux de notre commerce », se mesurant avec les pasteurs dont il cherchait à surprendre les intentions secrètes et à gagner les services. C'étaient un négociant de Montpellier, nommé Amiel, un avocat de Castres, nommé Rech, et un marchand de Nîmes, nommé Maigre, qui lui servaient d'intermédiaires pour ces entrevues occultes<sup>2</sup>. Grâce à eux, Lenain put convaincre les pasteurs de la nécessité d'affirmer à nouveau leurs sentiments loyalistes, en face du péril commun. Dès le mois d'octobre, l'intendant reçoit de Boyer, de Grail, de Gavanon, de Deffère, de Redonnel, de Gibert, de Pradel, de Molines, de Claris, de Bétrine et surtout de Paul Rabaut. les assurances les plus nettes. Tous protestent de la sincérité de leur soumission envers le roi de France, affirment qu'ils n'ont aucune liaison avec les ennemis de la pa-

1. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 243. lettre du 25 octobre 1746. Voir les lettres effrayées qu'il écrit le 19 octobre, à la fois à Lescaplier, à Lenain, à M. de Mirepoix, et le 3 novembre, à Gudanes, les prévenant qu'il a reçu avis « que les Anglais ont nouvellement envoyé des émissaires pour soulever les Cévennes », et leur recommandant de veiller avec soin. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 208.

2. B. P. F., 1839, p. 236-236.

trie, et qu'ils travaillent au contraire à éveiller, au cœur de leurs ouailles, le sentiment de la fidélité<sup>1</sup>.

Ces témoignages n'arrivaient cependant pas à calmer des appréhensions toujours sur le qui-vive, par peur d'un incident. Or, Lenain est précisément informé qu'à certaines assemblées des pasteurs ont annoncé au prêche l'aventure de Ferret et que l'alarme y a été vive, quand on a appris qu'il avait été arrêté et mis dans la nécessité de tout avouer<sup>2</sup>. C'étaient là des symptômes inquiétants, et nous savons qu'à la fin d'octobre, les lettres de Lenain n'étaient pas de celles qui raniment la confiance. « Les efforts des prédicants, écrit-il à Saint-Florentin le 28 octobre, ont extrêmement changé les dispositions du peuple depuis quinze jours. Les religionnaires savent exactement les projets des ennemis; ils exagèrent leurs succès, et le menu peuple en est instruit et en parle avec transport. Les ministres font différents personnages qui reviennent au même but : on me donne avis que quelques-uns d'eux prêchent ouvertement la sédition, tandis que d'autres la condamnent faiblement, et y excitent cependant en l'annonçant comme très facile dans les circonstances présentes. » Puis Lenain montrait qu'il y avait, parmi les réformés, un flottement sur le point de savoir s'il fallait adhérer à l'agitation immédiate, flottement qui restait désormais comme le suprême motif d'espérer en une victoire du parti loyaliste. Les protestants riches voyaient en effet avec terreur la menace d'une irruption des masses populaires où s'éveilleraient, avec les instincts des anciens Camisards, les idées de pillage autant que la foi religieuse. « Je crains qu'à la fin ils ne soient entraînés par le torrent et ne partagent la fureur du fanatisme. Il ne faut pas

1. A. N. TT, 439.

2. A. N. TT, 439, lettre du 28 octobre.

s'y tromper, Monsieur; la tolérance est aujourd'hui aussi inutile que dangereuse; à moins qu'elle ne soit sans bornes, les protestants ne seront point satisfaits, si le roi ne leur accorde tout à la fois des ministres, des temples et le rétablissement de l'Edit de Nantes. Leur accorder une partie de leurs prétentions, ce ne serait pas les contenter, mais augmenter leur audace. Si donc le roi ne veut pas permettre le libre exercice de la religion protestante dans son royaume, il faut absolument prendre le parti de la fermeté, mais comment la soutenir sans forces et sans troupes? Je ne puis que vous répéter que la province sera dans un danger évident si elle reste sans troupes<sup>1</sup>. »

La Cour ne trouvait pas dans les seules doléances de l'intendant l'aliment de ses frayeurs. Des diverses régions de la province, de semblables rapports affluaient, qui tous jetaient le cri d'alarme. Ladevèze ne cesse de surveiller de très près les faits et gestes des pasteurs des Cévennes et du Lavaunage, car il a appris qu'à Saint-Christol, certains d'entre eux ont déclaré qu'ils recevraient les Anglais avec plaisir. « Tout ce pays fourmille de ministres, disait-il, il en est arrivé de nouveaux de Genève et de Suisse; les uns prêchent l'obéissance au roi, et quelques autres, plus écoutés du menu peuple, ne sont pas de ce sentiment<sup>2</sup>. » Les officiers du roi demeuraient, sous la pression de ces nouvelles, troublés et irrités; irrités contre eux-mêmes qui s'étaient si lourdement jetés dans une aventure sans fin, irrités contre les autres qu'ils accusaient de rendre impossible la paix à l'intérieur. La Cour estima, au milieu

1. Lettre de Lenain du 28 octobre. Aussi la Cour se décide-t-elle à envoyer d'urgence en Languedoc « du renfort ». « Vous serez en état, écrit-on le 4 novembre à Lenain, de punir les principaux fanatiques et de prévenir la révolte. » OI 442, f° 221.

2. A. N. TT, 439, lettre du 14 décembre.

de ces embarras, qu'il convenait d'apaiser au plus tôt les réformés. Ce n'est pas le moins curieux de toute cette affaire que l'on ait songé, pour rétablir l'union, au crédit du pasteur Basnage.

M. Le Brun, commandant des troupes du roi en Cévennes, voyait avec douleur l'hostilité croissante des protestants et des fonctionnaires royaux. Du poste d'Alais où il surveillait la région d'alentour, il constatait que le péril s'augmentait d'heure en heure, de transformer les huguenots en ennemis du trône. M. Le Brun n'était pas sans avoir une connaissance assez précise du rôle politique joué par les protestants sous le règne de Louis XIV et pendant la Régence. Il y trouva un épisode qui l'éclaira sur les temps actuels. Le 17 février 1746, il adresse donc à l'intendant cette lettre : « Regardant comme de mes premiers devoirs de prévenir les troubles que les ennemis de l'Etat pourraient exciter dans ce pays, en étudiant d'aussi près qu'il m'est possible l'esprit des religionnaires, j'ai découvert que dans une pareille circonstance le cardinal Alberoni, alors premier ministre en Espagne, avait dépêché un émissaire dans ce canton, nommé Scipion Soulan, pour y exciter les nouveaux catholiques à une révolte et les assurer d'un puissant secours. Le Régent, en ayant été informé, avait engagé M. Basnage, ministre français établi à Rotterdam, dont il avait éprouvé la fidélité en d'autres occasions importantes, à ranimer par une lettre pastorale le devoir et l'obéissance dans le cœur des nouveaux convertis<sup>1</sup>. » Que ne publiait-on à nouveau cette lettre dont les conséquences furent alors si heureuses ?

L'idée fut immédiatement agréée de M. Lenain qui en écrivit à Saint-Florentin en termes si enthousiastes que le Secrétaire d'Etat adhéra chaudement au pro-

1. A. N. TT, 439.

jet. Mais il était essentiel de laisser ignorer aux réformés l'origine et l'histoire de cette publication. L'intendant se chargea de les aveugler : c'est dans ses bureaux que l'on élaborerait la préface de l'opuscule, et c'est avec la complicité de quelques protestants « les plus raisonnables » que l'œuvre serait confiée à un imprimeur de la religion réformée. Tout paraîtrait venir d'une initiative huguenote ; l'arme ne manquerait pas de développer son venin partout où on la répandra, grâce à une adroite publicité<sup>1</sup>. Lenain s'attacha donc à mettre sur pied une préface captieuse, mais le Secrétaire d'Etat, l'ayant lue, ne fut pas d'avis de la conserver. On y racontait comment le gouvernement avait décidé, en 1719, le ministre Basnage à venir à son aide, contre des sujets portés à la rébellion. Narration, disait Saint-Florentin, qui sera plus propre à prévenir les protestants contre cet ouvrage qu'à le leur faire goûter. Il sera donc suffisant de rédiger une sorte d'avis, que l'on mettra sous le nom d'un éditeur, soi-disant ministre. Ce soi-disant pasteur se lamentera de ce que plusieurs de ses frères se sont abandonnés à des excès entièrement contraires aux lois de la religion et de l'Etat. Il montrera le danger que cet esprit peut produire en un moment où des gens malintentionnés, surexcités par des émissaires étrangers, travaillent à semer la révolte. Il se justifiera, en ces circonstances, de remettre sous leurs yeux l'instruction pastorale d'un de leurs ministres les plus sages et les plus éclairés.

Ayant ainsi parlé, le faux ministre se gardera d'apporter sa prose à un imprimeur de la religion, fût-il le plus raisonnable, car il est d'un dangereux exemple qu'un religieux soit autorisé à imprimer des

1. La lettre où Saint-Florentin engage Lenain à devenir cet éditeur anonyme est du 6 mars 1746.

ouvrages politiques, mais il sera à propos que l'intendant fasse faire lui-même cette impression clandestine.

Ainsi fut fait<sup>1</sup>. Que le secret ait été tellement gardé entre Le Brun, Lenain et la Cour que personne, en Languedoc, n'ait eu vent de la supercherie, la chose paraît invraisemblable, car, dans une lettre du Secrétaire d'Etat, on peut lire cette recommandation : « Faire imprimer très secrètement cet écrit et remettre ensuite l'édition aux protestants qui *sont de moitié du projet*, afin qu'ils la rendent publique<sup>2</sup>. » Les noms de ces complices nous sont malheureusement défaut, mais il est tout naturel de les rechercher parmi ceux qui, soutenant que le culte public n'était pas essentiel à la doctrine réformée, trouvaient un appui considérable dans la diffusion d'une instruction pastorale, capable de faire prévaloir cette théorie audacieuse.

Les choses se passèrent cependant comme dans un scénario admirablement réglé. Quand l'édition clandestine fut jetée à profusion parmi les réformés, les officiers du roi manifestèrent aussitôt une grande activité. A Puylaurens, à Toulouse, à Nîmes, à Montpellier, à Castres, c'étaient d'incessantes enquêtes, suivies de « découvertes » que l'on signalait avec des airs de triomphe à l'intendant, qui riait de l'aventure.

Il semble bien d'ailleurs que l'influence posthume de Basnage ait été sérieusement contrebalancée par les vigoureuses réponses d'Antoine Court et de La Chapelle. Le Secrétaire d'Etat eût souhaité le succès d'une doctrine qui, déclarant inutiles au culte les assemblées et la présence aux assemblées, facilitait de singulière façon la victoire des ordonnances royales, relatives à l'exercice du culte protestant. Mais les événements,

1. Voir l'histoire de cet incident dans A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 50, et TT, 439.

2. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 48, lettre du 4 mars.



mieux encore que les luttes doctrinales, se chargèrent de pousser au premier plan le problème de l'obéissance politique<sup>1</sup>.

Les ennemis de la France venaient en effet de forcer nos frontières. La Provence était envahie. Les pasteurs firent aussitôt un effort considérable afin de contenir leurs fidèles qui, nous le savons par les lettres de M. de Châteauneuf, avaient tout d'abord manifesté quelque impatience d'agir au profit des ennemis<sup>2</sup>. Leurs sages paroles rendirent à la patrie un service éminent, et il y avait sans nul doute quelque injustice dans la lettre que Saint-Florentin adressait à M. de Châteauneuf pour le féliciter de maintenir « le Vivarais tranquille », et d'avoir, à lui seul, dissipé ce commencement d'agitation, grâce à « une vigilance qui, disait-il, contribue beaucoup à cette tranquillité ».

## II

Rassurée du côté des religionnaires languedociens, la Cour conservait de vives craintes sur l'état des autres provinces. Le Dauphiné, en particulier, avait traversé de telles épreuves et subi si récemment le spectacle de la mort de Roger, qu'il parut indispensable de sonder les intentions de son peuple irrité. Par ailleurs, cette province avait toujours provoqué les intrigues de la part des ennemis de la France. Les vallées vaudoises n'avaient point perdu le souvenir de cette activité. Au moment où les côtes de Provence se trouvaient fort menacées, les descendants des Barbets tendraient-ils la main aux Anglais victorieux ? L'intendant M. de Jo-

1. Saint-Florentin avait envoyé, au début de novembre, un renfort de troupes lui permettant d'agir avec vigueur et de « prévenir la révolte ». O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 224, lettre du 4 novembre.

2. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 251, lettre du 11 décembre.

maron fut chargé de recueillir tous les indices révélateurs de leur état d'âme. Vers la fin de septembre 1746, — quatre mois après le supplice de Roger, — il entreprit cette tournée d'inspection. Nous avons, de cette longue enquête, un récit fort circonstancié, et qui se continue par une active correspondance avec Machault, contrôleur général, jusqu'au mois de février 1747<sup>1</sup>.

Jomaron trouva la province parfaitement calme. L'émotion provoquée par les récentes procédures paraissait tombée<sup>2</sup>. Avec une facilité surprenante — si nous ne savions que cette rapidité d'oubli faisait le scandale des pasteurs d'autres provinces — les religieux dauphinois étaient retournés à leurs habitudes d'insouciance. Les courages avaient faibli; les assemblées, rares et secrètes, n'attiraient plus que des fidèles clairsemés, qui, pour échapper aux recherches, avaient décidé de ne se réunir que pendant « les jours d'œuvre préférablement aux dimanches et aux fêtes ». Le parlement de Grenoble ne paraissait nullement disposé à l'indulgence. Les espions travaillaient toujours à la solde des gens du roi, et c'était un Pierre Cornu « très honnête homme dans son espèce » qui se chargeait de trahir ses frères. Grâce à lui, les moindres réunions, tenues au fond de hameaux perdus, étaient signalées à M. de Jomaron. En somme, la relation du voyageur était encourageante.

Mais la Cour passait, en ce mois d'octobre 1746, par de véritables frayeurs, dont nous avons déjà eu l'occasion de mesurer l'importance. Machault ne voulut point faire confiance à des gens qui osaient, après leur défaite, s'assembler encore, même secrètement. Il affectait de

1. A. N. H. 1459, qui contient tout le dossier des événements de 1746 à 1747, en Dauphiné.

2. L'une des plus récentes était, avec le supplice de Roger, la condamnation à des amendes, par le Parlement, de plusieurs habitants de Meus (Isère) pour mariages au Désert. *B. P. F.*, 1861, 146.

redouter un piège, et le 24 octobre, se hâta d'informer son correspondant que ces assemblées elles-mêmes, pour minimales qu'elles parussent, étaient de nature à inspirer des inquiétudes, « dans la position où sont les choses par rapport aux Anglais ». Il faut en effet prévoir une descente sur les côtes de Provence et la répercussion sur les réformés de l'intérieur d'un pareil événement. Il est donc très important de surveiller leur conduite et leurs assemblées tant publiques que particulières. — La frayeur de Machault le porta à ne point se contenter des assurances de Jomaron, et à communiquer ses appréhensions au premier président du parlement de Grenoble, M. de Piolenc, dont il avait de bonnes raisons d'escompter l'impitoyable rigueur<sup>1</sup>. Le président ne fit pas difficulté de reconnaître que les assemblées avaient en effet repris en sa judicature, et que, moins fréquentes et moins nombreuses, elles n'en étaient pas moins redoutables. « Ce qui mérite principalement nos soins, ajoutait-t-il, sont certains émissaires des Anglais, qu'on dit s'être répandus dans le royaume. J'en fais actuellement rechercher un. » La nouvelle n'était pas pour rassurer une cour tremblante. Jomaron averti de ce nouveau danger dut mettre en chasse tous les subdélégués des cantons habités par des nouveaux catholiques. Le Dauphiné fut fouillé, remué, inquiété jusque dans ses petits coins. Le subdélégué à Montélimart, nommé Souchon, prétendit qu'un étranger suspect avait circulé dans la région, voilà un mois, se cachant dans les granges. Jomaron, que ce signalement un peu vague n'arrêta point dans ses conclusions, fit savoir à la Cour que c'était là « un ministre ou un émissaire », gens également dangereux.

1. Voir A. M. G., n° 3.175, sur l'agitation en Dauphiné de septembre à décembre 1746; et n° 3.180 où sont rapportés tous les bruits concernant les intelligences des religionnaires avec l'ennemi en 1746; enfin n° 3.188, pièce 158.

Le malheur fut qu'en ces circonstances notre secrétaire de la résidence à Genève, l'abbé Arnaud, travailla à tourner en certitude une simple présomption, déjà prise trop au sérieux. Il prévenait le commandant de la province, M. de Marcieu, qu'un prédicant se proposait de passer de Suisse en Dauphiné et Languedoc, porteur de « quantité de livres dissimulés dans des vases de terre couverts avec du beurre fondu », et sans doute encore d'instructions importantes, car il était chargé de s'aboucher avec un complice nommé Guibal, serrurier au Vigan. Guibal fut donc arrêté. On l'inculpa d'avoir écrit à son fils établi à Genève, « que tout le Vivarais était armé, et que si les Autrichiens faisaient une descente et ne demandaient pas des contributions, ils trouveraient un parti considérable ». Il paraissait en outre fort au courant des dépôts d'armes cachées en Languedoc dans des jardins. Guibal, n'ayant pas répondu de façon satisfaisante, fut maintenu en prison.

Qu'y avait-il au fond de cette accusation? Nous ignorons si elle était justifiée, si même elle eut un épilogue. Mais quel qu'il ait été, il ne pourra rien contre le fait que les religionnaires du Dauphiné et de la Provence refusèrent de pactiser avec l'ennemi, quand celui-ci fut assez heureux pour nous refouler au delà des Alpes et faire invasion en Provence.

Les autres subdélégués eurent plus ou moins de bonheur, selon qu'ils montrèrent plus ou moins de zèle. Mais les plus zélés furent les plus grossièrement trompés. Le subdélégué de Crest et Die avoue qu'il n'a point trouvé « la moindre fermentation dans les esprits »; celui d'Orange, où cependant les nouveaux catholiques composent au moins le tiers de la population, rend hommage à la docilité de ses huguenots: mais celui de Valence, M. Rouveyre de L'Étang, prétendit avoir découvert quelque indice. Il avait vu des rôdeurs sus-

pects. Il lui fallait des renforts. Des hommes de la maréchaussée accoururent à son appel. On battit le pays, et l'on arrêta quatre déserteurs de l'armée du roi de Sardaigne! Presque en même temps, on appréhendait l'individu que M. Souchon avait déclaré dangereux. C'était un commerçant en soie de Nîmes, nommé Lacoste, dont le subdélégué à Grenoble, M. Lenain, affirma à Souchon la parfaite honorabilité. Il fallut le remettre en liberté. Tout cela était passablement ridicule; Jomaron écrivit néanmoins à Machault, pour se justifier et tirer gloire de la mésaventure qui avait fait, disait-il, quelque bruit et « ne laisse pas d'intimider les nouveaux convertis parce qu'ils voient bien qu'on les suit de près ».

M. Rouveyre de L'Étang s'était rendu, de bonne grâce, à l'évidence. Son rapport, daté du 17 novembre 1746, est un acte de haute justice. « Depuis que les ennemis de l'Etat paraissent s'approcher de nos frontières, dit-il, les religieux affectent plus de ménagements qu'ils n'ont jamais fait, et sont beaucoup plus circonspects dans toutes leurs démarches. Il ne s'est tenu aucune assemblée, ni générale ni particulière; il n'a paru aucun étranger dans ce département. Je ne puis attribuer ce ménagement qu'à l'idée dans laquelle ils sont que, dès que la paix sera faite, Sa Majesté, informée de leur conduite dans un temps aussi critique que celui où nous sommes, accordera des grâces aux condamnés. » C'est à grand'peine qu'un prédicant, nommé Roland, ose parcourir, de nuit, le pays du côté de Die la vallée de Quint, d'où il est originaire, ou la région de Barcelonnette. Il n'est plus secondé par les religieux « d'un certain état qui lui ont fait dire que s'il tenait des assemblées publiques, ils seraient les premiers à le faire arrêter ».

Rouveyre faisait naître la confiance. Ses rapports de fonctionnaire judicieux révèlent surtout un honnête

homme. L'ordre public n'avait pas d'ennemis parmi les religionnaires, mais un catholique de Barcelonnette, nommé Aguitton, vulgaire scélérat, tient la campagne qu'il terrorise, à la tête d'une bande de contrebandiers, à la vérité composée en grande partie de religionnaires. Ceux-ci traversent de préférence les villages où il y a beaucoup de réformés, et l'on doit craindre que, sous la menace de ces brigands, les paysans ne se déterminent à l'émeute. C'est contre ces gens-là que le roi doit lancer ses gens d'armes. En fait, le 8 février 1747, les chefs de la bande étaient arrêtés<sup>1</sup>. Comme il n'eût pas été convenable de terminer un tel déploiement de forces par un aveu d'impuissance, M. de Jomaron se résolut, le 8 décembre 1746, à faire arrêter quatre jeunes gens de Meus, accusés d'être allés en Suisse pour y faire bénir leur mariage<sup>2</sup>.

Jusqu'en 1748, la province jouit de la tranquillité, que M. de Marcieu compromet brusquement, en août, par l'arrestation du prédicant Duperron. Allait-on revoir un nouveau supplice? S'il n'avait dépendu que de Saint-Florentin, la chose ne faisait point de doute. Le 8 septembre, il exhortait l'intendant Lenain à montrer quelque hardiesse : « La circonstance présente est favorable, disait-il. Vous pouvez donc, ainsi que M. Lebrun, vous concerter avec M. de Marcieu pour faire un exemple du prédicant qu'il a fait arrêter<sup>3</sup>. » Mais le prédicant se rendit aux exhortations de l'évêque de Valence, et par l'abjuration, échappa au gibet<sup>4</sup>. Les religionnaires dauphinois ne seront plus inquiétés jusqu'au 7 juin 1749 où le par-

1. Au pont de Beauvoisin, par les employés des fermes, et conduits à Chambéry. Ils s'appelaient Drogue et Bétissard. Aguitton échappa.

2. A. N. H. 1459, n° 81, lettre du 8 décembre 1746.

3. A. N. O<sup>1</sup> 444, f° 188.

4. COQUEREL, I, 453. Sur ces événements, voir une lettre pastorale du ministre Rozan, B. P. F., 1870, p. 319-324.

lement de Grenoble annule, à nouveau, quelques mariages au désert <sup>1</sup>.

M. Rouveyre avait mis une ombre à son tableau. Le Vivarais, disait-il, est rentré dans une soumission presque générale, et les assemblées ne s'y tiennent plus que dissimulées, au cœur des montagnes, mais certains pasteurs voisins ont fait de cette province sauvage leur refuge, contre la tempête qu'ils prévoient dans la généralité de Poitiers.

Le Poitou était, en effet, à la veille de graves perturbations. A la vérité, son intendant, M. Berryer, n'avait guère le tempérament d'un justicier, et, sous sa débonnaire administration, les religionnaires ne limitaient plus leurs espérances. Quand le synode national d'août 1744 avait attiré un certain nombre de pasteurs du Poitou, le Secrétaire d'État, désireux de les frapper à leur retour chez eux, s'était informé auprès de l'intendant de leur nom et de la sanction qu'il convenait de leur infliger. Berryer fut fort embarrassé. Il avait bien découvert trois ou quatre absences, mais avouait qu'il ne se chargerait pas d'arrêter les coupables, sans le secours d'une forte troupe. Le Secrétaire d'État ignore apparemment l'exakte situation de la province, où les ministres sont puissants, confiants en la fidélité de leurs nombreux partisans, et où, « depuis Pâques », les assemblées se sont fort multipliées. Saint-Florentin veut que l'on agisse, mais M. de Maurepas, de qui dépend la généralité de Poitiers, a conseillé de ne rien faire; les assemblées étant de douze ou quinze cents personnes pourraient entrer en conflit avec les gens du roi, trop peu nombreux pour les affronter <sup>2</sup>.

Berryer fut ainsi dispensé de sévir contre des sujets

1. B. P. F. XIII, 338.

2. A. N. TT, 445A. Carton consacré aux affaires de la généralité de Poitiers, de 1730 à 1782, dossier 14.



qui s'empressèrent de mettre à profit cette politique de l'aveuglement volontaire.

Les choses se gâtèrent en 1745; la répression était active sur presque toutes les provinces, et, tout auprès de sa généralité, Berryer apprenait que l'intendant Barentin, à La Rochelle, frappait avec sévérité. Lui-même fut sollicité de se joindre au concert des forces, et comme il invoquait, en partie pour justifier son inaction, en partie pour excuser ses subordonnés, la croyance où étaient les religionnaires que leurs assemblées étaient tolérées par le roi, il reçut de Maurepas un avis assez sec de travailler activement à extirper cette illusion. Maurepas ne semble pas avoir insisté, mais, le 26 août, M. d'Aguesseau rappelle à l'intendant les devoirs de sa charge. Il lui serait aisé de surprendre un prédicant. Au reste, il n'y a point à craindre qu'une pareille capture puisse causer aucun mouvement dangereux. La leçon du Dauphiné, « où l'on a fait les plus grands exemples », a mis en évidence la force des ordonnances royales. Que Berryer revienne donc de ses craintes et alarmes! S'il a toléré, jusqu'à ce jour, les entreprises des réformés, il peut compter désormais sur des secours puissants, car d'Aguesseau en a conféré avec M. de Maurepas<sup>1</sup>.

Jusqu'en avril 1747, l'intendant s'appliqua, de tout son pouvoir, à éviter des conflits. Sa longanimité alla si loin qu'à la première bourrasque, M. d'Aguesseau se hâta d'incriminer « les ménagements » excessifs de son administration. « Il en faut, lui écrit-il, mais il ne faut pas renoncer à l'exécution de toutes les règles de simple police, ni fermer les yeux sur les mouvements les plus séditieux qu'ils puissent faire. » Bref, l'intendant recevait une verte admonestation pour son imprévoyante tolérance.

1. A. N. TT, 445 A, dossier 4.

Il faut avouer que l'incident, d'où sortait la leçon, était de nature à inquiéter la Cour. Le 24 avril 1747, le comte de Chabannes avait donné l'ordre à la maréchaussée de se transporter à Moncontant, village de l'élection de Thouars, composé de 800 religieux, où se tenaient de fréquentes assemblées, afin d'y arrêter quatre réformés. Trois brigades arrivent soudain au village, s'emparent des inculpés et s'apprêtent à repartir, quand un attroupement se forme et entoure les soldats, qu'il menace d'un mauvais parti. Selon la version officielle<sup>1</sup>, la foule tira sur les cavaliers, en blessa deux très grièvement, et au nombre de cinq à six cents réformés<sup>2</sup>, se disposait à profiter de cette supériorité numérique, si les soldats n'avaient relâché les prisonniers et disparu, la rage au cœur. Le comte de Chabannes se chargea d'en imposer aux rebelles, par d'autres moyens que ceux de l'intendant. Il dirige sur Moncontant deux compagnies de cavalerie, deux compagnies d'infanterie et quarante cavaliers de la maréchaussée. La terreur pousse alors vers les bois voisins les habitants de Moncontant; très peu de gens sont restés dans leurs maisons. Les soldats font sept prisonniers, parmi lesquels Louis Perochon et les frères Pierre et André Bridonneau, accusés de faire fonctions de prédicants. Les sept inculpés furent conduits aux prisons de Poitiers, et Maurepas demanda que l'on instruisit aussitôt leur procès.

Berryer assistait, impuissant, à l'écroulement de sa politique. Le sort lui épargna la douleur de frapper ceux qu'il avait si longtemps ménagés. Au mois d'août, l'affaire passait entre les mains de son successeur, M. Moreau de Beaumont, qui, tout d'abord, éta-

1. A. N. TT, 445 A, dossier 8.

2. Je remarque que les procès-verbaux officiels varient sur le chiffre; 600 disent les uns, 2 à 300 disent les autres, « presque toute la paroisse armée », dit un troisième.

blit, dans un tableau fort précieux, la situation exacte du protestantisme en sa généralité<sup>1</sup>. Il y avouait que « le nombre des religionnaires y était fort considérable », et attribuait ce progrès de l'hérésie « à la tolérance et à l'impunité » dont son prédécesseur avait fait un si long usage. Ce fut de Beaumont qui, à partir d'août 1747, se chargea du procès qui « a languï jusqu'à présent par le défaut de preuves suffisantes ». Aussi bien l'alerte, pour vive qu'elle ait été, n'a en rien ralenti l'ardeur des religionnaires : les assemblées continuent, et les prédicants font publiquement baptêmes et mariages.

Néanmoins, l'instruction traînait en longueur. Le jugement ne fut rendu que le 18 juillet 1750. Chabannes avait longtemps espéré appréhender les prédicants Fillon et Perochon, mais ceux-ci échappèrent à ses poursuites. Il fallut se contenter de ceux que l'on avait sous la main, et que l'on n'arrivait pas à convaincre. L'un d'eux, Boursault, fut toutefois convaincu « de rébellion », et condamné à être pendu. Le jugement fut exécuté le jour même. Perochon fut brûlé en effigie ; Pierre Bridonneau condamné à six mois de prison, et son frère André, aux galères perpétuelles<sup>2</sup>.

Affiché le 27 juillet, ce jugement, au dire de l'intendant lui-même, « bien loin d'en avoir imposé, semble avoir provoqué une assemblée, tenue le 26 juillet entre Melle et Saint-Maixent ». Presque au lendemain de

1. Ce tableau fut envoyé par de Beaumont à Rouillé, le 3 août 1747. L'intendant y fixe le nombre des religionnaires, paroisse par paroisse, avec certaines observations sur les assemblées, les ministres et les prédicants. Quelques documents semblables nous renseigneraient parfaitement sur l'état du protestantisme en France au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. A. N. TT, 464, f<sup>os</sup> 93-97.

2. Le 24 juillet, d'Aguesseau écrit à de Beaumont pour le féliciter de ce « jugement rigoureux ». TT, 445<sup>3</sup>, dossier 4. Chabannes trouva l'intendant « un peu trop ménager » ; il eût voulu que l'homme fût exécuté sur le lieu même de la rébellion.

l'échauffourée de Moncontant, les réformés du Poitou avaient donc repris courage<sup>1</sup>. Les nouveaux catholiques apostasiaient en masse, ce qui incita Saint-Florentin à se plaindre amèrement à M. de Beaumont. Les apostats ne semblent pas d'ailleurs avoir subi de poursuites, et la plainte du Secrétaire d'Etat resta lettre morte. Du côté de Niort, vers Saint-Maixent, on signalait une recrudescence extraordinaire d'assemblées. Par son inlassable activité, le pasteur Pradon mettait les subdélégués du Poitou sur les dents. Aujourd'hui à Niort, demain à Pousanges ou Chavaigne, cet excitateur des âmes soulevait tout le pays dans un grand élan de foi. On l'avait menacé d'arrestation ; mais lui, « réside toujours dans la province, y tient de fréquentes assemblées, et bénit plus de 2.500 mariages ». Quand les difficultés sont trop grandes pour convoquer les fidèles en plein air, des maisons hospitalières recueillent les assistants, en dépit de toutes les sanctions. L'hérésie est partout triomphante, et partout insaisissable. Devant l'intendant que ces révélations mettent en un visible embarras se forme alors le dessein d'une répression brutale.

M. d'Aguesseau exprime formellement son désir de voir cette agitation arrêtée par la capture des pasteurs<sup>2</sup>. M. Rouillé dénonce les ministres Pradon et Bessé, qu'il ordonne de surprendre sans retard. D'Argenson lui-même promet de diriger sur le Poitou telles forces que l'intendant jugera nécessaires, afin de venir à bout des hérétiques. Sous une pareille pression, M. de Beaumont promet de s'emparer des prédicants, et dut relancer ses commandants. L'un d'eux, Picoron,

1. Voir, pour la suite des événements jusqu'en 1730, A. N. TT, 443<sup>3</sup>, dossier 4.

2. Sur la multiplicité des mariages au Désert à ce moment, voir *B. P. F.*, 1894, p. 642-650, — et sur les assemblées au Désert, en 1749, dans l'élection de Cognac, *B. P. F.*, 1877, p. 357-363.

qui surveillait l'élection de Saint-Maixent, pourchasse les ministres Pradon et Bessé. Il les suit aux assemblées, convoquées au lieu de Magnolle, connaît la teneur de leurs prêches, sait qu'ils marient sans faire de publications, qu'entre eux un conflit de juridiction s'est élevé que les dirigeants de Genève ont apaisé en envoyant de Suisse depuis environ quinze jours un autre prédicant, nommé Gamain, de la paroisse de Baussais. Les pasteurs, serrés de près, échappèrent cependant, et, vers le 18 novembre, tinrent une grande assemblée, non loin du lieu appelé les Pommerates, entre Melle et Saint-Maixent, « dans un fond entouré de bois ». L'assemblée n'eut rien de pacifique. Après le sermon du prédicant Beauchamp et des deux frères Leuriers, qui, tous trois, parlèrent, « ayant chacun deux paires de pistolets à l'arçon de leur selle », le ministre Pradon arriva. Revêtu d'une robe de palais et d'un collet, il écouta quelques moments l'exhortation de Beauchamp, puis, ayant fait garnir la chaire de pistolets armés, il y monta et prêcha. Son ton d'assurance enflammait ses deux ou trois mille auditeurs, à qui il osa fixer, comme prochain rendez-vous, le lieu des Pommerates. Rouillé, averti de cet acte d'audace, décida, de concert avec l'intendant, d'y arrêter le ministre, mais celui-ci évita de se rendre à l'assemblée, et les troupes de l'officier, résolues à l'appréhender, firent d'exactes recherches en deux ou trois hameaux « qui servent de retraite aux prédicants » ; le tout en vain.

Le Poitou frémissait, et l'intendant, que la réalité ramenait aux sages mesures de Berryer, osa critiquer ce branle-bas de la justice. « Le principal objet, dit-il à Rouillé, est d'arrêter le cours des assemblées, et de tâcher d'y parvenir sans faire éprouver aucune violence aux sujets du roi qui ont le malheur d'être

engagés dans l'erreur, attendu qu'il est important de ne pas donner lieu à une désertion dans les pays étrangers, qui serait la suite et l'effet infaillible d'une autorité peu mesurée<sup>1</sup>. » Si les rapports de M. de Beaumont manquent généralement de cette aisance et de cette fermeté qui rendent si remarquables la plupart des dépêches des intendants, ils nous dévoilent cependant l'âme d'un honnête homme, fourvoyé dans une terrible aventure, d'où il voudrait que tous se retirent, l'honneur sauf. Mais Rouillé n'accorda aux objurgations de son subordonné qu'une paisible indifférence, persuadé que, pour arrêter le cours des assemblées, rien ne valait le déploiement de la force. Le 11 mai 1750, Louis Bernardin était appréhendé et mis aux prisons de Fontenay, sous l'accusation « d'avoir fait office de prédicant, de chantre, et d'avoir présenté un livre ouvert à l'assemblée pour les mettre en état de répondre au chant ». Rouillé prétendit mener son procès bon train : il était anxieux de voir le prisonnier jugé « suivant la rigueur des ordonnances<sup>2</sup> ». Nous ignorons si l'intendant accéda à ce désir, mais nous avons vu que le 18 juillet, il fut contraint à punir du dernier châtiment et des galères perpétuelles les deux inculpés dans la rébellion de Moncontant<sup>3</sup>.

Ce fut là le dernier sacrifice que cette âme, qui aurait voulu se montrer généreuse, fit à la discipline. Deux mois après, Beaumont quittait sa généralité, où vint lui succéder M. de Blossac. Etrange justice des hommes ! L'intendant que ses chefs avaient affecté de trouver « trop ménager », et dont ils avaient dédaigné les conseils de prudence, devint aussitôt le modèle qu'on ne cessait d'offrir à son successeur, impatient d'agir.

1. Lettre du 4 novembre 1749.

2. Lettre du 16 juillet 1750.

3. Voir B. P. F., 1909, p. 328-360; quelques notes sur l'Aunis et la Saintonge de 1746 à 1748, *ibid.*, p. 162-164.

Quand M. de Blossac se plaignit, dès ses premières dépêches, de voir les assemblées continuer, mariages et baptêmes se faire au désert ostensiblement, et la province travaillée par un malaise que ne laissait point soupçonner la correspondance de son prédécesseur, Rouillé lui conseilla de relire attentivement ces lettres toutes pleines de bon sens et d'esprit politique, et de se modeler sur sa conduite, faite de fermeté et de finesse. Mais cette élogieuse citation n'adoucit en rien le régime qu'avaient inauguré, pour le malheur de cette généralité, les sanctions de juillet 1750.

On peut dire que la période allant de 1745 à 1750 a été pour les religionnaires de la Guyenne l'une des plus heureuses : l'intendant de la province est alors M. de Tourny, dont la tolérance ne laisse pas d'inquiéter la Cour. En vain le Secrétaire d'Etat l'engage-t-il vivement à ne pas se départir d'une défiance absolue à l'égard des protestants : « L'intérêt de la religion, lui dit-il, se réunit à celui de l'Etat, pour ôter aux religionnaires les appuis qu'ils cherchent à se faire par des voies indirectes, et on n'y peut parvenir qu'en ne négligeant sur cela aucun avis, quand même les objets seraient manifestement grossis <sup>1</sup>. » L'intendant faisait la sourde oreille. Pour peu que le service du roi ne souffrît point des concessions qu'il pouvait faire aux nouveaux convertis, il n'hésitait point à les accorder, par esprit « de charité ». Il lui arrive de leur faire grâce, de mépriser les dénonciateurs et d'évoquer les enquêtes devant lui-même, pour décourager la calomnie. Sa bienveillance fit scandale. Les missionnaires avouaient que la vie religieuse des églises protestantes avait repris un essor tout nouveau, sous une administration si peu tracassière. Tourny ne s'in-

1. A. N., O<sup>1</sup> 508, 2 septembre 1748. Voir M. LHERITIER, *Tourny*, Paris, 1920, p. 140-153.



quiétait pas de soutenir la cause du catholicisme en Guyenne, avec les mêmes arguments qu'y avait si durement assénés l'ancien gouverneur M. de Thomond.

Une grave affaire faillit tout compromettre brusquement. En dépit des deux ordonnances du 1<sup>er</sup> février et du 16 février 1745, condamnant aux galères les religieux saisis aux assemblées, les protestants de la région de Sainte-Foy s'étaient réunis le 21 février 1745. Les organisateurs avaient faussement déclaré que le monarque songeait à permettre la liberté du culte et qu'en tous cas, les assemblées ne seraient point inquiétées. Sur ces assurances, un grand nombre d'étrangers accoururent à la réunion. Dès huit heures, on comptait 6.000 personnes au lieu dit « Le Fauga » et le pasteur Olivier dit Jean Loire montait en chaire. A deux heures l'assemblée se sépara : « Les religieux en sont revenus comme en triomphe, et les catholiques ont été consternés. » Mais l'affaire avait été dénoncée à Tourny qui, ne pouvant fermer les yeux, ordonna à quatre religieux de comparaître à l'intendance. Dès le lendemain, les inculpés arrivèrent à Bordeaux et Tourny se contenta de leur promesse de ne plus retourner aux assemblées<sup>1</sup>. Mais une nouvelle réunion avait été annoncée pour le dimanche suivant. Dix brigades de la maréchaussée furent donc alertées et logées, à Sainte-Foy, chez l'habitant religieux. Tourny fit même placarder sur les murs de la ville les décrets royaux, espérant que cet appareil de terreur détournerait de tenir l'assemblée. Les protestants s'abstinrent en effet, et Tourny profita de leur soumission pour écrire, le 2 mars, une lettre circulaire à tous les curés des paroisses. Il y vantait la soumission obtenue sans violence : « Tout, disait-

1. Lui-même écrivait à Saint-Florentin qu'il convenait de faire « beaucoup de bruit et peu de besogne », lettre du 22 février 1745. Tout le dossier fort considérable de cette affaire est aux A. N. TT, 434, f<sup>os</sup> 260-309, sous ce titre : Généralité de Bordeaux, 1745-1746.

il, doit être regardé à Sainte-Foy et aux environs comme calme, repentant et absolument éloigné de nouvelles assemblées dont on connaît le crime, et dont on craint la peine. » Il recommande alors aux curés d'assurer la pacification par des voies de douceur et par un zèle « moins vif qu'affectueux ». C'était là un beau langage. Saint-Florentin félicita l'intendant de sa lettre ; l'évêque d'Agen lui fit ses compliments. Un an plus tard, le ministre recommandait encore à La Bourdonnaye, intendant de Rouen, la méthode temporisatrice de M. de Tourny. Cependant, la Cour s'inquiétait de tant d'indulgence. Le Secrétaire d'Etat souhaitait un acte de vigueur : « Le remède, écrivait-il à Tourny, paraît ici nécessaire <sup>1</sup>. » Tourny céda : quatre inculpés furent mis en prison et diverses amendes frappèrent les suspects. Mesures inefficaces, car presque sans répit, les assemblées reprirent à Nérac et de nouveau à Sainte-Foy <sup>2</sup>. L'intendant eût voulu sauver une situation périlleuse en obtenant lui-même des marques de repentir. Mais les résultats furent déplorables, et comme, d'autre part, le parlement de Bordeaux insistait pour entrer en scène, M. de Tourny laissa la cour souveraine agir, frapper et semer l'alarme. En dépit de tout cet appareil, ces efforts restèrent vains, et le parlement sentit le besoin de demander à l'intendant le concours de la maréchaussée. Celle-ci procéda à des arrestations en masse <sup>3</sup>. Le résultat était immanquable : les religionnaires, surexcités et poussés par la fureur, se retournèrent un certain jour contre les brigades de la maréchaussée, et, dédaignant arrêts et ordonnances, reprirent avec une ardeur renouvelée le cours des

1. A. N. O<sup>1</sup> 506, 3 mars 1745. Les inculpés restèrent en prison jusqu'au 20 juillet 1745.

2. Assemblées les 5, 9 et 12 juin 1746 dans un bois près de Sainte-Foy; assemblée le 18 juin.

3. A. N. O<sup>1</sup> 508, 24 juin 1749.

assemblées. La généralité était pleine de désordres. Comme les protestants de Languedoc et de Saintonge s'agitaient au même moment, la Cour put redouter une révolte générale <sup>1</sup>.

Dès qu'elle disposa de quelques troupes, elle envoya donc des dragons pour rétablir l'ordre en Basse-Guyenne. Deux escadrons prirent quartier dans la région de Sainte-Foy, cependant qu'une taxe extraordinaire de 12.150 livres était imposée aux religieux. Comme l'agitation allait croissant, le régime des dragonnades ne fut pas adouci : « Il faudra agir quand on sera en force », avait écrit le ministre à Tourny<sup>2</sup>. Des dragons, cantonnés en Languedoc, furent transportés vers Clairac, où l'intendant, s'il eut le souci d'éviter les excès, s'appliqua néanmoins à faire sentir durement aux nouveaux convertis le poids de son ressentiment. Les soldats étaient logés chez les seuls religieux, qui durent pourvoir à tous les frais.

Tolérance, persuasion et douceur ne purent avoir raison des religieux, qui ne se laissaient plus intimider et ne voulaient pas non plus se laisser convaincre.

En Normandie, la situation eût pu rester absolument calme, si le gouvernement n'avait provoqué l'irritation populaire par de fréquents enlèvements d'enfants. L'ensemble des protestants y résistait aux suggestions des pasteurs. Dès 1742, les ministres Viala et Loire, ayant essayé d'organiser les églises de Normandie, reconnaissent que la situation est « déplorable ». Dépourvu d'active piété, de courage, de générosité pécuniaire, tel apparaissait le huguenot normand à ses pasteurs, à qui cette résistance arrachait des plaintes amères<sup>3</sup>. Ces gens, avant tout pratiques, igno-

1. A. N. O<sup>1</sup> 809, 11 août 1750.

2. A. N. O<sup>1</sup> 510.

3. Lettre du pasteur Gautier d'août 1749, dans WADDINGTON, p. 80-81.

rent ce qu'est la vertu et ne veulent point entendre parler d'héroïsme. Quand les ministres les invitent à tenir des assemblées, et à assister aux prêches du désert, on leur répond que le roi le défend, et qu'un fidèle sujet doit obéissance à son prince. En vain rappelle-t-on la parole de l'Écriture qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. Les protestants de Normandie savent qu'il en coûte cher de désobéir au roi, et cela suffit à leur sagesse. Comme, par ailleurs, le parlement de Rouen se montre tolérant, que le procureur général, M. de Montivilliers, reconnaît les mariages protestants et ne s'avise pas de regarder de trop près à la situation des fiancés et des enfants, la foule huguenote se déclare satisfaite de ce bien-être relatif et est toute disposée à subir les volontés de la Cour, qui n'aggraveront pas cette supportable dépendance.

La Cour ne multiplia pas en effet ses vexations, comme elle le fera en d'autres provinces, mais, fidèle à sa vieille tactique, elle faisait peser sur les enfants le poids des lois dont s'étaient insensiblement allégés les parents. Depuis 1740, les enlèvements d'enfants ont repris. En 1744, poussé par l'évêque de Bayeux, l'intendant de Caen, M. de La Briffe fait enfermer aux Nouvelles Catholiques une jeune orpheline de seize ans<sup>1</sup>. En 1746, le pays de Caux semble sortir de sa torpeur, et prêter une oreille attentive aux exhortations de son ministre. Quelques fidèles se risquent à participer à des assemblées, mais Saint-Florentin a tôt fait d'arrêter ce timide élan. Il suffit que l'intendant, M. de La Bourdonnaye, fasse preuve d'une plus active surveillance, pour que l'ordre se rétablisse sans incident<sup>2</sup>. Tandis

1. C'était Elisabeth Suzanne de La Rivière : son frère Jean François, 13 ans, était déjà aux Nouveaux Catholiques de Caen, où il était allé de son plein gré ». A. N. TT, 460, f° 15.

2 A. N. O<sup>1</sup> 442, f° 177, lettre du 22 août 1746.

que partout ailleurs le déclin des « maisons de la propagation » s'accroissait, par épuisement de ressources pécuniaires et résistance des familles à y envoyer leurs enfants, l'œuvre de la propagation en Normandie conservait une exceptionnelle prospérité. Le roi, soupçonnant la vérité, demanda, le 3 février 1747, les états des enfants nourris en ces maisons sur le trésor royal<sup>1</sup>. On découvrit alors que la maison de Saint-Lô abritait quarante-cinq nouvelles catholiques, et celle de Caen trente et un nouveaux convertis, tous nourris par le roi; que celle de Caen abritait trente-neuf jeunes filles dont trois seulement étaient à la charge de leurs parents. Ces enfants que l'on représentait comme des victimes de l'intolérance royale et de la cruauté des évêques, toujours actifs à arracher les fils aux bras de leurs pères, étaient en réalité, en grande partie, admis par des religieuses, qui ne savaient pas résister aux sollicitations de familles désireuses de se débarrasser de quelques bouches difficiles à nourrir. Louis XV fit savoir à ces peu scrupuleuses dispensatrices de la charité royale son mécontentement et élaborait le règlement du 18 mars 1747<sup>2</sup>.

Destiné à corriger un abus, celui-ci devint en réalité l'occasion d'un abus contraire. Ramenée sur la voie des violences, la Cour va provoquer de terribles incidents. Le 12 juillet 1748, l'ordre avait été donné à l'intendant de mettre aux Nouveaux Catholiques de Caen Robert Martingley, âgé de onze ans. L'évêque de Bayeux sollicita des ordres semblables pour un certain nombre d'enfants de la paroisse d'Athis. La maréchaussée fut chargée d'opérer ces arrestations, et l'expédition devait avoir lieu dans la nuit du 24 au 25 octobre. On espérait faire une rafle générale : il s'en fallut de

1. A. N. O<sup>1</sup> 507.

2. La lettre du 30 mars ainsi que le règlement ont été publiés par WADDINGTON, p. 59, et par M. GALLAND, p. 326-330.

peu qu'on ne revînt les mains vides : « Quoique j'aie fait prendre, lisons-nous dans la relation écrite par l'évêque, toutes les précautions possibles et que le secret ait été très bien gardé, on n'a pu arrêter que dix enfants; quatre nous ont échappé par des issues souterraines que leurs pères avaient fait faire dans leurs maisons, depuis la signification des premiers ordres du roi, qui leur avaient donné l'alarme. Je compte de retrouver bientôt ceux qui nous ont échappé. Je suis instruit par des personnes sûres et discrètes de toutes les allures des huguenots, et on fera par parties ce que l'on n'a pu faire tout d'un coup<sup>1</sup>. »

Il semble bien que la promesse de l'évêque ait été rigoureusement tenue, si, du 20 octobre 1747 au 1<sup>er</sup> novembre 1748, nous pouvons retrouver onze lettres de cachet datées du 12 juillet, douze lettres du 28 septembre, et dix-sept, en octobre 1748, ordonnant des enlèvements d'enfants aux paroisses de Condé, d'Athis, Sainte-Honorine, Le Chefresne, Saint-Lô et Caen. Cependant l'intendant La Briffe accomplit cette besogne-là avec une évidente mauvaise grâce qui lui attire de Saint-Florentin une espèce de blâme, pour la façon si peu discrète avec laquelle ses officiers agissent, et qui permet aux parents « d'avoir toutes les commodités de cacher leurs enfants<sup>2</sup> ».

Le 8 décembre 1749, les cavaliers de la maréchaussée furent derechef lancés à la poursuite de jeunes huguenots. « Plus heureux ou plus prudents que l'an passé, ainsi que l'écrit la supérieure des Nouvelles Catholiques de Saint-Lô, ils arrêterent cinq enfants de la paroisse de Chefresne. » Mais il y avait eu, sur les trois filles conduites à Saint-Lô, quelque méprise; la maréchaussée avait pris « deux filles pour deux

1. A. N. TT, 452, f<sup>os</sup> 377-378.

2. A. N. O<sup>1</sup> 508. Voir GALLAND, p. 334-336.

autres ». Il ne semble pas d'ailleurs que l'erreur ait été corrigée au bénéfice des victimes <sup>1</sup>. Il y eut alors une sorte d'accalmie; en 1750, on ne relève guère que l'enlèvement des deux enfants de Boissnormand, habitant auprès de Laigle <sup>2</sup>.

Ces mesures auraient pu provoquer de sanglantes représailles, si l'intendant, contraint de les appliquer, ne s'était efforcé d'en amortir le choc. Les parents étaient souvent avertis, de mystérieuse façon, de la menace dressée sur la tête de leurs enfants. Ceux-ci disparaissaient soudain; la proximité de la mer favorisait les évasions. Rarement, on se jetait à la poursuite des fugitifs. Les parents étaient, il est vrai, rendus responsables de ces évasions, et La Brieffe affectait de les menacer de durs châtiments. Mais la sévérité des paroles dispensait de celle des actes. Deux religieux qui subirent quatre à cinq mois de prison semblent avoir épuisé l'extrême rigueur de l'intendant pour ce crime. Encore leur fut-il permis de voir, pendant ce temps, tous leurs amis, et ils « sont sortis victorieux » de leur épreuve un peu longue. L'attitude de l'intendant apparaissait de jour en jour si peu équivoque, que l'évêque de Bayeux en fit l'objet d'une plainte auprès du Secrétaire d'Etat <sup>3</sup>. Lemécontentement du prélat nous est un indice de la nonchalance apportée à l'exécution des arrêts du roi : la Normandie retournait au régime de la tolérance tacite <sup>4</sup>.

Les religieux de la Provence ne semblent pas avoir été l'objet de poursuites bien vives, jusqu'en

1. A. N. TT, 452, f° 379. Il y a là, encore, la liste des enfants mises aux Nouvelles Catholiques de Caen, faite en 1754, f°s 397-400; et la liste pour Alençon, faite en 1747, f°s 358-375.

2. A Croy, en Basse-Normandie, Waddington compte 42 enlèvements d'enfants, de 1738 à 1752, soit trois par an.

3. A. N. TT, 291.

4. M. Galland en donne d'abondantes preuves, p. 403-405.



1749<sup>1</sup>. L'intendant, M. de La Tour de Gleissé, surveillait avec prudence les rares foyers de l'agitation huguenote, comme les villages de Moriès et Mérindol. Mais le mouvement restait local et l'hérésie, contenue dans ces limites, ne parvenait pas à faire sortir le paisible intendant de son indifférence apparente. Toutefois, les réformés de Mérindol crurent pouvoir faire, vers le début de l'année 1749, une démonstration, à l'occasion de l'enterrement d'un religionnaire. Saint-Florentin releva le défi. « Les voies de l'autorité, disait-il à l'intendant, sont encore plus utiles et plus nécessaires dans un lieu tel que Mérindol, où tous les habitants sont religionnaires, et où il serait difficile et même dangereux d'exécuter des décrets de justice qui sont toujours prévus, et dont le secret peut être aisément trahi. » L'intendant était invité à arrêter les principaux agitateurs. L'appareil de la justice, loin d'effrayer ces âmes de provençaux ardents, surexcita leur zèle. Jamais les ministres Roland et Lafont ne multiplièrent autant les assemblées, et jusqu'au mois d'octobre 1749, les deux villages, avec une obstination irréductible, bravèrent les ordonnances royales. Le curé de Mérindol écrit, le 7 octobre, au Secrétaire d'Etat, à qui il fait un tableau poussé au noir « de cette Genève de Provence », et de ses deux ministres « qui ont fait dans celieutant de mal au temps de la dernière guerre<sup>2</sup> ». Saint-Florentin envoie des ordres pour jeter aux prisons d'Aix six religionnaires de Mérindol et un habitant de Moriès. En même temps, afin de prévenir les hésitations d'un intendant peu fait aux répressions

1. Sur la surveillance dont furent l'objet les religionnaires de Provence en 1746, au moment où l'on redoutait une descente sur les côtes, voir A. M. G. n<sup>os</sup> 3.178 et 3.179; n<sup>o</sup> 3.240 sur l'affaire de quelques espions découverts à Toulon en 1747; n<sup>o</sup> 3.241, où l'on raconte quelques incidents survenus en 1747.

2. Cette lettre et une autre, du 10 novembre 1750 se trouvent aux A. N. TT, 448, chemise 2.

rapides, il dirige sur la Provence des troupes suffisantes qui seront distribuées « dans les cantons les plus suspects ». Les lieux de Mérindol et Cabrières eurent à souffrir du passage des soldats, qui firent huit descentes à la seule ville de Mérindol<sup>1</sup>. L'affaire tourna court cependant. Ayant traîné de procédures en procédures, l'intendant avait si bien fait qu'au mois de mai 1750 les charges se trouvèrent évanouies, comme la fumée au souffle du vent. En ce qui concernait les assemblées de Moriès, Saint-Florentin était prévenu que les accusations n'arrivaient pas à s'établir sur une certitude et qu'il conviendrait sans doute de ne point s'obstiner. A l'égard des affaires de Mérindol, le mal était pire. L'accusation avait signalé une assemblée tenue, le dimanche 11 mai 1749, à proximité de l'église, où les huguenots auraient chanté leurs psaumes à si haute voix que le curé s'était vu contraint d'interrompre son prône<sup>2</sup>. L'intendant, à la suite d'enquêtes, réduisit l'assemblée à la réunion de cinq ou six jeunes garçons, qui, à la vérité, avaient chanté les psaumes, mais cela, avant que le curé ne fût monté en chaire, et en l'absence de leur instituteur qui s'en fut le soir, accompagné du viguier, faire des excuses au prêtre et l'assurer que cela n'arriverait plus. Il fallait sortir de l'impasse sans trop d'incommodité. Jusqu'en septembre, les juges s'appliquèrent à innocenter tous ceux qui se trouvaient impliqués dans le procès, soit comme accusés, soit comme témoins, et l'intendant proposa enfin de rendre la liberté aux prisonniers<sup>3</sup>.

Ainsi tomba l'irritation de la Cour. Vainement, couvrit-elle cette retraite d'appels belliqueux à l'intendant, qu'elle chargeait d'exercer une exacte vigilance sur les assemblées et les mariages au désert, et d'arrêter

1. Voir A. N. O<sup>1</sup>445, f<sup>os</sup> 42, 97, 182, 215.

. L'accusation était du 5 juin 1749.

3. A. N. O<sup>1</sup>446, f<sup>os</sup> 14, 23, 93, 100, 214.

les coupables. M. de La Tour se garda de jeter le trouble parmi son peuple, qui jouit, de longues années encore, d'une tranquillité parfaite.

L'année 1745 avait été, pour les réformés du pays de Foix, une année pénible. La récente aventure des gentilshommes verriers conduits, à la chaîne des forçats, sur les galères royales soulevait l'émotion<sup>1</sup>. Du côté de Calmont, où la piété protestante a toujours revêtu des apparences turbulentes, les assemblées avaient continué, affrontant les troupes de Gudanes qui les chargeaient sans pitié, comme on peut le voir vers la fin d'août 1746. Mais le Secrétaire d'État ne se déclarait point satisfait : « Il serait beaucoup plus essentiel, disait-il à M. de Gudanes, que vous fissiez arrêter le ministre qui les convoque<sup>2</sup>. » Ce ministre, nommé Olivier, fut assez habile pour déjouer toutes les embûches. Pendant l'année 1747, les assemblées continuèrent, sans qu'aucun incident sérieux entravât cet apostolat. Mais à l'assemblée qui se tint dans la nuit du 20 au 21 avril 1748, auprès de Saverdun, la maréchaussée réussit à appréhender trois religionnaires de Saverdun, et deux de Mazères. Saint-Florentin aurait souhaité un acte de vigueur, que les prisonniers fussent longtemps incarcérés, que fussent arrêtés encore quelques chefs du parti protestant, que l'on mît tout en œuvre afin de s'assurer de la personne du ministre<sup>3</sup>. Gudanes eut d'abord à réprimer une explosion de colère générale. La contrée devenait menaçante. Deux brigades de la maréchaussée y furent envoyées en toute hâte, et logées chez huit des principaux religionnaires. M. de Martignac était arrêté et mis en

1. Cependant M. Brun écrit, qu'après les événements de 1744 « pendant plus de trois années, on ne relève rien de suspect contre ceux de la R. P. R. », p. 13.

2. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 181, lettre du 1<sup>er</sup> septembre.

3. A. N. O<sup>1</sup> 444, f<sup>o</sup> 87, lettre du 9 mai 1748.

prison. L'effervescence augmentait de toutes parts. Saint-Florentin conseilla à M. de Gudanes de cesser immédiatement les poursuites, qui, disait-il, avaient provoqué les terribles événements de 1745 dans la généralité de Montauban<sup>1</sup>. Bien plus, il désavoua son lieutenant qui avait prétendu obliger tous les religionnaires ayant fait baptiser leurs enfants au désert de les porter à l'église. Ce n'est point d'une mesure générale qu'il s'agit, mais simplement de trois habitants du village de Gabre et « je ne crois même pas, disait-il, qu'il faille les contraindre, s'il peut en résulter quelque inconvénient ». Quoi qu'il en eût, Gudanes dut se tenir à ces directives précises; il insista néanmoins pour contraindre encore deux religionnaires du Mas-d'Azil; « il faut en demeurer là », conclut Saint-Florentin<sup>2</sup>.

En septembre, Gudanes se livre à de grands espoirs; les principaux religionnaires de Mazères, qu'il croit avoir complètement gagnés, lui ont fait la promesse de lui livrer le pasteur Olivier, demeuré jusque-là introuvable<sup>3</sup>. Eut-il vent du complot? Préféra-t-il exercer son ministère dans une région moins périlleuse? Toujours est-il que le fameux Olivier, après avoir prêché les réformés du Salat, s'en fut du côté du Mas-d'Azil, dans la vallée de l'Arize.

Mais il joua de malheur. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, une importante assemblée fut surprise au Clos-del-Bouix, voisin du Mas-d'Azil. Le subdélégué de Gudanes, Siret, inculpa seize religionnaires. L'affaire menaçait de prendre des proportions inquiétantes, d'autant que Saint-Florentin était d'avis de ne plus

1. Le calme fut rétabli, fin mai; lettre du 26 mai; f<sup>o</sup>s 94 et 106.

2. A. N. O<sup>1</sup> 444, f<sup>o</sup>s 172, 179.

3. En fait, les consuls de Mazères arrêtaient eux-mêmes quelques fidèles, accusés d'avoir assisté à deux assemblées, auprès de Mazères et de Saverdun, le 25 avril, f<sup>o</sup> 196.

ménager les coupables <sup>1</sup>, les réformés du pays de Foix affectant d'abuser « de l'indulgence et du pardon » de Sa Majesté à leur égard. Neuf inculpés réussirent à reconquérir la liberté; mais les sept autres furent jetés à la Tour ronde de Foix, et de là, « transférés à leurs frais » dans les prisons du Castillet de Perpignan, d'où ils ne sortirent que pour être conduits, après l'arrêt du 24 mars 1749, sur les galères du roi. Leurs biens étaient en outre confisqués, et le Mas-d'Azil condamné à une amende de quatre mille livres. Saint-Florentin ne voyait plus aucun inconvénient à accentuer la répression <sup>2</sup>. Il engageait même l'intendant, M. Pontedalbaret, d'ordre du roi, à « user de la même rigueur » contre tous les réformés, prévenus d'avoir assisté à quelque assemblée. « Je suis très persuadé, lui disait-il, qu'en employant ces moyens, il sera entièrement inutile de faire venir aucune espèce de troupes dans le pays. » L'intendant ne mit que trop à profit cette exhortation. Par arrêt du 18 juillet, il décréta de prise de corps quarante-cinq religionnaires. Ce fut, parmi les habitants de la contrée, une panique éperdue; les inculpés s'enfuyaient au désert <sup>3</sup>. La consternation était générale. Quatre jours après ce coup d'autorité, nouvelle ordonnance contre deux ministres et vingt religionnaires. Saint-Florentin, que tant de zèle finit par émouvoir, se hâta de contenir son impétueux fonctionnaire. L'ordonnance du 18 juillet fut ajournée, et on laissait en-

1. A. N. O<sup>1</sup> 444, f<sup>o</sup> 235; lettre du 3 décembre.

2. A. N. O<sup>1</sup> 445, f<sup>o</sup>s 4, 59 et 141. Voir de GRENIER-FAJAL, *Correspondance des frères Laborde*, 1883.

3. Un seul fut conduit aux prisons de Perpignan, François Fustier, du Mas-d'Azil. « A partir de cette date du 18 juillet, écrit M. Brun, nous n'avons plus trouvé aucune trace d'assemblées illicites, ou du moins de poursuites contre ceux de la R. P. R. qui auraient pu s'y rendre », p. 15. On voit qu'il faut compléter les données de M. Brun par les textes que nous apportons.

Sur l'assemblée du Clos-del-Bouix, voir *B.P.F.*, 1884, p. 74-78; sur le rôle pacificateur du curé du Mas-d'Azil en 1748, *B.P.F.*, 1897, p. 266-275; sur la situation des protestants de ce canton en 1750, *B.P.F.*, 1912, p. 472.

tendre qu'il conviendrait même de la laisser tomber dans l'oubli<sup>1</sup>.

De leur côté, les habitants du Mas-d'Azil, Sabarat, Lasbordes, Campagne et Camarade, écrasés sous le faix des amendes, firent entendre une plainte énergique au contrôleur général, assez enclin à l'accueillir si Saint-Florentin, dont la colère n'était pas apaisée, ne s'était rudement interposé : M. de Gudanes et M. de Pontedalbaret n'ont agi que d'après les intentions de Sa Majesté, et les religionnaires « qui osent attaquer leur conduite sont des rebelles qui ont abusé de l'indulgence de Sa Majesté et ne peuvent être réprimés trop sévèrement<sup>2</sup> ». L'intendant n'avait pas caché ses appréhensions, à la suite de la démarche des protestants, si favorablement accueillie par le contrôleur général. Saint-Florentin dut l'encourager, et lui promettre de soutenir son action vigoureuse. C'est ainsi que l'un des condamnés aux galères ayant sollicité une commutation de peine vit sa requête rejetée, et qu'un certain Fargues, renvoyé des galères sous prétexte qu'il ne pouvait marcher, n'échappa à une détention perpétuelle que par la fuite. Mais son frère paya pour lui; accusé d'avoir « troublé la maréchaussée dans ses fonctions », il fut jeté à la Tour ronde de Foix, ainsi qu'une femme, Anne Ninau. Restaient les fugitifs, qui, depuis la tourmente de juillet 1749, n'avaient pas osé reparaitre. Saint-Florentin prétendit ne leur faire remise d'aucune de leurs peines. « Il faudra, disait-il, attendre un certain temps pour qu'ils puissent se rassurer et revenir chez eux » ; l'intendant ne manquera pas, à ce moment, de leur montrer que la justice demeure inexorable<sup>3</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 445, f<sup>o</sup> 141, lettre du 2 août 1749.

2. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 11, lettre de Saint-Florentin au contrôleur général, 16 janvier 1750.

3. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>os</sup> 12 et 51

Si rien ne démontre mieux l'absence d'un plan uniforme et concerté en vue de reprendre la politique de répression, après la paix d'Aix-la-Chapelle, que la diversité des situations en Dauphiné et Normandie, Poitou et Guyenne, Comté de Foix et Provence, l'état du Montalbanais peut encore servir à illustrer ce fait historique, que refusent généralement d'admettre les historiens de la Réforme.

Depuis les terribles événements de 1745, la généralité de Montauban n'avait été secouée par aucune crise d'agitation religieuse. Si nous devons en croire le témoignage de Saint-Florentin lui-même, jusqu'en décembre 1747, le calme — presque absolu — n'avait cessé de rendre à cette province un équilibre jadis compromis<sup>1</sup>. Dès la fin de l'année 1746, M. Lescalopier rendait hommage au bon esprit de ses huguenots. « Ils commencent à marquer de la confiance », disait-il. Et dans sa pensée, ce retour à l'obéissance s'accompagnait d'une désaffection grandissante à l'égard des ministres, « gens qui excitent la fermentation et le désordre ». Les protestants ne voulaient plus concourir au désordre. C'est à peine si l'intendant parvenait à découvrir quelques rares assemblées, où s'étaient mariés quelques religionnaires, qui furent d'ailleurs poursuivis et condamnés<sup>2</sup>. C'est aux environs de Négrepelisse que les pasteurs semblent avoir recommencé, vers la fin de 1747, leurs assemblées publiques, mais l'intendant, par arrêt du 1<sup>er</sup> décembre, condamna l'arrondissement à une forte amende, et la tentative parut tomber à plat<sup>3</sup>. Refoulés des assemblées et maintenus dans une active surveillance, les réformés son-

1. « Je suis persuadé que vous allez jouir à présent du même calme dont vous jouissiez depuis l'année 1745 », lettre du 24 décembre 1747 : O<sup>1</sup> 443, f<sup>o</sup> 261.

2. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>os</sup> 222 et 270, lettres du 7 novembre et du 27 décembre 1746.

3. A. N. O<sup>1</sup> 443, f<sup>o</sup> 261.



gèrent à trouver des complices parmi les curés eux-mêmes. Celui de Verlaguet ne fit aucune difficulté de se prêter à toutes les combinaisons capables d'assurer la bénédiction d'un prêtre catholique aux fiancés réformés, au moindre dommage de leur foi héréditaire. Vers la fin de février 1748, le procédé avait une telle vogue que, de Montauban, un grand nombre de religieux vinrent trouver l'accommodant curé, et un autre complice. Divulguée, l'affaire fit quelque sensation, mais les poursuites engagées n'aboutirent qu'à l'égard de l'ecclésiastique, qui dut « subir une longue prison<sup>1</sup> ».

Durant toute l'année 1749, le subdélégué de Montauban reconnaît volontiers le calme dont fait preuve la population huguenote. Sans doute, le ministre Durrieu parcourt secrètement la région, convoquant ici quelque assemblée rigoureusement privée, faisant là un baptême, célébrant ailleurs un mariage, mais ces vestiges d'un culte jadis florissant montrent à quel régime sont réduits maintenant les religieux<sup>2</sup>. — Le subdélégué de Vabres, au contraire, signale la reviviscence d'un esprit entreprenant. C'est en effet de ce côté là que les religieux ont décidé de renouer les traditions interrompues. Les assemblées avaient cessé pendant la guerre. Elles reprirent avec une fréquence continue. On fit donc rouler, à travers la région, des brigades de maréchaussée. Elles arrivaient toujours trop tard. Les protestants de Saint-Affrique et de Camarès ne se gênaient plus pour se rendre aux lieux de leurs assemblées. On vit le pasteur s'attabler chez un cabaretier, en compagnie d'un grand nombre de fidèles, qui se rendaient tous au *Rocher de Caylus*. Quant aux assemblées particulières, le subdé-

1. Sur cet incident, voir A. N. O<sup>1</sup> 444, f<sup>os</sup> 42, 128 et 237.

2. A. N. O<sup>1</sup> 445, f<sup>os</sup> 98 et 121.

légue avouait qu'elles étaient innombrables. Sur tout cela, l'impunité s'étendait; on n'arrivait pas « à des connaissances plus sûres <sup>1</sup> ». Quand Lescalopier saisissait, par grand hasard, quelque particulier ayant fait baptiser son enfant au désert, il le gardait quelques jours en prison, n'osant pas infliger une sanction plus rigoureuse<sup>2</sup>. Et le mal gagnait en étendue. C'est le subdélégué de Caussade qui se plaint, en juin 1750, du grand nombre des assemblées et des mariages au désert. C'est celui de Vabres qui revient à la charge, dès juillet 1750, car il a eu avis que les ministres du Languedoc avaient détaché le proposant François Reigné et le pasteur Paul Marazel, afin d'aller tenir des assemblées, ranimer les courages et exciter chaque famille, qu'ils visitent sous la conduite de Mathieu Basserot, marchand de Saint-Affrique<sup>3</sup>.

Ces nouvelles provoquaient bien quelque émoi à la Cour, où l'on aurait souhaité la capture de Marazel, mais ne trouvèrent aucun écho au palais de l'intendance, de plus en plus fermé aux excitations passionnées. Jusqu'en 1752, la généralité de Montauban n'attirera presque plus les regards du Secrétaire d'Etat, et, protégés par leur obscurité même, les religieux vont y reconstituer leurs cadres et rétablir leurs églises, sur de fermes assises.

Ceux de la Navarre ne paraissaient point vouloir relever leur tête humiliée. Les incidents qui, en deux ou trois circonstances, dressèrent les uns contre les autres protestants et fonctionnaires, attestent la volonté générale de conserver une tranquillité, dont on appréciait enfin

1. A. N. O<sup>1</sup> 445, f<sup>o</sup> 208, lettre du 7 novembre 1749.

2. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 151, lettre du 22 juin 1750.

3. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>os</sup> 135 et 180. A. Saint-Antonin, le curé et le maire mirent, de leur autorité privée, une jeune fille au couvent, prétextant qu'elle l'avait demandé. Saint-Florentin blâma leur initiative... mais la soutint ! O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 217.

la valeur. Au mois de mai 1746, les nouveaux catholiques de Mauvezin — lieu redouté de la Cour — firent des obsèques solennelles à leur coreligionnaire Garipuy. L'intendant, M. de La Bove, eût désiré sévir, mais Saint-Florentin l'en dissuada sagement. Il fallait, disait-il, réserver les exemples de sévérité pour les cas plus graves<sup>1</sup>. Certains curés s'obstinaient dans leur mauvais vouloir, rendant impossible la bénédiction catholique du mariage des nouveaux convertis. L'un d'eux, nommé Forsans, après avoir satisfait à toutes les épreuves exigées, et sans cesse aggravées par le curé d'Orthez, se plaignit enfin au Secrétaire d'Etat. Depuis dix ans, le curé le conduisait d'épreuve en épreuve, mais non à l'autel. Sous le coup de l'exaspération, et accompagné de quelques religionnaires d'Orthez, Forsans fit un éclat dans l'église, où il interpella vertement le curé. L'évêque de Dax envoya à Saint-Florentin une lettre scandalisée, mais il n'eut pas lieu de se féliciter de son intervention. Le Secrétaire d'Etat osait justifier la « démarche » de Forsans « mis au désespoir » par un « curé dont le zèle excessif » et « le caprice » peuvent « contraindre les sujets du roi à s'expatrier ou à cohabiter criminellement ». L'évêque fut invité à morigéner son subordonné<sup>2</sup>. La province, ainsi mise à l'abri de certaines exigences se maintint dans l'obéissance. Il faudra arriver en octobre 1750, pour surprendre un plissement sur cette surface paisible. Vers le lieu de Belloc, deux petites assemblées avaient été convoquées, et la chose parut d'autant plus étonnante que M. Cazaux, le vigilant procureur du parlement, n'avait eu nul soupçon de la présence d'un ministre en ces parages. Il lui suffit d'ailleurs de parler un peu ferme, et tout rentra dans l'ordre, sans incident. Saint-Florentin n'avait pas un

1. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>os</sup> 104, 162.

2. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>os</sup> 143, 224, 262.

instant douté du résultat, et sa confiance était demeurée inébranlable<sup>1</sup>.

A l'autre extrémité de la France, les religionnaires de la Picardie continuaient à s'affermir, dans leur condition médiocre. Peu turbulents, mais tenaces dans leurs habitudes, ils poursuivaient tranquillement leur conduite équivoque. Pour échapper aux lois du royaume, ils allaient, au temps de la fête de Pâques, célébrer leur culte et régulariser leurs mariages à la ville voisine de Tournay. Depuis 1732, nul n'avait entravé ces voyages; l'exode se déroulait dans un ordre parfait; et les populations ne songeaient guère à troubler des pèlerins, exacts à reprendre le chemin de leur patrie. En 1750, une ombre légère s'éleva, qui, favorisée par le vent, eût pu devenir la nuée où se forme l'orage. Saint-Florentin, ému par une lettre de notre ambassadeur, M. de Puisieux, demandait à l'intendant Chauvelin s'il n'y avait pas quelque facilité « d'arrêter cet abus ». Mais Chauvelin ne se souciait guère d'émouvoir un pays tranquille. Les voyageurs continuèrent de se rendre à Tournay, sans être le moins du monde molestés<sup>2</sup>.

La Cour suivait, au milieu de ces vicissitudes, une politique multiple et diverse, qui n'arrivait point à se fixer. Qu'elle recherchât la paix, même après que le traité d'Aix-la-Chapelle lui eut rendu la disposition des troupes jadis employées à la course à l'hérétique, la chose ne paraît pas douteuse. Les intendants furent poussés, sauf de rares exceptions, à revenir aux voies de la douceur. Mais il est non moins sûr que ce retour à la paix se fit par des voies tortueuses. La Cour se heurtait ici à des religionnaires trop empressés à mettre à profit les jours de liberté que leur valait la guerre étrangère,

1. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>os</sup> 224, 248.

2. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 260, lettre du 27 novembre. Voir Roger DE SAINTE-SUZANNE, *Les intendants de la généralité d'Amiens (Picardie et Artois)*, Paris, 1865.

et qu'il fallut ramener à l'observation des lois. Elle rencontrait là des indicateurs qui, par leurs rapports effrayés, augmentaient les craintes, toujours prêtes, depuis 1745, à ressusciter. Ainsi l'on allait de la menace au pardon, sans aboutir à l'équilibre véritable. Mais, à travers ces versatilités, il serait injuste de ne point reconnaître la pensée fondamentale de la politique religieuse, vers 1750. Tous les documents officiels protestent contre l'affirmation des historiens assurant que « la paix donnée par Louis XV à ses ennemis, en 1748, fut le signal de la guerre faite par lui-même à ses sujets <sup>1</sup> ». Et, d'autre part, l'étude de la situation du protestantisme en France permet de nous rallier à cet autre jugement d'un historien peu suspect : « Vers 1750, et en général depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, a écrit M. Coquerel, les protestants du Midi jouissaient d'une certaine tranquillité; dans le Nord également, le culte se réveillait et prenait plus de consistance <sup>2</sup>. »

Nulle part mieux qu'en Languedoc n'apparaissent les efforts déployés en vue de la pacification.

### III

Les conditions d'apaisement se présentaient cependant sous un jour des plus défavorables. La Cour gardait au cœur l'amer souvenir du mois d'octobre 1746. Les réformés avaient eux-mêmes l'impression fort nette de la défiance que les derniers événements avaient ranimée à leur endroit. Visiblement, ceux qui nourrissaient l'espoir de rétablir la concorde entre les deux partis hostiles se trouvaient gênés. Un malaise

1. Ainsi parle, après tant d'autres, M. GALLAND, p. 333.

2. COQUEREL, t. I, p. 478.

profond régnait sur ce groupe de pasteurs loyalistes auxquels les obligations de leur foi ne cachaien point les nécessités politiques. Protestations individuelles et démarches collectives, promesses solennelles et tractations occultes, rien ne fut négligé de ce qui pouvait changer les sentiments de l'intendant, de ses subdélégués et de la Cour. Lenain se déclarait touché de ces hommages fidèles <sup>1</sup>.

Mais comment ne conserverait-il pas un doute sur la sincérité de Boyer, Grail, Gavanon, Deffère, Redonnet, Gibert, Pradel, Molines, Claris, Bétrine et Paul Rabaut? Ceux-ci affirment, avec une émouvante gravité, qu'ils n'ont jamais demandé à leurs coreligionnaires que l'amour le plus dévoué pour leur roi, qu'ils n'ont jamais noué d'intrigues avec l'ennemi de leur patrie, et qu'aux jours de l'invasion de la Provence ils se sont serrés autour de leur prince malheureux. Comment n'aurait-il pas accueilli d'un sourire sceptique ces déclarations qu'il voyait démenties par les faits, au moment même où il avait songé à les tourner au bénéfice de ces huguenots, dont il se préoccupe d'assurer la tranquillité?

De son côté, la Cour affecta de faire la sourde oreille. Elle n'avait confiance ni en ces pasteurs, qu'elle accusait de jouer une parfaite comédie, ni en leurs ouailles, qu'elle soupçonnait d'avoir été corrompues par l'étranger et les émissaires anglais échappés à toutes les recherches, grâce à la complicité des populations. « Les lettres, écrivait Saint-Florentin le 22 novembre 1746, que vous avez reçues de leurs ministres pourraient inspirer de la confiance, s'il y avait lieu de compter sur leur sincérité, ou même si des étrangers n'étaient capables de balancer leur autorité auprès

1. A. N. TT, 439, f<sup>os</sup> 166 à 178. La démarche de ces treize pasteurs est de novembre 1746. Paul Rabaut, dans son sermon du 11 novembre, remercie Dieu d'avoir inspiré « à ceux qui nous gouvernent des sentiments de modération à notre égard ». B. P. F., IX, 239 et XXVI, 265.

du bas peuple, soit par des promesses chimériques, soit en répandant de l'argent chez les plus turbulents et les plus factieux <sup>1</sup>. » La malheureuse affaire du ministre Ferret semblait ne donner que trop raison à cette réserve hostile. Quand le prisonnier eut avoué qu'il y avait un dessein concerté pour soulever les Cévennes, quand M. d'Argenson, devant un péril qu'il déclarait imminent, mit en branle tout son département au grand effroi des gens de la Cour, que le maréchal de Bellisle fut chargé d'organiser l'envoi des secours dès le premier appel venu de la province, et que M. Lenain lui-même dut convenir qu'il était urgent de retourner à « la défiance », comment aurait-on pu espérer l'oubli total de ce passé récent, la démarche cordiale d'adversaires prêts à la réconciliation loyale ? Saint-Florentin ne mâchait plus les mots : « Les déclarations du nommé Ferret, disait-il, m'ont confirmé dans la défiance que j'avais des religionnaires, et elles doivent vous exciter à redoubler de vigilance et d'attention <sup>2</sup>. »

Cependant les événements vont faciliter une entente que personne, à la fin de l'année 1746, n'eût osé prévoir si prochaine. Nos armes passaient, sur les champs de bataille, par de terribles épreuves. Les provinces étaient dégarnies des dernières troupes que l'on y avait mises au repos. M. Lenain était réduit aux seules ressources de son génie : c'était peu s'il s'agissait de déclarer la guerre aux hérétiques rebelles. Il fallut en venir aux compromis, et se contenter de victoires diplomatiques. Or, sur ce terrain, Lenain avait fait ses preuves.

Tout d'abord on renonce au dangereux exercice de pourchasser les pasteurs. On évite d'alarmer les

1. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 231.

2. A. N. O<sup>1</sup> 442, f<sup>o</sup> 276, lettre du 30 décembre 1746.



fidèles, toujours pleins d'inquiétude pour la vie de leurs ministres. Ensuite, on inaugure à nouveau le régime de l'impunité. Précisément, il eût fallu juger les trois religionnaires, capturés le 26 décembre 1746 à l'assemblée tenue près de Lunel. Leur crime était avéré, et de telle nature qu'il était indispensable d'infliger le châtiment suprême. Chargés de faire sentinelle sur les hauteurs avoisinant le lieu de l'assemblée, ces trois hommes avaient fait feu sur trois cavaliers du régiment de Vintimille, qui, débouchant soudain des taillis, se hâtaient vers l'assemblée. Lenain reçut l'ordre de laisser tomber ce procès, même s'il acquérait des preuves irrécusables de culpabilité<sup>1</sup>.

Les pasteurs comprirent que l'heure était venue de tenter leur apologie. Au début du mois de février 1747, ils rédigèrent un « Mémoire des protestants du Languedoc » qu'ils adressèrent à Lenain<sup>2</sup>. Si l'apologie est vraiment habile et convaincante, c'est qu'elle repose sur un terrible réquisitoire. Tous les malheurs subis par l'église protestante, répressions du Dauphiné, du Poitou, de la Saintonge, du pays de Foix, traitements cruels infligés à des fidèles que l'on accable de sévices et qu'on précipite dans la ruine, y sont rappelés par des témoins qui, refusant de s'indigner, racontent en gémissant. Mais les pasteurs avertissent la Cour qu'ils craignent de ne pouvoir plus longtemps contenir leurs ouailles. Quelques soins qu'ils aient apportés à enseigner l'obéissance et la fidélité au souverain, ils redoutent que « ces exhortations n'aient pas partout le succès désiré... On ne cesse de dire, qu'une fois la paix faite, il n'y aura plus de sûreté » pour les réformés. Dégoutés par leurs malheurs présents et terrifiés par un avenir menaçant, que deviendront-ils ? « Le déses-

1. A. N. O<sup>1</sup> 443, f<sup>o</sup> 8; lettre du 15 janvier 1747.

2. Il est en entier aux A. N. H. 1093-94. Lenain n'en envoya qu'un extrait avec sa lettre du 19 février. A. N. TT, 439.

poir ne peut que naître et sortir du cœur de tant de malheureux errants, fugitifs, persécutés, menacés, qui cherchent à sauver leur vie par les premiers moyens qui se présentent, qui ne craignent plus rien et hasar- dent tout quand ils sont en danger de la perdre. » Le Mémoire recommandait enfin de renoncer à la violence, car « une expérience de soixante ans doit faire renoncer à un projet qui n'a produit que l'hypocrisie, des sacri- lèges et des maux sans nombre ».

Lenain se sentit ébranlé, et, ne demandant pas mieux que de trouver de la force aux raisons de ceux qu'il avait si grande envie de traiter humainement, déclara que l'ouvrage était « très réfléchi », qu'il fallait y voir « le résultat d'un concert unanime » entre les pasteurs, et que sa sincérité ne pouvait faire doute, car il savait que « leurs sermons étaient mesurés sur ces principes ». La Cour semble avoir été fort embarrassée. Saint-Flo- rentin ressentit à coup sûr la force intérieure de ce raisonnement vigoureux ; il se proposa, néanmoins, non de le discuter, mais de l'étouffer <sup>1</sup>. Cependant la voix des pasteurs ne restait pas sans écho.

Nous voyons en effet la Cour faire preuve, tout à coup, d'une singulière sollicitude sur le sort des réfor- més surpris à leurs assemblées. En avril, Lenain a signalé que, le 6 avril, près de quatre mille religion- naires se sont réunis aux environs de Castres, que les troupes se sont jetées sur les fidèles et ont ramené quatre ou cinq prisonniers ; que, le 9 avril, deux grandes assemblées ont été dispersées par les soldats auprès de Saint-Ambroix et à Saint-Jean-de-Marvejol ; que, là aussi, l'on a fait deux prisonniers, mais que l'on a rendu la liberté à tous ces gens-là. Monsieur l'inten- dant n'avait dit que la moitié de la vérité, ayant, sans doute, intérêt à dissimuler un certain côté de cette expé-

1. A. N. O<sup>1</sup> 443, f<sup>o</sup> 47 ; lettre du 11 mars.

dition militaire <sup>1</sup>. Mais Saint-Florentin ne perdit point l'occasion de montrer qu'il la connaissait tout entière. « Le sieur Bernard, écrit-il, ne vous a sans doute pas informé qu'il a envoyé contre la première de ces assemblées deux détachements, qu'il a été fait des prisonniers, mais qui ont été relâchés, que son fils a voulu faire tirer sur les fuyards et qu'on a fait manger par des ânes les pains destinés à la Cène. Toute cette conduite est si blâmable que je ne peux me dispenser de marquer au sieur Bernard combien le roi en est mécontent. Vous saurez par vous-même ce qui s'est passé à l'assemblée tenue dans le voisinage de Castres, et votre présence ne pourra que produire un bon effet dans ce canton <sup>2</sup> ». C'étaient là paroles nouvelles.

Il ne s'agissait plus de jouer à la petite guerre avec des sujets livrés à la fantaisie de la soldatesque. La Cour exigeait de la tenue et de la patience. Lenain découvrit en ces ordres le reflet de sa plus intime pensée, et l'on juge s'il fut prompt à les mettre en pratique.

Un curé du Couserans avait signalé deux gentilshommes verriers des environs de La Bastide-de-Sérou, comme n'ayant pas fait baptiser leurs enfants à l'église. En d'autres temps, l'affaire eût été vite réglée; mais le curé était de deux ans en retard sur son temps. Lenain lui fit savoir qu'il ne convenait pas d'inquiéter ces gentilshommes <sup>3</sup>.

Les protestants ne restaient pas sans réfléchir à cette longue impunité; depuis quatre mois, ils louaient Dieu de ce qu'ils respiraient ainsi l'air de la liberté. « Quoi! s'écriait Paul Rabaut le 27 avril, le calme dont nous jouissons, les assemblées fréquentes et nombreuses que nous faisons pour ainsi dire à la vue de tout le monde, nos mariages bénis, nos enfants baptisés par

1. A. N. TT, 439, lettre du 26 avril.

2. A. N. O<sup>1</sup> 443, f<sup>o</sup> 80; lettre du 30 avril.

3. A. N. TT, 439; lettre du 13 avril.

nos propres pasteurs », tout cela n'est-ce point l'aurore de la véritable tolérance <sup>1</sup>? Les pasteurs ne gardaient plus, en effet, aucune retenue. Lenain lui-même, pourtant décidé à se boucher les oreilles et à fermer les yeux, ne pouvait se taire de la rapidité avec laquelle remontait et s'épandait le courant de leur piété audacieuse. « Ceux des diocèses de Nîmes et d'Uzès, écrivait-il, ne gardent aucune mesure; ils s'assemblent souvent deux fois par semaine, en plein jour et avec éclat. » Du côté de Marvejol et de Saint-Ambroix, les réunions avaient repris de plus belle. Dans la nuit du 27 au 28 avril, une assemblée s'était audacieusement tenue aux portes même de Montpellier, et Rabaut pouvait s'y écrier que l'on se réunissait « à la vue de tout le monde »; dans la nuit du 26 au 27 avril, une grande assemblée avait été convoquée au bois de Venez, au diocèse de Castres; vers Massillargues, l'élan n'était pas moindre <sup>2</sup>. L'intendant n'avait point prévu cette reprise soudaine, cette levée générale d'hommes tout frais pour les luttes nouvelles.

Il fallut écrire sa déception à Saint-Florentin, qui, n'ayant jamais approuvé la politique de renoncement inaugurée par Lenain, se hâta de prendre sa revanche, en une lettre de ton amer et un peu vif. Lenain aurait dû prévoir « l'audace des religieux », et que son « indulgence » n'aboutirait qu'à une recrudescence du mal. Il fallait se fixer à « une conduite mêlée de fermeté et de douceur »; faute de n'avoir usé que de celle-ci, la nécessité sera plus âpre de reprendre celle-là. « Vous n'avez pas un moment à perdre, et tandis que la province n'est pas encore dégarnie de troupes, vous pouvez regagner du terrain en faisant quelques coups d'autorité <sup>3</sup>. »

1. Sermon du 27 avril, dans A. MONOD, p. 75.

2. A. N., TT, 439; lettre du 3 mai.

3. A. N., O<sup>1</sup> 443, f<sup>o</sup> 93; lettre du 11 mai.

C'était plus qu'une opposition de deux caractères que ces paroles laissaient prévoir : entre l'intendant et le Secrétaire d'Etat va s'engager un duel véritable où, pour la première fois, l'esprit de tolérance va soutenir le choc des idées de violence. Les protestants ne se doutèrent pas du conflit, et ne purent l'apprécier à sa vraie grandeur. S'ils l'avaient soupçonné, peut-être auraient-ils eu la sagesse d'apporter au secours de leur champion la force de leur discipline, de leur obéissance, de leur adresse politique, et se seraient-ils abstenus des imprudences qui furent pour leur défenseur une cause de faiblesse.

Car leurs imprudences furent graves autant qu'inopportunes. A l'assemblée tenue le 9 avril à Saint-Ambroix, ils prirent la résolution « de désarmer à l'avenir les soldats qu'on enverra pour les dissiper ». La chose ne se comprenait que comme résultat d'une lutte engagée de plein gré contre les représentants « de l'autorité du roi ». Quand on se rappelle l'espèce de religion que les sujets des <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles ont gardée pour « l'autorité du roi », « l'homme du roi », on comprend mieux l'indignation de la Cour à la nouvelle que des huguenots se proposaient de se mesurer avec les soldats de Sa Majesté. Puisqu'il en est ainsi, s'écriait Saint-Florentin, et qu'aussi bien cette audace a son origine dans la négligence de l'intendant, puisqu'il en est ainsi, répondons à cette déclaration en faisant au plus tôt le procès des prisonniers, que nous enverrons aux galères<sup>1</sup>.

Presque au même temps, les religionnaires de Nîmes, sous la conduite de l'avocat Devèze, essayèrent une sorte d'émeute, qui n'eut point d'ailleurs de suites, mais Saint-Florentin affecta une grande colère, et voulut voir dans cette explosion spontanée d'une colère

1. A. N. O<sup>1</sup> 443, f<sup>o</sup> 84; lettre du 4 mai.

locale le signal d'un mouvement de plus grande envergure, dont « les religionnaires auraient pu profiter pour mettre en feu non seulement cette ville, mais la province<sup>1</sup> ». Pour les esprits irrités et aveuglés de préjugés, les moindres incidents prennent des proportions tragiques. Les fautes individuelles deviennent des crimes collectifs, et la colère englobe tous ceux que les soupçons ne faisaient qu'effleurer. Ame passionnée, Saint-Florentin apprenait avec une mauvaise joie les défaillances, les fautes ou les crimes de villages particuliers et d'individus isolés, qui lui permettaient d'écraser les plaidoyers d'un intendant dont l'ingénuité l'irritait. Or, vers la fin de ce même mois d'avril, un nouveau converti de Réalmont assomma et laissa pour mort le premier consul de Venez, parce qu'il le soupçonnait d'avoir signalé à l'officier l'assemblée tenue au bois, le 28 avril. Les catastrophes ne manquèrent même pas à cette lugubre série. Au mois de mai, les habitants d'Albi se révoltèrent, à l'occasion de la vente des blés. Bien que les protestants n'y eussent participé ni plus ni moins que les catholiques, la colère du Secrétaire d'Etat éclata : « L'émeute qui vient d'arriver à Albi vous confirme ce que je vous ai marqué dernièrement. L'indulgence envers les séditeux ne peut que multiplier les séditions, et il est actuellement plus dangereux que jamais d'en souffrir en Languedoc, parce que les prédicants pourraient profiter de la chaleur des esprits et du mouvement même où ils seraient déjà, pour faire une guerre de religion<sup>2</sup>. »

Une guerre de religion ! Voilà, sans aucun doute, la frayeur secrète sous laquelle furent étouffées les généreuses ambitions de Lenain ! Contre cette frayeur, sans cesse alimentée par les hardiesses des religionnaires,

1. *Ibid.* f° 92.

2. A. N. O<sup>1</sup> 443, f°s 84, 92, 93, 96, 104.

s'est épuisée toute la dialectique de l'intendant. Et ce fut l'infériorité de Lenain d'exacerber un secrétaire d'Etat, si prompt à la défiance, par des mesures d'indulgence qui, à la Cour, apparaissaient comme autant de défis au bon sens politique.

Ni les religionnaires appréhendés à l'assemblée de Venez ne furent condamnés, ni l'assommeur de Réalmont ne fut inquiété, ni les réformés de Montpellier ne furent châtiés pour leur assemblée du 27 avril, comme ils l'avaient été, trois ans plus tôt, par la détention de Vallette et Desmarets, à la suite de laquelle tout était rentré aussitôt dans l'ordre. L'avocat Devèze lui-même, promoteur de l'agitation à Nîmes, après quelques jours de prison, allait être remis en liberté, sur la demande que Lenain en fit à Saint-Florentin, si le Secrétaire d'Etat n'avait manifesté son étonnement d'une grâce si rapide. Un certain Gides, qui avait fait passer deux de ses enfants en pays étranger, est puni d'une amende si légère que le Secrétaire d'Etat proteste contre « cette faveur » — qui fut maintenue. Un nommé Abauzit, étant passé en pays étranger, était revenu en Languedoc et avait obtenu de l'intendant un facile pardon. Il en profita pour se marier au désert, et ne fut puni que sur l'injonction de Saint-Florentin. Lenain n'hésita même pas à renvoyer absous « faute de preuves suffisantes » les cinq religionnaires arrêtés à la fameuse assemblée de Saint-Ambroix. Le Secrétaire d'Etat ne put contenir davantage sa surprise attristée. « Je vois avec peine cette impunité », écrivait-il découragé.

Cette impunité se continua, d'une façon presque absolue, pendant les deux années 1747 et 1748. Quand s'ouvrirent les négociations de la paix d'Aix-la-Chapelle, les protestants se laissèrent aller à de douces espérances. Ils avaient appris qu'un mémoire destiné aux ministres des puissances protestantes députés au



Congrès avait été remis à Van Haren, plénipotentiaire des Pays-Bas<sup>1</sup>. Comme ils l'avaient toujours fait aux heures décisives de la paix, depuis l'aventure de Ryswick, les protestants français mettaient leur sort entre les mains de nos ennemis, qu'ils s'obstinaient à regarder, malgré les démentis cruels d'une longue expérience, comme leurs protecteurs naturels. Mais leurs espérances furent encore vaines. Le désir de la paix ne se laissait plus arrêter par des gémissements. Aux conciliabules des diplomates, la religion était, selon la véritable tradition des Alliés et en dépit de toutes les assurances du Foreign Office, naturellement sacrifiée à l'intérêt politique. Cependant, sur les montagnes des Cévennes et dans les plaines du Languedoc, soufflait un vent d'espérances. Le bruit courait qu'il y avait « un article secret dans le traité de paix et que le roi était porté à la tolérance ».

Forts de ces rumeurs qu'ils transforment en certitudes, les réformés songent déjà à se réorganiser sur des bases définitives. En septembre, le 4<sup>e</sup> synode national est convoqué aux Cévennes; les églises y accourent en foule; le synode est le plus important qu'ait encore vu le siècle; on y fait revivre les règlements disciplinaires adoptés à Charenton en 1631 et 1645<sup>2</sup>. Les circonstances paraissent si favorables qu'écrivant à Court, le 10 octobre, Paul Rabaut se flatte que le Roi nourrit « de bonnes intentions » à l'égard des mariages huguenots, et que les réformés doivent profiter de l'heure pour demander, outre la validation de ces mariages, « la liberté de faire leurs exercices avec des limitations raisonnables<sup>3</sup> ». Quelques amis de la capitale, au dire de Rabaut, se sont même avancés jusqu'à remettre un

1. Voir COQUEREL, t. I, p. 446-451. De même en février 1749, ils espéreront en une intervention du prince d'Orange. *B. P. F.*, t. XXVI, p. 266.

2. BORREL, p. 406.

3. PICHERAL-DARDIER, II, p. 49.

mémoire sur tous ces objets « à M. le maréchal de Richelieu qui, à ce qu'on dit, le goûta fort ».

Saint-Florentin s'appliqua, durement, à dissiper ces illusions. En novembre, Lenain reçut l'ordre de reprendre « les procédures commencées avant la guerre » pour détromper les religionnaires, car, disait-il, « l'intention formelle de Sa Majesté est au contraire d'extirper la R. P. R. <sup>1</sup> ».

Il fallut donc reprendre, par des arrêts jalonnés sur une route paisible, la politique de contrainte. Au mois de mars 1749, des amendes frappent les arrondissements où Saint-Florentin a appris que s'étaient tenues des assemblées. Le 23, une lettre de cachet envoie devant le juge M. de Palleville, de Revel, convaincu d'avoir fait célébrer son mariage au désert. En juin, il fallut arrêter Louis Bouzanquet et sa femme Louise des Hours, mariés au désert, et les jeter aux prisons d'Alais. En juillet, le Secrétaire d'Etat envoie l'ordre d'enfermer Roux, apothicaire au Pont de Monvert, et sa femme M<sup>lle</sup> du Baquet, mariés au désert, l'un à la Tour d'Aigues-Mortes, l'autre au couvent d'Anduze. Le 2 juillet, trois religionnaires ont été capturés à l'assemblée tenue à Lussan. Ordre de les poursuivre, « en attendant que vous puissiez les condamner aux galères », et de frapper l'arrondissement d'une amende. D'autres particuliers sont poursuivis, à raison de leur importance dans la colonie protestante. En mai, un « ancien » de Nîmes, Gervais, est emprisonné; en juillet, un horloger de Nîmes, Bilier, ainsi que ses deux sœurs et son frère; en septembre, les enfants eux-mêmes de Bilier sont enlevés et placés en des écoles catholiques. En octobre, notre résident à Genève, M. de Champeaux, ayant signalé qu'un particulier de Nîmes, nommé Boynard,

1. A. N. O<sup>1</sup> 444, f<sup>o</sup> 234; lettre du 30 novembre 1748.

recevait de son frère, établi à Genève, et de Court, pasteur à Lausanne, des ballots de livres religieux que l'on distribuait aux réformés languedociens, Saint-Florentin donne l'ordre de perquisitionner chez Boynard, où l'on confisqua un grand nombre de Bibles<sup>1</sup>.

Par quelles épreuves dut passer Lenain, en ces jours où la Cour l'obligeait ainsi à sévir? La perte de sa correspondance, précisément pendant les années 1748 et 1749, ne nous permet aucune hypothèse<sup>2</sup>. Mais nous connaissons l'impression produite sur les réformés par la reprise des sanctions, jusqu'à la date du 17 octobre 1749. Dans un sermon prononcé ce jour-là, Paul Rabaut s'écriait : « Grâce au Seigneur, notre état a bien changé, la persécution n'est plus aussi violente, et nous ne sommes guère inquiétés par rapport à notre religion. Je conviens, et j'en bénis Dieu avec vous, que les coups dont il nous frappe ne sont plus aussi pesants qu'ils l'étaient, et qu'il a considérablement allégé notre joug<sup>3</sup>. » Dans son intimité, il avouait que jusqu'en novembre, les réformés avaient « joui d'une grande tranquillité dans le Languedoc, depuis la paix d'Aix-la-Chapelle », et le 17 décembre, écrivant à Court, il disait : « Dans cette province-ci, la tranquillité ne peut être plus grande à moins que nous eussions liberté entière. » Ne fut-il même pas tout prêt à l'attendre pour un avenir prochain? Il trouvait partout « de favorables présomptions » et savait, de source certaine, que la Cour travaillait à quelque déclaration ou arrêt, qu'il espérait plein de bienveillance<sup>4</sup>.

1. Il y avait eu, en février 1748, l'affaire Roustan : O<sup>1</sup> 444, f<sup>os</sup> 29, 59 et 174; pour les sanctions de 1749, O<sup>1</sup> 448, f<sup>os</sup> 47, 115, 157 188.

2. Lenain resta absent du Languedoc une bonne partie de l'année 1749. En juillet, il est à Paris et confère « dans le cabinet » de Saint-Florentin. O<sup>1</sup> 445, f<sup>o</sup> 246.

3. Voir A. MONOD, *Les sermons de Paul Rabaut*, s. l. n. d., p. 144.

4. Voir son *Journal* A. dans B. P. F., t. XXVI, p. 114; PICHÉRAL-DARDIER, II, 53; *sermon* cité, p. 160. Cependant le 7 juin, le parlement de Gre-

La Cour s'était en effet arrêtée, vers décembre 1749, à l'idée de publier une déclaration concernant la R. P. R. Le Chancelier en avait établi le projet, qu'il avait communiqué au Secrétaire d'Etat Saint-Florentin. Dès le mois de juillet, le maréchal de Richelieu, Saint-Florentin, le Chancelier et l'intendant Lenain avaient tenu une conférence secrète, dont la relation servait, à ce moment, pour élaborer le projet. L'archevêque de Narbonne envoyait à la Cour un mémoire sur les mariages protestants, qui devait faire connaître les revendications des prélats sur une matière dont dépendait toute la politique future du gouvernement <sup>1</sup>.

Paul Rabaut se flattait que, de tout cela, sortirait la liberté religieuse. Il en sortit la déclaration du 17 janvier 1750, qui consacrait la ruine de l'œuvre de Lenain.

noble, et en décembre, celui de Bordeaux, condamnent pour mariages au désert.

1. A. N. O<sup>1</sup> 445, f<sup>o</sup> 246; lettre du 31 décembre 1749. Lenain avait écrit, sur ce sujet, aux évêques du Languedoc; voir CORBIÈRE, p. 431. L'auteur du *Mémoire sur l'état des affaires de la R. P. R. en Languedoc*, rédigé en 1764 ou 1765, dit que l'ancien évêque de Mirepoix, Boyer, assista à cette conférence. D'après lui, les protestants qui s'étaient réorganisés pendant la guerre, étaient entretenus dans leurs illusions par des « ministres venus en foule de Genève et des émissaires des puissances ennemies ». Pour les désabuser, la Cour avait gagné à prix d'argent certains pasteurs modérés; on eut même recours à Genève. Tout cela en vain. C'est alors qu'arrivèrent les dures sanctions, et que M. Lenain, dès la paix revenue, fut convoqué à la Cour. Tel était le point de vue officiel, dont nous avons suivi la lente formation. A. N. TT, 446, *Mémoire* n<sup>o</sup> 8.

## CHAPITRE V

### LA RÉBELLION SANGLANTE.

1750-FÉVRIER 1754.

#### I

Les historiens de la Réforme accordent une importance considérable à la tourmente qui sévit en 1750 sur des églises de France. Certains ne sont pas éloignés de la représenter comme ayant été la plus cruelle du siècle. La thèse a un but apologétique : plus les événements de 1750 à 1752 apparaîtront intolérables par leur cruauté sans cesse renouvelée, mieux se justifiera, si elle ne se légitime même, la grande rébellion de 1752.

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT, 440, 444, 445, 445<sup>b</sup>, 446, 447; O<sup>1</sup> 446, 447, 448, 449; H, 1093-1094. — B. N. Mss. fr. 7.047, 11.782.

Sur tous ces événements, voir le *Journal* de Paul RABAUT, et le *Mémoire historique* de ce qui s'est passé de plus remarquable au sujet de la religion réformée en plusieurs provinces de France, depuis 1744 jusqu'à la présente année 1751, par A. COURT, 30 juin 1751.

Sur la querelle de 1751, voir DE CHABANNES, *Lettre de M<sup>sr</sup> l'Évêque d'Agen à M. le contrôleur général (Machault) contre la tolérance des huguenots dans le royaume*, Agen, 1<sup>er</sup> mai 1751; COURT, *Le patriote français et impartial*, en réponse à la lettre de M<sup>sr</sup> l'Évêque d'Agen..., Villefranche (Genève), 1751; DE BEAUMONT, *L'accord parfait de la nature et de la raison...* Paris, 1753, 2 vol.; JOLY DE FLEURY, *Mémoire*, 1752, publié par Malesherbes, en 1785. — Charles BENOIST, *Condition juridique des protestants sous le régime de l'édit de Nantes et après sa révocation*, Paris, 1900.

Cet effort pour fixer et déplacer les responsabilités nuit aux récits que domine une pareille préoccupation. A ne s'en tenir cependant qu'aux documents officiels, on reste tout surpris de constater que le rythme de l'année 1750, après une période agitée de deux ou trois mois, ne perdit presque plus sa régularité jusqu'au mois de décembre, où celle-ci fut à nouveau compromise.

Les conférences convoquées au cabinet de Saint-Florentin avaient abouti à l'ordonnance du 17 janvier 1750 <sup>1</sup>. Celle-ci est à l'origine de la tourmente. Essentiellement, elle visait à faire cesser les assemblées. Mariages, baptêmes, culte privé, situation des pasteurs, tous ces problèmes que nous regardons comme connexes dans une organisation religieuse, et dont la discussion conduit à une solution d'ensemble, restaient au second plan dans la perspective du législateur <sup>2</sup>. Presque uniquement, les assemblées publiques et les démonstrations au désert y retiennent son attention. Leur résurrection datait, à vrai dire, de l'année 1743, où les événements de la politique extérieure avaient favorisé leur croissance. Nos hommes d'Etat caressèrent un instant, en 1746, l'espérance de voir disparaître cette forme du culte protestant. Les complices n'avaient même point manqué, surgis du camp adverse. Mais l'illusion ne tarda pas à tomber. L'ordonnance du 17 janvier, promulguée en un temps où le roi pouvait appuyer sa volonté sur la force de ses armées libérées de la guerre, prétendit traiter le mal selon les méthodes chirurgicales. Là où la juridiction ordinaire avait été incapable d'extirper les semences du désordre, la juri-

1. *B. P. F.*, t. XXVI, p. 267.

2. On voit encore ici l'idée traditionnelle de la jurisprudence en vigueur : l'état civil des réformés est laissé au second plan, et les fautes contre l'ordre public, dont les manifestations d'un culte proscrit constituent les principales, sont sévèrement poursuivies. Voir plus haut, p. 22, note 1 et p. 140.

diction militaire fut chargée d'opérer avec vigueur. Intendants et commandants militaires devenaient les seuls juges de toutes les affaires relatives aux assemblées. On attendait d'eux moins de lenteurs et plus de rigueur.

Lenain et le maréchal de Richelieu affichèrent l'ordonnance dans tous les quartiers du Languedoc. La Cour mettait sa suprême espérance en ces dispositions nouvelles; l'intendant se résigna tout d'abord à frapper, contre son habitude, afin de paraître seconder le législateur. Sur une liste de galériens dressée en 1759 et qui devait demeurer secrète, nous trouvons en effet les traces de cette soudaine sévérité. Précisément le 17 janvier, Lenain condamne aux galères à perpétuité « pour avoir fait profession de la R. P. R. » trois religieux du diocèse d'Uzès, André Bernard de Lussan, Henri Martet de Fons et Etienne Chappelier de Sausine<sup>1</sup>. Les protestants de Nîmes, pour avoir tenu deux assemblées auprès de la ville, sont frappés d'amendes. Les gouverneurs des cantons de la province se montrent à leur tour fort actifs à battre la région, et laissent clairement entendre qu'ils appréhenderont les prédicants. Aux environs de Saint-Germain de Calberte, l'un de ceux-ci, pourchassé par M. Le Brun, put avec peine s'échapper dans un bois. L'épouvante fut aussitôt générale, et le plan de Lenain eût été, sans aucun doute, de se contenter de cette victoire, en somme assez peu coûteuse<sup>2</sup>.

Mais la politique remise en honneur par l'ordonnance eut pour le Languedoc un effet bien inattendu et fort néfaste<sup>3</sup>; elle assura la fortune des espions et

1. A. N. TT, 447, dossier 49.

2. A. N. TT, 440, lettre du 20 janvier 1750.

3. En Provence, le Parlement porte des arrêts pour faits d'assemblées; à Montauban et en Poitou, il y a une reprise assez forte des sanctions. Voir plus haut, p. 159 et suiv.



du plus fameux d'entre eux, Puechmille dit Lafage.

Soulier de Puechmille était natif d'Anduze. Réfugié à Lausanne, où il avait d'abord songé à devenir pasteur, il était rentré en France vers la fin de 1749, afin de se convertir entre les mains de l'archevêque de Vienne. Celui-ci adressa son néophyte à l'archevêque d'Avignon qui, découvrant en lui une connaissance peu commune des choses de la R. P. R. l'engagea à faire profiter les gens du roi de sa science. M<sup>er</sup> d'Avignon confia donc à cet aventurier une lettre d'introduction pour l'intendant de la Provence et pour le R. P. Maire, Jésuite, grand ami de l'évêque de Vienne. Sur les conseils de ses protecteurs, Puechmille continue à fréquenter les religieux de la ville, auxquels il cache soigneusement sa conversion. Après ce séjour à Marseille, Puechmille vient à Aix, où il est reçu par l'intendant M. de La Tour, avec qui il a de fréquents entretiens, sans doute relatifs à son rôle futur. M. de La Tour s'empresse en effet de signaler à Saint-Florentin l'existence de cette force inemployée<sup>1</sup>. Lettres et mémoires font si bien valoir l'homme que le 10 avril, Saint-Florentin, enfin séduit, ordonne qu'on lui envoie le sieur Lafage. Arrivé à Paris sans retard, Lafage est introduit auprès de l'évêque de Mirepoix, Boyer, et de Saint-Florentin. Le Secrétaire d'Etat se laissa prendre aux apparences de ce beau parleur. « Il connaît bien l'état de la R. P. R. en Languedoc », écrit-il; « il a du zèle et de l'intelligence<sup>2</sup> ». Nous savons quelles preuves donnait l'aventurier de l'une et de l'autre. Il avait établi la liste complète des femmes ou fiancées, des père et mère et des autres parents de chaque pasteur exerçant en Languedoc. Puisqu'il est à peu près impossible, disait-il, d'arrêter les ministres, qui, bien loin de quitter la

1. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 23, lettre du 30 janvier 1750.

2. A. N. TT, 440 et O<sup>1</sup> 446, lettre du 19 mai, f<sup>o</sup> 147.

province, s'y sont considérablement multipliés ces dernières années, et qu'enfin leur poursuite a toujours été l'occasion de graves émeutes, le plus habile serait d'obtenir leur départ volontaire. Victoire facile, affirmait-il, si la maréchaussée se saisit de toutes les femmes et fiancées que ses listes dénoncent, et fait ensuite pression sur les pasteurs, auxquels on assurera que de leur attitude dépendra la conduite du gouvernement envers les prisonnières. Ce procédé jeta dans l'angoisse les plus fermes pasteurs. Paul Rabaut lui-même racontera au milieu de quelles terribles anxiétés il se débattit, pris entre le devoir pastoral et l'amour conjugal.

Saint-Florentin eut le tort d'accepter ce plan détestable, mais dans sa hâte de le voir réalisé, adressa aussitôt Puechmille à Lenain. Aussi bien n'a-t-il pas, sur son protégé, toutes les illusions qu'on peut croire. S'il le loue pour son zèle et son intelligence, il signale son air léger, son caractère impulsif et la bassesse de son cœur : « Le métier même qu'il entreprend, dit-il, me l'a rendu suspect. » Il laissait toutefois Lenain juge de son utilité<sup>1</sup>.

Lenain reçut Puechmille, arrivé à Montpellier le 10 juin, porteur d'une lettre de recommandation de Saint-Florentin lui-même<sup>2</sup>. L'accueil fut glacial. Lafage développe son plan et dévoile les secrets de ses listes. « Elles ne nous apprennent rien de nouveau » riposte l'intendant. L'espion s'attaque aux pasteurs : « il ne paraît pas même exactement informé de plusieurs circonstances qui les regardent », — fait montre de ses connaissances qu'il déclare particulières concernant les huguenots cévenols : « il m'en a paru très peu instruit ». Afin de détourner le Secrétaire d'Etat d'une

1. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 124.

2. Sur ces relations, voir A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup>s 117, 124, 161, 177, 247.

voie qui lui répugnait et dont il pressentait les difficultés, Lenain fit valoir les circonstances présentes. Elles « exigent, disait-il, qu'on ne hasarde rien qui puisse troubler la tranquillité publique ». La disette a jeté dans le désespoir Cévennes, Gévaudan et Velay, et ce serait là qu'on se proposerait d'envoyer ce semeur de discordes, cet excitateur de représailles<sup>1</sup> ? « Je ne dois pas enfin vous dissimuler la soumission particulière que les religionnaires ont témoignée à l'imposition du vingtième et le zèle avec lequel la plus grande partie ont fourni des déclarations de leurs revenus pour y être taxés. J'ajoute que bien loin de profiter de ces circonstances pour faire de nouvelles entreprises, non seulement ils n'ont pas fait des assemblées plus nombreuses ni plus fréquentes, mais qu'au contraire ils ont observé une espèce de réserve et de mystère dans celles qu'ils ont tenues<sup>2</sup>. »

Que Puechmille ait cependant réussi à gagner la confiance du roi, qu'il ait inondé les bureaux du gouverneur, de l'intendant et de la Cour de ses délations probablement fort souvent mensongères, il n'importe guère à Lenain, décidément résolu à faire prévaloir ses méthodes nouvelles. Entre ses mains, l'ordonnance du 17 janvier ne tarda pas à s'émousser. Après une alerte un peu vive, les protestants du Languedoc revinrent à la confiance.

Cependant, la Cour demeurait persuadée de la nécessité d'agir avec force. Par malheur, tandis que les rapports de l'intendant multiplient les témoignages pacifiques, ceux de ses commandants en Cévennes et en Vivarais continuent à entretenir le malaise. M. de Châteauneuf dénonce l'illusion de la tolérance où se

1. C'était l'archevêque d'Avignon qui avait suggéré l'idée d'employer Puechmille en Cévennes, « où, disait-il, il est en grande considération ». TT, 440, lettre du 1<sup>er</sup> avril.

2. A. N. TT, 440, lettres des 10 et 15 juin.

complaisent les religionnaires; M. Le Brun avoue sa surprise « que l'ordonnance du mois de janvier dernier n'ait produit aucun effet sensible ». A la Cour, les esprits exaspèrent: « Il est évident que ce sont les ministres qui causent tout le mal, y dit-on. Le véritable remède est donc d'arrêter des ministres ou du moins de les obliger à sortir de la province. Je serai fort aise si vous pouvez y parvenir <sup>1</sup>. » De son côté, le maréchal de Richelieu, mécontent des résultats de son ordonnance de janvier, décide de l'aggraver par une seconde ordonnance qu'il fera afficher en tous les coins du Languedoc.

Lenain ne pouvait plus tarder à définir son attitude. Il le fit avec une vivacité dont nous demeurons encore surpris. « Les religionnaires, écrit-il à Saint-Florentin, ayant donné l'exemple de la soumission, serait-il convenable à la dignité du roi de saisir le moment qu'ils ont fourni leurs déclarations et qu'ils payent les impositions de bonne grâce pour les attaquer d'une manière éclatante? » La Cour ignore sans doute les difficultés dont est remplie la route de l'intendant; clergé et noblesse ont organisé aux Etats du Languedoc la résistance aux exigences fiscales de Sa Majesté, et tandis que leur alliance met en déroute les plans du gouvernement, ce sont les huguenots qui sont venus au secours de l'Etat. Faudra-t-il leur rendre, pour cette soumission, l'existence plus pénible? Le mémoire de Lenain fut, à la vérité, l'objet d'un sérieux examen <sup>2</sup>, mais Louis XV, devant qui fut porté le conflit, refusa de se rendre aux raisons de l'intendant. Il ne trouvait pas « que la soumission que les protestants du Languedoc ont affecté de marquer à l'occasion des impositions fût un motif suffisant pour tolérer plus long-

1. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>os</sup> 204 et 237; lettre du 23 novembre.

2. Ce Mémoire est aux A. N. TT, 440.

temps leurs assemblées et les autres abus où ils tombent, au préjudice des lois de l'Eglise et de l'Etat ». L'ordonnance devait être affichée sans retard <sup>1</sup>.

Il semble que les évêques de la province se soient à leur tour rendu compte de l'hostilité de l'intendant pour toutes les mesures propres à assurer une surveillance plus active. Plutôt que de voir ses plaintes échouer devant l'indifférence de M. Lenain, l'évêque de Saint-Pons signale directement au Secrétaire d'Etat les religieux coupables : il espère qu'ainsi l'intendant, en dépit de sa répugnance, sera stimulé à l'action <sup>2</sup>. Mais Lenain prépara sa revanche. Ayant appris qu'un curé du diocèse d'Uzès avait inscrit sur les registres de baptêmes, comme bâtard, le fils d'un protestant, il fit entendre auprès de l'évêque une vigoureuse protestation. Le curé a outrepassé son droit ; il n'a nullement qualité pour déclarer si l'enfant est ou non légitime ; par de telles mesures, les curés écartent les protestants des sacrements, et cette exigence est digne de blâme. L'évêque répondit à cette admonestation en prenant la défense de son curé, mais Lenain déféra aussitôt l'affaire devant le Secrétaire d'Etat à qui il exposa, en termes amers, le préjudice causé à l'Etat par les gens d'Eglise <sup>3</sup>.

Tel était le justicier chargé, en 1750, d'assurer la rigoureuse observation des ordonnances. Leur force s'émoussa très vite. Passés les jours où il avait été nécessaire d'endormir les craintes de la Cour, l'intendant retourna au plus tôt à la ligne de conduite qu'il s'était assignée vers 1746. Sous une prudente réserve, il continua de cacher des trésors d'indulgence. Les religieux se reprirent à espérer, et leurs assemblées

1. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 177, lettre du 1<sup>er</sup> août.

2. A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 213 ; en effet Saint-Florentin écrit à Lenain le 19 septembre.

3. A. N. TT, 440 ; cette affaire est d'octobre 1750.

se multiplièrent avec rapidité ; ils se hasardèrent même à recevoir, dans l'important synode du 4 mai, les pasteurs Coste, Barthélemy, Encontre et Bastide. Ni les plaintes des évêques, ni les objurgations de l'Assemblée du clergé qui se tenait, en avril, à Paris, ne purent avoir raison de celui qui venait de soutenir de vraies batailles pour assurer la paix. Au mois d'août, Lenain donne la liberté à plusieurs captifs et galériens. En septembre, il rend un public hommage à l'attitude des religionnaires qui viennent d'affirmer qu'ils paieront l'impôt, contre lequel s'insurgent les Etats du Languedoc<sup>1</sup>.

Tout paraissait s'acheminer vers la pacification des esprits, quand un drame se produisit, tout à fait inattendu. Les religionnaires avaient été très ardents à reprendre leurs assemblées aux Cévennes, en Velay et aux environs de Nîmes. Ici, Paul Rabaut ne dissimulait plus son apostolat : sa confiance était plus grande que jamais. Subitement, le 15 novembre, tandis qu'il présidait une nombreuse assemblée au puits de Saumade, des dragons accoururent, qui dispersèrent les fidèles. Cette intervention ne découragea pas Rabaut, qui, cinq jours après, prononça un sermon devant une nouvelle assemblée, tenue sans encombre.

Mais le 22 novembre, aux environs de Tence, le ministre Pradel fut à son tour surpris au désert. Pradel ne passait point pour être un esprit modéré. Il n'eût pas été difficile de retrouver en lui, sous une écorce légère, la sève cévenole, et sous le pasteur, le prédicant, voire le prophète. Surpris, les auditeurs de Rabaut évitaient toute collusion avec les gens du roi. Ceux de Pradel

1. Sur cette longue affaire, voir A. N. H. 1093-1094. Dès le 23 février, 1750, Lenain écrit : « Les religionnaires surtout ont promis une obéissance sans bornes, et n'ont pas été fâchés de trouver cette occasion d'opposer cette soumission de leur part aux ordres du roi, à la résistance que les Evêques y ont apportée », f° 148. — Voir B. P. F., t. XXVI, 267.

provoquèrent aussitôt l'émeute. Quand on connaît les tempéraments de ces deux ministres, on n'est pas loin de penser que les incidents dépendirent en grande partie de leur action personnelle. Quoi qu'il en soit, les fidèles de Pradel soutinrent une véritable bataille rangée contre les soldats du roi, où ceux-ci firent deux cents prisonniers<sup>1</sup>.

Cette grave affaire eut un retentissement considérable. La Cour exigeait des sanctions immédiates. L'intendant se vit contraint de renoncer à l'indulgence. Saint-Florentin se montrait de plus en plus impérieux : « La continuation des assemblées, disait-il, malgré l'ordonnance du mois de janvier dernier et malgré la présence des troupes, l'audace que les religionnaires de l'assemblée de Quissac ont marquée, et l'éclat de la capture de ceux-ci ne semblent pas permettre d'user d'indulgence envers eux. » Lenain se résigna à entamer des enquêtes et dut avouer, dès le 30 novembre, que l'assemblée « avait été accompagnée de révolte ». Quelques religionnaires de Sauve et de Quissac furent donc arrêtés et jetés en prison.

Les soldats, que l'émeute de Quissac n'avait pas contribué à rendre plus cléments, couraient la campagne, peut-être à la recherche d'une revanche. Ils la trouvèrent, le 20 décembre, en surprenant une assemblée que Rabaut avait convoquée auprès de la métairie de Ponges, et où ils firent sept prisonniers. Par une ironie cruelle et qui démontre à l'évidence combien ces coups de force répugnaient à l'intendant, la veille même de cette capture, Lenain avait reçu de Saint-Florentin, en réponse à sa dernière lettre, le témoignage d'une haute satisfaction, de ce que « les protestants commençaient à rentrer dans le devoir ! » Lenain dut signer, le 24 décembre, trois arrêts condamnant aux galères per-

1. A. N. TT, 440, lettre du 2 décembre et O<sup>1</sup> 446, f<sup>os</sup> 264, 267, 273.



pétuelles Jean Garagnon, Jacques Bouqueran et Pierre Raimbert<sup>1</sup>.

De leur côté, les pasteurs, que cette reprise de la manière forte jetait dans le désarroi, adressèrent à l'intendant et au Secrétaire d'Etat une supplique émouvante, où, las de souffrir, ils rappelaient qu'ils avaient eu cependant le mérite d'opposer aux Autrichiens, au moment où ils envahirent la Provence, un loyalisme bien français<sup>2</sup>.

Lenain ne résista pas à ces tristesses. Ayant vu sombrer dans l'émeute la politique qu'il avait si fermement maintenue en des heures critiques, et contraint d'envoyer aux galères ceux qu'il avait voulu sauver d'une législation trop dure, il s'éteignit, quatre jours après, regretté de ceux qui connaissaient la hauteur de ses vues<sup>3</sup>. A la vérité, la Cour n'accordait plus qu'une confiance médiocre à ce fonctionnaire émancipé. L'histoire ne peut cependant oublier qu'il avait réussi à refouler les menaces de persécution contenues dans les ordonnances du maréchal de Richelieu.

## II

Ce qu'un judicieux intendant avait réalisé en Languedoc aurait pu se renouveler en toutes les généralités, si, d'un côté, les gens du roi avaient partout nourri les mêmes ambitions que Lenain, et si, d'un autre côté, il était possible que les rafales, là où elles ont

1. Nous trouvons ces trois condamnations aux A. N. TT, 447, dossier 49.

2. Lettre du 21 décembre 1750, signée par Pradel, Gibert, Coste, Defère, Bastide, Paul Rabaut, Encontre, Redonnet. A. N. TT, 440.

3. Mort le 28 décembre 1750; en réalité, depuis le 16 août, Lenain avait passé la main à son subdélégué général Louis Coulomb, qui fit l'intérim jusqu'en février 1751.

soufflé en tempête, tombent et s'apaisent brusquement. La crise s'acheva par soubresauts.

Les efforts de l'intendant La Briffe, en Normandie, tendent à ramener le calme parmi des populations que les enlèvements d'enfants avaient, quelques années auparavant, alarmées. Non pas qu'il ne soit possible de retrouver, ici ou là, quelque trace de pareilles mesures : c'est ainsi qu'en juin 1750, nous rencontrons trois enfants enlevés à Alençon, cinq à Croy, un à Caen et un au Havre<sup>1</sup>. Mais ces sanctions deviennent de plus en plus rares, et, à partir de 1750, on peut accorder que la Normandie est soumise à un régime libéral. L'église de Dieppe jouit même d'une tranquillité presque absolue. Les complicités s'y nouent, au vu de tout le monde, qui assurent une véritable tolérance. Jusqu'en 1752, l'abbé Guibert note dans ses Mémoires que « les mariages protestants, quoique suspects de nullité, ne sont jamais cassés ». D'ailleurs il n'en éprouve nul regret, et constate avec une certaine satisfaction qu'« on les tolère et que les lois pénales portées contre ces unions restent sans vigueur<sup>2</sup> ».

En Picardie, où le protestantisme n'a subi, depuis 1732, presque aucune violence, la foi n'a cessé cependant de reculer, et en certaines régions ses pertes ont été si considérables que, vers Abbeville et Saint-Valéry, on ne rencontrait plus de religionnaires. A peu près seule, la famille d'origine hollandaise des Van Robais demeurait inébranlable<sup>3</sup>.

L'église béarnaise se refaisait, grâce à l'action d'un jeune homme venu d'Angleterre, nommé Olivier. N'étant point pasteur, il se donnait pour prédicant et ne sauvait son apostolat du discrédit qui, bien souvent,

1. WADDINGTON, p. 80-103.

2. HARDY, p. 423-426.

3. ROSSIER, p. 494; pour quelques rares incidents, voir A. N. O<sup>1</sup> 446, f<sup>o</sup> 260, lettre du 27 novembre 1750 à Chauvelin.

restait attaché à ce titre de prédicant que par la flamme de sa parole. A Labastide, Villefranche, Sallies, Puyoo, Belloc, Lahontan, les assemblées reprirent comme si nulle ordonnance n'était intervenue, si bien que le parlement de Pau, secouant enfin sa léthargie volontaire, condamne à la prison, en 1751, un certain Arnaud Laugar, de Labastide, coupable d'avoir assisté aux assemblées <sup>1</sup>.

En Saintonge, « les protestants se voyant un peu moins persécutés, résolurent de construire des maisons de prières ». C'est ainsi qu'ils achètent deux maisons, à Pons, dont ils abattent le mur de séparation, de façon à pouvoir disposer une sorte de temple, où ils célèbrent le culte. Sauf le titre, tout y était public, et les religionnaires se cachaient si peu qu'ils firent, du jardin même, leur cimetière <sup>2</sup>. D'ailleurs, personne ne songe à les molester. Leur prédicant Jean-Louis Gibert dépense une activité intense qui le fait surnommer « le véritable apôtre de la Saintonge ». Ses deux auxiliaires, Dubesset et Trouillet, sont animés d'un zèle non moins entreprenant, et, le 7 mai 1751, Trouillet sera même condamné aux galères perpétuelles. Il est juste d'ajouter qu'il avait échappé, par la fuite, au châtimement. Jusqu'en 1754, les religionnaires saintongeois ne seront plus guère inquiétés.

Le Poitou demeurerait, à cette date, le point névralgique du malaise dont souffrait la province. Le nouvel intendant, M. de Blossac, mettait une évidente mauvaise humeur à rappeler à Rouillé la situation de sa généralité. Il se plaignait, en fonctionnaire scrupuleux, de constater le désordre et la rébellion; on lui répondait d'admirer la suite des mesures prises, en cet état de choses, par son prédécesseur M. de Beaumont, et de

1. CADIER, p. 320-334. Voir quelques incidents dans OI 446, f<sup>os</sup> 224 et 248.

2. COURPRON, p. 63.

les mettre en pratique. Il n'eut cependant pas de répit qu'il n'eût amené la Cour à penser avec lui que, pour mettre ordre aux affaires de la R. P. R. en Poitou, le mieux était de s'emparer des ministres. Il promettait que la poursuite en serait aisée, peu dangereuse et couronnée de succès. En vain M. Rouillé lui recommandait-il la prudence : « L'objet, disait-il, doit être de contenir les religionnaires et d'empêcher leurs assemblées par des exemples qui leur en imposent, en évitant néanmoins les affaires de trop d'éclat et qui pourraient tirer à conséquence. » Puisque l'intendant montre autant d'ardeur à frapper les coupables, et qu'il y aurait un certain désavantage à décourager totalement ce zèle de néophyte, Rouillé estime qu'il suffira de modérer ces impatiences. Quand il s'agira d'arrêter les délinquants pour faits de baptêmes et de mariages, l'intendant avisera moins à étendre la répression qu'à l'appliquer au bon endroit : « On arrêtera quelques-uns des plus huppés et qui ont le moins de retenue », puis on les conduira en de lointaines prisons, où ils sentiront plus lourdement l'isolement, mais l'on n'instruira leur procès que « d'après les ordres » précis de la Cour. C'est précisément à quoi M. de Blossac ne voulait point se résigner. Il semble qu'il ait établi toute sa conduite d'après un plan que la Cour écartait, et qu'il s'obstinait à remettre sur le tapis. Toute sa correspondance tendait à surexciter M. Rouillé contre les ministres Pradon et Bessé (*sic*) qu'il sollicitait la faveur d'appréhender. Circonvenu par une insistance qui paraissait sûre d'elle-même, Rouillé accorda enfin l'autorisation. Ce sont, avouait-il, « de fameux prédicants », et se saisir, à tout le moins, de l'un deux, « serait un des moyens les plus capables de déranger les assemblées ». « Il est certain, dit-il encore, que cette capture serait ici fort approuvée et que ceux que vous pourriez

employer pour y réussir pourraient compter, dans le cas du succès, sur une récompense telle que vous la jugeriez convenable. ».

Or, le 1<sup>er</sup> février 1751, Pradon, au dire des espions, devait se rendre à une assemblée auprès de Melle, en Bas-Poitou, et y prêcher. Le ministre eut-il vent des préparatifs de l'intendant? Fut-il averti qu'il avait été trahi? Toujours est-il que l'assemblée eut lieu, et qu'à défaut de Pradon, qui s'était prudemment abstenu, les dragons de l'intendant ne purent saisir qu'une sorte de prédicant, nommé Trouillet. Celui-ci fut jeté aux prisons de La Rochelle. M. de Blossac fut très sensible à cet échec, survenu après de si formelles assurances. Nous avons la preuve qu'il songea à en tirer une cruelle vengeance. Par ses espions, il avait acquis la liste de tous les religionnaires taxés d'office afin d'assurer le traitement des pasteurs, et aussi la liste de tous ceux qui s'étaient mariés au désert, ou qui se chargeaient d'instruire les jeunes réformés. Il se proposa de bouleverser cette organisation. Il voulait s'emparer « d'autorité » des plus connus ou des plus riches protestants, et, sans autre forme de procès, « les faire passer aux îles ». Dragonnades qui, du moins, auraient l'avantage de délivrer la région de fanatiques endurcis. Quand on sait que les déportés aux îles ne tardaient généralement pas à y dépérir de misère, sous un climat insalubre, abandonnés à eux-mêmes, on juge à quelle dureté en pouvait venir un intendant déçu. Mais Rouillé se déclara tout net contre cette folie : « Je ne puis l'adopter, disait-il. L'intention du roi est qu'il ne soit envoyé personne de force aux îles, et beaucoup moins que d'autres les religionnaires, que l'on peut en général regarder comme pouvant y être dangereux. »

Maintenu de ce côté, M. de Blossac activait ses poursuites en une autre direction. Comme le curé d'Exoudun s'était plaint « de l'insolence des religionnaires dans ce

canton, où, disait-il, il semble qu'ils ont levé l'étendard de la révolte », l'intendant se hâta d'envoyer, en avril 1751, la maréchaussée fouiller les maisons des villages d'Exoudun et de Bagnault, où l'on espérait surprendre le pasteur Pradon ou quelque prédicant. L'alarme s'étendit sur tout le pays. Pris de peur, les habitants s'enfuyaient « au désert », abandonnant leurs maisons et leurs biens. La région menaçait de devenir une immense solitude. Il fallut arrêter les gens, non pour exécuter contre eux des arrêts, mais afin de prévenir leur fuite. En 1751, vingt religieux sont mis en prison, vingt-cinq en 1752, quinze en 1754, vingt en 1755. Lorsque le ministre Gamain établit la liste de tous ceux qui avaient été frappés dans la bourrasque, de 1750 à 1757, il put citer environ cent personnes, « jetées dans les cachots pour leur foi ». Réduit à se cacher et à cesser tout ministère, Pradon parvint à quitter le Poitou, en avril 1751 <sup>1</sup>.

De son côté, Saint-Florentin — et bien que le Poitou ne fût pas de son département — suivait avec anxiété les péripéties de ce drame <sup>2</sup>. Mais il n'en resta pas seulement le spectateur muet, car, ayant appris, en février 1751, qu'au village de la Magdelaine, les religieux tenaient des assemblées, où quatre jeunes gens de Villefagnan venaient dogmatiser, il envoya à M. de Chaumont l'ordre d'arrêter ces quatre imprudents et « de faire rouler des brigades de maréchaussée dans le canton », afin de contenir le peuple, au cas d'une rébellion.

Cette série d'incidents mit un brusque arrêt au développement de l'église poitevine. En juillet 1751, le gouvernement se déclare tout à fait rassuré, après une si chaude alerte. Le 10 juillet, Rouillé constate

1. LIÈVRE, p. 305 et suiv.

2. A. N. TT, 445, dossier 8.

« que, depuis la fin du mois de mars 1751, il n'est tenu aucune assemblée publique ». Les exploits des dragons n'en furent cependant pas ralentis. A cette même date, des détachements venaient molester les religionnaires de Bagnault, « cette petite Genève », et parcouraient le Bas-Poitou, où l'on arrêta douze « protestants zélés », sans qu'il y ait eu « la moindre apparence de rébellion ».

Ces équipées militaires eurent un double résultat; le mouvement des émigrations reprit soudain, et, parmi ceux qui se virent contraints, afin de rester sur leur sol, de faire réhabiliter leurs mariages, une sourde rancune s'amassa au fond des cœurs, qui n'attendra, pour se manifester, que la première occasion favorable<sup>1</sup>.

En Provence, la situation apparaît bien meilleure. L'intendant s'obstine à fermer les yeux, ou, du moins, à oublier les dures ordonnances. Si les délits augmentent, les sanctions tendent à disparaître. Ce phénomène scandalisait Saint-Florentin qui mettait quelque humour à déclarer que les contraventions en Provence étaient aussi nombreuses qu'ailleurs, et les sanctions si minimales, si rares, si équivoques, que la loi sortait toujours vaincue d'un conflit où elle représentait cependant la justice. C'est ainsi que lorsque les agents de la régie se présentent afin de faire les saisies ordonnées par les juges, l'intendant lui-même refuse « sous mille prétextes » de leur permettre de remplir leur devoir. Las de recevoir plaintes sur plaintes, Saint-Florentin se décida à rappeler à l'ordre, par une lettre sévère du 17 juin, M. de La Tour<sup>2</sup>. C'était un solennel rappel de principes. L'intention du roi, y disait-il, l'intérêt de la Religion et de l'Etat et l'usage sont que les

1. A. N. TT, 445, dossier 5, lettre de Rouillé du 10 juillet 1751.

2. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>o</sup> 89.



fermiers de la régie trouvent auprès des intendants beaucoup plus de facilités pour remplir leur mission. Trop de délits demeurent impunis. Nul n'ignore à la Cour que les juges de Provence refusent de faire le procès aux réfractaires, et que les religionnaires profitent de cette impunité pour sortir du royaume, aussi souvent qu'il leur est nécessaire afin de toucher en pays étranger les revenus de leurs biens; « s'ils ne se flattaient pas de cet avantage, il en sortirait moins ». Les fermiers de la régie ont ainsi un droit particulier à la bienveillance que M. de La Tour affecte de leur refuser, et d'accorder aux religionnaires. La mercuriale resta sans effet. Les protestants, sagement contenus, mirent à profit l'espèce de trêve que tous ensemble, juges royaux, parlement, officiers du roi et gens de l'intendance s'appliquaient à prolonger, en leur faveur<sup>1</sup>.

Dans le Montalbanais enfin, M. Lescalopier poursuit sa sûre avance vers la tolérance. Depuis 1747, ses sujets hérétiques ont toujours réussi à passer au travers du réseau des lois, et l'intendant n'a point protesté. Il y aura bien, en 1751, des plaintes d'évêques blessés de tant de condescendance, et qui réussiront à émouvoir la Cour. Ainsi l'évêque de Vabres, dans le diocèse duquel les assemblées avaient repris avec violence, signalera, en novembre 1751, huit personnes « prétendues mariées au désert »; et Saint-Florentin ordonnera à l'intendant de jeter en prison ce menu peuple, jusqu'à ce que soit accomplie la cérémonie à l'église catholique<sup>2</sup>. Ainsi encore l'évêque de Montauban qui dénonce au Secrétaire d'Etat les deux demoiselles Cabrol qu'il conviendrait de mettre au couvent. Saint-Florentin ne peut fermer l'oreille à ces doléances, mais abandonne l'affaire au

1. La tête des pasteurs fut cependant mise à prix. *B. P. F.*, t. XXVI, 267.

2. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>os</sup> 31, 199, 213.

jugement de l'intendant, qui se rendra au désir de l'évêque « si l'on peut se flatter de ramener ces filles et particulièrement l'ainée à la religion ». Comme les juges ne sont guère précautionnés dans la surveillance des ventes des biens religieux, la Cour doit parfois casser leurs arrêts et révéler la fraude. C'est ainsi que le 28 août, le Roi a dû promulguer un arrêt contre ces ventes frauduleuses et M. Lescalopier a fort tardé à l'afficher; Saint-Florentin lui demande, en novembre, de le répandre, « afin que les nouveaux catholiques soient de plus en plus convaincus de l'intention où est Sa Majesté de réprimer les aliénations faites en fraude ».

Telle était la situation générale au cours de l'année 1751. De ce rapide tableau, ce qui se dégage, ce n'est certes pas l'impression d'une recrudescence de rigueur à l'égard des réformés, car l'on peut dire qu'à l'exception du Poitou, la modération avait réalisé de sérieux progrès sur presque toute la France, — mais une impression d'incertitude et de tâtonnements qui laissaient la Cour à la merci des incidents.

Visiblement, les officiers du roi cherchent une route assurée, mais se jettent en une impasse. Les intendants obéissent à leurs directives personnelles, et prennent toutes sortes de libertés avec les ordres du pouvoir central. Mal par quoi déjà s'inaugure cette longue crise d'insubordination, dont souffrira le siècle. Les protestants comprirent qu'ils demeuraient le jouet d'un caprice, profitant aujourd'hui de la pitié d'un intendant qui sera, demain, remplacé par un fonctionnaire féroce. S'il est impossible de dire que leur situation avait empiré, en 1751, il reste vrai que son instabilité demeure entière. Sortis des affres de la persécution, ils redoutaient qu'une tempête nouvelle ne s'élevât soudain sur leur église péniblement re-

levée <sup>1</sup>. Ils songèrent à la prévenir par un acte de soumission capable de rassurer la Cour, ainsi que l'avaient déjà fait les pasteurs du Languedoc, le 21 décembre 1750 <sup>2</sup>. A leur suite, les ministres du Vivarais et du Velay, où les mesures répressives étaient à nouveau généralisées, adressèrent au roi, le 22 février 1751, un long placet, où l'humilité du ton ne fait pas tort à la dignité de la pensée. En termes émouvants, on y réclamait « la précieuse tolérance » dont on promettait de n'user que pour le bien de la patrie et l'honneur du prince. Afin d'éviter au souverain la cruauté légale de faire rechercher, pour les punir, les auteurs de la requête, les ministres « du désert » déclaraient « ne pas mettre leurs noms » au bas de leur mémoire, « par respect <sup>3</sup> ». Ces appels des protestants du Languedoc allaient-ils incliner le cœur du roi vers plus de pitié? Un avenir tout prochain se chargea de les en instruire.

### III

C'est en effet le Languedoc qui retient l'attention particulière de la Cour. La province souffrait alors d'une crise d'autorité. M. Lenain, mort le 28 décembre 1750, n'avait pas encore de successeur, et l'intérim était exercé par un fonctionnaire, sans grand prestige sur la population <sup>4</sup>. A la Cour, l'inquiétude était grande, car on savait que les religionnaires ne sacrifieraient point volontiers les progrès que leur avait facilités l'in-

1. Voir un sermon de Rabaut du 3 mars 1752, dans Albert MONOD, p. 77.

2. *B. P. F.*, t. X, p. 26.

3. Se trouve aux A. N. TT, 440. — Sur les amendes alors infligées en Vivarais, voir *B. P. F.*, 1895, p. 536.

4. Cependant il y a aux A. N. H. 1094 tout un dossier consacré aux « religionnaires pendant l'administration de M. Coulomb ».

dolence de l'intendant, et l'on redoutait des entreprises plus graves encore. Dès le 10 janvier, Saint-Florentin se hâte de recommander à M. Le Brun de redoubler de soins et d'attentions, afin de contenir les protestants « qui croiront peut-être pouvoir profiter impunément de la vacance de l'intendance<sup>1</sup> ». Conseil imprudent, car, assuré de voir la vigueur désormais appréciée, Le Brun met en action les détachements de la troupe. Une assemblée s'était tenue auprès de Saint-Germain de Calberte. Il y envoie une brigade de cavalerie. La troupe surprend le pasteur, réfugié dans une bergerie, mais, trompée par le propriétaire, elle laisse le prisonnier s'évader et ne s'aperçoit de sa mésaventure que lorsque le fugitif est déjà hors d'atteinte. Le Brun ne put dissimuler sa colère et, faute de mieux, se rabattit sur le propriétaire de la bergerie qui fut étroitement gardé aux fers. Saint-Florentin pensait à l'unisson de Le Brun. Heureux de trouver un commandant décidé à ne plus persévérer dans l'erreur de M. Lenain, il l'engagea à reprendre la poursuite des pasteurs : « La capture de ces sortes de gens, disait-il, est l'objet essentiel, et vous ne sauriez trop recommander à tous les commandants d'y apporter tous leurs soins<sup>2</sup>. » Le Brun se hâta donc d'accomplir son œuvre de recherches. Là où les détachements isolés n'obtenaient que des succès éphémères, il fit passer des compagnies, qui « travaillaient » jusqu'à complète soumission des cantons suspects. Il avait, pour ces besognes, fait choix d'un capitaine nommé Belhomme dont la compagnie battit pendant plusieurs jours la région de Saint-Germain de Calberte, avec la mission de faire porter à l'église les enfants baptisés au désert et d'arrêter les assemblées. Belhomme agit sans pitié.

1. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>o</sup> 5.

2. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>o</sup> 15, lettre du 30 janvier, et f<sup>o</sup> 35, lettre du 28 mars

Épouvantés, les religionnaires accouraient, leurs enfants sur les bras, et se pliaient à toutes les volontés du soldat. Belhomme se glorifia d'avoir fait apporter à l'église, en quatre paroisses, deux cent soixante-quinze enfants, à la grande fureur des ministres de la région. A la suite de cette randonnée triomphale, Le Brun écrivit à Saint-Florentin qu'il était encore « aisé d'arrêter les assemblées », et que Belhomme était digne de recevoir le prix de son labeur.

Ce brusque retour à la violence faisait le désespoir des religionnaires du Vivarais et du Velay, dont les pasteurs écrivirent au roi la belle lettre que nous savons. Mais la Cour saluait avec joie cette politique dont l'avait, depuis si longtemps, déshabituée l'intendant du Languedoc. On pouvait prévoir une ère difficile. Sur ces entrefaites, la vacance de Montpellier prit fin, et le marquis de Saint-Priest vint, en février 1751, recueillir une succession, difficile entre toutes. Le nouvel intendant ne put tout d'abord que liquider la situation de l'inter règne. Elle était assez lourde.

A la suite de l'assemblée du 20 décembre 1750, à Nîmes, des poursuites avaient été engagées. Saint-Priest termine l'affaire, en condamnant l'arrondissement à 2000 livres d'amende, deux hommes aux galères perpétuelles, une femme à la Tour de Constance. Puis se présente le procès engagé à l'occasion de l'assemblée de Durfort, au diocèse d'Alais, où, le 10 janvier, l'on avait fait cinq prisonnières; M. de Saint-Priest frappe de lourdes amendes les arrondissements de Durfort et du Vigan<sup>1</sup>.

N'était-ce point là la définitive garantie que les choses étaient enfin changées en une province, où, trop longtemps, les religionnaires s'étaient prévalus de

1. L'intendant sévit encore pour l'assemblée de Lézan : OI 447, f° 40. Sur l'assemblée de Durfort, du 10 janvier 1751, voir A. N. TT, 440, lettre du 11 janvier. Sur ces assemblées, voir lettre du 15 mars.

leur impunité? Les protestants le crurent, et nous savons qu'ils en éprouvèrent un chagrin profond. Les têtes des pasteurs étaient mises à prix. Pour celle de Rabaut, on promettait, outre les mille écus, la croix de Saint-Louis et une pension de 50 pistoles. Aussi, prêchant le 19 février, Rabaut s'écriait avec douleur : « Que Dieu s'éloigne de nous, cela n'est que trop visible... La persécution qui s'était ralentie s'est de nouveau rallumée. Vous avez vu vos assemblées dissipées, vos pasteurs poursuivis. »

En réalité, on ne fut pas long à s'apercevoir que, dans l'âme de M. de Saint-Priest, ce fonctionnaire rigide, s'affermissait de jour en jour le sentiment de la pitié. Son capitaine Le Brun, toujours prompt à punir, signalait que de nombreuses assemblées s'étaient tenues, coup sur coup, les 26 et 31 janvier, les 7 et 14 février, auprès de Graissessac, et qu'à son avis, il convenait d'essayer en ces parages les dragonnades qui venaient de faire merveille à Saint-Germain de Calberte<sup>1</sup>. Mais sa surprise fut grande. L'intendant s'opposa à toute sanction, sous le prétexte inattendu que, les coupables étant en trop grand nombre dans cette province, il ne serait pas juste de faire un choix, et qu'il valait donc mieux paraître ignorer tous les délits. Une seconde fois, fut mise à l'épreuve la force de résistance de l'intendant : à Graissessac, Bédarieux et Faugères, lui dit-on, les baptêmes au désert sont devenus extrêmement nombreux, et un acte de vigueur y ramènerait sans doute l'obéissance aux lois. Mais M. de Saint-Priest refuse encore d'écouter ces conseils<sup>2</sup>. Décidément, l'intendant paraît résolu à ne plus aller à la suite. Nous connaissons aujourd'hui les raisons cachées de cette subite volte-face : un mois avait suffi pour faire

1. A. N. TT, 440, voir les lettres si curieuses du 19 mars et 30 mai 1751, où sont racontées par M. Le Brun les dragonnades.

2. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>o</sup> 37, lettre du 1<sup>er</sup> avril.

comprendre à Saint-Priest que le nœud de la situation ne pouvait être résolu qu'avec l'aide des évêques. qu'il était indispensable de gagner à sa politique<sup>1</sup>.

Dès le mois de mars 1751, il écrit donc à l'évêque de Béziers, auquel il se plaint doucement de l'intransigeance des curés qui s'obstinent à qualifier de « naturels » sur leurs registres de baptêmes les enfants des religionnaires. Mesure cruelle, dit-il, et qui écarte de l'Eglise les nouveaux convertis. Alors se dessine la phase décisive de son intervention. Il demande à l'évêque d'écrire « à ses curés de tendre la main aux religionnaires et de ne point les éloigner de l'Eglise par des difficultés qui me paraissent extrêmement déplacées<sup>2</sup> ».

Il a la joie de voir l'évêque de Béziers promettre son concours à l'œuvre de la pacification. Alors il se tourne vers le Secrétaire d'Etat, et fait miroiter à ses yeux un avenir tellement tranquille qu'à la Cour on oublie tout aussitôt les rudes leçons d'un passé récent, et que l'on se raccroche à ces espérances de la paix. Saint-Florentin a tourné le dos à Le Brun, à Belhomme et autres apologistes du sabre ; le voici qui remercie avec effusion l'évêque d'avoir rendu plus faciles les baptêmes et mariages des hérétiques « parce que, lui disait-il, vous sentez la nécessité de tendre la main aux protestants ». Il le supplie, « par le même principe », de venir au secours « des décrets de Sa Majesté » qui resteront, malgré leur rigueur, toujours vains, « si MM. les Evêques n'aplanissent aux nouveaux catholiques les voies, autant que le devoir peut le permettre et que la charité l'exige<sup>3</sup> ».

1. Les assemblées, en mars, se multiplient; le 7, au Vigan; le 14, à Saint-Laurent d'Aigouze; le 28, entre Massillargues et Lézan, où l'on fait six, sept et neuf prisonniers.

2. A. N. Tt, 440, lettre du 24 mars; la réponse de l'évêque de Béziers est du 11 avril.

3. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>o</sup> 48, lettre du 26 avril.



Le premier effet de l'initiative de Saint-Priest fut d'assurer la grâce des inculpés de Graissessac, Bédarieux et Faugères; le deuxième fut que les accusés, ne s'attendant pas à cette bienveillance, se soumirent volontiers dès qu'on les en eut priés, et le contentement fut général.

Restait, il est vrai, l'épineuse question des mariages. La doctrine officielle heurtait de front celle des évêques. Nul compromis ne semblait possible. Les gens du roi s'accordaient à faire retomber la responsabilité du désordre de la province sur l'intransigeance des ecclésiastiques, qui s'obstinaient à réclamer des religionnaires, pour la réhabilitation de leurs mariages, « une abjuration solennelle, et même par écrit ». Afin d'échapper à ces conditions, « les deux tiers des Cévennes et du Vivarais » s'étaient enfuis au désert, et « si on ne se relâche point, avouait Le Brun, je vois de grandes difficultés<sup>1</sup> ». Il n'était que temps de secourir l'intendant dans ses démarches.

Aussi le Secrétaire d'Etat ne cesse-t-il d'engager Le Brun et Moncan à unir leurs efforts à ceux de leur chef. Lui-même n'hésitera pas à afficher les sentiments nouveaux qui dirigent sa politique. Le 1<sup>er</sup> juillet, il soutient une assez vive discussion avec l'évêque de Cahors à qui il dénonce le curé de Caussade, intraitable sur la question des « épreuves », si pénibles aux réformés. Sa correspondance se remplit de jour en jour de reproches contre « le zèle mal entendu » des curés, émules de celui de Caussade. En novembre, il apprend qu'au diocèse de Nîmes, un certain Lebrun et une demoiselle Olombel n'arrivent pas à obtenir la bénédiction de leur curé, ingénieux à soulever d'incessantes difficultés, bien qu'ils aient « donné la profession de foi par écrit, qui répugne si fort à la

1. A. N. TT, 440, lettre du 19 mars.

plupart des nouveaux convertis ». Saint-Florentin dénonce l'abus à l'évêque de Nîmes, et ne cache pas qu'il le réproouve « avec peine<sup>1</sup> ». L'affaire restait néanmoins toujours en suspens, mais il advint qu'un mois plus tard, l'évêque de Nîmes dut réclamer l'autorité du roi contre un certain Gignoux et une demoiselle Pieyre, soupçonnés « d'avoir été mariés par un ministre ou par un prêtre autre que le propre curé des parties ». Saint-Florentin se hâta d'arborer son drapeau. Il refusait nettement de considérer ce cas, « tant que MM. les Évêques multiplieront les rigueurs au lieu de les diminuer et qu'ils jetteront les nouveaux convertis dans le désespoir ». Il n'hésitait même point à donner au prélat une leçon de droit canon, affirmant que « la doctrine universelle de l'Église » ne répugnait pas aux facilités sollicitées par le gouvernement en faveur des mariages protestants, et prévenait que tout délit serait considéré comme excusé, hors des prises de la justice, aussi longtemps que l'épiscopat refuserait de seconder la politique officielle.

Assuré de trouver à la Cour une aide puissante, l'intendant Saint-Priest n'hésita plus à risquer la fortune de son projet. Nous avons retrouvé la trace continue de ses efforts, l'espèce d'investissement savant auquel il va livrer chaque palais épiscopal du Languedoc, afin d'enlever une victoire générale. Le 30 avril 1751, il rédige et envoie à l'évêque d'Alais un long mémoire, où sont envisagées les meilleures solutions à apporter au problème des mariages protestants. A son tour, l'évêque enrichit la dissertation juridique de notes marginales, qui tendent à accorder deux pensées, sans doute fort éloignées l'une de l'autre, mais convaincues toutes deux de la nécessité de

1. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>os</sup> 103, 193, 230.

s'accorder. L'examen du problème était devenu, pour le prélat, une sorte de recherche passionnée. Après trois mois d'études, lui-même rédigeait un copieux et savant Mémoire que Saint-Priest vint chercher, au palais épiscopal d'Alais, le 28 juillet, qu'il lut avec attention, discuta avec minutie et renvoya enfin à son auteur, tout chargé de notes conciliantes, le 6 octobre 1751<sup>1</sup>. — Vers le même temps, l'évêque de Montpellier sentait peser sur lui le regard attentif de l'intendant, empressé à arrêter les abus de pouvoir. Depuis l'usage établi à Montpellier par M<sup>sr</sup> de Pradel, le temps d'épreuves pour les fiancés religieux avait été fixé à quatre mois, et l'évêque actuel, M<sup>sr</sup> de Villeneuve, s'y était conformé pendant trois ans. Brusquement, en février 1751, les curés du diocèse reçoivent avis qu'ils devront exiger désormais la signature d'un formulaire d'abjuration, en présence de témoins, et que les bans ne seront publiés qu'après cette formalité. Or, certains curés avaient promis à plusieurs fiancés de publier leurs bans, selon l'usage établi. L'ordonnance de l'évêque les jeta dans l'anxiété; les bans furent remis à plus tard. Mais deux religieux, nommés Ricard et Granet demandent à l'évêque l'autorisation de faire célébrer leur mariage, et comme il refuse, alléguant les scrupules de sa conscience, ils implorèrent le secours d'un théologien. Celui-ci établit solidement que l'évêque peut, en sûreté de conscience, s'en tenir à l'ancienne discipline du diocèse. Nos religieux envoient alors le mémoire à l'intendant, qu'ils supplient de venir à leur secours. Demande superflue ! Car M. de Saint-Priest n'était pas homme à subir, au moment même où il soutenait la bataille contre l'évêque

1. A. N. TT. 443, dossier 7. Toute cette correspondance si instructive se trouve dans un carton consacré aux affaires religieuses du Poitou. A la suite de quelles péripéties a-t-elle échoué en cette place ?

d'Alais, une attaque conduite par M. de Montpellier. Aussitôt il se fit, auprès du prélat, le défenseur ardent de la thèse protestante. L'évêque persista, espérant lasser une érudition acquise de trop fraîche date, mais l'intendant coupa court aux chicanes et en appela vigoureusement au Secrétaire d'État <sup>1</sup>.

Au reste, il songeait dès ce moment à gagner l'adhésion de tous les prélats, soit grâce à des conférences, soit grâce à ses démarches personnelles. Vers le 15 décembre, il convoque à son palais M<sup>sr</sup> de Montclus, qui convient de la situation grave où est placée la province. Les mariages faits au Désert y sont au nombre de 100.000 <sup>2</sup>, et si les protestants ne répugnent point, en général, à les faire réhabiliter, ce qui leur permet de retrouver une sorte d'état civil, ils se refusent à subir des épreuves exagérées. Le clergé catholique lui-même réproouve ces rigueurs, s'il est vrai que les religionnaires trouvent assez facilement des curés disposés à les marier au meilleur compte, sans regarder de trop près à l'observance des épreuves imposées, et s'il n'est pas rare « que les grands vicaires eux-mêmes y donnent la main en secret ». Ne revient-on pas, pour d'autres motifs, aux querelles byzantines où s'énervera la droite intelligence des textes canoniques? L'évêque d'Alais promet à l'intendant de l'aider dans son plan de réconciliation.

L'évêque de Nîmes paraissait boudier, de son côté. Il venait de lire la réponse de Saint-Florentin et se déclarait tout ému de recevoir une leçon de discipline ecclésiastique, non moins que d'entendre le ministre « reprocher aux Évêques de faire naître de

1. A. N. TT, 446, Mémoire n° 2 : a été rédigé par un religionnaire de Montpellier en 1781, qui y rappelle avec quelle confiance les protestants de l'endroit avaient confié le litige à M. de Saint-Priest.

2. Chiffre accepté par Saint-Priest dans sa conférence avec l'évêque d'Alais, TT, 440.

nouvelles difficultés sur les mariages des nouveaux catholiques. » Saint-Priest entreprit de le conquérir, en dépit de son amertume. Nous savons qu'il se rendit à Nîmes, où il eut une longue conférence avec le prélat. Avec quelle joie il informe Saint-Florentin que l'adhésion de M. de Nîmes lui est acquise ! Déjà trois évêques « consentent à se prêter à un certain point », et même « s'il désespère de ramener jamais » MM. d'Uzès et de Mende, rebelles à toutes les avances, il sait aujourd'hui que le gouvernement peut compter sur de puissants appuis, s'il persiste dans son dessein libéral<sup>1</sup>.

A la Cour, la joie était vive : une lueur éclairait, pour la première fois, le sombre couloir où l'on s'était imprudemment engagé, depuis l'année 1745. Le Secrétaire d'Etat n'avait osé espérer un succès que l'on regardait comme impossible. Avec quel entrain se promet-il de pousser l'avantage, dût en pâtir le solennel protocole, présidant aux relations des évêques avec la Cour ! « J'ai été bien aise d'apprendre, dit-il, que M. l'évêque de Nîmes a été frappé de la lettre qu'il a reçue de moi. » M. l'évêque d'Uzès marque une mauvaise volonté qu'il faudra éperonner non moins vivement. Saint-Florentin promet de s'y employer de son mieux. « Je viens de le pratiquer, écrit-il avec satisfaction. Il est juste que je soutienne vos démarches, et d'ailleurs s'il y a quelque moyen de déterminer MM. les évêques à se relâcher, c'est de leur faire entendre qu'ils ne doivent pas compter sur l'autorité du roi pour le maintien des règles de sévérité qu'ils veulent établir<sup>2</sup>. »

Il est donc incontestable qu'au cours de l'année 1751, s'est formé comme un faisceau de volontés,

1. A. N. TT, 440, lettre de Saint-Priest du 31 décembre 1751.

2. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 46, lettre du 15 janvier 1752.

hostiles à la répression, et soucieuses d'aboutir à la clémence. Le projet de l'intendant Lenain allait-il enfin se réaliser ?

Cependant une menace s'élevait à l'horizon, que l'intendant ne semble pas avoir estimée à sa véritable valeur. Les assemblées sont aussi fréquentes que jamais, et la maréchaussée témoigne contre elles d'un zèle excessif; le 10 janvier, elle charge une assemblée auprès de Durfort où elle fait cinq prisonniers; le 7 mars, au Vigan, où elle arrête six fidèles; le 14 mars, au Cailar, où elle se saisit de sept réformés. Incursions qui remplissent de colère l'âme des religieux. Les dernières sanctions infligées par l'intendant, le 15 mars, avivent, elles aussi, les alarmes de la foule. L'inquiétude se trahit par des menaces. N'a-t-on pas résolu de ne plus laisser de prisonniers aux mains de la soldatesque et de veiller en armes au salut des pasteurs ? Une chose frappait aussi d'étonnement et surexcitait les réformés : toutes leurs entreprises étaient presque aussitôt traversées que conçues. Les réunions les plus secrètes étaient dispersées avec une précision et une rapidité déconcertantes. Trahis, les réformés résolurent de tirer vengeance de ceux qui faisaient argent de leur foi, de leur liberté et de leur sang. Il suffisait d'un incident pour éveiller le feu caché sous la cendre.

Ce malheur arriva le 28 mars 1751. Dans une combe située entre Massillargues et Lézan, aux Cévennes, environ quatre cents fidèles étaient réunis, sous la présidence du ministre Lafon <sup>1</sup>. Un détachement de soldats, conduits par M. Desmarcieux, charge les fidèles, fait neuf prisonniers et se prépare à les entraîner. Deux cents jeunes gens s'avancent alors, et se jettent sur la

1. Sur cet incident, voir le dossier officiel aux A. N. TT, 440, lettre de Moncan. Voir un récit de l'affaire, rédigé par Paul Rabaut, au B. P. F., t. XXVII, p. 171-183.

troupe, des mains de laquelle ils s'efforcent d'arracher les prisonniers. Les soldats firent front à l'assaillant. Une grêle de pierres s'abat sur les gens du roi qui ripostent par une salve meurtrière. Selon M. Desmarcieux, trois ou quatre religieux tombèrent ; le reste s'enfuit épouvanté. Quand les soldats arrivèrent sur le lieu du carnage, ils ne trouvèrent aucun cadavre, aucun blessé, ce qui leur fit croire que les hommes tombés n'avaient reçu que de légères blessures.

L'émotion causée par cette sanglante tragédie souleva tout le pays. Ce n'est point trop d'affirmer que cet incident a été, à vrai dire, le point de départ de la série des meurtres, représailles et vengeances qui vont faire des années 1751 et 1752 la plus terrifiante époque de l'histoire protestante, au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. Nous avons, de l'incident, trois relations ; l'une, rédigée par M. Desmarcieux ; l'autre par M. de Moncan, sous les ordres duquel était placé Desmarcieux ; la troisième, écrite par les pasteurs Deffère, Gibert, Pradel et Paul Rabaut, et adressée à Saint-Florentin. Les relations officielles ramènent le drame aux proportions d'une simple bagarre, d'où les assaillants sortirent sans gros dommages, et les gens du roi, indemnes. Ceux-ci n'ont fait usage de leurs armes qu'après avoir essuyé les coups de la foule des révoltés. Mais la version des pasteurs est fort différente. L'armée s'est jetée brutalement sur l'assemblée ; tout le monde prit alors la fuite, sauf quelques vieillards et enfants, parmi lesquels on fit neuf prisonniers. Personne n'a songé à résister. C'est sur cette foule désarmée que les soldats ont froidement déchargé leurs armes. « Cinq jeunes hommes sont étendus morts sur le carreau, plusieurs autres dangereusement blessés, et le peu qui reste prend la fuite. » Seul, un autre récit authentique pourrait peut-être départager de ces deux versions. Précisément, un rapport, écrit par l'officier Le Brun, nous aidera à



débrouiller ces différences. Tout d'abord, entre les récits de Desmarcieux et de Moncan l'accord est parfait, bien que M. de Moncan ait écrit le sien après une enquête, destinée à contrôler le rapport de son subordonné. Ensuite, le récit de M. Le Brun, qui a poursuivi, de son côté, les recherches, rectifie simplement un détail de ces devanciers. Ceux-ci affirmaient qu'aucun mort ne gisait sur le sol. M. Le Brun convient « qu'il y en a eu, à ce qu'on débite, quelques-uns de tués ». A cela près, il accepte toute la suite du récit, qu'il confirme en tous points. La responsabilité protestante sort, de ces trois témoignages, aussi grave qu'indéniable.

Il y a plus. Avec le récit des pasteurs écrit à l'intention de la Cour, nous pouvons confronter celui que Paul Rabaut inscrivit dans son cahier de notes intimes. Les différences sont notables. Selon les pasteurs, les soldats ont tiré sur une foule désarmée qui s'enfuyait en désordre. Selon Rabaut, « quelques jeunes hommes » courent après le détachement et prient l'officier de vouloir bien relâcher les prisonniers. Il y aurait eu refus, nouvelles instances, et finalement décharge des fusils. « Trois de ces jeunes gens » sont étendus morts et trois autres dangereusement blessés. Outre que Rabaut présente ici différemment la suite des faits, qui ne voit l'imprécision voulue de ces lignes ? Il eût, en effet, été important de signaler le nombre de ces jeunes gens qui vont après le détachement, et dont il est invraisemblable d'imaginer une attitude suppliante envers les 30 ou 40 soldats de Desmarcieux, quand on sait que le mot d'ordre des assemblées était de ne plus laisser d'otages entre les mains des gens du roi. Ce qui laisse enfin planer un doute sur l'affaire, c'est l'attitude même de Saint-Priest et de Saint-Florentin.

En ce mois de mars, les sentiments les plus intimes et les plus sincères de ces deux hommes sont, on l'a

vu, favorables à l'apaisement. Or, la colère de l'intendant, à la nouvelle de l'émeute, fut terrible, et, sans retard, de rigoureuses sanctions frappèrent les réformés, qui durent subir la présence, à Lézan, de trois compagnies commandées précisément par Desmarcieux et qui avaient ordre de réprimer impitoyablement toute tentative d'agitation. Et comme traînait un vieux procès intenté à Claude Chaumont, qui avait été surpris à une assemblée tenue près de Nîmes, le 20 décembre 1750, l'intendant n'affecta plus d'ignorer le délit, et condamna le malheureux aux galères perpétuelles : « Cette condamnation, disait-il, m'a paru indispensable, principalement pour faire un exemple. » Trois religionnaires étaient encore jetés au fort Brescou<sup>1</sup>.

Les âmes se trouvaient donc à nouveau subitement dressées les unes contre les autres. En vain l'assemblée des pasteurs qui eut lieu le 13 avril espéra-t-elle amortir le choc d'événements, devenus intolérables. Le massacre de Lézan réveillait d'une part la colère des protestants qui se croyaient livrés au caprice de fonctionnaires changeants et d'un clergé tyrannique. La rébellion de Lézan rejetait d'autre part les gens du roi dans la voie de la défiance hostile. Par le jeu des réactions imprévisibles et qui s'appellent avec une force croissante, les passions vont se déchaîner et provoquer enfin la guerre civile.

Ce fut précisément l'heure que choisit M. de Chabannes, évêque d'Agen, pour dessiller, comme il le croyait, les yeux de la Cour. Le 1<sup>er</sup> mai 1751, au plus fort de l'hostilité sourde qui séparait toujours davantage la population protestante des officiers du roi, il écrivit au Contrôleur général Machault une longue et habile épître, où il montrait les huguenots prêts à la révolte, comme ne le faisaient que trop pressentir les

1. A. N. TT, 440, lettre du 26 mai, et B. P. F., t. XXVII, p. 171-185.

derniers événements. Il semblait qu'à la veille de l'horrible mêlée, chacun voulût déterminer les responsabilités. M. d'Agen dénonçait l'héréditaire propension de l'église huguenote à se dresser contre l'autorité. Antoine Court riposta, dès le 1<sup>er</sup> juillet, dans son opuscule, *Le patriote français et impartial*, où il affirmait que les réformés ne songeaient qu'à sauver l'ordre public, par un sentiment de haut patriotisme, mais que les exigences du clergé leur rendaient intolérable une existence déjà traversée par des malheurs infinis.

A cette date, la discussion était déjà vaine. Les assurances d'Antoine Court venaient de subir un affreux démenti, au cours d'un mois de juin sanglant.

#### IV

Le 11 juin, quelques catholiques de Gajan découvrirent, étendu sur le parquet de sa maison, percé de nombreux coups de couteau, le cadavre de Guillaume Lefebvre, qui passait pour servir d'indicateur aux gens du roi, au sujet des assemblées<sup>1</sup>. L'assassin échappa à toutes les recherches, mais le cri public chargea du meurtre quelque religionnaire exalté. Cet acte de représailles ne fit pas seulement horreur; il jeta les catholiques dans une inquiétude profonde. Il fallait remonter bien loin pour rencontrer un exemple de représailles huguenotes aussi cruel; en 1751, cette cruauté s'aggravait du fait qu'elle se produisait après un mois de mars troublé et un mois de mai surexcité par des discussions irritantes. Les protestants placent

1. La chose était d'ailleurs exacte, comme nous le voyons dans le titre de gratification accordée le 15 août 1753 à la veuve Lefebvre, dont le mari fut assassiné, dit Saint-Priest, « à cause du zèle avec lequel il s'employait à la recherche des ministres et à la découverte des assemblées ». A. N. TT, 444, septième état des gratifications.

en 1752 la persécution dont ils souffrirent ; il n'est pas possible de ne pas remonter à des origines plus lointaines et de ne pas assigner la date du 11 juin 1751 comme point de départ à l'entremêlement des mesures défensives et des sanctions répressives qui mirent aux prises deux partis déchaînés.

La frayeur des catholiques s'étendit aux gouverneurs des villes et aux commandants des troupes eux-mêmes. Vers le canton de Carrières, où les assemblées ont repris « toutes les semaines », le gouverneur n'ose engager ses détachements contre une population visiblement décidée à la riposte. Vers Villeneuve, aux environs du pont de Montvert, 1.400 personnes se sont rassemblées, le 22 août<sup>1</sup>. Les soldats accourent au galop de leurs chevaux, mais à peine le détachement a-t-il débouché qu'il se heurte à une troupe de deux cents jeunes gens, armés de toutes sortes d'engins, qui l'arrête en déclarant qu'ils sont 1.400 fidèles tous disposés à défendre leur liberté. L'officier « ne se sentant pas assez en force » n'osa relever le défi ; « on a continué alors, dit-il, à chanter les psaumes avec plus d'audace qu'ils ne faisaient auparavant ». Or, cet incident, qui faisait dire à Saint-Priest « que le mal était de plus en plus pressant et exigeait un prompt remède », survenait au moment même où les pasteurs tentaient de se concilier la pitié de la Cour, par un long Mémoire tout rempli du récit de leurs souffrances. A leur requête humiliée, Saint-Florentin opposa le défi du pont de Montvert, et déclara qu'il ne fallait voir en ces démarches que feintes et embûches. Faisant trêve à ses bonnes dispositions du mois de mars, il recommande de revenir aux sévères sanctions, de frapper d'amende les arrondissements coupables, et d'envoyer quelques détachements de soldats vivre « à discrétion » sur la pa-

1. A. N. TT, 440, voir le dossier de l'affaire à la date du 25 août.

roisse de Villeneuve<sup>1</sup>. Il n'est plus ménager de l'autorité du roi. Un Pierre Gaudin qui avait épousé au désert une demoiselle Lageon est arrêté, et aussi son père, accusé d'avoir favorisé ce mariage<sup>2</sup>. Au diocèse de Montauban, les ventes de biens opérées par les nouveaux catholiques sont impitoyablement annulées, comme faites en fraude. A Saint-Affrique, huit personnes « prétendues mariées » cohabitent, au scandale du subdélégué qui les dénonce : l'ordre arrive sans retard d'envoyer en prison « ces fiancés » jusqu'à réhabilitation de leurs unions. Le Secrétaire d'Etat avoue même son regret de ne « pouvoir parvenir qu'à prononcer des amendes contre les arrondissements » ; il souhaiterait de prompts et décisifs remèdes.

Mais, du fond du Languedoc, s'élevait un avertissement solennel. L'officier Moncan prévenait que « la fermentation parmi les religionnaires augmentait tous les jours », et que, de tous côtés, la résolution paraissait unanime d'opposer aux soldats du roi les défenseurs des assemblées<sup>3</sup>. Jusqu'en novembre, les incidents furent à peu près évités. Le 14 novembre, le chevalier du Faur Bérat, ayant appris qu'une assemblée était convoquée auprès de Saint-Germain de Calberte, prit ses dispositions afin de la disperser, sans éclat. Les soldats furent distribués en trois détachements trop peu nombreux pour tenter chacun une action de violence. Mais où du Faur voyait une garantie de modération, les réformés trouvèrent un motif de résistance. L'un de ces détachements était en effet tombé brusquement sur l'assemblée, à laquelle il demanda de se séparer. Pour toute réponse, il reçoit des menaces d'un groupe important qui s'avance vers lui, le sommant de ne pas aller plus loin. Les soldats songent à

1. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>o</sup> 143.

2. A. N. O<sup>1</sup> 447, f<sup>os</sup> 132, 144, 155.

3. A. N. TT, 440, lettre de Moncan du 25 août.

e défendre; les réformés s'écrient qu'ils les attendent e pied ferme. Du rang des soldats partent des coups e fusil en l'air. A ce signal, les détachements voisins ccourent en hâte et le carnage allait sans doute com- enencer, si les réformés, pris de peur, n'avaient fui récipitamment. Cependant quatre prisonniers restè- ent aux mains des soldats.

Le plus ennuyé de l'affaire fut l'officier du Faur, pour les motifs singulièrement révélateurs. Dans le rapport qu'il s'empressa d'adresser à son chef Moncan, du Faur élclare qu'il désire être couvert « sachant, dit-il, par plusieurs qui ont été dans ce cas, qu'il est d'ordinaire t'être blâmé quand on fait avec exactitude son métier ur ce fait, vu que, du petit au grand, tout se prête our favoriser les protestants ». Reproche imprévu! N'était-il point cependant sincère, de la part de ce soldat qui, depuis de longs mois, recevait de ses chefs l'ordre de ne point soulever de difficultés avec des réformés que l'intendant s'appliquait à ménager en tous lieux? Du Faur n'avait point, ce jour-là, trop mal présumé des complicités officielles. Car, dès que M. de Saint-Priest eut appris l'incident, il envoya l'ordre de relâcher immédiatement les quatre prisonniers, contre lesquels, disait-il, il n'y avait « aucune preuve », et d'im- poser à l'arrondissement une amende de mille livres <sup>1</sup>.

L'amende n'effrayait pas des gens qui ne reculaient ni devant la prison, ni devant la mort. Leur enthousiasme ne tomba pas, pour si peu. Et les assemblées se multiplièrent, causant à l'intendant de mortelles inquiétudes. Le danger des collisions devenait de jour en jour plus pressant. Le 28 novembre, la troupe s'empare de trois prisonniers à l'assemblée tenue à une lieue de Ganges, entre Roquedur et Saint-Julien <sup>2</sup>. Le

1. Voir tout le dossier aux A. N. TT, 440, lettre du 19 novembre.

2. A. N. TT, 440, lettre de Moncan du 6 décembre.

26 décembre, six mille protestants se réunissent près du château de la Rouvière, sur le territoire de Quissac, mais les soldats ont été prévenus qu'un grand nombre sont armés et prêts à se défendre. Ils avancent donc avec prudence, font de loin les sommations d'usage, et voient accourir au-devant d'eux une centaine d'hommes qui, fortement armés, les défient d'avancer. Les gens de l'assemblée se sont répandus, sur ces entre-faites, à travers le bois, et quand la poursuite apparaît impossible, les mutins s'enfuient à leur tour de toute la vitesse de leurs jambes. L'officier contint sa petite troupe; mais quand il en référa à l'intendant, celui-ci refusa de commencer toute enquête, se bornant à frapper d'amende l'arrondissement. « C'est à quoi, disait-il, je suis forcé de borner la punition des rebelles <sup>1</sup>. »

Dans cet aveu le ressentiment entraînait, non moins que le dépit. Après une année d'efforts, Saint-Priest constatait la faillite de ses espérances. C'était lui qui avait fait les premières avances, et il pouvait se rendre le témoignage qu'à partir du mois de mars, il n'y avait pas de moyen qu'il n'eût éprouvé afin de convaincre les réformés de la sincérité de ses intentions. Il s'était appliqué à maintenir et multiplier les lueurs d'espérance. Après avoir fait la conquête d'un Secrétaire d'Etat peu disposé à l'indulgence, il n'avait pas craint d'engager avec les évêques du Languedoc une polémique difficile. Cependant, les protestants assassinaient Lefebvre, s'organisaient pour la rébellion à main armée, affectaient de se présenter avec audace aux soldats chargés de les disperser, lançaient des défis belliqueux, et faisaient, en définitive, figure de véritables révoltés. Ainsi pensait un intendant désabusé.

Le découragement n'était pas moins profond chez

1. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 24, lettre du 23 janvier 1782; TT, 440, lettre de Saint-Priest du 7 janvier 1782.



les chefs du protestantisme. Ont-ils été persuadés, en 1751, de l'inutilité de leur loyalisme? Ont-ils supputé, eux aussi, avec désespoir, les démarches renouvelées depuis 1740, en vue d'obtenir, à force de docilité et de dévouement, la pitié de la Cour, et qui toutes s'effondraient dans un terrible chaos? Ont-ils, au contraire, examiné la situation difficile que les religionnaires avaient si maladroitement contribué à créer, depuis le début de 1751, et dont il ne semblait pas qu'on pût entrevoir l'issue? Toujours est-il qu'à la mêlée sanglante, ils ne virent, pour remède, que la fuite et l'exil.

Le rôle alors joué par Antoine Court ne fut peut-être ni le plus habile, s'il fallait calmer des frayeurs exagérées, ni le plus noble, s'il fallait exalter des croyants et des Français. Car les excitations à fuir une patrie ingrate venaient du fameux pasteur. Dès 1751, il avait élaboré tout un plan d'évasion, qui tendait à affaiblir, par de considérables exodes, le royaume de France. Ses lettres ne laissent aucun doute à ce sujet. Il promettait des asiles et de grands avantages. Il avait, en août, minutieusement réglé avec le roi de Prusse l'installation des émigrés, qui apporteraient chez notre ennemi la richesse et l'habileté de vaillants sujets. L'émigration qui avait si nettement affecté les sources vives de la richesse française, au lendemain de la Révocation de l'Édit de Nantes, allait, croyait-il, se renouveler avec un ensemble impressionnant. Il voulait « frapper un coup » et « le faire efficacement ». Nous pouvons estimer que ces excitations, tombées sur des âmes en pleine ardeur dans leur résistance, n'étaient point celles qu'il eût fallu pour ranimer l'esprit de concorde. Par bonheur, malgré son autorité, Court ne parvint pas à déterminer un courant d'émigration. Jusqu'à la fin de l'année 1751, presque aucun réformé ne parut disposé à fuir. L'organisateur n'en croyait pas ses correspondants, et, se refusant à incriminer la tié-

deur des fidèles, accusait l'abominable politique de la Cour, qui « savait mêler avec adresse » les temps d'orage et les jours de tranquillité. A supposer même que ce machiavélisme ait été aussi bien ourdi que le prétend Antoine Court, on ne saurait légitimement conclure, de l'échec de l'émigration, autre chose sinon que les époques de calme devaient, malgré tout, sembler aux religionnaires supérieures aux jours d'infortune. Aveu qui prend une valeur particulière quand on songe qu'il fut exprimé à la veille même de la révolte de 1752.

## V

En Languedoc, la zizanie était complète entre l'intendant et ses officiers d'un côté et certains évêques de l'autre côté. Tant que M. de Saint-Priest avait manifesté des intentions agressives à l'égard des réformés, que ses ordres pour faire porter les enfants religionnaires à l'église catholique avaient été rigoureusement exécutés, et que les dragons, chargés de contraindre les parents récalcitrants avaient parcouru les paroisses, les évêques, en particulier celui d'Uzès, ne cessaient d'applaudir aux merveilleux résultats du bras séculier<sup>1</sup>. « La foule des baptêmes à l'église, dira l'évêque d'Uzès, recommençait partout. A la vue d'un détachement qui allait prendre quelqu'un dans une paroisse de la campagne, les religionnaires d'une autre paroisse firent porter en une soirée quatre-vingts enfants à l'église. » L'évêque eût pu ajouter qu'à cette même paroisse, vingt-quatre mariages au Désert furent réhabilités sous le coup de la même émotion.

Les prélats eussent volontiers approuvé ces nouvelles perquisitions, si fertiles en résultats consolants. Mais M. de Saint-Priest se lassa de ces promenades militaires

1. Voir le Mémoire de l'évêque d'Uzès du 2 janvier 1752, A. N. TT, 440.

qui compromettaient le succès de ses tractations secrètes, et, dès le 6 septembre 1751, les ordres furent révoqués<sup>1</sup>. S'il faut en croire M. d'Uzès, les protestants chantèrent aussitôt victoire. Aussi ne pourrions-nous invoquer le motif des dragonnades, condamnées depuis le mois de septembre 1751, pour expliquer la révolte du mois de février 1752. M. de Moncan veillait d'ailleurs à ne point réduire les protestants « au désespoir », et par l'indifférence avec laquelle il accueillait les suggestions des prélats, méritait d'encourir leur colère. Celui d'Uzès l'accuse même de pactiser avec l'hérétique et de trahir son devoir de gouverneur<sup>2</sup>. Mais le rude officier ne laissa pas l'injure sans réponse. Si l'on voulait écouter les évêques, écrit-il, on allumerait la révolte en province, car les exigences épiscopales ont poussé le mal à sa dernière extrémité. Le mécontentement des religieux « augmente de jour en jour..... Il est vrai que j'ai attention à recommander beaucoup de prudence; il serait trop dangereux de suivre dans bien des occasions le zèle souvent indiscret de beaucoup de ces messieurs, qui, s'il n'était pas modéré, pourrait attirer des affaires fâcheuses ». Et prenant à son tour l'offensive, Moncan s'élève contre la frayeur « des curés et prêtres », dont le premier devoir serait d'avertir les officiers du roi des affaires de la R. P. R., « mais qui craignent trop le martyre pour vouloir paraître entrer dans ces affaires-là<sup>3</sup> ».

Ces dissensions, aggravées du fait que certains évêques, comme ceux de Nîmes et de Montpellier, secondaient les vues pacifiques de l'intendant<sup>4</sup>,

1. Coquerel a montré la fureur des protestants à la suite de ces dragonnades, II, p. 60-64.

2. Sur cette zizanie dont Saint-Florentin aura à s'occuper, voir A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 45, lettre du 14 janvier 1752.

3. A. N. TT, 440, lettre du 21 janvier 1752.

4. Saint-Florentin remercie l'évêque de Nîmes par une lettre du 18 mars, et celui de Montpellier, le 19 mars et 22 avril. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>os</sup> 58, 68, 72, 95.

n'auraient pu, à la longue, que profiter à la tranquillité générale; si une catastrophe n'avait déçu toutes les prévisions.

L'événement eut lieu le 9 janvier, au lieu de Beauvoisin, près de Nîmes. Les ordres de Moncan aux troupes étaient formels : on devait agir avec prudence, et éviter d'en venir « à des extrémités qui sont toujours très fâcheuses contre des sujets du roi qu'on voudrait épargner ». Au reste Moncan ne cessait de redouter que « les détachements se voyant poussés à bout par les insultes » des religionnaires mutins, ne fussent plus maîtres d'eux-mêmes. A l'assemblée de Beauvoisin, les dragons, au mépris de ces conseils, se jetèrent sur les protestants, en saisirent quatre et se repliaient en hâte, quand un groupe de deux cents hommes vint à leur rencontre, s'efforçant de leur arracher les otages. L'assemblée s'était cependant dispersée, et les fuyards avaient donné l'alarme à la population du bourg de Beauvoisin, qui s'arme aussitôt de bâtons, de fourches et de fusils, et attend le retour des dragons. Le village est alors le théâtre d'une bagarre violente, où les soldats réussissent à maintenir leurs prisonniers, et montrent une exaspération véritable contre « ces brigands » de huguenots<sup>1</sup>.

Les instincts de violence étaient éveillés, et la voix de Moncan lui-même ne sera plus capable de maîtriser la fureur déchaînée. L'un de ses lieutenants, connu pour son exploit du 28 mars 1751, M. Desmarcieux, apprend, le dimanche 30 janvier, que deux individus suspects soupent dans un cabaret, au faubourg du Vigan. Desmarcieux accourt, investit avec son détachement la maison qu'abrite l'obscurité, fait irruption dans la salle et tombe sur deux voyageurs qui tiennent tête bravement aux assaillants, dans une bagarre où les

1. A. N. 1T, 440, lettre de Moncan du 24 janvier.

hôtelières eux-mêmes prennent parti contre l'autorité. Profitant du brouhaha, l'un des deux étrangers se sauve et ne peut être rejoint. L'autre, solidement enchaîné, consent à répondre, convient qu'il est proposant, qu'il s'appelle Bénézet, natif de Montpellier, et qu'il se trouve en cette hôtellerie, au retour d'une assemblée qu'il avait convoquée avec son confrère le ministre Paul, qui vient de s'enfuir.

Si la capture était bonne, elle n'était pas moins une cause de sérieux embarras. Ni l'intendant ni Moncan n'étaient alors d'avis de rallumer des haines qu'ils avaient mis tous leurs soins à assoupir. Mais Saint-Florentin proclama sa satisfaction que l'on eût enfin arrêté un prédicant; il espérait que l'affaire serait suivie « avec toute la diligence et toute la rigueur qu'elle exige ». « Nous pourrons, dit-il, faire un exemple, et cet exemple pourra éloigner beaucoup de gens de cette espèce qui avaient lieu de se persuader par le long repos où ils ont vécu qu'il était impossible de les surprendre<sup>1</sup>. » Stimulés par ces encouragements, les officiers du roi rouvrent à nouveau la poursuite des prédicants et des pasteurs. En février, l'offensive est générale vers le Vigan, aux environs de Nîmes, vers Montpellier, en Cévennes : « Je fais poursuivre, dit Moncan, les prédicants de tous côtés, pour les obliger, s'il est possible, à sortir de cette province<sup>2</sup>. » A Nîmes, on découvre le huguenot qui donne retraite aux ministres de la région, et il est jeté en prison. Aux Cévennes, les soldats dispersent, le 13 février, une assemblée à Clarensac, où ils font trois prisonniers, à Vallerangues, où deux fidèles sont arrêtés, auprès d'Uzès, où l'on appréhende huit auditeurs.

1. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 42, lettre du 13 février; TT. 440, lettre de Moncan du 1<sup>er</sup> février.

2. A. N. TT, 440, lettres du 22 février et du 10 mars. — Voir B. P. F., 1884, 543-554, où a été publiée une partie du dossier de Bénézet.

Pour se venger des événements de janvier et février, les religionnaires renouvelèrent le coup du 11 juin 1751. Dans les premiers jours de mars 1752, une veuve du Vigan, nommée Villaret, était trouvée morte chez elle, lardée de coups. Les protestants l'accusaient, et certainement à tort, d'avoir dénoncé la retraite de Bénézet<sup>1</sup>. Chose troublante, le meurtre fut connu, le jour même, des réformés de Vallerangues qui, pour se venger à leur tour d'avoir été surpris à leur assemblée, jetèrent aussitôt à l'eau un ancien catholique, soupçonné de les trahir.

L'intendant ne dissimulait plus ses appréhensions : « C'est un esprit de révolte et de mutinerie, disait-il, qui ne peut avoir que des suites funestes si on n'y met ordre<sup>2</sup>. » Pour prévenir le trouble, il appliqua donc de terribles sanctions, et, le 17 mars, envoya aux galères perpétuelles deux hommes arrêtés à l'assemblée de Beauvoisin, deux autres, surpris à l'assemblée de Clarensac ; cinq femmes furent enfermées à la Tour de Constance, pour le reste de leur vie.

En même temps, ses officiers se laissaient aller à leur zèle désordonné. L'un d'eux, le chevalier de Pontval apprit par son espion qu'un ministre parcourait la région de Massillargues. L'indication était exacte ; le 18 mars, les soldats de Pontval arrêtaient chez M<sup>me</sup> de Sensens, qui lui avait donné asile, le ministre Molines, dit Fléchier. La dame fut appréhendée avec sa fille, et mise par l'intendant à la Tour de Constance. Quant au pasteur, Saint-Florentin laissa tout de suite entrevoir la solution qui avait ses préférences. Ayant déclaré sa vive satisfaction, félicité

1. Nous voyons en effet qu'après l'exécution de Bénézet, la Cour approuva la « gratification de 480 livres à celui qui procura la capture » du pasteur. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 90, lettre du 6 avril.

2. A. N. TT, 440, lettre du 10 mars. Moncan fait encore huit prisonniers à une assemblée dispersée, vers le 10 mars, auprès d'Uzès. Son compte rendu est du 15 mars. A. N. TT, 440.

Pontval pour le zèle avec lequel il secondait les vues de Saint-Priest, attribué à l'espion les 3.000 livres de récompense, il ajoutait qu'il espérait fermement en la vertu d'un châtiment exemplaire. « Je suis véritablement persuadé que les protestants voient avec consternation deux de leurs ministres arrêtés presque en même temps, et s'il est possible d'en arrêter encore quelqu'un, les autres pourront bien enfin prendre la fuite<sup>1</sup>. »

Bénézet fut donc pendu, le 27 mars, à Montpellier, au milieu d'un concours immense de peuple. « Il est mort, dira Saint-Priest, en vrai fanatique et avec une obstination marquée dans ses erreurs. » Restait Fléchier. Saint-Priest eût voulu l'accabler, sous l'accusation non seulement d'avoir prêché aux assemblées, mais encore d'avoir offert ses services au consul de Danemark en Provence, à qui il aurait transmis des renseignements concernant le port de Cette. Mais Saint-Florentin refusa de retenir cette imputation « qu'il n'est peut-être pas à propos d'élever », disait-il. Fléchier échappa tout à coup à l'étreinte de son bourreau. Il offrit de se convertir. Le Secrétaire d'Etat feignit de croire à une ruse<sup>2</sup>, et donna l'ordre de poursuivre le procès jusqu'à la condamnation, qui serait suspendue, si Fléchier persistait à vouloir abjurer, et commuée en une prison de quelques jours. A Montpellier, l'exemple de la mort de Bénézet faisait croire à l'imminent supplice de l'autre pasteur. On vit alors l'évêque multiplier ses démarches en faveur du prisonnier. L'intendant repousse l'intervention du prélat; justice devait se faire. Mais M<sup>re</sup> de Villeneuve insiste auprès du Secrétaire d'Etat et plaide si chaudement la cause du condamné que le roi consent à lui

1. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 85, lettre du 30 mars.

2. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>os</sup> 407, 428, 454, 460.



faire connaître les conditions mises à la grâce de Fléchier.

Les évêques du Languedoc avaient, en effet, vivement suspendu leurs ordres concernant les épreuves. Effrayés par cette succession de crimes, ils se refusèrent à en assumer la responsabilité. Les accusations précises portées contre leurs exigences par les subdélégués de M. de Saint-Priest et par Saint-Priest lui-même les avaient, d'autre part, fortement émus. Parce qu'on avait trop servilement suivi les directives épiscopales, disait-on, la province s'était jetée, par désespoir, dans la rébellion. Il n'était pas possible que l'épiscopat ne se souvint de ces dures paroles, quand il vit le Languedoc livré à l'anarchie. En toute hâte, il s'efforça de contenir le mal.

L'évêque de Nîmes s'engage, au mois de février, à ne plus molester les religionnaires pour leurs mariages. Il n'exigera plus d'eux l'abjuration écrite, pas même l'abjuration publique, et désormais toutes les formalités s'accompliront, dans l'intimité du presbytère, sans témoins<sup>1</sup>. Le curé ne devra plus poser que deux questions aux fiancés : « Renoncez-vous aux erreurs de Calvin ? Croyez-vous tout ce que croit l'Eglise C. A. et R. ? » M. de Saint-Priest observe, il est vrai, que la première question est dangereuse ; l'évêque se déclare aussitôt tout prêt à la sacrifier. « Je veux suivre, affirme-t-il, le parti de la douceur. » Le résultat de cette attitude imprévue dépassa toutes les espérances. A la fin du mois d'avril 1752, on comptait, pour le seul diocèse de Nîmes, 925 baptêmes d'enfants protestants, et jusqu'au 7 juillet, on dénombrera 521 baptêmes. Les curés verront revenir à leurs instructions 436 enfants. Avec orgueil, l'intendant s'arrêtait sur ce total de 1.882 enfants arrachés à l'hérésie, auquel il ajoutait les

1. A. N. TT, 440, lettre de l'évêque de Nîmes du 3 avril.

162 baptêmes administrés au diocèse de Montpellier, et le nombre aussi considérable de mariages réhabilités sans violence. Sa lettre du 15 avril sonnait comme un chant de triomphe : « A l'égard des baptêmes, j'espère réduire incessamment ceux qui sont en reste dans le diocèse de Castres, ainsi que 12 ou 15 qu'il y a encore dans celui de Lavaur, au moyen de quoi il n'y aura plus de baptêmes de cette espèce dans le Haut-Languedoc, car je suis parvenu à obliger tous les religionnaires des diocèses d'Agde, Béziers, Saint-Pons et Albi à se mettre en règle sur cet article <sup>1</sup>. »

Là où l'intendant trouvait des raisons de se réjouir, les pasteurs éprouvaient toute l'amertume de leur défaite. Ils voyaient leurs églises, que tant de douleurs avaient accablées, s'effriter par lambeaux, comme sous un vent d'ouragan. Les fidèles dont la résistance n'avait point fléchi ne conservaient pour « les dissimulateurs » que mépris et haine. Ils prétendaient veiller au salut des ministres, toujours menacés par le soldat ou le traître. C'est alors que se généralisa la coutume de donner à chaque pasteur une escorte de jeunes hommes, armés et résolus. Coste, ministre de Brignon, pouvait compter, disait-on, sur trente-cinq défenseurs ; Desfère eut autour de lui jusqu'à huit cents hommes ; Pradel conduisait un gros parti vers Uzès ; Paul, dans le Lavaunage, et Boyer, aux Cévennes, étaient accompagnés de détachements menaçants. Les bruits les plus sinistres couraient sur leur compte ; on assurait à l'intendant qu'irrités de tout ce qui se faisait à l'occasion des baptêmes et des mariages, certains d'entre eux poussaient ouvertement à la révolte.

L'incident survenu le 30 avril à une assemblée tenue

1. A. N. TT. 440, lettre du 15 avril. La Cour obligeait d'ailleurs les curés à plus de douceur ; tel le curé d'une paroisse de Nîmes qui refusa de baptiser l'enfant du religionnaire Coulomb ; Saint-Florentin l'y obligea. A. N. O 1 418, f<sup>o</sup>s 182.

auprès de Saint-Hippolyte augmenta les frayeurs. Un groupe de soldats ayant voulu disperser les religieux fut environné, désarmé, molesté, et trois d'entre eux laissés plus qu'à moitié assommés et dangereusement blessés <sup>1</sup>.

Parmi les pasteurs, l'inquiétude et le découragement faisaient des ravages. Saint-Priest observait avec joie ces mouvements avant-coureurs de la défaite; et du ministre Pomarel qui, vers la fin du mois de mai, réussit à s'échapper des Cévennes et sortir du royaume, aux rédacteurs du mémoire anonyme adressé au Contrôleur général Machault <sup>2</sup>, il savait, presque jour par jour, les progrès réalisés par les partisans de la violence et les avocats de la soumission. Il affectait au reste une tranquillité sûre d'elle-même. Et comme le mémoire contenait, outre les plaintes provoquées par l'excès des rigueurs, une menace fort claire d'émigration, Saint-Priest se moqua de cet avertissement. Il ne faut, disait-il, redouter « aucune entreprise de la part des nouveaux convertis » qui sont partout fort calmes, au rebours de ce que prétendent ces pasteurs, et qui ne se gênent point pour blâmer la conduite des ministres, tels que Roux, Coste et Pradel, en qui ils voient de véritables boutefeux. Le Languedoc est d'ailleurs garni de bonnes troupes. L'avenir est au roi. Et pour mieux démontrer la sécurité dont jouissait sa province, il donna l'ordre, le 21 juin, d'exécuter sur la place publique de Nîmes l'infortuné Roques, dit Lattrapat, qui avait été fait prisonnier à l'assemblée de Beauvoisin, le 9 janvier précédent.

Ce fut une maladroite provocation.

Un soir de juillet, couverts par l'obscurité, deux

1. A. N. TT, 440, lettre du 8 mai.

2. Saint-Priest annonce la fuite de Pomarel le 2 juin; le mémoire arriva à Compiègne dans le courant de juin et Saint-Florentin le reçut le 27 juillet. A. N. TT, 440.

voyageurs entrèrent furtivement au presbytère de Collorgues. Le curé découvrit en eux le ministre Pradel et un proposant. Mais ceux-ci le rassurèrent, et, avec une gravité dont l'ecclésiastique disait qu'elle était fort impressionnante, le prévinrent du danger que courait la province. Leurs fidèles, racontaient-ils, échappaient à leur direction, tant ils étaient exaspérés par la persécution. Vainement s'efforçaient-ils de prêcher la soumission au prince, les esprits allaient vers la révolte. Il fallait s'attendre à de graves événements, et le curé était chargé de faire connaître une situation désormais désespérée<sup>1</sup>.

Le curé s'empressa d'instruire le subdélégué de l'intendant. Celui-ci accueillit l'avertissement avec un parfait scepticisme. N'était-il pas bien informé? Avant même la révélation du curé, il avait eu connaissance de l'étrange visite, savait que la conférence avait duré près de trois heures, mais savait aussi que beaucoup de religionnaires avaient nettement désapprouvé la démarche de Pradel. Ne faudrait-il pas plutôt y voir, avec quelque vraisemblance, le procédé d'un coupable qui tâche à détourner de sa tête l'accusation prête à le frapper?

Saint-Priest fut soudain ramené à la réalité par une sanglante aventure<sup>2</sup>. Environ quinze jours après la mystérieuse visite, les protestants se trouvaient réunis, en grand nombre, à Ledignan, où, sous prétexte de la grande foire annuelle du 10 août, des rassemblements étranges d'hommes armés mettaient une note sinistre. La présence, au milieu de ces religionnaires d'aspect exalté, du ministre Coste, laissait présager quelque

1. A. N. TT, 440, lettre du 21 juillet.

2. Le récit de cet assassinat, assez étrangement présenté dans quelques histoires, se trouve aux A. N. TT, 444, chemise 59°, à l'occasion de la gratification accordée à Joseph Roussel, avocat, à cause de la mort de son frère Antoine, curé de Ners, assassiné par Coste le 12 août 1732 et mort, à Paris, des suites de ses blessures, le 25 mai 1733.

acte de hardiesse. Il ne semble pas toutefois que le drame ait été perpétré par de vrais complices. Comme le soir tombait, deux curés, celui de Ners et celui de Logrian, allaient à petit pas, quand une double décharge de fusil les jette à terre. Les ecclésiastiques voient alors se précipiter sur eux, en véritables furieux, deux hommes qui s'efforcent d'achever à coup de crosse ceux que les balles n'avaient point d'abord tués. Après cette scène de sauvagerie, les agresseurs s'enfuirent. Les blessés, relevés par des passants, et près d'expirer, affirmèrent que « c'était Coste, ministre, accompagné d'un inconnu » qui était leur meurtrier.

Cet assassinat n'était pas plutôt commis qu'on apprenait qu'une furieuse agression avait eu lieu, dans la nuit, contre le presbytère de Vauvert, que l'on avait tenté d'incendier « à cause, disaient les réformés, d'une cloche qui avait autrefois appartenu au temple », et que le curé avait fait mettre au clocher de son église.

Il n'est pas contestable que cet assassinat du 10 août ait été le signal de cette espèce de jacquerie huguenote qui va, de longs mois, opprimer sous un régime de terreur les campagnes languedociennes. Si nous en croyons l'intendant, quelques pasteurs exaltés montrèrent alors une activité fort suspecte. « Ils méditent, disait-il, et susciteront la révolte à la première occasion. » Il apprend qu'ils sont les auteurs des innombrables tracts dont on inonde villes, villages, bourgs éloignés et maisons isolées dont on soupçonne de tiédeur « calviniste » les propriétaires, odieux parce qu'ils paraissent décidés à accepter le compromis offert à leur conscience par un trop habile intendant. Ce sont tous ces pauvres gens qui, du jour au lendemain, se voient tout à coup menacés « du fer et du feu ». Les exemples récents de la vindicte huguenote n'étaient point faits pour calmer des âmes naturellement apeu-

rées <sup>1</sup>. Dans les presbytères sont aussi furtivement glissés ces papiers chargés de menaces, où l'on promet de renouveler le châtiment infligé au curé de Ners. Saint-Priest reconnaît que « la fermentation grandit » de jour en jour, et son inquiétude est profonde. Quelques jours après le crime de Ners, on apprend que, dans la nuit, une forte troupe était allée, en armes, frapper au presbytère de Quillan et qu'elle avait tiré, à bout portant, sur le curé qui venait d'ouvrir sa fenêtre. Le coup avait été manqué, et les assassins s'étaient dispersés. Mais on rencontrait, tous les jours, des hordes calvinistes, qui se vantaient de promener partout la terreur. Les populations catholiques tremblaient en effet devant ces brigands. « Les habitants ne couchent plus dans leurs maisons, crainte d'être brûlés pendant la nuit. » Ceux de Logrian font savoir au gouverneur que, se sentant abandonnés à eux-mêmes et ne pouvant se défendre, il songent à s'expatrier. Les curés, plus que personne en butte à la haine de ces nouveaux camisards, ont fui, en grand nombre, les campagnes. Ils sont venus, sur les conseils de leurs évêques, dans les villes, où la sécurité paraît plus grande. Mais ils contribuent à y répandre l'effroi, par les récits qu'ils font des scènes de sauvagerie qui ont désolé leurs paroisses. Il ont une frayeur particulière d'un certain Clément qui, disent-ils, s'acharne de préférence contre les prêtres. Ceux-ci ne veulent ni baptiser, ni marier les protestants, sachant trop ce qu'il en coûte d'encourir la colère de gens rendus furieux <sup>2</sup>. Le chevalier de Beauteville multiplie ses rapports, afin d'attirer l'attention de l'intendant sur le pays d'Alais, livré à l'anarchie. En Vivarais, le commandant Le Blanc

1. Sur tous ces événements, voir les lettres de Saint-Priest des 13 et 16 août 1752, A. N. TT, 440.

2. Il y a aux A. N. TT, 440, une liasse de lettres de diocèses de Montpellier et Nîmes, tout à fait symptomatiques.



signale l'alarme générale et les discours incendiaires du ministre Blachon que suivent, aux environs de Vernon, des troupes de 6000 fidèles. Vers le Haut-Languedoc, où Saint-Priest s'était flatté d'avoir rétabli le calme et la soumission, les assemblées ne se font plus « qu'en armes », présidées par des pasteurs notoirement favorables à la rébellion. Les assassins eux-mêmes n'ont point perdu leur crédit, car, à trois assemblées successives, au Mas de Granon, à Nozières et sur les bords du Gardon, à Verzenobre, Coste, l'assassin de Ners, a pu paraître, couvert par l'autorité des quatre pasteurs qui cheminent avec lui. Vers Saint-Ambroix, le chaos est complet. Alors qu'il ne s'était pas tenu, dans ce quartier, une seule assemblée depuis de longs mois, « il y a eu trois assemblées de suite, depuis quelques jours, où ont assisté seize ou dix-sept villages d'alentour ». Les officiers du roi ne doutent point qu'il y ait là rébellion organisée et soulèvement d'ensemble, selon un mot d'ordre mystérieux. Moncan lui-même avoue, le 8 septembre, que la « fermentation des esprits » est fort grave et « qu'il y a tout à craindre de l'esprit de révolte qu'inspirent les ministres <sup>1</sup> ». L'opinion de l'intendant se résume dans ce qu'il dit des religionnaires, à cette heure : « Ce sont des bandits ayant des ministres à leur tête <sup>2</sup>. »

Devant cette explosion inattendue, Saint-Priest rechercha aussitôt les causes immédiates de la fureur populaire. Les historiens protestants auraient pu ne point négliger l'avis d'un homme, assez bien placé pour connaître la suite des événements, et qui saura dire, à l'occasion, brutalement leur fait à ceux dont

1. Voir A. N. TT, 440, les correspondances d'août et de septembre.

2. *Ibid*, lettre de Saint-Priest du 21 août. Cependant Coquerel écrit, sur cette période, qu'il n'a pu consulter « les rapports officiels de l'intendant que nous ne possédons plus », II, p. 68. Nous les possédons, et leur force est irrésistible.



Il fixera la responsabilité dans la genèse de la catastrophe. Les pasteurs ont-ils voulu se venger des ordres donnés pour faire porter les enfants à l'église et réhabiliter les mariages? La révolte serait-elle la riposte de fidèles réduits à une existence intolérable? Saint-Priest n'hésite pas, après avoir examiné la situation, à écarter cette excuse pour la raison péremptoire que la révolte a pris naissance au diocèse d'Uzès, et que, précisément, aucun ordre n'avait été donné, à cette date, pour les baptêmes et mariages en ce diocèse. En fait, les protestants d'Uzès n'étaient ni frappés, ni menacés d'être frappés, car, depuis le mois de février 1752, l'évêque de Nîmes avait, pour ainsi dire, annulé les exigences précédentes en ce qui concernait les mariages, et les diocèses voisins n'avaient pas tardé à suivre cet exemple. Si la révolte a donc éclaté cinq mois après que de vigoureux efforts ont été entrepris, dans toute la province, en vue d'adoucir la condition des religionnaires, et en un lieu où les mesures odieuses n'avaient pas encore apparues, Saint-Priest ne peut s'empêcher de croire qu'elle est le résultat de l'esprit d'aventure de pasteurs exaltés, que l'assassinat du 10 août a brusquement précipités dans l'action et la révolte sanglante<sup>1</sup>.

Que, dans cette recherche des responsabilités, l'intendant Saint-Priest ait rapetissé le champ de sa vision, et arrêté ses regards sur la ligne d'un horizon trop étroit, cela ne fait aucun doute pour nous. Sans doute, la révolte qui surgit, en août, et dont les convulsions se continueront jusqu'à la fin de décembre, ne semble point se rattacher à la période du régime relativement calme que les autorités s'efforcent d'instituer, à partir d'avril 1752, en faveur des religionnaires. Il ne paraît point logique de faire découler, d'une période de fa-

1. Voir sa lettre du 13 août 1752.

veurs, une période de crimes. Mais il reste hélas ! vrai que les causes profondes qui ont soulevé les protestants d'un élan presque général étaient la douleur et la colère. Depuis 1751, les officiers de l'intendant ne cessaient de mettre en garde contre une rébellion prochaine, due aux sévérités excessives d'un droit canon mal compris. Saint-Priest lui-même s'était efforcé d'amener les évêques à une conduite plus libérale, on leur représentant la crainte d'une révolte. Et l'empressement enfin que tous mettront, dès 1753, à obtenir, coûte que coûte, l'adhésion de l'épiscopat languedocien à une thèse moins rigide sera la meilleure preuve qu'au sortir de la tourmente, les esprits avaient eu la claire vision des motifs propulseurs. Tout cela nous paraît aujourd'hui incontestable.

Quoi qu'il en soit, Saint-Priest fut tout d'abord déconcerté ! Il avait affirmé que personne ne bougerait, et la révolte grondait sur tout le Languedoc. Il se retourna donc vers le Secrétaire d'Etat à qui il laissait clairement entendre qu'il n'était plus maître des événements en Vivarais, ni aux diocèses d'Uzès, d'Alais, de Nîmes même. Jusqu'en octobre, Saint-Florentin demeura perplexe : il voulait la fermeté et recommandait la prudence. Ceci ne pouvait, dans les circonstances présentes, s'accorder avec cela. Mais le 18 octobre, le parti de la Cour est pris. Le Secrétaire d'Etat en informe aussitôt M. de Moncan, dans une lettre fort importante, où après avoir demandé que l'on fasse quelques exemples, il ajoute que « Sa Majesté n'entend pas cependant porter les choses à une certaine extrémité, et qu'Elle est absolument éloignée de faire en quelque façon la guerre à ses sujets ». Il annonce enfin que le maréchal de Richelieu va arriver en Languedoc, fort au courant des intentions du roi<sup>1</sup>.

Si les protestants ignorèrent ces intentions — qui leur étaient certainement favorables — ils apprirent que le Secrétaire de la guerre, marquis de Paulmy d'Argenson, faisait à ce moment une tournée d'inspection en Languedoc. Paul Rabaut décida d'atteindre le cœur de ce ministre en voyage, et par lui, de gagner la pitié du roi.

C'est la singulière beauté de la destinée de Rabaut qu'il ait été, à toutes les heures difficiles de son église, l'homme aux résolutions énergiques sous leur faiblesse apparente. Déjà le 21 août, il s'était hâté de dégager la vraie responsabilité de l'assassin de Ners, qu'il désavouait avec horreur, car, disait-il, il était « ennemi de l'ombre même de la révolte »<sup>1</sup>. Aujourd'hui, il osera présenter l'apologie de ses frères, et la remettre lui-même aux mains du puissant marquis. Couvert par la nuit tombante, Rabaut attendit, le 10 septembre, le carrosse de d'Argenson. C'était sur le chemin de Nîmes, en un endroit où la forêt qui longeait un côté de la route pouvait abriter ses compagnons à cheval, et où les vignes qui s'étendaient de l'autre côté dissimulaient d'autres amis, couchés dans les sillons. Marchant au pas tranquille de ses chevaux, le marquis aperçut soudain, devant la portière de la voiture, un homme qui tendait humblement une requête. Presque aussitôt, dix ou douze hommes à cheval apparurent, aux côtés du suppliant, « soutenus eux-mêmes par un plus grand nombre postés dans les vignes à côté du chemin »<sup>2</sup>. Ces hommes armés venaient implorer la pitié. Ils avaient aussi démontré qu'ils avaient pu tenir à leur merci le représentant du roi, et cette maladresse irritera l'intendant et la Cour. Mais d'Argenson prit la supplique et Rabaut s'éloigna rapidement<sup>3</sup>.

1. Voir sa supplique aux A. N. TT, 440.

2. Voir la lettre de Saint-Priest du 23 septembre.

3. COQUEREL a publié cette supplique, t. II, p. 88-91. Voir aussi B. P.

F., 1895, p. 126-133.

Faudra-t-il ajouter que les paroles émues du pasteur restèrent sans écho? La Cour ajouta la requête à sa collection, déjà longue, de documents semblables, et il n'y eut que Saint-Florentin à manifester de l'irritation contre une aussi téméraire démarche. D'ailleurs, bien d'autres affaires retenaient l'attention des gens du roi. Un mouvement d'émigration se dessinait parmi les religieux, qui prenaient des proportions fort inquiétantes.

A la vérité, l'exode des réformés avait commencé vers le mois de mars 1752. Si l'étranger, désireux de s'enrichir avec nos ouvriers, nos banquiers, nos commerçants et les qualités de notre race, multipliait ses invitations par la *Gazette* de Hollande, par les bureaux d'adresses de Londres, par les émissaires installés à Genève et les correspondants secrets<sup>1</sup>, qui tous étaient chargés de convaincre les Français des avantages de l'exil, le gouvernement de Louis XV demeurait persuadé « que les ministres et les prédicants étaient les agents dont les puissances étrangères se servaient ».

Saint-Florentin répétait avec colère que c'était là « une nouvelle raison de ne rien négliger afin de les arrêter ou de les obliger à sortir du royaume<sup>2</sup> ». L'accusation n'était point vaine. Dès le début de l'année 1752, Antoine Court avait renoué ses tractations avec l'Angleterre et reçu, de ses informateurs en France, de telles nouvelles qu'il pouvait écrire, dès le 4 avril, à son ami Etienne Chiron que la persécution « disposerait bien des gens au Refuge ». Paul Rabaut encourageait en effet de son mieux, se félicitant de pouvoir à peine suffire à fournir des attestations aux membres de son église, disposés à émigrer<sup>3</sup>.

Entre le Secrétaire d'Etat et les pourvoyeurs de l'é-

1. En Languedoc, les correspondants étaient Carbonnel et La Gorce; O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 172

2. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 126, lettre du 21 mai.

3. Voir B. P. F., 1886, article de Picheral-Dardier sur la grande émigration de 1752.

tranger s'engage un véritable duel, sur cette question irritante. Afin de neutraliser les conseils des pasteurs, Saint-Florentin répétait qu'il était nécessaire de « réserver l'indulgence et tous les soulagements qu'il sera possible de donner » aux pauvres gens, « ouvriers et autres habitants de la province », car, disait-il, « ce sont les moyens les plus sûrs de les fixer ». Cependant, les groupes d'émigrants s'égrenaient sur les routes de l'étranger. En mars, vingt fugitifs passent en Angleterre; en juin, le pasteur François, du Vivarais, conduit à Genève un groupe de cent quatorze réformés<sup>1</sup>, ce qui frappe si douloureusement la Cour qu'on envoie à M. de Tavannes, commandant en Bourgogne, l'ordre de vérifier avec scrupule les passeports<sup>2</sup>; vers la fin de juillet, trente-six protestants réussissent à s'enfuir, sous la conduite de l'étudiant Pierre Dugas. Mais les gens du roi venaient de réussir une sérieuse opération; plusieurs familles, originaires de Nîmes, étaient arrêtées sur les chemins du Languedoc et dans les vallées du Dauphiné. Elles avouèrent qu'elles s'en allaient, afin d'éviter la réhabilitation de leurs mariages, mesure que leurs ministres leur avaient annoncée comme imminente dans le diocèse de Nîmes. Saint-Florentin fut inexorable : « Il faut les punir, écrit-il, suivant la rigueur des ordonnances; il n'y a que des exemples de sévérité qui puissent arrêter le cours de ces évasions<sup>3</sup>. » Il s'ensuivit en effet un grand désarroi parmi les recruteurs du Refuge. « Quel malheur, écrivait Rabaut, que cet événement soit arrivé ! Si les passages fussent restés ouverts, vous auriez vu arriver à l'heure qu'il est, plus de la moitié de mon église, sans parler d'une multitude d'autres fidèles<sup>4</sup>. » Ce regret nous instruit sur l'importance du

1. Sur son séjour en Suisse, voir *B. P. F.*, 1886, p. 244-248.

2. Lettre du 24 juin 1752.

3. *A. N.* O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 185, lettre du 25 juin.

4. Lettre de juillet 1752, citée par Hugues, p. 81-88. Encore en octobre

mouvement préparé et organisé. S'il eût réussi, la France eût été blessée, comme au lendemain de la révocation de l'Edit de Nantes. Les officiers du roi n'avaient point tort d'accabler de reproches les pourvoyeurs de l'étranger.

La situation générale apparaissait donc toujours très grave. Le roi confia au maréchal de Richelieu le soin de pacifier la province. Le maréchal était réputé pour la rigidité et la rapidité de ses procédés. On savait aussi que, grand seigneur sceptique, il ne serait point homme à mettre au service des évêques languedociens un enthousiasme de croisé. Ayant reçu les confidences de Louis XV, Richelieu arrive à Montpellier, en octobre 1752, où une lettre fort pressante de la Cour l'excite à agir sans retard. Le roi y avoue nettement son antipathie pour les épreuves imposées aux religieux par les évêques de la région ; elles sont « trop dures », et quelques-unes « peu régulières ». C'est parce qu'on a toujours reculé les discussions décisives avec les prélats, que la province a été mise à deux doigts de sa perte. Le premier devoir du maréchal est d'assurer l'ordre public et d'amener, de gré ou de force, l'épiscopat languedocien à une solution politiquement acceptable <sup>1</sup>.

Richelieu exécuta aussitôt les ordres du roi. Dès le 10 novembre, les évêques du Midi sont convoqués, avec l'intendant, au palais du gouverneur, et conviés à rédiger des mémoires, en vue d'arriver au plus tôt à une conclusion favorable.

De la conférence ne sortit aucune idée précise, aucun plan d'ensemble, aucune espérance de concorde <sup>2</sup>.

1754, Antoine Court ne pourra se consoler de l'échec de ce mouvement, et s'indignera contre les réfugiés qui préféreraient encore les persécutions en France aux douceurs de l'exil.

1. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 256; Coquerel a publié cette lettre, II, p. 79-80.

2. Nous avons de cette conférence un récit fort curieux envoyé par le

Tandis que la route semblait toute couverte d'ombres, l'année s'achevait tristement. Au diocèse de Béziers, l'intendant signale une recrudescence d'agitation, des assemblées tumultueuses qui se tiennent dans les montagnes, et des pasteurs qui font de Graissessac le foyer de leur action. Les protestants y ont même distribué des armes et se sont engagés à tirer sur quiconque attenterait à la liberté de leurs pasteurs. Du côté d'Alais et d'Uzès, les esprits sont à ce point surexcités que l'intendant demande des renforts de troupes à Toulouse. On logea les soldats à Nîmes, Bourcovian, Verzenobre, Baron, Brignon, « et autres lieux suspects ». Les incidents ne pouvaient que se produire, par suite de frictions aussi douloureuses. A l'assemblée tenue le 17 décembre, à Villevieille, bourg voisin de Sommières, les dragons chargent les fidèles, s'emparent de cinq femmes et se préparent à entraîner les prisonnières, quand une troupe d'environ deux cents hommes se jette au-devant d'eux et s'efforce, mais en vain, de leur arracher les victimes. Jetées aux prisons de Sommières, ces femmes attendaient leur procès et leur condamnation, mais le curé de Sommières et l'archiprêtre de Boisseron protestent violemment, se portent garants de la foi de ces otages, et font un tel bruit que l'intendant les leur abandonne enfin<sup>1</sup>.

Ces représailles incessantes ne faisaient point avancer la cause de la paix. Et c'était d'apaisement que le pays

maréchal de Richelieu « à M. le Chancelier », le 13 novembre 1752. L'irritation des Evêques contre le gouvernement y est mise en relief, ainsi que le rôle de modérateur joué par l'archevêque de Narbonne. Richelieu enfin y déclare, sans ambages, que « l'ordre public, le bien public et les liens les plus sacrés de la société exigent nécessairement une loi certaine, invariable et uniforme pour assurer l'état » des protestants. Ce récit mériterait d'être publié. A. N. H. 1093-1094. L'intendant Saint-Priest marchait ouvertement contre les Evêques et offrit à Richelieu un mémoire annoté de sa main sur la manière dont il convenait de se conduire à l'égard des protestants. A. N. *ibidem*, [nos 168 et 169.

1. Voir lettres de Saint-Priest des 10, 15, 18 décembre 1752, TT, 440.



sentait l'urgente nécessité. A la Cour, on était las de vivre dans l'incertitude <sup>1</sup>. Saint-Florentin avouait que l'on était dans une impasse, mais avait trop d'orgueil pour se libérer d'une méthode dont il aurait fallu proclamer l'impuissance. Peut-être aussi reconnaissait-il pour lui l'impossibilité de désavouer crûment un long passé.

Alors il appela à son aide le procureur général au parlement de Paris, Joly de Fleury. Les circonstances ne permettaient aucun répit; le juriste fut prié de rédiger au plus tôt son mémoire. A n'en pas douter, Joly de Fleury consacra les derniers mois de 1752 à ce dur labeur, car, le 17 janvier 1753, Saint-Florentin lui accusait réception du travail qu'il venait de recevoir <sup>2</sup>. Le mémoire était d'un juriste habile et d'un noble caractère <sup>3</sup>. Sous forme de dissertation historique destinée à préparer la discussion juridique des meilleurs décrets rendus au cours du siècle, Joly de Fleury faisait un tableau saisissant des relations du pouvoir avec l'église réformée, depuis le jour où le Régent, à force d'indulgence, avait fait naître l'espoir d'une prochaine tolérance et où le marquis de La Fare avec M. d'Aguesseau avaient rédigé des mémoires tout inspirés par cette conviction, jusqu'au jour où le gouvernement s'aperçut que ces tractations avaient eu pour résultat d'assurer une recrudescence générale des assemblées au Désert, et la désobéissance ouverte « aux lois du royaume ». Alors il montrait que plus le gouvernement paraissait faiblir, plus grandissaient les

1. C'est alors que la princesse Eléonore de Watteville écrivit au maréchal de Richelieu une lettre émouvante, où elle raconte les souffrances des protestants languedociens, et accuse l'intendant « d'avoir foi en des gens de sac et de corde ». Voir *B. P. F.*, 1877, p. 472-476.

2. A. N. O<sup>1</sup> 449, f<sup>o</sup> 12.

3. Le Mémoire est aux A. N. TT, 446 et à la Bibl. Nat. Ms. 41782. M. Albert Monod s'est abusé sur la date de ce mémoire et sur son objet propre; *ouv. cit.*, p. 19 et 117, note 2.

prétentions de l'église réformée. Toutes les guerres, celles de 1688, de 1701-1714, de 1732, de 1743, furent pour elle l'occasion d'une « incroyable fermentation ». A chaque étape, le besoin apparaissait d'une loi nouvelle : de là, la déclaration du 14 mai 1724, et les projets élaborés en 1728, 1729, 1732, 1737, 1738, 1739, 1743, 1749, jusqu'à l'ordonnance du 17 janvier 1750 que « MM. les intendants ont fait exécuter autant qu'il leur a été possible, mais sans pouvoir en procurer l'exécution en entier, en sorte que les désordres sont encore très grands et les esprits très aigris. »

Ainsi s'est constamment renouvelée la faillite des tentatives légales. De cette longue histoire, il serait peut-être possible de dégager un enseignement précieux. Sans y paraître, sans pousser le lecteur, Joly de Fleury dégage en effet la leçon politique qu'enferme la série de pareils échecs. Les protestants ont subi de réels sévices, toutes les fois que, « sur la question des baptêmes et des mariages », curés et évêques ont multiplié les difficultés. Or, si les réformés du Languedoc ont fait naître, ces dernières années, de si vives inquiétudes, c'est que l'ordonnance du 17 janvier 1750 permit à certains ecclésiastiques de raviver les mesures draconiennes concernant les mariages des nouveaux convertis. L'histoire apprend qu'en 1729, le cardinal de Fleury songea, afin de retirer aux évêques toutes les raisons de créer des obstacles aux religionnaires, à distinguer le mariage sacrement, dont les seuls catholiques étaient susceptibles, et le mariage contrat, que l'on pouvait appliquer aux non-catholiques. Ce contrat, dont le sacrement catholique restait absolument différent, devait être simplement béni par le prêtre avec l'eau et le signe de la croix ; il aurait eu cependant tous les effets civils.

Le mémoire fut pour Saint-Florentin un trait de lumière. Le projet révélé par l'historien lui parut

mériter la plus grande attention. Dès le 17 janvier, il s'empressait de demander à Joly de Fleury de poursuivre ses recherches sur ce point spécial et de lui transmettre toutes les observations auxquelles pouvait donner lieu un si hardi projet <sup>1</sup>. Il n'est pas douteux qu'il espéra tenir alors la clef de la situation. Avec une douce obstination il se refusait à régler les procès pendants, ayant la certitude qu'un règlement général ne pouvait tarder à paraître, conforme aux avis de Joly de Fleury. A M. de Saint-Priest qui l'accable de lettres afin d'obtenir liberté d'agir contre les délinquants, il répond sans hâte : « Sa Majesté va prendre incessamment un parti sur les désordres que la R. P. R. cause en Languedoc, et jusqu'à ce que vous soyez informé de ses résolutions, Elle désire que vous suspendiez toutes exécutions et tous actes d'autorité <sup>2</sup>. »

## VI

Quand fut apaisée la terrible secousse dont avait failli périr le Languedoc, le gouvernement ne trouva pas aussitôt libre d'obstacles la voie de la paix. Les incidents vont encombrer la route de longs mois encore et retarder certains projets qui se transformeront eux-mêmes, sous la pression des réalités. C'est ainsi que le fameux ministre Coste, loin de se résoudre à disparaître, tient des assemblées, où il prononce d'ardentes paroles. Il eut même, un jour de décembre 1752, l'audace de pénétrer dans le presbytère de Ners, qu'habitait un capucin, depuis la sanglante tragédie du 10 août 1752. Satisfait d'avoir épouvanté le moine, il

1. A. N. O<sup>1</sup> 449, f<sup>o</sup> 42.

2. A. N. O<sup>1</sup> 449, f<sup>o</sup> 44, lettre du 17 février.

disparut, mais ne se décidera que vers le mois d'octobre à passer enfin en Angleterre <sup>1</sup>.

Les curés n'ont pas retrouvé la confiance. Menacés de représailles, ils supplient les officiers du roi de ne point sévir contre les religionnaires. Les exemples ne sont point rares en effet de brutalités commises sur de pauvres gens suspects de dissimulation ou d'apostasie. Martin Couderc, qui a porté son enfant à l'église, est roué de coups et réduit à la misère, car les religionnaires se sont entendus pour ne plus lui donner aucun travail. A Sauve, les femmes Durand et André Albert, qui se sont décidées à faire baptiser leurs enfants à l'église, sont assaillies par une bande de furieux, qui jurent « de les assassiner et de mettre le feu à tout leur bien ». A Nîmes, une femme Bertrand, soupçonnée de vouloir faire célébrer par un prêtre son mariage, reçoit des lettres de menace où on la prévient « qu'on la fera servir d'exemple ». De longues troupes de gens sans aveu tiennent la campagne, assaillent les maisons, arrêtent ceux qui vont à l'église, les rouent de coups et les menacent, s'ils les surprennent encore, « de les assassiner ». L'intendant reçoit de tous côtés des plaintes semblables. La province vit sous le règne de la terreur <sup>2</sup>.

Comme il est naturel, le désordre, en se perpétuant, étendait de jour en jour ses ravages. Ce n'est plus seulement le Languedoc qui est touché par l'anarchie, le mal déborde ses frontières. En Limousin, les réformés de Villefagnan, qui ont toujours été violents dans leur foi, ne supportent plus le joug des sanctions <sup>3</sup>. Et comme le Secrétaire d'État a fait mettre en prison quelques religionnaires moins prudents, on ne tarde

1. A. N. TT, 440, lettre de Saint-Priest du 5 janvier 1753.

2. A. N. TT, 440, les lettres de Saint-Priest des mois de janvier et février sont remplies d'incidents semblables.

3. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 78, lettre du 26 mars 1752.

pas à apprendre que tous les prisonniers ont réussi à s'évader, et que, dans le pays, on se gausse de la justice royale<sup>1</sup>. En Agenais, l'intendant avertit qu'il est réduit à l'impuissance. Non seulement les assemblées reprennent plus assidûment que jamais, mais ceux que l'on croyait condamnés aux galères reviennent chez eux, où leur retour provoque des manifestations prolongées. De son côté, l'évêque se lamente sur « ce désordre », et ne sait qu'incriminer « la longanimité des pouvoirs publics ». Dans le Montalbanais, Saint-Florentin déclare sans ambages que règne « l'esprit de fanatisme et de rébellion<sup>2</sup> ». Vainement réclame-t-il une vigoureuse action ; les assemblées ne cessent pas sur la paroisse du Fau, en la région de Vabres, aux environs de Saint-Affrique. En septembre, l'intendant se décide enfin à arrêter quatre particuliers de cette dernière ville, mais l'exemple reste sans force, et, en octobre, la maréchaussée fait encore onze prisonniers. Non sans peine. Car, tandis que les dragons se disposent à entraîner ces gens qui ont été tous surpris chez eux et aussitôt enlevés, une femme, la veuve Loubet, pousse de grands cris, à travers les rues de la ville. En quelques instants un grand attroupement se fait, et les dragons sont cernés. Dans la mêlée, un prisonnier, nommé Grand, réussit à s'enfuir, et gagne le désert. Saint-Florentin fut tout mortifié de cette affaire et recommanda de ne point laisser impunis le nommé Grand, « si l'on peut le ressaisir, et la femme Loubet qui a attroupé les autres femmes ». Il serait essentiel, disait-il, d'employer même l'autorité du roi en cette occasion<sup>3</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 449, f<sup>o</sup> 14, lettre de Saint-Florentin du 22 janvier 1753.

2. A. N. O<sup>1</sup> 448, f<sup>o</sup> 64, lettre du 18 mars 1752.

3. A. N. O<sup>1</sup> 449, f<sup>os</sup> 230, 243, 266, 280. Le dossier des événements de la généralité de Montauban en 1753-1754 se trouve aux A. N. TT, 445<sup>b</sup>. A la suite de ces assemblées, Lescalopier condamne l'arrondissement de

M. de Moncan manifestait, de son côté, une grande colère contre les pasteurs acharnés, à l'en croire, à remettre sur pied des plans de révolte. Il prévient que Deffère, Gibert, Coste et Bastide parcourent les Cévennes, en vue d'obtenir des paysans qu'ils renoncent à payer la dîme, espérant bien que ce refus sera le point de départ de plus graves événements<sup>1</sup>. Aussi désire-t-il que la Cour lui laisse le champ libre, promettant de se saisir alors de ces intrigants, car « ils paraissent avec si peu de précautions que des nouveaux catholiques et des espions anciens catholiques nous ont offert de procurer leur capture ». Cependant, M. de Saint-Priest recule devant une poursuite toujours périlleuse, et préfère agir en sous-main. Il a précisément comme intermédiaire le maire d'Alais, M. Ribes, qui maintient un contact discret entre le gouverneur M. de Beauteville et les ministres de la région. Il s'agit d'obtenir le départ volontaire de Coste et Deffère, quel'on a lieu de redouter particulièrement. Ribes, ayant échoué dans ses diverses tentatives de persuasion, écrivit enfin à Deffère, lui promettant « au nom du roi » la vie sauve et la liberté, s'il s'engageait à quitter la France. La promesse dépassait singulièrement les vœux de l'intendant; il voulait pouvoir exercer son droit de punir, en cas de capture. Ribes ayant outrepassé ses instructions et compromis l'autorité des gens du roi apprit à ses dépens les risques de l'espionnage et fut jeté sans pitié aux prisons d'Alais<sup>2</sup>.

Il devenait cependant bien difficile de tenir tête à toutes les provocations que des religieux exaltés ne cessaient de soulever, un peu partout. En Cévennes,

Saint-Affrique, le 10 décembre, à 6000 livres d'amende. Le pays demeura tranquille, terrifié. « Depuis le mois d'octobre 1753, il ne s'est point tenu d'assemblée dans mon département », écrit Maury, prévôt général de Montauban, le 6 février 1754.

1. A. N. TT, 440, lettre du 18 mai 1753.

2. *Ibid.*, lettres du 29 janvier et du 16 février.

le mot d'ordre était de ne point tapisser le devant des portes, à l'occasion des fêtes du Saint-Sacrement, et la maréchaussée, toujours alertée, eut fort à faire pour obtenir un semblant d'obéissance à ces arrêts d'ordre général. En juin, les assemblées se multiplient aux environs de Ferrières; en juillet, le mouvement se propage du côté de Castres<sup>1</sup>, en août, la région de Tence s'agite; en décembre, les protestants d'Alais organisent la reprise du culte public, vers Saint-André de Valborgues. Les esprits irrités ne reculent pas, à l'occasion, devant un meurtre, comme on put le voir à l'assemblée de Tence où les religionnaires étaient venus armés de fusils et abattirent un hôtelier du village. L'assassin fut, il est vrai, mis à la prison de Tence, mais les religionnaires de l'endroit firent un vacarme effroyable, assiégèrent la prison pendant toute la nuit, y pénétrèrent enfin de force et délivrèrent le captif<sup>2</sup>. Ce n'étaient point là des motifs bien propres à incliner l'intendant à l'indulgence. Cependant, au moment même où il devait contenir une population frémissante, il engageait la plus vigoureuse action contre les évêques languedociens, en faveur de ceux-là mêmes qui ensanglantaient la province.

Saint-Priest entraît dans la lutte, sur l'ordre impérial de la Cour. Ici, l'on s'était tout d'abord flatté de gagner quelques adhésions retentissantes, à la suite de quoi de longs pourparlers avec les évêques eussent été fort inutiles. Mais le cardinal de Tencin, en qui l'on avait mis de grandes espérances, fit faux-bond. Prélat de doctrine hargneuse et de conduite facile, le cardinal refusa de désapprouver les épreuves exigées pour les

1. A. N. O<sup>1</sup> 449, f<sup>o</sup> 186, lettre du 19 août sur l'assemblée tenue dans la nuit du 23 au 24 juillet 1753, près de Castres. Moncan dut envoyer des troupes en septembre, vers Tence. O<sup>1</sup> 449, f<sup>o</sup> 216.

2. Sur l'affaire de Tence, voir le récit officiel de Moncan du 12 septembre. A. N. TT, 440.



mariages protestants. Saint-Florentin décida de résoudre la difficulté directement avec les évêques intéressés à la question.

L'archevêque de Narbonne lui fut en cette occurrence d'un inestimable secours. Un incident vulgaire, tel qu'il s'en présentait presque chaque jour, permit à Saint-Florentin d'engager le duel. Au diocèse d'Alais, le curé de Saint-Hippolyte avait refusé, en janvier 1753, de baptiser l'enfant du protestant Bresson, sous le prétexte « que ce serait reconnaître le mariage de cet hérétique » célébré au désert. M<sup>gr</sup> de Montclus soutenait activement son curé. Le Secrétaire d'Etat eut beau discuter, le prélat refusait d'entendre raison<sup>1</sup>. Alors survint l'archevêque de Narbonne.

Sur son conseil, Saint-Florentin adresse une longue lettre éplorée à l'évêque de Montpellier, réputé pour la largeur de ses vues, depuis la fameuse circulaire du 10 mai 1752. Après avoir excité sa pitié en faveur des religionnaires, le ministre se plaint de l'obstination marquée par l'évêque d'Alais. M. de Montpellier fit aussitôt savoir à M. d'Alais le mécontentement du ministre, insinuant qu'il y aurait sans doute intérêt à l'apaiser. M. d'Alais répondit en gémissant : il n'est point, comme on le prétend, un obstacle à la paix, mais ne peut s'empêcher d'observer que l'on cherche à favoriser l'hérésie en sacrifiant les droits de l'Eglise, en diminuant les sommes consacrées aux missions.

La lettre ne pouvait tomber en meilleures mains; l'archevêque de Narbonne qui avait reçu ces confidences, l'appliqua à diriger un confrère, si bien disposé à s'en remettre à ses conseils. Et de ce côté-là, Saint-Florentin attendit avec confiance l'œuvre du temps<sup>2</sup>.

Mais l'évêque de Montpellier, sans attendre la ré-

1. A. N. O<sup>1</sup> 449, f<sup>os</sup> 42 et 43, lettre du 21 février 1753.

2. Pour l'histoire de ces tractations, voir la correspondance officielle de juillet à décembre 1753 aux A. N. TT, 440.

ponse de M. d'Alais, écrivit au Secrétaire d'Etat ce qu'il pensait de sa lettre et de ses accusations. Rien n'était moins flatteur ! L'évêque s'étonne d'une sollicitude si marquée pour des sujets animés « de l'esprit de révolte, d'indépendance et de fanatisme ». Il s'indigne d'entendre accuser les prélats d'être la cause des derniers événements : est-ce à la sévérité de leurs épreuves qu'il convient de faire remonter la révolte de 1752 ?

Soit dans son diocèse, soit à Nîmes, les épreuves sont aussi légères que possible, et cependant les protestants incriminent leur rigueur. Pourquoi ne voit-on pas que le prétexte invoqué par les religionnaires couvre une cause autrement grave ? Depuis longtemps, l'action violente avait été résolue et concertée, et c'est à la suite de ce complot qu'ont été assassinés trois curés, et que devaient être massacrés, dans la même journée, plus de quarante autres curés qui n'ont sauvé leur vie que par la fuite.

Il semblait difficile de gagner un prélat qui s'exprimait avec cette dureté. Saint-Florentin recourut aux bons offices et aux artifices de l'intendant, qui s'appliqua, en effet, dans le courant du mois de juillet, à modifier l'esprit du prélat, en de fréquentes et intimes conférences. L'intendant fit si bien que M. de Montpellier promit à son aimable voisin de s'informer auprès de MM. de Nîmes, Alais et Uzès, et de rechercher « des adoucissements reconnus nécessaires ». A la fin de juillet, l'intendant jugea que la question était en bonne voie et réunit, en son palais, une sorte de concile provincial, d'où il sortit à peu près vainqueur. « Nous sommes tous disposés, lui écrivit l'évêque de Montpellier, à nous prêter à tous les ménagements et à toutes les facilités qui ne nous paraîtront pas indispensables. » Une seconde conférence fut donc décidée, où les évêques apporteraient un mémoire, per-

mettant d'aboutir à une conclusion pratique. Mais le mécompte de l'intendant fut grand, à la lecture de ce mémoire où les critiques étaient innombrables et les concessions nulles. A voir l'irritation des notes et la rage des arguments que l'intendant accumule en marge du mémoire, nous pouvons croire que la conférence manqua de sérénité <sup>1</sup>. Les évêques y critiquent amèrement « l'inertie » des fonctionnaires chargés d'assurer l'exécution des lois concernant la R. P. R. Sur cette inertie doit retomber uniquement le poids des événements passés en 1752 et 1753. Le remède aux maux que l'on s'obstine à vouloir faire disparaître, quand on néglige précisément leur cause, n'est pas ailleurs que dans le retour à la procédure suivie à l'égard de l'hérésie jusqu'à l'année fatale de 1743.

La Cour suivait avec une attention passionnée les phases de ce duel oratoire. Saint-Priest avait un instant songé à faire intervenir la volonté du roi, et, tandis qu'il rédigeait la réfutation pointilleuse de la thèse épiscopale, il espérait que de Paris viendrait l'ordre formel de cesser la discussion. Saint-Florentin ne refusait point d'entrer en lice, et, placé résolument aux côtés de l'intendant, il lui disait : « J'ai lu vos réponses avec beaucoup de satisfaction. <sup>2</sup> » Mais les évêques songeaient déjà à la retraite. Ayant pris la défense désespérée des principes, ils se préparaient à reculer pied à pied, résignés désormais à l'inévitable. Et l'intendant prévenait, avec un sourire de triomphe, le Secrétaire d'Etat que la partie lui semblait définitivement gagnée.

En octobre, les évêques de Montpellier, d'Alais et d'Uzès se concertent afin d'adopter une ligne de conduite uniforme. Dans les diocèses de Nîmes, Viviers,

1. Ce Mémoire annoté est aux A. N. TT. 440, opuscule de 42 pages. Voir aussi B. N. mss. 7.047, f° 4-53.

2. A. N. O<sup>1</sup> 449, f° 202, lettre du 4 septembre.

Agde et Béziers, on n'exige pas la profession de foi par écrit. Dans ceux d'Uzès, Alais et Montpellier, on se contentera désormais de la profession de foi verbale, faite devant deux témoins. Pour prix de ces concessions, les évêques demandaient que les troupes fissent cesser les assemblées et poursuivissent les ministres.

A cela avait abouti la conférence du 23 octobre. Saint-Florentin ne tarda pas à montrer son humeur. Qui n'a pas lu sa lettre du 9 novembre à l'évêque de Montpellier ne peut avoir une idée de la résolution où était la Cour de briser, coûte que coûte, la résistance des prélats languedociens. Le Secrétaire d'Etat y manifeste sa « peine » de voir que les évêques ne répondent pas à l'espérance que le roi avait mise en eux. Chose admirable ! M. de Montpellier s'écarte lui-même de la voie de douceur qu'il avait adoptée par sa circulaire du 10 mai 1752, et ce n'est pas en sacrifiant ce léger progrès, sous le prétexte de s'adapter à une règle uniforme que l'on peut se flatter de ramener la paix. La profession de foi par écrit répugnait aux religionnaires ; elle ne leur répugnera pas moins si on l'exige verbale, mais faite en présence de témoins. Ceci ne constitue pas un adoucissement, que réclame Sa Majesté. C'est en vérité fournir aux pasteurs « des prétextes qui ne seront pas absolument déraisonnables » d'une désobéissance opiniâtre. Que les évêques n'attendent aucun secours du roi, tant qu'ils n'auront pas modifié leur attitude, et comme le temps devient précieux, Sa Majesté compte que ce sera sans retard <sup>1</sup>.

Il fallut s'incliner, puisqu'on ne pouvait songer à la riposte. Dès le 19 novembre, M. de Montpellier se rangeait donc aux désirs de la Cour, purement et simplement. A son tour, M. d'Alais cédait, le 24 novembre,

1. A. N. Ol 449, f° 251.

et révélait, en un paragraphe assez perfide, que l'auteur de la restriction relative aux deux témoins était l'évêque d'Uzès, contre lequel il s'était dressé « sans succès », qu'il n'avait finalement approuvé que sur l'assurance que telle était la volonté de la Cour, mais qu'il n'avait jamais appliqué dans son diocèse la formule incriminée. A lire ces pauvretés, la Cour dut comprendre que la victoire était encore plus belle qu'on ne l'avait espérée ! L'évêque d'Uzès lui-même, jusque-là renfermé dans sa rancune, céda à la souple amitié de l'archevêque de Narbonne qui s'empressa d'envoyer à Saint-Florentin l'adhésion de son ami.

Il n'est pas douteux que la Cour avait assuré le triomphe d'une idée voisine de la tolérance<sup>1</sup>. Mais cette joute pénible avait donné lieu à un vrai marchandage.

La Cour promettait de lancer ses troupes à la poursuite des religionnaires non baptisés ou non mariés à l'église, aussitôt que les évêques auraient renoncé aux épreuves que l'on déclarait « trop dures » et « peu régulières ». Quand le dernier évêque eut adhéré à la volonté du roi, Saint-Florentin promit d'agir : « Comme Sa Majesté, disait-il, n'attendait plus que son adhésion pour donner ses derniers ordres en Languedoc, Elle vient de me charger de les expédier. » Les ordres étaient assez mélangés. On devait laisser tomber les ordonnances de 1750 qui, mises en vigueur, « pourraient occasionner des représentations de la part des puissances protestantes ». On fera réhabiliter mariages et baptêmes célébrés au désert. On poursuivra les pasteurs et les prédicants, de façon à les obliger à s'expatrier. Un ban sera proclamé pour interdire les assemblées<sup>2</sup>.

1. En 1753, M. de Moncan élabore un plan d'édit qui, à son avis, devait rétablir l'ordre dans les matières de la religion. Voir ce Mémoire publié dans *B. P. F.*, 1861, p. 284-305.

2. A. N. O<sup>1</sup> 449, lettre du 23 décembre, f<sup>os</sup> 29 à 296, très importante. C'est le programme du ban qui sera publié par Richelieu.

Ce marché se heurtait à d'énormes difficultés. Pour faire réhabiliter les mariages et faire baptiser les enfants, il fallait en effet connaître les cahiers de l'état civil confiés au clergé. L'obstacle apparaissait alors double : d'un côté, les évêques du Haut-Languedoc, « qui ne paraissent pas encore s'être entièrement rendus », ainsi que l'avoue l'intendant, ne livreront qu'avec répugnance ces états ; d'un autre côté, les évêques qui ne veulent pas exposer leurs curés à la vengeance des réformés dénoncés, et qui les voient « déjà menacés ouvertement, quoiqu'ils ne fassent rien pour s'attirer le moindre mauvais traitement », refuseront nettement de livrer les noms des coupables.

Ainsi parlèrent MM. d'Uzès et de Mende. Le marché devint, en définitive, une espèce de leurre. Les événements furent plus forts que les combinaisons des politiques.

## CHAPITRE VI

### L'OPPOSITION DU MARÉCHAL DE MIREPOIX

1754 A 1757.

#### I

Le maréchal de Richelieu, qui devait tenir les États du Languedoc, arriva dans sa province aux premiers jours de février 1754, et, selon la promesse qu'avait faite la Cour aux évêques du Midi, publia le 16 février le ban attendu. Une lettre de Saint-Priest, du 11 février, nous fait savoir que le maréchal avait déjà donné ses instructions aux troupes, auxquelles il avait fait distribuer de la poudre et des balles<sup>1</sup>. — Le ban était fort rigoureux en ce qui concernait les assemblées et les pasteurs. Les soldats avaient ordre de surprendre les

**BIBLIOGRAPHIE.** — A. N. TT, 441, 443, 446. 462; O1 450, 451, 452, 453, B. N. Mss. 7.047, 10.628.

Paul RABAUT, *Ses Lettres à divers* (1744-1794), p. p., Charles Dardier, Paris, 1891, 2 vol. — Turgot, *Lettres sur la tolérance* en 1753 et 1754, dans ses *Œuvres*, Paris, 1844, t. II, p. 675 et 678; Id., *Le Conciliateur* (2 lettres des 1<sup>er</sup> mai et 8 mai 1754), *ibid.*, p. 688. — RIPPET DE MONTCLAR, *Mémoire théologique et politique au sujet des mariages clandestins des protestants de France*, 1755. — A. COURT, *Lettre d'un patriote sur la tolérance civile des protestants*, 1756.

1. A. N. TT, 441.



unes et d'arrêter les autres. Quiconque assistait aux assemblées devait être poursuivi, et au cas où les ministres ou prédicants prendraient la fuite à cheval ou seraient trop éloignés pour être rejoints, l'officier devait faire tirer sur eux. « Ceux qui prendront ou feront prendre un ministre ou prédicant auront mille écus qui seront payés sans aucune retenue, exactement et secrètement. » Le ban, rigoureusement appliqué, sema l'épouvante. Paul Rabaut convient qu'il rendit les assemblées impossibles à Nîmes. Connue en cette ville dès le 21 février, puis affichée aux quatre coins de la généralité, l'ordonnance de Richelieu fit instantanément le vide autour des chaires du Désert. Dès le 4 mars, le maréchal note avec satisfaction que « les assemblées publiques ont cessé; il n'y en a plus, dit-il, que dans des endroits cachés et pour ainsi dire inaccessibles<sup>1</sup> ». Mais le sentiment de sa victoire dissimule à ses propres yeux le caractère de son action : Richelieu prétend ne poursuivre que les sujets rebelles à la loi, et, pour preuve de sa modération, il assure qu'il veille à ne point troubler l'ordre social par des enquêtes sur les mariages des religionnaires. L'homme du roi prétend n'être que justicier. Au reste, il espère, dit-il, trouver une loyale collaboration parmi ses subordonnés, sans en excepter le clergé.

C'est ici que nous retrouvons la tenace tradition de la monarchie. Les réformés sont poursuivis comme rebelles à des lois établies. Le délit étant religieux, ce sont les évêques et les curés qui doivent rechercher les coupables et les signaler à l'autorité séculière. Manquer à cette charge a toujours passé aux yeux de la Cour pour une véritable trahison. En 1754, Saint-Florentin ne raisonne pas autrement. Puis-

1. Le ban est publié par COQUEREL. I, p. 143-147; voir B. N. Ms. 7.047, f<sup>os</sup> 372-378. Voir la réponse de Saint-Florentin, du 7 mars, à Richelieu, A. N. O<sup>1</sup> 430, f<sup>o</sup> 56.

que Louis XV approuve les mesures prises par son gouverneur du Languedoc, il est naturel qu'« il en espère un succès d'autant plus favorable » que les évêques se montreront « disposés à apporter de leur part toutes les facilités qu'on peut raisonnablement exiger d'eux. » Le secrétaire d'Etat ne cesse, au surplus, d'éperonner les curés timides, auxquels il démontre que, par la rébellion des huguenots, « l'autorité du roi n'est pas moins blessée que la religion ». A la vérité, cette tradition juridique commençait à s'effriter. Les curés ne goûtaient plus cette délégation d'un pouvoir policier que le gouvernement, sous couleur de confiance, faisait lourdement peser à leurs épaules. La besogne paraissait odieuse à un grand nombre de prêtres; à tous elle se révélait comme fort dangereuse. Bien peu croyaient qu'il fût glorieux de devenir martyr au service de la police royale. Les intentions et les espérances de Saint-Florentin se trouvèrent assez vite frustrées, mais la Cour fit aussitôt entendre de violentes plaintes. En Bourgogne, les curés refusent de signaler « ceux qui ont travaillé à répandre de mauvaises impressions dans les esprits »; le secrétaire d'Etat écrit à l'intendant de stimuler leur attention<sup>1</sup>. Vers Montauban, certains curés s'offrent à réhabiliter, au meilleur compte, en réduisant à rien les conditions imposées par les évêques, les mariages des religionnaires. Ces réhabilitations frauduleuses ont un tel succès que de tous côtés les réformés accourent vers ces curés que le Secrétaire d'Etat accuse de trahir. Ce sont « de mauvais prêtres », s'écrie-t-il, traîtres à « l'intérêt général de la Religion et de l'Etat », et qui favorisent non seulement l'erreur doctrinale, mais encore la rébellion aux lois établies<sup>2</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 450, f<sup>o</sup> 249; lettre du 4 novembre à Joly de Fleury. On doit rapprocher cette attitude du clergé et ces prétentions du pouvoir central, en 1754, de ce qui s'était passé, lors de la promulgation de l'Edit de 1724; voir plus haut, chapitre 1<sup>er</sup>.

2. Sur cette affaire qui mit en émoi le diocèse de Montauban pendant

Le maréchal de Richelieu appela donc au secours de son ordonnance toutes les forces de son administration ; officiers et soldats, maréchaussée et espions, intendant et subdélégués, évêques et curés enfin. Ces forces conjurées arrêterent presque immédiatement la montée de la rébellion. Dès le 4 mars, le maréchal constate une soumission générale ; les assemblées ont cessé, la panique s'est emparée des prédicants, dont les uns ont déjà renoncé à leur apostolat public et les autres ou sont partis ou se proposent de partir de la province. Le maréchal ne soulèvera aucune difficulté pour leur exode, sauf en ce qui concerne Deffère, pasteur, dit-il, « qui prêche la révolte, est un furieux séditieux » et mérite d'être puni « pour faire un exemple ».

Un mois après la promulgation du ban, Richelieu fut curieux de connaître « la situation des esprits ». Il apprit que les Cévennes, où la consternation avait été poussée à un degré tragique, souffraient d'un malaise profond. Catholiques et protestants y avaient redouté l'explosion de la guerre civile, ceux-ci, par crainte d'une violence inattendue, ceux-là par peur des représailles. Aussi le pays était-il livré à l'angoisse. Les protestants réalisaient leurs biens et en envoyaient l'argent à leurs coreligionnaires de Montpellier, décidés à s'expatrier à la première alerte. Les catholiques, à leur tour, redoutant les incursions des Camisards, vidaient leurs maisons, faisaient autour d'eux le désert, et n'attendaient qu'un signal pour quitter la contrée. Officiers du roi et curés des campagnes s'accordaient pour signaler l'extrême détresse d'un pays menacé de la solitude. Richelieu décida d'y faire une tournée, mais, peu rassuré sur les inci-

dents du voyage, déplaça les troupes, couvrit le pays d'un réseau d'hommes armés, prêts à tout réprimer par la force. Alors il se rend à Nîmes, puis à Alais, où il arrive le 15 mars, remonte de là vers les Cévennes qu'il parcourt en solennel apparat et où il ne trouve qu'une soumission désolée. Il est de retour, le 29 mars, à Montpellier et, rassuré par ce qu'il a vu, ne s'attarde plus en son gouvernement. A en croire d'ailleurs ses officiers, tout danger est conjuré, et le chevalier de Beauteville ose avancer que, dans son canton, « il ne se tient presque plus d'assemblées », et qu'il n'a pas été nécessaire de recourir à la violence<sup>1</sup>. Richelieu fit donc un détour par Toulouse et Bordeaux, puis, de retour à Paris vers la fin d'avril, offrit à Saint-Florentin, le 1<sup>er</sup> mai, « un mémoire sur les affaires de la R. P. R. en Languedoc ». Le ton en est franchement réconfortant, en dépit des ruses sans cesse renaissantes qui permettent aux réformés d'éviter les assemblées publiques en se réunissant au nombre parfois de deux ou trois cents, dans des métairies ou maisons isolées<sup>2</sup>. Toutefois ministres et prédicants avaient échappé à toutes les poursuites. Ainsi que l'avouait Beauteville, le peuple gardait très bien ses pasteurs, et de toutes parts les avertissements affluaient aux retraites secrètes où se cachaient les ministres traqués. « Tout le pays est contre nous », dira-t-il en un jour de découragement, et rien n'était plus vrai. La pitié populaire sauva certainement de la mort les prédicateurs errants qui s'étaient confiés à la discrétion de leurs fidèles<sup>3</sup>.

Mais la panique fut assez vite apaisée. Nous avons

1. Lettre de Beauteville du 18 avril et réponse de Saint-Florentin du 29 avril. A. N. O<sup>1</sup> 450, f<sup>o</sup> 88. Richelieu quitte le Languedoc à la fin du mois de mars.

2. A. N. TT, 441.

3. Lettre du 14 mai 1754; TT, 441.

la preuve que, dès le mois d'avril, les réformés s'étaient assez ressaisis pour organiser à nouveau leur culte, faire revenir leur pasteurs aux assemblées et ne plus se soucier d'une ordonnance qui semblait avoir déjà épuisé sa force. A la date du 15 avril, une lettre de Saint-Priest annonce à la Cour que, dans les Cévennes mêmes, les craintes ont fait place à une audace incroyable. et qu'aux environs de Nîmes, Paul Rabaut a relevé l'étendard : « Il a fait, disait-il, la semaine dernière, un nombre considérable de mariages et de baptêmes, et il a annoncé aux religionnaires qu'il les rappellerait bientôt aux assemblées <sup>1</sup>. » Le prudent Rabaut avait-il des raisons particulières d'escompter à si brève échéance l'échec d'une tactique que la cour avait voulue foudroyante ? En tous cas, l'intendant, parfaitement renseigné sur les intentions du célèbre pasteur, promit de redoubler de vigilance afin de troubler la première assemblée ainsi publiquement annoncée.

Le 26 mai, les réformés avaient été convoqués à Saint-Cézaire de Gauzignan. Paul Rabaut présidait cette assemblée fort nombreuse. Soudain trois cents soldats, accourus de Saint-Jean de Ceyrargues, se précipitent sur la foule, font huit prisonniers et s'efforcent d'arrêter le pasteur qui peut avec peine sauter à cheval et s'enfuir à toute vitesse. C'était le terrible Moncan qui avait ainsi relevé le défi de Rabaut, et sa colère exigeait des sanctions : « Il nous paraît bien nécessaire, écrivait-il, de faire un exemple de la première assemblée qui est surprise après la publication du ban <sup>2</sup>. » Cependant Saint-Priest fut ému de pitié : parmi les prisonniers, on comptait trois femmes qui allaitaient leurs enfants, et l'intendant osa réclamer leur liberté. Mais Saint-Florentin fit valoir la gravité

1. A. N. TT, 441.

2. Lettre du 28 mai, TT, 441.

du moment, la nécessité d'agir « avec la plus grande rigueur », car les protestants ont les yeux ouverts sur la conduite que l'on va tenir à l'égard des coupables, et ajouta que « pour touchante que soit la situation de ces trois femmes », on ne pouvait sacrifier à un « sentiment de commisération l'intérêt général de la Religion et de l'État ». Et par cette formule où nous retrouvons encore l'inévitable confusion de l'acte religieux et de la révolte politique, le Secrétaire d'État laissait clairement entendre qu'il était décidé à tout faire pour éviter à l'ordonnance de Richelieu le même sort qui avait entraîné les décrets et les lois précédentes à la faillite de leurs promesses. La Cour se retrouve en face d'un défi; elle y voit la rébellion de sujets factieux; « dans une matière aussi importante pour l'État », le dernier mot restera à la force publique. C'est du moins ce qu'escomptent les gens du roi, qui voient se préciser la menace d'un nouveau duel <sup>1</sup>.

Avec le mois de mai, l'horizon devient de plus en plus menaçant. Le diocèse d'Albi est complètement livré au désordre. Les subdélégués de l'intendant y signalent la multiplication des assemblées, des mariages et des baptêmes célébrés au désert. Du côté de Revel, l'agitation n'est pas moindre. Dans la nuit du 8 au 9 juin, les réformés ont osé s'assembler aux portes mêmes de la ville. Vers Castres et Réalmont, le ministre Sicard, nouvellement arrivé d'Angleterre, provoque, au dire de l'évêque de Castres, une fermentation extraordinaire. Dans la nuit du 2 au 3 juillet, six mille réformés se sont réunis, aux portes de Castres, sous les yeux des catholiques morfondus. Aux environs d'Alais, Beauteville signale qu'un prédicant, nommé Latour, soulève le pays contre la loi, et que

1. A. N. O<sup>1</sup> 450, f<sup>os</sup> 403, 424.

les soldats lancés à sa poursuite ont été sur le point de l'arrêter, auprès de Saint-Ambroix, dans une maison d'où il a pu s'évader à la dernière minute <sup>1</sup>.

A ces nouvelles, la colère de Saint-Florentin ne connut plus de bornes. Cet homme dont on a pu stigmatiser l'exactitude féroce dans l'accomplissement de sa charge, mais en qui l'on trouve si rarement le désir de passer outre aux difficultés par un abus de pouvoir, en vint à proclamer avec cynisme le principe de la raison d'État, qui légitime tous les excès. Dans une lettre adressée le 27 juillet 1754 à l'intendant Saint-Priest, où il déplore la persistance des assemblées et signale qu'une des causes en est l'habitude de ne punir les délits que par des peines pécuniaires, en raison de la grande difficulté que les juges éprouvaient à acquérir des preuves péremptoires contre les gens accusés d'avoir assisté aux assemblées, Saint-Florentin ajoute : « Je pense qu'il faut faire cesser leur sécurité à cet égard, et que, dans une matière aussi importante pour l'État, on peut bien s'affranchir des règles communes, et faire garder longtemps prison aux accusés, quoique réputés absous par les jugements que vous rendez. Ce n'est pas que j'estime qu'il faille les retenir tous indistinctement, mais en consultant les circonstances relatives tant à la personne qu'au lieu et à l'heure des assemblées, on peut raisonnablement former des soupçons assez graves pour faire au moins subir une longue prison à ceux sur qui ils tombent<sup>2</sup>. »

Par bonheur, l'intendant laissait passer ces ordres excessifs et, soit pitié, soit crainte, soit habile

1. A. N. TT, 441, lettres du 5 juin, des 3, 7, 8, 15 juillet. L'évêque d'Albi prétendit poursuivre les nouveaux convertis mariés au Désert. Saint-Florentin l'en dissuada assez rudement. A. N. O<sup>1</sup> 450, f<sup>o</sup> 130.

2. A. N. O<sup>1</sup> 450, f<sup>o</sup> 163. Voir aussi les directives envoyées, le 24 juillet, au maréchal de Richelieu, *ibid.*, f<sup>os</sup> 160-161.



politique, s'appliquait à calmer les appréhensions des réformés languedociens. C'est ainsi qu'il s'obstine, en dépit de tous les rappels, à ne pas recouvrer les amendes encourues par les religionnaires depuis l'année 1743. Il objecte que les fortunes en seraient gravement troublées, et que, pour ces questions d'argent, des populations encore tranquilles n'hésiteraient pas à se jeter dans la révolte. De son côté, l'évêque de Castres, effrayé des innombrables poursuites engagées à l'occasion des assemblées de Revel, Castres et Réalmont, intercède pour les coupables et ne renonce à sa requête qu'à la suite d'une verte réplique du Secrétaire d'État qui déclare nécessaire de laisser la justice suivre son cours <sup>1</sup>.

Les événements se précipitaient, et la cause de la tolérance perdait chaque jour un peu plus de terrain, devant une Cour convaincue de la nécessité de la force. On était à la merci d'un incident; la tragédie pouvait, à toute heure, devenir sanglante.

Or, en Cévennes et Lavaunage, Moncan faisait alors « une fouille générale, pour donner la chasse aux ministres et prédicants <sup>2</sup> ». La poursuite avait été vaine, mais de Beauteville avait, de son côté, lancé le lieutenant de Gères aux troupes d'Etienne Teissier, dit Lafage, « un de leurs ministres, écrivait-il, le plus en réputation ». De Gères cerna le pasteur, le 14 août, dans la maison des frères Novis, sur la paroisse de Vabres. Son arrestation donna lieu à de dramatiques incidents. Quoi qu'en disent certains historiens, il paraît certain que Teissier, se voyant pris, défendit sa vie avec l'énergie du désespoir. Il s'était réfugié

1. A. N. TT, 441, lettre de l'intendant du 49 juillet; O<sup>1</sup> 430, f<sup>os</sup> 166 et 175.

2. Il en rend compte dans une lettre du 6 août, TT, 441. Nous voyons qu'à la même date, les ordres de la Cour sont fort sévères contre les religionnaires du Limousin et de Provence. A. N. O<sup>1</sup> 430, f<sup>os</sup> 188, 226.

sur le toit, et, dominant les soldats qui s'efforçaient de grimper à sa suite, avait déchargé sur eux son pistolet, quand il fut abattu d'un coup de fusil.

Tandis que cette sombre affaire se déroulait à l'auberge de Novis, d'autres détachements s'étaient jetés le long de l'Ardèche, à la poursuite de deux ministres qui purent traverser le fleuve à cheval, et en avaient appréhendé du côté de Canaule, au diocèse de Nîmes, un troisième qui, pour s'évader, n'hésita pas à tirer un coup de pistolet sur le soldat chargé de le garder. Déjà il se sauvait, mais d'autres soldats s'étant hâtés le maintenaient renversé sur le sol. Alors un paysan, nommé Jean Franc, accourut au bruit, dégagea le prisonnier, sauta à la gorge d'un soldat, et donna ainsi au pasteur, par la lutte sauvage qu'il soutint avec les hommes du roi, le temps de s'enfuir<sup>1</sup>.

Cet ensemble d'incidents aggrava le cas du malheureux Teissier, déjà doublement compromis. Le prisonnier fut transporté d'Alais à Montpellier, le 14 août, sous bonne escorte de six à sept cents hommes. Les protestants, dont on avait redouté l'assaut, se montrèrent partout abattus et consternés. Le 16 août, Teissier arrivait à Montpellier, à deux heures de l'après-midi. Une heure après, le procès était engagé. Saint-Florentin avait rassuré les juges auxquels il affirmait que Sa Majesté serait fort aise de voir l'affaire instruite avec toute l'activité nécessaire, de façon à ce que « les ministres prissent assez sérieusement l'alarme pour abandonner le royaume ». Teissier fut donc condamné à mort le samedi 17 août et exécuté à cinq heures du soir, « en présence de plus de 20.000 âmes<sup>2</sup> ». Quand on examine les pièces du procès, on

1. Franc fut poursuivi : Archives de l'Hérault, C. 237. Le récit officiel de ces événements est aux A. N. TT. 441; lettre du 6 août.

2. Les pièces du procès sont aux A. N. TT, 441; voir surtout la lettre de Saint-Priest du 19 août.

reste frappé de l'espèce d'acharnement que mirent les gens du roi à accabler l'accusé. Sa mort elle-même, courageuse et émouvante, n'apaisa pas leurs rancunes étranges. Peut-être faut-il voir là moins la haine de persécuteurs que la colère de fonctionnaires outrés. On avait, en effet, trouvé, parmi les papiers de l'infortuné pasteur des lettres d'un ministre Puech, où celui-ci, après avoir constaté que les nouveaux décrets « ouvraient la porte à la révolte », assurait « qu'il ne s'y déterminerait qu'avec peine, mais qu'il n'exclurait pas cette dernière extrémité », et qu'il avait même « consulté ces Messieurs ». Puech allait aussi jusqu'à regretter la récente mesure des évêques : en supprimant l'abjuration écrite, si détestée des réformés, ils avaient rendu inutiles les protestations violentes, et de cela Puech ne pouvait se consoler. Aussi les juges de Teissier le déclarèrent-ils « un vrai fanatique, capable de donner de très mauvais conseils ». A la suite de ces révélations, le Secrétaire d'État, tremblant devant une menace de révolte, supplia l'intendant ainsi que M. de Moncan de redoubler « de vigilance pour prévenir les mauvais desseins des religionnaires <sup>1</sup> ».

Afin d'apaiser les frayeurs de la Cour, M. de Saint-Priest se résigna, avec tristesse, à donner quelques preuves de sa sévérité. Les soldats avaient arrêté, le 11 août, aux assemblées tenues à Bédarieux, Faugères et Graissessac, dix personnes ; l'intendant

1. Pour Coquerel, c'est la copie du placet de Rabaut à d'Argenson qui « devient pièce de conviction pour conduire un pasteur à la mort » (I, p. 170). Le dossier ne révèle pas que l'on ait fait un crime spécial de cette copie, à cette date reconnue bien inoffensive. — La métairie Novis fut détruite et Jacques Novis père, condamné aux galères par contumace, le 5 octobre 1754. Ses enfants et sa femme furent mis hors de cause. Voir A. N. O<sup>1</sup> 450, f<sup>os</sup> 180, 190. Sur Teissier, voir D. BENOIT, *Trois prédicateurs sous la croix au XVIII<sup>e</sup> siècle*, François Bénézet, Jean Molines, Etienne Teissier, Toulouse, 1898.

envoya au couvent deux jeunes filles de Graissessac, les sœurs Bonnefous, dont le frère fut condamné ainsi que trois autres fidèles par contumace aux galères perpétuelles; une femme fut enfermée à la Tour de Constance. Les deux sœurs trouvèrent un avocat dévoué en la personne du curé de Graissessac qui se lamentait sur ces actes de violence et réclamait l'amnistie : « Si j'étais assez heureux, disait-il à Saint-Florentin, d'obtenir le pardon du passé, j'oserais répondre de l'avenir <sup>1</sup> ». Comme la voix du curé ne semblait pas beaucoup émouvoir le Secrétaire d'État, l'intendant osa appuyer sa requête; devant l'étendue des sanctions et la rigueur des lois, il suppliait que l'on prît pitié des condamnés. Mais la Cour demeura impitoyable. Elle avait décidé de mettre toute sa force au service du ban de Richelieu.

Quand il parut que les répressions ne s'arrêteraient plus, même devant un gibet, les réformés prirent peur pour la vie de leurs ministres. En beaucoup d'endroits, eux-mêmes essayèrent de convaincre prédicants et pasteurs de la nécessité de s'expatrier<sup>2</sup>. Un certain nombre de pasteurs sollicitèrent pour eux-mêmes et leurs familles des passeports. Le Secrétaire d'État ne cachait plus la joie du triomphe. Reprenant une vieille tactique prônée par Puechmille et dont l'ignominie avait alors soulevé les gens du roi, Saint-Florentin ordonna aux intendants, afin de contraindre les pasteurs indécis à l'exil, de rechercher « les femmes des ministres » et de les arrêter. On consacra le mois d'octobre à cette besogne. Plusieurs furent donc arrêtées et servirent de gage aux mains d'un gouvernement résolu à obtenir le départ de leurs maris. La

1. A. N. TT, 441, lettres du 26 août et du 22 novembre, et O<sup>1</sup> 450, f<sup>o</sup> 231.

2. A. N. TT, 441, lettre de Saint-Priest du 11 septembre; la Cour engage dès le 22 septembre, à multiplier ces passeports; O<sup>1</sup> 450, f<sup>o</sup> 210.

femme de Rabaut, Madeleine Guédan, voit sa maison fouillée de fond en comble à trois reprises différentes, et comme ces mesures ne décident pas son mari à s'expatrier, les soldats la chassent de sa maison pendant deux ans, ainsi que sa vieille mère infirme<sup>1</sup>.

Si la Cour espérait arrêter par une action impitoyable les « mauvais desseins » qu'elle redoutait de la part des réformés rebelles, il arriva que ce furent précisément ces recherches impitoyables qui fortifièrent chez les protestants le désir de se défendre. La Cour fut avertie que ceux du Languedoc s'étaient concertés afin d'offrir une résistance armée aux poursuites des soldats. L'avertissement n'était point menteur.

Le dimanche 6 octobre, une assemblée avait été convoquée dans un massif des Cévennes, entre Sauve et Saint-Hippolyte. Un détachement de soldats qui « roulait » à travers la contrée se heurta tout à coup à quelques paysans, établis en vedettes sur une montagne voisine du lieu de l'assemblée. Ces sentinelles font aussitôt feu sur les soldats, puis les accablent de pierres. Ceux-ci ripostent à coups de mousquet et tuent deux hommes; un troisième est arrêté. L'assemblée s'était dispersée dans le plus grand désordre<sup>2</sup>.

Par une fâcheuse coïncidence, Saint-Florentin apprit en même temps qu'aux environs de Castres, un certain Cottar, soupçonné d'être prédicant, avait été surpris dans une métairie; l'homme, décidé à vendre chèrement sa vie, avait sous la main un fusil et deux pistolets chargés. Ces nouvelles n'étaient pas faites pour apaiser le Secrétaire d'Etat qui attendait avec anxiété les prodromes de la rébellion annoncée. Il fallut, sur son ordre formel, passer aux actes vigoureux : deux hommes

1. COQUEREL, I, p. 178-180. La lettre de Saint-Priest du 24 octobre montre que ces mesures « avaient jeté Paul Rabaut dans de grandes perplexités ». A. N. TT, 441.

2. Voir le récit officiel aux A. N. TT, 441, lettre de Moncan du 9 octobre.

furent condamnés aux galères à vie ; on fit le procès à la mémoire des deux sentinelles tuées « qui avaient eu l'audace de tirer sur les troupes du roi » ; un arrêt du 28 octobre condamnait enfin sept hommes aux galères, onze fugitifs, par contumace, à la même peine, deux femmes à être enfermées à la Tour de Constance. Le 10 novembre, les sept malheureux passèrent, à la chaîne, par Montpellier, et prirent à Nîmes les deux misérables condamnés pour la rébellion de Sauve.

Vers la fin de l'année 1754, le maréchal de Richelieu revient en Languedoc. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1755 il convoque chez lui les évêques de la province, l'intendant, le comte de Moncan et le chevalier de Beauteville, afin d'examiner les résultats du ban du 16 février dernier. La conférence fut assez brusquement interrompue. On venait d'apprendre que les contrebandiers avaient imposé une véritable contribution à la ville du Puy et rançonnaient plusieurs bourgs voisins des Cévennes et du Vivarais<sup>1</sup>. Beauteville signalait « que leur exemple avait un peu échauffé les têtes de nos religionnaires ». On recevait avis enfin que les ministres promettaient au peuple dans leurs prédications l'assistance et même le concours de ces contrebandiers, dans l'œuvre de résistance aux décrets du roi. Richelieu passa par de cruelles anxiétés, et sur le conseil des évêques eux-mêmes, reconnut la nécessité de surseoir à toutes nouvelles mesures. De passage à Alais, le maréchal laissa à Beauteville l'ordre « de suspendre pour quelque temps les opérations projetées sur les baptêmes et les mariages des nouveaux convertis ».

Ces ordres furent-ils connus trop tard des détachements déjà lancés à la poursuite des délinquants ? Toujours est-il que, le jour même où Beauteville

1. L'auteur du *Mémoire sur l'état des affaires de la R. P. R. en Languedoc* met bien en relief cette influence des contrebandiers, A. N. TT, 446, n° 8.

recevait l'ordre de Richelieu, un gros incident survenait sur le territoire de Dions, au diocèse d'Uzès. Ce jour-là, qui était le 16 janvier, un détachement du régiment de Briqueville se jetait à l'improviste sur une assemblée qu'il dispersait, et où dix-huit personnes furent faites prisonnières. Le ministre Vincent « était en robe et n'avait eu le temps ni de la quitter ni de prendre un cheval » ; à grand'peine arriva-t-il à s'enfoncer dans le taillis d'un bois où les soldats n'osèrent le poursuivre<sup>1</sup>.

L'intendant Saint-Priest se déclara fort ennuyé. Le moment semblait aussi mal choisi que possible. Ce n'est pas quand le gouverneur est d'avis de ménager les religionnaires qu'on les frappe avec brutalité. Aussi donne-t-il l'ordre de relâcher immédiatement, seize prisonniers. Il fallut néanmoins assurer, sur le dos des deux autres, la victoire de l'autorité du roi, que l'on avait si manifestement compromise. L'un, Pierre Béchard, tailleur de Saint-Geniès, fut donc condamné aux galères perpétuelles, et l'autre, nommé Fromental, fut retenu plusieurs mois dans les prisons de Nîmes « pour son fanatisme et les déclarations qu'il a faites dans son interrogatoire<sup>2</sup> ».

Mais le Secrétaire d'Etat avoua qu'il ne saurait se contenter de si peu. Pourquoi les soldats n'ont-ils pas arrêté le prédicant lui-même ? Saint-Florentin le regrette d'autant plus que l'intendant vient de lui signaler comment « Paul Rabaut et plusieurs de ses confrère

1. Coquerel raconte l'incident, d'après le récit de Vincent, I, p. 183. Vincent donnait à tort le chiffre de 21 prisonniers. L'intendant revient à plusieurs reprises sur le chiffre des seize relâchés et sur les deux condamnés, pour cette affaire. M. Hugues place l'incident, à tort, en février, donne le chiffre de 20 prisonniers, et ajoute que « la plupart » furent relâchés le mois suivant, p. 321. Les deux seuls qui furent condamnés restèrent, Béchard, quelques jours seulement aux galères où il avait été conduit le 24 mars, et Fromental quelques mois en prison à Nîmes.

2. Voir A. N. Tt, 441, année 1755; O<sup>1</sup> 451, f<sup>os</sup> 37, 38, 39, 53.



font croire au peuple qu'ils ont reçu des lettres de Paris », leur permettant de convoquer les assemblées en toute liberté. La Cour se sentit piquée au vif par ces révélations. Les ordres les plus pressants furent expédiés aux officiers du Languedoc de réparer à tout prix le coup manqué à Dions, d'arrêter le prédicant et de lui faire son procès. Les troupes furent mises en mouvement, et la frayeur s'empara à nouveau des religieux qui se tinrent coi. Du mois de mars au mois de juin, les assemblées disparaissent presque absolument<sup>1</sup>. Les pasteurs se sont cachés. Saint-Priest peut même invoquer la tranquillité parfaite de sa généralité, pour obtenir l'autorisation de faire un voyage à Paris.

Mais, dès le mois de juillet, l'effervescence s'est ranimée. Moncan et Beateville qui signalent ces remous attribuent tous deux ce flux de la vague « au retour des prédicants ». Auprès d'Uzès, deux ministres n'ont pas craint de présider de nombreuses assemblées. Saint-Priest se hâta de retourner en sa province, et, la veille de son départ de Paris, sollicita du ministre une ligne de conduite ferme à l'égard des réformés. Mais il ne put obtenir que de vagues indications, sans programme fixe<sup>2</sup>. Il se laissa donc aller à la pente naturelle de ses idées. Trop longtemps il avait souffert d'assurer l'exécution du terrible ban de Richelieu. Quand il apprit que les assemblées avaient recommencé, que les pasteurs se montraient avec autant de hardiesse que jamais, qu'ils se faisaient escorter par des hommes « fermes et hardis », et que, du côté de Meyrueix, le ministre Gabriac apportait à son ministère une audace véhémence, Saint-Priest affecta de tout ignorer, pour n'avoir pas à sévir.

1. Dans son *Journal*, Rabaut cite cependant quelques assemblées qu'il put présider à cette époque.

2. A. N. O<sup>1</sup> 451, f<sup>o</sup> 177.

pendant le courage des protestants a augmenté à proportion même de leur confiance et de la sécurité qu'ils trouvent à voir les armées du roi occupées à une guerre pénible. Les mesures de prudence leur paraissent désormais inutiles et ils y renoncèrent. Les espions attendaient cette heure pour se faire valoir. Certains présentèrent à l'intendant des offres formelles et précises, en vue de « faire arrêter un ministre de la R. P. R. ». L'intendant en référa à la Cour; Sa Majesté fut d'avis que l'on pouvait prendre ces offres en considération, si toutefois aucune suite fâcheuse ne devait en résulter. Louis XV laissait l'intendant juge de la situation dès qu'il en aurait conféré avec le nouveau gouverneur du Languedoc, M. le maréchal de Mirepoix<sup>1</sup>.

L'incertitude que trahissent les dépêches officielles des mois de juin et juillet 1755 n'était point l'effet du désordre des idées. Jamais ligne de conduite n'avait été plus ferme à l'égard des réformés. Mais un fait nouveau et de grande importance venait de se produire, qui remettait le trouble dans un plan assuré. Quand on essaie de relier entre eux les événements de cette époque, qui semblent en apparence livrés au hasard de l'improvisation, et que, dans ce désordre, on tâche de retrouver la cause profonde des brusques changements, on ne peut manquer d'observer que précisément ces mois de juin et juillet 1755 furent tout remplis par l'intrigue du prince de Conti. Les protestants en attendaient merveille. Leur confiance en était accrue jusqu'à la témérité<sup>2</sup>. La Cour songea à la riposte. De là ces mesures défensives qu'elle estima nécessaire de prendre contre tous ceux qui s'agitaient dans l'ombre, à la suite d'un prince aigri par la disgrâce.

1. Lettre du 17 décembre, A. N. TT, 441; réponse de Saint-Florentin, du 31 décembre, O 1 431, f° 232.

2. Lettre du 22 juillet, A. N. TT, 441.

## II

L'aventure du prince de Conti n'a pas cessé de rester un peu mystérieuse. Les origines en sont obscures; les incidents peu connus; la conclusion tout à fait incertaine, et en dépit du dernier historien qui s'est efforcé de jeter une lumière nouvelle sur ce drame par sa découverte du sermon, relatif à ces tractations, du principal complice, le pasteur Paul Rabaut, nous ne pouvons déchirer complètement le voile du passé, car le sermon est lui-même d'une réserve désespérante<sup>1</sup>.

Il y avait, à Paris, au régiment du prince de Conti, un protestant zélé nommé Jean-Louis Lecoinge de Marcillac, né en Languedoc, d'une ancienne famille de Nîmes<sup>2</sup>. Son père et son oncle étaient fort attachés à la maison de Conti, et c'est son oncle Henri de Vedel qui l'avait introduit dans le monde<sup>3</sup>. Devenu officier malgré son origine huguenote, et d'une grande distinction comme d'une grande valeur, Lecoinge avait suivi le prince dans sa campagne d'Italie. Ce soldat se piquait d'être un écrivain. On connaît de lui deux ouvrages relatifs à l'art de la guerre, un *Traité sur l'attaque et la défense des postes à la guerre* et un *Commentaire sur la retraite des dix mille de Xénophon*.

1. Albert Monod, *Les sermons de Paul Rabaut*, s. l. n. d.

2. Sur cette famille, voir *B. P. F.*, t. XII, p. 428, 264; t. XIV, p. 350-354; t. XV, p. 432-438; t. XVI, p. 365-368.

3. Henri de Vedel, lieutenant colonel au régiment de l'Île-de-France, où Lecoinge est nommé lieutenant en 1744. Le père de Lecoinge était doyen du présidial de Nîmes. Par sa femme, Catherine de Jourdan, qu'il a épousée le 30 octobre 1750, il est apparenté au fermier général Tronchin et au lieutenant de police Le Noir. — Peut-être est-ce M. de Beaumont, ancien capitaine de cavalerie, et auteur de l'*Accord parfait* (1753) qui l'a mis en relations pour le grand projet avec Rabaut et le prince de Conti. *B. P. F.*, t. XIV, p. 353.

(1766). Il devint gentilhomme de la chambre du prince de Conti, sur preuves, en l'année 1756, mais, à cette date, il est déjà capitaine de cavalerie au régiment de Conti, jouit de l'amitié du prince à qui il dédie le second de ses ouvrages et fait figure d'homme important.

D'autre part, son origine nîmoise l'avait mis en relations avec le pasteur nîmois Paul Rabaut. Les circonstances durent rapprocher ces deux hommes, passionnés pour leur foi. Le prince de Conti possédait en effet en Cévennes et Bas-Languedoc plusieurs terres considérables, dont la plus grande partie des habitants était attachée à la R. P. R. Le seigneur ne pouvait se désintéresser de ses sujets; et nul ne pouvait mieux connaître ces hérétiques que son officier et ami Lecointe de Marcillac. Peut-être faut-il voir là l'origine de ces entretiens qui rapprocheront les idées du grand seigneur, de l'officier conseil et du pasteur, tous désireux d'assurer le bien-être aux opprimés.

Le prince deviendra lui-même un suspect. Après de brillantes campagnes, qu'il fit en qualité de lieutenant général, en Italie, en Allemagne et en Flandre, Conti avait acquis une réelle popularité militaire. Mais M<sup>me</sup> de Pompadour, qui ne l'aimait point, le fit écarter de la Cour. On lui reprochait l'indépendance de ses manières, quelques propos indiscrets sur la favorite dont la rancune était terrible, et le parti qu'il avait pris de se déclarer en faveur du Parlement, contre le Roi. En somme, tempérament fier, volontiers frondeur et mécontent des autres, parce que trop pénétré de sa supériorité. Avec ces tendances, le prince de Conti eût fait un chef de factieux, s'il avait disposé de troupes. Y songeait-il? Il vivait, en 1755, à l'Isle-Adam, un peu en disgrâce, boudant la Cour et s'essayant à l'opposition. Les malheurs unissent, et les persécutés ont, pour sceller leurs amitiés, le lien de l'intérêt. Le hasard voulut que le prince de Conti,

chassé à peu près de la Cour, eut à s'intéresser au sort des réformés, alors en pleine crise de découragement. Mais l'histoire est encore réduite, sur ces relations naissantes, à de simples conjectures.

Il semble bien qu'un jour Paul Rabaut reçut une lettre du capitaine Lecointe, où devait être ébauché un plan d'action religieuse. Le pasteur, dont la tête était alors mise à prix, n'hésita cependant pas à écrire, au mois d'avril 1755, directement au prince de Conti, et en termes si nets qu'il ne nous paraît pas possible d'admettre que ces lignes constituent les premiers témoignages de l'intrigue qui va se nouer : « Si, par votre canal, Monseigneur, disait Rabaut, Sa Majesté pouvait être instruite de l'abus qu'on fait de son autorité pour écraser un peuple qui brûle de zèle pour son service, sans doute il en aurait compassion et lui ferait un sort supportable. » Comme le prince écouta avec bienveillance ces doléances, Rabaut le supplia de présenter lui-même au roi la défense des réformés. Encore fallait-il connaître les besoins et les désirs de l'église protestante ; Conti souhaita d'en être instruit. Rabaut écrivit donc, en juin, une lettre explicative. Les protestants réclamaient la délivrance des galériens et des jeunes gens enfermés dans les couvents, la permission de contracter leurs mariages devant un magistrat civil, la liberté de s'assembler soit au désert soit dans des temples, la sécurité assurée aux pasteurs, le retour, enfin, des protestants réfugiés. Rabaut se laissait même entraîner à de vrais dithyrambes en l'honneur du prince « à qui était réservé le grand ouvrage de faire cesser l'oppression et la violence ». Conti devenait insensiblement le chef d'un parti. Il ne se peut pas qu'il ne l'ait tout de suite aperçu et qu'il n'ait prévu les conséquences de son attitude singulière. Est-ce pour mieux réussir dans son rôle nouveau qu'il exigea, avant toute autre chose, le secret

et l'union des protestants? Est-ce pour frapper d'une impression plus forte le roi qu'il recommandait de former, derrière lui, une armée compacte, sans divisions ni schismes? Les protestants ne virent pas tout d'abord autre chose, sinon qu'ils avaient enfin trouvé un protecteur puissant, et, dans leur allégresse, ils s'abandonnèrent à cette direction. Rabaut assure en effet le prince que ces conditions préalables à toute action seront facilement réalisées et qu'il va en écrire « à ses consorts, mais en termes généraux et uniquement pour leur donner des espérances ».

Une entrevue fut alors décidée entre Conti et Rabaut, à Paris. Le 18 juillet 1755, le pasteur se mit en route « plein de confiance en Dieu ». Après un voyage si mystérieusement organisé que ni l'intendant ni ses subdélégués ne soupçonnèrent l'absence du ministre, Rabaut arriva à Paris où il rencontra deux fois le prince « dans un vieil hôtel inhabité sur le quai ». « On y discuta, raconte-t-il, les principaux points à accorder. » Conti fit de larges promesses, mais, sous prétexte de paraître agir avec l'approbation unanime des églises protestantes, il insista sur la nécessité d'un synode national, de « l'harmonie et du secret ». Quand Rabaut repartit pour Nîmes, son cœur était gonflé d'illusions<sup>1</sup>. Il écrit au pasteur Moulton, de Genève, le 24 octobre 1755 : « Oui, Monsieur, il y a lieu d'espérer que Dieu donnera du repos à Israël (que cet article soit, je vous prie, entre vous et moi). Je me suis assuré par moi-même des bonnes intentions qu'a pour nous l'homme du royaume qui peut le mieux nous servir. C'est dans cette vue que je fis, au mois d'août dernier, un grand voyage. » Il assurait que « les fers étaient déjà au feu » et que « le printemps ne passerait

1. Quelques-uns disent que Rabaut repartit « huit jours après son arrivée à Paris ». La date la plus probable est le 15 août, MONOD, p. 60.

point » sans qu'un résultat ne se fût produit<sup>1</sup>. Les initiés étaient déjà à cette date assez nombreux. Paul Rabaut avait mis dans la confidence le pasteur Pradel, qui racontait fort librement tout le secret à son ami Antoine Court, dès le 25 septembre. Au reste, l'espérance était invincible, et Pradel voyait, avec une crédulité touchante, des signes marquant que les événements avaient pris « une forte bonne tournure ». De son côté, Lecointe, peu fidèle au secret exigé par le prince, tenait au courant de l'intrigue « certains amis de Nîmes » qui en causaient sans mystère. Rabaut prépara avec ardeur le synode provincial, pour lequel il reçut de Conti plusieurs directions secrètes. En novembre 1755, le prince développa son plan d'action. Il fallait d'abord faire le dénombrement des religionnaires du royaume, fixer le nombre d'hommes en état de porter les armes, spécifier la qualité et la quantité d'armes en la possession des protestants, dresser enfin la liste des gens de condition appartenant à l'église réformée. Paul Rabaut prononcerait ensuite un discours à l'ouverture du synode, afin de convaincre ses auditeurs, que, devant la faillite de tous les procédés employés pour améliorer leur sort, les réformés devaient « changer de système » et s'en remettre à leur nouveau protecteur.

Le synode devait se tenir le 1<sup>er</sup> mai 1756. Les délégués des églises furent nombreux, et, selon l'usage, les affaires ordinaires de la religion furent traitées en discussion publique, mais Rabaut ne voulut dévoiler l'intrigue avec le prince et faire voter sur le mémoire de Conti, qu'en séance secrète avec les pasteurs. Tout de suite s'avéra la profonde division des esprits. Selon un mémoire, retrouvé par M. Hugues, les uns voulaient suivre le prince « aveuglément », « lui donner carte

1. *Lettres de Paul Rabaut à divers*, p. p. Ch. DARDIER.



blanche », quelles que fussent ses intentions. Ceux-là n'auraient pas reculé devant la formation du complot politique dont le prince n'était peut-être pas loin d'accepter l'idée, à son profit. Mais, à la suite de Paul Rabaut, un groupe de pasteurs clairvoyants fit décider de suivre le prince, en tout ce qui ne s'écarterait pas de la fidélité due au souverain. Redoutant une aventure qui deviendrait une folle équipée, le plus grand nombre des pasteurs était déjà d'avis de « rompre tout commerce avec le prince ». Malgré le désir ardent qui animait Paul Rabaut d'assurer à Conti l'unanimité des suffrages, il fut impossible de réaliser « l'harmonie », dont le prince faisait la condition préalable de son intervention. Pour les uns, il fallait se borner à demander au roi la liberté des mariages et des baptêmes ; les autres prétendaient qu'il fallait régler sans retard l'ensemble de la question religieuse. Les deux groupes ne consentirent jamais à se rapprocher, par l'abandon de certaines exigences. Paul Rabaut sentit l'invincible opposition des deux plans, dont le premier était cher aux protestants de Paris, et le second était soutenu par les pasteurs du Midi<sup>1</sup>.

Une autre cause de désarroi ne tarda pas à paraître. L'affaire avait été engagée, sur la promesse que l'on garderait un inviolable secret. Mais nous avons vu que tant d'oreilles avaient reçu le précieux dépôt qu'il eût été extraordinaire que des indiscretions ne se fussent pas produites. Il est en effet certain que la Cour ne fut pas longue à déterrer la souterraine intrigue<sup>2</sup>. Quand ils croyaient cheminer en de sombres galeries, les complices ne cessaient pas de demeurer sous l'œil vigilant de la police royale. Les avertissements devinrent bien-

1. Lettre de Pradel à Court, du 26 octobre 1755. Voir aussi la lettre de Paul Rabaut au pasteur Grenier de Barmont.

2. Coquerel croyait que tout s'était passé « avec un mystère profond » et que Saint-Florentin n'avait conçu « aucun soupçon », t. I, p. 214.

tôt si précis que Louis XV ne put reculer davantage le moment d'intervenir. Le prince de Conti devenait un élément de trouble fort dangereux, au moment où le gouvernement se débattait au milieu des difficultés de la guerre. Par ordre du roi du 11 décembre 1756, Berryer, lieutenant de police, s'aboucha avec un certain Herrenschwand « grand juge des gardes suisses », qui était un ami du capitaine Lecointe et un protestant d'apparence zélé, mais chargé de tenir le Roi au courant « de tout ce qui regarde les protestants du royaume ». Herrenschwand fut donc spécialement prié de surveiller les démarches du prince de Conti<sup>1</sup>. L'espion ne tarda pas à découvrir les fils cachés et donna des avis que Berryer estimait « essentiels » en une affaire qui, disait-il, « peut devenir d'une conséquence infinie pour l'État ». On voit que la Cour ne se faisait aucune illusion sur la gravité d'une intrigue où fut sur le point d'entrer toute l'église réformée de France. On décida de faire entreprendre à Herrenschwand un voyage d'inspection parmi les religieux de Paris et de la province, et dès le 11 avril 1757, l'espion entra résolument dans la confiance des principaux complices. Son ami Lecointe distillait à petite dose le secret de l'affaire. Herrenschwand s'empressait de tout transmettre à Berryer, qui tenait au courant la marquise de Pompadour, fort curieuse de nature et plus que jamais acharnée à perdre son ennemi Conti, devenu un intrigant. Berryer fut averti que le prince avait l'intention d'utiliser ses nombreux amis du Parlement en faveur des protestants ; il devait l'engager à faire des représentations sur leur état civil, et un conseiller au Parlement avait même soumis au prince un projet de déclaration sur cette

1. Il y a à la B. N. Mss. 40.628, f° 72-75, une relation curieuse écrite par l'espion chargé de surveiller Le Cointe. Il paraît tout à fait probable qu'elle a été écrite par cet Herrenschwand, et nous pouvons la verser au dossier, si peu considérable, de l'affaire Conti.

question. La correspondance de Conti et de Lecointe fut détournée vers le cabinet noir; la Cour acheva de découvrir le nœud de l'intrigue. En avril 1757, Berryer peut établir une sorte d'état de l'affaire. Doivent être regardés comme partisans de Conti les protestants du Haut et du Bas-Languedoc, des Hautes et des Basses-Cévennes; mais ceux de La Rochelle résistent à l'entraînement, malgré les pressantes avances des religionnaires languedociens. Lecointe a dressé les listes des protestants qu'il ne serait point malaisé de déterminer à la rébellion, et Berryer sait qu'elles comptent 50.000 hommes. Certaines correspondances ont révélé que des émissaires anglais avaient parcouru les Cévennes « au commencement de cette année », et bien que leurs ouvertures n'aient trouvé aucun écho parmi la foule des religionnaires, la Cour s'inquiète de savoir si l'intrigue du prince n'étendrait pas ses ramifications jusque chez nos ennemis. Conti avoue enfin qu'il est las de son sort et ne demande qu'une occasion pour se plaindre de l'injustice du roi à son égard et des mauvais procédés de la favorite. — En possession de ces fragments d'un complot dont il n'arrivait pas à percer le véritable caractère, Berryer envoya, en mai 1757, son rabatteur Herrenschwand à La Rochelle.

L'espion y recueillit des nouvelles tout à fait rassurantes; les réformés rochelais ne veulent pas adhérer au mouvement projeté et ont même brûlé le mémoire du prince; ceux de Bordeaux, du Quercy et de Montauban se désolidarisent des téméraires languedociens, abandonnés à leurs chimères. La scission est donc complète parmi les protestants; le schisme sauvera la monarchie d'un danger qui aurait pu être grave, à en juger par les dispositions de certains pasteurs, comme ce Gibert qui déclarait à Herrenschwand « qu'avec quatre mille hommes bien enrégimentés » il se char-

gerait de défendre la cause protestante, et qu'en cas de défaite, ils s'expatrierait, entraînant avec lui « environ quinze mille religieux ». Le voyageur était de retour à Paris au mois d'août, et le 29, il écrivit à M<sup>me</sup> de Pompadour pour solliciter des directives et continuer sa besogne. Sans doute instruit par la favorite et son lieutenant de police, Louis XV signa en effet un ordre par lequel Berryer était chargé de continuer sa mission à Herrenschwand et « d'avoir une attention particulière sur Paul Rabaut et Gibert ». Jusqu'à la fin de l'année 1757, cette affaire ne cessera de préoccuper la Cour, et bien que Berryer ne fût plus lieutenant de police, Louis XV lui demandait personnellement, en novembre 1757, de continuer à voir Herrenschwand, dont les services avaient été si appréciés. Mais l'intrigue une fois éventée n'avait plus chance de réussir : le principal complice avait intérêt à laisser tomber des espoirs follement conçus. On ne voit plus que le prince de Conti ait tenté d'intervenir en faveur de ceux qu'il abandonnait. D'autre part les protestants de Bordeaux, de La Rochelle et de la Saintonge refusèrent obstinément d'adhérer à un mouvement qui prenait des allures de révolte politique. et ce fut la principale cause de l'effondrement<sup>1</sup>.

Sur des âmes sans cesse tiraillées par l'inquiétude, alarmées par la trahison et aigries par la défaite, toutes les nouvelles capables d'augmenter les craintes laissaient leur empreinte. Ce n'est pas au milieu de l'effroi que l'on juge sainement des choses. Il n'est pas étonnant que la Cour ait parfois accepté les pires racontars, avec une docilité regrettable, si ceux-ci flattaient ses sentiments intimes de rancune et s'accordaient

1. Ed. HUGUES, *Un épisode de l'histoire du protestantisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans *B. P. F.*, 1877, p. 291-303, 337-350 : COQUEREL, II, p. 200-216; Paul SCHMIDT, *Court de Gébelin à Paris*; PICHÉRAL-DARDIER, *Lettres de Rabaut à Court*, II, 374, 383 et suiv.

avec de longues défiances. Ce fut le cas des révélations du dragon Jacques Boyer.

Ce soldat était le fils du pasteur Boyer, dont nous avons déjà entrevu l'énigmatique figure, pasteur dévoué, homme décrié, collaborateur du ministre assassin de 1752 et secrètement vendu aux gens du roi, tout ensemble apôtre et aventurier, mais en somme une rude figure d'ouvrier dans l'œuvre de la restauration protestante. Pour des motifs inconnus, son fils Jacques avait demandé à abjurer la religion protestante et s'était engagé au régiment de dragons de Thianges. Un jour qu'il s'entretenait avec le grand vicaire de l'évêque de Belley, il lui échappa de dire « que les religionnaires du Languedoc avaient des dépôts d'armes et de poudre sur une montagne près du Vigan, qu'on nomme la Luzette ». Comme bien l'on pense, cette conversation compromettante fut transmise au ministre de la guerre d'Argenson. C'était le temps où les affaires du Languedoc inspiraient de vives alarmes, où les contrebandiers menaçaient d'attirer à eux les réformés, où l'intrigue du prince de Conti développait ses conséquences. La Cour sentit renforcés tous ses motifs de crainte, et d'Argenson envoya aussitôt au comte de Tavannes, chef de l'armée, l'ordre d'interroger Boyer. En même temps, l'intendant du Languedoc était mis au courant du complot présumé et chargé de tirer la chose au clair <sup>1</sup>. Serré de près, Boyer s'embrouilla dans ses réponses. Il mit au passé ce que l'on avait entendu du présent. A l'en croire, c'est dans sa jeunesse qu'il avait ouï-parler, chez les Anciens des Cévennes, d'un dépôt d'armes dans certaines cavernes qu'il ne pouvait d'ailleurs situer exactement. Mais, battu de ce côté, le dragon essaya d'aguicher la curiosité par un autre endroit, et révéla qu'il savait, pour l'avoir en-

1. Par une lettre du 19 avril 1756.

tendu dire aux réformés eux-mêmes, que l'ordre était donné de résister par la force aux soldats du roi s'ils se présentaient aux assemblées, et de venir aux réunions, armés de fusils démontables, dont il était facile de se défaire, en cas pressant. Puis Boyer dévoila tout le système d'organisation de l'église du Languedoc, les noms de tous les ministres des Cévennes, dont le doyen était M. Roux, et de tous les ministres du Bas-Languedoc, dont le doyen était Paul Rabaut. La Cour apprit avec curiosité, car il ne semble pas qu'elle en ait été jusque-là parfaitement instruite, la façon dont les pasteurs se recrutaient<sup>1</sup>. Les églises réformées de France ont comme représentants à Lausanne M. Court, et à Londres, M. du Cayla, tous deux originaires de Villeneuve-de-Berg, en Vivarais. Celui de Londres dispose d'un fonds d'un million, dont les revenus servent à entretenir dix ou douze proposants à l'Académie de théologie de Lausanne. Ces proposants sont sous l'autorité de M. Court et suivent les leçons du professeur Polier de Bottens. Quand s'élève la persécution, les doyens des provinces de France envoient des rapports à ces deux représentants, qui leur adressent des programmes d'action, approuvés par les théologiens de Suisse ou d'Angleterre. Les lettres qui partent de France sont adressées à M. Ravier, marchand de soie à Genève et à deux

1. Ces révélations se trouvent aux A. N. TT, 441, dans une lettre datée du 26 décembre 1733. M. du Cayla était sorti de France en 1738; parcourt les capitales afin de recueillir des fonds en vue de la formation des pasteurs; il échoue au Danemark, mais recueille 20.000 livres à la Cour de Suède et reçoit un million du roi d'Angleterre. Il établit le Séminaire de Lausanne, et à Londres, un Consistoire de douze théologiens chargés des cas de conscience. Du Cayla instruisait le roi d'Angleterre de la situation des églises sous la Croix, et recevait des directives. Jacques Boyer proposa d'enlever ce Du Cayla et M. Court à Lausanne : « Telle est la correspondance des protestants de France, disait-il, avec les étrangers, qui ne manquera pas de devenir fatale un jour, si on ne l'arrête. » Il écrivit aussi un *Etat des protestants de France depuis le synode national de 1744*, qui serait fort important si l'on pouvait établir la véracité de toutes ses affirmations. A. N. TT, 441.

négociants de cette ville, MM. Bénézet et Loubachère. Les lettres venues de l'étranger sont adressées, sous le couvert du nommé Métuel, marchand à Nîmes, à M. de La Chaussée, habitant lui aussi la ville de Nîmes, et sous le couvert de M. Serres, marchand au Vigan, au pasteur Journet. Ce système de correspondance n'a jamais cessé, en sorte que toutes les tentatives des protestants de France étaient connues et approuvées des conseillers responsables, établis à l'étranger. La Cour ne pouvait manquer de tirer, de ces révélations, quelques conclusions particulières, fort propres à justifier sa défiance à l'égard de ceux qu'elle n'avait cessé de proclamer des rebelles.

Or, à en croire Boyer, la terrible secousse de 1752, d'où la France méridionale était sortie si profondément abattue, n'était qu'une phase d'un plan mûrement établi, et qui faillit réussir. Il raconta que, le 18 juillet 1752, les pasteurs Lacoste, Deffère et Clément avaient convoqué un certain nombre de jeunes religieux, dont il faisait lui-même partie, dans un bois voisin d'Anduze, où ils développèrent leur plan d'action, les engageant à se joindre à eux afin de soulever la masse huguenote, qui s'unirait aux fidèles de la Gardonnenque, eux aussi décidés « à faire main-basse sur tous les prêtres et curés des environs ». Ces révélations effrayèrent les jeunes auditeurs, qui, pour excuser leur refus, déclarèrent qu'ils allaient en référer au représentant de Londres. Leur réponse traîna ainsi en longueur, mais les fauteurs de la révolte n'attendirent pas un concours problématique, hâtèrent la crise, allèrent à l'assassinat qui provoqua de si cruelles représailles, et quand la réponse de Londres arriva, le 10 décembre, où l'action directe était désapprouvée, les armées du roi s'étaient déjà chargées de déromper les calculs des révoltés <sup>1</sup>.

1. B. P. F., 1893, p. 303-310.



Partagée entre la crainte et l'irritation, la Cour n'hésita plus à utiliser un si précieux ouvrier. Dès le 15 janvier 1756, elle adresse Boyer au gouverneur du Languedoc, le maréchal de Mirepoix. Celui-ci fut à son tour séduit par la faconde de l'intarissable conteur et, l'ayant proclamé « intelligent, bien instruit, en état de donner des avis utiles », lui donna pour mission de parcourir les Cévennes <sup>1</sup>. On s'attendait aux plus graves découvertes.

### III

Or, pour faire face à des embarras sans cesse renaissants, la Cour ne pouvait plus compter sur le maréchal de Richelieu. L'auteur du ban du 16 février 1754 abandonnait le gouvernement du Languedoc. Le maréchal de Mirepoix fut chargé de prendre cette succession périlleuse. Par petites étapes, le nouveau gouverneur s'achemina vers son nouveau poste, sur la situation duquel il avait reçu de la Cour des confidences plutôt pessimistes. Dès son arrivée, Mirepoix apprit que, quelques jours auparavant, les réformés, au nombre de sept à huit mille, avaient tenu deux assemblées, l'une à Mauguier, auprès de Montpellier, l'autre près de Nîmes. Ici les soldats avaient fait deux prisonniers <sup>2</sup>. Le maréchal prit conseil de l'intendant, qui venait précisément de transmettre à la Cour l'offre de ses espions, tendant à se saisir d'un pasteur. Saint-Priest brossa-t-il un tableau où la colère eut plus de part que l'indulgence ? Toujours est-il que le maréchal de Mirepoix annonça la résolution de réduire les rebelles, sans merci. Il avait un plan, terriblement simple, qui consistait à

1. A. N. O<sup>1</sup> 452, f<sup>os</sup> 6, 44.

2. A. N. TT, 441, année 1756.

prendre des otages, fixer des ultimatums, et envoyer au gibet, si le marchandage n'entraînait pas la soumission. Mais le maréchal espère que la menace suffira à faire plier les révoltés. C'est du moins ce qu'il promet à la Cour, en ses premières lettres écrites d'un ton fort cassant, s'il n'est fort irrité <sup>1</sup>. A Paris, cette politique vigoureuse n'est pas pour déplaire. Depuis longtemps, on n'avait pas entendu parler de Paul Rabaut avec une pareille acrimonie. « Parmi les ministres, disait Mirepoix, il y en a un, nommé Paul Rabaut, particulièrement révérend par les protestants, qui veillent à sa sûreté avec des précautions si exactes qu'il a éludé jusqu'à présent toutes les mesures qui ont été prises pour le faire arrêter. Ces ministres, et principalement Paul Rabaut, sont les moteurs de tous les désordres, et le moyen le plus sûr pour y remédier est de les détruire ou de les dissiper. » Comme les principaux religieux de Nîmes sont venus le trouver, espérant obtenir du nouveau gouverneur la grâce des prisonniers faits aux précédentes assemblées, Mirepoix a profité de la démarche pour découvrir le principe de sa politique <sup>2</sup>. Il a promis de rendre la liberté aux prisonniers, « sous la condition que Paul Rabaut sortirait du royaume ». Le pasteur aurait d'ailleurs sûreté entière pour son exode, mais si, au 1<sup>er</sup> février, son départ n'était effectué, le gouverneur s'engageait « à prendre des mesures si justes que toutes leurs précautions ne pourraient sauver ledit Rabaut et ses pareils » des mains de la justice. Tel fut le premier contact du duc de Mirepoix avec les religieux du Languedoc.

Saint-Florentin commit en ce moment la pire des imprudences, en révélant au fougueux gouverneur, pour mieux stimuler son zèle, les déclarations que venait de

1. Voir sa lettre du 14 janvier; Mirepoix était arrivé, le 12 janvier, à Montpellier.

2. Ces prisonniers étaient les fameux Fabre et Turge.

faire Jacques Boyer. Celui-ci, porteur d'une lettre de recommandation du Secrétaire d'État, vint à Montpellier et développa ses accusations, que le gouverneur prit à la lettre, s'imaginant que la province était livrée aux émissaires étrangers et aux fauteurs de révolte. Dans sa hâte à vouloir connaître tous les fils de l'intrigue révélée par le dragon, Mirepoix songea à intercepter les lettres adressées à l'étranger, qui passeraient au bureau des postes de Nîmes. Mais ni le fermier des postes ni Saint-Ilorentin n'autorisèrent ce procédé <sup>1</sup>. Mirepoix n'en demeura pas moins convaincu de la gravité de la situation. « La licence, écrivait-il le 29 janvier, est entière dans les Cévennes, tant pour la fréquence et la publicité des assemblées que pour celle des baptêmes et des mariages. Les peuples y sont tous armés; il y a de la fermentation parmi eux, entretenue par une trentaine de ministres ou proposants. » Les avis deviennent chaque jour plus alarmants. Ici les réformés passent à la rébellion ouverte; là des voyageurs mystérieux reçoivent aide et secours des religieux qui les protègent contre les gens de la justice royale; aujourd'hui M. le garde des sceaux, demain M. d'Argenson ou M. Rouillé ne cessent de signaler les intrigues nouées par l'ennemi au cœur de la province <sup>2</sup>; de toutes façons Mirepoix est ramené à son idée fixe. La condition de la paix n'est point ailleurs que dans le départ spontané ou provoqué des pasteurs.

En fait, la date fixée pour le départ de Paul Rabaut approche sans que le ministre ait fait connaître sa soumission. Le maréchal a pris toutes mesures pour frapper un coup décisif. Les protestants sont effrayés des menaces du gouverneur et « les principaux d'entre eux »

1. A. N. O<sup>1</sup> 452, f<sup>o</sup> 44, lettre du 4 mars.

2. Ce sont ces ministres d'État qui finissent d'affoler le gouverneur; à les entendre, les Anglais, secondés par les Cévenols, méditent des projets sur le port de Cette. A. N. TT, 444.

ils sont décidés à convaincre Rabaut de la nécessité de son départ. Mais le ministre se sent soutenu par « la populace qui n'y veut pas consentir », et de quelque danger que soit menacée son église, affirme qu'il ne l'éloignera pas. Quand la date fatidique fut passée, la colère de Mirepoix éclata : la répression annoncée devait l'exécuter sans retard. Sur les instances de Saint-Priest, le Moncan et de l'évêque de Nîmes, le gouverneur consentit à accorder un faible délai, mais il écrivait à Saint-Florentin le 2 février : « Je vous assure, Monsieur, que la semaine ne se passera pas, ou que Paul Rabaut ne prenne le parti de quitter le royaume, ou que je ne le transporte à Nîmes pour faire transférer à Montbellier les deux négociants arrêtés dans les dernières assemblées, et y donner les ordres les plus précis pour que Paul Rabaut n'échappe point à mes poursuites <sup>1</sup>. »

Mirepoix tint parole : Rabaut refusant de s'expatrier, la Cour autorisa le gouverneur, le 20 février, à régler le sort des deux négociants qui furent condamnés aux galères perpétuelles, sous le prétexte avoué que Rabaut n'avait pas voulu se soumettre <sup>2</sup>.

Cependant cette recrudescence de sévérité ne suffisait déjà plus à contenir l'élan de la foi protestante. Le diocèse de Castres était complètement livré aux prédicants, et vers Roquecourbe, la situation devenait menaçante. Le danger de la guerre avait, d'autre part, obligé le roi à rappeler ses troupes du Languedoc, et il n'en fallait pas davantage pour ranimer toutes les espérances. A la suite des religionnaires castrais, Mirepoix constatait que ceux de Ganges, d'Alais, de Saint-Jean-de-Gardonnenque secouaient les entraves, décidés à se défendre, car, disait-il,

1. A. N. TT, 441. — Voir *Histoire de Languedoc*, t. XIV, col. 2217, 2221 (sur la poursuite de Rabaut).

2. A. N. O<sup>1</sup> 452, f<sup>os</sup> 21, 35 et 57. — TT. 441, lettre de Mirepoix du 12 mars 1756.

leurs assemblées étaient remplies d'hommes armés.

Au secours de Mirepoix, déconcerté et débordé par ces événements, accourut alors le parlement de Toulouse. L'intendant, dont les pouvoirs de juridiction concernant les affaires de la R. P. R. étaient naturellement passés aux mains du nouveau gouverneur, apprit avec stupeur que les parlementaires toulousains annonçaient la prétention d'évoquer devant eux ces procès religieux et particulièrement ceux qui avaient été intentés à certains réformés de Roquecourbe. L'intransigeance du parlement était proverbiale. Les accusés firent entendre de vives plaintes d'être jugés par un tribunal usurpateur. Saint-Priest s'effraya devant le danger prêt à accabler le Languedoc et sollicita la protection du Secrétaire d'État, celle même du duc de Mirepoix auquel il dut montrer toute l'étendue de l'imminente catastrophe. Le gouverneur n'hésita pas à soutenir l'intendant. Il avoua à Saint-Florentin qu'« il serait d'une dangereuse conséquence de confier les affaires de la R. P. R. au parlement de Toulouse », et, par une inconséquence généreuse, supplia de ne point augmenter le trouble et le désordre dans une région fort éprouvée<sup>1</sup>. Le Secrétaire d'État ne pouvait contester que les prétentions du parlement ne fussent légales, et soutint même que « cette concurrence » serait profitable aux intérêts de la religion et de l'État, mais il ajouta, afin de calmer des appréhensions justifiées, que Sa Majesté saurait « arrêter l'activité du parlement ».

Le duc de Mirepoix avait mûri sa pensée au contact de la réalité. Ses premières colères étaient tombées. Il ne parlait plus de réduire les rebelles sans merci. Le système des otages avait été délaissé aussitôt après la pénible condamnation de Fabre et de Turge.

1. A. N. TT, 441, lettre du 8 mars.

Paul Rabaut n'était plus inquiété. C'est à la fin du mois de mars 1756 que le gouverneur songe à réparer le mal qu'il a commis envers ces deux accusés, en demandant à Saint-Florentin de laisser aux fils de Turge « homme distingué par son état et sa fortune », les biens dont l'arrêt l'avait dépouillé. Au reste, le Secrétaire d'État refusa d'accorder cette faveur <sup>1</sup>.

Les nouveaux sentiments du gouverneur n'eurent pas l'occasion de se manifester davantage, car, dès le mois d'avril, Mirepoix quittait le Languedoc pour un voyage à Paris, qui dura jusqu'en juin. Ainsi le rôle de ce maréchal ne dépassera pas la durée de quatorze mois, mais laissera des traces si profondes que nous pourrions reconnaître en ce court espace de temps la période la plus féconde pour les progrès de la Réforme.

Pendant l'absence de Mirepoix, l'intendant se trouva chargé des affaires de la R. P. R. Un rapide coup d'œil sur la situation présente l'avertit du profond changement qui s'était fait en quelques mois. Ses dépêches sont toutes remplies de l'étonnement qu'il éprouve devant l'audace des Réformés, qui l'oblige à dissimuler, pour n'avoir pas à se jeter dans de terribles aventures. Tels sont aussi d'ailleurs les ordres de Saint-Florentin. Point d'arrestations; trêve de sanctions; les avertissements seront multipliés; en cas d'extrême nécessité, l'intendant pourra frapper d'amendes les arrondissements où se tiendront les assemblées, mais évitera d'en presser le recouvrement. En somme, une politique de souplesse et d'équilibre <sup>2</sup>.

La question était de savoir s'il y avait un homme capable de se maintenir longtemps en cette position périlleuse, où il doit tout à la fois sauver la loi contre des assauts multipliés et opposer aux assaillants un

1. A. N. O<sup>1</sup> 452, f<sup>o</sup> 68, lettre du 29 mars.

2. A. N. TT, 441, lettre de Saint-Priest du 29 avril; O<sup>1</sup> 452, f<sup>o</sup> 92, lettre du 10 mai.

bras désarmé. Car les religionnaires, presque aussitôt qu'ils se furent aperçus de l'attitude nouvelle de l'intendant, se hâtèrent de passer à l'action. Aux diocèses d'Agde et de Béziers, on signalait l'activité extraordinaire des prédicants. Le subdélégué de Pézenas écrivit même à l'intendant que les ministres exerçaient leurs fonctions avec une si grande liberté qu'il était facile d'en surprendre quelques-uns, que l'on punirait pour l'exemple.

Au moment où cette proposition recevait l'agrément du Secrétaire d'État, le maréchal de Mirepoix était de retour à Montpellier<sup>1</sup>. Le subdélégué de Pézenas en fut pour ses avances. Mirepoix était, en effet, revenu avec des idées fort différentes de celles qu'il avait annoncées, au début de son gouvernement. Au système des ultimatums, va succéder le procédé des tractations diplomatiques. Aux anathèmes, les promesses séductrices. Ce sera précisément avec le ministre Paul Rabaut qu'il avait naguère voué à l'exil, que le maréchal de Mirepoix inaugurera le régime des correspondances secrètes.

La pensée du gouverneur tenait en deux formules : l'État a intérêt à se concilier le célèbre pasteur, dont le prestige est incomparable sur toute son église, afin d'assurer, par son intervention, la tranquillité dans le royaume, et d'autre part, Rabaut a intérêt à seconder les vues du gouvernement, afin d'obtenir des concessions utiles à ses coreligionnaires. C'était un marchandage d'une nouvelle espèce, où l'on reprochera à Mirepoix d'avoir « avili l'autorité de l'homme du roi », en acceptant de la mettre en parallèle avec le crédit d'un homme sous le coup de la loi. Mais le reproche fut impuissant à détourner Mirepoix de son but. Un habitant de Nîmes, M. de Caveirac, fut chargé d'éta-



lier le lien entre le gouverneur et le pasteur<sup>1</sup>.

Les premiers résultats de cette politique émolliente ne semblent pas avoir répondu aux espérances. Dès le mois de juin les émeutes vont à nouveau ensanglanter le Languedoc. Coup sur coup, l'intendant est informé qu'auprès du village de La Mastre, en Vivarais, trois mille fidèles assemblés ont menacé de mort quelques soldats chargés de les disperser; que, près de Saint-Agrève, quatre mille fidèles ont résisté à soixante miliciens qu'ils ont menacés de représailles s'ils s'obstinaient à les poursuivre; que, vers Genolhac, Vans et Saint-Quintin, la milice a déclaré ne vouloir plus s'exposer à de sanglantes bagarres avec les religieux qui, pour mieux la narguer, ont acheté un champ où ils font leurs assemblées publiques. L'échauffourée de Saint-Agrève avait produit en toute la région une impression d'épouvante; les pasteurs du Vivarais se hâtèrent d'effacer ce tragique souvenir, en affirmant dans une lettre adressée à M. de Tempié que l'incident, causé par « quelque méchant » ne pouvait être imputé à l'ensemble des fidèles, toujours soumis, sauf si le gouvernement persiste à envoyer des détachements contre les assemblées, où l'on est décidé à se défendre.

L'avertissement maladroit de ces ministres servit à convaincre davantage Saint-Priest, Moncan et le Secrétaire d'État, que les dures épreuves n'étaient point près de finir. A quelque temps de là, une très grave affaire souleva les passions mal contenues. Sur le territoire de Fons, voisin de Saint-Cosme et de Nîmes, un détachement du régiment de Brissac se jeta sur une assemblée de dix mille religieux, dont un certain nombre furent tués à coups de fusil (8 août 1756).

1. Le récit, fort curieux, de l'entrevue de M. de Caveirac avec Paul Rabaut est aux A. N. TT, 441, à la date du 13 décembre 1756.

Nous avons de l'incident cinq récits différents ; l'un écrit de la main de Moncan, un second de la main de Saint-Priest, le troisième rédigé par Paul Rabaut, enfin les deux derniers évidemment copiés sur le texte de Rabaut, avec lequel ils ne présentent que d'insignifiantes variantes <sup>1</sup>. Selon Rabaut, qui présidait l'assemblée, le détachement de Brissac fut cause de tout le mal. Quand il apparut, la multitude des religieux ne songea qu'à fuir, et c'était une indescriptible débandade, mais les soldats accoururent et, à bout portant, sans que nul eût opposé la moindre résistance, tirèrent douze à quinze coups de fusil <sup>2</sup>. La panique fut alors extrême : les fuyards s'écrasaient les uns les autres ; des femmes furent piétinées ; des enfants écrasés, des vieillards blessés dans leur chute. Consternés, les réformés ne songent plus qu'à assurer leur sécurité : « S'ils continuent à être traités comme des bêtes, ajoutait Rabaut, pourra-t-on les blâmer de chercher des climats où on les traite comme des hommes ? »

Le rapport de Rabaut eut contre lui l'unanimité des dépositions officielles. Accord intéressé, pourrait-on objecter, si l'on n'avait précisément la preuve que, dans la recherche de la vérité, l'intendant Saint-Priest ne craignit pas de corriger sa première relation, à la suite d'une enquête supplémentaire. Cet acte de loyauté ne doit pas échapper à l'historien curieux d'estimer les garanties de véracité. L'intendant, après avoir rédigé le 11 août la relation de l'incident, écrivit un deuxième rapport le 20 août. Ce qui avait été raconté avec quelque hâte devint l'objet de précisions inexorables : lieu de l'assemblée, objet des

1. Celui de Rabaut a été publié par COQUEREL, II, p. 237-240.

2. Rabaut convient que « plusieurs personnes firent face aux soldats et leur jetèrent même des pierres », mais seulement après que les soldats eurent tiré.

discours, nombre des assistants, circonstances de l'échauffourée, importance du massacre où tués et blessés ne purent être dénombrés mais laissèrent après eux « de longues traces de sang », responsabilités enfin du carnage, Saint-Priest a tout envisagé et tout ramené à la clarté. Sa conclusion est ferme : « Les religionnaires, dit-il, ont commencé à tirer les premiers sur le détachement. »

S'il faut même en croire Moncan, les soldats, effrayés de la multitude des réformés, se retiraient en hâte, mais c'est quand ils se virent entourés, menacés et assaillis, qu'ils ripostèrent à coups de fusil.

Quoi qu'il en soit, la conviction des gens du roi fut que les réformés étaient décidés à réaliser les menaces qu'ils avaient, depuis longtemps, proférées contre les troupes chargées de disperser les assemblées. En vain, les pasteurs adressèrent-ils à Moncan, au lendemain de l'émeute, une lettre où, sous couleur de se justifier, ils reprenaient les vieux thèmes de la résistance à l'oppression. Moncan s'indigna de « ce style séditieux » qui respirait « la mutinerie et la révolte ». Il n'avait jamais vu, disait-il, déclaration si forte depuis qu'il commandait en Languedoc <sup>1</sup>.

A la Cour, où le poids de la guerre s'appesantit de jour en jour, grandit la peur de la rébellion. L'apologie des ministres du Vivarais, loin de servir la cause protestante, laissa croire que les esprits étaient résolus aux mesures extrêmes. « Malgré la soumission apparente qu'ils affectent dans cette lettre, disait le Secrétaire d'État, Sa Majesté y a remarqué un esprit séditieux », auquel il convient de parer sans retard. On reconnut qu'il était urgent « pour réprimer les

1. A. N. TT, 441, lettre de Moncan du 11 août 1756; la lettre de Saint-Priest est du 20 août. La Cour examina la relation écrite par les protestants, mais fut mal disposée en voyant que « leur justification était accompagnée d'un ton de menace ». O<sup>1</sup> 452, f<sup>os</sup> 144 et 153.

entreprises de ces fanatiques », de prendre sur les troupes engagées à nos frontières quatorze bataillons qui furent dirigés en toute hâte vers le Languedoc.

Mais l'intendant ne doit pas, de son côté, rester dans une stupeur inerte. Il punira les principaux religieux surpris en toutes ces assemblées, et comme Saint-Priest s'était arrêté à l'idée de frapper le seul arrondissement de Saint-Cosme, la Cour, indignée de tant de faiblesse, étendit le châtiment aux arrondissements de Saint-Agrève, Aiguesvives, Montpezat et Sommières<sup>1</sup>.

Le maréchal de Mirepoix ne pouvait excuser ses protégés devenus rebelles. Mais, dès le mois d'octobre, il ne résista plus à la pensée de solliciter la grâce de tous ceux que l'on avait frappés. Il s'était, racontait-il, rendu lui-même à Fons, et y avait trouvé une population accablée et toute prête à se soumettre. S'il crut apitoyer la Cour par ce tableau fort indulgent, le maréchal ne tarda pas à recevoir un cruel démenti, car, le 29 octobre, Saint-Florentin lui faisait savoir en termes un peu vifs qu'il se refusait à tout acte de clémence. « Ce serait, disait-il, capituler devant les religieux », à un moment où s'abandonner serait particulièrement dangereux, car il connaît de bonne source « la confiance que l'entreprise du roi de Prusse paraît inspirer aux protestants » et s'inquiète des « émissaires que ce prince ou d'autres puissances étrangères pourraient entretenir dans le pays ». Les manœuvres de l'escadre de l'amiral Hawke paraissent enfin cacher une entente secrète avec les mécontents de l'intérieur, et la Cour demande que « l'on veille de près » à ces machinations<sup>2</sup>.

1. A. N. O<sup>1</sup> 432, f<sup>os</sup> 97, 147, 162.

2. *Ibid.*, f<sup>o</sup> 493.

L'hostilité du roi et de son conseil ne désarmait donc pas.

## IV

Le maréchal de Mirepoix eut le tort de s'enfermer dans un silence jaloux. Est-ce par crainte de se voir désavoué par ses plus intimes collaborateurs, ou blâmé par un Secrétaire d'Etat peu disposé à la clémence, ou arrêté dans son expérience par un sursaut de la défiance huguenote? Toujours est-il que cette affectation à ne rien laisser percer de ses projets aventureux étonnait les officiers du Languedoc, auxquels on dissimulait, non seulement les vues particulières du gouverneur, mais encore les directions de la Cour. M. de Moncan se plaindra amèrement de « n'avoir jamais eu connaissance » des intentions de son chef<sup>1</sup>.

A la rigueur, le succès eût pu justifier ces cachoteries, pénibles à des fonctionnaires aussi zélés que l'intendant et ses subdélégués. Mais ne voyait-on pas que, depuis le mois de juin 1756, la tranquillité de la région était de plus en plus mise en péril? Aussi longtemps que l'on avait été fidèle à d'autres programmes, on avait pu contenir les tumultes, et étouffer les commencements de révoltes. Mirepoix ne pouvait se flatter d'avoir obtenu, malgré les intrigues de Caveirac et les promesses de Rabaut, le moindre avantage. Une hostilité sourde se formait autour de celui que l'on regardait comme un mystifié.

Une circonstance imprévue mit dans tout son jour cette résistance encore secrète. Au début de l'année 1757, Mirepoix, obligé de se rendre à Paris, laissa le soin des affaires concernant la R. P. R. à l'intendant

1. A. N. TT, 441, lettre du 1<sup>er</sup> juillet 1757.

Saint-Priest. Celui-ci exigea tout d'abord d'être mis au courant « des principes que le gouverneur avait suivis et des ordres qu'il avait reçus de la Cour ». Le maréchal fut ainsi contraint à développer les lignes de sa politique personnelle, qui n'était point précisément conforme aux directions émanées de la Cour. Au reste, convenait-il avec bonne grâce de sa hardiesse, mais « il fallait, disait-il, traiter les religionnaires avec beaucoup de douceur de peur de les aigrir, ne pas les rechercher sur leurs mariages et baptêmes faits au désert, ni faire informer contre leurs assemblées. » Enfin il dévoilait son secret. Il avait chargé M. de Caveirac de s'aboucher « avec les principaux ministres », qui avaient promis « que les assemblées ne seraient ni tumultueuses ni dans le voisinage des villes et villages »; sur ces assurances, le gouverneur s'était engagé à les laisser tranquilles. Il affirma à l'intendant que Sa Majesté « avait approuvé le tout ».

Saint-Priest ne pouvait croire à tant de faiblesse, de la part de la Cour. Il hésitait surtout à endosser la responsabilité de protéger officiellement la formation des consistoires, selon un plan accepté par le gouverneur, de paraître ignorer les assemblées, et d'accorder comme un acte de reconnaissance aux pasteurs, pourvu qu'ils fussent originaires du Languedoc. Les plaintes des subdélégués affluaient à l'intendance<sup>1</sup>. Le gouverneur de Ferrières signale avec angoisse que « les rebelles deviennent audacieux »; Dammartin, commandant d'Uzès, Beateville qui surveille le Lavaunage et Moncan, qui tient en respect les Cévennes, souhaitent la fin d'une politique qui les a déçus, et d'où ils sortent bafoués.

L'intendant se tourne donc, le 11 mars<sup>2</sup>, vers le Secré-

1. Voir leurs lettres de février et de mars, A. N. TT, 441.

2. A. N. TT, 441, longue lettre, très curieuse et fort importante.

aire d'Etat à qui il expose son anxiété. Ce n'est point qu'il réclame des actes de violence. Il affirme, au contraire, que l'on peut faire confiance à un petit nombre de religieux, mais, « malgré l'affliction sincère que le peuple a témoignée de l'attentat commis sur la personne de Sa Majesté<sup>1</sup>, malgré les prières que les ministres ont fait faire pour Elle, je ne voudrais pas répondre que les petites gens qui forment le grand nombre, ne se portassent à quelques excès, si le tocsin sonnait quelque part. » Ce dont se scandalise surtout l'intendant, c'est de la mauvaise foi que ces ministres ont mise à exécuter les promesses faites au trop crédule Mirepoix, car « il est constant que les assemblées sont très nombreuses, très fréquentes et qu'on en a même tenu deux à un quart de lieue de Montpellier, dont M. le Maréchal a fait informer peu de temps avant son départ, qu'il n'a pas jugées, et sur lesquelles je ne prononcerai pas, à moins que vous ne me le prescriviez ».

L'intendant ne se pressait pas, en effet, de passer aux actes de rigueur. Il devait lui répugner de faire figure de bourreau, alors que le gouverneur attirait à lui toutes les marques de la reconnaissance. Aussi ce gouvernement intérimaire n'a-t-il pas été, pour les protestants du Languedoc, un temps de particulières vexations. En janvier, Rabaut ayant fait publier, à l'occasion de l'attentat de Damiens, une lettre pastorale fort belle, Saint-Priest, qui pourrait sévir pour un acte où s'affirme publiquement le ministère pastoral que la loi poursuit, se hâte au contraire de signaler à la Cour la hauteur de pensées de ladite lettre. La dépêche ne manque même pas de rappeler que la sincérité du pasteur est parfaite, que tout le monde vante ses mœurs douces et la noblesse de sa vie, mais, ajoute-t-elle, « dans le

1. Attentat de Damiens, du 5 janvier 1757.



nombre de ses confrères il en est qui n'ont pas la même réputation, et tout cela me paraît mériter beaucoup d'attention<sup>1</sup>. » Sur ce témoignage, Saint-Florentin n'hésita pas à rendre justice aux « sentiments de zèle et de fidélité » du pasteur; il se réjouit même d'apprendre « qu'il n'a point quitté le Languedoc. »

Un incident, survenue le 28 mars 1757, faillit compromettre ces dispositions à l'indulgence. La maréchassée s'était jetée sur une assemblée, auprès de Saint-Ambroix, et y avait fait trente prisonniers. La brutalité de l'opération exaspéra l'intendant qui donna l'ordre d'en relâcher immédiatement vingt-huit, et de surseoir au procès des deux autres. Mais, à Paris, le maréchal de Mirepoix a tout appris. Sa colère ne se contient plus, contre l'officier du détachement qu'il prive de son commandement et menace de destitution, contre la reprise des sanctions dont il ne veut à aucun prix, contre l'intendant même, à qui il ordonne « d'assoupir l'affaire », « de ne condamner aucune des personnes arrêtées », et de se rappeler que « les plus sûrs moyens de contenir les religionnaires et de les amener à l'obéissance sont ceux de leur confiance ». Il se précipite enfin au bureau de Saint-Florentin.

Entrevue qui ne fut pas seulement empreinte d'aménité, car, à bout d'arguments, Mirepoix fit savoir au Secrétaire d'Etat « que si l'on traitait cette affaire à la rigueur, on déconcerterait infailliblement les mesures qu'il avait prises pour maintenir la tranquillité dans la province ».

Il fallait éviter un éclat. Saint-Florentin recommanda à l'intendant d'agir avec douceur, prudence et longani-

1. Lettre du 19 janvier 1757. A. N. TT, 441. A l'occasion de cet attentat, le roi fut accablé de suppliques, où les félicitations servaient de paravent aux demandes, envoyées par les protestants de Haute-Normandie (19 mars), de Basse-Normandie (28 mars), de Guyenne et des Basses-Cévennes (9 avril), du Bas-Languedoc (13 mars), de Provence et du Dauphiné (25 avril). — A. N. O<sup>1</sup> 453, 1<sup>re</sup> 12 et 35.

mité. Les protestants n'ont-ils pas assuré à leur cher gouverneur qu'ils seront désormais plus sages? L'avenir doit être ménagé. En dépit de ces avertissements, Saint-Priest ne pouvait moins faire, que condamner les deux accusés à quelques mois de prison. Cependant mal lui en prit. Le maréchal alla protester auprès du Secrétaire d'Etat qui demanda « de suspendre le jugement pendant quelque temps pour voir quelle conduite tiendront les réformés <sup>1</sup> ».

On ne fut pas réduit à une longue attente. Les réformés s'empresaient de profiter des circonstances, pour oublier leurs promesses à Mirepoix. Dès le mois de mai 1757, les assemblées reprennent un peu partout, avec une vigueur dont s'effraie le gouvernement<sup>2</sup>. Et l'agitation s'étend, que les officiers du roi attribuent à l'activité des ministres, devenus bien actifs, pendant les mois de juin et juillet. Du côté de Vabres, l'assemblée du 2 juin fête un ministre nouvellement reçu ; à Vic, bourg voisin de Sommières, huit ministres arrivent à cheval le 13 mai, et, le 17, on en compte vingt qui se réunissent à Combes ; aux Cévennes, Figuière, dit Campredon, parcourt le pays, installe sa femme à Barre où elle déploie une activité fort entreprenante ; le pasteur Pradel s'enhardit jusqu'à défendre, auprès de M. de Dampmartin, commandant d'Uzès, les protestants incriminés pour n'avoir pas tendu de tapisseries leurs maisons à l'occasion de la Fête-Dieu ; le pasteur Vincent s'établit à Saint-Geniès où sa hardiesse devient bientôt légendaire. M. de Beauteville ne pardonne pas à ces pasteurs d'affirmer, à leurs fidèles du Lavaunage et de la région d'Uzès, que le roi a permis les assemblées en Poitou et

1. Sur cette affaire, voir A. N. TT, 441 ; le récit officiel de l'échauffourée est dans un procès-verbal du 30 mars 1757 ; l'attitude de Mirepoix apparaît dans une lettre du 16 avril ; voir aussi O<sup>1</sup> 453, f<sup>os</sup> 8, 105, 120.

2. Sur ces assemblées, A. N. TT, 441, mois de mai à juillet.

Saintonge, et que, si l'on montrait une fermeté semblable, les assemblées ne tarderaient pas à être tolérées en Languedoc. De son côté, Saint-Priest les accuse nettement de tromper leurs auditoires à qui ils vont répétant que le roi permet de s'assembler et de reconstruire les temples : « Ce n'est, disent-ils, que la mauvaise volonté de ceux qui exécutent ses ordres qui fait que la permission n'est pas donnée précisément <sup>1</sup>. » Vincent osa bien davantage. Fatigué de convoquer les assemblées non loin de Saint-Geniès, il appela bientôt les fidèles à l'ancien temple rapidement restauré et se mit à reconstruire l'édifice sur un plan grandiose. L'ordre lui fut communiqué d'arrêter tous les travaux. Vincent s'oublia jusqu'à écrire au curé de l'endroit qu'il le ferait assassiner « s'il n'abandonnait la place <sup>2</sup> ».

De cet ensemble de faits se dégageait, en Languedoc, une impression de lourd malaise. Six mois avaient suffi pour que les fruits de la politique de Mirepoix fussent arrivés à leur pleine maturité. Ce n'est plus, en juillet, la confiance qui faisait dire, en janvier, à M. de Saint-Priest qu'il se portait garant des bons sentiments des religionnaires languedociens. L'inquiétude oppresse aujourd'hui les âmes. De Nîmes, on écrit que « le peuple est infatué de l'idée que la guerre soutenue par le roi de Prusse est une guerre de religion, et que son intérêt est de procurer aux réformés de France le libre exercice de leur religion ». Moncan, après avoir pacifié les esprits à l'occasion de la reconstruction des temples à Sommières, Saint-Genest et Vauvert, supplie que l'on ne poursuive aucun procès, que l'on n'inflige même aucune amende, car « il ne faut pas, dit-il, aigrir les esprits qui ne le sont déjà que trop ».

1. A. N. TT, 441, lettre du 16 juillet.

2. *Ibid.*; lettre de M. Chambon, subdélégué à Uzès, du 3 juillet.

Pour accroître le trouble, l'espion Pucchmille entre à nouveau sur scène. Avec quelle ardeur il sème l'effroi, dénonçant ici des assemblées suspectes, là des conciliabules où le parti des pasteurs révoltés met en minorité les pasteurs loyalistes, là enfin l'organisation de la prochaine rébellion, qui commencera par Uzès, Nîmes, le Lavaunage, et continuera par la levée des huguenots cévenols<sup>1</sup>. Était-il si bien informé ou le hasard a-t-il servi cet homme néfaste ? Il est, en tous cas, fort étrange de constater que les mouvements se développèrent dans l'ordre indiqué. Pour les contenir, les troupes royales durent faire une vigoureuse pression. En vain M. de Caveirac, fort bien placé pour connaître les sentiments intimes des religieux du Bas-Languedoc, s'efforçait-il d'atténuer la politique irritante de son rival Pucchmille : la Cour tenait pour suspect le complice du maréchal de Mirepoix, et l'intendant n'était pas éloigné de l'accuser d'être en partie responsable des difficultés présentes. Dès la mi-juillet, Saint-Priest est en effet convaincu de l'imminence du péril, et, le 16 de ce mois, il en avertit Saint-Florentin<sup>2</sup>. « Il ne me paraît pas douteux, dit-il, que toute cette conduite ne soit l'effet d'un complot général, auquel les succès du roi de Prusse contre l'Impératrice reine, l'arrivée de l'escadre anglaise dans la Méditerranée avec un grand nombre de felouques et quelques troupes de débarquement, le fanatisme enfin des ministres et proposants, ont

1. L'ensemble de ses lettres pour cette année 1757 est aux A. N. TT, 441.

2. A. N. TT, 441. La lettre que Moncan envoie à Saint-Florentin le 4<sup>er</sup> juillet 1757 est aussi caractéristique. « Pendant que nous avions des troupes, dit-il, les ministres ont fait parade d'une grande soumission. Les troupes parties, ils lèvent le masque et oublient les promesses qu'ils ont faites pendant qu'ils craignaient. Les progrès du roi de Prusse qu'ils savent par la Suisse et par Genève augmentent leur confiance ; l'arrivée d'une flotte anglaise dans la Méditerranée y met le comble. » A. N. TT, 441.

donné lieu. Les anciens catholiques n'osent rien dire de crainte de voir effectuer les menaces d'assassinat et d'incendie qui leur sont faites continuellement. » L'erreur a été de mettre de trop grands espoirs en la conduite des prédicants, « gens, dit-il, réputés avec raison ennemis de l'Etat, dont les intentions sont certainement mauvaises ».

Devant le danger, Saint-Priest essaya de tout sauver, à force de longanimité. « Animés par un ministre qui ne cherche qu'à indisposer les esprits », les religionnaires de Vauvert, Montavert et Saint-Geniès avaient repris le projet, une première fois abandonné, de reconstruire leurs temples. L'intendant donna l'ordre d'arrêter les travaux, mais en douceur : « Le moins qu'on verbalisera sera le mieux <sup>1</sup>. »

Par une fâcheuse coïncidence, les tumultes qui s'étaient précipités comme sur un mot d'ordre, alors que nos armées subissaient des revers, s'apaisèrent non moins brusquement, dès que fut connue la déroute du roi de Prusse, après le siège de Prague. Dès le 31 juillet, Saint-Priest indique avec tristesse l'étrange relation, et si les religionnaires d'Uzès, que l'outrage a enfin dégoûtés, s'indignent contre les calomnies dont les abreuve la malice populaire, le Secrétaire d'Etat ne manque pas, précisément à cette époque, de rappeler en termes cinglants l'entente secrète qui n'a cessé de régner entre le parti huguenot et l'ennemi de la France. « Peut-être, écrit-il le 19 juillet, les échecs que le roi de Prusse et les Anglais viennent d'essuyer diminueront la confiance et la témérité des religionnaires, mais je me persuaderai toujours difficilement que l'on puisse compter sur les promesses de leurs ministres. Ils vien-

1. A. N. TT, 441, lettre du 20 juillet. Dampmartin allait encore plus loin : par sa circulaire du 31 juillet, il donnait permission tacite de tenir les assemblées, sauf « à portée des villes ». Beauteville envoie, lui aussi, une circulaire semblable ; Saint-Priest s'en déclare fort surpris.

nent de nous prouver le cas que l'on doit en faire<sup>1</sup>. »

Ce sont là des conditions psychologiques que l'histoire a le devoir de signaler, quand elle veut juger avec impartialité les fluctuations, à la fois si profondes et si imprévues, de la politique officielle à l'égard des réformés, en 1757. Ce n'est pas, d'autre part, d'après la seule conviction du maréchal de Mirepoix que doit s'établir le récit des événements de cette période. Le maréchal a inauguré une politique, qui, au moment où elle fut appliquée, étonna et scandalisa. Là où le gouverneur voulait voir des amis égarés mais fidèles, la Cour était amenée, par une série de circonstances lamentables, à toujours soupçonner des ennemis de l'ordre public. On avait si fréquemment affirmé que les réformés se rebellaient pour la seule raison qu'ils étaient écrasés sous la persécution, que la Cour laissa s'instituer l'expérience du gouverneur du Languedoc. Plus de mesures répressives ; plus de sévérités ; mieux que la main tendue ; l'abandon total en une confiance réciproque. Des conventions et des promesses ; des traités de paix signés et proclamés sacrés. Or, bien que l'excuse de la persécution eût disparu, la Cour apprenait que l'agitation des réformés languedociens n'en était ni ralentie ni moins dangereuse, et qu'elle se déclarait au moment précis de nos embarras extérieurs. On comprend avec quel scepticisme la Cour accueillit, en fin de compte, les assurances du maréchal de Mirepoix, obstiné à ne rien voir, à ne rien croire et à tout pardonner. « Il n'y a que la force, écrit Saint-Florentin, le 19 juillet, qui puisse contenir les réformés. Je ne saurais vous conseiller de vous aboucher avec les

1. A. N. O 1 453, f° 183. Dans sa lettre à l'intendant Saint-Priest, du 20 août 1757, Saint-Florentin est convaincu que les religionnaires suivent les avis d'émissaires du roi de Prusse : « Les ministres, dit-il, tâcheront de persuader que ces émissaires n'y ont point de part, ni à tous les autres mouvements qui pourront survenir, mais je ne m'en rapporterai jamais à leurs discours ni à leurs promesses. » *Ibid.*, f° 200.

ministres. Outre que cette démarche serait peu convenable au caractère dont vous êtes revêtu, je présume que non seulement elle serait infructueuse, mais encore qu'elle accroîtrait l'audace de ces gens-là <sup>1</sup>. »

Le découragement ne pouvait être plus complet. A Paris, le maréchal de Mirepoix manifesta l'intention de retourner en sa province, si fort maltraitée pendant son absence<sup>2</sup>. Il arriva à Montpellier au commencement du mois d'août, incapable de se remettre aux affaires, et touché déjà par la mort. Il expira en septembre. A la Cour, on apprit sa fin avec une déférence polie. Mais Saint-Florentin n'attendit pas pour juger l'œuvre du disparu : « Je ne trouve pas, écrit-il le 5 novembre à l'intendant, que le système de négociations pratiqué depuis quelque temps nous ait procuré aucun avantage sensible. Il me semble qu'il pourrait être bien dangereux pour l'avenir. »

## V

La situation du protestantisme en Languedoc, assurée par l'habile politique du maréchal de Mirepoix, prêtait à tous les espoirs.

Les réformés languedociens avaient alors pris, sur leurs coreligionnaires, une autorité si complète que, de leur liberté ou de leurs malheurs semblait dépendre le sort de tous les protestants français. Ceux-ci avouaient, en fin de compte, des espoirs invincibles. Non pas que tous les intendants ni tous les gouverneurs militaires aient sympathisé avec les projets du gouverneur du Languedoc. Les résistances

1. A. N. O<sup>1</sup> 463, f<sup>o</sup> 183.

2. En fait, Saint-Priest condamna aux galères perpétuelles Philippe Gaches et Pierre Vareilhès. A. N. TT, 462, f<sup>o</sup> 217, lettre de Saint-Priest du 15 juillet 1757.



s'affirmaient ici et là, et d'autant plus fermes qu'on n'ignorait pas la secrète désapprobation que trouvait à la Cour l'audace de Mirepoix. Mais le coup le plus sérieux qui eût encore été porté à l'ensemble des théories gouvernementales concernant la liberté de conscience l'avait été par le gouverneur disparu. Son exemple ne sera point perdu.

Cependant, les réformés ne se résignent point toujours à l'attente passive. Ainsi en Béarn, où à partir de l'année 1750, les mouvements reprennent avec intensité<sup>1</sup>. Vers cette date, s'est installé au pays pyrénéen un nommé Olivier qui, n'étant pas ministre, en usurpe les fonctions, convoque des assemblées et donne des prédications. A Labastide, Salies, Puyôo, Belloc, Lahontan, ailleurs encore, sa chaude éloquence embrase les âmes longtemps enveloppées dans la torpeur. Le réveil fut extraordinaire. Toute la région sembla traversée du frisson de la vie nouvelle. Un effort décisif allait être tenté, quand les jurats des communes visitées par Olivier s'inquiétèrent de cette agitation et en référèrent au Parlement de Pau. Leurs rapports parurent si alarmants que celui-ci, par arrêt du 20 octobre 1750, décréta de poursuites un certain nombre de religionnaires. Réaction superflue : l'élan n'était pas de ceux qui se laissent arrêter par de vagues menaces. De Labastide, surgit même un nouveau prédicant, Arnaud Laugar, qui multiplie les assemblées et lutte d'ardeur avec son collègue Olivier. Son activité prend de telles proportions que le parlement de Pau ordonne son arrestation, mais Laugar l'évite par la fuite. Les âmes se sont aguerries et sont devenues audacieuses : dès 1753, deux ans après la fuite de Laugar, la province réclame

1. Voir Jean LAFOND, *Essai sur le Béarn, sous l'administration de l'intendant d'Etigny (1751-1767)*, Ecole des Chartes, position des thèses, promotion de 1909.

avec instance à Paul Rabaut et Antoine Court un ministre consacré. La moisson était immense et les fruits paraissaient si proches de la maturité que Rabaut n'hésita pas à envoyer en Béarn son propre collaborateur Deffère. Celui-ci arriva dans la contrée en juin 1755 : il était le premier pasteur qui y reprenait du ministère, depuis soixante-dix ans <sup>1</sup>. Ces nouvelles fort inattendues rendirent perplexe l'intendant, M. d'Etigny. Malgré sa légendaire bonté, d'Etigny craignit de voir sa généralité livrée aux organisateurs du désordre, et ne se souciant pas d'avoir à prévenir des mouvements semblables à ceux qui, depuis 1750, secouaient toutes les régions avoisinantes, il jeta un cri d'alarme vers le Secrétaire d'État. Il voulait sévir sans retard, pour n'avoir pas à multiplier bientôt les sanctions. Saint-Florentin arrêta ce beau zèle, en rappelant qu'il convenait d'user de prudence et que les circonstances devaient engager à la modération <sup>2</sup>. L'intendant fut-il bien aise de se sentir couvert par cet ordre inattendu ? Il est certain qu'il répugnait à la violence, et que celle-ci ne fut même pas ébauchée <sup>3</sup>. Les assemblées devinrent alors plus téméraires. Le 23 novembre 1755 et le 14 décembre, deux mille fidèles environ se réunirent bruyamment aux portes mêmes d'Orthez et de Salies-de-Béarn. Les fidèles y avaient paru armés de fusils et de pistolets, et le prédicant s'était avancé sous la sauvegarde d'une escorte menaçante. Aussi bien, on ne se gênait plus : le ministre était arrivé la veille du jour de l'assemblée à Salles-Mongiscard où il avait passé la nuit

1. Voir sa lettre à Paul Rabaut du 4 décembre 1756, dans A. CADIER, *Histoire de l'Eglise réformée de la vallée d'Aspe*, 1892, p. 331.

2. Pour cette correspondance, voir René PAGEL, *L'intendant d'Etigny et les protestants*, Auch, 1902 ; BOHIN, *Le relèvement des églises du Béarn au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans *B. P. F.*, 1891, et *B. P. F.*, 1883, p. 510-514. La relation de ces assemblées est aux A. N. O<sup>1</sup> 431, f<sup>o</sup>s 188, 225.

3. M. Pagel cite deux actes de rigueur en avril 1752 et mars 1753.

Et où il passa encore la soirée, après l'assemblée. D'ailleurs, les religionnaires en viennent aux provocations, car les jurats s'accordent à signaler des actes de violence commis par certains protestants qui se postent devant les églises catholiques, où se rendent plusieurs coreligionnaires qu'ils rouent de coups. Le pacifique d'Egny, que ces nouvelles ont visiblement démonté, ne s'éclame pas moins d'un régiment qu'il propose de loger en différentes villes du Béarn, afin de contenir par la terreur le pays. Le parlement de Pau consent à son tour que sa faiblesse a abouti à créer le désordre et, voulant se reprendre, rend, le 7 mars 1756, un arrêt décrétant de prise de corps le ministre Deffère et dix-neuf personnes; cent vingt-huit autres devaient comparaître, comme inculpées ou témoins<sup>1</sup>. De tous côtés, la maréchaussée fut lancée aux trousses de l'insaisissable pasteur : « Il est bel homme, disait-on en son signalement, bien carré, de taille de cinq pieds, trois, quatre ou cinq pouces, nez crochu, jambes menues, visage plein, poli de sa figure, portant perruque blonde, vêtu d'un habit bleu, veste et culotte rouge, et d'âge de quarante-cinq à cinquante ans. » Harcelé de près, Deffère fut contraint à la retraite, et pendant cinq mois, se cacha de montagne en montagne, à travers les Cévennes. Aussi ne trouve-t-on plus trace de l'assemblée, en Béarn, pendant l'été de l'année 1756. Mais, à partir du mois de septembre, une sourde agitation se laisse deviner dans la région de Salies. L'intendant apprit presque aussitôt que Deffère était entré secrètement. L'actif pasteur consentit à donner

1. Au début de 1756, le Parlement de Pau avait arrêté toutes les procédures « pour ne pas irriter les esprits ». On en profita pour tenir une grande assemblée, le 15 février, à Salles-Mongiscard, et une autre, le 7 mars, encore plus nombreuse, à la suite de laquelle fut promulgué l'arrêt du 9 mars.

encore un mois à la prudence, convoquant de nuit, en grand secret, quelques anciens avec lesquels il tâche de réorganiser l'église battue en brèche. Comme la tranquillité ne paraissait pas troublée, il s'enhardit alors à tenir, le 17 octobre, à Bérenx, une assemblée fort importante où l'on décida de reprendre le culte public, en dépit de toutes les défenses. Les fidèles étaient d'ailleurs prêts à se conformer à ce mot d'ordre. Les assemblées furent si nombreuses, si ardentes, et la foi de ces populations apparut si grande qu'il fut nécessaire de réclamer un second pasteur.

Arrivé à la fin du mois de février 1757, le pasteur Journet se met activement à la besogne, qu'il devait poursuivre pendant vingt-quatre années. Dès le 27 mars, sa hardiesse et sa confiance sont telles qu'il fait décider, par une foule enthousiaste, de tenir désormais deux assemblées par dimanche, l'une aux environs d'Orthez, l'autre auprès de Salies. Sur la proposition de Deffère, on convient en outre qu'une milice veillerait à la liberté des pasteurs, mais ne porterait ni armes à feu, ni armes blanches. Réserve prudente, mais tardive, car nous savons que ce qui avait le plus contribué à irriter M. d'Etigny, c'était précisément d'apprendre que les pasteurs se faisaient escorter d'hommes armés et tellement résolus à soutenir le choc des troupes royales qu'il « y avait danger à faire marcher contre eux quelques brigades de maréchaussée <sup>1</sup> ».

Cependant une sorte de régime de tolérance s'était établi, qui permettait aux ministres d'aller visiter leurs malades, au vu de tout le monde, et sous la protection de leurs patrouilles volontaires, sans que les gens de la maréchaussée essayassent de s'emparer de

1. Voir dans PAGEL, lettre du 14 décembre 1755. Deffère arriva la première fois, à Osse, sous la garde de cette escorte en 1757; voir CADIER, p. 333.

imprudent pasteur. Le parlement recevait bien des rocès-verbaux, qui s'amoncelaient en ses greffes, mais les cinquante accusations qui, en mars 1757, attendaient leur solution n'effrayèrent personne, et les accusés moins que quiconque. Sous un appareil formidable, où l'on vit 225 témoins appelés à la barre, où l'enquête dura vingt-quatre jours, se cachait une faiblesse réelle, dont les protestants ne furent pas longtemps dupes. Les lettres de cette époque nous font connaître qu'au moment même de cette furieuse procédure, pas une seule assemblée ne fut remise, ni troublée, ni désertée par les accusés eux-mêmes. Le procureur général du parlement, M. Casaux, en devenait tout scandalisé, mais excusait si bien une audace ! Il racontait que les témoins à charge convoqués par la justice venaient parfois de fort loin et qu'obligés à des dépenses, ils n'avaient pu se faire rembourser même les frais du voyage. Ces messieurs de la régie s'obstinaient à refuser l'endos de ces dettes. Les voyageurs « furent donc obligés de se retirer en mendiant, ce qui les a si entièrement rebutés que je suis moralement assuré qu'on n'en pourra faire venir aucun dans ces nouvelles et si pressantes circonstances <sup>1</sup> ». A ces lamentations se joignaient celles de l'intendant, qui mettait la hardiesse des religionnaires méarnais sur le compte de l'incurie de la régie, car, dès qu'ils se voyaient traqués d'un peu près, les inculpés passaient la frontière, bien tranquilles sur leurs biens qui ne pouvaient être saisis que par le directeur de la régie de Montauban ; or, celui-ci « les laisse dans une parfaite tranquillité, faute par lui de savoir ce qui se passe ». D'un concours si heureux de circonstances, les protestants profitent pour avancer leurs

1. A. N. TT, 462, f<sup>o</sup> 208, lettre du 8 janvier 1757, et O<sup>1</sup> 453, f<sup>os</sup> 89, 129, 130.

affaires. Ils n'y mettent d'ailleurs ni discrétion, ni mesure « et marchent la tête levée, continuent leurs fonctions et violent impunément toutes les ordonnances du royaume. Le seul catholique est abattu et consterné <sup>1</sup> ».

Il n'en était pas moins vrai que les juges désertaient leurs fonctions et que le parlement, ravi de n'avoir plus à sévir, encourageait cet abandon général. Fatigué d'instrumenter, le parlement venait de prononcer l'élargissement pur et simple d'un certain nombre d'inculpés, malgré la colère de la Cour<sup>2</sup>. Et non seulement on les élargissait, mais on se déclarait désarmé quand l'un des coupables avait réussi à s'évader. Or, rien n'était plus facile. La prison était dans un tel état de délabrement que les murs s'effritaient et les pensionnaires connaissaient, percée dans ces ruines, une certaine ouverture, qui, pendant plus de huit mois, demeura, par une incroyable négligence, l'issue assurée vers la liberté. Les officiers du roi ne sortaient pas grandis de ces ridicules escapades<sup>3</sup>. Mais on n'était pas éloigné de saluer en eux des complices. On voyait aussi des procureurs favoriser sans honte la cause de l'hérésie. Tel celui d'Orthez, nommé Casron, dont toute la parenté était huguenote. On hésitait cependant « à le mettre hors d'état d'abuser de ses fonctions ». A l'hôpital d'Orthez, le médecin était un religieux, d'un prosélytisme ardent. Mais la cour de Pau voulait tout ignorer. Les choses en vinrent à ce point qu'à une assemblée, tenue à Orthez même, assistèrent « des gens de marque », voire « deux curés qui ont conféré avec le ministre <sup>4</sup> ». Les églises du Béarn se crurent

1. A. N. TT, 441, lettre de Casaux du 16 avril 1757.

2. A. N. O<sup>1</sup> 453, f<sup>o</sup> 96. Les libérés répétaient partout que « la tolérance serait bientôt établie ».

3. A. N. TT, 462, lettre de M. d'Etigny du 7 mai 1757 et de M. Casaux, du 3 mai 1757.

4. A. N. O<sup>1</sup> 453, f<sup>os</sup> 96, 157, 183.

dès lors autorisées à s'établir sur des bases définitives, et le 30 décembre 1757, un grand synode fut chargé de l'œuvre de réédification.

Tout à coup, des soldats arrivèrent à Orthez qui furent logés chez les seuls religieux. C'était le maréchal de Grammont qui tentait, mais un peu tard, de contenir l'essor de l'église huguenote. La vue des dragons inspira tout d'abord beaucoup de frayeur; les fidèles s'enfuyaient au désert, et le pasteur Journet courut se cacher en Rouergue. Mais Deffère résista à toutes les suggestions, et, dissimulé chez un ami pendant les six semaines que dura l'occupation militaire, n'exerça que fort secrètement son ministère. Il est certain que les soldats causèrent plus de peur que de mal. Rares furent les protestants molestés. Dès le 9 avril, Deffère convoquait les fidèles aux assemblées et le 14 du même mois, Journet retourna à l'œuvre qui, en somme, avait résisté. A la fin de 1757, on peut dire que la résurrection de l'église du Béarn est un fait accompli<sup>1</sup>.

La généralité du Poitou subissait, en cette même année 1757, une crise non moins étrange, où s'affirma l'opposition latente des idées de l'intendant M. de Blossac aux directives de la Cour. Après l'alerte du mois de septembre 1755, où quinze religieux de Chavagne, arrêtés par une brusque irruption d'un détachement de troupes, avaient été jetés en prison, la province s'était reprise à espérer. Comme les sanctions s'espaçaient de plus en plus, l'audace augmenta, et un certain Jacquet, de Pousanges, s'offrit à remplir l'office de prédicant, tandis que son beau-père Combaut, lui aussi prédicant, parcourait la région. Saint-Florentin connaît l'activité de ces deux hommes en août 1757, mais, pour des raisons inconnues, défend de les poursuivre. Comme l'intendant lui propose enfin d'enlever la fille

1. B. P. F. 1891, p. 296-317.



de Jacquet, âgée de onze ou douze ans, il s'y refuse avec force. M. de Blossac semble avoir été stupéfait de cette curieuse volte-face. Il insiste donc, et le 31 août, écrit au Secrétaire d'Etat, qu'il s'efforce de rassurer : « Les protestants de cette province, Monsieur, sont accoutumés depuis longtemps à se voir enlever leurs enfants. Jamais ces enlèvements n'ont fait sur leur esprit la moindre sensation. Il en sera de même de Jacquet. » Et sur ces assurances, l'enfant fut arrachée à son père et mise au couvent. Jacquet supplia bientôt qu'on lui rendît sa fille, allant jusqu'à promettre de l'élever dans la foi catholique. Il semble que Saint-Florentin ait compris la détresse de ce père et nous avons même la lettre où il prenait — défense imprévue ! — les intérêts du prédicant repent. Mais l'intendant riposta par une lettre d'une extrême virulence, et parce que le curé de Pousanges s'était, de son côté, porté garant des bonnes intentions de Jacquet, M. de Blossac vitupéra contre la duplicité de ce curé qui, disait-il, lui avait tenu un autre langage. L'intendant avouait en même temps ses craintes, au spectacle d'une église dont la vigueur s'accroissait dans la mesure même où les pouvoirs publics s'abandonnaient à l'inaction<sup>1</sup>.

La rigueur de l'intendant n'était peut-être pas politique mais elle n'était pas sans raisons. Les assemblées avaient repris sur toute l'étendue de la province; et, tous les dimanches, on savait qu'il y avait prêche à Bouterre, Pousanges, Camailly, Mouilleron, Saint-Pierre-Duchemin, Saint-Jouin de Milly, Moncontant, Pousange-le-Bourg, où l'on entendit un dimanche plus de six cents hommes affirmer que le roi les avait autorisés à se rendre au culte public. Vainement M. de Blossac adresse-t-il à la Cour plaintes sur

1. A. N. TT, 445, dossier 8; l'affaire Jacquet y est longuement racontée.

plaintes. Le Secrétaire d'Etat ne veut pas entendre parler de répressions brutales, mais engage son fougueux auxiliaire à s'entendre avec l'évêque de Poitiers, de façon à trouver ensemble « des moyens de faciliter la réhabilitation des mariages sans exiger des actes d'abjuration en forme<sup>1</sup> ».

Les généralités voisines donnent un spectacle non moins curieux. En Touraine, c'est un avocat du roi à Loudun, M. du Moutier, qui s'affiche comme le protecteur des réformés du pays. Bien que les caves du château aient été aménagées en temple, où le prédicant prêche tous les dimanches, où les religionnaires accourent de tous les environs, nul ne songe à y faire d'importunes descentes. L'avocat affecte de fermer les yeux.

En Limousin, les protestants de Villefagnan sont toujours fort turbulents en leurs assemblées que rien n'a pu interrompre. On apprend aussi que des temples élèvent un peu partout. Mais l'intendant, M. Pajot de Marcheval, est nouveau venu et ne se soucie pas de se poser d'abord en bourreau. Ce sera donc, pendant quelques années, la complicité du silence, mise à profit par des religionnaires que nous retrouverons ardents à conserver les fruits de leurs conquêtes.

Il faut venir en Artois pour rencontrer un officier de une sévérité rigide. Par arrêt du 15 juillet 1756, M. de Caumartin y avait fait condamner au bannissement perpétuel quelques réformés surpris en des assemblées<sup>2</sup>.

En Saintonge, la situation paraît d'abord fort trouble. En juillet 1756, l'intendant de La Rochelle, M. de Baillon,

<sup>1</sup> A. N. TT, 445, dossier 14, surtout la lettre de Saint-Florentin du 1<sup>er</sup> août 1757.

<sup>2</sup> Pour la Touraine, où l'intendant Lescalopier n'agit même pas après les avertissements réitérés de la Cour, voir A. N. O<sup>1</sup> 453, f<sup>o</sup> 250 ; pour le Limousin, O<sup>1</sup> 453, f<sup>o</sup> 458, et pour l'Artois, où l'arrêt est exécuté en avril 1757, O<sup>1</sup> 453, f<sup>o</sup> 89.

avait rendu trois arrêts, dont l'un, du 14 juillet, ordonnait de démolir « les maisons et bâtimens disposés en temples ». Quelques réformés étaient, en outre, frappés de diverses peines, et le ministre Gibert condamné, avec son neveu le proposant Etienne, à être pendu et étranglé. Ces arrêts avaient été provoqués par deux incidents fort graves. Le 22 février 1755, Gibert s'était rendu à Pons, afin d'y célébrer un mariage. Ce ministre, de tempérament violent et de principes exaltés, était accompagné d'une escorte armée. Avertie de sa présence, la maréchaussée se présenta pour l'arrêter, mais se heurta à l'escorte qui, pistolet au point, la défia au combat. Une bagarre sanglante allait éclater, si l'officier n'eût fait aussitôt reculer sa troupe. Mais l'injure était de celles que les gens du roi pardonnaient difficilement. — Quatre mois plus tard, à l'assemblée tenue, dans la nuit du 21 au 22 juin, à Plaudonnier, les cavaliers s'emparent d'une femme qu'ils se disposent à entraîner, quand une foule menaçante les encercle, arrache de leurs mains la prisonnière et tire même plusieurs coups de fusil sur les gens du roi.

L'intendant ne pouvait s'empêcher d'agir; il prononça de durs arrêts. Leur sévérité même sauva les inculpés, car M. de Baillon supplia la Cour d'accorder la grâce des condamnés. Les temples furent eux-mêmes respectés. Par de secrets conciliabules, l'intendant avait espéré gagner le pasteur Gibert à des mesures transactionnelles. Il offrait en effet, si Gibert consentait à laisser raser deux temples pour l'exemple, de ne point toucher aux autres. Le pasteur refusa ce marché. Nulle violence ne fut cependant commise. Comme par le passé, les réformés continuèrent à fréquenter leurs temples, régulièrement, deux fois chaque dimanche <sup>1</sup>.

1. B. P. F. 1879, p. 164-174.

La généralité de Montauban ne paraissait ni plus prudente ni moins libre. Depuis 1756, M. de la Galaisière avait pris possession de cette intendance, et sa correspondance ne laisse pas découvrir en lui un fonctionnaire bien décidé. Ayant trouvé une situation difficile, il ne se hasardait point à en débrouiller les fils enchevêtrés; il aurait fallu sacrifier trop de mailles. Il se contentait donc de gémir auprès de Saint-Florentin, qui ne fut pas long à reconnaître l'indolente politique de son subordonné. Comme d'ailleurs les mouvements des religieux ne provoquaient aucune grave inquiétude, Secrétaire d'Etat et intendant s'appliquaient à ignorer le plus de délits possible. Quand se produisit quelque éclat passager, Saint-Florentin stimula M. de La Galaisière qui se résoud péniblement, en août 1757, à arrêter un nommé Lafon, à la suite d'assemblées tumultueuses. Cependant l'ordinaire conséquence de cette longanimité se fit sentir, vers ce même mois d'août, du côté de Saint-Affrique et de Montauban, où les assemblées se multiplièrent de façon extraordinaire. L'intendant sollicita des directions, et de la Cour l'ordre arriva « de dissimuler », afin de ne point augmenter le désordre par des enquêtes toujours dangereuses. Tout au plus convient-il de renouveler les menaces, sans passer à l'action. C'est sur ce programme que le nouvel intendant réglera son attitude, à l'égard des réformés. Il en résulta une période de tranquillité, qui servit à la réorganisation de l'église montalbanaise <sup>1</sup>.

Le terrible ban du maréchal de Richelieu, dont on avait espéré des résultats décisifs, avait donc en réalité moussé sa pointe, presque aussitôt après qu'elle eût été dirigée contre l'église réformée. Epouvantail qui nous apparaît aujourd'hui comme fatalement destiné,

1. A. N. O1453, f° 201, lettre du 20 août 1757.

s'il n'obtenait un succès d'intimidation immédiat et profond, à un irrémédiable échec. Aussi, dès 1757, voit-on le régime d'une tolérance tacite institué sur toutes les régions de la France. Les circonstances travaillaient d'ailleurs pour la liberté. A l'extérieur, la fortune des armes nous était contraire, et la Cour savait que plus nos revers s'accumulaient, plus grandissaient les espoirs au cœur de gens habitués à avancer leurs affaires, parmi le désarroi de la patrie. Le gouvernement s'inquiétait donc, et, pendant les hostilités, apprenait avec colère les tentatives d'effervescence que, sous prétexte de religion, les sujets réformés s'efforçaient de multiplier sur tout le royaume. Par sentiment de lassitude et d'impuissance, l'on accepta d'utiliser les principes d'un Mirepoix. Mais la certitude n'en restait pas moins profonde que le maréchal courait à un échec. Quand disparut le généreux utopiste, il sembla nécessaire de revenir au plus tôt à des méthodes moins chimiques. Pour cette œuvre de réaction, la Cour mit ses plus grandes espérances en l'habileté du nouveau gouverneur du Languedoc, le maréchal de Thomond.

## CHAPITRE VII

DE L'INACTION A LA FRAYEUR HOMICIDE.  
1758-FÉVRIER 1763.

Sur tous les théâtres de la guerre, les armées françaises subissaient de graves revers. Au Hanovre, le

**BIBLIOGRAPHIE** — A. N. TT. 441, 442, 446; O<sup>1</sup> 454, 455, 456, 457, 458, H, 1078.

Paul RABAUT. *Lettre de M\*\*\*, capitaine d'infanterie, touchant les assemblées des huguenots*. 1757: *Lettre pastorale et consistoriale aux fidèles de l'église réformée de Nîmes, à l'occasion de l'assassinat de Louis XV*, Nîmes. 14 janvier 1757: — *Lettre pastorale sur l'aumône*, 14 décembre 1758 (en collaboration avec Pierre Encontre): *Très humble et très respectueuse requête des protestants de la province du Languedoc au roi*, 1761: *Exhortation à la repentance*, Nîmes. 20 février 1761 (en collaboration avec Paul Vincent): *La calomnie confondue*, Au Désert. 1762: COURT DE GEBELIN, *Les Toulousaines, ou Lettres historiques et apologétiques en faveur de la religion réformée et de divers protestants condamnés dans ces derniers temps par le Parlement de Toulouse ou dans le Haut-Languedoc*, Edimbourg (Lausanne), 1763: *Fragments des 22 lettres de Paul Rabaut à La Beaumelle* (juillet 1762-juillet 1763). B. P. F. 1899, p. 247.

En 1759, ce La Beaumelle, correspondant de Paul Rabaut et de Thomond, écrit cinq mémoires très curieux, peut-être pour M. de Malesherbes. Il y fait l'histoire des Assemblées du Désert, indique quel est l'état politique des réformés, donne (f<sup>os</sup> 475-476) le chiffre approximatif des protestants de France, enfin signale leur état religieux: il y a là un tableau des ministres et prédicants fort intéressant, et une analyse des sentiments des religionnaires à l'égard des intendants, des gouverneurs et du gouvernement, dont nous avons fait notre profit. B. N. Mss. 7047, f<sup>os</sup> 441-194.

maréchal de Richelieu se voyait acculé à un désastre. Péniblement, nous nous efforcions de tenir la ligne du Rhin. Il ne semblait pas que l'année 1758 dût effacer les humiliations de la fin de 1757, la surprise de Rossbach et la défaite de Leuthen. Ni les efforts de Lally-Tollendal ni l'héroïsme de Montcalm n'arrivaient, d'autre part, à sauver nos colonies. Et bien que la Cour fît bon marché de ces « méchants arpents de neige » et de ces « écuries » de grande maison, bien que la nation n'apportât qu'une molle indifférence à des événements lointains, la succession de nos revers frappait d'accablement. Vaincu sur les champs de bataille, le gouvernement se laissa envahir par les terreurs qui l'avaient déjà secoué, durant la guerre de 1745. Il se persuada que le péril n'était pas moins grave, en France même, du fait des protestants, soupçonnés de trahir. Le Secrétaire d'Etat vivait avec cette hantise de la trahison huguenote. La Cour, les gouverneurs, les intendants, les officiers royaux furent invités à ne point perdre de vue les agissements de sujets suspects. Ainsi s'ouvrit une période de terreur, dont nous apercevrons bientôt les conséquences.

Dès le mois de janvier, Saint-Florentin reçoit des avis que Dunkerque est devenu centre d'espionnage. Là se rencontrent des Anglais, des Irlandais à la solde du gouvernement britannique, qui trouvent des complicités auprès de religionnaires français. M. de Caumartin reçoit la mission de surveiller le port, et d'ailleurs ne peut mettre la main sur aucun coupable. Mais en février, on annonce au Conseil du roi que l'Angleterre vient d'envoyer, à Brest et Rochefort, des émissaires, dont le chef paraît être un nommé Robert, anglais d'origine, et qui ont trouvé, eux aussi, d'étranges facilités parmi certains sujets du roi. Des Cévennes, les nouvelles les plus alarmantes arrivent à la Cour, qui s'inquiète à la pensée que la vieille citadelle hugue-



note est retombée sous la domination d'agitateurs étrangers et se trouve prête à la révolte. On envoie donc des dépêches urgentes au commandant de Beauteville qui, trop enclin lui-même à partager ces soupçons, puisque ce sont des protestants qui en sont les victimes, organise aussitôt de véritables battues à travers tout le pays, mais, « après les recherches les plus exactes », est contraint d'avouer qu'il n'a rien découvert qu'un nouveau pasteur, arrivé de Genève, dont on vante les succès oratoires et la grande sagesse <sup>1</sup>. Ces assurances n'arrivent pas à calmer la Cour. On y prétend que les huguenots languedociens perpétrent la révolte, et l'intendant reçoit les ordres les plus précis de découvrir le complot.

Saint-Priest mit donc en branle tous ses subdélégués. Leurs réponses ne s'accordaient que trop sur la réalité du danger. Sans doute, ils font une place spéciale à ce nouveau ministre, arrivé de Genève vers le mois de février 1758, qui se nomme Picard et exerce du côté d'Alais. « On dit qu'il est fort modéré », et l'intendant est prié de l'épargner, car il y a, pour ainsi dire, avantage à avoir de pareils hommes, dans les circonstances actuelles. Bien rares apparaissent en effet les pasteurs animés d'intentions pacifiques, au milieu de confrères qui n'essaient même plus de dissimuler leur joie « des heureux succès qui peuvent arriver à nos ennemis <sup>2</sup> ».

A Genolhac, dans les Cévennes, le ministre Roux ne cesse d'attiser la fureur du peuple. Cet orateur a fait de la chaire une tribune, d'où tombent les pires excitations. On l'a souvent entendu vitupérer contre la lâcheté de ses auditeurs « qui ne se mettaient pas en devoir de profiter des circonstances présentes pour

1. A. N. O<sup>1</sup> 434, f<sup>o</sup>s 24, 42. Ce pasteur est Picard.

2. A. N. O<sup>1</sup> 434, f<sup>o</sup>s 58, 64. Sur Picard, voir la lettre élogieuse de Beauteville, du 5 mars 1758, A. N. TT, 442.

rebâtir et rétablir leurs temples ». L'intendant connaît de lui des propos qu'il qualifie de « très licencieux <sup>1</sup> ».

Du côté d'Alais, le commandant de Beauteville se déclare fort ennuyé des agissements du pasteur Sausine, dont il rappelle des sermons et des conversations empreints de l'esprit de révolte. « Ce ton-là », disait le commandant, risque de mettre à feu tout le pays. — Les rapports de Moncan n'étaient pas moins catégoriques. Lui aussi est sous l'impression des propos audacieux qu'il recueille de toutes parts. « La sédition, dit-il, n'est que trop près d'éclore », et il en rejette la responsabilité sur les pasteurs « fanatiques notés et connus. Quand nous serons en force, on pourra faire sûrement quelque exemple de ces mutins ».

L'intendant était surtout mis en garde contre le pasteur Verzenobre qui, sous prétexte de parcourir le Lavaunage avec les douze jeunes gens qu'il destine au ministère, répand ses conseils séditieux, — contre Lassagne, d'Anduze, qui déclare à tout venant que si les protestants étaient assez en force pour obtenir à main armée l'exercice public de leur culte, non seulement ils ne pécheraient pas, mais au contraire ils rendraient gloire à Dieu, — contre Pomaret, de Ganges, toujours occupé à justifier les pires errements de ses fidèles, s'ils ont pour but d'obtenir la tolérance, — contre le prédicant Ladevèze, de Saint-Hippolyte, dont les instructions sèment des germes si pervers que les officiers du roi doivent envoyer après lui des espions chargés de détruire l'effet de ses paroles, — contre « les frères » Gibert, venus de la Saintonge, qui s'agitent comme de « véritables furieux <sup>2</sup> », —

1. A. N. O<sup>1</sup> 454, f<sup>o</sup> 65, lettre du 31 mars 1758.

2. On appelait ainsi le ministre Gibert et son neveu Etienne, qui était proposant.

contre Périé, venu du Poitou, qui travaille à soulever le peuple, car, dit-il, les circonstances sont propices, — contre Figuières, « dangereux et violent, qui écrit à ses confrères des Cévennes et du Vivarais que le temps est favorable pour une révolte », — contre les « cent prédicants » enfin qui parcourent le Languedoc, réveillant partout le fanatisme assoupi<sup>1</sup>.

Quand Saint-Priest transmettait chacun de ces avis à la Cour, déjà si fort prévenue contre l'activité des pasteurs, il ne doutait point que des ordres rigoureux ne tarderaient pas à suivre. Le roi se déclara en effet alarmé par ces nouvelles, et, malgré le pressant besoin de toutes nos forces sur les lignes que nous ne tenions plus qu'à grand'peine, ordonna de détacher quelques bataillons et un régiment de dragons qui seraient expédiés au plus vite en Languedoc, afin de parer aux conséquences de tous ces prônes exaltés. Il ne fallut pas moins que l'arrivée de ce renfort pour tranquilliser le maréchal de Thomond. « J'espère, disait-il alors, que les prédications du ministre Roux n'auront pas de suites fâcheuses<sup>2</sup>. » Celles-ci étaient considérées comme si graves, si prochaines aussi, que M. de Beauteville s'était hâté vers Alais, où il arriva le 9 avril, et où il avait aussitôt convoqué les notables protestants du canton de Genolhac. Ayant fermement parlé à son auditoire et montré l'indignité d'excitations capables de replonger la contrée dans la guerre civile, en face de la guerre étrangère, Beauteville obtint le désaveu du passé, et des promesses pour l'avenir. Les notables blâmèrent la conduite du prédicant, affirmèrent que les peuples ne l'écouteraient plus et qu'eux-mêmes s'en feraient de leur mieux pour traverser ses desseins.

1. Voir ces différents rapports des mois d'avril et de mai. A. N. TT, 442, et O1 434, f<sup>os</sup> 63, 207.

2. Lettre du 20 avril, A. N. TT, 442.

Il ne conviendrait assurément pas de ne voir dans ces terreurs de la Cour qu'une platonique répétition d'un thème illusoire, fruit des malheurs de la guerre. De la province arrivaient des rapports circonstanciés qui jetaient une vive lumière sur certains milieux et certaines consciences.

Au mois de juin, le maréchal de Thomond éprouve de vives alarmes sur l'activité des « cent prédicants » qui se trouvent en Languedoc. En août, il avoue que, du synode qui doit se tenir dans les Cévennes dans le courant du mois prochain, peut sortir la plus terrible guerre civile, qu'il sera impuissant à maîtriser. Près de lui, son subdélégué Beauteville donne déjà comme mot d'ordre « de s'opposer avec la plus grande vigueur » aux premières tentatives de soulèvement. En septembre, Thomond est informé qu'à Vallerogne se sont réunis 43 ministres, dont les sentiments ont apparu nettement favorables à une action séditieuse, en dépit des efforts du pasteur Boyer, qui a eu beaucoup de peine à les contenir <sup>1</sup>.

Pasteurs et fidèles témoignaient, au surplus, d'une joie insolente à la nouvelle de nos revers. Au mois de novembre 1758, M. de Thomond avait intercepté « un état des troupes du roi de Prusse », mystérieusement distribué dans les Cévennes, à Nîmes et à Montpellier, sous des enveloppes anonymes venues de Genève. « Les protestants ont été les seuls, dit-il, à recevoir ces documents démoralisants », qu'ils cachent avec tant de soin « qu'à grand'peine ai-je pu avoir un exemplaire de ce papier ». Or, depuis la diffusion de cet imprimé, Thomond sait avec certitude que les prières pour le roi de Prusse (que les protestants nomment simplement *le héros*) ont redoublé

1. De juin à septembre, voir ces différents rapports aux A. N. 47, 42.

ans les assemblées, où l'on fait des vœux pour sa gloire et le succès de ses armes. Leurs pasteurs les ont en effet persuadés que Frédéric II ne cessera la guerre qu'il ne leur ait obtenu le libre exercice de leur religion. C'est ainsi que, le 26 novembre, des Français ont prié pour l'ennemi de leur roi, à deux assemblées, tenues, l'une à une lieue de Montpellier, et l'autre à Maugis <sup>1</sup>.

Au spectacle de si graves défaillances, on comprend que le gouverneur du Languedoc ait vécu dans la persuasion d'une imminente catastrophe. Une étincelle suffirait, disait-il, pour allumer un feu « qui pourrait avoir des suites; vu l'esprit de mutinerie que je remarque de la part des protestants ». A ses yeux, l'origine de ce revirement doit être cherchée dans la seule activité des pasteurs : ce sont eux les trouble-façons, les séditeux et les furieux, et le grand malheur de la province a été que, depuis un an, « au moins six ou sept ministres sont venus de Genève et de Lausanne en Vivarais et Cévennes », où leur œuvre de désordre s'est épanouie librement <sup>2</sup>. Ces paroles rencontraient à la Cour un accueil attristé. Le roi s'enfonçait dans la conviction que ses sujets réformés s'obstinaient à maintenir la tradition des Camisards. Le comte de Saint-Florentin affirmait avec colère que les religieux étaient « perpétuellement excités à la révolte par leurs ministres et par des émissaires étrangers <sup>3</sup> ».

Or, un mois ne s'était pas écoulé depuis l'assemblée impie de Maugis, que M. de Thomond était prévenu d'une nouvelle offense à la patrie. A une assem-

1. A. N. TT, 442, chemise 9; voir surtout la lettre de M. de Thomond, du 29 novembre 1758.

2. A. N. TT, 442, c'est un long Mémoire de Thomond, à la date du 19 août 1758.

3. A. N. Ol 454, f° 28. Il l'écrivait, le 16 février, à M. de Grammont.

blée tenue près de Revel, les religionnaires avaient chanté « un cantique très plat, et qui se chante apparemment ailleurs », mais dont la platitude de l'expression ne laisse pas moins apparaître l'ardeur des sentiments. On y demande à Dieu de bénir les armes de l'Angleterre. Le maréchal le lut avec indignation et l'envoya à Saint-Florentin : « Il vous donnera à connaître, lui disait-il, quel est l'esprit que les prédicants tâchent de souffler à ces gens-là. » Le secrétaire d'Etat ne mit en doute ni son authenticité, ni son origine; il n'y découvrait « que trop bien l'esprit des ministres <sup>1</sup> ».

Dans son aversion, il eut tôt fait d'envelopper l'ensemble des fidèles, soupçonnés de sympathiser à plein cœur avec leurs ministres. Vainement, quelques réformés manifestent-ils de leur tristesse, devant la patrie blessée. Quelques-uns ont, à Montauban, sollicité du maréchal de Richelieu l'autorisation de se grouper, en vue de lire en commun les gazettes. Étrange sollicitude, qui peut couvrir quelque noir dessein. Et Saint-Florentin refuse la permission, car, dit-il, en un siècle où la fausse philosophie n'a que trop troublé les esprits, et où tout le monde veut se rendre arbitre de la religion, du gouvernement et des mœurs, il y aurait un danger particulier à permettre à des religionnaires « mal intentionnés pour le gouvernement » de s'assembler pour s'entretenir des nouvelles publiques <sup>2</sup>.

L'état d'esprit de la Cour ne saurait être plus explicitement défini. De 1758 à 1759, le Conseil du roi a vécu dans des transes continuelles. Les rapports de

1. A. N. TT, 442, lettre du 25 décembre, et O<sup>1</sup> 453, f<sup>o</sup> 1. En 1744, Rabaut avait protesté auprès de Richelieu que ce cantique était faux et calomnieusement attribué aux protestants. (COQUEREL, t. I, p. 353.) On voit qu'en 1758, l'accusation est acceptée valable par Thomond et Saint-Florentin.

2. A. N. O<sup>1</sup> 453, f<sup>o</sup> 49; lettre à Richelieu, du 27 janvier 1759.

ses officiers ont, par surcroît, aggravé sa défiance naturelle et provoqué l'âpre désir des représailles. Comme aux jours lointains des Camisards, comme aux plus sombres périodes de la guerre de 1745, comme aux temps de la jacquerie de 1752, la Cour demeure persuadée que le péril est, à l'intérieur, presque aussi grave que sur les frontières.

Mais, plus que les rapports des gouverneurs et des intendants, ce qui maintint le Conseil du roi dans son inquiétude, ce fut l'intervention de ses diplomates, et principalement de M. le comte d'Affry, notre ambassadeur à La Haye.

C'est M. d'Affry qui persuade la Cour qu'un vaste complot, élaboré en Hollande et dont les fils s'étendent, à travers les nations alliées, jusqu'au cœur de la France, menace la monarchie française. Au mois de mars 1758, il signale à Paris le départ fort précipité de La Haye, d'un certain Combe, protestant réfugié, natif de Nîmes, et garde du corps de S.A.R. Monsieur d'Affry, intrigué par les allées et venues de ce Combe, avait découvert qu'il avait été chargé par les Alliés de prendre, du côté de Cette, des mesures avec les religionnaires de France, en vue de servir nos ennemis. C'était un nommé Dezon qui avait permis de tout découvrir. Orfèvre de profession, originaire de Ganges et réfugié en Hollande pour cause de religion, ce Dezon s'était enfin converti à la religion catholique et ne demandait qu'à redevenir un loyal sujet du roi de France. L'occasion le servit à souhait. Le ministre anglais résidant à La Haye avait proposé d'utiliser cet homme, originaire du Midi de la France, pour exciter, à Cette, un soulèvement parmi les religionnaires. Les conditions avaient été arrêtées pour son retour en Languedoc : on l'assurait que des complices l'y accueilleraient, et que l'affaire serait vite mise sur pied. Mais Dezon vint tout révéler à M. d'Affry, auquel il offrit même ses services de con-



tre-espionnage. L'ambassadeur en référa aussitôt à Paris, ajoutant que l'on était en droit d'avoir en Dezon la plus grande confiance.

L'alarme fut vive à la Cour. Saint-Florentin écrit, sans tarder, à M. de Moncan de s'assurer de la présence en Languedoc du nommé Combe, et de « faire la plus grande attention » à l'avis de M. d'Affry. « Il est certain, disait-il, que le poste de Cette serait un des plus favorables aux Anglais pour tenter une descente et pour soutenir les entreprises dans lesquelles ils auraient engagé les religionnaires. » M. d'Affry fut alors invité à envoyer Dezon, qui, le 8 avril, se présenta à l'abbé de Bernis et à Saint-Florentin. Celui-ci lui confie de secrètes instructions. Le 1<sup>er</sup> mai, Dezon arrive à Montpellier, où il est reçu par l'intendant qui le charge d'entreprendre immédiatement une longue tournée à travers le pays de Ganges, les Cévennes et le Lavau-nage. Le voyage dura jusqu'au 3 juillet. Ayant beaucoup promis, Dezon ne rapporta qu'un butin insignifiant. Saint-Priest, qui se connaissait en hommes, se déclara suffisamment édifié; bientôt après, il rejetait un espion aussi peu délié<sup>1</sup>.

Les révélations de M. d'Affry se trouvaient donc vaines, et la Cour eût pu reconnaître là un motif de confiance. D'autant que presque à la même époque l'affaire de la lettre apocryphe de Paul Rabaut contribuait à dessiller ses yeux.

Sur la fin de l'année 1756, on avait adressé à Saint-Florentin, signée du fameux pasteur, une lettre singulièrement hardie : on y mettait le gouvernement en demeure de rendre la liberté aux protestants, de cesser la persécution, de reconnaître leur culte, faute de quoi

1. Sur tout cet incident qui dure de mars à décembre 1758, voir A. N. TT, 442 et O<sup>1</sup> 454, f<sup>o</sup> 36, 73, 142. Le 29 décembre, Saint-Priest écrit qu'il a donné 120 livres à Dezon « pour qu'il s'en retourne à La Haye, au moyen de quoi nous en serons quitte ».

la Cour était prévenue que les protestants étaient résolus à « joindre leurs forces à celles du roi d'Angleterre, rompre les liens de leur captivité, aux dépens de leurs vies <sup>1</sup> ». La lettre avait, en son temps, vivement ému la Cour, toute surprise de voir Paul Rabaut, jusque-là si loyal, transformé en séditieux. Le doute avait longtemps plané sur cette affaire. Saint-Florentin tenait à cœur de l'élucider, car si des esprits précipités s'empressaient à charger auprès de lui, la mémoire de Rabaut, lui, se refusait à l'accabler. Au mois de février 1758, la certitude éclata enfin. Saint-Florentin soumit la lettre à une personne familière du pasteur, qui déclara son caractère apocryphe, et M. de Moncan, au même moment, fit valoir de solides raisons, tirées de l'irréprochable attitude de l'accusé, pour conclure à l'imposture. Le Secrétaire d'Etat éprouva visiblement une grande satisfaction à déclarer « fausses » des lettres qui, passées en d'autres mains, auraient pu avoir de sérieuses conséquences <sup>2</sup>.

C'était encore là un puissant motif d'accueillir avec défiance ces multiples rapports d'où pasteurs et fidèles sortaient, pour la plupart, avilis. Cependant le Secrétaire d'Etat si empressé à laver la mémoire de Rabaut, n'a jamais élevé le moindre doute sur les accusations qui frappèrent les religionnaires, de 1758 à 1760. Loin de les regarder comme grossies à plaisir, c'est à la malfaisance des ministres, « qui ont toujours, disait-il, la malignité d'entretenir les alarmes et les mauvaises dispositions » de leurs fidèles, qu'il attribuait la révolte dont souffrait alors le Béarn.

La situation y était grave. Le gouverneur, maréchal de Grammont, avouait qu'il lui serait impossible de contenir les protestants, si on enlevait les troupes,

1. A. N. TT, 441.

2. A. N. O<sup>1</sup> 454, f<sup>o</sup> 44, lettre du 10 mars à Saint-Priest.

ainsi que le proposait le marquis d'Argenson, soucieux de renforcer nos armées en ligne. L'un et l'autre plaident leur cause auprès de Saint-Florentin, qui partageait certes les alarmes de son collègue au ministère de la guerre, mais demeurait effrayé devant le danger menaçant la province. Avec quel accent irrité il rappelle que toutes ces révoltes sont excitées par les ministres et les émissaires étrangers, et qu'en ce moment les protestants forment un peu partout de mauvais desseins ! « Ces sortes de gens, écrit-il, ont coutume de séduire les peuples en leur persuadant que le roi est disposé à accorder la tolérance, et en abusant du principe qu'il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. » Que peuvent cependant désirer des rebelles, pour lesquels le Parlement n'a plus de sévérités, les intendants et les commandants plus de sanctions, et qui s'affermissent, grâce à une véritable conjuration de faiblesse ? Cependant ils ne savent se contenter de leurs victoires et songent à de nouvelles batailles, en face de l'ennemi. Puisque la force est le seul remède à une situation devenue intolérable, le comte de Grammont est autorisé à se saisir de quel qu'un de ces ministres factieux. Le maréchal fit donc une expédition à Orthez, perquisitionna, fouilla les maisons suspectes, mais ne put appréhender aucun de ceux qu'il avait désignés : prévenus assez tôt, ceux-ci avaient pris du champ. Le commandant songea alors, par manière de vengeance, à renouveler les dragonnades, mais le Secrétaire d'Etat, effrayé des conséquences d'une pareille sanction, contint son trop bouillant lieutenant.

Or, le motif invoqué pour s'en tenir à une répression légère est de ceux qui éclairent toute une conscience et toute une situation. Il ne faut pas, déclare Saint-Florentin, aigrir les esprits, ni surtout « fournir aux ministres et aux émissaires étrangers de nou-

veaux prétextes pour augmenter la fermentation <sup>1</sup> ».

Les terreurs de la Cour établissaient entre les rebelles du Béarn et l'étranger une entente, sans doute imaginaire, mais par quoi s'explique la politique suivie pendant près de cinq ans à l'égard des réformés.

Même ces terreurs prirent, en 1759, des proportions inouïes. La flotte anglaise menaçait nos côtes : des débarquements de troupes s'étaient opérés sur des points que la présence de religionnaires rendait particulièrement vulnérables. Il eût été prudent de surveiller ses paroles et ses gestes. Le maréchal de Thomond remarqua, au contraire, une recrudescence d'insolence de la part de protestants, trop prématurément assurés du triomphe des Alliés. Le 7 juin 1759, il écrivait à Saint-Florentin que depuis deux mois, les réformés devenaient plus audacieux : « La présence de la flotte anglaise est le prétexte dont les ministres se servent pour les exhorter à être plus hardis, en les assurant d'un secours imaginaire. On leur donne les conseils les plus affreux, et trop horribles à répéter. Plusieurs ministres ont déclaré qu'ils ne tiendraient plus d'assemblées la nuit, mais que ce serait dorénavant en plein jour, dans la matinée, et près des villes et des bourgs, n'y ayant plus rien à craindre, puisque l'on avait obtenu pour leur religion la tolérance, en attendant que les puissances de leur croyance leur en puissent obtenir la liberté entière par les armes, qu'elles n'avaient prises que pour cela... La prière pour l'Angleterre est renouvelée... <sup>2</sup> »

Ce n'étaient point là seulement promesses en l'air. Thomond raconte que les assemblées avaient repris, sur tout le Languedoc, et qu'on y voyait de « trois à quatre mille personnes, armées de fusils et de gros bâ-

1. Sur l'affaire du Béarn, voir A. N. O<sup>1</sup> 454, f<sup>os</sup> 16, 28, 40, 44, 68. Le trouble dura de janvier à avril 1758.

2. A. N. TT, 442.

tons ». Dans la région voisine, M. de Gudanes, commandant le pays de Foix, s'étonnait, le 12 juillet, de trouver, à son retour d'un assez long voyage à Paris, une contrée pour ainsi dire transformée. Après cinq ans de longs efforts pour garantir le comté de Foix de la contamination des pasteurs, les assemblées y avaient subitement repris comme sur un mot d'ordre. De tous côtés, on n'entendait parler que de tumultes, d'émeutes et de révolte<sup>1</sup>. Les prédicants agissaient sans aucune retenue, et « à les entendre parler, racontait un espion, il semble que le royaume de France soit perdu. » On suivait avec inquiétude les étapes de la prédication d'un Ladevèze, d'un Gibert, d'un Figuières, d'un Périé enfin qui, le 14 juillet soulève les réformés de Saint-Félix, se rend, le 21, à Anduze où le consistoire, effrayé de ses propos, lui refuse la parole, et se venge, le 22, par un prône furibond débité à Thoiras<sup>2</sup>.

Au milieu de ce déchaînement, que devenaient les sages conseils de Paul Rabaut ? Était-il, lui-même, capable d'arrêter cette course à l'abîme ? Il prêchait la patience dans l'épreuve. Mais Lassagne, ministre d'Anduze, écrivait le mémoire « d'un patriote des Cévennes », où s'il proclamait la fidélité des sujets protestants, il laissait néanmoins entendre qu'il y avait, dans la seule généralité de Montpellier, « de 400 à 500.000 religionnaires, et qui réclament la tolérance civile », décidés à la conquérir<sup>3</sup>.

Sur tout l'horizon, couraient des lueurs d'incendie. Les gens du roi ont assurément vécu dans l'attente du

1. A. N. TT, 442. Voir sa lettre du 12 juillet, où il avoue que « sa surprise a été extrême ». Gudanes était le cousin germain de M. de Beauville.

2. Sur cette activité, voir aux A. N. TT, 442, en 1759.

3. Précisément dans une lettre du 1<sup>er</sup> mars 1760, Lagarde raconte qu'il a entendu des prédicants évaluer les protestants de cette province à 450.000, dont 50.000 en état de porter les armes. On voit la concordance des chiffres donnés par un pasteur et un espion.

danger. Certains l'ont peut-être exagéré ; pour tous, il ne fit aucun doute. La Cour, par l'accueil empressé qu'elle réservait aux nouvelles, éveillait une dangereuse émulation ; en se lamentant sur le péril et ses instigateurs, elle excitait la passion de ses officiers et la haine des sujets fidèles. Alors affluèrent les dénonciations individuelles et les listes de prédicants, d'une rare précision, établies dans le but de permettre à la Cour de frapper juste et fort, parmi les organisateurs du désordre<sup>1</sup>. Vainement, quelques pasteurs essayèrent-ils de détourner cette hostilité qui menaçait de les submerger. Tel Pomaret qui, dans un mémoire à l'intendant Saint-Priest daté du mois de mai 1760, s'élève contre « ces calomnies », proteste que « la race des Camisards est entièrement éteinte », et qu'il ne s'en souvient « que pour la détester<sup>2</sup> ».

Ces assurances tardives se heurtaient à l'hostilité générale en ces jours où l'on s'accordait à stigmatiser l'activité d'un parti de factieux.

## II

La Cour était frappée des dangers du Languedoc, où les procédés du maréchal de Mirepoix avaient déterminé un courant d'opinion fort hardi. La province croyait à la bienveillance officielle. Qui l'eût alors détrompée, aurait provoqué une explosion de mécompte et sans doute de colère. La Cour, bien qu'elle redoutât ce réveil, était résolue à briser avec la politique du

1. La plus importante, car elle donne le nom, le lieu d'origine, le signalement, l'âge, le caractère de tous les ministres du Midi, est celle qui fut envoyée par Saint-Priest, le 8 mai 1760, et qui est aux A. N. TT, 442.

2. A. N. TT, 442, année 1760.

gouverneur défunt. Rebelle aux mirages de promesses sans cesse renouvelées par les pasteurs parce que sans cesse violées par les fidèles, le Conseil du roi songea à donner au Languedoc un gouverneur, à la main vigoureuse. Son choix s'arrêta sur le maréchal de Thomond, gouverneur de Guyenne.

M. de Thomond eût été, à vrai dire, l'homme de la situation, si celle-ci avait présenté des caractères d'exceptionnelle gravité. Il n'était pas seulement dur, il frappait avec brutalité. Les réformés de Guyenne gardaient de son commandement un souvenir amer. Dans cette contrée où l'esprit de tolérance avait réalisé de sensibles progrès, Thomond avait publié deux ordonnances, les 18 septembre et 12 octobre 1757, grâce auxquelles toute la sévérité des décrets royaux tombés en désuétude se trouva renouvelée. Le parlement de Bordeaux avait été contraint d'y joindre son arrêt du 21 novembre 1757, qui signifiait la reprise implacable de la répression. Un long cri de douleur traversa la province. Le Conseil du roi avoue que « les protestants demeurèrent consternés, les assemblées cessèrent totalement pendant plusieurs mois ». Ce régime de terreur persista, aussi âpre, jusqu'au jour où le roi envoya le maréchal en Languedoc. Nomination qui sembla d'abord compromettre le but cherché. A des fidèles ayant fait, sous les yeux bienveillants du maréchal de Mirepoix l'apprentissage — même irrégulier — de la liberté, il apparut que la présence d'un soldat renommé pour sa rudesse était un défi.

Le Conseil travailla à ménager la transition. C'est dans ce but qu'il adressait, le 7 janvier 1758, au nouveau gouverneur ses instructions détaillées. Elles contiennent tout d'abord la critique fort vive des méthodes suivies par le maréchal de Mirepoix. L'indépendance de ses initiatives et la hardiesse de ses projets sont



rappés de blâme; mais surtout est stigmatisé le volontaire aveuglement de cet officier, que ses illusions empêchaient d'apercevoir la réalité. Mirepoix faisait de la loyauté des pasteurs la pièce maîtresse de son système. « Une expérience constante a fait connaître la mauvaise foi des religionnaires et de leurs ministres, et il ne faut pas se flatter qu'ils tiennent les promesses qu'ils pourront faire... On ne pense point, comme M. de Mirepoix, qu'il n'y ait point de fanatiques et de brouillons parmi les ministres. Ils le sont par état. » Après cette catégorique déclaration, le Conseil ne put s'empêcher de reprocher au maréchal de Thomond la sévérité de ses ordonnances en Guyenne. Les protestants languedociens demandent à être traités avec plus de ménagement. La fermeté du gouverneur doit être tempérée de condescendance. Il faut contenir et ne point surexciter, user de l'autorité sans la compromettre, dissimuler à propos, plus menacer que punir, en un mot recourir aux moyens que l'on a employés durant la dernière guerre, et dont le succès a justifié la sagesse<sup>1</sup>.

M. de Thomond éprouva une vive surprise. Mettant au compte de l'ignorance des directives aussi imprévues, il crut utile de rappeler à Saint-Florentin les abus dont souffrait le Languedoc, la licence inouïe de ses religionnaires. Mais, le 2 février, le Secrétaire d'État lui répondit qu'il n'ignorait rien de cette situation, et qu'il fallait néanmoins subir au moins mal les circonstances actuelles. Elles exigent de la prudence. Les pasteurs « ont toujours la malignité d'entretenir les alarmes et les mauvaises dispositions » de leurs fidèles. Péril avec lequel il faudra compter, car, si l'on est parvenu à contenir les protestants durant la

1. L'original de ces Instructions est aux A. N. TT, 446. Publiées par B. P. F. 1869, p. 466.

dernière guerre « avec beaucoup de peine », la difficulté ne sera pas moindre aujourd'hui<sup>1</sup>.

Les premières conférences du gouverneur avec l'intendant Saint-Priest lui servirent à prendre, de la situation, une connaissance qui était de nature à décourager. L'intendant vivait dans la hantise des complots. Il nourrissait, à l'égard des pasteurs, d'aussi vives préventions que Saint-Florentin. Pour surveiller leurs gestes, il était d'avis d'employer les espions, dont il avait toujours fait usage. Précisément, il avait obtenu, du Conseil du roi, de sérieuses gratifications pour ces serviteurs discrets. La nécessité n'avait jamais été plus pressante de répandre l'or, afin d'épargner le sang<sup>2</sup>.

Or, en ce moment même, l'ancien agent Puechmille, dit Lagarde, s'agitait beaucoup. Nommé, grâce à Saint-Priest, contrôleur des actes à Marvejol, il intriguait auprès de Saint-Florentin, auprès du contrôleur général, auprès de l'intendant, son protecteur, affirmant que ses services ne pourraient jamais être plus précieux, et que, s'il était nommé « ambulant au département de Mende », il saurait bien ne rien laisser au hasard, dans ses tournées, afin de découvrir les agissements des huguenots. Soutenu par Saint-Florentin, l'aventurier fut agréé aux services du gouverneur<sup>3</sup>.

Dès le mois d'avril 1758, le gouverneur est prévenu de l'activité du ministre Verzenobre et de son séminaire ambulant. Verzenobre gardait auprès de lui douze jeunes gens, destinés au pastorat, qu'il formait à la vie d'apôtre, en errant de village en village. Ce groupe, d'ailleurs pacifique, était une cause de frayeur pour les catholiques. Chose plus surprenante, les officiers

1. A. N. O<sup>1</sup> 454, f<sup>os</sup> 4 et 23.

2. A. N. H. 1.078.

3. A. N. O<sup>1</sup> 454, f<sup>o</sup> 4 : lettre du 5 janvier 1758 de Saint-Florentin au contrôleur général pour lui recommander Puechmille.

royaux eux-mêmes ne cachaient pas la crainte que leur inspiraient ces va-et-vient de jeunes gens, d'une piété exaltée. Le subdélégué de l'intendant à Nîmes, M. de Tempié, surveillait avec soin le passage du ministre en Lavaunage, savait par le détail les maisons où il se faisait héberger, le suivait dans son séjour d'une semaine à Aubais, toujours prêt à refouler une tentative de révolte, mais n'osant pas « délivrer le pays de ce parasite ». Beauteville lui-même déclarait que c'était là un grave sujet d'ennui, mais n'osait conseiller la capture du pasteur, qui exciterait un véritable soulèvement. Avec dépit, le maréchal de Thomond se voyait ainsi tenu en échec par « un affronteur ». « Il est fâcheux, disait-il, que c'est précisément parce qu'il est protestant qu'on ne puisse point le punir et en délivrer le pays, mais j'en sens les inconvénients<sup>1</sup>. »

Il les sentait si bien, et ils étaient de telle nature, que Lagarde fut prié de s'insinuer au cœur des positions ennemies. L'espion était habile; les protestants, à voir cet étranger si rempli de sollicitude pour leur sort et si actif à leur promettre des adoucissements, grâce à ses hautes relations, se confièrent à lui, le suppliant de leur être une manière d'agent officieux. « Toutes leurs affaires passeront par mes mains, écrivait-il avec orgueil au maréchal de Thomond. Ainsi la Cour peut être bien tranquille sur cette partie. » Les réformés lui développèrent aussitôt leurs exigences. Il était nécessaire de rappeler au gouverneur les secrètes tractations engagées avec son prédécesseur Mirepoix, et d'obtenir « cette tolérance fixe » dont on avait établi les premières bases. Un long mémoire fut donc adressé à Thomond. La réponse du gouverneur ne se fit pas longtemps attendre. Aux environs de Castres, deux assemblées s'étaient

1. A. N. TT. 442. Voir la correspondance de Thomond, Saint-Priest, Tempié et Beauteville sur ce curieux incident.

tenues, dans la nuit du 8 au 9 mai et du 28 au 29 juin, au château de Lacam. Depuis cinq ans, c'étaient les premières assemblées qui reprenaient dans cette région. Thomond frappa, le 29 juillet, de lourdes amendes les principaux coupables<sup>1</sup>.

Les protestants étaient décidés à passer outre. Comme le disait Lagarde, « persuadés que le roi ne donnerait rien, ils voulaient prendre malgré lui ». Au moment où le gouverneur affichait sa volonté de briser avec la tradition de mansuétude, ils résolurent de mener à bonne fin la reconstruction de leurs temples. Il semble bien que le pasteur Gibert, dit Latour, ait été l'instigateur du mouvement, qui va devenir, pour le maréchal de Thomond et Saint-Priest, une cause de si lourdes alarmes. Arrivé, vers le mois d'août 1758, de Guyenne et du Poitou, Gibert parcourt les Cévennes où il excite pasteurs et fidèles. Les ministres Roux et Jaussines entrent avec feu dans son projet. Au mois d'août, le ministre Lassagne, d'Anduze, donne, avec des paroles violentes, son adhésion. L'intendant, l'officier de Beateville et le gouverneur sont, à cette date, remplis d'inquiétude, et s'attendent à voir « une étincelle » allumer soudain un grand incendie. De son côté Lagarde travaille activement. C'est lui qui signale toutes les démarches de Gibert, et qui chemine d'Anduze à Alais, à travers les Cévennes, où il recueille les moindres projets. Ses relations sont pessimistes et tendent à convaincre le maréchal — qui parfois affiche le scepticisme — d'une imminente catastrophe. Or, le 1<sup>er</sup> septembre, arriva, comme un coup de tonnerre, la nouvelle qu'aux lieux du Collet de Dèze, La Melouze,

1. A. N. O<sup>1</sup> 484, f<sup>os</sup> 106, 143, et TT, 442. Ce Mémoire, extrêmement précieux, parce qu'il nous fait connaître à quel point était arrivé le projet du maréchal de Mirepoix, et qu'il révèle certaines tractations dont le maréchal n'avait pas dit mot à la Cour, se trouve au carton TT, 442, à la date du 12 juillet.

Saint-Paul-Lacoste, et Saint-Martin de Babaux, les religionnaires, gagnés aux prônes enflammés de Gibert, s'étaient mis hâtivement à relever leurs temples.

De l'inertie, Thomond se proposa soudain de passer à la répression. Le remède eût été pire que le mal. Ce fut Lagarde qui contint cet esprit de menace. Parti en toute hâte pour Collet de Dèze, il y assemble les réformés, auxquels il montre l'inévitable répression et, de proche en proche, obtient des aveux intéressants. Les religionnaires racontèrent qu'ils avaient agi sur les conseils de Gibert « qui les assurait qu'il venait de la Cour, qu'il avait parlé au roi, sollicité la permission de reconstruire les temples, et que Sa Majesté lui avait répondu : « Oh ! bon, bon, j'ai bien d'autres choses à faire, qu'on fasse ce qu'on voudra. » Gibert avait alors fait démolir les vieilles bâtisses, puis était parti, avait passé le 22 août au village de Brou où il « avait prêché la sédition », et de là, dans le Lavaunage.

De son côté, Beauteville avait organisé une expédition à Saint-Martin de Babaux, où la seule présence des soldats ramena la paix. D'eux-mêmes, les religionnaires démolirent l'ouvrage commencé et promirent de chasser le mauvais conseiller Gibert. Quant au maréchal de Thomond, il ne parlait de rien moins que de renouveler les dragonnades. Vainement le curé de Dèze demanda-t-il grâce pour ses paroissiens hérétiques, en se portant garant de l'avenir ; le gouverneur logea quelques dragons, deux à deux, chez les principaux réformés. « Je sais, disait-il, que cela les gêne et mortifie beaucoup. » Mais il eût surtout désiré appesantir son bras sur le principal fauteur du mouvement, le pasteur Gibert. Le Secrétaire d'Etat, qui avait eu, durant ces incidents, sa large part de craintes, s'empressa d'approuver la capture d'un « homme décrédité dans son parti » et fort empressé à fuir le danger qu'il

fait naître. Le gouverneur « usera donc de célérité, afin que Gibert n'ait pas le temps de gagner la populace comme il paraît y travailler », et, dès qu'on l'aura surpris et mis dans « des prisons sûres, on aura grand soin d'annoncer qu'il est arrêté comme perturbateur du repos public ».

Cette effervescence tomba lentement. Les derniers remous s'apaisent en septembre. La fuite de l'agitateur, la rapidité des mesures, la précision des avis de Lagarde, le rôle conciliant de l'espion qui découvrit là une occasion de pousser ses affaires parmi les réformés eux-mêmes, tout fit comprendre aux rebelles qu'ils étaient partis un temps trop tôt. Devant l'échec, ils firent entendre d'amers reproches. Et comme Gibert eut l'impudence de s'afficher, au début de septembre, aux environs du Vigan, pour y reprendre sa campagne séditionneuse, le consistoire d'Alais n'hésita plus à secouer sa tutelle dangereuse. Hardiment on y déclara, devant le pasteur ahuri, que les protestants seraient invités à répondre aux ordres de l'intendant et à « tapisser » la façade de leurs maisons, à la prochaine Fête-Dieu. Gibert s'emporta jusqu'à excommunier le consistoire, qui riposta en chassant le ministre, qu'il déferait au synode national<sup>1</sup>.

Ce projet de synode national n'était pas de nature à rassurer des autorités secouées par la frayeur. Ces assises solennelles ont toujours inquiété l'ancien régime, qui affectait de redouter, dans ces foyers de zèle, des foyers de sédition. Le maréchal de Thomond n'entendit point parler du prochain synode sans se demander quel mal sortirait de ce concours d'hérétiques que les récents incidents et la conduite malheureuse de la guerre pouvaient pousser aux extrémités. De son côté,

1. Toute cette période — août à septembre 1758 — est racontée dans les dépêches officielles réunies aux A. N. O<sup>1</sup> 454, P<sup>1</sup> 181, 187, 207 et passim, et TT, 412, chemise 10.

l'intendant s'inquiète de connaître, dès le mois d'août, les courants qui ont chance de prévaloir à cette prochaine assemblée.

Averti que l'on y décidera la question des « tapisseries » et celle de la reconstruction des temples, et que les pasteurs exaltés y joueront un jeu serré, le maréchal n'était pas rassuré. Il envisageait le cas où les « modérés » seraient mis en échec, et avouait que « le projet embarrasserait fort, si on l'exécutait ». Il n'avait point de troupes. Le roi ne voulait pas d'une brutale répression, comme celle qu'il avait organisée en Guyenne. Abandonné à lui-même, Thomond se tourna vers Lagarde, qui fut chargé de recueillir tous renseignements relatifs au synode. Espion dont l'adresse est aussi merveilleuse à découvrir les complots qu'à alimenter la crainte parmi ses protecteurs, celui-ci s'ingénie à agiter le spectre de la rébellion, tantôt annonçant qu'une véritable armée de ministres, d'anciens et de députés s'achemine vers les monts de l'Aigoual, tantôt révélant que les réformés sont décidés à reconstruire leurs temples et à refuser la dime au clergé, tantôt signalant que Gibert et autres « bouteux » parcourent le pays, qu'ils endoctrinent à la veille de la grande consultation. Quand le synode se réunit, au hameau de la Valette, au pied des montagnes de l'Espéron et de l'Aigoual, le 8 septembre, le maréchal de Thomond avoua sans détour qu'il n'avait pas osé le dissiper, parce que « des vedettes bien armées » se tenaient sur les hauteurs, qui auraient appelé aux armes contre les troupes, et que le danger eût alors dépassé toutes les prévisions. « Les protestants peuvent nous embarrasser très fort dans des pays difficiles et étendus, qu'ils ont su cultiver par leur industrie, au point de pouvoir aisément à leur subsistance. »

Aveux éloquents, même s'ils étaient le fruit de erreurs vaines. Nul incident sérieux ne marqua



cependant la tenue du synode, où s'étaient rencontrés 40 ministres et 40 anciens, accourus de Bordeaux, du Poitou, de la Saintonge, du Béarn, du Dauphiné et même de la Normandie. Grâce à « un homme sûr et bien instruit », le maréchal de Thomond apprit la fermeté des pasteurs modérés qui, à la suite de Boyer et Paul Rabaut, surent contenir les divagations exaltées du « furieux Gibert », obstiné à « faire passer son sentiment ». L'année 1758 allait vers sa fin, sans trop d'encombre <sup>1</sup>. Les protestants, mis en demeure de choisir leur ligne de conduite, avaient promis d'être sages. Les « boutefeux » paraissaient confondus.

Cependant, précisément vers la fin de ce mois de septembre, la Cour fut informée que les hostilités reprenaient. La paix n'avait pas duré vingt jours. C'est en effet le 22 septembre que le maréchal de Thomond est averti du refus que les religionnaires mariés du Lavaunage opposent aux officiers chargés de recruter la milice. Prétextant qu'ils sont véritablement mariés devant Dieu, même si la loi ignore leur état, les réformés s'obstinent à ne point tirer au sort. La difficulté était, à la vérité, insoluble. Les officiers, arguant de la loi, ne pouvaient reconnaître des mariages inexistants aux yeux du législateur; les protestants, arguant de leur conscience, clamaient leurs droits et se dressaient contre l'autorité. Ce conflit mettait en relief l'opposition de deux puissances, dont l'une ne songeait alors qu'à avoir raison de l'autre. Le maréchal laissa percer son découragement. Devait-il fermer les yeux sur l'illégalité de la thèse huguenote? Laisserait-il retomber sur la jeunesse catholique tout le poids de la milice? « Quel dégoût pour elle, disait-il, et quel sujet de mécontentement! » Quant à user de la force, il n'ose s'y résoudre. « Quand bien même j'aurais ici

<sup>1</sup>. A. N. TT, 442, chemises 10 et 11.

assez de troupes sur lesquelles je pourrais compter pour réduire 40.000 personnes mariées au désert, serait-il à propos d'user de violence et d'allumer un feu qui peut-être gagnerait et ne serait pas aisé à éteindre? » Auprès de lui, l'intendant manifestait des inquiétudes semblables. Une chose les tracassait entre toutes : le pasteur Verzenobre mettait toute son ardeur à légitimer la résistance de ses fidèles. Nul ne songeait aux besoins de la patrie. Les uns poursuivaient la reconnaissance de leur droit ; les autres s'obstinaient en d'inapplicables prescriptions.

Les religionnaires d'Uzès mirent dans leur refus une particulière véhémence. Verzenobre, persuadé qu'il était urgent de justifier, aux regards du gouverneur, une conduite qui menait tout droit à la rébellion, lui adressa un « mémoire pour les protestants d'Uzès ». Cette affaire devenait à chaque instant plus périlleuse si Lagarde n'avait, encore là, déployé, sous le masque de l'espion, toute l'adresse d'un diplomate. Sans prendre les directions de ses chefs, il arrive, à l'improviste, au beau milieu du tumulte d'Uzès, tient avec le pasteur de fréquents conciliabules, convoque les réformés, se présente à eux sous les dehors d'un ambassadeur officiel, affirme qu'il vient au nom de Monseigneur le maréchal et de l'intendant, et qu'il a pleins pouvoirs pour accommoder l'affaire. On trouva donc un terrain d'entente. Les réformés du Lavaunage promirent leur soumission, heureux de s'entirer à bon compte. Lagarde avait apaisé le conflit, mais s'était lui-même « brûlé ». Saint-Florentin n'avait pas assez de regrets d'un acte aussi inconsidéré, qui le priverait désormais des précieux services d'un espion qui venait d'abattre ses derniers atouts. Mais Saint-Priest s'émerveilla devant la réussite de ce « particulier, auquel il est si fort à craindre qu'il n'arrive quelque chose de fâcheux ». Avec autant de ferveur que M. de Thomond, Verzenobre

proclama « la bonne conduite » de l'étrange plénipotentiaire.

Cependant, passées les effusions joyeuses, le maréchal réfléchit au mémoire de Verzenobre et aux conditions de la paix négociée par Lagarde. Il redouta d'avoir été joué, et que l'autorité royale n'eût été compromise. Si « ces gens-là », disait-il, s'en aperçoivent, leur succès leur sera une occasion de « tenter de nouvelles entreprises », tandis que pour lui-même restera la honte de laisser croire à Verzenobre et ses confrères qu'ils ont contraint Sa Majesté à composer avec eux. Thomond ne cachait plus son dépit. « Je ne me trompe point quand je pense qu'il faut être en état d'en imposer » à ces sujets obstinés dans leur révolte<sup>1</sup>.

L'autorité venait, en réalité, de traverser une série d'humiliations, dont elle souhaitait abolir la mémoire.



### III

Soit à Paris, soit en province, le recours à la force apparaissait cependant impossible. A la suite de deux assemblées à Saint-André de Valbrogne, organisées avec tout l'apparat de cérémonies publiques et où s'étaient rencontrées de véritables foules, en dépit des troupes mises en garnison à Montpellier pour en imposer aux hérétiques, le maréchal de Thomond n'avait pu éviter de frapper d'amende l'arrondissement coupable. Vaines mesures, proclamait-il, qui « n'ont aucun effet », mais font davantage sentir le besoin de jours plus tranquilles, « pour sévir d'une manière plus sévère

1. A. N. TT, 442, chemise 11. Ces incidents remplissent les mois de septembre à novembre 1738.

et plus efficace<sup>1</sup> ». Or, l'attente menaçait d'être longue : nul ne voyait poindre quelque chance de paix. Ainsi s'établit une politique religieuse du laisser faire, contrainte et gonflée de rancune. Sans tarder, les protestants la mirent à profit.

La Picardie était alors un véritable nid d'apostats. L'intendant, M. d'Invau, ne cessait de signaler ceux de la paroisse de Montbrehain, qui devenaient des prosélytes actifs. Un certain Pierre Nicolas Leduc fut surtout dénoncé pour avoir conduit à Tournay sa sœur, dont il fit célébrer le mariage par un ministre réformé. Trois autres protestants, accusés de « se laisser séduire » par cet exemple étaient signalés à la vindicte du Conseil du roi. Saint-Florentin donna donc des ordres pour mettre en prison Leduc, considéré comme le plus coupable. Mais alors le lieutenant criminel de Saint-Quentin fait entendre une protestation apeurée : il révèle au Secrétaire d'État toute l'étendue du mal que provoquerait une pareille sanction. Le protestantisme est beaucoup plus enraciné dans les environs de Saint-Quentin qu'on ne le pense ; plus de vingt mille familles sont établies, qui ont suivi le procédé pour lequel on veut frapper Marianne Leduc et son mari Lefebvre ; attaquer ce foyer serait porter le trouble parmi une infinité de sujets et il y aurait du péril à le faire « surtout dans les circonstances présentes ». L'intervention de ce magistrat avisé renversa la situation. Le Secrétaire d'État approuva qu'on ne poursuivît point les deux coupables, félicita son subordonné et rédigea pour l'intendant des directives nouvelles : « Il faut se réduire aux voies de prudence et de douceur à l'égard des religionnaires de ce canton. Tâchez d'employer des gens sages et capables d'acquérir leur confiance ou celle de leurs sectateurs. Vous pourrez ga-

igner ces derniers, et si les autres étaient abandonnés, on parviendrait peut-être à les gagner eux-mêmes<sup>1</sup>. »

Les protestants de Montauban se chargèrent en effet de démontrer l'inutilité des voies de rigueur. En avril 1758, à l'évêque du lieu qui lui avait dénoncé les nombreuses assemblées convoquées dans les environs de sa ville épiscopale, Saint-Florentin avait promis de « réprimer ce désordre ». En réalité, il laissa les choses traîner en longueur. Il espérait du temps l'apaisement général. Mais en juin 1759, l'intendant, M. de Lacoré, vient à la rescousse de l'évêque. Du côté de Saint-Affrique le mal est pire; les hérétiques y affirment qu'ils bénéficient de la tolérance royale. Un nommé Rastet y joue le rôle principal. On le regarde comme « l'un des principaux moteurs » de toute cette agitation, « fanatique noté » dont l'exemple est des plus dangereux. L'intendant fut donc autorisé à l'arrêter et le conduire aux prisons de Rodez, mais sous la réserve que « les circonstances ne permettaient pas de réprimer les assemblées par la force ». Quoique restreinte, la sanction ne témoigna d'aucune vertu pacificatrice. Un exempt de la maréchaussée s'était présenté au domicile de Rastet, avait arrêté l'homme ainsi surpris et le conduisait hors de la ville, sur le chemin de Rodez. La nouvelle s'était promptement répandue dans la ville. Confiant dans la rapidité de son exploit, l'exempt cheminait en toute tranquillité, quand surgit une foule de mutins qui l'entourne, le menace, le frappe et lui arrache son prisonnier. Le maréchal de Richelieu dut faire connaître l'émeute au Secrétaire d'État, qui ordonna de prendre de sévères mesures. Mais Rastet avait pris la clef des champs, et Richelieu, qui ne se souciait point de sévir contre une population irritée, se hâta d'obtenir une soumission générale, à la suite

1. A. N. O 1 454, f<sup>os</sup> 35, 60 et 93.

de laquelle il intercédâ auprès de Saint-Florentin en faveur de Rastet, qui, disait-il, n'était pas plus coupable que les autres. Ce principe justifia tous les abandons de l'autorité. Rastet fut averti qu'il lui suffirait de venir de lui-même en prison ; on lui promettait la liberté après « un certain temps », et que l'affaire serait close. Quelques jours d'incarcération volontaire pour crime d'émeute : les protestants jugèrent aussitôt de leur force réelle et de la faiblesse véritable des pouvoirs publics <sup>1</sup>.

L'intendant de Limoges, M. Pajot, apprit lui aussi à ses dépens qu'il y avait quelque chose de changé, au Conseil du roi. Les premiers mois de l'année 1759 avaient été assez encombrés d'assemblées, de cérémonies et de manifestations huguenotes. Pajot crut de son devoir d'avertir le Conseil et de demander justice. Saint-Florentin lui fit savoir, le 4 août, que si les réformés de Villefagnan devenaient fort encombrants, et s'il était « intéressant de réprimer une pareille contravention », il ne fallait pas ignorer d'autre part « que les circonstances actuelles exigent de la circonspection et des ménagements ». Point de violence, ni de mesures criantes. On pourrait, à la rigueur, se saisir de « ce particulier, petit, bossu et mal vêtu qui a administré la Cène dans l'assemblée du 10 juin », mais aucun sévice ne sera exercé contre lui sans un avis formel du roi. Sans doute l'intention de Sa Majesté est que soit doublée la capitation de ceux chez lesquels les assemblées se sont tenues ou qui ont donné retraite aux prédicants dans leurs maisons ; toutefois, — et la réserve en dit long sur l'état d'esprit de la Cour en 1759, — « en leur infligeant cette peine, Sa Majesté désire que vous en laissiez ignorer le motif, et que rien n'annonce dans le public que c'est pour cause de

1. A. N. O<sup>1</sup> 454, f<sup>o</sup> 70 ; O<sup>1</sup> 455, f<sup>os</sup> 419, 450, 456 et 200.

religion que leur imposition se trouvera augmentée. L'effet que produiront ces punitions fera connaître le parti qu'il sera à propos de prendre par la suite, si le désordre continue <sup>1</sup> ».

On ne pouvait mieux laisser entendre que la période des sévérités était close, en raison d'une situation politique difficile.

Les résistances individuelles s'en accrurent. En Béarn, la question des mariages fit apparaître l'incertitude des solutions. Un avocat d'Orthez, nommé Parage, avait épousé au désert une demoiselle Bazin. Le procureur du Parlement ayant engagé contre les coupables une procédure extra judiciaire, où l'autorité du roi intervenait et grossissait l'incident à plaisir, Saint-Florentin désavoua la poursuite, en blâma « l'éclat inutile », et voulant néanmoins « empêcher que la licence des mariages qui n'a encore eu lieu que parmi le bas peuple ne fasse de plus grands progrès », exila Parage et rendit la demoiselle Bazin à sa famille (avril 1761). Le même désaveu frappa, un mois plus tard, une procédure semblable engagée contre Vidal, avocat à Orthez et son épouse. Parage fit connaître, en novembre, qu'il se soumettait aux conditions de la réhabilitation de son mariage. Mais le curé d'Orthez, renommé pour sa sévérité, soulevait d'incessantes difficultés, si bien que le Secrétaire d'Etat dut lui signifier sa volonté de voir résolu l'incident <sup>2</sup>.

Le Parlement n'avait point reçu cette sorte de leçon d'un cœur docile. Plusieurs procédures étaient commencées : elles furent aussitôt arrêtées. Les prévenus restèrent fort tranquilles sur leur sort. L'opinion se répandit que le roi avait blâmé la persécution ; et non

1. A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>o</sup> 166. Ce « particulier, petit, bossu et mal vêtu », doit être le pasteur Périé dont Lagarde fait le portrait suivant, en août 1758 : « Il est bossu, petit et d'une fort laide figure ». A. N. TT, 442, chemise 8.

2. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>os</sup> 92, 99, 126, 246 ; O<sup>1</sup> 458, f<sup>os</sup> 21, 124.



seulement les mariages se multiplièrent au désert, mais « plusieurs catholiques des deux sexes, séduits par les protestants », se rendirent aux assemblées où ils faisaient célébrer leur union. La liberté laissée aux religionnaires alla au point que le Secrétaire d'État dut écrire, le 28 juin 1762, à M. Cazaux, pour se plaindre de l'inertie du Parlement et des progrès audacieux des hérétiques. D'ailleurs il ne réclame pas un appareil de violence, mais que l'on revienne aux usages délaissés, et que les procédures soient enfin appliquées aux délits qui « se présenteront à l'avenir ».

C'était le coup d'éponge officiel sur tout un passé délictueux<sup>1</sup>. Néanmoins, la réserve en ce qui concernait l'avenir ne fut pas agréée de magistrats habitués à l'incurie. En vain, Cazaux fit-il un réquisitoire au Parlement à l'occasion des assemblées, en vain le fit-il suivre d'un arrêt chargé de menaces, d'une sincérité si douteuse que Saint-Florentin se hasardait à demander « qu'elles ne restent pas entièrement sans exécution »; les jurats d'Orthez s'appliquèrent à le détruire dès sa promulgation. L'arrêt parut sans aucun signe d'authenticité, discrédité aux regards de la foule. Cazaux s'en plaignit amèrement au Secrétaire d'Etat qui l'autorisa à ordonner des poursuites contre les jurats. C'est alors que se dévoila à l'évidence la faiblesse organique des autorités provinciales. Mis en demeure d'agir, le procureur au Parlement hésite, ergote, réclame de son supérieur des précisions dont il n'avait guère besoin et dissimule sous un flot de bravades la frayeur qui l'étreint. Saint-Florentin se vit obligé de rendre un peu de hardiesse à cet officier défaillant. Mais ni les jurats ne furent inquiétés, ni le Parlement n'accepta d'admonestations, et dans ce

1. A. N. O<sup>1</sup> 458, f<sup>os</sup> 145, 182, 193, 199.

désarroi des forces gouvernementales, les réformés ne manquèrent pas de trouver l'occasion de nouveaux avantages.

Ces progrès étaient surtout visibles en Languedoc. Le projet de reconstruire leurs temples avait, un instant, provoqué la dissension parmi les réformés, et l'année 1758 s'était surtout passée à rétablir parmi eux une concorde meilleure. Mais dès l'année 1759, on voit les assemblées se multiplier un peu partout; les résolutions prises au synode national du 9 septembre 1758 portent leurs fruits. L'assemblée du 18-19 novembre 1758, à Gandels, au diocèse de Lavaur, fut une des principales manifestations de la vie nouvelle. Deux soldats y assistaient, revêtus de leurs uniformes et en armes; ils s'étaient chargés de faire eux-mêmes le guet. Reconnus, ils furent appréhendés et le maréchal de Thomond était d'avis de les punir « suivant la rigueur de la loi ». Mais ce beau feu tomba presque aussitôt : devant le danger, le maréchal préféra reculer. Il s'en excusait auprès de Saint-Florentin, qui comprit et approuva<sup>1</sup>.

Une seconde retraite d'une singulière importance contribua à déterminer les positions respectives des fonctionnaires et des réformés. Les pasteurs Paul Rabaut et Pierre Encontre, ayant fait imprimer, le 11 décembre 1758, une « lettre pastorale sur l'aumône », osèrent en adresser un exemplaire « par la poste, sous une simple enveloppe » au gouverneur du Languedoc. Le maréchal, outré d'une telle audace, jura de punir « l'effronterie de ces deux ministres ». Il ne parlait de rien moins que d'arrêter Paul Rabaut, et sollicitait l'autorisation de tenter ce coup de force. Elle lui fut aussitôt accordée. Mais, sur ces entre-faites, la réflexion était venue. « Avant que de me

1. Le récit de cette assemblée est aux A. N. TT, 442; O<sup>1</sup> 455, f<sup>o</sup> 48.

conformer à vos intentions, écrit-il le 28 février 1759, permettez-moi de vous représenter que Rabaut est très accrédité parmi ceux de sa religion, qu'il en est regardé comme le chef et l'apôtre, non seulement ailleurs, mais surtout dans cette province, à Nîmes et dans le Lavaunage, où il jouit de la plus grande autorité. C'est un homme doux et modéré. Je ne sais si dans les circonstances générales où nous sommes et dans la position particulière où nous nous trouvons », cette arrestation que ne soutiendraient pas des troupes en nombre suffisant « ne causerait pas une fermentation et des mouvements ». Le revirement ne pouvait être plus complet; le recul, plus avoué. Saint-Florentin, après avoir caressé l'espérance de tenir « dans la citadelle de Montpellier ou dans quelque autre lieu fort » l'insaisissable pasteur, se rallia de bonne grâce « aux réflexions judicieuses » de son gouverneur. Les pouvoirs avouaient leur carence. Paul Rabaut continua sa mission avec une ardeur renouvelée<sup>1</sup>.

Mais les évêques répugnaient à accepter cette fatale évolution des sentiments. En juillet 1760, l'évêque de Nîmes se plaint que les riches protestants de son diocèse obtiennent, de la part de curés complaisants, de es marier, à prix d'argent, sans subir les épreuves canoniques. Il implore le bras séculier. Le Secrétaire d'État écarta la requête, et développa une thèse d'une nouveauté hardie. Mais la hardiesse dissimulait mal le repli général des idées officielles. Il n'est pas possible, disait-il, de réprimer le désordre, et « dans la nécessité où est le gouvernement de dissimuler, vous jugerez sans doute qu'il est de votre prudence d'en user de même ». Que les curés marieurs ne soient donc pas molestés; que l'évêque évite d'écrire des circulaires,

1. A. N. TT, 442 et O1 455, f<sup>os</sup> 29 et 50.

qui raviveraient les difficultés. A supposer même que ces prêtres manquent à leur devoir, il est constant que les lois de l'Eglise et de l'Etat s'en trouvent moins atteintes, car, rebutés par l'Eglise, les protestants iraient se marier au désert. L'abus serait pire. « Il faut, dans les circonstances présentes, ne pas regarder celui-ci avec toute la sévérité qu'il mérite <sup>1</sup>... » Et comme certains autres curés apportaient, à contrôler les épreuves canoniques, une sévérité outrée, on vit Saint-Florentin se constituer l'avocat des réformés inquiets. Le curé de Milhau fut ainsi sévèrement réprimandé, et l'évêque de Rodez, invité à ne point oublier que la rigueur des épreuves est ce qui éloigne le plus les protestants de se marier à l'église, et à imiter l'évêque de Montpellier et celui d'Alais. « Je dois vous ajouter qu'en prenant ce parti, vous ferez une chose très agréable au roi, et que je ne manquerai pas de faire valoir auprès de Sa Majesté cette marque de votre déférence à ses intentions <sup>2</sup>. »

Les protestants ne pouvaient éviter de marquer chacun de ces coups; ils comptaient qu'ils étaient tous à leur avantage. Leur audace s'accrut à proportion de la faiblesse des pouvoirs publics. Les assemblées redevenaient, dès 1759, tumultueuses et agressives. A la Cour, les rapports affluent. C'est, à la date du 4 mai, le récit d'une assemblée à Saint-Geniès-de-Magloire où s'étaient rendus trente ministres et une centaine

1. La transformation de la thèse officielle sur les rapports des pouvoirs civils et ecclésiastiques en ce qui regarde l'hérésie, est à ce moment, complète. Le bras séculier ne veut plus être stimulé ou soutenu par l'enquête ecclésiastique. Le désordre étant général, sévir serait dangereux pour l'Etat; l'hérésie individuelle sera donc tolérée, sauf à conserver la législation qui préserve l'ordre public, mais les délits religieux tomberont alors sous le coup de lois générales et non de lois d'exception. La Cour sera très active à établir cette distinction et à obtenir que tous les délits passent sous le joug des lois générales.

2. A. N. O<sup>1</sup> 456, f<sup>os</sup> 181, 281.

de protestants étrangers, qui se dissipèrent à l'approche des troupes ; à la date du 15 mai, le récit d'un véritable tumulte à Réalmont, où les réformés arrachent les prisonniers de leurs geôles et se jettent sur les gens de la maréchaussée qui sont contraints de relâcher les captifs ; à la date du 7 juin, les plaintes du maréchal de Thomond qui reconnaît que « depuis deux mois, les assemblées deviennent plus fréquentes, plus nombreuses et plus audacieuses ». Du mois de juin au mois de décembre, les gouverneurs des villes multiplient leurs doléances : Sablonet, gouverneur de Ferrières, déclare qu'il ne peut absolument rien, tellement les religionnaires paraissent surexcités et prêts à toutes les folies <sup>1</sup>. Le Conseil du roi faisait néanmoins la sourde oreille.

Au mois de juillet 1759, le maréchal de Thomond se risque à condamner à l'amende les arrondissements de Montagnac, Valmagne et Saint-Pargoire. Les réformés délèguent aussitôt trois députés qui viennent, à Montpellier, présenter une requête au gouverneur. Celui-ci les fait enfermer à la citadelle de la ville. Mais les protestants adressent alors leurs plaintes à Choiseul et à Saint-Florentin. Au demeurant, leur parole resta sans écho <sup>2</sup>.

C'est au moment où les besoins de l'État paraissaient sans issue, où nos malheurs politiques tournaient au désastre et où, d'autre part, le Conseil manifestait une extrême faiblesse à l'égard des réformés, que ceux-ci conçurent le projet d'acheter à haut prix la liberté de leur culte. Dès le mois de mars 1759, des lettres de Paris répandirent le bruit qu'une banque se fondait à Paris, sous la raison Rey, Boudon et C<sup>ie</sup>, dont les souscripteurs seraient tous de la religion

1. A. N. TT, 442.

2. A. N. TT, 442.

réformée, et qui s'offrait à fournir 50 millions au Trésor, contre la déclaration de la liberté de conscience. S'il fallait en croire les historiens protestants, les négociations s'engagèrent, sur l'initiative du gouvernement. De lui vinrent les offres de ce marchandage, offres que la majorité des réformés serait parvenue, après certains flottements, à faire écarter, la liberté ne pouvant être pour les consciences un objet vénal <sup>1</sup>.

Toutefois, les textes officiels semblent bien démentir cette thèse <sup>2</sup>. Quand ils eurent connaissance de ces nouvelles encore imprécises, l'intendant Saint-Priest et le gouverneur maréchal de Thomond ne cachèrent point leur inquiétude. Thomond fit surveiller les protestants de Nîmes. Il apprit que vers la fin d'avril, deux étrangers, se disant négociants, avaient fait une démarche auprès du gouverneur de la ville, M. de Ratel, afin d'être autorisés à assembler les principaux notables réformés. Ils voulaient, disaient-ils, obtenir leur agrément à ce projet de banque. M. de Ratel n'autorisa point cette assemblée, et en référa au maréchal. Le ton de sa lettre devait être alarmant, car, pour calmer les inquiétudes du maréchal, Saint-Florentin n'hésitait pas à écrire une longue lettre, catégorique « sur la prétendue banque des religionnaires et le traitement favorable qui doit en être le prix ». Nouvelles, affirmait-il, qui n'ont aucun fondement, et « je vous prie non seulement de faire entendre qu'elles sont fausses, mais encore de faire mettre en prison les personnes qui travailleront à les semer et à les accréditer ». L'intention du roi est qu'il ne se tienne aucune assemblée pour ce motif, et que si les deux négociants qui se sont présentés à

1. COQUEREL, t. II, p. 344-351.

2. Les documents sont aux A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>os</sup> 74, 90, 92, TT, 442, année 1759.

M. de Ratel ne sont pas domiciliés dans la province, il les en fasse sortir au plus tôt. La mesure par laquelle le gouvernement prétendait arrêter l'intrigue naissante ne pouvait être plus radicale. Thomond apprit ainsi que les deux négociants étaient de Nîmes, que l'un d'eux, nommé Rey, se trouvait en ce moment dans cette ville, tandis que son associé, nommé Boudon, lui aussi d'origine nîmoise, était parti pour la Saintonge, en vue d'obtenir des adhésions à leur projet. Ces nouvelles ne firent qu'irriter Saint-Florentin, qui envoya sans retard l'ordre formel de se défaire des deux intrigants, à qui l'on enjoignit « de sortir incessamment de la province ».

Ainsi finit le rêve de financiers huguenots. De quelque ingéniosité qu'ils aient fait preuve, de quelque générosité qu'ils aient pu témoigner en faveur de la patrie, en des jours difficiles, ils ne purent amener le roi à traiter, sur des sacs d'écus d'or, un problème qui, envisagé du point de vue juridique et constitutionnel, dépassait singulièrement la valeur d'un procès marchand. Et l'histoire ne saurait imputer à son Conseil la responsabilité d'avoir ravalé cette haute question à un vulgaire échange mercantile.

#### IV

Si dans le Conseil du roi on évitait d'accroître les motifs de craintes par l'emploi de la force, M. de Gudanes, commandant du comté de Foix, prétendait ne rien rabattre de sa rigueur coutumière. Il s'enorgueillissait d'avoir pu, depuis cinq ans, préserver son territoire des assemblées publiques, et ne s'imaginait point que les circonstances de la guerre extérieure



dùssent modifier ces résultats. Au reste, d'une attention inquisitoriale, les moindres méfaits étaient par lui rapidement réprimés. En février 1759, il apprend que le fils d'un religieux de Saverdun a été baptisé au désert : l'ordre est aussitôt donné de faire porter l'enfant à l'église<sup>1</sup>.

Mais, sur les confins du Languedoc, vers les paroisses de Calmont et Gibel, la turbulence est endémique. A Calmont vit, en effet, le ministre Figuières, apôtre d'une infatigable activité, violent dans ses discours, adroit dans sa conduite, qui, pour échapper à ses deux adversaires, le gouverneur du Languedoc et le commandant de Foix, passe sans cesse d'un territoire à l'autre, partout accueilli par des complices qui le débrobent à toutes les recherches. Tant d'adresse finit par exaspérer M. de Gudanes, qui réclame en février 1759 de Saint-Florentin l'autorisation d'arrêter l'agitateur.

Vainement prend-il, de concert avec M. de Thomond, des mesures rigoureuses. Le pasteur se rit de leurs embûches, auxquelles il échappe merveilleusement. Et son ministère ne fut jamais plus actif. C'est Figuières qui, dans la nuit du 10 au 11 janvier, convoque une grosse assemblée au lieu de Moulandier, et qui, de février à juillet, multiplie les réunions où accourent les nouveaux convertis de Lérans, de Labastide, du Peyrat. Les amendes s'abattent dru comme grêle sur ces paysans, mais rien ne décourage leur obstination<sup>2</sup>. Et, de dépit, le maréchal de Thomond se risque aux grands moyens. Ayant décrété d'accusation le nommé Lautre, religieux de Gibel, qui a fait baptiser son fils au désert, et Jean Bernard, qui a assisté à

1. A. N. O<sup>1</sup> 453, f<sup>o</sup> 28.

2. Sur cette activité, voir A. N. TT, 442, année 1759. Les assemblées qui furent les plus nombreuses sont celles du 19 mai, des 3, 4, 10, 13, 17 et 29 juin, du 1<sup>er</sup> juillet. — Cependant à la suite des amendes infligées en juin, les religieux de Calmont envoyèrent une protestation à Saint-Florentin, le 29 juin.

une assemblée, le gouverneur propose de condamner celui-ci aux galères perpétuelles. Il fallut toute l'insinuante logique du Secrétaire d'État pour le détourner d'une voie qui n'aurait, sans doute, conduit qu'à de cruelles déceptions<sup>1</sup>.

Cependant le ministre Figuières demeurait introuvable, et Gudanes, obligé de se rendre à Paris vers le mois de mars, dut remettre à son retour cette poursuite. Nous savons de quelle surprise il fut frappé, quand il vit au mois de juillet, livré à toutes les entreprises des prédicants et des ministres, le comté qu'il s'était flatté d'avoir si longtemps préservé. Comme il n'avait jamais été l'homme des ménagements, il écrit aussitôt à Saint-Florentin, à qui il fait un tableau assez chargé de la réalité, et il sollicite l'autorisation « d'arrêter le mal en appréhendant quatre principaux religionnaires et quatre chefs, à Mazères, Saverdun, le Mas d'Azil et le Carlat. Je les enverrai, ajoutait-il, dans les citadelles du Roussillon<sup>2</sup> ». Puis, sans attendre des ordres plus explicites, il s'attache « à tout faire rentrer dans le devoir ». Comme il ne peut disposer que de troupes tout à fait insuffisantes, il réclame des secours à M. de Thomond. Leur dessein commun sur Figuières paraissait donc à la veille d'atteindre son but. Mais les protestants pyrénéens avaient pris de l'audace; ils osèrent résister aux perquisitions des soldats de Gudanes. Ceux du Mas d'Azil se révoltèrent quand la maréchaussée vint appréhender les deux « notables » destinés aux citadelles du Roussillon. L'émeute présenta quelque gravité. M. de Gudanes convoqua, comme pour une croisade, des volontaires du pays. A la tête de cette troupe exaltée, le commandant fit, au début du mois d'août,

1. A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>o</sup> 138. Lettre de Saint-Florentin du 24 juin 1759.

2. A. N. TT, 442.

son entrée au Mas d'Azil, qui fit alors sa soumission<sup>1</sup>, et tout le pays ensemble.

A Calmont, à Gibel, le maréchal de Thomond obtenait des succès imprévus. Les assemblées avaient cessé; les amendes étaient ponctuellement acquittées; les rebelles promettaient de rentrer dans le devoir<sup>2</sup>. M. de Mongodier, lieutenant de M. de Thomond, pouvait quitter le pays, quelques jours plus tard, en déclarant que l'ordre y était parfaitement rétabli. De son côté, M. de Gudanes prévenait, avec un évident plaisir, Saint-Florentin que « le trouble était entièrement dissipé et que la tranquillité se soutenait parmi les religieux ».

Ainsi donc la preuve était faite que, malgré les rapports alarmants et les frayeurs de gens bien informés, les rudes sanctions pouvaient être appliquées, avec efficacité. La poursuite donnée à un ministre n'avait elle-même provoqué aucune rébellion, et la crainte avait changé de camp. La leçon ne fut pas perdue. Le 12 septembre, Saint-Florentin n'hésitera pas à prévenir le maréchal de Thomond que le désir de Sa Majesté est que soit arrêté le ministre Figuières, si l'on peut parvenir à le découvrir, et qu'il soit étroitement gardé en prison, « mais sans faire aucunes procédures contre lui<sup>3</sup> ».

Le ministre pourchassé n'en continuait pas moins son ministère. Si nous le perdons de vue pendant le mois d'octobre, nous le retrouvons, en novembre, dans la

1. A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>o</sup> 176. Se distinguèrent, pour organiser les volontaires, les officiers municipaux de Pamiers et de Foix, et à la tête des montagnards de Merens, le marquis de Pins et M. de Savignac.

2. A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>o</sup> 167.

3. A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>os</sup> 93, 270. M. de Thomond avait sollicité l'autorisation d'arrêter Figuières, par lettre du 31 août 1759 : « C'est un homme dangereux, disait-il, et violent qui a, depuis peu, écrit à ses confrères dans les Cévennes et le Vivarais que le temps était favorable pour une révolte. » A. N. TT, 442.

région de Saverdun, où il convoque une nombreuse assemblée, le 18 novembre, et en décembre, dans la région de Mazères, où il préside une assemblée, en mettant à profit la liberté que lui laisse M. de Gudanes, alors retenu par les Etats de Foix<sup>1</sup>. Mais il eut à se garder plus soigneusement encore, car, dès le mois de janvier 1760, le commandant, désireux d'en finir avec les troubles sporadiques qui agitaient à nouveau le comté, réclamait au maréchal de Thomond quatre compagnies de troupes réglées. Quelques gentils-hommes verriers de Mauvoisin avaient affecté d'assister à des assemblées : l'ordre fut donné de les enlever, et ils n'échappèrent à la prison que par la fuite. Dans la région de Bordes, le ministre Figuières avait causé quelques troubles. Une expédition est aussitôt organisée, qui remplit d'épouvante les religionnaires de la contrée. Deux hommes sont arrêtés, le désarmement des réformés se poursuit aux alentours, et des otages sont conduits à Foix. M. de Gudanes pousse la témérité jusqu'à exiger de ces derniers qu'ils s'engagent à arrêter ou faire arrêter le ministre Figuières, et à faire de cette promesse une condition de leur liberté<sup>2</sup>. Jamais expérience plus dangereuse n'avait été tentée, et cependant M. de Gudanes se porta fort, devant Saint-Florentin, de la réussite. Le plus étrange est qu'il s'en fallut de bien peu qu'il ne gagnât sa gageure. Dès la fin du mois de mars (environ un mois après sa téméraire proposition aux otages), sur des indications dont nous voudrions pouvoir signaler avec certitude les origines, il prit en chasse le ministre Figuières, le serra de près et se jeta soudain sur la demeure d'un notable protestant, M. de Larbon, soupçonné d'abriter le fugitif. Celui-ci put échapper, mais l'alerte avait été vive, et il

1. A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>o</sup> 274.

2. A. N. O<sup>1</sup> 456, f<sup>os</sup> 9, 28, 67, 88.

est fort probable que, sûr du sort qui l'attendait, Figuières se résolut soit à quitter le pays, soit à disparaître pour un certain temps. A partir de ce mois d'avril 1760, on ne rencontre plus sa trace dans les relations de Gudanes.

C'était, en somme, un résultat inespéré. Il avait suffi de faire la démonstration de la force pour obtenir la victoire. Un homme énergique avait eu raison, sans que l'ordre public fut menacé, d'un de ces ministres, devant lesquels la Cour n'avait que trop longtemps tremblé. Le temps avait raffermi les âmes ébranlées. Les appréhensions des années précédentes étaient restées sans résultat. La Cour ne vit plus autant d'inconvénients à prendre sa revanche des frayeurs passées. Et, le 25 avril 1761, c'est Saint-Florentin qui, sur des rapports assez tendancieux, prend l'initiative de la fermeté, et écrit à M. de Gudanes : « Quelques propos que tiennent les ministres pour séduire les peuples et leur persuader que Sa Majesté veut bien tolérer l'exercice de la R. P. R., rien n'est plus opposé à ses sentiments, et Elle m'a chargé de vous le marquer. Elle vous ordonne non seulement de travailler, autant qu'il vous sera possible, à désabuser des gens qui vraisemblablement ne manqueraient pas à l'obéissance qu'ils lui doivent, s'ils n'étaient pas trompés, mais encore à employer toute l'autorité qu'elle vous a confiée pour les forcer d'y rentrer<sup>1</sup>. »

A lancer avec cette impatience ses meilleurs limiers à la poursuite des pasteurs, il était trop certain que la Cour ne tarderait pas à voir ses désirs enfin comblés. Mise en goût par l'aventure de Figuières, elle ne fut nullement surprise par la déplorable histoire du ministre Rochette.

1. A. N. O<sup>1</sup> 455, f<sup>o</sup> 91. Le 10 mai, il écrit d'une façon aussi ferme, f<sup>o</sup> 103.

Après avoir étudié à Lausanne, Rochette avait évangélisé l'Agenois et le Quercy. Au mois de septembre 1761, après une année particulièrement pénible en raison du grand nombre des églises qu'il avait dû visiter, le pasteur avait résolu de quitter Montauban pour aller prendre les eaux de Saint-Antonin. La province paraissait calme; les officiers du roi ne poursuivaient aucune assemblée; l'absence du ministre ne mettait pas en péril les églises si vigoureusement restaurées. Rochette se mit en marche. Arrivé près de Caussade, le 13 septembre, il fut prié de conférer le baptême à un enfant. Son guide Viala, accompagné d'un jeune homme nommé Michel Balès, revenait chercher le pasteur, au milieu de la nuit, quand tous deux furent rencontrés et pris pour des voleurs. Une patrouille de milices bourgeoises, alertée, se lança à leur poursuite. Les deux hommes furent arrêtés, s'embrouillèrent dans leurs explications, et, pour comble d'infortune, Rochette, survenu sur ces entrefaites, donna des réponses qui éveillèrent les soupçons des militaires. Les captifs furent conduits au corps de garde. Devant les magistrats de Caussade, Rochette confessa hautement sa qualité de pasteur. La nouvelle de son arrestation se répandit aussitôt dans la ville et y produisit une vive émotion. Que se passa-t-il exactement à Caussade? Selon les dépêches officielles, il y eut une émeute, soulevée par les protestants qui avaient formé le projet de délivrer leur ministre. On sonne alors le tocsin. Les catholiques s'arment en désordre. Le sang coule dans les rues; des religionnaires sont pris et jetés en prison. A cinq ou six lieues à l'entour, les paysans prennent les armes. En deux communes, les catholiques, affolés à la pensée qu'ils allaient être massacrés par les protestants, désertent leurs maisons. A Caussade, trois mille hommes arrivent en hâte pour défendre la ville contre les

entreprises des religionnaires. Trois gentilshommes verriers, du comté de Foix, se trouvaient alors à Montauban; c'étaient les frères Grenier. A la nouvelle que leur ami Rochette était en prison, ils accourent, armés de fusils et d'un sabre, mais ne tardent pas à tomber entre les mains des miliciens. Les magistrats de Caussade décident alors de transférer aux prisons de Cahors onze prisonniers. Et comme l'intendant Saint-Priest a déclaré à la Cour « que les desseins des protestants du Languedoc » étaient d'enlever Rochette, Saint-Florentin envoie quatre brigades de la maréchaussée pour escorter les captifs à Cahors d'abord, puis à Montauban. Le parlement de Toulouse affectait la plus vive inquiétude. M. de Bonrepos, procureur général, multipliait ses avis afin que « le prédicant et les protestants arrêtés avec lui ne pussent s'évader ni être enlevés des prisons ». Par une singulière inadvertance, le grand prévôt de Montauban, sans prévenir ses chefs, avait fait retirer la garde de la prison. Rien n'eût été plus facile que d'enlever un prisonnier si peu gardé. Mais les protestants étaient atterrés. « On n'a plus rien à craindre », écrivait triomphalement le Secrétaire d'État, qui se félicitait de voir que « tout avait si bien réussi » et que les captifs avaient été « traduits sans aucun obstacle à Toulouse ». L'œuvre de la justice devait s'exercer. La Cour ne cachait plus son secret espoir. « J'espère, écrit Saint-Florentin le 1<sup>er</sup> novembre, que le Parlement conduira la procédure de manière à ne pas y compromettre trop de gens, et à ne pas répandre l'alarme dans la ville de Montauban et dans les environs<sup>1</sup>. »

Le procès s'engagea et, le 18 février 1762, Rochette et les trois frères Grenier étaient condamnés à périr sur l'échafaud, en place du Salin, à Toulouse. Rochette

1. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>os</sup> 233 et 244.



monta le premier au gibet, avec une admirable constance. Les trois Grenier allèrent, d'un pas non moins ferme, à la mort. La foule, immense, ne poussa aucun cri hostile; les âmes étaient émues et sympathiques.

Au reste, le procès de la famille Calas qui survint presque à la même époque ne tarda pas à absorber l'attention publique.

Ainsi donc les prudentes instructions données, le 7 janvier 1758, au nouveau gouverneur du Languedoc, qui était invité à « dissimuler à propos, à menacer plus qu'à punir, à recourir aux moyens employés dans la dernière guerre », aboutissaient au supplice de Rochette, à celui de Calas, au déploiement d'une justice impitoyable! Des protestations s'élevèrent qui, loin de ramener le gouvernement à résipiscence, surexcitèrent ses désirs de revanche. Le pasteur Paul Rabaut fut tout d'abord marqué pour l'expiation.

Signalé une première fois à la bienveillance de la Cour, en 1759, par le maréchal de Thomond qui le proclamait « un homme doux et modéré », puis, en 1760, par l'intendant qui recevait de lui, grâce à de secrètes entrevues avec Lagarde, des renseignements précieux sur les mouvements de certains étrangers en Languedoc, Paul Rabaut ne laissait pas d'accumuler sur sa tête les motifs de rancune. On lui reprochait la lettre pastorale « sur l'aumône » répandue en janvier 1759, et son « Exhortation à la repentance », adressée aux religionnaires de Nîmes en février 1761, et une « Requête des protestants du Languedoc au Roi », qui avait été adressée le 8 février 1761 au maréchal de Thomond, pour qu'il la remît à Sa Majesté<sup>1</sup>. Ce

1. La lettre « sur l'aumône » était signée par Paul Rabaut et Pierre Encontre; celle sur « la repentance » par Paul Rabaut et Paul Vincent. L'exemplaire envoyé à Thomond ainsi que la Requête est aux A. N. TT. 442, année 1761.

pasteur affectait, en tout cela, d'agir avec autant d'indépendance qu'aurait pu le faire l'évêque de Nîmes. Le maréchal n'hésitait pas non plus à attribuer « l'opiniâtreté » des réformés coupables à cette seconde lettre pastorale, qui est, disait-il, « une exhortation à la fermeté et au courage, une défense d'adhérer par aucun acte à l'église romaine, et où Rabaut conseille de fuir plutôt et d'abandonner biens et patrie<sup>1</sup> ». La Requête constituait enfin une critique de l'ordonnance que le gouverneur avait promulguée afin de faire réhabiliter, dans les six jours, mariages et baptêmes des religionnaires de Nîmes et Montpellier.

Quand survint l'affaire Rochette, Rabaut fit tous ses efforts pour arracher au supplice le ministre et les frères Grenier. Le 25 septembre, il adressait à Marie-Adélaïde, fille aînée de Louis XV, un placet que la province lut avec avidité. Le duc de Richelieu, le duc de Fitzjames furent encore sollicités en faveur des condamnés. Mais la Cour, voulant étouffer une voix capable de susciter l'agitation, supprima le placet, en ordonna la saisie, et comme Rabaut suppliait le marquis d'Hautefort d'en obtenir main-levée, Saint-Florentin fit connaître que la volonté du roi était irréductible<sup>2</sup>. Rabaut se hâte cependant au secours de Calas, que le procureur général du parlement de Toulouse appelait un père dénaturé, et écrit son libelle « *la Calomnie confondue* », dont la diffusion en Languedoc fut extrêmement rapide<sup>3</sup>. Les esprits s'agitaient. M. de Bonrepos en référa au Secrétaire d'Etat, dont la réponse constitue un document curieux pour l'historien. Saint-Florentin approuve que le procureur général du parlement rédige un réquisitoire pour obtenir la condamnation du libelle, mais déclare

1. Voir sa lettre du 20 mars 1761; A. N. TT, 442, année 1761.

2. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>o</sup> 228, lettre du 31 octobre au marquis d'Hautefort.

3. Voir B. P. F. t. XXXII, p. 471.

u'il ne serait pas à propos de requérir contre l'auteur. On veillera donc à ce que l'exemplaire déposé soit du nombre de ceux que Paul Rabaut n'a pas souscrits », et, bien que sa culpabilité d'auteur ne fasse doute pour personne, le ministre sera soigneusement tenu hors de cause. S'il arrivait cependant que quelque membre de la compagnie, poussé par un zèle intempestif, dénonce Paul Rabaut comme auteur du libelle « et représente quelque exemplaire signé de lui », il faudrait suivre les nécessités de la procédure et en venir « au décret de prise de corps ». — « Ce que Sa Majesté désire de vous dans cette conjoncture, c'est que vous ne précipitiez rien. Il y a tout lieu de croire que Rabaut, informé de ce décret, disparaîtra, et peut-être se retirera en pays étranger. Si cependant il a l'audace de continuer à se montrer, vous pourrez le faire arrêter en vertu du décret, mais alors il faudra que vous preniez de bonnes mesures pour prévenir toute secousse, et pour que l'autorité du Roi et du Parlement ne souffre aucune atteinte <sup>1</sup>... » Le libelle fut donc livré à la main du bourreau, et le commandant de Ratel redoubla de vigilance, sur toutes les démarches du pasteur. Persuadé de sa prochaine arrestation, blâmé par quelques-uns de ses meilleurs amis pour avoir soulevé l'opinion publique par son pamphlet, découragé sans doute et peut-être sollicité, par des voix venues de l'étranger, de quitter sa patrie, Rabaut laissa répandre le bruit qu'il songeait à s'expatrier. La Cour put croire, quelque temps, qu'elle avait eu raison de l'inlassable lutteur, comme elle avait eu déjà raison de Figuières, Calas et Rochette.

Restait à sévir contre ceux qu'avaient pervertis ses rudes exhortations. Le maréchal de Thomond signalait, parmi les fidèles affermis dans leur opiniâtreté par les

1. A. N. O<sup>1</sup> 458, f<sup>o</sup> 43 ; lettre du 2 mars à M. de Bonrepos.

conseils du pasteur, deux avocats de Nîmes, nommés Lozeran et Lezan, et le sieur Nadal, procureur au siège de Nîmes, qui s'étaient mariés et avaient fait baptiser leurs enfants au désert<sup>1</sup>. Après une sévère admonestation du maréchal, Lezan s'était résigné à la soumission, et avait promis de passer par l'église. Mais les deux autres renvoyèrent leurs femmes, déclarant que, bien loin de vouloir les épouser, ils préféraient faire dissoudre leurs mariages célébrés au désert<sup>2</sup>.

C'était l'ordinaire danger de pareilles mises en demeure; ceux qui s'obstinaient à ne pas accepter le ministère du prêtre catholique renonçaient à leur union. La désobéissance à l'ordre du roi s'aggravait d'un crime contre le droit naturel. Saint-Florentin ne voulut ni sanctionner la désunion ni laisser impuni le refus d'obéir. Les deux magistrats furent interdits de leurs fonctions. Mesure qui frappa de stupeur la ville de Nîmes, car nombreux y étaient les notaires, avocats et procureurs faisant profession de la religion réformée. Et l'on savait que le gouverneur, décidé à sévir, s'était joint à M. de Bonrepos, afin de solliciter de la Cour une ligne de conduite à l'égard de ces fonctionnaires hérétiques. Lozeran et Nadal paraissaient cependant résolus à se défendre. Des libelles imprimés circulaient, où les décrets royaux étaient âprement discutés. Menacés de voir l'incident s'envenimer et leurs situations compromises, les réformés nîmois firent comprendre aux deux rebelles l'imprudence de leur démarche. La Cour exultait : on y apprenait « avec plaisir » que l'acte de vigueur avait suscité des collaborations inattendues, et que personne ne songeait à la révolte<sup>3</sup>. Lozeran bouda encore neuf ou dix mois, puis, n'ayant à compter sur aucun secours, fit savoir qu'il se soumet-

1. A. N. TT, 442, lettre du 20 mars 1761.

2. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>o</sup> 41, lettre du 25 février à Bonrepos.

3. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>o</sup> 92, lettre du 25 avril, à M. de Thomond.

tait. Saint-Florentin n'abusa pas de la victoire : l'avocat repentant fut remis en sa charge : « Sa Majesté, disait-il, désire que les contraventions soient réprimées, mais elle est toujours disposée à traiter favorablement ceux qui se repentent de leurs fautes et qui les réparent <sup>1</sup>. »

A la vérité, le Conseil du roi pouvait être généreux : il se sentait à cette date maître de la situation. Aucun des malheurs entrevus par les intendants, les gouverneurs et les subdélégués ne s'était produit; la France n'avait souffert ni de soulèvements, ni de guerres religieuses. De l'épreuve, la Cour sortait victorieuse. La mort même du maréchal de Thomond, survenue en septembre 1761, ne l'affecta point; ce vigoureux soldat laissait une succession fort différente de celle qu'il avait reçue du maréchal de Mirepoix. Les hommes ne sont justement appréciés qu'au milieu de circonstances difficiles. Thomond avait été précieux pour redresser les erreurs de Mirepoix; on ne voit pas que de la Cour soit sorti un mot d'éloge sur son œuvre, qu'il laissait en pleine vigueur au duc de Fitzjames <sup>2</sup>.

Sans revenir aux coups d'éclat, dont l'opinion publique ne supportait plus la brutalité, depuis l'affaire de Rochette et de Calas, la Cour paraît décidée aux rapides sanctions.

Les protestants du Languedoc ayant fait courir le bruit que le gouvernement faisait faire le dénombrement des familles protestantes en vue de la tolérance qu'il se proposait de leur accorder, Saint-Florentin proteste immédiatement et arrête l'essor de ces espérances <sup>3</sup>.

Un nommé Cabanis ayant fait célébrer, en mai 1761, avec une grande pompe, son mariage au désert, ordre

1. A. N. O<sup>1</sup> 458, f<sup>o</sup>s 23 et 73; lettres du 2 février et du 15 avril à Bonrepos.

2. Succéda à Thomond en août 1762.

3. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>o</sup> 205; lettre du 29 septembre 1761 à Saint-Priest.

est envoyé de le mettre en prison, ainsi que la demoiselle Hours<sup>1</sup>. François Farnac, du lieu d'Arpailhargues, a épousé au désert, le 10 janvier 1762, une jeune fille catholique, qu'il avait séduite : qu'on les poursuive « comme concubinaires publics<sup>2</sup> ». A Lagor, village de Navarre, deux ou trois catholiques ont apostasié : M. l'intendant d'Etigny vérifiera sans retard et fera toutes procédures utiles, à la suite desquelles Labat fils fut jeté en prison<sup>3</sup>. Un religionnaire de Castres refuse, malgré les poursuites engagées contre lui, de porter son enfant à l'église, et Bonrepos répugne à pousser les choses à l'extrême. Saint-Florentin envoie l'ordre de jeter en prison le récalcitrant. Les Cévennes paraissent moins tranquilles. A en croire les rapports de M. de Béringuier, les religionnaires, « pleins de l'idée de tolérance », s'enhardissent de façon inquiétante : M. de Moncan se hâtera d'envoyer deux bataillons, qui agiront selon les circonstances. Le procès Calas a causé une vive sensation parmi les religionnaires du pays de Foix, et, du côté de Bordes, les enfants ne sont plus portés à l'église pour le baptême : M. de Gudanes est chargé d'aviser au plus tôt. L'affaire ne traîna pas. Deux notables de Bordes furent retenus comme otages, et la maréchaussée poussa vers l'église les parents récalcitrants; après quoi, les frais de l'expédition furent mis sur la tête des deux notables et de quelques autres réformés<sup>4</sup>.

Ainsi passa l'année 1762. Elle n'avait point modifié les intimes ressentiments de la Cour contre des sujets qu'il était imprudent de perdre de vue. L'aversion des gens du roi ne diminuait point. Saint-Florentin nous livrera le secret de cette hostilité profonde, devant

1. A. N. O<sup>1</sup> 457, f<sup>o</sup> 417.

2. A. N. O<sup>1</sup> 458, f<sup>os</sup> 18 et 37.

3. A. N. O<sup>1</sup> 458, f<sup>os</sup> 77 et 144.

4. A. N. O<sup>1</sup> 458, f<sup>os</sup> 194, 74, 125, 131.

laquelle n'avaient trouvé grâce, durant ces cinq années, ni les réformés de l'intérieur, ni les protestants réfugiés, soupçonnés d'entretenir les mêmes espérances et de des aspirations semblables. Le duc de Fitzjames, successeur du maréchal de Thomond en Languedoc, s'était chargé de plaider, devant le Secrétaire d'Etat, la cause du réfugié Carbon, dont un frère était conseiller au parlement de Toulouse. Malgré le vif désir de complaire au nouveau gouverneur, Saint-Florentin s'opposa nettement au retour du réfugié : « On ne pourrait, disait-il, refuser la même permission à un nombre infini de personnes qui viendraient moins pour augmenter le commerce et la population, que pour semer l'erreur sur la religion et l'esprit républicain sur le gouvernement, qu'elles auraient gagné pendant leur séjour en pays étranger<sup>1</sup>. » Paroles qui jettent une vive clarté sur les arrière-pensées de tous ces légistes. A leurs yeux, le fossé demeure aussi profond qu'au début du siècle. Ils affectent toujours de mettre d'un côté du précipice les sujets catholiques, et de l'autre côté tous ceux qui puisent dans leur doctrine, leurs traditions et leurs amitiés, les principes d'un républicanisme capable d'entraîner la nation. Contre les ennemis de la religion et du roi, il n'y avait encore nulle apparence que le combat pût cesser.

1. A. N. O<sup>1</sup> 438, f<sup>o</sup> 196 : lettre du 25 août 1762.



## CHAPITRE VIII

### L'HEURE DÉCISIVE DU CONFLIT.

#### I

On ne saurait écrire l'histoire des relations entre la royauté et le protestantisme, et passer sous silence un aspect de la répression, dont les religionnaires eurent la noble fierté de ne point se plaindre, jugeant de minime importance la perte de leurs biens.

**BIBLIOGRAPHIE.** A. N. H. 1444 (c'est un Mémoire tendant à faire considérer comme biens des domaines du roi les biens des religionnaires fugitifs ; A. N. U. 873 (c'est une dissertation juridique, écrite en 1748, où l'on étudie la genèse de la Régie ; A. N. TT, 446 (Mémoire écrit en 1723 par l'évêque de Nantes, et qui montre, avec quelque complaisance, comment les édits relatifs aux biens des religionnaires avaient été éludés : sous réserve de cet état d'esprit, ce Mémoire est très précieux quand on veut suivre comment furent appliquées les lois ordonnant la mise en régie des biens des fugitifs) ; A. N. TT, 461, qui contient des liasses précieuses pour l'histoire de la régie ; TT, 462, documents relatifs à la Régie jusqu'en 1782 ; TT, 1 à 83, où l'on trouve des comptes ; 227 à 297, qui comprennent des documents sur l'histoire générale de la Régie ; 298 à 429, qui comprennent les demandes en main-levée.

2° Sur la question des mariages, voir Ernest BONIFAS, *Le mariage des protestants en France jusqu'en 1789*, Paris, 1901 ; Henry ANGER, *La condition juridique des protestants*, Paris, 1903 ; Emile HOCQUART, *Le mariage des protestants en France*, Paris, 1903 ; Fernand BESSIÈRE, *Le mariage des protestants au Désert de France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Cahors, 1899 ; ANQUEZ, *De l'état civil des réformés de France*, Paris, 1868 ; Edmond HUGUES, *ouv. cité*, ch. IX, p. 277-303.

L'histoire ne saurait dénier à l'église protestante, épouillée par Louis XIV et maintenue par ses successeurs dans le dénûment, d'avoir supporté avec résignation la violence qui s'exerçait sur sa fortune matérielle. Ce serait un intéressant travail que celui de rechercher les vicissitudes par lesquelles passèrent les biens des consistoires, depuis la révocation de l'Edit de Nantes<sup>1</sup>. Mais si l'on peut affirmer, par avance, que l'église protestante ne fit presque jamais entendre d'inutiles revendications, et qu'elle ne fit jamais, de ce retour des biens, une condition de sa soumission, on pourrait, avec autant de certitude, assurer que rarement la royauté autorisa la dilapidation d'une fortune, regardée par elle comme un dépôt.

Du jour où les religionnaires, en prévision de la tourmente qui allait s'abattre sur leur église, se décidèrent à quitter la France, Louis XIV ordonna que les biens des fugitifs seraient confisqués. La régie en était confiée aux intendants. Les principes juridiques distinguèrent aussitôt les bénéfices consistoriaux et les biens des particuliers fugitifs. Ceux-là devinrent l'objet de la « régie des économats » qui était, disait-on, la jouissance des fruits de ces biens, appartenant au roi pendant la vacance de ces bénéfices, en vertu de la loi égale. Les juristes ne doutaient point que pareille jouissance ne fût partie de celle des domaines du roi. Certains allaient même jusqu'à étendre cette prérogative aux biens des religionnaires fugitifs dont la régie, disaient-ils, était de même nature, ces biens appartenant au roi « à titre de félonie et de confiscation<sup>2</sup> ». En 1688, Louis XIV déclara, en 1688, que ces biens étaient réunis à son domaine, mais, pour mieux affirmer son intention de ne les considérer que comme un dépôt, il

1. Voir A. N. T<sup>1</sup>, 230 à 276, où se trouvent les Archives des Consistaires. B. P. F. 1884, un article sur cette gérance, p. 554-566.

2. A. N. H. 1444, où cette thèse est fortement développée.

fit, en 1689, paraître un décret, par lequel il s'engageait à les remettre, à défaut des légitimes propriétaires restés à l'étranger, à leurs plus proches parents, sous certaines conditions de catholicité. Jusqu'en 1698, la situation demeura confuse : les biens des réfugiés furent repris par les familles revenues en France, ou âprement réclamés par leurs proches parents. Le décret de 1698, qui accordait aux fugitifs six mois pour revenir en France et recouvrer leurs biens, sous condition d'abjuration, sembla consacrer une jurisprudence vieille de dix ans. Mais la déclaration du 13 septembre 1699 inaugura une manière nouvelle : défense était faite aux sujets religieux de sortir du royaume sans permission, à peine de confiscation des biens qui ne pourraient désormais être remis aux plus proches parents, et passeraient au domaine royal <sup>1</sup>.

Ces édits rendirent nécessaire la régie des biens confisqués. Jusqu'à ce moment, les biens consistoriaux avaient seuls été considérés comme appartenant au domaine royal et seuls participaient à son organisation. C'étaient les fermiers du domaine qui étaient autorisés à les prendre à bail, pendant que les biens des réfugiés continuaient à faire l'objet de baux particuliers, consentis à des régisseurs par devant les intendants des provinces, qui surveillaient l'exécution de ces contrats et en rendaient compte aux contrôleurs généraux, chargés d'en instruire directement le roi. Pellisson, maître des requêtes, fut d'abord préposé à cette administration, et, à sa mort, Daguesseau, conseiller au Conseil royal des finances, assumait la succession. En 1700, Daguesseau transforma ce rouage trop compliqué. Les biens des religieux furent, par arrêt du conseil, soumis à la forme de la

1. Sur cette volonté formelle de Louis XIV, voir de curieuses pages de RULHIÈRE, II, p. 93-96.

régie, confiée au sieur Boucher, qui pourvut à l'organisation nouvelle au moyen de commis. De son côté, Daguesseau installa auprès de lui un bureau de commissaires, composé de MM. de Marillac et de Ribeyre. Boucher resta à la tête de la régie jusqu'à la fin de 1716<sup>1</sup>.

La jurisprudence a d'ailleurs assez longtemps hésité sur le point de savoir s'il convenait de regarder l'affaire de la régie comme une des nombreuses annexes des revenus royaux. A en croire l'auteur d'un *Mémoire* sur ce sujet, il résulterait des mesures prises jusqu'à la mort de Louis XIV, que la régie avait été commise et confiée à la direction immédiate des Contrôleurs généraux des finances, comme faisant partie des revenus du roi et étant incorporée à ses domaines<sup>2</sup>. C'est là une thèse de légiste préoccupé d'accroître les droits du roi, mais nous avons toutes raisons de penser que cette opinion resta toujours assez singulière, et que, de l'avis du très grand nombre<sup>3</sup> des juristes auxquels se ralliaient les ministres d'État eux-mêmes, « les biens des religieux ne pouvaient dépendre et n'avaient jamais dépendu du ministre des finances<sup>3</sup> ». C'est même la suprême raison que les fermiers de la régie

1. Le produit net des revenus des biens donnés à bail servait à de multiples fins : on payait les conversions, on soutenait les nouveaux convertis, on assurait des secours aux maisons des nouvelles converties, on payait les espions ou autres « personnes employées pour observer les religieux ». Ainsi, nous voyons qu'en 1758, le roi accorde à l'abbé de Saint-Bonnet, grand vicaire de Montpellier, un secours de 2.160 livres, pour lui permettre d'élever dans son pensionnat douze enfants de religieux. Par lettre du 24 septembre 1757, Saint-Priest nous apprend qu'il dépensait par an 3.000 livres pour les frais d'espions, mais que ceux-ci n'avaient pas été récompensés depuis plusieurs années. A. N. H. 1078 (c'est un recueil des dépenses occasionnées par les pensions assignées sur le fonds des amendes infligées aux nouveaux catholiques du Languedoc).

2. A. N. H. 1444.

3. A. N. TT, 462. On le vit bien en 1757. Saint-Priest, n'ayant plus d'argent pour ses espions, car la caisse de la régie ne s'alimentait plus depuis la guerre, demanda à Saint-Florentin de faire supporter

invoqueront plus tard, quand, au mois de septembre 1780, Necker, contrôleur général des finances, émettra la prétention de traiter les biens en régie comme propriétés personnelles du roi, qu'il lui était loisible de soustraire au bail et de vendre au plus offrant. Les fermiers auront alors beau jeu pour rappeler le ministre au respect d'une promesse que ni Louis XIV, ni Louis XV, ni Louis XVI n'avaient jamais songé à renier. « M. Necker, diront-ils, est le premier qui ait mis la main sur les biens de la régie, sans consulter le Ministre de la religion ni le Conseil des Dépêches. »

Toutefois, l'arrêt du Conseil du 10 août 1716 enleva la direction des biens en régie au sieur Boucher, et la donna au Conseil de conscience, qui espérait tirer des profits plus considérables en faisant une ferme générale des revenus des biens alors en régie ou susceptibles de tomber en régie. On fit donc un bail avec Pierre Duchesne pour une période de six années, qui devait expirer le 31 décembre 1722. La régie des économats et celle des biens des religieux fugitifs disparaît ainsi. Désormais Duchesne devient le collaborateur de MM. de Besons et de Tressan, archevêque de Rouen<sup>1</sup>, chargés, avec le Conseil de conscience, d'établir le prix du bail général. Au bout de dix-huit mois de gérance, Duchesne et ses subordonnés reconnurent qu'ils aboutissaient à une formidable faillite. Les biens mis en régie retournaient, avec d'incroyables facilités, aux mains des demandeurs. Les biens susceptibles d'entrer à la régie étaient, d'autre part, âprement réclamés par des fermiers qu'inspirait la passion plus que le respect des intentions du législateur. Comme

ces frais par le Trésor royal. Le Secrétaire d'Etat avait accepté, mais le Contrôleur rappela la théorie et refusa de se substituer à la régie. A. N. H. 1078.

1. M<sup>re</sup> La Vergne de Tressan avait été chargé par Louis XIV de la direction des Economats et de la régie des biens des religieux fugitifs, par arrêt du 10 octobre 1721.

l'avouait l'un d'eux, « la régie était plutôt un brigandage qu'une régie; il n'y avait aucun principe ni règle établis pour y faire mettre les biens des religieux et pour les en faire sortir; ils n'y entraient que par des motifs de haine et de vengeance, et n'en sortaient que par la cupidité de ceux qui en étaient chargés ». Duchesne demanda à résilier le contrat. Le Conseil de conscience l'y autorisa, et reconnaissant que l'expérience avait coûté plus de 40.000 livres, revint au plus tôt à l'ancien système de la régie. L'année 1723 se passa en prescriptions provisoires; le Conseil supplia les fermiers d'assurer la gérance dont ne voulait plus le sieur Duchesne<sup>1</sup>. Sur les instances de l'archevêque de Rouen on rétablit la double régie : celle des économats que l'on confia à M. Marschall, et celle des biens des religieux fugitifs, à laquelle on préposa le sieur Plessart, protégé de M<sup>re</sup> de Tressan.

Il semble bien que l'administration de Pierre Duchesne ait été celle d'un prévaricateur plutôt que d'un scrupuleux intendant. « Son bail n'a point procuré tous les secours qu'on en attendait pour le soulagement des pauvres nouveaux catholiques, à la subsistance desquels les revenus desdits biens sont destinés, à cause des indemnités prétendues par les fermiers de ces biens pour raison des mainlevées<sup>2</sup>. » Il était vrai que les procès en revendications s'étaient considérablement multipliés, et les frais de procédure ne contribuaient pas à relever une situation que tous les fonctionnaires responsables s'accordaient déjà à reconnaître comme peu brillante. La lecture du mémoire de Plessart sur la gestion de ces biens, de l'année 1709 à l'année 1724, est singulièrement instructive. Pendant cette période de quinze ans, la régie avait perdu 250.000 livres de

1. Pendant l'année 1723, ce fut Jean-Claude Delisle qui se chargea de cette régie.

2. A. N. TT, 461.

revenus, dont il fut impossible de retrouver la moindre trace, et les procès avaient contribué à faire donner mainlevée de biens d'un revenu total de 300.000 livres.

Sans vouloir incriminer, ainsi que le faisait Plessart, l'ignorance des commis chargés de défendre les intérêts de la régie contre les demandes des parents des religieux fugitifs et les exigences des créanciers, il semble bien que la position des fermiers était intenable. Plessart avoue que chaque bien confisqué donne naissance « à sept ou huit procès, souvent plus et rarement moins. On n'a pas, dit-il, plutôt saisi les biens d'un fugitif, que tous les parents de concert viennent assaillir la régie et demander mainlevée des biens. L'un se prétend héritier de droit et de coutume; un autre se dit héritier des propres, un autre des acquêts, un autre fait valoir une substitution; la femme demande sa part dans la communauté avec sa dot; une foule de créanciers se présente, les uns privilégiés, les autres hypothécaires, les autres chirographaires; d'autres auxquels le fugitif a passé des contrats de vente de ses biens fonds avant son évasion pour en emporter le prix, ou pour les mettre à couvert et continuer d'en jouir sous leur nom dans sa retraite, viennent les réclamer. Enfin tout conspire et tend au même but, qui est d'enlever les biens de la régie ». Plus loin, Plessart avoue avec une certaine colère que la régie avait « à soutenir de douze à quinze cents procès chaque année<sup>1</sup> ».

1. A. N. TT, 461. Ces lamentations de Plessart ont pour nous le précieux avantage de pouvoir comparer l'opinion des gens de la régie avec celle de l'évêque de Nantes, dans son fameux Mémoire de 1724. L'évêque analyse longuement tous les subterfuges qui permettent aux religieux d'échapper aux poursuites de la Régie. Sa conclusion est que les édits concernant les biens des religieux fugitifs ont été presque tous éludés, et c'est à raison même de cette situation que l'évêque proposera des mesures plus rigoureuses, qui feront l'objet de la fameuse déclaration de 1724. Or, les aveux de Plessart ont pour le moins autant de force que ceux de l'évêque : on peut croire que, de



Le Conseil de conscience avait estimé qu'en 1724, les revenus des biens pouvaient fournir à Plessart 130.000 livres, et ce fut le prix du bail; mais, en dix ans, ce fermier avait apporté une telle activité à défendre son administration, qu'il avouait avoir fait rentrer dans la régie 150.000 livres de biens dont mainlevée avait été donnée prématurément et qu'il avait pu reconquérir sur d'avides héritiers. Le prix de son fermage était passé à 140.000 livres.

L'archevêque de Rouen mourut en 1733<sup>1</sup>. Louis XV nomma aussitôt des commissaires pour arrêter et contrôler les comptes de la régie, aux lieu et place de l'archevêque, depuis l'année 1724. L'opération fut menée avec une rigueur inexorable. Non seulement les chiffres des divers exercices étaient soigneusement apurés et revisés, mais les commissaires biffèrent impitoyablement tous les frais supplémentaires, tels que ports de lettre et d'argent, papier timbré, frais de voyages, gratifications aux secrétaires des intendances chargés de faciliter les recherches des fermiers, et qui se montaient à 1.367 livres 1 sol 4 deniers par an. Plessart eut beau protester que ces frais d'exploitation ne sauraient lui être imputés : les commissaires refusèrent de soustraire de ses 140.000 livres de fermage ces honoraires imprévus. Le commissaire rapporteur, M. de Vauvré, ratifia, sous cette réserve, les comptes de Plessart que nous retrouvons, en 1737, toujours obstiné à la poursuite des frais impayés de sa régie<sup>2</sup>.

L'histoire aurait grand intérêt à suivre en détail la

4700 à 1724, le système contre les biens des fugitifs aboutit à de médiocres résultats.

1. Plessart travailla alors pendant six mois sous les ordres du cardinal de Fleury. A. N. TT, 462.

2. Il y a un mémoire de lui au cardinal de Fleury, en 1737, sur cette question, A. N. TT, 462. — Pour étudier les comptes généraux du revenu des biens des Religionnaires fugitifs de 1725 à 1751, voir A. N. TT, 29 à 33.

série des démêlés des gens de la régie avec les ayants droit aux biens des religieux fugitifs : l'histoire du Refuge y trouverait d'impressionnantes révélations sur le nombre, la qualité, la fortune de tous ceux qui s'évadèrent de France, pour cause de religion. Or, le tableau dressé par Plessart, en 1734, peut servir d'indice précieux pour un travail de ce genre. Grâce à lui, nous connaissons, généralité par généralité, le nom des fugitifs, leur paroisse d'origine, les biens laissés par eux et qui ont été mis en régie, le prix enfin de leurs revenus consenti par bail. Dans la généralité de Paris et Dreux, Plessart compte onze fugitifs ; dans celle d'Alençon, dix-sept ; de Caen, cinq ; de Châlons et Sedan, onze ; de Montauban, sept ; d'Orléans, deux ; de Poitiers, vingt-cinq ; de Soissons, huit ; de Bordeaux, soixante-quatorze ; de Rouen, quarante-cinq ; d'Amiens, sept ; de Lyon, un ; du Roussillon et pays de Foix, un ; de Montpellier, deux cent vingt-quatre ; de La Rochelle, trois cent dix ; de Provence enfin, quatre-vingt-dix-neuf<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'administration de Plessart touchait à sa fin. Dix années d'activité semblaient avoir rétabli la régie sur des solides bases. M. le comte de Muy fit alors adopter l'idée de transformer la régie en un système de ferme générale des biens des religieux. Par arrêt du Conseil d'Etat du 12 janvier 1734, Plessart était dépossédé et la charge de fermier général confiée à Jacques Lambert. Celui-ci prétendit fermer

1. A. N. TT, 462, et pour l'état des fugitifs de Provence, dressé en 1730, viguerie par viguerie, A. N. TT, 461, f° 130. Du reste, il y aurait un travail de critique à instituer sur ces chiffres. Les fugitifs dont les biens sont ainsi relevés sur le tableau de la régie étaient-ils les seuls à avoir laissé trace de leur évasion ? — En 1746, l'intendant de Bordeaux, M. de Tourny, fit aussi la liste des biens des religieux fugitifs loués à bail : nous y relevons dix fugitifs pour l'élection de Bordeaux ; 32, pour l'élection de Périgueux ; 15, pour l'élection d'Agen ; 3, pour l'élection de Condom. A. N. TT, 337.

toutes les issues par lesquelles s'évadaient ceux que la loi condamnait à indemniser la régie, religieux frappés d'amendes, et fermiers de biens qui avaient pris l'habitude de surseoir à leurs paiements, sous prétexte qu'ils se pourvoyaient eux-mêmes afin d'obtenir mainlevée, comme étant les plus proches parents des fugitifs. Lambert envoyait à ces mauvais payeurs des avis d'huissiers, mais il arriva que les huissiers eux-mêmes refusèrent de mettre les contraintes à exécution. Le roi tenta vainement de remédier à cette rébellion étrange par l'arrêt du 25 janvier 1737. Les fermiers des biens de la régie firent alors opposition et attendirent tranquillement la sentence des parlements que ces sortes d'affaires rebutaient. Le conseil du roi fit enfin paraître l'arrêt du 30 novembre 1737, dont l'effet ne semble pas avoir beaucoup modifié la résistance sournoise aux mesures de Lambert.

Celui-ci fut remplacé, le 15 novembre 1742, par un bourgeois de Paris, Jean-Baptiste de Bleville, qui entre en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1743<sup>1</sup>. Jusqu'en 1757, les fermiers de la régie ne sollicitent presque point d'arrêts particuliers. Les guerres sont survenues, qui les ont détournés d'apporter à leurs fonctions une rigidité trop dangereuse; les ordres secrets de la Cour, les volontés formelles de presque tous les intendants, les tendances avérées des cours de justice, s'unissent afin de ne point presser les religieux condamnés à verser des amendes à la régie. Forts de cette longanimité, ceux-ci s'ingénierent à provoquer difficultés sur difficultés, quand les gens de la régie venaient avec timidité solliciter le paiement des amendes. L'abus le plus fréquent était celui qui consistait à interjeter appel des jugements de condamnations contre eux rendus. Passés à la justice des parlements, il était d'usage

1. A. N. TT, 454, f° 310-315.

qu'ils obtenaient, de ces cours favorables, des arrêts faisant défense d'exécuter la sentence de condamnation. En attendant que l'appel fut évoqué, les gens de la régie étaient copieusement bernés; et comme l'issue du nouveau procès ne faisait point ordinairement de doute, les religionnaires se moquaient des juges ordinaires, de leurs sentences et des officiers chargés de recueillir les frais du procès. Au mois d'août 1757, les fermiers de la régie se plaignirent de cet abus<sup>1</sup>, et obtinrent du roi l'arrêt du 30 août, qui ordonnait aux nouveaux convertis, frappés d'amende, de faire juger définitivement leurs appels, « dans trois mois, à compter du jour de la publication du présent arrêt », faute de quoi, ils seront contraints au paiement des amendes par toutes voies.

Si le Conseil du roi continue à réclamer la bonne gestion des biens des fugitifs, ils semble que toutes les illusions soient, à ce moment, tombées. La régie fournit péniblement des sommes qui vont, d'année en année, en diminuant, au fur et à mesure que les procès en litige font passer aux mains des héritiers les biens contestés, et que les biens restants attirent de moins en moins les offres de fermiers que rebute leur état de vétusté. A Alençon, l'intendant, M. Léviguen, signale avec quelle difficulté on trouve un fermier, en 1746, pour quelques terres du fugitif Guyot, pour une maison de la veuve André, une autre du sieur Pezé, une troisième enfin du sieur Grangé. Ces biens tombaient en ruines; personne n'en voulait, même à des conditions dérisoires<sup>2</sup>. A la même date, l'intendant de Lyon signale « la dévastation » des biens d'une fugitive qu'il réussit, contre toute attente, à affermer à d'assez bonnes conditions. L'intendant de Soissons, ayant affermé le

1. A. N. TT, 434, f<sup>o</sup>s 316-318.

2. A. N. TT, 337.

en du réfugié Jean Gobert, pour une somme de 10 livres par an, écrit le 2 mai 1746 à Saint-Florentin : « Je dois vous observer qu'à cause du mauvais état de bien dont une partie est perdue, la rente est très réduite. » L'intendant de Tours, T. de Magnanville, se plaint parce que les biens affermés jusque-là 8 livres par an, l'ont été en 1746 pour la somme de 18 livres, et que certains autres dont on retirait 7 livres rapportent désormais 10 livres ! « C'est ce qu'on a pu trouver de mieux », affirme-t-il avec modestie. Par malheur, les revenus grossissants excitèrent l'envie d'un certain René Le Roux qui revendiqua les biens, comme proche parent du propriétaire fugitif. L'intendant de Rouen, I. de La Bourdonnaye, avoue, en 1746, qu'il lui est impossible de trouver des fermiers pour certains immeubles, situés à Dieppe, tellement est périlleux leur état. « La misère qui règne aujourd'hui dans Dieppe, écrit-il, dont la guerre a interrompu tout le commerce, ne permet guère de se flatter qu'on pourra trouver des gens qui veulent prendre à rente perpétuelle la maison de la régie qui menace ruine. » Pour comble d'infortune, le propriétaire de la maison voisine mit en demeure la régie de faire démolir l'immeuble abandonné, qui, disait-il, « est un danger ». Tout cela ne contribuait pas à donner à la question de la fortune une influence prépondérante dans les relations des religionnaires avec le gouvernement. La meilleure part avait été déjà réglée : ou les fugitifs l'avaient insensiblement récupérée sous des formes multiples<sup>1</sup>, ou

1. Quelle que fût l'intention de l'évêque de Nantes en rédigeant son important mémoire de 1724, il n'en est pas moins vrai que l'énumération qu'il fait des multiples procédés ayant servi à éluder les lois concernant les biens des fugitifs repose sur des cas extrêmement fréquents, et explique comment « la plus grande partie de ces biens n'a jamais été mise en régie, soit par l'artifice des réfractaires, ou par la négligence des préposés, et celle qui y est entrée sort tous les jours par des mainlevées fondées sur des principes et maximes contraires à la disposition des édits de Sa Majesté ».

l'Etat en avait vu la valeur fondre entre ses mains depuis 1699.

Vers 1760, le problème avait donc perdu singulièrement de son acuité; les protestants ont, avec sagesse, réservé leurs doléances pour des sujets d'un autre ordre et d'une plus incontestable noblesse.

Ce n'est pas d'ailleurs qu'ait cessé « le brigandage » qu'avait dénoncé Plessart en 1724. Les dossiers de la régie nous édifieraient sur l'âpre lutte que des convoitises adverses engageaient à l'occasion de biens, devenus une proie.

Les gens de la régie n'étaient pas toujours très scrupuleux sur le choix des moyens, dès lors qu'il s'agissait de faire payer les fermiers. Un notaire du Languedoc avait pris à bail, en 1739, les biens du fugitif Antoine Béchart, pour le prix de 35 livres par an. En 1751, le directeur de la régie le menace de résilier son bail, sous prétexte qu'un concurrent a offert un fermage de 80 livres. Le notaire poussa donc jusqu'à 75 livres, mais, l'année suivante, apprit que le directeur s'était joué de lui, et que le concurrent était un mythe. Le comte de Saint-Florentin reçut la plainte du fermier, décidé à obtenir justice<sup>1</sup>. Parfois de singuliers régisseurs entraient de connivence avec les compétiteurs rivaux, qui s'attachaient leurs services à deniers comptants. Le cas de M. de Franchemont est assez curieux. C'était un religionnaire depuis longtemps converti, et qui avait servi, pendant 39 ans, en qualité d'officier dans l'armée du roi. Sa grand'tante, Marie de Franchemont, fugitive en 1685, était morte en 1760. L'officier était seul héritier, et de plus, héritier catholique. Aux termes des édits, les biens en régie devaient lui faire retour sans discussion. Cependant le régisseur, M. de Préveraux, éluda le plus longtemps possible la

1. A. N. TT, carton 337.

stitution. Il était poussé, et sans doute rémunéré, par un sieur Dupuy, beau-frère de M. de Franchemont, protestant huguenot, et qui avait même été mis en prison avec sa femme, en mars 1753, pour avoir assisté aux assemblées du Désert. C'était cet héritier évincé qui jouait son jeu, avec la complicité des agents de la régie. L'officier dut, en désespoir de cause, intéresser son procès le duc de Choiseul<sup>1</sup>.

Le directeur de la régie ne montrait pas, de son côté, une plus scrupuleuse attention à acquitter les obligations de sa charge. Le cas du nommé Serres, négociant de Montpellier, peut nous instruire de ces choses, qui firent un fâcheux renom à la probité des uns de la régie. Serres avait été reconnu, par arrêt prononcé en bonne forme, créancier du religionnaire calvin, fugitif. L'arrêt datait de 1730. Vainement représentait-il sa créance : les biens du fugitif ne pouvaient sortir de la régie. En 1755 enfin, la situation devenant plus claire par la mort du sieur Pical, Serres espérait entrer en possession de sa créance. Mais il réclama vainement des fermiers de la régie, avec le principal, les intérêts tant ils l'avaient frustré pendant vingt ans. Le coup fut rude pour les profiteurs de la régie. Sans hésiter, ils refusèrent de reconnaître leur dette, mais tandis que l'affaire se trouvait ainsi prorogée jusqu'à une issue indéterminée, ils supplièrent, en sous-main,

<sup>1</sup> En 1754, une sentence non moins révoltante contre M. de Carbon, conseiller au Parlement de Toulouse, et Gaujal de Lestrade, de Millau. Martine Galy, réfugiée à Genève, meurt. Ils restent seuls héritiers ; les fermiers de la régie les évincent, parce que les demandeurs sont parents « côté maternel » et qu'il pourrait s'en trouver de plus proches, du côté paternel ». On leur répond, que, depuis 40 ans, aucun autre héritier ne s'est présenté, et qu'il n'y en a sûrement pas. La Régie avoue alors que les biens de M<sup>me</sup> Galy ont été confondus avec d'autres, par la régie, sous le même bail et qu'il est impossible de les distinguer ; il faudrait faire une liquidation onéreuse ; d'autre part, la totalité de ces biens est fermée pour 1600 livres constitue plus de la moitié des revenus de la régie dans la généralité de Montauban. Pour ne rien perdre, la régie exclut les héritiers naturels ! A. N. TT, 385.



l'intendant M. de Saint-Priest d'intercéder pour eux auprès de M. de Saint-Florentin, à qui il fallait représenter que le demandeur, s'il réussissait à obtenir restitution du bien et des fermages reçus par la régie, mettrait celle-ci dans l'obligation de faire un sérieux emprunt. Il est dommage que nous ne connaissions point la suite donnée à l'affaire, mais, à coup sûr, ni la bonne foi des fermiers n'était hors de cause, ni l'injustice du procès ne faisait doute pour les magistrats chargés d'appliquer les lois <sup>1</sup>.

Mais le mal que les religionnaires furent irrités de subir, parce qu'ils y voyaient la cause de l'incertitude de leur situation, était l'arbitraire des hommes de la régie, qui, sur un vague soupçon, une délation jalouse, ou l'imprécision d'actes anciens, remettaient subitement en cause les titres de propriété de biens dont la possession était restée depuis longtemps paisible. A Bédarieux, les fermiers de la régie apprennent que la maison habitée par le sieur Delavit a fait autrefois partie de biens mis en régie, comme appartenant à deux réfugiés. Ils décident donc, en 1759, de soumettre l'immeuble à un bail dont ils prétendent que le sieur Delavit devra payer les frais. Vainement celui-ci rappelle-t-il qu'il est, depuis 40 ans, paisible possesseur de cette maison, qu'il n'a jamais été astreint à payer le moindre fermage, et qu'il a pour lui la prescription. Son titre de possession fut remis en cause, et, en attendant la sentence des juges, les fermiers décidèrent l'adjudication <sup>2</sup>.

Les abus devenaient parfois si révoltants, que les curés prenaient ouvertement le parti des spoliés. Un certain Jean Baron, ayant hérité de ses parents, morts en 1733, à Poitiers, vendit son héritage en 1735, et

1. A. N. TT, 337.

2. A. N. TT, 338. En 1764, l'affaire n'est pas encore terminée.

partit, quelques mois après la vente, pour Saint-Domingue. Les fermiers de la régie apprennent que les parents de Baron étaient des nouveaux catholiques, morts d'ailleurs en fidèles catholiques. Mais le prétexte leur parut bon, et, s'autorisant du décret qui interdisait aux nouveaux convertis d'aliéner leurs biens sans permission royale, les fermiers saisissent, en 1737, l'héritage vendu. Le vicaire de l'endroit vient alors au secours des familles lésées. Il assure par écrit que les parents sont morts en bons catholiques, que leur fils a toujours été de la religion romaine et qu'il ne saurait, en conséquence, tomber sous le coup du décret visant les seuls nouveaux convertis. Mais les gens de la régie récusent le certificat du vicaire, qu'ils déclarent « mendié », et accusent, d'ailleurs sans l'ombre même d'une présomption, Baron d'avoir « quitté le royaume pour cause de religion, car il est possible qu'il soit resté attaché aux premiers principes de ses parents <sup>1</sup> ».

Malgré ces incidents, la liquidation des biens de la régie se poursuivait à vive allure. Le gouvernement, n'ayant que faire des principes resserrés sur un champ devenu chaque jour plus étroit, en était réduit aux cas d'espèce. Les solutions particulières se multipliaient, les vieilles théories semblaient pulvérisées. On peut dire que, depuis environ 1740, le problème avait perdu son intérêt général. L'église protestante eut la sagesse et la suprême habileté de ne point ressusciter des

1. A. N. TT, 338 ; les cas semblables y sont assez nombreux : l'insécurité de la possession est restée le grand désordre de la jurisprudence concernant les biens des fugitifs. Encore en 1770, nous trouvons à Rouen, un procès fameux engagé par la régie contre les héritiers du protestant Adam Véreuil, qu'elle réussit à évincer de leur légitime et paisible possession, et qu'elle fait déclarer « fermiers » de biens en régie. L'émotion provoquée par ce procès fut si grande que le roi cassa la sentence et rétablit les héritiers dans leurs droits de propriété, par arrêt du 13 janvier 1770. A. N. TT, 338.

querelles mesquines, alors que des difficultés bien autrement graves sollicitaient toutes les forces du gouvernement, et toutes les énergies des réformés, décidés à avoir gain de cause.

## II

La juridiction concernant les mariages des religionnaires était, en effet, arrivée à l'extrême limite de sa malfaisance. De toutes parts, les esprits irrités se soulevaient contre ses navrantes conséquences. Les officiers du roi comprenaient qu'il n'y avait plus un instant à perdre, si l'on voulait éviter des secousses sociales, dont on pressentait la gravité.

La loi était formelle : depuis Louis XIV, elle avait décidé qu'il n'y avait plus de non-catholiques en France. Tous les sujets du roi très chrétien étaient passés sous la houlette des pasteurs catholiques et assujettis, par voie de conséquence, au droit canon. Aux termes des lois françaises, nul ne pouvait s'affranchir des prescriptions du droit ecclésiastique, sans se mettre aussitôt en état de rébellion contre la loi civile. L'État soutenait la loi religieuse, et celle-ci devait veiller au maintien de l'unité morale du pays. Les religionnaires, inscrits comme catholiques sur les registres de l'état civil, se voyaient contraints à soumettre toute leur existence aux prescriptions de la loi d'Eglise. S'ils s'y refusaient, ils devenaient rebelles à leur roi, et perdaient toute existence légale. Leur contrat de mariage n'était authentiqué que par la signature du curé. Refuser le prêtre, ou s'en aller au désert chercher le témoignage d'un pasteur, était perdre tout droit à fonder un foyer régulier : la loi ne connaissait point les nouveaux époux, déclarait illégitimes les enfants nés de leur union, et leur déniait tout droit à l'héritage

familial. Mais il ne suffisait pas de légiférer pour supprimer la réalité.

Depuis 1685, en dépit de toutes les ordonnances, les unions des hérétiques étaient devenues extrêmement nombreuses. La fiction légale de la non-existence des mariages protestants n'était plus qu'un défi à l'évidence. La multitude des religionnaires que la loi rejetait parmi les concubinaires, les gens sans aveu et les bâtards, éleva, vers 1750, des plaintes si vives et passa à des actes de protestation si déterminés, que le gouvernement s'émut enfin.

Il apparaissait qu'il était impossible de conserver intacte la force d'une législation, impuissante à maîtriser le courant de la vie. Dans son discours au synode national, tenu dans les Hautes-Cévennes, du 4 au 10 mai 1756, Paul Rabaut signalait, de son côté, que le mal ne pouvait plus souffrir de délai <sup>1</sup>. Les intendants ne cessent pas, enfin, de multiplier leurs doléances sur un sujet qui mérite, disent-ils, la plus vive attention, sur un mal qui réclame un remède immédiat. Mais le gouvernement avait-il lui-même une doctrine uniforme, une tradition cohérente sur cette difficulté primordiale?

Pendant la Régence, les protestants avaient profité d'une tolérance assez étendue. Cependant, le duc d'Orléans refusa de régler la question de leur mariage, prétendant qu'il avait à ménager de grands intérêts personnels, qui « l'empêchaient de renverser ouvertement ce qu'il trouvait établi <sup>2</sup> ». A sa mort, le duc de Bourbon fut sollicité de terminer « cette longue et importune affaire ». On assurait qu'il suffirait de renouveler les déclarations de Louis XIV.

Mais on oubliait que la jurisprudence en vigueur

1. Voir ce sermon dans A. MONOD, *Les sermons de Paul Rabaut*, p. 417.

2. *Mémoire au Roi*, par de Breteuil.

sous le règne du grand roi, encouragée et maintenue par lui, avait assuré la tranquillité de la condition des époux protestants. Invités à la plus grande réserve, les parlements s'étaient appliqués à laisser tomber les ordonnances. Le roi envoyait même aux premiers présidents et aux intendants des instructions secrètes dans ce sens. Par une complicité bien singulière, magistrats et gouvernement prétendaient ignorer le crime de la célébration illicite du mariage de sujets poursuivis par la loi. C'est ainsi qu'un intendant ayant fait emprisonner deux époux, qui n'avaient pas contracté mariage devant l'Eglise, le roi lui écrit de les poursuivre seulement au sujet de la contravention qu'ils avaient commise en convoquant pour se marier une assemblée illicite, et non pas au sujet de leur mariage en lui-même <sup>1</sup>. Jusqu'à la mort de Louis XIV, il n'y eut pas un seul mariage de protestants cassé par un parlement <sup>2</sup>.

Cette tradition, qui aurait pu sauvegarder un état de fait, sans doute bien précaire, puisqu'il ne reposait sur aucun principe juridique et dépendait uniquement de la volonté du roi et des sentiments d'équité des divers parlements, fut mise en péril par la déclaration de 1724.

A la vérité, ses dispositions ne concernent nullement les protestants. La nouvelle loi vise les « sujets nouvellement réunis », auxquels on enjoint « d'observer, dans les mariages qu'ils voudront contracter, les solennités prescrites tant par les saints canons que par les dites ordonnances, édits et déclarations ».

Cette façon de passer sous silence l'existence de ré-

1. RULHIÈRE, *Eclaircissements*, 2<sup>e</sup> partie, p. 183.

2. BONIFAS, p. 88. En 1713, le maréchal de Chamilly, gouverneur militaire de La Rochelle, avait suggéré, dans un mémoire, d'autoriser les tribunaux à déclarer illégitime tout mariage qui n'aurait pas été contracté en face de l'Eglise. D'Aguesseau s'y opposa formellement.

formés que la loi s'obstine à vouloir ignorer, devait entraîner les pires difficultés <sup>1</sup>.

Si les protestants se mariaient par devant notaires, ils étaient criminels selon l'ordonnance de Blois, car ils invitaient le notaire à commettre un délit. S'ils se mariaient devant leurs ministres, ils violaient la loi qui avait expulsé les ministres et interdit les assemblées. S'ils se mariaient enfin « en face d'Eglise », ils étaient profanateurs d'un sacrement, et en abomination aux curés catholiques que ces sacrilèges jetteront en de justes perplexités.

Toutefois, la période des accommodements paraît avoir été assez longue. Le clergé pensait-il que les voies de la douceur et les secrètes compromissions auraient finalement raison d'une hérésie agonisante? Toujours est-il que les complicités se multipliaient. Certains curés poussèrent la tolérance jusqu'à marier les religionnaires sans exiger d'eux une abjuration formelle. Ils s'exposaient, ce faisant, aux galères, ainsi qu'il advint à Arthur Deguip, prêtre du diocèse de Saintes, en 1731<sup>2</sup>. D'autres n'imposaient aux nouveaux convertis que de légères épreuves. D'avoir assisté aux offices catholiques quelque temps avant le mariage et entendu quelques instructions, suffisait à faire décerner un brevet de catholicité. Curés et protestants ne se trompaient point d'ailleurs sur la portée de cette formalité. Ceux-ci, à peine mariés, retournaient à leurs pasteurs ou délaissaient à la fois l'église et le temple; ceux-là gémissaient de voir s'augmenter le nombre de ces défections pendant prévues.

En 1726, l'abbé Robert, docteur de Sorbonne et prévôt de la cathédrale de Nîmes, écrivit au cardinal de Fleury pour se plaindre du « scandale des conversions

1. C'étaient les déclarations du mois de mars et du 15 juin 1698.

2. B. P. F. t. XLVI, p. 93.

apparentes ». L'Eglise faisait tous les frais d'une réconciliation où elle ne trouvait, en fin de compte, que trahisons et déceptions et sacrilèges. L'abbé demandait en conséquence la suppression des épreuves, et proposait d'établir deux sortes de mariages célébrés tous les deux par des prêtres et dans l'Eglise; l'un serait à l'usage des catholiques et constituerait le sacrement des fidèles, l'autre, à l'usage des protestants, où le prêtre se bornerait à *constater* le consentement mutuel des parties, à les bénir avec l'eau et le signe de la croix, ce qui suffirait pour assurer les effets *civils* du mariage.

Le cardinal de Fleury approuva ce projet, mais la résistance de quelques évêques le fit échouer. Sans doute l'intervention du pape Benoît XIV ne contribuait-elle pas à aplanir les difficultés. Benoît XIV invitait les évêques à n'admettre au sacrement de mariage « les personnes soupçonnées d'hérésie occulte, qu'après avoir *justifié* de leur foi catholique d'une manière déterminée <sup>1</sup> ». Les épreuves furent dès lors rendues plus rigoureuses. Les méthodes variaient de diocèse à diocèse; ici, l'évêque fixait le temps d'épreuves à quatre mois; là, à six mois, là, à une année. En 1750, Saint-Florentin dut intervenir auprès de l'évêque de Dax qui laissait un de ses prêtres refuser le mariage à deux nouveaux convertis après des épreuves qui avaient duré douze ans. Ailleurs, on imposait aux religionnaires qui voulaient se marier une formule d'abjuration écrite.

Afin d'échapper à la durée d'épreuves que leur conscience rejetait, ou à l'hypocrisie d'une abjuration que leur foi ne pouvait accepter, les protestants renoncèrent au mariage légal et préférèrent encourir les risques et les dures conséquences d'un mariage célébré par

1. M. Esmein pense que cette décision « fut peut-être d'un grand poids dans ce revirement de la pratique suivie par le clergé français », *Le mariage en droit canonique*, Paris, 1891, p. 237.



un pasteur à l'étranger ou au désert. Mais les juristes leur opposèrent aussitôt le texte de la loi qui exigeait, à peine de nullité du mariage contracté, la présence du propre curé. Quand donc les protestants vont en pays étranger, ils éludent une disposition essentielle de la validité des mariages, et commettent le délit « de fraude ». Aussi les arrêts furent-ils d'abord impitoyables. C'est, le 16 mars 1725, l'arrêt du parlement de Paris déclarant nul le mariage contracté à Londres par le sieur Charpentier; le 21 août 1725, l'arrêt du même parlement contre le mariage contracté à Liège par Zacharie Pierrard et Judith Antiquin, tous deux de Sedan.

Les réformés du centre et du midi de la France ne pouvaient songer à affronter un long voyage pour aller se marier à l'étranger. Ils se résolurent à demander le ministère du pasteur au désert. De 1737 à 1751, il se fit un nombre considérable de ces mariages, malgré les réels dangers qu'ils présentaient, ceux qui étaient surpris s'exposant à des peines sévères. Les pasteurs poussaient activement à ces cérémonies; elles maintenaient la ferveur des âmes, si elles augmentaient les chances de répression. Une lettre d'Antoine Court, écrite de Nîmes, le 24 juillet 1744, nous montre comment il encourageait les timides, et de préférence les fiancés de haute condition, dont l'exemple pouvait être plus efficacement contagieux. Au reste, les pasteurs ne craignaient point de délivrer des certificats de mariage au désert, que les religionnaires avaient parfois la hardiesse ou la naïveté de présenter aux magistrats « comme des titres probatoires de leur mariage légitime ». Les magistrats fermèrent longtemps les yeux sur l'illégalité de ces mariages au désert.

En 1739, leur attitude changea. Le présidial de Nîmes tenait ses grands jours en Vivarais. Plusieurs mariages au désert furent dénoncés au procureur du

roi ; le présidial refusa de les poursuivre sans un ordre de la Cour. Le comte de Saint-Florentin, rompant avec une tradition de plus de quarante ans, décida que l'on pouvait « sans inconvénient, poursuivre quelques-uns des contrevenants ». On choisit cinq ou six particuliers que l'on incrimina de concubinage notoire et scandaleux. Vainement le magistrat évitait-il de mettre en cause la réalité du mariage protestant ; les accusés déclarèrent la bénédiction du ministre, alléguant les difficultés qu'ils avaient éprouvées pour se marier à l'Église. Ils furent néanmoins condamnés à une amende, et défense leur fut faite de cohabiter, s'ils ne faisaient régulariser leur situation dans la quinzaine, en obtenant de l'évêque diocésain permission de faire célébrer leurs mariages.

Le présidial avait certainement outrepassé et ses pouvoirs et les ordres qu'il avait reçus. Les lois ne pronçaient rien de semblable à l'égard des mariages protestants. Enfin les juges n'avaient tenu aucun compte de l'avis de Saint-Florentin, qui, pressenti sur cette question, avait répondu que « la commission de ces juges n'était point pour de semblables affaires, et qu'un projet de déclaration concernant ces mariages était à l'étude, entre les mains de M. le Chancelier ».

Mais le feu était mis aux poudres. Les parlements de Grenoble, de Toulouse et de Bordeaux se montrèrent particulièrement rigoureux pour arrêter « le brigandage des mariages au désert ». Plusieurs centaines de mariages furent cassés, les hommes condamnés aux galères, les femmes à la prison, les certificats des ministres brûlés par la main du bourreau, les biens confisqués au profit des hôpitaux.

Le 9 décembre 1741, le parlement de Grenoble ordonne à Jacques Audoux de Marcel de se séparer d'avec Louise Girard, et déclare que le contrat de mariage est nul et sans effet civil. Le 2 avril 1746, arrêt

semblable contre plusieurs protestants mariés au désert. Le 7 juin 1749, arrêt défendant aux notaires de recevoir les contrats de mariage des nouveaux convertis à moins que ces derniers ne produisent un certificat de catholicité signé du curé. Cet arrêt annulait en outre neuf mariages. Le 12 mai 1757, un religieux convaincu de s'être marié au désert est condamné « à trois ans de galères avec flétrissure par le bourreau sur l'épaule droite ».

Si l'on en croit l'auteur de l'*Accord parfait*, le parlement de Toulouse aurait annulé quarante mariages de protestants en 1744. L'ordonnance du 17 janvier 1750 décidait enfin que l'on poursuivrait les mariages célébrés à l'encontre de la déclaration du 14 mai 1724.

Le parlement de Bordeaux faisait preuve d'une sévérité non moins rigide. Par arrêt du 21 mai 1749, il ordonne à quarante-six personnes de se séparer, à peine de punition exemplaire, qualifie de « concubinages » les unions contractées au désert, déclare « illégitimes et bâtards les enfants nés et à naître, et, comme tels, incapables de succéder ». Le procureur du roi prononça à cette occasion un violent réquisitoire, où l'on déclarait nécessaire « de mettre un frein à une licence si criminelle, et qui tient de la révolte contre la puissance et l'autorité légitime tant de l'État que de l'Église ». Le 19 décembre suivant, la cour de Bordeaux prononce la même peine contre dix-huit autres personnes, condamne les hommes à la peine des galères perpétuelles, les femmes à être rasées et enfermées dans l'hôpital de la Manufacture de Bordeaux. Leur dot était confisquée au profit de cet établissement.

La sévérité d'une jurisprudence qui, depuis 1739, aggravait sans cesse les dispositions de la loi, rendit intolérable la situation des réformés. Repoussés par les curés décidément hostiles à des unions dont ils avaient trop de raisons de suspecter le caractère sacri-

lège, apeurés à l'idée de risquer, par un mariage au désert, la liberté de l'époux et la vie du pasteur, les religionnaires se voyaient réduits à la plus dure des conditions. Vainement, avaient-ils essayé de faire entendre des plaintes aussi soumises que respectueuses. Le placet que les protestants du Dauphiné présentèrent à Louis XV en 1748 resta sans écho. Le mémoire qu'en 1752, Paul Rabaut remit au marquis d'Argenson, et où étaient rappelés les procédés inexorables de M. de Saint-Priest contre les mariages protestants, n'eut pas un meilleur sort.

Le gouvernement reconnaissait la gravité de la situation, mais hésitait sur le choix du remède.

En 1741, il soumit un projet de déclaration aux évêques du Languedoc. Ceux-ci furent unanimes à reconnaître la nécessité d'une nouvelle loi, mais arguèrent de la situation actuelle pour faire différer la solution. Le gouvernement ne donna pas suite à son projet.

Restait à obtenir du clergé lui-même l'adoucissement des épreuves. En 1740, le chancelier d'Aguesseau tenta de l'obtenir des évêques du Languedoc. Mais ceux-ci firent à ces ouvertures un accueil glacial, prétendant qu'ils n'étaient pas aussi sévères qu'ils devraient l'être et se plaignant de ce que « l'on regardait leur fermeté comme la cause de la désobéissance des protestants ».

Les magistrats ne cessèrent cependant pas leurs tentatives afin d'arracher au clergé le droit « de s'enquérir des consciences<sup>1</sup> ». Ministres, parlements, inten-

1. La Cour favorisait en sous-main tout ce qui pouvait assurer la stabilité de l'état des nouveaux catholiques. Le 1<sup>er</sup> août 1744, je trouve une lettre de Saint-Florentin au maréchal de Richelieu, à l'occasion d'un procès intenté par le gentilhomme verrier du Couserans Grenier à Belloc Lassalle, autre gentilhomme verrier établi à Fabas, afin de mettre en délibéré la validité du mariage des parents de ce dernier. « Je pense comme vous, écrit le Secrétaire d'État, qu'il est très important de ne pas souffrir que l'état des nouveaux catholiques puisse être attaqué, sous prétexte que leurs pères et mères n'ont pas reçu la bénédic-

dants et juges soutinrent contre l'épiscopat des luttes inexorables. On vit M. de Saint-Priest conseiller aux nouveaux convertis, en 1741, la voie de *l'appel comme d'abus*. Ayant réalisé son temps d'épreuve, le nouveau converti pourrait sommer son curé de publier les bans et de le marier : faute de quoi, il pourrait l'assigner devant l'official et appeler comme d'abus de la sentence de ce dernier, lorsqu'elle serait défavorable. « Selon les principes, disait-il, sans doute le Parlement déclarerait y avoir abus et comme cet arrêt pourrait être exécuté par saisie du temporel, le mariage se ferait, et, après plusieurs exemples, les choses reprendraient certainement leur ancienne forme. »

Ces prévisions ne se réalisèrent point. Le gouvernement n'osa mener jusqu'à cette extrémité une lutte dont l'hérésie aurait tiré gloire et profit. Cependant, le Conseil des ministres renonçait de moins en moins à l'idée de remporter une victoire décisive sur l'épiscopat. En 1751, l'intendant du Languedoc reprit avec les évêques de la province une conversation jadis interrompue, et nous avons vu avec quelle ardeur fut conduit l'assaut des principes réputés les plus essentiels au droit canonique. Le roi ne voulait plus d'une demi-victoire, moins encore d'une défaite. Les évêques le comprirent, et c'est ce qui explique les capitulations successives de ceux qui s'étaient jusque-là montrés les plus obstinés.

De son côté, le procureur général Joly de Fleury adresse au Conseil, en 1752, un *Mémoire*, dans lequel il suggère que le prêtre ne soit qu'un officier de l'état civil qui enregistre les mariages, sans qu'il ait pouvoir d'exiger aucune abjuration verbale ou écrite.

tion nuptiale dans l'église romaine. » On devra donc surseoir à tout jugement, et Saint-Florentin se propose d'évoquer le procès devant sa majesté, « afin de prévenir les fâcheuses conséquences qu'un jugement trop conforme à la rigueur des lois ne manquerait pas d'entraîner ». A. N. O<sup>1</sup> 410, f<sup>o</sup> 155.

Ces années marquent véritablement le point culminant de la querelle. Comme l'a fait justement remarquer M. Henry Anger, le roi était placé entre deux grandes autorités, le Parlement et l'Église. Celui-là pensait qu'à défaut d'un état civil particulier pour les protestants, le clergé devait se montrer facile pour les admettre au mariage devant l'Église. Le clergé, au contraire, refusait de plus en plus de laisser profaner les sacrements. Mais alors le Parlement annulait les mariages contractés sans la présence du prêtre catholique, mettant en quelque sorte ce dernier dans l'obligation d'accueillir ceux que les magistrats s'entêtaient à pousser vers la bénédiction catholique. Dans cette lutte, c'étaient d'ailleurs les protestants qui étaient sacrifiés, car, afin de contraindre l'Église, les magistrats refusaient aux hérétiques l'état civil de fait dont ils avaient joui auparavant<sup>1</sup>.

A partir de 1754, la situation des protestants s'améliora progressivement<sup>2</sup>. La jurisprudence s'adoucit en leur faveur. Les parlements admirèrent comme preuve suffisante du mariage la possession d'état. De nombreux arrêts repoussèrent les actions en nullité intentées par des collatéraux ou par les époux eux-mêmes, reconnurent la légitimité des enfants nés de ces unions, déclarèrent valides les testaments faits par l'un des conjoints au profit de l'autre et contribuèrent à rétablir une situation assez semblable à ce qu'elle avait été sous le règne de Louis XIV, quand on ne songeait pas encore à soulever la question de la validité des mariages huguenots.

1. Anger, p. 73.

2. C'est en 1754 qu'éclata le gros scandale de Montauban où des prêtres mariaient, sans se soucier des épreuves, tous les protestants qui se présentaient à eux. La Cour refusa obstinément de poursuivre les mariés « Il faudrait, disait-elle, les forcer à des réhabilitations, et c'est une extrémité qu'il me paraît à propos d'éviter. » Voir A. N. O1450, et plus haut, p. 221 et suiv.

Cette jurisprudence de tolérance n'était par malheur qu'un palliatif, incapable d'assurer d'une manière certaine l'état civil des protestants. M. de Saint-Priest écrivait à l'évêque d'Alais que « si on n'y apportait remède, il n'y aurait bientôt plus que des enfants naturels en Languedoc ».

Dès 1755, la bataille d'idées va reprendre plus ardente que jamais<sup>1</sup>. Le procureur général Rippert de Monclar proposa d'établir pour les protestants un mariage qui serait célébré devant un magistrat « comme cela se pratique en Hollande, disait-il, à l'égard des catholiques ». Ce mémoire fut violemment pris à partie par l'abbé de Caveyrac qui, s'efforçant de réduire au minimum le désordre qui existait en France à la suite des mariages irréguliers, déniait au roi très chrétien le droit de rétablir l'hérésie, par un acte de condescendance qui « ouvrirait les portes de ses États au déisme ».

On en était là quand s'ouvrit, devant le Conseil du Roi, la question, également redoutable, des mariages des religieux d'Alsace.

### III

Nous ne rappellerons pas quelle exceptionnelle tolérance Louis XIV n'avait cessé de témoigner aux protestants alsaciens. Respectueux de leurs libertés, au moment même où ils s'élevaient contre celles de ses sujets de France, le Grand Roi n'avait jamais consenti que l'on exportât en cette province de la frontière les procédés dont souffraient les religieux du royaume. Calvi-

1. En 1760, les protestants apprennent ou croient savoir que le roi a demandé à l'Assemblée du clergé de s'occuper du problème de la réhabilitation des mariages des Réformés. Ils se hâtent de présenter à Saint-Florentin quatre Mémoires, où ils réclament d'être mariés par devant les autorités civiles. Ces Mémoires sont aux A. N. TT, 442, année 1760.



nistes et luthériens s'assuraient en une possession tranquille : à la vérité, ceux-ci paraissaient plus chers ou moins odieux au gouvernement central; ils restaient sous la protection de princes étrangers, et Louis XIV ne songeait point à se jeter en de nouvelles aventures. Mais les calvinistes souffraient de leur isolement. Leurs malheurs ne risquaient pas de provoquer des interventions fâcheuses. Néanmoins la province ne souffrit pas trop de tracasseries, et le protestantisme y put organiser librement ses entreprises de prosélytisme.

Jusque vers 1760, le Conseil du Roi n'eut pas à s'occuper véritablement d'une situation que les lois et la parole royale avaient consacrée<sup>1</sup>. Les difficultés s'élevaient cependant et se multipliaient sur toute la province.

Les catholiques qui renonçaient à leur foi et passaient, le plus souvent à la suite d'un mariage, à la confession huguenote n'étaient point rares. Par une réaction exagérée, le Conseil d'Alsace prétendait pouvoir poursuivre comme relaps des gens qui, ayant toujours vécu dans la foi protestante, étaient considérés, par une abusive extension de la fiction légale selon laquelle il n'y avait plus en France de protestants, comme des « nouveaux catholiques ». L'Alsace s'agita aussitôt, rappelant la parole des rois qui avaient promis de ne jamais assimiler le sort des religionnaires alsaciens à celui des religionnaires du reste de la France<sup>2</sup>.

La lettre qu'écrivit, le 24 février 1762, le duc de Choi-

1. Voir Rodolphe REESS, *Documents relatifs à la situation légale des protestants d'Alsace au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris. 1888. On y trouve quelques documents intéressants jusqu'en 1762. Les luthériens d'Alsace restaient protégés par les traités de Westphalie.

2. Pour l'histoire de ce mouvement, il y a, aux A. N. U. 873, un recueil fort important « de Mémoires, projets de déclarations et autres lettres de mon grand-père, sur les Religionnaires en général, ceux d'Alsace et des quatre seigneuries du duc de Wurtemberg en Franche-Comté ». Ce recueil avait été réuni par Joly de Fleury : on y trouve des brouillons de décrets et des lettres du duc de Choiseul fort importants.

seul à M. de Lucé, intendant en Alsace, nous fait savoir que Louis XV examina longuement cette question aux Conseils des dépêches, tenus les 22 et 29 janvier<sup>1</sup>. Après avoir discuté les mémoires que M. de Lucé et l'évêque de Strasbourg avaient rédigés sur ces difficultés, Louis XV fit défendre aux catholiques alsaciens de passer à quelque autre religion de cette province, à peine d'être poursuivis comme relaps, et donna l'ordre « d'écrire à M. le procureur général d'Alsace » que les poursuites contre les religionnaires accusés du crime de relapsie devaient être immédiatement abandonnées « de manière à faire cesser les plaintes qui s'étaient élevées à ce sujet ».

Le Conseil d'Alsace avait signalé en outre la situation des enfants « naturels » des hérétiques, qu'il prétendait ne pas appartenir à l'église protestante et qui devaient, à en croire cette singulière jurisprudence, être élevés dans la religion catholique. Le roi accrédita cette opinion, mais s'empessa de rendre à l'autorité des parents ce qu'il venait de lui soustraire. S'il y a un mariage entre le père et la mère de l'enfant, disait-il, celui-ci est légitimé pleinement et passe, sans restriction possible, sous l'autorité de ses parents. « Sans doute il est bien fâcheux d'un côté que le mariage puisse faire perdre à l'enfant l'avantage de l'éducation catholique, mais il est bien difficile d'autre part de se refuser entièrement à la considération du droit que les pères et mères acquièrent par ce mariage à l'éducation libre de leur enfant. » Ces principes consacraient, à n'en pas douter, la liberté d'opinion des familles protestantes alsaciennes, et l'on comprend de quels regards d'envie les religionnaires français enveloppaient cette église voisine, si manifestement protégée par le roi.

1. M. Reuss a publié in-extenso cette lettre : le texte diffère assez sensiblement de celui conservé aux A. N. — M. de Lucé a été intendant d'Alsace de 1753 à 1764.

Sur un seul point, la volonté royale n'admit aucune dérogation à la coutume établie. L'église luthérienne jouissait en Alsace du libre exercice du culte. Le cas n'était point rare de voir des églises, communes aux luthériens et aux catholiques. Louis XV ne consentit jamais à dépouiller les hérétiques d'un titre de possession, pénible au cœur des catholiques.

Le Conseil d'Alsace avait ordre, en cas de discussions, d'employer « la voie de la conciliation, qui sera toujours la meilleure », et d'éviter toute mesure de répression violente. Les choses allaient si loin que, mis sur un pied d'égalité avec les fidèles catholiques pour l'exercice public de leur foi, les luthériens se plaignirent de n'être pas traités, dans leur vie religieuse et leur existence civile, « aussi favorablement que les curés et les habitants catholiques ». Les plaintes arrivèrent au Conseil de Louis XV, qui, affectant d'y porter un intérêt particulier, s'empressa d'écrire au Conseil d'Alsace. « Sa Majesté, faisait-il dire, ne peut asseoir de décision particulière sur de pareilles généralités. Son intention est toutefois que tous ses sujets indistinctement soient traités avec justice et humanité; que les luthériens en particulier soient maintenus sous son autorité dans l'état auquel le feu Roi et Sa Majesté elle-même ont bien voulu les conserver; qu'en tout, ils reçoivent avec toute sorte d'égalité la justice qui peut leur être due: c'est ce que le Roi a toujours recommandé et recommandera toujours à ses officiers. » Le spectacle de cette tolérance incita les calvinistes à solliciter, à leur tour, le libre exercice de leur culte: ceux de Schelstadt et d'Oberbasch se montrèrent particulièrement pressants. Mais autant Louis XV affectait, pour des raisons d'ailleurs de politique étrangère, de ne rien innover en ce qui concernait les luthériens alsaciens, autant il se sentait libre de traiter les calvinistes de cette province selon une stricte et rigoureuse justice.

Aussi rassure-t-il M. de Lucé et le Conseil d'Alsace sur ses véritables intentions. Il n'est pas disposé à apporter le moindre changement à l'état de choses existant. « Sa Majesté conservera volontiers (aux calvinistes) partout la liberté de conscience et l'assurance de vivre en repos. Elle tolérera même le petit nombre de temples qui existent actuellement, et où le culte calviniste est bien établi; mais elle ne permettra pas qu'il en soit ouvert ou rétabli aucun de nouveau. » On ne saurait, en outre, tolérer plus longtemps que les calvinistes reçoivent leurs ministres « de la nomination et pour ainsi dire de la main des Cantons suisses ». Le roi de France veut avoir en mains, au titre même de leur nomination, les pasteurs qui évangéliseront une partie de ses sujets.

Restait la difficulté suprême où s'heurtaient toutes les bonnes volontés. Là où les calvinistes n'étaient pas autorisés à l'exercice public de leur culte, les curés catholiques prétendaient avoir le privilège d'étendre leur ministère sacré jusqu'aux cérémonies — baptêmes, mariages et sépultures — dispensées à des fidèles appartenant à l'église huguenote. La prétention avait pris des formes particulièrement agressives, aux alentours de 1762. Elle n'allait à rien moins qu'à instaurer sur la terre d'Alsace les procédés mis en vigueur en France à l'égard des hérétiques. Toutes les difficultés, dont l'origine se confondait avec la recrudescence d'ardeur déployée par les ecclésiastiques dans l'exercice de ce privilège, menaçaient ainsi de s'abattre sur une province jusqu'alors tranquille. Le Conseil du roi de janvier 1762 fit aux prétentions du clergé un accueil plutôt rude. « Bien loin, disait-il, qu'un curé catholique puisse prétendre y assujettir en ce qu'il a de spirituel et d'ecclésiastique tous autres que des catholiques, il ne lui serait pas permis d'y interposer son ministère à leur égard. » Ils ne sont autorisés qu'à « remplir une fonction de police sécu-

lière », en inscrivant sur des registres, à eux confiés, les mariages et les décès. La solution était d'autant plus remarquable qu'à ce même moment, des efforts conjurés se multipliaient à la Cour afin de faire bénéficier de ce régime les protestants du royaume : la liberté du culte installée en Alsace allait devenir la mesure de la liberté réclamée par les religionnaires de France <sup>1</sup>.

D'autant que les calvinistes alsaciens menaçaient de s'emparer du droit qui tardait à leur être reconnu. Ceux de Landau, furieux de subir l'hégémonie du clergé catholique s'étaient soulevés, ralliés autour d'un mot d'ordre hardi : plus de curés à leurs cérémonies, mais, à défaut de pasteurs calvinistes, des ministres luthériens, que la loi reconnaît. Le mouvement fut assez vite réprimé, mais le danger n'en apparaissait pas moins aux regards attentifs et à la clairvoyance de l'intendant, du Conseil d'Alsace, de l'évêque de Strasbourg et de son suffragant, l'évêque d'Arath <sup>2</sup>, qui se hâtèrent d'apaiser les esprits irrités, avec la promesse que si l'on maintenait ce rôle du clergé catholique, du moins serait-il réduit à n'être qu'une fonction de police, indépendante de tout ministère sacré.

Le duc de Choiseul ratifia ces vues. Elles cadraient trop avec ses propres sentiments, pour qu'il n'en fît valoir au roi la haute sagesse. Dès le 14 mai 1762, il écrivit au cardinal de Rohan une longue lettre, où ces principes étaient affirmés, et qui fut imprimée et répandue dans toute l'Alsace. Ce fut, parmi les curés de la

1. De là les projets, à première vue si étranges, mis en avant par certains protestants, et surtout par le fameux Lecoigne, d'après lesquels les protestants français seraient autorisés à se faire accorder, après un séjour en Alsace, les mêmes privilèges, qu'ils pourraient conserver, une fois rentrés dans leurs pays. B. N. Ms. 10.628, f° 1-86.

2. L'abbé Duvernin, évêque d'Arath *in partibus*, était le suffragant du cardinal de Rohan.

province, un beau tapage. L'évêque de Strasbourg et son suffragant n'avaient-ils pas trahi les intérêts catholiques ? Or, les réclamations du clergé n'étaient elles-mêmes que peu de chose en comparaison de l'émoi qui s'empara des calvinistes. Ceux-ci, ayant porté très haut leurs espérances, furent désappointés de se trouver livrés, même sous une forme adoucie, à la police des curés. Toute la question des mariages rebondissait soudain, et avec une aigreur renouvelée. Les calvinistes transmirent leurs doléances au marquis de Vogué, commandant en Basse-Alsace, qui les communiqua au cardinal de Rohan. De leur côté, le duc de Deux-Ponts et le prince héréditaire de Hesse Darmstadt, seigneur de Lichtenberg et de ses dépendances en Alsace, rédigèrent un grand mémoire, où la menace d'une guerre civile était agitée pour obtenir de Louis XV qu'il statuât le plus tôt possible, de façon plus équitable, sur cette irritante question.

Le Conseil du roi ne paraissait point pressé d'accorder de plus grandes facilités à la portion calviniste de l'église alsacienne. Mais, à ce même moment, surgissait avec une acuité extraordinaire, le problème des mariages entre catholiques et luthériens. L'édit du mois d'août 1683, particulier aux affaires religieuses d'Alsace, les prohibait formellement, sous des peines sévères. En dépit de l'édit, ces unions mixtes s'étaient multipliées, et l'état civil d'une multitude de familles demeurait incertain. Pour d'autres motifs, la situation de ces ménages ressemblait à s'y méprendre à celle des ménages des nouveaux catholiques qui s'étaient formés, en France, sous la bénédiction des pasteurs du désert. Le duc de Choiseul, assailli de plaintes, résolut de résoudre la difficulté dans le sens de la liberté. Le 29 juillet 1763, il fit un compte rendu à Louis XV, en Conseil des dépêches, et fit agréer le projet de déclaration en faveur des mariages mixtes, sous réserve

qu'il rallierait les avis des principaux d'Alsace. Le duc proposait au roi « de rouvrir en Alsace la liberté des mariages entre les Catholiques et les Luthériens, en levant la prohibition de ces mariages dans cette province, portée par l'édit du mois d'août 1683 » ; il insistait, avec un faux air de piété, sur les avantages que retirerait, de cette liberté, la religion catholique elle-même. La rigueur de l'édit de 1683, disait-il, avait été plus nuisible qu'utile à notre religion. « Les catholiques les plus sensés de la province » en conviennent. Le cardinal de Rohan s'est déclaré favorable à un retour à de plus libérales mesures. Sur ces assurances, le roi permit qu'on soumit le projet de déclaration aux principaux notables d'Alsace. La réponse ne fut point douteuse : l'initiative de Choiseul rencontra un chaleureux accueil. On vit même l'évêque de Spire solliciter du ministre la faveur de comprendre dans l'édit les calvinistes alsaciens, véritablement trop sacrifiés. Mais Choiseul refusa de les couvrir de sa protection. A la vérité, l'horizon restait toujours sombre du côté de Rome. Le pape avait marqué au cardinal de Rohan combien il était opposé à toutes ces innovations, où il redoutait un piège tendu à la religion catholique. L'évêque de Spire et celui de Bâle eussent désiré que rien ne fût entrepris sans le consentement du pape. Mais l'intendant, M. de Lucé, fit un vigoureux appel à la doctrine gallicane. Le Roi, déclarait-il, n'a point à prévenir le pape avant de publier sa déclaration et il suffira, une fois que celle-ci sera publiée, d'en informer Sa Sainteté. La théorie du fait accompli n'avait point perdu toute faveur auprès de ces légistes, au couchant de la monarchie. Choiseul n'hésita point : en marge de la consultation motivée de son intendant, il écrivit : « L'avis de M. de Lucé paraît le meilleur. »

Une voix discordante se fit néanmoins entendre. Elle ne venait d'aucun membre du clergé, mais du président



général du Conseil d'Alsace, qui se déclara nettement opposé au projet pour les raisons suivantes : d'abord le projet ne fixait pas le terme de l'éducation et d'ailleurs il sera aisé, après ce terme, quel qu'il soit, de dépayser les enfants ; en second lieu, le projet demande aux parents d'apporter, tous les six mois, au président général le certificat d'éducation, obligation qui ne manquera pas de tomber en une rapide désuétude ; enfin il est à craindre que l'on n'abuse de la levée de la prohibition, ce qui jettera le pays dans une grande confusion. Ce mémoire du président général ne put détourner Choiseul de réaliser son projet ; il rassura le trop zélé fonctionnaire, lui confirmant que le temps de l'éducation serait nettement déterminé, que l'obligation serait scrupuleusement maintenue, et « qu'une clause méditée avec réflexion » préviendrait toutes les causes d'abus.

Assuré de trouver autour de lui une sympathie active, Choiseul rédigea « le dernier projet d'édit ». Deux brouillons, écrits de sa main et surchargés de retouches, attestent avec quel soin le ministre travailla à la rédaction de cette charte, où passe véritablement un souffle nouveau<sup>1</sup>. « Nous avons été informés, dit-il, que, depuis les changements que le cours du temps qui a suivi l'édit du mois d'août 1683 a apportés, ces défenses, en ce qui regarde les mariages avec les Luthériens, avaient des inconvénients qui n'avaient pu d'abord être prévus ; les personnes les plus sages et les plus éclairées en Alsace nous ont représenté que, cette province se trouvant aujourd'hui comme partagée entre la multitude des familles catholiques et celle des familles luthériennes qui en forment ensemble le corps presque entier, il serait de l'intérêt des uns et des

1. M. Reuss a établi que si des persécutions générales n'eurent pas lieu en Alsace, des persécutions individuelles continuèrent à s'exercer tout au long du siècle.

autres, du bien de la province et de celui de notre service, de lever l'espèce de séparation que la rigueur de ces défenses entretient entre eux; ce qui, loin de nuire à la religion catholique, à qui nous devons toute notre protection, lui serait plutôt utile par les précautions que nous pourrions y ajouter en même temps. Nous avons donc cru devoir déférer à ces considérations et à ces instances, en remettant les choses au même état où elles étaient avant l'Edit du mois d'août 1683, seulement à l'égard des mariages des catholiques avec les luthériens. »

Il serait sans doute exagéré de soutenir qu'après avoir assuré le triomphe d'une thèse de liberté, le duc de Choiseul se décida à faire profiter de cette solution les réformés de France. Mais il est curieux de constater que deux ou trois ans après avoir ouvert aux luthériens d'Alsace les portes de la tolérance religieuse, à l'occasion de leurs mariages, Choiseul se montre plein de sollicitude pour l'état des mariages des protestants français. C'est le 1<sup>er</sup> juin 1766 qu'il précise sa pensée dans une lettre à M. de Saint-Florentin. « Vous connaissez mieux qu'un autre, lui disait-il, l'importance et la difficulté de la matière. Le mal est extrême et le remède bien difficile à trouver. Mais en vérité, il me paraît d'une nécessité indispensable de s'en occuper sans perdre de temps, non pour y rien précipiter, mais au contraire pour y penser avec plus de maturité et de loisir. »

Les circonstances ont, en effet, favorisé l'élaboration de la liberté. Ardemment sollicité de l'établir en Alsace, le Conseil du roi ne pourra plus éluder le problème de son établissement en France.

# TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
PRÉFACE.....	IX

## CHAPITRE PREMIER

### **Autour de l'Édit du 14 mai 1724.** 1715-1730.

I. La situation du protestantisme français en 1715.	
II. L'attitude du pouvoir sous la Régence, 1715-1723.	
III. L'édit du 14 mai 1724.	
IV. Comment Antoine Court soutient le combat, et selon quels nouveaux principes.....	1

## CHAPITRE II

### **L'œuvre de la restauration des églises.** 1730-1743.

I. Comment l'église réformée du Languedoc prend la direction du mouvement.	
II. Les progrès de la restauration dans les provinces : Foix, Béarn, Provence, Guyenne, Normandie, Picardie, Sedan, Touraine, Saintonge, Poitou. Attitude des intendants devant cette action impétueuse.	

III. Attitude de la Cour à l'égard des promoteurs du mouvement; son incertitude, ses alarmes en 1742, les répercussions de la guerre en 1743, la politique du maréchal de Richelieu.....	37
--	----

### CHAPITRE III

#### La genèse d'une répression.

1743-1746.

I. Les motifs de confiance : les dispositions de Lenain, nouvel intendant du Languedoc; la situation en Languedoc, Vivarais et Cévennes (octobre-décembre 1743).	
II. Comment se forme et se propage l'émeute : le foyer de la résistance, pays de Lavar : Castres et Montauban en 1744. La faiblesse de la répression.	
III. Le revirement de Lenain : ses frayeurs; les événements de mars et d'août; les violences de septembre; l'ordonnance d'octobre; les sanctions de décembre 1744.	
IV. La répression sévit à partir de 1745, en Dauphiné, pays de Foix, Saintonge et Languedoc.....	71

### CHAPITRE IV

#### Un pénible retour vers la paix.

1746-1750.

I. L'épilogue du procès Majal : l'effroi des Réformés; l'effroi de la Cour; influence posthume de Basnage.	
II. La situation en province : Dauphiné, Poitou, Guyenne, Normandie, Provence, comté de Foix, Montauban, Navarre et Picardie.	
III. La pacification du Languedoc; reprise des assemblées; les idées de Lenain; les années paisibles.....	138

### CHAPITRE V

#### La rébellion sanglante.

1750-1754.

I. La tourmente de 1750 : l'édit du 17 janvier; — attitude de	
---	--

- Lenain de plus en plus hostile aux mesures prises par la Cour; la répression rebondit en décembre; les suppliques des pasteurs et la mort de Lenain.
- II. Si la situation générale, en 1751, avait empiré : Normandie, Picardie, Béarn, Saintonge et Poitou, Provence, Montalbanais.
- III. En Languedoc, rôle pacificateur du nouvel intendant M. de Saint-Priest, ses démêlés avec les évêques; l'émeute du 28 mars 1751; la lettre de l'évêque d'Agen.
- IV. Explosion de la révolte; l'assassinat du 11 juin; une année de représailles; rôle d'Antoine Court.
- V. La jacquerie de 1752; l'affaire du 9 janvier et ses répercussions jusqu'en août; l'assassinat du 10 août; rôle de Rabaut; la grande émigration; les instructions du maréchal de Richelieu; rôle de Joly de Fleury.
- VI. La Cour contre les évêques en 1753; victoire de la thèse officielle, qui constitue le premier stade de la liberté... 197

## CHAPITRE VI

**L'opposition du maréchal de Mirepoix.**

1754-1757.

- I. Le ban du maréchal de Richelieu; les terreurs des Réformés; leur confiance renaît; une période d'émeutes; les nouveaux sentiments de la Cour vers juillet 1755.
- II. Les causes de ce revirement; les troubles, l'intrigue du prince de Conti, les révélations de Jacques Boyer.
- III. L'œuvre du maréchal de Mirepoix en Languedoc : jusqu'en 1756, sévérité extrême; les menaces de guerre étrangère; la répercussion au Désert; l'attitude nouvelle de Mirepoix.
- IV. La stupeur causée par l'attitude du gouverneur sur l'intendant Saint-Priest, sur les officiers, sur le Secrétaire d'Etat; mort de Mirepoix en septembre 1757.
- V. La situation en Béarn, Poitou, Artois, Saintonge, Montalbanais..... 269

## CHAPITRE VII

**De l'inaction à la frayeur homicide.**

1758-1763.

Pages.

- I. Les terreurs de la Cour, de 1758 à 1760 : les protestants soupçonnés de trahir; comment on juge les pasteurs; l'incident de la lettre apocryphe de Paul Rabaut; les avertissements du comte d'Affry; la situation en Béarn.
- II. L'angoisse en province. — Le maréchal de Thomond, gouverneur du Languedoc. Le règne des espions : le rôle de Puechmille dans l'affaire du séminaire ambulante, de la reconstruction des temples, du synode national, de la levée des milices.
- III. La politique du laisser faire. — Les événements de la Picardie, du Limousin, du Béarn, du Languedoc; histoire de la banque protestante.
- IV. La réaction homicide. Les tentatives contre le ministre Figuières, en pays de Foix, en 1759-1761. La mort du pasteur Rochette en 1762, de Calas en 1762; les menaces contre Rabaut; l'affaire des avocats de Nîmes; une recrudescence de sanctions. Comment une crise d'affolement se trouve éclairée par un mot du Secrétaire d'Etat, comte de Saint-Florentin..... 331

## CHAPITRE VIII

**L'heure décisive du conflit.**

- I. Comment l'Église protestante a affecté de se désintéresser de tous les problèmes d'ordre pécuniaire : la question des biens de régie. L'attitude du gouvernement.
- II. Le véritable motif de l'intransigeance des protestants : la question des mariages. Comment elle est allée en s'aggravant sans cesse; sous la Régence; en 1724; période d'accalmie de 1725 à 1739; la période de crise de 1739 à 1752 et de 1754 à 1760.
- III. Comment cette question se pose, en 1762, avec une force particulière, à l'occasion des Protestants d'Alsace. L'attitude de la royauté en 1763; rôle du duc de Choiseul..... 382

~~~~~  
TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C<sup>ie</sup>. — MESSIL (EURE),  
~~~~~

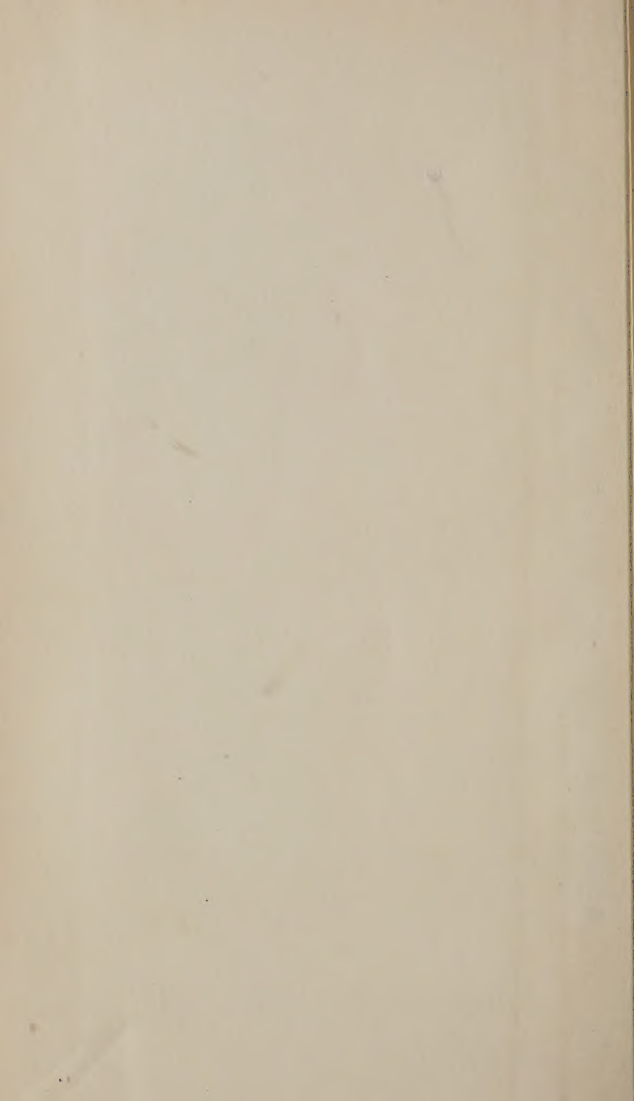












17631

274.403

D22

Dedieu, Joseph

AUTHOR

Histoire politique des

TITLE

Protestants Français (Vol. I)

DATE  
TURNED

